HISTOIRE

UNIVERSELLE

publiée par une société

DE PROFESSEURS ET DE SAVANTS

sous la direction

DE M. V. DURUY

PROFESSEUR D'HISTOIRE AU LYCÉE SAINT LOUIS

Imprimerie de Ch. Lahure (ancienne maison Crapelet)
rue de Vaugirard, 9, près de l'Odéon.

HISTOIRE

DU PORTUGAL

ET DE SES COLONIES

PAR

AUGUSTE BOUCHOT

Professeur d'histoire au lycée Napoléon



PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET Cie

RUE PIERRE-SARRAZIN, N° 14

(Près de l'École de Médecine)

1854



PRÉFACE.

Considérée d'ensemble, on ne peut nier que l'Europe constitue aujourd'hui une aristocratie véritable. En vain les géographes continuent-ils de la partager en quatre-vingt-sept pays indépendants, royaumes, républiques, empires ou fédérations, avec des croyances, des lois, des langues, des origines et des traditions diverses : cette division n'est qu'apparente, et elle se résume de fait en cinq États prépondérants. Que veulent la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse? voilà ce que sont réduites à se demander chaque matin toutes les autres nations du continent. Dépourvues d'existence propre et de volonté personnelle, c'est de ces hautes puissances qu'elles attendent docilement une impulsion et un mot d'ordre; inclinant tour à tour vers l'une ou vers l'autre ; s'abaissant avec celle-ci, s'élevant avec celle-là ; sans autre politique que de bien pressentir leurs vicissitudes ; sans autre chance de prospérité et même d'existence que leurs éternelles rivalités ou leur orgueilleux patronage.

A ces cinq grandes nations, réglant à leur gré les destinées de l'ancien monde, joignons la naissante grandeur des

États-Unis d'Amérique, et nous aurons énuméré toutes les influences souveraines auxquelles obéit aujourd'hui le genre humain :

« Humanum paucis vivit genus.... »

Mais, outre qu'il n'en était pas ainsi autrefois, avant que ces quelques colosses de puissance eussent pris ces incomparables accroissements, cette écrasante prééminence de certains peuples ne saurait pourtant détruire tout l'intérêt qui s'attache à l'histoire des États secondaires. S'il n'appartient pas à ceux-ci de bouleverser ou d'apaiser le monde, d'y ériger en lois leurs caprices, d'en déchirer et d'en refaire la carte, ils n'y sont pas moins en possession d'un rôle bien considérable encore; car ils figurent dans la balance comme tiers parti, comme appoint, et, pour être indirecte, leur influence n'a pas laissé que d'être bien souvent décisive. Ne sont-ce pas les sept Provinces-Unies qui, après avoir brisé, au XVIe siècle, la monarchie de Charles-Quint par leur insurrection, ont contenu, au XVIIe siècle, la grandeur de Louis XIV par leur résistance? N'est-ce pas la maison de Savoie qui a tenu si longtemps en échec la redoutable maison d'Autriche, et qui a sauvé du moins les débris de l'indépendance italienne? N'est-ce pas le Portugal lui-même qui a livré tour à tour la Péninsule à Richelieu et à l'Angleterre, et qui, plus récemment, en présence de l'Europe abattue, inaugura l'accablante décadence de la France impériale?

Cette importance historique des États secondaires, notre pays surtout ne peut la méconnaître, lui dont la politique

traditionnelle a été de soutenir tous les États de second ordre, d'en former tout le long de ses frontières, et de les enrôler comme auxiliaires contre l'implacable jalousie de ses puissants rivaux. C'est ce même rôle joué par la France sur l'Océan qui l'a constituée le champion habituel de la liberté des mers.

Quelque tristesse que puisse inspirer la situation actuelle du Portugal, l'histoire de ce petit royaume n'en demeure d'ailleurs pas moins l'une des plus dramatiques et même des plus merveilleuses. L'Empereur avait eu soin d'en recommander l'étude dans ses lycées. Il y trouvait, avec raison, une excellente école d'enthousiasme et d'héroïsme pour ces jeunes générations qu'il entraînait à sa suite dans toutes les capitales de l'Europe.

Pour ne parler, en effet, que des temps modernes, et sans même nous arrêter devant la grande ombre du Lusitanien Viriathe, quels plus modestes commencements que ceux de ce royaume, bientôt après si puissant; et comme la grandeur de l'homme éclate bien dans cette magnifique transformation! Ce n'est d'abord qu'un petit comté, vassal de la Castille, destiné seulement à couvrir la frontière du sud-ouest, et que menacent à la fois l'orgueil castillan et la puissance des Maures. Mais en vain la Castille exige-t-elle le maintien de sa suprématie; en vain aussi la grandeur musulmane se renouvelle-t-elle trois fois. L'exaltation religieuse et le patriotisme suffisent à cette double lutte, écartent ce double danger, et le Portugal, devenu royaume, s'avance incessamment des bords du Minho jusqu'aux rivages de l'Océan.

C'est sans doute une bien glorieuse époque que ces deux siècles de formation, et la France du moins n'y peut être indifférente, puisque les successeurs d'Henriquez étaient issus de nos rois! Pas un village qui ne soit une conquête; pas un progrès qui ne soit payé du sang portugais. On admire à bon droit les Hollandais pour avoir arraché leur territoire à l'Océan; les Portugais conquirent le leur sur la Castille et sur Mahomet.

Nulle part ne brilla mieux la valeur personnelle des chevaliers chrétiens, et c'est là peut-être le plus beau côté de l'histoire portugaise. Le théâtre y est étroit, mais les acteurs y sont dignes de la plus vaste scène. Quels soldats ou quels croisés la France, l'Angleterre et l'Allemagne pourraient-elles alors élever au-dessus d'Alphonse Henriquez, d'Égaz Moniz, de Bernard Froias, de Perez Correa, de Martin Freitas, de Giraldo Giraldes?

Et tandis que les Portugais se confient si aveuglément à leurs rois pour le service de la patrie et de la foi, quel esprit, au contraire, d'indépendance et de fierté! Là pas de rois despotes ni de nobles oppresseurs : ils ne sont que les chefs, que l'élite respectée de la nation, et c'est au sein des Cortès que réside, en effet, toute la souveraineté nationale. Heureux contraste avec ce qui se passait au même temps en Angleterre, en France, en Allemagne et en Italie. C'était justice. La liberté devait germer d'abord sur cette terre belliqueuse où la croisade armait incessamment tous les bras valides, et où le titre de chrétien, dominant toute autre distinction sociale, unissait tous ces braves compagnons d'armes par les liens d'une mutuelle estime, d'une véritable fraternité.

Puis, tout à coup, quel comble de gloire et de grandeur! A peine le Portugal a-t-il atteint ses frontières naturelles, repoussé les infidèles, confondu l'orgueil castillan, et fondé sa constitution intérieure, qu'il ne veut point se contenter d'être libre. Il étouffe aussitôt dans ses étroites limites, et, impatient de répandre au dehors son activité, son courage et son zèle, le voilà qui s'empresse de rejeter sur l'Afrique la guerre qu'elle lui a si souvent envoyée. De là toutes les merveilles qui illustrèrent le siècle suivant, et les fécondes méditations de l'infant don Henri, et tous les rivages de l'Afrique reconnus, et l'Amérique découverte, comme une magnifique récompense décernée par le hasard à l'audace des Portugais, et le grand Océan impunément traversé, et les Indes retrouvées, et l'Asie vassale, et tout le commerce du monde bouleversé, et l'homme entrant enfin en possession de toute sa demeure. Quelle révolution soudaine! et quelle nation puissante accomplit jamais rien de plus grand?

Barthélemy Diaz, Vasco de Gama, Alvarès Cabral, Almeida, Albuquerque, noms immortels, en effet, et auxquels l'univers entier ne doit pas moins que leur patrie même une éternelle reconnaissance; car c'est bien moins encore au Portugal que profita leur génie qu'à tous les peuples, à toutes les générations, à toute l'humanité : soit qu'on ne recherche dans leur œuvre que les résultats maritimes et commerciaux; soit que, s'élevant plus haut, l'on y découvre toute une série de conséquences politiques, intellectuelles et morales. Comme celles de l'imprimerie, au xve siècle, et de la vapeur, au xixe, les découvertes maritimes des Portugais sont un de ces

rares événements dont l'esprit le plus pénétrant ne mesure que bien imparfaitement l'étendue.

C'est alors du moins que l'on peut mieux apprécier la merveilleuse importance de la marine. On savait déjà qu'Athènes, Tyr, Corinthe et Carthage, dans l'antiquité, Gênes, Venise et la ligue hanséatique, dans les temps modernes, n'avaient dû qu'à leurs flottes leur fameuse prospérité. Toutefois il s'en fallait bien qu'on sût encore tout ce que peut la mer pour la valeur relative des nations. La splendeur où s'élevèrent subitement le Portugal et Lisbonne acheva seule de dissiper cette ignorance. On commença enfin à comprendre que ce n'est pas uniquement de leur sol que les États doivent tirer leur grandeur et leurs richesses ; qu'elles peuvent aussi leur arriver des extrémités de l'univers dans les flancs de leurs vaisseaux ; que l'Océan, loin d'être une barrière, n'est qu'un chemin ; que la puissance maritime est le don d'ubiquité ; et Campanella n'étonna plus personne en s'écriant bientôt après que *la clef de la mer est la clef du monde*. Sans insister sur cette idée, rappelons-nous, en effet, ce qu'était le Portugal lorsque les Indes relevaient de lui seul, l'Espagne lorsque *l'Océan était espagnol*, et ce que devint la Hollande au XVIIe siècle. Voyons surtout ce que sont aujourd'hui l'Angleterre et les États-Unis ; car jamais l'importance de la marine ne s'est plus complétement révélée que depuis la découverte de la vapeur, la colonisation de l'Océanie, la conquête de l'Hindoustan et l'ouverture du Céleste Empire. Et que sera-ce encore dans un prochain avenir ? Le Portugal eut l'honneur d'en donner le premier grand exemple.

Malheureusement cette grandeur portugaise fut aussi

courte qu'éblouissante. Découvertes, en 1498, par Vasco de Gama, les Indes sortaient à peine des glorieuses mains d'Alphonse Albuquerque, que, dès 1515, elles menaçaient d'échapper à leurs premiers dominateurs. Sans répéter ici les détails que nous avons donnés sur une si rapide décadence, rappelons au moins, à l'honneur du Portugal, qu'elle fut le plus souvent indépendante de lui. Oui, sans doute, les faibles ou indignes successeurs d'Albuquerque n'y contribuèrent que trop puissamment, l'incapacité ayant aussitôt succédé au génie, la corruption au dévouement, le fanatisme à la modération, l'avidité au patriotisme; mais ces influences personnelles ne firent enfin qu'accélérer l'inévitable action des causes générales, et quelques noms propres ne suffisent pas pour expliquer une ruine si complète d'un si grand empire.

C'était et l'excessif éloignement de ces innombrables colonies, et leur dispersion, et leur étendue même, si hors de toute proportion avec la métropole. Pour exercer à la fois une domination redoutée, et au Brésil, et sur toutes les côtes de l'Afrique, et sur tous les rivages de l'Asie méridionale, depuis Socotora jusqu'à Malacca, jusqu'à Macao, jusqu'aux Moluques, le royaume de Portugal ne renfermait certes pas en lui-même d'assez puissantes ressources; ou bien il lui aurait fallu produire sans cesse de nouveaux Albuquerques, et tout sol est avare de pareils hommes. Il s'épuisa donc rapidement, et le jour où les autres nations de l'Europe, jalouses de son opulence, entreprirent de conspirer contre lui avec les Indiens, il se trouva dans l'impossibilité de leur résister. Souverain passager de l'Orient, ce n'était pas pour lui qu'il en avait rouvert le chemin.

...

Que serait-il arrivé si, docile aux patriotiques sollicitations de Christophe Colomb, la petite république de Gênes eût accompli, en 1480, ce qu'exécutèrent, en 1492, Isabelle la Catholique et l'Espagne? c'est qu'elle n'en aurait recueilli que la gloire. Accablée sous le poids d'une si grande découverte, qu'aurait pu faire cette ville du nouveau monde? elle l'eût vu passer aussitôt en de plus puissantes mains, et peut-être n'en eût-elle été elle-même que plus faible. Ainsi arriva-t-il, bien que plus lentement, au Portugal. Comme les individus, les nations doivent mesurer toutes leurs entreprises à leurs forces.

Oserai-je, à ce propos, risquer une autre observation, inédite peut-être? C'est que la principale responsabilité de cette prompte décadence devrait peut-être remonter des faibles héritiers d'Albuquerque, à ce grand homme lui-même, et à ses glorieux précurseurs, Pacheco, Almeida, fondateurs avec lui de l'empire portugais en Orient. Après que les Indes furent retrouvées, que devait-on en faire? les conquérir toutes, ou n'en saisir que quelques points? Une domination limitée ou universelle? l'occupation restreinte ou l'occupation complète, comme nous disions naguère en Afrique? Pacheco, Almeida, Albuquerque se prononcèrent tous pour le premier système. Non contents de régner sur l'Hindoustan, ils étendirent même leurs entreprises sur l'Arabie, sur la Perse, sur l'Indo-Chine, sur l'Océanie, et les succès glorieux qu'ils y obtinrent les affermirent dans cette audacieuse ambition. Fatale illusion du patriotisme et du génie, qui ne devait durer qu'autant qu'eux, et qui écrasa tout à coup leurs débiles successeurs! Combien les Hollandais se

montrèrent-ils plus modestes et plus réservés ! Ils ne demandèrent à l'Orient que quelques stations bien choisies, et c'est de ces quelques colonies, assez florissantes pour éveiller la jalousie de l'Angleterre, qu'ils ont tiré, depuis deux cent cinquante ans, assez de richesses pour briser la domination espagnole, pour balancer Cromwel, pour abaisser Louis XIV, et pour occuper une place respectée parmi les principales nations de l'Europe actuelle.

Quoi qu'il en soit, toute cette grandeur avait déjà disparu, les Indes étaient devenues stériles, et la décadence du Portugal avait cessé d'être un secret, lorsque le désastre d'Alcazar Quéver vint la rendre irrémédiable. C'était en 1578. Dès lors plus de grands hommes, plus de liberté, plus de littérature, plus de poésie, et Camoëns, en qui elle se résume toute, se félicite de mourir, afin de ne pas survivre à la patrie qu'il a chantée ; quand, à cette perte de la puissance, de la richesse et de la gloire, vint se joindre celle de l'indépendance. Dépourvu de rois nationaux et conquis en trois semaines par Philippe II, le Portugal alla s'abîmer parmi les nombreuses couronnes qu'accumulait alors l'insatiable ambition de ce redoutable prince.

Ce n'est pas que cette soudaine réunion de la Castille et du Portugal, si douloureuse qu'elle dût sembler à l'orgueil portugais, fût un malheur sans compensation. Incontestablement profitable aux Espagnols, elle pouvait aussi l'être aux Portugais, et peu s'en fallut que Lisbonne ne remplaçât, en effet, Madrid. Mais, outre que les vieilles et aveugles haines des deux nations n'en devenaient chaque jour que plus vio-

tentes ; que l'unité de la Péninsule fût toute nominale, et que les rois de Castille durent toujours traiter leurs nouveaux sujets comme des ennemis irréconciliables, c'était l'époque malheureuse où ces princes poursuivaient le plus ardemment la réalisation de leurs desseins démesurés. Associé malgré lui à leurs chimériques espérances, le Portugal n'y gagna que d'ajouter à ses propres malheurs le terrible contre-coup de leurs déceptions. Huit ans seulement après la réunion, c'est la ruine de l'invincible Armada ; six ans plus tard, c'est l'expulsion des Hollandais et leur première apparition dans les mers que le Portugal considérait naguère comme son domaine incontesté.

Aussi, lorsqu'en 1640, après soixante années d'oppression et de misère, la nation portugaise recouvra son indépendance et reprit des rois nationaux, le bonheur de s'appartenir fut le seul qu'elle put encore goûter. Ce n'était d'ailleurs qu'une ombre renaissante, sans armée, sans marine, sans finances, sans crédit, sans la gloire même de s'être relevée seule, redevable qu'elle était de cette résurrection inespérée aux combinaisons grandioses de Richelieu.

Tel qu'il était, et en dépit des dangers qui l'environnaient de toutes parts, le Portugal possédait d'assez beaux débris de son ancienne grandeur pour qu'il ne dût pas désespérer de lui-même. Les premiers princes de la nouvelle maison de Bragance ne semblèrent malheureusement pas s'en apercevoir. En vain leurs peuples les avaient-ils investis de toute leur confiance ; pas de réforme, pas de politique suivie, nulle marque ni de reconnaissance, ni de talent. Incessam-

ment préoccupés de compléter leur despotisme, de favoriser l'inquisition, et de signaler leur zèle, ils achevèrent, au contraire, la ruine du pays par l'insolent déploiement d'un faste à peine excusable à l'époque déjà bien lointaine où le Portugal disposait à son gré des richesses de l'Orient.

Que fut-ce lorsque, sous prétexte d'échapper aux convoitises prétendues de Louis XIV et de Philippe V, ou dans l'espérance naïve de conquêtes impossibles, Pierre II se précipita en aveugle entre les bras de l'Angleterre, 1703! Le Portugal reperdit ce jour-là son indépendance, et bien plus cruellement que sous Philippe II lui-même. Il n'avait que souffert sous les rois espagnols, et langui sous les premiers Bragances; il ne va plus être qu'une colonie, une ferme, une exploitation anglaise.

A défaut des rois, un ministre courageux entreprit cependant de soulever ce nouveau joug du Portugal, de ranimer ses concitoyens, et d'inaugurer des jours meilleurs. Il fut le Richelieu, le bienfaiteur de son pays, et le Portugal déploya aussitôt une vigueur qu'on ne lui soupçonnait plus. Jamais n'éclata mieux la puissance d'un seul homme. Mais, élève audacieux des idées françaises, Pombal n'avait d'autre appui que son maître, son bon droit et son talent contre la toute-puissance du clergé et des nobles, contre les menaçantes doléances de l'Angleterre et contre l'inintelligence du peuple même auquel il se dévouait. Son ministère fut donc une lutte infatigable; l'opiniâtreté des résistances le poussa à la tyrannie, et, comme il luttait seul contre tous, à peine Joseph Ier était-il mort que le marquis de Pombal succomba misérablement. On l'appela peu après le *grand marquis;*

mais il était trop tard: il venait d'emporter avec lui les dernières chances du Portugal, et les privilégiés et l'Angleterre respirèrent à leur tour. Comme Albéroni, il aurait pu dire : « Le Portugal était un cadavre, je l'avais ranimé; il va se recoucher dans son cercueil. »

Ce fut, hélas! sans retour. Depuis cette fatale chute ni le spectacle de la Révolution française, ni la guerre de l'indépendance, ni toutes les innovations de notre siècle, ni ce puissant mouvement de progrès qui entraîne toutes les nations modernes vers un nouvel avenir, n'ont pu refaire ce qu'avait tenté le marquis de Pombal. Dépouillé du Brésil et réduit à quelques colonies, l'ancien dominateur de l'Orient ne semble plus avoir conservé de forces que pour les dépenser en agitations stériles, en révolutions continuelles. S'agiter, est-ce vivre?

Est-ce donc à dire que le Portugal soit perdu, et que son histoire soit en même temps son oraison funèbre? Non; car les peuples ne meurent pas ainsi, et le Portugal possède, au contraire, toutes les ressources des nations neuves. Mais pour revivre dignement, ce qu'il lui faut, ce n'est plus, comme il semble croire, d'appartenir aux septembristes, aux constitutionnels, aux chartistes ou aux absolutistes, à M. de Costa-Cabral, à M. de Palmella ou à M. de Saldanha, toutes questions de théories politiques et de personnes qui n'ont jamais servi qu'à le tourmenter: c'est d'avoir, quel qu'il soit d'ailleurs, un gouvernement énergique, comprimant les factions, maintenant la discipline, et ne se préoccupant que de réformes. Aussi longtemps que ses finances demeureront à l'état de banqueroute permanente, que la solde de l'armée

ne sera pas payée, que les services publics ne seront pas assurés, quel que soit l'homme ou le parti qui gouverne, il n'y aura pour lui ni tranquillité intérieure, ni liberté véritable, ni renaissance de l'agriculture et de l'industrie, ni crédit, ni dignité à l'égard de l'étranger. Tout est là. Puisse-t-il y songer enfin!

Ce royaume de Portugal, si puissant et si dégénéré tour à tour, il nous reste à examiner pourquoi il existe. Quelle raison d'être a-t-il? et comment toute la Péninsule hispanique ne forme-t-elle pas un seul État, des Pyrénées à Gibraltar, de l'Atlantique à la Méditerranée?

C'est la géographie qui répond d'ordinaire à ces sortes de questions; car, mieux encore que les diversités d'origine et de langage, ce sont les convenances physiques qui déterminent les limites des nations. Voyez notre France : du Rhin aux Pyrénées, de l'Océan aux Alpes, quelle plus belle place pour un puissant empire! aussi quelle unité! quelle facilité de centralisation! Passons en Allemagne : quelle absence au contraire de frontières positives! quel territoire plus mal défini! quelles lignes plus incertaines! aussi quel manque d'unité! quelle multitude et quel pêle-mêle d'États rivaux! où est l'Allemagne? au N. ou au S.? sur le Danube ou sur le Rhin? à Berlin ou à Vienne? où commence-t-elle, où finit-elle en effet?

Il en est ainsi du Portugal, et la simple vue de la carte n'en explique pas l'existence. Que dans la Péninsule espagnole, les royaumes de Navarre, d'Andalousie et d'Aragon aient conservé si longtemps leur indépendance, rien de plus concevable, de plus naturel. Les monts Pyrénéens y proté-

geaient la première; la Sierra-Morena en isolait l'autre, et la *Ceronilla* d'Aragon en remplissait tout le versant oriental depuis les sources de l'Èbre jusqu'à Murcie. Mais où placer les barrières naturelles de la Castille et du Portugal? Aussi variables que leurs transactions, aussi incertaines que leur fortune, ces frontières n'existèrent jamais que sur le papier. Même climat d'ailleurs dans ces deux pays; mêmes chaînes de montagnes, toutes parallèles aux Pyrénées; mêmes vallées au pied de ces montagnes; mêmes fleuves au fond de ces vallées. Loin d'avoir séparé le Portugal de la Castille il semble que la nature ait pris plaisir à multiplier leurs liens.

Et si l'on nous objecte les tristes déserts de l'Estramadure espagnole, comparables, en effet, sauf l'étendue, aux steppes de l'Asie ou aux pampas de l'Amérique méridionale, ne suffira-t-il pas d'observer que ces déserts sont bien moins l'œuvre de la nature que le fruit même de l'antique rivalité des Portugais et des Castillans? Toute l'Estramadure castillane faisait même jadis partie de la Lusitanie.

A défaut de la géographie, pourrons-nous mieux invoquer la différence des religions, des langues, des gouvernements, des habitudes sociales? Pas davantage, et nous ne trouvons là au contraire que de nouvelles raisons d'intimité. Quant à celle d'origine, si elle existe, elle est tellement ancienne, tellement obscure, qu'elle peut être le secret de quelques érudits et non la source d'une antipathie nationale.

Mais alors pourquoi cette séparation si ancienne, cette haine si irréconciliable? La seule cause véritable m'en paraît être la tradition historique, plus puissante cette fois que

la nature elle-même. Les Lusitaniens ne formaient-ils pas déjà une confédération particulière à l'époque où Carthage établit parmi eux ses premiers comptoirs, où Rome entreprit de les subjuguer, où Viriathe réussit à les défendre ?

Ce funeste isolement des populations espagnoles servait trop bien les intérêts de l'ambition romaine pour que le sénat et les empereurs n'eussent pas soin de le perpétuer. De là le partage de la Péninsule d'abord en deux, puis en trois, puis en cinq provinces, non certainement d'après les convenances géographiques, mais dans la seule pensée d'accroître et d'éterniser l'heureuse impuissance de ce belliqueux pays.

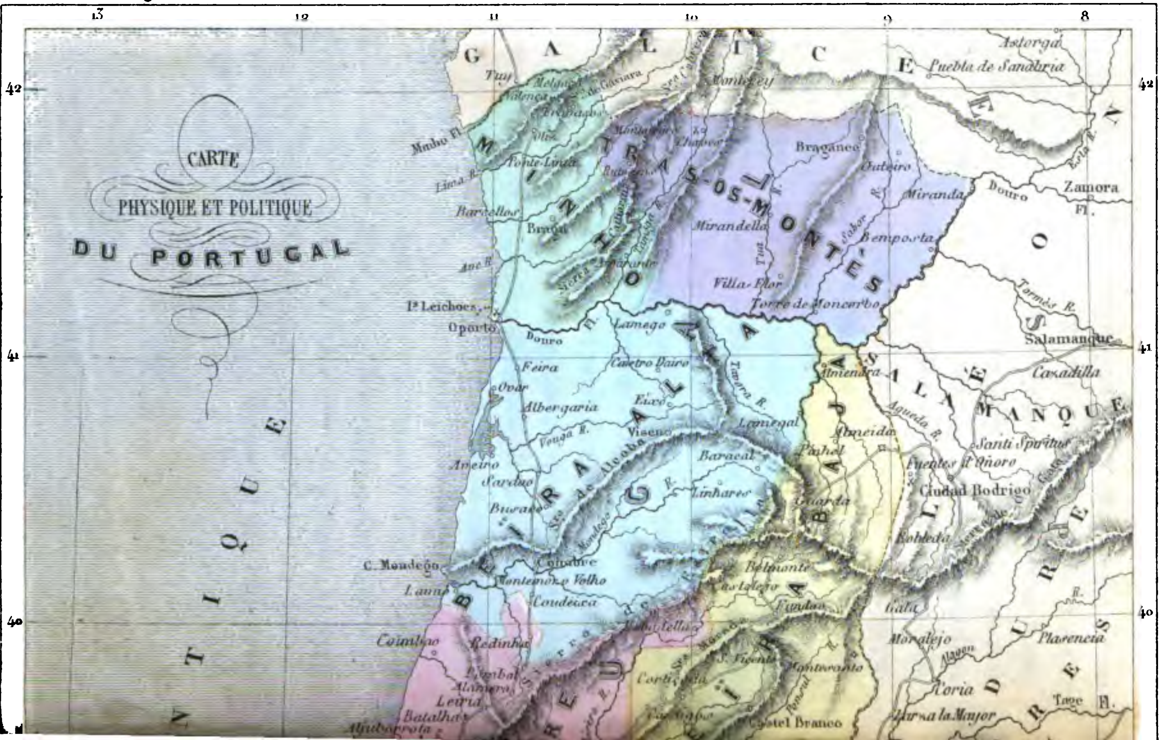
Unis ensuite au reste des Espagnols, sous la facile domination des Visigoths et des Arabes, les Lusitaniens ressaisirent avec joie une liberté dont ils avaient l'habitude, d'abord sous le nom de comté, puis sous celui de royaume, et toutes les tentatives de la Castille pour les replacer sous sa suprématie ne servirent désormais qu'à irriter encore cette passion d'indépendance.

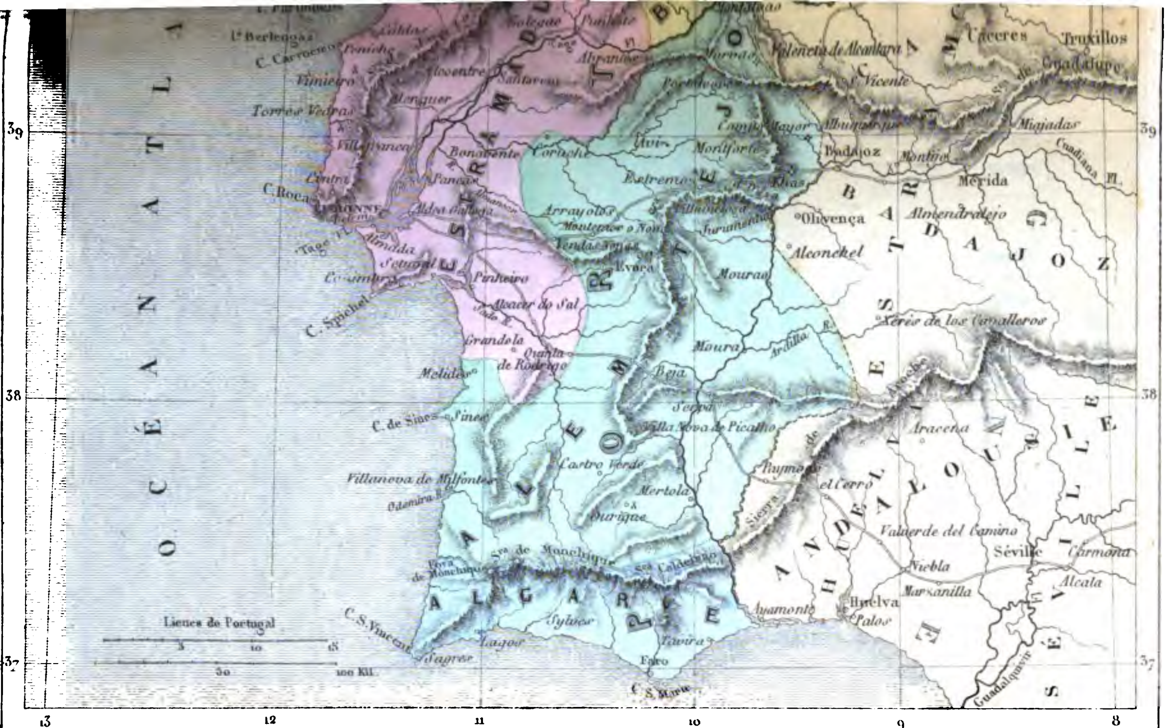
Que fut-ce lorsque le nouveau royaume eut porté ses frontières jusqu'à l'Océan ; lorsqu'il eut vaincu à Aljubarota ; lorsqu'il eut donné le signal des découvertes maritimes, et que l'empire incontesté de l'Orient fut devenu le prix de cette glorieuse initiative ! Trop de grandeur et trop de gloire s'attacha dès lors au nom portugais pour que la nation qui le portait pût consentir à l'échanger contre quelque autre que ce fût.

Les soixante années d'oppression et de décadence que le Portugal eut ensuite à traverser sous les indignes héritiers de Charles-Quint, n'étaient-elles pas malheureusement bien propres à envenimer encore cette répulsion nationale ?

Ajoutons que le Portugal peut se suffire, et qu'il a bien moins besoin de la Castille que la Castille de lui. N'a-t-il pas un territoire très-fertile, et l'embouchure des plus beaux fleuves espagnols, et d'excellents ports, et l'Océan qui s'ouvre à ses vaisseaux? Que de pays, en Europe, qui prospèrent dans des conditions bien moins favorables! qui ne sont nés, comme lui, que de l'histoire! qui, comme lui, n'ont d'autres limites que des frontières morales, plus solides, après tout, que les fleuves et les montagnes!

Qu'en dépit de la nature même, le royaume de Portugal conserve donc son indépendance, puisque tel est son plus ardent désir; mais moins désormais pour la satisfaction d'un vain orgueil que pour se montrer digne de son nom et de son passé. Outre les réformes intérieures et l'affermissement de la paix, que lui faut-il pour cela? rien qu'une alliance intime avec l'Espagne, et l'abaissement progressif de leurs douanes respectives, et la canalisation de leurs fleuves communs, et un système tout nouveau de routes, et un habile réseau de chemins de fer qui fasse enfin de la Péninsule entière un seul pays, malgré les séparations politiques. C'est à ce prix seulement que le Portugal peut encore se flatter d'échapper à l'anarchie, à la ruine, et à l'Angleterre, et, avec lui, toute l'Espagne, aux applaudissements de la France dont le Portugal et la Castille sont également des alliés naturels.


CARTE
PHYSIQUE ET POLITIQUE
DU PORTUGAL
GALICE
LÉON
TRAS-OS-MONTÈS
MINHO
BEIRA ALTA
BEIRA BAJA
BEIRA
SALAMANQUE
ESTRÉMADURE
OCÉAN ATLANTIQUE
Tuy
Valença
Ponte Lima
Barcellos
Braga
Oporto
Pt Leichoes
Bragance
Outeiro
Miranda
Mirandella
Bemposta
Villa-Flor
Torre de Moncorbo
Lamego
Castro Daire
Feira
Ovar
Albergaria
Vouga R.
Viseu
Aveiro
Sardão
Buraco
Linhares
Baracal
Lamegal
Almeida
Pinhel
Guarda
Belmonte
Castelejo
Fundão
Coimbre
Montemor o Velho
Coudeixa
C. Mondego
Coimbrao
Redinha
Pombal
Leiria
Batalha
Aljubarrota
Castel Branco
Astorga
Puebla de Sanabria
Zamora
Douro
Salamanque
Tormes R.
Casadilla
Santi Spiritus
Fuentes d'Oñoro
Ciudad Rodrigo
Agueda R.
Robleda
Gata
Moraleja
Coria
Plasencia
Tage
Almendra
Tavora R.
42
41
40
13
12
11
10
9
8



Dressé par A. Vuillemin.

Librairie de L. Hachette et Cie

Gravé par E. George

HISTOIRE

DU PORTUGAL.

CHAPITRE PREMIER.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DU PORTUGAL.

LIMITES, MONTAGNES, VOLCANS, CAPS ET FLEUVES; — RIVAGES, CLIMAT, PRODUCTIONS ET SITUATION.

Limites, montagnes, volcans, caps et fleuves.

Situé à l'extrémité occidentale de la péninsule hispanique et du continent européen, le royaume de Portugal s'étend du 8° 46′ de longitude au 11° 51′ et du 36° 58′ au 42° 7′ de latitude. Ses limites, déterminées à l'ouest et au sud par la nature elle-même, par les flots de l'Atlantique, sont purement conventionnelles au nord et à l'est, où les provinces espagnoles de Galice, de Valladolid, de Zamora, de Salamanque, d'Estramadure et de Séville se sont accrues et diminuées suivant les stipulations variables des traités conclus par les deux couronnes. Ainsi pressé entre l'Océan et l'Espagne, le Portugal ne se compose que d'une bande étroite, dont la plus grande longueur ne dépasse pas cinq cent soixante-seize kilomètres (depuis Melgaco jusqu'à Faro dans l'Algarve), et la largeur moyenne cent soixante-huit; en tout huit cent quatre-vingt-dix-sept myriamètres carrés.

Les nombreuses chaînes de montagnes dont se hérisse le sol portugais appartiennent toutes à celles de l'Espagne, et suivent une direction parallèle aux monts Pyrénéens. Les plus considérables sont, en descendant du nord au sud, la serra de Montesinho, la serra d'Albardos, la serra d'Alcoba, la serra d'Estrella, de Cintra, de Monchique, de Caldeirao. Les pics les plus élevés de ces *serras* sont le Gaviera dans

le Minho, et la Foia dans les Algarves (deux mille cinq cents et mille trois cents mètres). Le cap Saint-Vincent, situé à l'extrémité sud-ouest du Portugal et auquel aboutit la serra de Monchique, est le point le plus occidental de l'Europe. Nous signalerons encore les caps Spichel, de la Roca, Carvoeiro, Mondego, Buarcos. Les montagnes que l'on vient de citer présentent, pour la plupart, des traces incontestables d'anciens volcans. Elles abondent aussi en belles carrières de marbre, en mines d'or, d'argent, de fer, de cuivre, de plomb, surtout en sources minérales et thermales dont Vasconcellos compte plus de deux cents. C'est au sommet de ces montagnes, dans la serra d'Estrella, que s'étendent les deux principaux lacs du Portugal ; encore est-ce à la poésie qu'ils sont redevables de leur célébrité. Que de légendes populaires sur les abîmes du Lago Grande et sur les mystérieux canaux qui le mettent en communication avec l'Océan !

Il en est des fleuves du Portugal comme de ses montagnes, c'est-à-dire qu'ils naissent en Espagne et coulent parallèlement aux Pyrénées jusqu'à l'Atlantique : 1° le Minho prend sa source en Galice, à quelque distance de Lugo, coule du nord au sud, puis de l'est à l'ouest, sert de limite au Portugal, et termine, à l'Océan, un cours de deux cent soixante-dix kilomètres. Le Minho tire, dit-on, son nom du vermillon (minium) qui se recueille en effet sur ses bords ; 2° le Douro, en portugais Duero, dont les sources sont voisines de Soria, et qui, après avoir fécondé plusieurs provinces espagnoles, pénètre en Portugal au confluent de l'Agueda, d'où il court presque directement vers l'Océan. Le cours du Duero est de sept cent dix kilomètres. Il roulait jadis assez de paillettes d'or pour enrichir un grand nombre d'ouvriers ; 3° le Tage (Tejo), originaire des monts Albarracin, sur les frontières de l'Aragon, qui devient portugais, à quelque distance d'Alcantara, traverse une célèbre vallée de cent vingt kilomètres, s'élargit tout à coup et va, par une embouchure de huit kilomètres, nommée aussi barre de Lisbonne, se confondre avec la mer ; 4° la Guadiana, qui, sortie du fond de la Nouvelle-Castille, disparaît durant vingt-deux kilomètres, reparaît à Los Ojos de la Guadiana, coupe la chaîne marianique, sépare

à deux reprises le Portugal de l'Espagne, et se perd brusquement dans l'Atlantique.

Tels sont les quatre grands fleuves du Portugal. Sans y joindre les trentre-quatre fleuves et rivières qu'énumèrent si complaisamment les géographes portugais, contentons-nous de reconnaître que leur pays est l'un des mieux arrosés de l'Europe et de nommer : 1° le Mondego, entre le Duero et le Tage, seul fleuve un peu important qui naisse et finisse en Portugal; 2° le Lima, si fameux autrefois sous le nom de Lethes; 3° l'Ave, entre Braga et Porto; 4° le Sado, qui arrose l'Alemtejo; et, parmi les rivières, la Taméga et l'Agueda affluents du Duero; l'Ergas et le Zérère, tant chanté par Camoëns, tributaires du Tage. La plupart de ces cours d'eau ne sont que des torrents tour à tour gonflés par les neiges des montagnes et desséchés par les ardeurs de l'été.

Rivages, climat, productions et situation.

Loin d'être découpées, comme celles de l'Angleterre, de l'Italie ou de la France, les côtes du Portugal n'offrent qu'une saillie considérable, celle qui sépare le cap Spichel du cap Carvoeiro. Aussi les rades naturelles lui font-elles défaut, et c'est à l'embouchure de ses fleuves que sont situés la plupart de ses ports : Porto, à l'embouchure du Duero; Buarcos et Figuera, à celle du Mondego; Lisbonne, à celle du Tage; Sétubal, à celle du Sado, etc., etc. Les quelques îles qui bordent ces rivages méritent à peine un souvenir : 1° le petit groupe de Faro, en face de cette ville, au sud de l'Algarve; 2° les Berlengas, vis-à-vis de l'Estramadure, au nombre de sept, et dont la plus considérable renferme un fort; 3° les Farilhoëns, au nord des Berlengas. Quant aux Açores, séparées du Portugal par une navigation de mille trois cents kilomètres, peut-on les regarder comme une dépendance géographique de ce pays ?

Le climat du Portugal est très-variable, selon les lieux. S'il n'est pas rare de voir de la neige entre Minho et Duero, à Guarda, à Bragance, dans la serra d'Estrella, partout enfin où les montagnes atteignent une assez grande élévation, dans les plaines, au contraire, et sur les côtes, où la brise

de mer vient tempérer l'ardeur du soleil, dans les Algarves surtout, règne un éternel printemps. La moyenne de la température est même un peu moins élevée à Lisbonne qu'à Toulon, et les médecins anglais y envoient leurs malades. Ce n'est donc pas sans raison que Strabon nomme le Portugal une terre heureuse, et que, quittant les sombres horizons de l'Angleterre, Childe-Harold s'exalte à la vue de ce beau pays. La nature a tout fait pour lui. Que n'en fait-il autant pour lui-même! L'Alemtejo, les Algarves languissent aujourd'hui presque sans culture. Tant vaut l'homme tant vaut la terre.

A cette diversité d'aspects et de climats correspond cependant une merveilleuse variété de productions. Sur le flanc des montagnes, le pin, le chêne, le châtaignier, des herbages magnifiques et toute la flore des lieux élevés; partout ailleurs les céréales et les fruits de toute espèce, les raisins, les olives, les oranges, les grenades, les figues, les dattes. Il suffirait de quelques efforts pour y naturaliser toutes les plantes équinoxiales. Le Portugal nourrissait autrefois une partie des Espagnols; César l'appelle la Sicile de l'Espagne. Les principales races d'animaux y sont le bœuf, le mulet, le mouton, comparable à celui de l'Espagne elle-même, le cerf, etc., etc.; et, parmi les animaux malfaisants, le loup, le sanglier, le chat sauvage et de nombreux reptiles, au nombre desquels le gecko, sorte de lézard dont la morsure est mortelle.

Si l'on peut dire avec raison que la géographie éclaire, et, bien souvent même, domine l'histoire, est-il un seul pays auquel puisse mieux qu'au Portugal s'appliquer cette observation? Enfermé entre l'Atlantique et l'Espagne, placé loin du mouvement général de l'Europe, comment pourrait-il aspirer à un rôle considérable sur le continent? Mais l'immensité de l'Océan s'ouvre devant lui, et elle semble encourager son audace. C'est donc sur sa marine et sur les flots que repose nécessairement tout l'avenir, toute la fortune, toute la gloire du Portugal. Son histoire s'explique par sa situation.

PREMIÈRE PÉRIODE.

LE PORTUGAL DEPUIS LES TEMPS ANCIENS JUSQU'A HENRI DE BOURGOGNE (1094).

CHAPITRE II.

TEMPS ANCIENS JUSQU'AUX ARABES.

LUSITANIE ; LUTTE DE ROME ET DE CARTHAGE JUSQU'EN 201. — LONGUE RÉSISTANCE DES LUSITANIENS ; VIRIATHE. — LA LUSITANIE DURANT L'EMPIRE (30 AV. J. C. JUSQU'A 407 AP. J. C.). — INVASION DES BARBARES ; DOMINATION DES VISIGOTHS (407-711).

Lusitanie ; lutte de Rome et de Carthage jusqu'en 201.

Sans insister ici sur les vieilles origines du Portugal, ni remonter, avec Camoëns, jusqu'à l'illustre compagnon de Bacchus[1], qui fut, dit-il, le père des Portugais, comment refuser un regard aux premiers temps de ce pays? L'antiquité fut l'âge héroïque du Portugal, et la négliger ce serait lui ravir quelques-uns de ses plus beaux titres de gloire.

Les peuples que l'on nomme aujourd'hui Portugais s'appelaient alors Lusitaniens. Situés entre le Duero, l'Océan et la Guadiana, ils se divisaient en une multitude de tribus ennemies ou confédérées, vivant, à la façon des barbares, de guerre, de chasse et de butin, lorsque les Phéniciens et les Grecs, attirés par la fécondité de leur sol, par les richesses de leurs montagnes, vinrent établir parmi eux leurs premiers comptoirs[2]. Puis arrivèrent les Carthaginois, non plus seulement

1. Lusus.

2. Le pays vaguement désigné sous le nom de Lusitanie, plus vaste que le Portugal actuel, comprenait : 1° le territoire des Lusitans, au nord, villes principales : Olisippo (Lisbonne), Chretina (Cintra), Arabriga (Brega), Conimbriga (Coïmbre), Scalabis (Santarem), Selium (Viseu), Talodi (Tavora), etc. ; 2° celui des Vettons, v. pr. : Salamanque, Lancia Transcudana (Ciudad Rodrigo), etc. ; 3° celui des Celtici, v. pr. : Ebora (Evora), Moron sur la Guadiana, Pax Julia (Baja), Cœtobriga (Setubal), etc ; 4° celui des Cunici, aujourd'hui l'Algarve, v. pr : Gunaca, Lacobriga (Lagos), Myrtilis (Mertola), etc. Au nord du Duero, entre ce fleuve et le Minho, les Gallaici Baccarii, divisés en vingt-quatre tribus, avaient pour villes principales : Bracara (Braga), Calo (Porto), Tudæ (Tuy), etc.

comme navigateurs, mais comme conquérants. Ils marchaient sous la conduite d'Amilcar Barca, et celui-ci sut si bien mettre à profit les éternelles divisions des Espagnols, soit pour les gagner, soit pour les réduire, que peu s'en fallut qu'il ne réalisât complétement les vastes désirs de l'ambition carthaginoise. Les Lusitaniens eurent toutefois l'honneur de rejeter le joug qu'acceptaient leurs voisins, et ce fut en les combattant que périt ce grand capitaine.

Asdrubal, son gendre, et Annibal, son fils, poursuivirent heureusement son œuvre, et bientôt ce dernier se crut même assez assuré de sa conquête pour s'élancer à celle de l'Italie, de Rome et du monde. Il fit plus, et, à défaut de son ingrate patrie, il osa considérer l'Espagne comme son arsenal contre Rome. La Numidie lui fournissait ses cavaliers; l'Espagne et la Gaule composèrent son infanterie.

Rome démêla si bien cette politique d'Annibal qu'elle ne déploya pas moins d'énergie pour arracher l'Espagne à ses lieutenants que pour l'écarter lui-même de ses murailles. La haine universelle que les gouverneurs carthaginois y avaient déjà soulevée contre eux, lui en donna le moyen et lui dicta son rôle : elle se présenta aux Espagnols comme libératrice. Les Lusitaniens ne furent pas les moins empressés à se coaliser avec elle, non pour briser, car Annibal n'avait pas pénétré jusqu'à eux, mais pour éloigner la domination africaine, dont ils détestaient le voisinage.

Aussi bien cette première conspiration de l'ambition romaine et du patriotisme espagnol ne fut pas heureuse. Tandis qu'Annibal court de victoire en victoire, qu'il écrase quatre armées romaines, qu'il s'avance jusqu'aux portes de Rome, et qu'il venge si glorieusement Carthage et l'univers, que voyons-nous en effet au delà des Pyrénées? Les deux Scipions vaincus et tués, la tyrannie carthaginoise s'appesantissant de nouveau sur la péninsule accablée, et le sang lusitanien vainement répandu pour la liberté commune. Mais c'est alors qu'arriva Publius Scipion (211), et, quelques années après, il ne restait que Gadès aux Carthaginois. Il la prit aussi en 205, et, dès lors, il ne songea plus qu'à arracher Annibal de l'Italie. Il venait de le désarmer en lui enlevant l'Espagne.

Longue résistance des Lusitaniens; Viriathe.

Les Espagnols se réjouissaient de l'expulsion des Africains, lorsque le sénat leur apprit qu'ils n'avaient fait que changer de maîtres. Toutes les tribus de l'Espagne étaient trop fières pour se réduire si docilement à la condition de sujettes, et l'arrivée des premiers gouverneurs romains leur donna le signal d'un soulèvement universel. Le courage était égal des deux parts et la lutte fut terrible; Rome, qui avait l'avantage de la discipline et des armes, finit toutefois par l'emporter. Les Lusitaniens furent d'abord accablés, de 189 à 178, et ils se résignèrent enfin à demander la paix, pendant que les Celtibériens rendaient leurs derniers combats. Les pertes que leur avait causées cette grande lutte furent même si cruelles, qu'on ne les voit plus remuer jusqu'en 153, et cela malgré les révoltes auxquelles leurs voisins se laissaient incessamment entraîner. C'est dans ces divisions des peuplades espagnoles, dans ce perpétuel défaut d'ensemble, que réside la cause principale de leur défaite collective. Impuissante sans doute contre leur coalition, Rome les abattait sans peine l'une après l'autre. Aussi bien cette fatale désunion n'est-elle pas particulière à l'antique Espagne. Ainsi l'a voulu la nature elle-même. On ne dit pas encore l'Espagne, mais les Espagnes.

Les Lusitaniens semblaient donc asservis lorsque Carthage, menacée de nouveau par son implacable rivale, réussit à les soulever, à son tour, au nom de la liberté universelle. Combien de maux, mais aussi que de gloire leur valut cette insurrection, grâce à Viriathe, le plus illustre nom dont puisse s'enorgueillir la vieille histoire du Portugal!

Échappé presque seul au massacre de trente mille Lusitaniens, lâchement assassinés par Servilius Galba, ce jeune pâtre osa ne pas désespérer de sa patrie, et la haine l'improvisa général. Son armée, peu à peu grossie au sein des montagnes qui lui servaient d'asile, harcela d'abord, puis affronta, battit et dispersa les légions romaines. Lorsque cinq années de succès éclatants eurent assez affermi sa puissance et sa renommée, il entreprit même d'appeler toute

l'Espagne à la liberté ; de réunir toutes les tribus dans une même cause, sous une même main, et l'on put entrevoir le jour où les aigles romaines repasseraient les Pyrénées. Mais les Celtibériens seuls prirent les armes, et, comme ils voulaient combattre à part, ils furent promptement écrasés. En vain Viriathe remportait-il cependant les plus glorieuses victoires ; en vain contraignait-il le sénat romain à le traiter en égal ; en vain semblait-il grandir chaque jour ; Rome trouva bien le moyen de se délivrer de cette nouvelle terreur. Deux soldats de Viriathe l'assassinèrent pour un peu d'or et il emporta avec lui la liberté de la Lusitanie et de l'Espagne (140). Désespérant de plier jamais à l'obéissance les compagnons de ce grand homme, Cépion n'eut plus alors qu'à en transporter une multitude sur les rivages de la Méditerranée, où Valence s'éleva par leurs mains. Tel était l'enthousiasme dont Viriathe avait rempli ses concitoyens, que Rome eut à vaincre leurs femmes mêmes. Qu'importait la mort à ce peuple? il tombait pour une noble cause et la mort des braves lui ouvrait le ciel. Sans doute encore plus d'un Lusitanien, voyant la ruine de sa patrie, se glissa-t-il dans les murs de Numance assiégée, pour y défendre les derniers débris de l'indépendance espagnole (133).

Depuis lors les Lusitaniens endurèrent toutes les souffrances attachées à la domination romaine. Rome était dans la plénitude de sa force et c'eût été folie de l'attaquer. Mais à peine les guerres civiles eurent-elles commencé de l'affaiblir, que l'on put voir si les souvenirs de l'ancienne indépendance étaient complétement effacés. Quand Sertorius vint demander à l'Espagne les moyens de relever la cause vaincue de la démocratie, les Lusitaniens ne furent-ils pas les premiers à le saluer pour leur chef (80)? Ils se flattaient de recouvrer avec lui l'inestimable bien qu'ils avaient perdu avec Viriathe, et c'est dans cette seule espérance qu'ils s'empressèrent de mettre toutes leurs forces au service du partisan proscrit de Marius.

Les premiers succès furent brillants, et Métellus dut lever le siége de Lacobriga, évacuer la Lusitanie et se replier sur l'Èbre, tandis que l'Espagne entière s'associait aux Lusita-

niens pour seconder Sertorius. L'on s'accordait à voir en lui un libérateur, et même un favori des dieux. La biche blanche qui l'accompagnait en tous lieux semblait un intermédiaire entre le ciel et lui.

Cette royauté datait déjà de cinq années, et l'Espagne ne cessait d'applaudir à sa liberté renaissante, lorsque Sertorius, égaré sans doute par la prospérité, ne parut plus prendre plaisir qu'à confondre toutes ces espérances, à démentir cette joie, et à bien démontrer aux Espagnols qu'ils n'étaient qu'un instrument aveugle de ses desseins ambitieux. Ils l'abandonnèrent donc et entreprirent de se protéger eux-mêmes ; mais Pompée étouffa promptement leur insurrection, sans obtenir toutefois une soumission complète, et sans empêcher que la liberté ne trouvât au moins un asile dans les âpres montagnes de la Lusitanie, puisque c'est au retour d'une pénible expédition contre ces indomptables montagnards, que Jules César obtint le consulat et forma le premier triumvirat (59). Les événements qui s'accomplirent ensuite en Espagne, durant la fameuse rivalité de César et de Pompée, ne nous apprennent rien sur la Lusitanie. L'Espagne n'y figura guère que comme l'un des principaux théâtres de ces grandes luttes, où elle voyait ses ennemis se déchirer eux-mêmes, et expier par d'horribles dissensions l'exécrable tyrannie qu'ils imposaient au monde.

La Lusitanie durant l'empire (30 av. J. C. jusqu'à 407 ap. J. C.)

C'est à l'habile héritier du grand César, à Octave, devenu Auguste, qu'il était réservé de compléter la soumission de la Lusitanie, en donnant une sorte d'organisation à ces pays que les généraux républicains s'étaient contentés de conquérir. La vaste province qu'il désigna de ce nom, et qu'il s'empressa de ranger parmi celles dont il s'adjugeait le gouvernement, comprenait le Portugal actuel (à l'exception de Tras os Montes et d'entre Minho et Duero, qui faisaient partie de la Tarraconaise) et la moitié de l'Estramadure castillane. Afin d'y mieux effacer les souvenirs irritants de l'indépendance nationale, il prit soin, comme en Gaule, d'y changer

les anciens noms des villes ou d'en fonder de nouvelles : Pax Augusta, aujourd'hui Badajoz; Liberalitas Julia, aujourd'hui Evora; Bracara Augusta, aujourd'hui Braga; Augusta Emerita, aujourd'hui Mérida, et qui devint la capitale du pays, etc.... L'antique Olisippo se convertit aussi en Felicitas Julia; Scalabis, en Præsidium Julianum, etc.... Quelques autres cités, qui conservaient leurs anciennes dénominations, s'agrandirent et furent élevées au rang de villes municipales. Il semble d'ailleurs que ces nombreuses innovations d'Auguste ne répugnèrent pas aux Lusitaniens, puisque aucune sédition ne tenta de les empêcher. C'est qu'il en fut sans doute de la Lusitanie, comme de toutes les autres provinces romaines, qui saluèrent avec joie la chute du gouvernement républicain et l'avénement du régime impérial. Tacite lui-même, Tacite, que l'on n'accusera pas de partialité pour Auguste, ne peut se refuser à proclamer ce grand mouvement de l'opinion publique.

Ajoutons que la politique impériale rencontra une bien puissante assistance dans les irrésistibles séductions de la civilisation romaine, qui brillait alors de tout son éclat. Les hautes classes, justement humiliées de la barbarie nationale, s'y laissèrent d'abord entraîner ; elle pénétra ensuite dans les rangs du peuple, et l'Espagne ne tarda même pas à se signaler parmi les provinces les plus romaines de l'empire. Cette civilisation nouvelle ne s'arrêta qu'au pied des montagnes, asiles impénétrables de l'ignorance aussi bien que de la liberté et du courage.

Tandis que les Lusitaniens abjurent ainsi leurs vieilles haines pour s'assimiler du mieux qu'ils peuvent à leurs vainqueurs, les Romains ne négligent non plus rien pour exploiter leur conquête. Ce que furent pour l'Espagne moderne les Indes, le Mexique et le Pérou, la Lusitanie et l'Espagne le furent alors pour Rome. On évalue à plus de trente-deux mille marcs l'or extrait chaque année de leurs montagnes. Nous avons vu, aux portes de Chaves, un petit lac, nommé Lagoa de Sapellos, qui n'a, dit-on, d'autre origine que l'une des mines creusées par les Romains.

Du moment où l'Espagne devient romaine, la Lusitanie

cesse d'avoir une histoire particulière, pour n'être plus qu'une des plus belles provinces de l'univers romain. Qu'il suffise d'observer, que, placée, par le seul bénéfice de sa situation, et en dehors des luttes intestines qui désolaient l'empire, et loin des invasions barbares qui s'efforçaient déjà de renverser la barrière de l'Euphrate, du Danube et du Rhin, elle jouit d'une prospérité à peu près constante. A défaut de renseignements plus précis, nous en attesterons les nombreuses ruines des grands monuments qu'élevèrent ces générations. Les plus remarquables, comme œuvres d'art, sont : le temple de Diane, et un aqueduc à Evora ; les bains de Cintra, nommés aussi Fontaine des Maures, et si célèbres par les légendes dont ils furent la source ; l'amphithéâtre de Lisbonne, dont il ne reste plus que des vestiges, et les débris de vastes constructions, à Vizeu, à Braga, etc., etc.



Aqueduc romain à Evora.

Quel contraste entre ces élégantes productions du génie romain et les grossiers amas de pierres druidiques qu'entassaient les Lusitaniens libres ! Signalons seulement, et avec

un profond respect, la rustique caverne, et le modeste tombeau de Viriathe; car ni l'éclat de la civilisation romaine, ni toute l'illustration du Portugal moderne n'ont pu faire pâlir la gloire de ce noble berger.

Invasion des barbares; domination des Visigoths (407-711).

Cependant l'empire romain ne tarda pas à décroître, puis à se dissoudre, et le Rhin, qui durant quatre siècles avait seul servi de rempart à la civilisation antique, finit par ployer sous l'irrésistible effort des Barbares. La Gaule ressentit la première tous les maux de cette terrible invasion; le tour de l'Espagne vint ensuite, et les Alains, les Vandales et les Suèves ne s'arrêtèrent pas non plus devant les Pyrénées (409). Délaissés par l'empereur Honorius, les Espagnols recoururent en vain aux usurpateurs Constantin et Maxime. L'un mourut sur l'échafaud, l'autre se tua, et l'Espagne se trouva aux mains des Barbares, sans que l'on y rencontre aucune trace de résistance nationale; soit que les peuples qui habitaient ce beau pays eussent oublié leur ancien courage; soit plutôt que l'accablante tyrannie des derniers empereurs les disposât à accepter toute autre domination comme une délivrance.

Dans ce démembrement de l'Espagne, une partie de la Lusitanie échut aux Suèves, qui, établis d'abord dans la Galice, s'étendirent de là jusqu'aux rives du Mondégo. Elle passa ensuite tout entière sous les lois des Visigoths, nouveaux conquérants de la péninsule au nom de l'empire romain. L'un de leurs plus puissants princes, Théodoric II, refoula en effet les Suèves dans la Galice, et réunit à ses États tout ce qui dépassait le Duero. Ce fleuve devint la limite habituelle des deux royaumes, jusqu'au jour où Léovigilde, par la soumission des Suèves, compléta la domination des Visigoths au delà des Pyrénées (585).

De toutes les nations barbares qui arrachèrent à Rome un lambeau de l'Occident, celle des Visigoths était sans doute la moins étrangère à la civilisation romaine. Si dégradée que fût alors cette civilisation, ils n'avaient pu s'empêcher d'en admirer les débris et d'en subir l'ascendant. Aussi ne furent-ils pas les tyrans de l'Espagne. Non contents, au contraire,

de respecter les anciennes divisions territoriales, d'abolir les misères de la fiscalité impériale, d'adoucir la condition des esclaves, de convertir en servage leur antique servitude, de substituer aux droits de la conquête la promulgation d'une loi impartiale entre les vainqueurs et les vaincus, et d'abjurer même l'arianisme, qu'ils professaient depuis leur conversion, ils restituèrent encore aux Espagnols le bien précieux que Rome leur avait enlevé depuis tant de siècles, et qu'ils ne retrouvaient que dans les vieux souvenirs de leur histoire nationale, la liberté. Dans quelles mains, en effet, résidait le gouvernement de l'Espagne, sinon dans celles de l'assemblée générale, dans celles du concile de Tolède, composé surtout de députés espagnols, dominé par des évêques espagnols? Aussi les heureux sujets des Visigoths, loin de les maudire, n'ont-ils jamais vu en eux que des libérateurs et des amis. Leur code n'a pas cessé d'être (sous le nom de *Fuero Juzgo*) le code national, et le plus noble titre dont se puisse parer un véritable Espagnol n'est-il pas encore celui d'hidalgo?

Les Visigoths ne surent malheureusement pas concilier l'ordre avec la liberté; et, au lieu d'un gouvernement vigoureux, tel qu'il le fallait à l'Espagne pour en bien réunir toutes les parties, ils permirent à l'anarchie d'ébranler bientôt leur puissance. La royauté élective, la noblesse turbulente, le clergé dominant, les anciennes rivalités des provinces ranimées et les assemblées elles-mêmes devenues des foyers de troubles, tandis qu'elles devaient constituer et représenter l'unité nationale, tels furent les tristes résultats de cette négligence. L'on put, dès lors, prévoir que l'indépendance de l'Espagne serait à la merci du premier envahisseur. Est-il besoin d'ajouter que tout ce que nous disons ici de l'Espagne entière s'applique, par cela même, au pays dont nous avons entrepris l'histoire?

CHAPITRE III.

INVASION ET DOMINATION DES ARABES JUSQU'AU MARIAGE D'HENRI DE BOURGOGNE AVEC LA FILLE D'ALPHONSE VI (711-1094).

ARRIVÉE DES ARABES (711). — DOMINATION DES ARABES; SPLENDEUR DE L'ESPAGNE SOUS LEUR EMPIRE. — PREMIERS PROGRÈS DES CHRÉTIENS.

Arrivée des Arabes (711).

Cependant Clovis et ses premiers successeurs avaient porté de si rudes atteintes à la puissance des Visigoths qu'elle paraissait destinée à périr sous la main des Francs. Mais les horribles dissensions dont leur empire fut bientôt la proie, en arrêtant tout à coup le grand mouvement de la conquête mérovingienne, ajournèrent la ruine de l'Espagne, et avant que les Francs eussent recouvré la force avec la tranquillité, un autre conquérant se présenta au sud. C'étaient les Arabes.

Nous n'avons pas à raconter comment les soldats de Mahomet s'ouvrirent le chemin de l'Espagne; il suffira de dire que la Lusitanie ne se soumit pas moins docilement que toutes les autres provinces de la péninsule aux vainqueurs de Xérès, 711. Une seule ville de l'ancienne Lusitanie, étrangère au Portugal actuel, Mérida, opposa aux infidèles une résistance généreuse. Elle obtint d'Abdelazis une capitulation honorable. Il faut croire que les douceurs énervantes d'un climat délicieux, ou plutôt l'habitude d'une longue paix sous la domination des Romains et des Visigoths, avaient fini par briser le courage des compatriotes de Viriathe.

Domination des Arabes; splendeur de l'Espagne sous leur empire.

Aussi bien les Lusitaniens n'eurent-ils pas à se plaindre de leurs nouveaux vainqueurs; car les uns, embrassant leur religion, se confondirent avec eux sous le nom de Mozarabes; et les autres eurent pleine liberté de demeurer chrétiens moyennant un léger tribut. Ils obtinrent même certains droits politiques, et c'est ce que prouve une charte impor-

tante de 734, signée par l'émir Al-Boacem, qui, en assujettissant les chrétiens à une contribution double, leur permet d'avoir à Coïmbre un comte de leur nation, et de conserver leurs magistrats dans les petits centres de population (*in populationibus parvis*). Les musulmans, plus modérés encore que les Visigoths, se contentèrent de dominer la péninsule et de s'y attribuer les terres publiques ou vacantes. Il ne faut pas oublier que les Arabes étaient alors et qu'ils furent bien longtemps encore de beaucoup au-dessus des occidentaux, et par leur industrie, et par leur tolérance, et par leur civilisation. Les chrétiens n'avaient pour eux qu'une religion supérieure ; et leur avenir reposait sur cette seule supériorité.

Lorsqu'en 756, le dernier descendant des Ommiades, Abderrahman, entreprit de démembrer l'immense domination des Arabes et d'établir un second khalifat, rien ne marque que les Espagnols, et, en particulier, les Lusitaniens aient essayé d'y mettre obstacle. Ils durent, au contraire, applaudir à une révolte qui élevait tout à coup leur pays, de l'état de province subalterne, à la dignité d'empire indépendant. Mais nous n'avons pas à tracer ici le tableau de la civilisation musulmane en Espagne, durant les premiers règnes de la dynastie Ommiade ; nous remarquerons seulement que les peuples de la Lusitanie en ressentirent l'influence bienfaisante. L'agriculture perfectionnée, des plantes nouvelles naturalisées sous ce climat heureux, l'art des irrigations pratiqué avec une habileté inconnue, l'industrie se développant en même temps que l'agriculture, le premier essor de la marine portugaise, tels furent pour l'Espagne occidentale les résultats incontestables de la suprématie des Arabes. C'est aussi de cette époque que date l'importance de Lisbonne qui servit même quelque temps de capitale à un petit royaume particulier. Durant cette longue et florissante période, les seules souffrances du Portugal furent celles que lui infligèrent les dévastations intermittentes des pirates northmans.

Premiers progrès des chrétiens.

Mais, tandis que toutes les provinces de l'Espagne oubliaient si complaisamment l'indépendance et la foi des an-

ciens temps, quelques chrétiens en avaient emporté le symbole dans les âpres montagnes des Asturies, et là, ils ne craignaient pas de se vouer aux plus rudes travaux pour relever la sainte cause de la religion et de la patrie. C'est en 718 que cette croisade commença sur les rivages du golfe de Biscaye, pour ne se terminer que dans les murs de Grenade, en 1492!

Favorisés par la disposition des lieux, par la puissante protection des Francs, par les dissensions des infidèles, par la secrète connivence d'une partie des anciens habitants, enfin par leur faiblesse même, qui les faisait dédaigner, les chrétiens obtinrent d'abord des avantages glorieux. Dès 798, on vit Alphonse II pousser ses dévastations jusque sous les murs de Lisbonne. Mais l'héroïsme et l'enthousiasme, sans lesquels la force même est impuissante, ne peuvent non plus se suffire, et, tant que le khalifat de Cordoue appartint à des princes habiles, la croisade espagnole n'avança que pas à pas. Ni Alphonse III qui le premier atteignit le Mondégo, ni ses successeurs qui portèrent l'étendard de la croix jusqu'aux rives de la Guadiana, ne réussirent à se maintenir dans leurs conquêtes. La division de l'Espagne chrétienne en plusieurs États rivaux explique assez cette lenteur.

Il y a, par bonheur, au fond de toute domination musulmane, deux germes de ruine qui jamais ne sont longtemps stériles : le despotisme et le fatalisme. Le khalifat de Cordoue ne put échapper à cette loi commune. Après les grands princes vinrent les mauvais ; après l'activité, l'indolence; après l'enthousiasme, la tiédeur; et la puissance des Arabes, plus brillante que solide, tomba en dissolution au bout de deux siècles seulement. Les chrétiens, dont la force croissait au contraire de jour en jour, n'eurent plus dès lors qu'à marcher en avant. Pendant que Tolède même tombe en leurs mains, Lamégo, Viseu, Coïmbre, Cintra, Lisbonne, se livrent à Ferdinand le Grand, et tout le pays entre Minho et Duero se réunit au royaume de Galice. C'est l'époque chevaleresque de l'Espagne chrétienne, l'époque du Cid.

DEUXIÈME PÉRIODE.

LE PORTUGAL SOUS LES PRINCES FRANÇAIS DE LA MAISON DE BOURGOGNE (BRANCHE DIRECTE 1094-1383). FORMATION DU TERRITOIRE ET DE LA CONSTITUTION.

CHAPITRE IV.

COMTÉ ET ROYAUME DE PORTUGAL (1094-1143).

HENRI COMTE DE PORTUGAL (1094); VASSAL ET INDÉPENDANT. — SUCCÈS DE HENRI; SA POLITIQUE (1094-1112). — ALPHONSE HENRIQUEZ CONTINUE LA CROISADE (1112-1139). — BATAILLE D'OURIQUE; ALPHONSE ROI (1139). — CORTÈS DE LAMÉGO; CONSTITUTION DU NOUVEAU ROYAUME.

Henri comte de Portugal (1094); vassal et indépendant.

Depuis qu'avec Charlemagne était tombée la merveilleuse puissance des rois carlovingiens, la France n'avait plus songé à envoyer ses armées au delà des Pyrénées, et les vastes provinces qu'elle avait autrefois occupées en Espagne s'étaient même impunément détachées de sa domination. Mais, chaque jour, l'enthousiasme religieux y entraînait quelques-uns de ses plus braves enfants ; car on trouvait dans ce pays tout ce qu'aimaient le plus les seigneurs du moyen âge ; c'est-à-dire des païens à combattre et de bonnes terres à acquérir. C'était comme une croisade individuelle avant le grand mouvement qui va bientôt pousser tout l'occident vers les murs de Jérusalem.

Parmi les pieux volontaires qui venaient ainsi mettre leur vaillante épée au service de l'Espagne chrétienne, figuraient, vers la fin du XIe siècle, deux princes français du plus illustre lignage : Raimond, comte de Toulouse, et Henri, quatrième fils du puissant duc de Bourgogne, issu des rois capétiens, quoique Camoëns lui donne la Hongrie pour patrie. Tous deux combattirent parmi les vassaux d'Alphonse VI, roi

de Castille, et leur renommée devint telle qu'elle ne le cédait qu'à celle du Cid.

Alphonse VI reconnut magnifiquement leurs services. A Raimond, la main d'Urraque, l'héritière de sa couronne; à Henri, sa fille naturelle, Tharéja ou Thérèse, avec le comté de Portugal pour dot. Or, ce comté, que les rois de Castille venaient de fonder et qui s'étendait du Minho au Mondégo, était presque aussi vaste que le royaume de Navarre ou d'Aragon[1]. Henri de Bourgogne rendit aussitôt hommage à son beau-père, et, au lieu de s'établir à Coimbre ou à Viseu, il choisit pour résidence la petite ville de Guimaraëns, à douze kilomètres est de Braga[2].

Alphonse VI fit plus, et à cette dot positive, il en joignit une autre que son gendre pourrait acquérir, à la pointe de son épée, en combattant les infidèles. Vassal comme comte, Henri posséderait ses conquêtes en toute souveraineté. C'était le constituer roi. La plupart des écrivains portugais, jaloux de l'indépendance de leur pays, vont encore jusqu'à nier la vassalité de don Henri, même en qualité de comte. Nous dirons seulement qu'une donation territoriale, sans conditions, n'est guère dans les habitudes du moyen âge.

Au moment même où Henri de Bourgogne entrait en possession de ses nouveaux domaines avec tous les chevaliers bourguignons et béarnais qu'il avait amenés, venait de s'accomplir, au sud de l'Espagne, un événement qui menaçait de renouveler la face de la péninsule : c'était l'arrivée des Africains Almoravides sous la conduite d'Yousef ben Tasfin. La domination musulmane, dont les débris seuls subsistaient, s'était relevée tout à coup par cette invasion, et les chrétiens pouvaient redouter une seconde bataille de Xérès. Alphonse VI, dont l'armée avait été écrasée dans les plaines de Zélaca, et qui voyait les vainqueurs s'avancer à l'est jusqu'à l'Èbre, à l'ouest jusqu'à Lisbonne, ne créa peut-être le comté de Portugal, que pour fortifier de ce côté les barrières

1. Il était alors divisé entre plusieurs gouverneurs, dont le plus illustre, Sisuam, du Duéro au Mondégo.

2. Le Portugal tire son nom de *Portus Cale*, à l'embouchure du Duero. Ce port, aujourd'hui si considérable, était, dès les Romains, l'entrepôt d'un grand commerce. Un évêque y résidait.

de l'Espagne chrétienne, et pour s'attacher Henri. Le Cid était alors en disgrâce.

Succès de Henri; sa politique (1094-1112).

Le comte de Portugal réalisa glorieusement les espérances d'Alphonse, et toute sa vie ne fut qu'un long combat. Non content de défendre contre les Almoravides les terres qu'il avait reçues en fief, il remporta sur eux dix-sept victoires; et, tandis que l'Espagne se croyait perdue, il ne cessa de vaincre et de s'agrandir. C'est de son règne que datent les germes de la grandeur portugaise. Sa plus importante conquête fut celle de Cintra, à quelque distance de Lisbonne. Encouragé par un si beau succès, il ne craignit pas de rompre les liens de vassalité qui l'unissaient à la couronne de Castille, et de s'intituler *comte par la grâce de Dieu*. Alphonse VI venait justement de mourir après une nouvelle défaite à Uclès, 1108.

Ces rapides progrès de Henri s'expliquent sans doute par son courage; il faut y joindre la glorieuse modération dont il ne cessait de donner des preuves. Les nombreux priviléges accordés à toutes les villes qui ne résistaient pas, engageaient en effet les autres à se déclarer aussi pour lui, d'autant plus que les nouveaux conquérants de l'Espagne étaient loin d'imiter leurs devanciers arabes. C'est de Henri que les provinces portugaises se vantent encore de tenir leurs *foraes*.

Pour compléter la gloire de Henri, quelques écrivains portugais l'envoient sous les murs de Jérusalem, à la suite de la première croisade. Ce pieux voyage est fort douteux. Outre que les dangers de l'Espagne étaient alors trop menaçants pour l'abandonner ainsi au hasard, Henri avait-il donc besoin d'aller chercher si loin les indulgences promises aux ennemis des infidèles? Il les trouvait chaque jour devant lui, et l'on peut dire que sa vie entière est une croisade. Il mourut en 1112, âgé de soixante-dix-sept ans, devant les murs d'Astorga. La belle cathédrale de Braga renferme ses restes[1].

1. La cathédrale de Braga dispute à celle de Tolède le titre d'église primatiale d'Espagne. C'est à Braga qu'était le collége des archi-flamines, qui donna à la pé-

Alphonse Henriques continue la croisade (1112-1130).

Peu s'en fallut qu'Henri de Bourgogne n'emportât avec lui la fortune naissante du Portugal, car il n'y laissait d'autre successeur qu'un enfant de trois ans, et, pour régente, qu'une femme indigne de lui, dona Tharéja, dont l'administration ne fut pas moins honteuse que la conduite. Durant quelques années, le comté de Portugal cessa donc de croître, et que serait-il devenu si les Almoravides, maîtres encore de Lisbonne et de tout le sud, n'eussent été distraits eux-mêmes de leur conquête par l'ambition menaçante des Almohades?

Cependant Alphonse Henriquez grandissait. A peine eut-il dix-huit ans qu'il réclama le gouvernement. Dona Tharéja repoussa ses prières, et il lui fallut recourir à la force des armes. Telle était l'ambition de cette princesse que ni la défaite de Santivarez, ni la captivité à laquelle elle se vit condamnée, ni l'exil de Bermond Paëz de Transtamare, son amant, ne purent la ramener à de meilleures pensées. Abandonnée des Portugais, qui la méprisaient, elle eut recours à son neveu, Alphonse VII, roi de Castille. Bien qu'elle n'eût jamais porté d'autre titre que celui de reine, elle ne rougissait pas de l'invoquer maintenant comme suzerain, et Alphonse VII n'eut garde de se faire prier.

Le fils de dona Tharéja s'était armé contre sa mère de l'aversion de ses peuples; il s'appuya contre Alphonse VII sur le sentiment national, et il parvint ainsi à conjurer le danger. Vaincu et blessé à Valdovez, le roi de Castille ne tarda pas à se retirer, et dans la paix que conclurent bientôt les deux princes, il ne fut pas même question de Tharéja. C'est durant cette sanglante guerre que s'accomplit, dit-on, le beau dévouement d'Égaz Moniz, gouverneur d'Alphonse Henriquez, qui, désavoué par son maître, alla se livrer avec toute sa famille au roi de Castille, en punition de sa *foi* involontairement *mentie*[1]. Alphonse Henriquez ne fut que le digne élève d'un si parfait chevalier.

ninsule les premiers missionnaires; c'est de Braga que sortit saint Jacques Zébédée. — La cathédrale de Braga, dont la construction remonte à une époque incertaine, est un vaste monument à trois nefs.

1. Voy. Lusiades, chant III.

Quelque temps suspendue par ces funestes dissensions, la croisade portugaise reprit aussitôt son cours, et avec un tel succès que les Almoravides eurent peine à conserver Lisbonne, que le Tage fut franchi et l'Alemtejo menacé.

Bataille d'Ourique; Alphonse roi (1139).

C'est l'émir Ismaël qui gouvernait cette belle province. Indigné du rapide progrès des chrétiens, il jura de l'arrêter, et comme Alphonse venait de se liguer avec les rois de Castille et d'Aragon, il résolut de l'accabler avant l'arrivée de ses alliés. Cinq rois maures s'empressèrent d'unir leurs troupes aux siennes, et lorsqu'il vint prendre position sur les rives du Tage, entre Ourique et Castro Verde, il n'avait pas moins de trois cent mille soldats. Telle est l'estimation la plus modeste des légendes portugaises.

Alphonse ne commandait au contraire qu'à treize mille hommes, ou, pour parler plus sérieusement, à quarante mille environ. Il n'hésita pas cependant à livrer bataille. Il comptait non-seulement sur les retranchements naturels qui l'entouraient, mais sur l'amour de ses soldats, et surtout sur leur enthousiasme religieux, exalté encore par le récit d'un songe où Dieu même avait paru pour lui ordonner le combat. Tel fut alors cet enthousiasme, qu'au moment même d'engager l'action les Portugais voulurent lui déférer la royauté. Il refusa; ils insistèrent, et une immense acclamation, sortie de tous les rangs, l'investit en effet du titre de roi. Alphonse n'avait d'ailleurs jamais porté celui de comte, et on ne le désignait que sous le nom d'infant. Tous ses vassaux lui baisèrent la main en signe de vassalité. Cette scène appartient bien au moyen âge.

C'était le matin du 25 juillet 1139; toute la journée fut digne de cette belle matinée. La bataille, engagée vers huit heures, était terminée dès midi par la complète défaite des musulmans. Alphonse, qui avait failli y périr, en recueillit le principal honneur. Ses soldats proclamaient qu'il avait dignement *étrenné* son règne. Glorieux berceau de la royauté portugaise que cette noble victoire d'Ourique! En l'admirant,

réjouissons-nous de penser que celui qui la gagna était un fils de France[1].

Alphonse était donc roi et victorieux; mais c'était d'un cri d'enthousiasme qu'il tenait sa couronne. Il désira une investiture plus régulière, et se hâta de convoquer d'abord une assemblée d'évêques, puis les états généraux de Lamego (1142 ou 1143). Les trois ordres de la nation, clergé, noblesse et peuple y comparurent. La péninsule était le seul pays de l'Europe qui présentât alors ce beau spectacle de la liberté politique, le seul surtout où le tiers état eût droit de figurer à côté des seigneurs et des prélats. C'est qu'en Espagne le peuple (outre que les anciennes franchises municipales léguées aux villes par l'empire romain n'avaient jamais disparu complétement) était belliqueux et fier. Les seigneurs et les rois y avaient trop besoin de sa puissante assistance contre les infidèles pour lui refuser ensuite quelques concessions, en échange du sang qu'il répandait à côté d'eux sur les mêmes champs de bataille, au service du même dieu et de la même patrie.

Cortès de Lamego; constitution du nouveau royaume.

Lorsque les cortès furent ainsi réunies dans l'église de Sainte-Marie de Lamégo, Alphonse se présenta devant elles sans les insignes de la royauté, sans prendre place sur le trône, armé seulement de l'épée qu'il portait à Ourique, et là il demanda aux représentants de la nation, par la voix de Lourenço Viegas, leur procureur, s'il leur plaisait de lui confirmer le titre dont l'armée l'avait gratifié sur le champ de bataille. L'assemblée s'empressa de répondre oui, et l'archevêque de Braga, primat du nouveau royaume, mit aussitôt sur le front de l'élu du peuple la couronne d'or dont les rois visigoths avaient, disait-on, fait présent au célèbre monastère de Lorvao.

L'épée de couronnement fut celle même dont Alphonse s'était si bien servi à Ourique.

Cette cérémonie terminée, Alphonse reprit la parole, et,

1. Voy. Lusiades, chant III. La plaine où se livra cette grande bataille reçut des vainqueurs le nom nouveau de Cabéja de Reis, tête des rois.

s'adressant aux députés : « Béni soit Dieu qui m'a assisté!... maintenant que vous m'avez élu votre roi, votre compagnon, n'est-il pas nécessaire de promulguer des lois qui assurent à ce royaume l'ordre et la tranquillité? » Tous répondirent : « Parlez, sire, nous sommes disposés à voter toutes les lois que vous nous proposerez. » Quoi de plus libre qu'un tel langage, où le roi paraît comme un chef, jamais comme un maître?

La constitution qui naquit de ce travail commun comprenait dix-huit statuts. Les premiers concernaient la transmission de la couronne.

« Que le seigneur-roi Alphonse vive et règne sur nous. S'il a des fils, qu'ils vivent et règnent sans qu'il soit nécessaire de les proclamer rois. Tel sera l'ordre de la succession : le fils succédant au père, puis le petit-fils, puis l'arrière-petit-fils, et ainsi de suite de père en fils, à perpétuité. Mais si le fils aîné du roi meurt avant son père, le second succédera, puis le troisième, puis le quatrième, etc.

« Si le roi meurt sans postérité mâle, et qu'il ait un frère, celui-ci régnera, mais viagèrement, et, après sa mort, ses enfants ne régneront que si les évêques, les députés des villes et les nobles de la maison du roi le veulent bien. » Stipulation dangereuse, inspirée par un amour jaloux de la liberté et féconde en dissensions.

Le roi ayant alors demandé si les filles des rois seraient habiles à occuper le trône, l'assemblée délibéra quelques heures et résolut ainsi la question :

« Les filles du roi, comme également issues de lui, seront aptes à porter la couronne. Des lois particulières seront rédigées à cet effet. » Les voici :

« Si le roi n'a pas d'enfant mâle, mais une fille, elle régnera, à la condition d'épouser un seigneur portugais. Ce seigneur ne prendra le titre de roi que lorsqu'il aura un enfant mâle de la reine, sa femme. Lorsqu'il paraîtra en public, il marchera à la gauche de la reine, et ne ceindra jamais la couronne.... Si la fille du roi épouse un seigneur étranger, elle ne sera pas reconnue pour reine. Nous ne voulons pas que nos peuples obéissent à un prince non portugais, lors-

qu'eux seuls, par leur valeur et au prix de leur sang, nous ont fait roi. »

Restait encore la grande question de la vassalité à l'égard des rois de Castille; car ceux-ci refusaient obstinément de reconnaître l'indépendance portugaise; bien qu'eux-mêmes eussent jadis tenu la même conduite à l'égard du royaume de Léon, dont ils relevaient comme comtes. Alphonse avait cru sortir d'embarras en se plaçant aussitôt sous la suzeraineté nominale du saint-siége, et il y avait, en effet, gagné que la cour de Rome n'hésitât plus à sanctionner son nouveau titre; mais les cortès de Lamégo ne se montrèrent pas si réservées. Lorsque cette grande discussion leur fut soumise, tous les députés se levèrent spontanément, et, l'épée à la main, ils déclarèrent qu'ils étaient tous libres, que leur roi l'était aussi bien qu'eux, et qu'un prince qui consentirait à s'avouer vassal ne serait pas digne de régner sur eux. Alphonse, comme on peut croire, ne s'opposa pas à cet élan d'enthousiasme, et, pour mieux consacrer son émancipation, il se hâta de faire hommage de son royaume à l'abbaye de Clairvaux et à la Vierge. Ainsi furent rompus tous les liens qui unissaient la Castille au Portugal.

Il y eut plus, et les deux couronnes devinrent ennemies. L'on ne peut nier, qu'à cet égard du moins, l'érection du comté de Portugal en royaume n'ait été funeste. L'Espagne n'était déjà que trop divisée en états et en provinces. L'antagonisme du Portugal et de la Castille devint un nouvel et puissant obstacle à l'unité, c'est-à-dire à la grandeur et à la civilisation de ce beau pays.

Après ces lois politiques, les cortès de Lamégo s'occupèrent de lois pénales qui nous renseignent parfaitement sur les mœurs du Portugal, au moment même où il se convertit en royaume. Les plus curieuses concernent la religion. Tout noble qui s'enfuit chez les Maures, ou qui abjure, ou qui blasphème, est dégradé. Tout homme au contraire qui, parmi les infidèles, conserve la foi chrétienne, anoblit ses enfants. Combien en effet était-il nécessaire de soutenir et de récompenser l'ardeur religieuse de la nation! C'est de là que dépendait tout son avenir; le christianisme était la patrie.

Quant aux soldats d'Ourique, ils composèrent une classe à part. On les désigna sous le nom de *sujets par excellence*, et ils jouirent de tous les privilèges attachés à la noblesse.

CHAPITRE V.

PROGRÈS DU PORTUGAL DEPUIS LA BATAILLE D'OURIQUE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE DENIS (1143-1279).

ALPHONSE Ier RECOMMENCE LA CROISADE; PRISE DE LISBONNE (1147). — PLUSIEURS CONQUÊTES AU SUD; LES ALMOHADES SONT AUSSI REPOUSSÉS. — REVERS A L'EST; MORT D'ALPHONSE (1185). — RÈGNE HEUREUX DE DON SANCHE (1185-1211). — RÈGNE GLORIEUX D'ALPHONSE II (1211-1223); SA RÉSISTANCE AU CLERGÉ; PART QU'IL PREND A LA VICTOIRE DE LAS NAVAS DE TOLOSA. — RÈGNE HONTEUX DE SANCHE II (1223-1246); SA CHUTE. — RÈGNE D'ALPHONSE III (1246-1279); RÉFORMES ET CONQUÊTES; L'ALGARVE.

Alphonse Ier recommence la croisade; prise de Lisbonne (1147).

Après que la victoire d'Ourique eut couronné Alphonse Henriquez, le premier besoin du nouveau royaume était l'acquisition d'un territoire digne d'un tel titre. Or les Africains, quel que fût d'ailleurs l'affaiblissement de leur puissance, possédaient encore, outre le sud entier, les places les plus importantes de l'Estramadure portugaise, Santarem, Cintra, Lisbonne, qu'il était indispensable de leur enlever. Alphonse le comprit, et il s'empressa de reprendre les armes. Du château de Guimaraëns, où son père avait résidé, il venait même de se transférer à Coïmbre, afin de donner une capitale à ses nouveaux États, et de se trouver plus à portée de la frontière musulmane. Au moment du départ, le saint roi, qui voulait se concilier le ciel, fit vœu de donner à l'ordre de Cîteaux toutes les terres que ses regards embrassaient du côté de la mer.

Des succès éclatants vinrent justifier ses entreprises et la confiance des Portugais. Vainqueur des infidèles, on le vit

entrer tour à tour à Santarem, à Cintra, à Lisbonne, la plus considérable et la plus riche des villes arabes dans l'ouest de l'Espagne. Il est vrai qu'il fut bien secondé dans la conquête de cette dernière place par une assistance inattendue. Quoique vivement pressée par terre, Lisbonne allait en effet lui échapper, grâce à l'Océân, qui demeurait libre, lorsque entrèrent dans le Tage deux cents vaisseaux chrétiens conduits par le Flamand Aerschot. C'était une flotte de croisés lorrains qui, se dirigeant vers Jérusalem, avaient préféré là voie de mer. Alphonse ne les implora pas en vain, et fut bientôt maître de Lisbonne (1147). Restait encore la citadelle où les musulmans s'étaient retranchés. Elle succomba aussi par le dévouement de Martin Moniz, qui se fit écraser entre la muraille et la porte, afin d'en faciliter l'entrée à ses compagnons. Cette même année, Louis VII et Conrad III partaient pour la deuxième croisade. Partout Mahomet et le Christ étaient aux prises. L'enthousiasme religieux était le patriotisme de ces siècles chevaleresques. Aussi bien Alphonse ne fut pas ingrat envers ses utiles alliés, et quelques-uns d'entre eux négligèrent même Jérusalem pour se fixer auprès de lui. Alma fut fondé par les Allemands, Alcambaja par les Français. Il n'oublia pas non plus son vœu : cinq mois après la prise de Lisbonne, il posa lui-même la première pierre du célèbre monastère d'Alcobaça[1].

Ce n'était pas sans raison qu'Alphonse se montrait si joyeux de la prise de Lisbonne. Outre l'importance maritime qu'avait depuis longtemps cette belle ville, elle lui assurait le cours du Tage, et, s'appuyant derrière ce fleuve sur les chaînes d'Estrella, de Cintra et de Zezere, il se trouvait également bien posté pour l'attaque et pour la défense.

Plusieurs conquêtes au sud; les Almohades sont aussi repoussés.

Pendant qu'Alphonse dirigeait lui-même ces grandes opérations, des lieutenants dignes de lui portaient plus loin la

1. Le monastère d'Alcobaça est l'un des plus célèbres monuments du Portugal. Il s'élève à dix-huit lieues nord de Lisbonne. La première pierre en fut posée le 2 février 1148; il ne fut achevé qu'en 1222. Il est surtout remarquable par son étendue. Il n'en reste aujourd'hui que les ruines.

domination portugaise. La conquête d'Évora, par Giraldo Giraldez, le chevalier sans peur, fut la plus considérable de leurs acquisitions; car l'occupation de cette place, suivie bientôt de celle de Palmella, d'Almada, de Sezimbre, d'Alcacer, etc., en livrant aux chrétiens toutes les meilleures positions, leur présageait la soumission prochaine de tout le pays qui s'étend jusqu'à la mer. La puissance croissante du Portugal éclata plus glorieusement encore dans l'expédition que don Fuas Roupinho dirigea peu après contre Ceuta sur les côtes d'Afrique. Don Fuas y périt, et ses compagnons découragés abandonnèrent tout à coup son entreprise. Mais le Portugal n'en venait pas moins de faire preuve de force au dehors, et sa marine de se montrer sur l'Océan. La croisade portugaise ne se contentait plus de se défendre : elle devenait agressive.

Est-il besoin d'ajouter qu'Alphonse, si incontestable que fût son zèle, usa toujours de la plus grande douceur envers les musulmans vaincus? Non moins fanatiques, les Arabes avaient jadis agi de même à l'égard des chrétiens. C'est que cette modération était une nécessité. Les deux peuples étaient trop mêlés l'un à l'autre pour qu'on leur pût imposer une seule foi, et ces relations séculaires avaient un peu adouci les haines primitives.

Mais, au moment même où les Portugais victorieux plantaient l'étendard de la croix sur les murs de tant de cités musulmanes, une grande révolution s'accomplissait encore dans le sud de l'Espagne et dans le nord de l'Afrique, par la substitution soudaine des Almohades aux Almoravides déjà dégénérés. Maîtres du Maghreb, les Almohades prétendirent aussi à l'Espagne; et, l'Andalousie soumise, ils se jetèrent sur le Portugal, où l'Algarve s'était même déclaré pour eux dès 1144. Les chevaliers d'Alphonse se montrèrent dignes de ce nouvel ennemi, et Bernard Froias, qui les commandait, justifia dans cette lutte son surnom de Cid portugais. Les Almohades, dont il arrêta la marche, empêchèrent toutefois Alphonse de consommer la conquête du Portugal (1171).

Revers à l'est; mort d'Alphonse (1185).

Les dangers dont cette formidable invasion menaçait toute l'Espagne, n'étaient pas encore conjurés, lorsque Alphonse s'en laissa distraire par une querelle avec don Fernand, roi de Léon, auquel il avait naguère donné sa fille (1178). Il ne s'agissait cependant que de quelques terres situées en Galice et en Estramadure, dont les deux princes réclamaient la possession! La guerre, où ce triste procès jeta les chrétiens, fut longue, sanglante, et malheureuse pour Alphonse. Battu par son rival, il eut même la douleur de tomber entre ses mains, au moment où il s'échappait de Badajoz; et que serait devenu le Portugal, si don Fernand ne s'était honoré en refusant toute rançon, et en n'exigeant, pour gage de la paix qu'il voulait entretenir avec son beau-père, que la restitution des domaines contestés? Le roi de Portugal avait alors plus de soixante-dix ans; il revint dans ses États avec la double douleur d'avoir entrepris une guerre blâmable, et d'avoir été vaincu par son gendre en modération autant au moins que par les armes.

Yousef, qui régnait alors sur les Almohades, n'avait pas manqué de bien mettre à profit les loisirs que lui laissaient ces dissensions des chrétiens. Maître absolu de l'Afrique septentrionale et de l'Andalousie, il venait d'établir sa résidence à Séville, dont il faisait déjà la rivale de Cordoue. En 1184, il résolut tout à coup d'achever la conquête de la péninsule, et s'élançant sur le Portugal avec une immense armée, il parvint jusqu'à Santarem, qu'il assiégea. C'en était fait sans doute, si la prise de cette ville livrait aux musulmans le passage du Tage. Les Portugais firent donc les derniers efforts pour la sauver : le fils même du roi, don Sanche, s'y enferma, pour exciter l'enthousiasme de ses défenseurs. Tout cela fut inutile, et il fallut que le vieux roi, tremblant pour son royaume et pour son fils, courût lui-même au secours de Santarem. Il réussit à la dégager, et la mort imprévue d'Yousef lui procura la joie de voir une fois encore les infidèles se retirant devant son étendard. Mais cette dernière campagne avait épuisé ses forces et il expira l'année suivante

à Coïmbre, à l'âge de soixante-seize ans (1185). *Il mourut debout*, dit la chronique, et fut inhumé au monastère de Santa-Cruz dont il était le protecteur. Le beau monument de marbre où il repose aujourd'hui, est l'œuvre de Jean III.

C'est encore au grand règne d'Alphonse qu'appartient la création de plusieurs ordres religieux, composés de moines guerriers, milice toujours prête pour la guerre sainte, seule troupe permanente qui existât dans ces temps féodaux. Les deux plus célèbres sont celui de Saint-Michel ou de l'Aile (qui, institué en l'honneur de la conquête de Santarem, ne subsista pas longtemps), et celui d'Avis. Les membres de ce dernier ordre, soumis à la règle austère de saint Benoît, eurent pour premier grand-maître le propre frère du roi don Pèdre (1147). Désigné d'abord sous le nom d'*ordre nouveau*, puis sous celui d'*Evora*, après la prise de cette ville, il ne reçut que plus tard le titre d'ordre d'Avis, et relevait de l'ordre castillan de Calatrava. En organisant cette noble armée de la foi, on peut dire qu'Alphonse préparait tous les succès de l'avenir. Comment s'étonner, après cela, et que le pape Alexandre III l'ait soutenu contre les prétentions de la Castille, et que son peuple l'ait surnommé le *Roi saint*? Son souvenir devait être l'objet de la vénération nationale.

Règne heureux de don Sanche (1185-1211).

Si glorieux qu'eût été le règne d'Alphonse Henriquez, l'infant don Sanche méritait bien d'être son fils. Aussi, comme les Almohades, enhardis par la mort du roi saint, entreprenaient de réparer leurs pertes, il ne se contenta pas de leur fermer ses frontières : secondé par un corps nombreux de croisés frisons et danois que la tempête avait poussés vers ses rivages, il envahit leurs possessions, et porta jusqu'au fond de l'Algarve[1], jusqu'aux limites de la péninsule, la guerre dont ils avaient osé le menacer (1189). Il est vrai qu'il ne conserva pas longtemps le titre de roi de l'Algarve, dont il s'était empressé de se parer. Ben Yousef lui reprit ses conquêtes, rentra dans Sylves, et lui laissa seulement les provinces que lui avait léguées son prédécesseur.

1. Mot arabe qui signifie pays de l'Ouest.

Aussi bien don Sanche, qui savait faire la guerre, aimait mieux se consacrer à l'administration, et c'est dans ce but qu'il employa la plus grande partie de son règne, à tout parcourir, à tout visiter lui-même. Sa bonne volonté ne fut pas stérile; car si, d'une part, il se montra prodigue de domaines et de priviléges envers le clergé et les ordres militaires, il réussit, de l'autre, à développer les nombreux germes de prospérité que possédait son beau royaume. L'agriculture surtout y devint florissante. Le plus glorieux titre de don Sanche est la fondation d'un grand nombre de villes et de bourgs, également utiles pour la défense et pour l'exploitation du territoire. Les Portugais l'en ont récompensé par le surnom de Povoador, le Fondateur.

C'est durant le règne de don Sanche que les Almohades, commandés par Yacoub ben Yousef, écrasèrent une armée castillane dans les plaines d'Alarçon (1195). Peu s'en fallut que cette grande défaite ne rétablît en Espagne tout l'ascendant de Mahomet. Les rois d'Aragon, de Castille, de Léon et de Navarre, se hâtèrent en effet de solliciter une paix humiliante. Occupé de ses paisibles réformes, don Sanche déplora sans doute le malheur des chrétiens : il ne s'en ressentit point.

Règne glorieux d'Alphonse II (1211-1223); sa résistance au clergé; part qu'il prend à la victoire de las Navas de Tolosa.

Malgré les querelles que le testament de Sanche Ier souleva d'abord entre Alphonse II et ses sœurs, querelles sanglantes où le roi de Léon et le pape prirent parti contre le roi, l'on peut dire que le règne d'Alphonse commença sous d'heureux auspices, puisqu'à peine assis sur le trône, il convoqua solennellement les cortès nationales. Le tiers état, sur lequel il s'appuyait contre les ordres privilégiés, y figura avec une puissance inconnue, et le royaume en recueillit de grands biens.

Parmi les vingt-cinq lois dont cette assemblée vota la promulgation, il suffit de citer celle qui ordonne aux juges de se conformer aux lois écrites; celle qui condamne à une amende quiconque intenterait un procès injuste; celle qui soumet à

un délai de vingt jours les exécutions capitales, « parce que la justice peut attendre et que l'injustice est irréparable ; » celle surtout qui permet aux laïques d'en appeler de la juridiction ecclésiastique à la juridiction séculière? Cette dernière loi, si juste qu'elle fût d'ailleurs, contrastait trop avec les idées de l'époque et avec les complaisances habituelles des rois précédents, pour ne pas exciter de bruyantes réclamations. Le clergé ne cessa dès lors de s'élever contre Alphonse Ier, et l'archevêque de Braga fut le chef de cette résistance. Alphonse avait pour lui le droit et la nation. Il ne se laissa pas intimider, et il aima mieux mourir excommunié que de renier jamais les bonnes réformes qu'il avait opérées de concert avec l'assemblée nationale.

Nous ne pouvons, au contraire, approuver la loi qui fixait le prix des denrées de première nécessité. Les lois de maximum ne sont pas moins injustes que funestes, et l'État n'a pas à intervenir dans les questions de subsistances. Mais il était permis à Alphonse II d'ignorer les éléments de l'économie politique, et l'on doit du moins rendre hommage au sentiment qui l'égarait.

L'année suivante, 1212, fut glorieuse et féconde. Jamais l'Espagne n'avait couru si grand hasard. Le fils du vainqueur d'Alarçon, Mohammed, s'avançait avec une armée formidable contre Alphonse IX, roi de Castille, et, si ce prince venait à succomber, on ne pouvait douter que le christianisme ne pérît avec lui dans la Péninsule. A l'approche d'un danger si pressant, tous les princes espagnols réunirent leurs forces ; la France arma ses plus braves chevaliers, et le puissant Innocent III appela toute la chrétienté à la croisade. La rencontre eut lieu à las Navas de Tolosa, et elle se termina par le triomphe complet des chrétiens. Mohammed, honteux du sanglant désastre essuyé par son innombrable armée, s'alla cacher à Maroc, pendant que les vainqueurs se partageaient ses dépouilles, et l'on put dès lors entrevoir l'époque où tous les musulmans abandonneraient comme lui le sol de l'Europe. Alphonse II eut une part importante aux périls et à la gloire de cette belle journée.

A Las Navas, Alphonse venait de combattre pour toute la

chrétienté. Non moins heureux lorsqu'il combattait pour lui-même, il s'empara d'Alcacar do Sol, vainquit les Maures à plusieurs reprises, et repoussa l'invasion dont les rois de Jaën, de Séville et de Badajoz menaçaient ses frontières. Tous ces succès furent malheureusement arrêtés et par une obésité précoce qui le rendit impropre à la guerre et par les importunes réclamations du clergé contre les taxes que nécessitait la continuation de la croisade. Alphonse crut s'en débarrasser en chassant le plus intraitable champion des priviléges ecclésiastiques, l'archevêque de Braga, qui avait osé excommunier les percepteurs du nouvel impôt, et il comptait d'ailleurs sur l'assistance du peuple, non moins intéressé que lui-même à l'abolition des immunités. Il avait oublié, et à quels ennemis il avait affaire et en quel siècle il régnait. Le pape prit parti pour l'archevêque, mit le royaume en interdit, ameuta le peuple, excommunia Alphonse (1220), et, comme il ne se montrait pas assez docile, le laissa mourir trois ans après sous l'anathème dont il l'avait frappé. Partout en Europe la même querelle divisait alors les princes et l'Eglise et partout l'Eglise l'emportait.

Règne honteux de Sanche II (1223-1248); sa chute.

Les dissensions religieuses qui avaient troublé les dernières années d'Alphonse dégénérèrent en une véritable anarchie sous son successeur, Sanche II Capello (au capuchon), et cela, en dépit ou plutôt à cause même des imprudentes concessions qu'il fit d'abord au clergé. Toutefois, tant qu'il n'eut contre lui que les privilégiés, il put encore espérer de se maintenir; mais, du jour où la belle dona Mencia, son épouse, et les indignes favoris qui gouvernaient avec elle, lui eurent aliéné aussi le peuple, soit par l'admission des juifs aux charges publiques, soit par l'établissement soudain d'impôts accablants, soit par les scandales de leur conduite, il perdit son dernier soutien et une révolution devint inévitable. Elle éclata bientôt. Tandis que les prélats et les nobles soulèvent leurs provinces, la populace de Coïmbre et des villes voisines envahit le palais, et en arrache dona Mencia qu'elle envoie mourir en Espagne. On se flattait que le roi, dégagé de sa

funeste influence, allait gouverner suivant le vœu de la nation.

Vaine espérance! Sanche II oublia que son premier devoir et son premier intérêt était de rattacher le peuple au pouvoir royal; ne tint nul compte de la cruelle leçon qu'il venait de recevoir, et justifia si bien les mêmes plaintes, qu'il ne s'agit plus de rien moins que de le déposer au profit d'Alphonse, son frère. Le souverain pontife, auquel les prélats s'adressèrent parce qu'à lui seul appartenait alors la disposition des couronnes, s'empressa de censurer Sanche II et de lancer l'interdit sur le Portugal. C'était alors partout une sentence terrible; ce l'était surtout pour une nation aussi dévouée au saint-siége. Tous les Portugais devinrent rebelles par piété.

Enfin le pape Innocent IV, qui, du fond de l'exil, luttait si audacieusement contre le puissant Frédéric II, ne se contenta pas longtemps de frapper les peuples pour punir le prince; il prononça la déposition de Sanche II, et transféra sa couronne à don Alphonse, en retour de certaines conditions que ce jeune ambitieux n'eut garde de rejeter. Sanche entreprit de résister et se fit à la fois battre et excommunier. Il se résigna donc, et se retira à Tolède où il mourut peu après. Il n'obtint qu'à ce prix son absolution.

Règne d'Alphonse III (1246-1279); réformes et conquêtes; l'Algarve.

L'heureux frère de don Sanche était en France lorsque le pape l'appela ainsi à régner. Il s'attribua aussitôt le titre de régent, et courut prendre le commandement des révoltés; mais Sanche II n'avait pas osé l'attendre, et, secondé par le vœu presque unanime de la nation, Alphonse n'eut aucune peine à assurer le triomphe de son usurpation. Deux chevaliers seulement s'obstinèrent à soutenir leur souverain : don Martin de Freitas, qui commandait la citadelle de Coïmbre, et Fernand Pacheco, qui gouvernait une partie du pays de Beira. Pour se soumettre à Alphonse, ils attendirent que la mort de Sanche les eût relevés de leur serment. Leur dévouement a trouvé sa récompense dans les éloges de Camoëns,

et dans l'estime d'Alphonse lui-même qui conserva à don Martin le commandement dont il s'était montré si digne. Alphonse fit plus en punissant tous les mauvais conseillers de son frère. Par ce mélange habile de douceur et de sévérité, il se concilia ceux même qui étaient le plus mal disposés, et le Portugal recouvra la force avec le repos.

Alphonse se vit à peine affermi, qu'il songea à reprendre la croisade. Et ce n'était pas seulement une nécessité pour le Portugal dépourvu de frontières naturelles, c'était aussi un excellent moyen de s'illustrer et d'occuper une noblesse turbulente. Ce fut contre les provinces du sud, contre le royaume d'Algarve qu'Alphonse tourna ses armes. Il comprenait qu'à moins de s'appuyer à la mer, le Portugal ne pouvait être tranquille, et qu'il ne devait pas se reposer jusque-là. La guerre commença en 1249. Commandés par Alphonse lui-même, les Portugais avaient de plus pour guide le vaillant Perez Correa, qui combattait depuis longtemps dans le pays. Une flotte considérable avait pour mission de suivre les mouvements de l'armée, et de fermer tout accès aux secours, soit de l'Espagne, soit de l'Afrique.

Les succès des chrétiens furent d'autant plus rapides que les Maures étaient bien déchus de leur ancienne valeur. La ville de Faro donna le premier exemple de la soumission; et, lorsque toutes les autres places virent à quelles conditions celle-ci s'était rendue, elles n'hésitèrent pas à l'imiter. Aracena, Alconcher, Serpa, etc., se livrèrent ainsi successivement. Tavira succomba la dernière, et Perez Correa, qui réussit à la réduire, y fut plus tard enseveli dans la plus belle mosquée convertie par lui-même en église chrétienne. Alphonse joignit aussitôt à ses titres celui de roi de l'Algarve, et ce fut en souvenir de cette importante acquisition qu'il entoura le bouclier de Henriquez de sept tours d'argent, figurant les sept principales forteresses du pays conquis.

La croisade était donc terminée; le Portugal avait enfin atteint ses limites. Alphonse III ne déposa pourtant pas les armes; il les dirigea seulement vers un autre côté, vers le sud-est, passa la Guadiana, enleva Ayamonte, et s'avança, toujours vainqueur, jusqu'à Niebla, dans la province de Séville.

La plus belle partie de l'Andalousie allait sans doute devenir portugaise, lorsque le roi musulman de Niebla invoqua l'assistance d'Alphonse X, roi de Castille, qui accourut. Les triomphes des Portugais s'arrêtèrent aussitôt; et, incapable de lutter contre la Castille, Alphonse III consentit à évacuer Ayamonte, à ne conserver que la moitié de l'Algarve, et à ne la posséder même que comme vassal, avec l'obligation de fournir cinquante lances à la Castille. Mais cette marque de vassalité fut effacée bientôt quand Alphonse répudia Mathilde de Boulogne pour épouser dona Béatrix de Gusman, fille naturelle du roi de Castille.

Parmi toutes ces guerres, toutes ces négociations, Alphonse III ne négligeait pas de convoquer souvent les cortès nationales, et de les exciter à la réforme du royaume. Instruit par les malheurs de son frère, il eut pour politique constante de s'appuyer sur la nation. Aussi prenait-il plaisir à s'entendre appeler le *Roi des pauvres*, à justifier chaque jour un si beau titre, et à si bien faire que saint Louis, son contemporain, n'aurait pas mieux fait. Peut-être, Alphonse, qui avait pu le voir en France, l'avait-il choisi pour modèle. Or, qui ne sait combien fut féconde l'alliance des rois et du peuple français? Ainsi s'accomplit la ruine de la féodalité à profit égal pour les deux alliés.

Qu'elle fût ou non la conséquence d'un système, la conduite d'Alphonse envers les communes n'obtint pas moins un plein succès; car le peuple, justement reconnaissant, l'admira, l'aima, et cet amour était le plus puissant auxiliaire qu'il pût souhaiter contre les ennemis de son autorité. C'est à cette popularité seule qu'il dut, et de réprimer impunément la turbulence des ricos-hombres, et d'humilier les ordres militaires, dont la puissance, chaque jour augmentée, ou par les concessions des princes, ou par les donations des particuliers, devenait beaucoup plus redoutable aux rois qu'aux musulmans. Il osa même leur enlever plusieurs villes qu'il réunit aux domaines de la couronne, et les cortès de Santarem, convoquées en 1263, confirmèrent avec joie ces bienfaisants progrès de la royauté portugaise.

Il est vrai qu'Alphonse III fut moins heureux avec le clergé.

Le moment de ramener l'Église à une situation plus compatible avec la bonne administration du pays n'était pas encore venu, surtout dans un royaume où la dévotion était incessamment exaltée par la croisade. A peine entreprit-il de porter la main sur les immenses domaines dont les évêques et les moines jouissaient en tout lieu, sans remplir aucun de leurs devoirs féodaux, qu'il les vit tous se liguer contre lui, invoquer la religion outragée, remuer la nation et recourir au tribunal de Rome. L'archevêque de Braga n'attendit pas que le pape se fût prononcé, et lança l'interdit sur tout le royaume. C'était alors l'usage de l'Église de frapper tout un peuple pour atteindre les princes. Cette grave mesure, en soulevant aussitôt contre eux l'opinion publique, leur rendait la désobéissance à peu près impossible.

Tous les désordres religieux auxquels le Portugal était livré avant l'avénement d'Alphonse menaçaient de se renouveler, ce prince ne paraissant point disposé à la faiblesse, lorsque arriva le légat du pape. Plus modéré que l'archevêque de Braga, quelques concessions lui suffirent pour lever l'interdit, pour apaiser la nation, et Urbain IV s'engagea même à légitimer le mariage du roi avec Béatrix de Gusman. Toutefois, les querelles, un moment contenues par l'autorité souveraine de la cour pontificale, ne tardèrent pas à recommencer. Alphonse, plus âgé alors, ou moins bien soutenu par l'opinion publique, n'osa pas, cette fois, braver l'interdit. Il ordonna de restituer au clergé toutes les terres dont il l'avait dépouillé, et, pour mieux cimenter sa réconciliation avec l'Église, il ne craignit pas de proclamer le pape *seigneur de son corps et de son âme*. Le clergé l'emportait donc; triomphe à peu près inévitable en Portugal. Ajoutons du moins qu'Alphonse était mortellement malade lorsqu'il s'humilia si profondément devant l'Église. Il expira peu de temps après (16 février 1279). Il avait soixante-neuf ans. Le Portugal perdit en lui l'un de ses plus grands rois.

CHAPITRE VI.

PROSPÉRITÉ PUIS DÉCADENCE DU PORTUGAL DE 1279 A 1383.

PRÉTENTIONS DE L'INFANT ALPHONSE; MARIAGE DU ROI DENIS. — PROSPÉRITÉ DU PORTUGAL SOUS L'ADMINISTRATION DE DENIS. — COURTE GUERRE; CONDUITE DE DENIS ENVERS LES TEMPLIERS (1314). — RÉVOLTES DE DON ALPHONSE. — ALPHONSE IV (1325-1356); CHANGEMENT DANS SA CONDUITE. — VICTOIRE DES ESPAGNOLS ET DES PORTUGAIS SUR LES MAURES PRÈS DU RIO-SALADO (1340). — AVENTURE D'INEZ DE CASTRO; MORT D'ALPHONSE IV. — DON PÈDRE (1356-1367); SES VENGEANCES. — ZÈLE DE DON PÈDRE POUR LA JUSTICE; SA SÉVÉRITÉ; SA BIZARRERIE; SES PLAISIRS FRIVOLES. — DON PÈDRE REFUSE D'INTERVENIR EN CASTILLE. — RÈGNE DE DON FERNAND; DÉCADENCE (1367-1383); INTERVENTION MALHEUREUSE EN CASTILLE (1368). HONTEUX GOUVERNEMENT DE LÉONOR TELLEZ.

Prétentions de l'infant Alphonse; mariage du roi Denis.

Bien qu'il comptât dix-sept ans à peine, Denis était déjà digne du trône, et par les grandes qualités qu'il devait à la nature, et par la brillante éducation qu'il avait reçue du Français Aymeric d'Ébrard. Mais sa naissance avait précédé quelque peu la légitimation officielle du second mariage d'Alphonse III, et l'infant don Alphonse, son frère, mit à profit cette circonstance pour réclamer la couronne. C'est en vain que leur père commun avait pris soin de désigner lui-même Denis pour son héritier; c'est en vain que la cour de Rome l'avait solennellement reconnu, d'après la demande expresse des cortès nationales, l'infant don Alphonse persista dans ses prétentions, et, comme toujours, il ne manqua pas de partisans pour les soutenir. Parmi eux figurait dona Béatrix elle-même, et, par suite, Alphonse X de Castille. Dona Béatrix s'irritait de voir que le jeune Denis ne voulait subir aucune domination, même la sienne. Il répétait souvent qu'un homme, dès qu'il a dépassé l'âge de quinze ans, ne doit pas se laisser guider par les conseils d'une femme.

Aussi bien le jeune roi n'eut pas de peine à déjouer ce complot; et, tandis que l'infant don Alphonse, dépouillé de toutes les places qu'il possédait à titre d'apanage, sollicitait son pardon, dona Béatrix fut réduite à chercher un asile

auprès d'Alphonse X. Ce dernier prince était alors si faible que, de tous ses États, il ne lui restait plus que la cité de Séville: aussi ne put-il absolument rien faire pour relever la cause qu'il avait si hautement embrassée. Béatrix survécut peu à cette défaite. Elle mourut à Séville, doublement accablée, et par les malheurs que son père endurait de la part de tous ses autres enfants, et par ceux qu'elle s'était attirés elle-même pour prix d'une injuste préférence.

C'est durant cette courte guerre que Denis épousa l'infante Isabelle, fille du roi d'Aragon, Pèdre III (1282), et cela, au mépris de la promesse positive qu'il avait faite à l'empereur grec, Michel Paléologue. Isabelle, que l'Église a si justement canonisée sous le nom d'Élisabeth, fut vraiment le bon ange du roi Denis. A peine était-elle unie à lui qu'elle réussit à le réconcilier avec son frère, et elle ne cessa dès lors d'intervenir dans toutes les querelles pour les calmer, dans toutes les douleurs pour les adoucir. Les chroniques portugaises du XIII[e] siècle abondent en récits merveilleux sur les heureux effets de sa vertu. Denis eut le malheur de n'y pas être assez sensible, et il alla même jusqu'à l'accuser. Ces soupçons ne servirent qu'à faire éclater son innocence. Tel était le charme de cette angélique bonté, qu'elle parvint à séduire dona Béatrix elle-même. Béatrix s'interposa entre la Castille et le Portugal, et, quelques années plus tard, un double mariage scella la réconciliation des deux royaumes.

Prospérité du Portugal sous l'administration de Denis.

Denis avait donc vaincu son frère et désarmé la Castille. Il fut moins heureux avec le clergé portugais dont l'incurable turbulence avait si violemment agité les trois règnes précédents. Lié d'abord par les dangereuses promesses qu'il s'était cru contraint de lui faire, afin de l'intéresser à sa cause contre l'ambition de don Alphonse, il se vit dans la dure obligation de satisfaire à la plus grande partie de ses exigences. Le pape Nicolas s'étalbit médiateur entre les deux parties, et le résultat de cette médiation fut que les privilèges déjà trop étendus du clergé s'accrurent encore par le traité de 1289.

A dater de ce jour, le roi Denis, sans demeurer jamais indifférent ni étranger aux graves querelles qui occupaient alors l'Espagne chrétienne, et sans oublier même la croisade (puisqu'il acheva la conquête de l'Algarve et qu'il réunit à ses États le beau pays de Riba de Coa), dirigea presque toute son activité vers l'administration intérieure. Le royaume de Portugal était désormais constitué matériellement : il ne restait plus qu'à utiliser, qu'à multiplier les merveilleuses ressources que la nature lui a départies.

Denis donna tous ses soins aux progrès de l'agriculture, première richesse du Portugal, et il s'en vit récompensé par le beau surnom de roi laboureur. Non content de doubler ainsi les revenus de ses domaines, d'affranchir les serfs qui se signalaient par leur habileté, de défricher les terres incultes, de multiplier les villages et de garnir le rivage d'immenses forêts de pins qui réprimeraient les invasions de l'Océan, il poussa le zèle jusqu'à oser porter atteinte aux immunités des terres privilégiées, et interdire aux monastères les donations territoriales. Et si l'on réclamait à cet égard au nom de la noblesse ou de la religion, il se contentait de répondre qu'il reprenait justement ce que l'on avait usurpé avant lui. Aussi les Portugais, étonnés de la paisible énergie qu'il opposait à ces plaintes, ont-ils dit de lui *qu'il a fait tout ce qu'il a voulu*, La vertueuse Isabelle méritait de même le titre de patronne des laboureurs. Elle fit élever à Coïmbre un vaste couvent exclusivement destiné aux orphelines filles d'agriculteurs. Elle s'y rendait souvent pour présider à leur éducation; et, lorsqu'elles avaient atteint l'âge de se marier, elle ne les donnait qu'à des hommes honorables, voués, comme leurs parents, à la culture de la terre. Le résultat de tous ces soins fut que le Portugal, produisant plus qu'il n'était nécessaire à sa propre consommation, commença à s'enrichir par l'exportation, que la population augmenta avec le bien-être, et que les communes, sur lesquelles la royauté s'appuyait contre la désobéissance des deux autres ordres, prirent un développpement considérable.

Le sol du Portugal était fécond en mines de toute sorte : Denis ne négligea pas cet élément de richesse. Les anciennes

mines d'or, de fer se rouvrirent donc, et des lois plus équitables en réglèrent l'exploitation.

Le commerce naquit spontanément de cette heureuse extension de la prospérité publique, et, avec le commerce, la marine portugaise, réservée à de si hautes destinées. Bientôt même la construction des navires s'améliora, et le pavillon portugais domina sur les mers voisines, tandis que ces vastes forêts de pins dont Denis avait couvert le rivage recélaient les riches matériaux qui le conduiront deux siècles plus tard jusqu'aux extrémités de l'univers.

Le roi Denis ne s'absorbait pas tellement dans ces réformes matérielles qu'il en oubliât les letres. Poëte lui-même, et habile à parler plusieurs langues, il voulut, au contraire, initier ses peuples au goût des arts et des lettres, et de ce désir naquit l'université de Coïmbre, l'une des plus célèbres qu'ait fondées l'Europe du moyen âge. On le vit dès lors s'échapper souvent de son palais pour prendre place parmi les savants qu'il avait rassemblés, et cela à une époque où les plus puissants princes de la chrétienté se faisaient gloire de leur ignorance[1]. Comment ensuite ne pas partager l'admiration que les Portugais ont vouée à Denis, et qui a rendu son souvenir si populaire? C'est de lui que datent tous les germes de la grandeur portugaise; il fut vraiment le père de sa patrie.

Courte guerre; conduite de Denis envers les Templiers (1314).

Tels étaient les bienfaits que l'administration du roi Denis répandait sur le royaume de Portugal, lorsque le roi de Castille, Ferdinand, vint l'arracher à ses paisibles occupations, en réclamant tout à coup contre quelques-unes des clauses d'un traité signé durant les premières années de son règne. Mais Jacques d'Aragon offrit aussitôt sa médiation; et, au moment où les négociations commençaient à devenir actives, une mort soudaine enleva Ferdinand. On se plut à répéter

1. Voy. Lusiades, chap. III. « Coïmbre devient le séjour de Minerve et de ses laborieux favoris. Les Muses abandonnent l'Hélicon pour les bords fleuris du Mondégo.... » Rappelons-nous seulement que Camoëns était élève de l'université de Coïmbre. »

ce qui se disait à la même époque du roi de France et du pape que deux chevaliers castillans, qu'il avait fait précipiter du haut d'une tour, l'avaient cité sous trente jours devant le tribunal de Dieu, et qu'en effet il ne dépassa pas le terme de l'assignation. De là le titre d'Ajourné que quelques chroniqueurs ajoutent à son nom. Denis, débarrassé de ce danger, s'empressa de retourner à ses travaux habituels (1312).

C'est durant cette nouvelle période que Denis signala sa justice par le refus qu'il fit de s'associer à l'une des plus grandes iniquités du moyen âge : à l'abolition de l'ordre des Templiers. Ni l'exemple de Philippe le Bel et des rois voisins, ni les excommunications pontificales, ni les sentences solennelles rendues contre le Temple par le concile de Vienne ne purent l'y déterminer. Il savait que les Templiers confessaient au milieu des tortures les crimes les plus horribles, et qu'ils les reniaient sur le bûcher.

Partisan déclaré des ordres militaires, auxquels il avait même accordé d'importantes faveurs, Denis ordonna seulement une enquête sur les mœurs des Templiers. Cette enquête attesta que, depuis leur établissement en Portugal, c'est-à-dire depuis l'an 1126, ces chevaliers ne s'étaient fait remarquer que par leur zèle contre les infidèles. Loin de se constituer auxiliaires de l'anarchie contre le pouvoir royal, ils n'avaient pas non plus cessé de le soutenir contre ses ennemis du dedans comme contre ceux du dehors. Ajoutons que les Templiers avaient, auprès du roi, un avocat tout-puissant; c'était le confesseur de la reine Isabelle, et, par lui, Isabelle elle-même, en qui son mari enfin détrompé, admirait, non moins que tout son peuple, la plus pure image de la piété.

Toutefois, Denis n'osa pas mépriser la bulle de Clément V, et il prononça même l'abolition officielle de l'ordre proscrit. Mais, outre qu'il ne fit mourir personne, il se hâta de proclamer l'innocence de tous les Templiers; et, après avoir réuni pour un instant tous leurs domaines à sa couronne, il les leur restitua jusqu'au dernier. Il fit plus; et, au lieu du nom d'anciens Templiers, qu'il leur avait d'abord permis de

porter, il créa pour eux un nouvel ordre, l'ordre du Christ (1318). Le pape Jean XXII approuva d'ailleurs sa conduite; car il avait su concilier l'obéissance et l'équité. Les chevaliers du Christ revêtus, comme les Templiers, d'une croix rouge traversée de blanc, se vouaient à la guerre sainte. La différence la plus notable fut la claustration que l'on imposa à l'ordre naissant. Le nombre des nouveaux chevaliers ne s'éleva, dans le principe, qu'à quatre-vingt-quatre, dont soixante-neuf frères cavaliers, et quinze frères spirituels. L'ordre du Christ ne tarda pas à devenir le plus important du Portugal avec celui de Saint-Jacques, que Denis rendit indépendant des chevaliers du même nom en Castille.

Révoltes de don Alphonse.

Certes, un roi si actif et si éclairé méritait bien le bonheur en échange de son dévouement. Il n'en fut pas ainsi; et, tandis que tous les Portugais bénissaient son règne, l'aîné de ses fils, don Alphonse, jaloux de la préférence qu'il semblait accorder au bâtard Alphonse Sanchez, osa s'élever contre lui. Il commença par des plaintes; puis il accusa son rival d'empoisonnement; puis enfin, comme ses calomnies restaient sans effet, il recourut aux armes. Il compta pour partisans tous ceux que la vieillesse du roi engageait à rechercher l'amitié de son héritier. C'est dans Camoëns même qu'il faut chercher le récit de ces funestes luttes.

Denis et Isabelle n'usèrent d'abord que de douceur. Ni leurs prières, ni leurs menaces, ni l'intervention du pape, ni le sentiment du devoir ne purent éclairer l'âme implacable de l'infant, et la guerre éclata. Elle menaçait d'être très-sanglante, lorsque la reine, accompagnée de quelques évêques, se jeta entre les deux armées et les contraignit à déposer les armes. Denis pardonna, et il consentit même à augmenter l'apanage de son fils (1323). Mais, dès l'année suivante, Alphonse abandonna la cour, se retira à Santarem, et marcha de là sur Lisbonne. Le roi dut se remettre en campagne, et le sang coula de nouveau. Isabelle seule put encore apaiser son fils. Une troisième révolte prouva bientôt quelle était la sincérité de son repentir.

Cependant Alphonse Sanchez opposait la plus noble conduite à ces coupables emportements de l'infant. Il quitta secrètement la cour, se retira en Castille, et écrivit à son père qu'il sacrifiait à la paix publique, et le bonheur de le voir, et la justice de sa cause, et toutes les dignités qu'il tenait de sa bonté. Don Alphonse ne se laissa pas désarmer par un si beau sacrifice. Il conserva, au contraire, toute sa haine, et continua de vivre loin de sa famille, parmi les complices de ses rébellions. Les chagrins qu'il donnait à son père avancèrent sans doute la fin de ce prince. Consumé par les douleurs d'une longue maladie, il mourut le 7 janvier 1325, à l'âge de soixante-trois ans, après en avoir régné quarante-six. Le principal ornement de ses funérailles furent les larmes et l'admiration des Portugais. On voit encore son tombeau dans le beau couvent d'Odivellas, dont il était le fondateur.

Est-il besoin de dire qu'Isabelle prodigua au mourant les soins les plus attentifs? Elle réunit même autour de son lit tous ses enfants illégitimes, afin qu'il les embrassât aussi. Mais dès que son mari fut enseveli, dès qu'il lui fut permis de se dégager des liens qui l'attachaient à la terre, elle n'hésita pas un moment à échanger les ornements royaux contre l'habit de simple religieuse dans le monastère de Sainte-Claire, fondé par elle à Coïmbre. Elle allait s'y renfermer à jamais, lorsque les seigneurs, auxquels elle se présenta sous ce pieux costume, la supplièrent de ne pas reléguer dans un cloître des vertus qui depuis si longtemps sanctifiaient la cour. Isabelle s'y résigna, et, durant dix années encore, elle ne s'illustra pas moins par ses bienfaits que par son ardente piété. Sa religion était surtout de la bonté. Elle mourut en 1336, déjà sainte aux yeux des Espagnols et des Portugais. Moins empressée, Rome ne l'a canonisée qu'en 1625, sous le nom d'Élisabeth.

Alphonse IV (1325-1356); changement dans sa conduite.

Les premiers moments d'Alphonse IV justifièrent mal l'impatiente ambition dont il venait de donner les tristes preuves. Bien qu'il eût plus de trente-quatre ans, il ne mon-

trait de goût que pour la chasse, disparaissait pendant plusieurs jours pour s'y livrer plus librement, et n'entretenait jamais ses graves conseillers que du récit de ses prouesses contre les ours ou les sangliers des montagnes. Une fois qu'il revenait avec plus de complaisance sur ce sujet favori, un de ses plus vieux ministres l'arrêta tout court et lui dit : « Prince, sommes-nous ici pour nous occuper de ces plaisirs? Si Votre Altesse veut songer avec nous aux besoins du peuple, elle trouvera partout des sujets fidèles, sinon.... — Sinon quoi? s'écria Alphonse irrité. — Sinon, reprit tranquillement le vieillard, nous choisirons un autre roi qui remplisse mieux ses devoirs. » Alphonse s'éloigna furieux; puis, revenant tout à coup vers l'audacieux conseiller : « Vous avez raison; votre reproche ne sera pas inutile. Vous n'aurez plus devant vous Alphonse le chasseur, mais Alphonse roi de Portugal. » Il tint parole, abandonna la chasse, rompit avec les mauvais compagnons de sa jeunesse, et fit revivre, quoique avec moins de douceur, les beaux jours de Denis. Les Portugais, charmés de cet heureux changement, ont dit de lui qu'il aimait son peuple comme il devait aimer sa famille. De même que Denis, Alphonse s'appuya sur le tiers état, sur les communes. Les cortès, qu'il réunit six fois, se montrèrent dignes de la confiance qu'il mettait en elles, en secondant toutes ses réformes, en luttant avec lui contre la féodalité.

Heureux s'il eût réussi à arracher de son cœur la haine qu'il nourrissait contre le généreux Alphonse Sanchez! L'invincible rudesse de son caractère le rendait trop insensible au dévouement de ce jeune prince. Ne pouvant l'atteindre dans sa noble retraite, il le fit du moins condamner par des juges courtisans, lui ravit toutes ses dignités, le dépouilla de tous ses biens, et convertit en bannissement le digne exil qu'il s'était lui-même imposé. Alphonse Sanchez essaya de l'éclairer; et, las enfin de n'obtenir aucune réponse, il envahit le Portugal. Au moment où Alphonse IV marchait contre lui, la pieuse Isabelle parvint encore à arrêter l'effusion du sang. Les deux frères se réconcilièrent à sa voix.

Victoire des Espagnols sur les Maures, près du Rio-Salado (1340).

La paix intérieure était donc rétablie, et le royaume florissait, lorsqu'une fois encore l'Espagne fut menacée d'une subversion totale. Aboul-Hassan, roi de Maroc, renouvelant les vastes entreprises des Almoravides et des Almohades, venait en effet de lancer, par delà le détroit, une armée innombrable, et le roi de Grenade s'était chargé de guider lui-même la marche des envahisseurs. On ne parlait de rien moins que de quatre cent mille fantassins, de soixante-dix mille chevaux, sans compter les troupes du roi de Grenade, et ces hordes indisciplinées que traînent à leur suite toutes les armées musulmanes. Heureusement qu'en présence d'un tel danger, tous les dissentiments des rois chrétiens de l'Espagne s'effacèrent, et l'on vit les soldats de l'Aragon, de la Castille, du Portugal marcher sous un même drapeau, pendant que le pape appelait au secours de la péninsule tous les princes de la chrétienté. C'est encore de Camoëns qu'il faut apprendre comment Alphonse IV s'associa à cette ligue, sur la prière de sa fille Marie, épouse du roi de Castille, Alphonse XI[1].

Plusieurs combats sans importance s'étaient déjà livrés entre les infidèles et les Castillans, lorsque le roi de Portugal entra dans Séville avec une armée peu nombreuse, mais enthousiaste. Toutes les troupes espagnoles prirent alors position auprès du Rio-Salado, sous les murs de Tarifa. En avant d'elles s'élevait un morceau de la vraie croix, porté par don Alvaro Pereira, et l'étendard bénit du pape, entre les mains du Français Beltran.

C'est là que, le 28 ou le 29 octobre 1340, s'engagea la fameuse bataille du Salado ou de Tarifa. La lutte fut terrible, mais elle se termina par l'entière défaite des mahométans. Aboul-Hassan, privé de deux de ses fils et de ses plus braves soldats, s'enfuit aussitôt à Algésiras, d'où il regagna les rivages de l'Afrique; le roi de Grenade courut s'abriter derrière ses remparts, et l'Espagne fut sauvée.

On ne peut nier qu'Alphonse IV n'eût une part glorieuse

1. Voy. chant III.

au gain de cette grande bataille, puisqu'il vainquit seul les troupes grenadines, réputées alors pour les plus braves. Il s'était élancé sur elles en entonnant le beau psaume LXVII. Le roi de Castille, dans l'effusion de sa reconnaissance, lui offrit les plus riches dépouilles des infidèles; Alphonse n'accepta que quelques armes, avec l'étendard et la trompette d'Aboul-Hassan. Il remporta aussi avec lui le surnom mérité de brave. L'Espagne et la chrétienté applaudirent avec raison à cette terrible défaite du mahométisme. La *grande journée* assurait, dans la péninsule, le triomphe définitif du christianisme. Le moment seul en demeurait incertain.

Aventure d'Inez de Castro; mort d'Alphonse IV.

Alphonse IV ne tarda pas à ternir, et bien malheureusement, la gloire dont il venait de se couvrir. Libérateur de l'Espagne et roi habile, il semblait qu'il fût destiné à faire en même temps le malheur des siens. Il avait été mauvais fils et mauvais frère; nous allons voir ce qu'il fut comme père.

Parmi les dames d'honneur qui entouraient dona Constance, épouse de l'infant don Pèdre, figurait une jeune fille nommée Inez, issue de l'illustre sang des Castro, mais illégitime. Inez était aussi gracieuse que belle. Pèdre la vit, et, bien que dona Constance méritât toute son estime, il ne put réprimer la passion qu'elle lui inspira aussitôt. En vain l'infante mit-elle en œuvre toutes les ressources de la tendresse; en vain eut-elle soin de choisir Inez pour marraine de son premier enfant; rien n'empêcha les progrès de leur amour mutuel, et lorsque Constance mourut (1345), Pèdre se hâta de s'unir à celle qu'il aimait, par un secret mariage. Le peuple, qu'avaient touché les douces vertus de l'infante, conçut dès lors une haine violente pour Inez. Ni ses larmes, ni sa modestie, ni les sincères regrets dont son âme était atteinte, ne parvinrent à dissiper ces aveugles ressentiments.

Cependant Alphonse IV, tourmenté de la passion où il voyait son fils s'abandonner de plus en plus, le pressait de se remarier. Don Pèdre repoussa toutes ses offres, sans avouer toutefois qu'il fût l'époux d'Inez et, se retirant avec

elle sur les bords du Mondégo, à quelque distance de Coïmbre, il résolut de dérober aux regards des courtisans le spectacle de son bonheur. Là, il n'attendait que le moment où il monterait au trône, pour y faire asseoir Inez auprès de lui.

Les ennemis d'Inez la poursuivirent dans cette paisible retraite. Son crime, à leurs yeux, était l'illégitimité de sa naissance, l'influence souveraine qu'elle exerçait sur don Pèdre, et les faveurs dont elle faisait imprudemment combler ses compatriotes castillans ou ses frères. Ils excitèrent donc Alphonse IV, soit à bannir Inez, soit à la faire périr, de peur qu'elle n'entreprît un jour de frayer le chemin du trône à ses propres enfants, par l'assassinat des fils que don Pèdre avait eus de Constance. La douce Inez était incapable d'un tel crime; cependant le vieux roi ne sut pas rejeter bien loin cette calomnie, et peu à peu il s'habitua à l'idée d'immoler Inez. Il éprouva une dernière fois son fils en lui proposant une princesse de Léon. Don Pèdre se contenta de la refuser comme toutes les autres, et, loin de s'inquiéter des menaçantes rumeurs qui commençaient à circuler, il ne songea à sauver Inez, ni en la déclarant pour sa femme, ni en la mettant à l'abri des attaques qu'on lui dénonçait. Sa mère même ne réussit pas à vaincre son incrédulité, et il se contenta de conduire Inez au couvent de Sainte-Claire. Don Pèdre avait en partie raison; car Alphonse, incertain entre les conseils de ses courtisans et ceux de sa conscience, n'avait encore pu se résoudre à prononcer l'arrêt d'Inez. La calomnie finit pourtant par triompher. Tandis qu'il sacrifiait ainsi ses remords à la jalousie des ennemis d'Inez, il crut ne les sacrifier qu'au salut de son royaume et de sa famille. Trois chevaliers, Pacheco, Gonzalès et Coëlho prirent pour eux, dans ce triste drame, l'horrible rôle de bourreaux.

Un jour que le roi se trouvait, avec une suite nombreuse, à peu de distance du lieu où résidait Inez, à Montemor o Velho, il céda aux instances de ses perfides conseillers; et, de peur que sa résolution ne fût pas durable, on l'entraîna droit à Coïmbre, à Sainte-Claire.

Don Pèdre était absent, et depuis quelques jours il se livrait sans crainte au plaisir de la chasse. Dès qu'Inez apprit l'arrivée d'Alphonse, elle devina ses desseins. Au lieu de penser à la fuite, elle se hâta de réunir ses trois enfants, et de marcher avec eux au-devant des meurtriers. Comment croire que ses larmes et ses prières seraient impuissantes? Comment croire que la vue de ces trois beaux enfants, qu'on priverait de leur mère, n'ébranlerait pas les sinistres intentions dont elle était l'objet? Inez, en effet, parla si bien, et de don Pèdre, et de ces pauvres orphelins, et d'elle-même, que le farouche Alphonse n'y put résister. Il s'éloigna sans mot dire, et la malheureuse se crut sauvée par son silence. Mais les impitoyables ennemis de la princesse se voyaient à jamais perdus si leur complot échouait. Ils entourèrent Alphonse, lui reprochant de les trahir, ainsi que l'État; et celui-ci, qui n'avait plus sous les yeux l'attendrissant spectacle de la victime, ne sut pas les repousser. Dès qu'ils le voient incertain, les trois chevaliers les plus compromis, Pacheco, Gonzalès et Coëlho, reviennent sur leurs pas, pénètrent dans la demeure d'Inez, et la tuent (1355).

Tandis que le meurtre d'Inez attirait sur Alphonse le blâme unanime des hommes vraiment honnêtes et pieux, don Pèdre se livrait à tous les emportements de la douleur et de la colère. Dès que les funérailles furent achevées, il ne crut pas que ce fût assez que des larmes pour un tel malheur; et, rassemblant autour de lui une troupe de gens déterminés, il ne songea plus qu'à satisfaire sa vengeance. Les frères d'Inez se joignirent à lui. Il se mit donc à piller les domaines des assassins, à ruiner leurs châteaux; et, comme le roi refusait de lui remettre les coupables, il n'épargna bientôt plus les campagnes du royaume qu'il devait un jour gouverner. Il allait même s'emparer de Porto, lorsque l'archevêque de Braga, son ami, s'y jeta pour la défendre contre lui, et l'engagea à modérer les éclats de son juste ressentiment. Don Pèdre, devenu en effet plus calme, agréa l'intercession de sa mère, Béatrix, et consentit à se réconcilier avec Alphonse IV, à la condition expresse qu'une amnistie mutuelle serait accordée à tous ceux qui avaient pris part, et

au meurtre d'Inez, et aux déprédations qui l'avaient suivi. Don Pèdre obtint, de plus, une indépendance presque complète, et ne cessa de s'isoler de la cour.

C'est peu de temps après cette réconciliation que don Alphonse mourut, à Lisbonne, âgé de soixante-sept ans. Sentant sa fin s'approcher, il manda près de lui les trois meurtriers d'Inez, et leur donna le conseil de chercher un asile hors du Portugal. Le calme de son fils ne l'aveuglait pas sur ses vrais sentiments : à travers ces tranquilles apparences, il distinguait la douleur et la haine dont cette âme implacable était remplie.

Don Pèdre (1356-1367); ses vengeances.

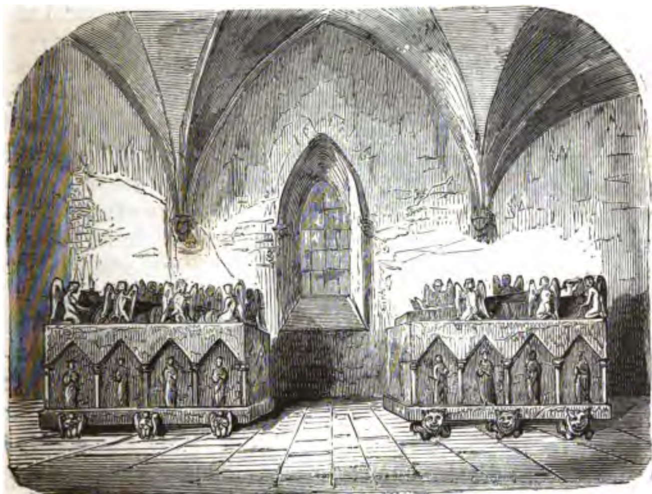
Alphonse avait bien deviné. Le premier souci du nouveau roi fut de poursuivre les assassins d'Inez ; et comme ceux-ci, réfugiés en Castille, se croyaient à l'abri de sa vengeance, il trouva bientôt le moyen de les atteindre dans leur retraite. Ce fut en s'unissant avec Pèdre le Cruel, roi des Castillans, contre les Aragonais, alliance impolitique, et qui se conclut néanmoins, en dépit de toutes les représentations de ses plus sages conseillers. Le roi de Castille s'engagea, en revanche, à lui livrer les trois chevaliers dont il lui demandait l'extradition, à la condition qu'on lui remettrait, de plus, quatre seigneurs castillans qui venaient de s'enfuir en Portugal. Don Pèdre ne prenait plus conseil que de sa haine ; il accepta avidement ce honteux marché, et, pour prix des seigneurs qu'il avait lui-même recueillis à sa cour, il reçut, peu après, deux des meurtriers d'Inez. Le troisième, Pacheco, avait réussi à s'échapper sous les haillons d'un mendiant auquel il avait souvent fait l'aumône.

La fuite de Pacheco désola sans doute le mari d'Inez ; mais lorsqu'il vit en son pouvoir Gonzalès et Coëlho, bien garrottés, il ne songea plus qu'au plaisir de se venger. Leur supplice, qui s'accomplit à Santarem, et devant le palais même du roi, fut horrible. Non content de les torturer longuement, pour les réduire à confesser leur crime, ce qu'il ne put d'ailleurs obtenir, don Pèdre leur fit arracher le cœur, à l'un par la poitrine, à l'autre par les épaules. Ils furent brû-

lés ensuite, et leurs cendres livrées aux vents. Don Pèdre assista à toute cette exécution, insultant, frappant les malheureux qui la subissaient, excitant les bourreaux, et, pour comble de cruauté, dînant en présence d'un pareil spectacle. Telle était sa fureur, que les reproches mêmes de Coëlho ne purent le ramener à lui. « Que l'on apporte, dit-il, de l'ail et du vinaigre pour assaisonner ce lapin » (le nom de Coëlho signifie lapin). Quelque coupables que fussent les chevaliers dont il ordonnait la mort, il ne réussit, ainsi, qu'à soulever en leur faveur la commisération publique. Les plus justes douleurs ont leurs limites, et c'était bien mal honorer la douce Inez.

Cependant de tels supplices n'assouvirent pas la vengeance de don Pèdre, et cette couronne, qu'il avait autrefois promise à Inez vivante, il voulut qu'elle la ceignît après sa mort. Il ordonna donc de retirer du tombeau, où elle reposait depuis cinq ans, le corps de cette infortunée; et, lui plaçant lui-même la couronne sur la tête, il exigea que tous les seigneurs vinssent lui rendre hommage en lui baisant les mains. Puis il la proclama solennellement pour sa femme, reconnaissance qui fut encore confirmée par les deux témoins du mariage; et, au lieu de la modeste sépulture qu'elle avait d'abord reçue, il la fit placer parmi les princes de la famille royale, sous les somptueuses voûtes d'Alcobaça. Quelque étonnement que nous causent et cette exhumation et ces hommages posthumes, il n'est guère possible de les révoquer en doute. Le tombeau d'Inez, construit en marbre blanc, fut surmonté d'une statue qui la représentait étendue et couronnée. On l'y conduisit dans une litière magnifique, portée par des chevaliers et entourée d'un nombreux cortége, parmi les chants religieux et les cierges allumés, qui bordaient la route durant dix-sept lieues. Don Pèdre se commanda auprès d'Inez un monument presque semblable, afin que la mort, qui les avait séparés, les rejoignît à jamais. Mais les restes d'Inez et de son époux n'ont pas été respectés, et c'est à un Français, à M. Taylor, que le Portugal doit la réparation de ce sacrilége. Le château qu'elle habitait n'est plus aussi qu'un amas de ruines. N'importe; cette touchante légende, si bien racontée

par Camoëns, ne périra jamais, et les paysans de Coïmbre montreront bien longtemps encore aux voyageurs la fontaine merveilleuse à laquelle la mort d'Inez, disent-ils, donna naissance.



TOMBEAUX D'INEZ DE CASTRO ET DE DON PÈDRE.

Zèle de don Pèdre pour la justice; sa sévérité; sa bizarrerie; ses plaisirs frivoles.

Il faut rendre cet hommage à don Pèdre, que tous les soucis que lui imposaient ces vengeances et ces cérémonies ne l'empêchaient pas de vaquer exactement à ses devoirs de roi. Fidèle ami du peuple, dont il savait bien que la cause était la sienne, il se signala surtout par l'inexorable sévérité de sa justice. Il avait même adopté pour emblème un sceptre entouré d'un fouet, et, afin de mieux prouver à tous qu'il n'avait pas choisi sans raison un emblème aussi menaçant, il avait soin d'en porter toujours un suspendu à sa ceinture, sans dédaigner de s'en servir lui-même, lorsque la justice ordinaire lui semblait trop lente.

Ce beau zèle de don Pèdre eut sans doute ses inconvénients

et ses excès, puisqu'il lui arriva plus d'une fois de condamner les gens sans les entendre, et surtout de ne pas proportionner le châtiment au délit; mais, outre que, dans ces temps d'ignorance, la justice des princes était rarement plus régulière, il eut le grand mérite de ne jamais être partial en faveur du clergé et des nobles, et cela seul suffit pour l'absoudre. Tout au contraire, il se montrait bien plus sévère à leur égard, et c'est avec raison, puisqu'ils étaient plus éclairés. Un gentilhomme avait frappé un huissier : « Corrégidor, dit don Pèdre au juge, j'ai reçu un soufflet; on m'a arraché la barbe; » et le gentilhomme fut condamné comme criminel de lèse-majesté. Un prêtre avait assassiné un maçon, et le tribunal ecclésiastique s'était contenté de l'interdire durant un an. Irrité d'une telle indulgence, le fils de la victime vengea son père en tuant le meurtrier, et fut condamné à mort. Il s'empressa de recourir au roi. « Quel est, dit celui-ci, l'état du coupable? — Il est maçon. — Eh bien, je lui interdis pour un an son métier. » Un évêque avait été surpris en adultère; don Pèdre osa le menacer publiquement du fouet; et, comme les clercs s'avisaient de lui demander à n'être plus jugés que par leurs vicaires, au lieu de comparaître devant les tribunaux royaux, il leur répondit avec colère qu'il ne voulait d'autre juridiction que la sienne, et qu'il les enverrait à la potence, afin qu'ils arrivassent plus vite devant leur juge. De là le surnom de Cruel que nous trouvons toujours attaché à son nom dans les chroniques des moines. La justice de don Pèdre n'était pas moins expéditive que sévère. Les procureurs prolongeaient les procès; leur charge fut abolie. Les juges et les avocats qu'il ne trouvait pas assez prompts en affaires, furent déclarés responsables de leur lenteur envers les parties intéressées. Le peuple, dont il était le défenseur, l'a mieux apprécié en le surnommant seulement le Justicier. Il fallait bien user de moyens violents contre l'indomptable turbulence des ordres privilégiés, et leur apprendre enfin à distinguer la justice de la tyrannie. Or ils ne s'y habituèrent qu'en se voyant ainsi dépouillés de leur vieille impunité. La nation, au contraire, étonnée de la sécurité inconnue dont elle jouissait sous don

Pèdre, lui pardonna bien volontiers les écarts trop fréquents de sa sévérité; et lorsqu'elle le perdit, elle fit son oraison funèbre en disant qu'il aurait dû ne jamais naître ou ne jamais mourir.

Chose étonnante! ce même prince, dont la vengeance avait été si terrible, dont les sentences étaient si redoutées, et qui allait jusqu'à menacer, d'abord de la flagellation, puis de la mort, ceux qui se permettaient, soit d'acheter, soit de vendre à crédit, était doux, libéral et passionné pour les plaisirs les plus frivoles. Son amusement favori était la danse, et à tel point, qu'il lui arriva de s'y livrer dans les rues de Coïmbre, soit la nuit, soit en plein jour, au son de longues trompettes d'argent dont il aimait particulièrement la mélodie. Rien ne put le résoudre à renoncer à cette singulière habitude. Il n'y avait qu'une chose qu'il aimât à l'égal de la danse, c'était l'exercice de la chasse, malgré le souvenir amer de celle où il se divertissait pendant qu'Inez tombait sous les coups de ses trois assassins.

Don Pèdre refuse d'intervenir en Castille.

Tout entier à ces plaisirs ou à ces travaux, don Pèdre eut le bonheur de ne se pas laisser entraîner dans les grandes querelles qui bouleversaient alors la Castille. C'était cependant l'époque célèbre où Pèdre IV le Cruel et Henri de Transtamare, son frère naturel, se disputaient le plus vivement la couronne de ce pays. Incapable de résister à son rival et surtout aux redoutables bandes françaises que lui avait amenées Duguesclin, Pèdre IV vint bientôt demander asile et assistance au roi de Portugal. Il invoqua, pour le toucher, et leur étroite parenté, et leur alliance récente contre l'Aragon, et le service mutuel qu'ils s'étaient rendu, en se livrant, aux dépens de l'honneur même, leurs ennemis les plus détestés. Don Pèdre ne se laissa pas séduire, et, craignant d'exposer son royaume aux contre-coups d'une guerre qui ne lui pouvait être utile, il se hâta de répondre au fugitif que ses États n'étaient pas assez vastes pour contenir deux rois. Le roi de Castille s'éloigna donc, et c'est alors qu'il alla solliciter l'appui du prince de Galles contre le protégé de la France. Don Pèdre

ne vécut pas assez pour voir la fin de cette fameuse rivalité. Lorsqu'il mourut, c'est-à-dire en 1367, les Anglais et Pèdre IV l'emportaient à leur tour; mais Henri de Transtamare rassemblait de nouvelles forces, et Duguesclin se chargeait de les conduire au combat ; de sorte qu'il lui fut impossible de prévoir quand ni comment se déciderait le sort de la Castille. Le tombeau qu'il s'était préparé auprès d'Inez reçut sa dépouille mortelle.

Règne de don Fernand (1367-1383); décadence; intervention malheureuse en Castille (1368).

Après cette glorieuse série de rois habiles, sous l'administration desquels le Portugal amassa tous les éléments de sa prochaine grandeur, nous arrivons à une époque toute différente, durant laquelle les heureuses traditions de la politique nationale sont abandonnées, au grand détriment du pays.

Ce n'est pas que le nouveau souverain du Portugal, don Fernand, fils aîné de doña Constance, fût dépourvu d'esprit ni de courage. Il le prouva par les soins éclairés qu'il donna quelque temps à l'administration intérieure, à la fortification des places frontières, à l'agriculture, surtout à la marine, où résidait, en effet, tout l'avenir du pays. Les forêts, plantées par le sage Denis, étaient déjà assez vieilles pour abonder en matériaux précieux. Don Fernand, en autorisant les navigateurs à les exploiter gratuitement, imprima à la marine portugaise une impulsion toute nouvelle. Le moment n'est pas loin où l'acquisition d'un vaste empire et d'une immense gloire seront le prix de ces modestes progrès.

Mais l'amour effréné de don Fernand pour les plaisirs, sa légèreté, son ambition, frappèrent bientôt de stérilité toutes les heureuses qualités qu'il tenait de la nature. Il suffira d'indiquer ici par quelle suite de fautes il compromit la prospérité et l'indépendance même de son royaume. La première fut d'abandonner la prudente diplomatie de ses prédécesseurs, et de se jeter dans des entreprises qui dépassaient ses forces.

Lorsque don Pèdre I eut refusé à Pèdre IV de s'associer

avec lui contre Henri Transtamare et Duguesclin, nous avons vu que ce prince se tourna vers les Anglais. Leur assistance ne l'empêcha pas de succomber, et, dès l'année 1368, son rival se voyait en possession paisible de la Castille. Don Fernand commit alors l'imprudence de s'élever contre Henri Transtamare, en vertu des prétendus droits qu'il avait hérités de don Sanche, son aïeul. Or, ni l'alliance de l'Aragon, ni celle de Grenade ne purent assurer le triomphe de ces vaines prétentions; le Portugal même eût été en danger sans l'intervention du pape Grégoire XI. La paix qui termina ces sanglantes hostilités fut signée à Évora, en 1371. Un mariage scella cette réconciliation. Don Fernand renonça à la fille du roi d'Aragon pour épouser Éléonore, fille de Transtamare, avec quatre bonnes places sur les frontières à titre de dot.

Une nouvelle faute vint attrister tout le reste de son règne.

A peine venait-il de signer la paix d'Évora, qu'il distingua, parmi les femmes de sa cour, Léonor Tellez, issue de l'illustre maison de Menezes, et épouse de don Juan Lorenzo da Cunha. Il s'éprit d'elle, et dès lors ne songea plus à l'infante Éléonore. Sa seule pensée était d'obtenir le divorce de Juan da Cunha, pour épouser celle qu'il aimait. Don Juan da Cunha y consentit volontiers, et le roi supplia Léonor Tellez de lui accorder sa main, pendant que son mari irait se fixer loin d'elle, en Castille.

Léonor était aussi belle qu'Inez; mais elle ne montrait pas moins de fierté et d'astuce que l'amante de don Pèdre avait eu de douceur et de dévouement. Inez avait aimé : Léonor n'était qu'ambitieuse, et elle le prouva aussitôt par des refus calculés que don Fernand était trop aveugle pour comprendre. En vain le peuple envahit-il son palais; en vain l'orateur improvisé de cette multitude, le tailleur Vasquez, le supplia-t-il de ne pas contracter une union si déshonorante; il s'empressa de révoquer les promesses que lui avait arrachées la crainte, et, tandis qu'il s'enfuyait à Santarem avec Léonor, ses soldats, assemblés tout à coup, mirent à mort les principaux chefs de l'insurrection.

Honteux gouvernement de Léonor Tellez.

Malgré ces tristes auspices, Léonor devint reine, et tous les vassaux de Fernand vinrent lui baiser la main en signe d'hommage. Un seul s'y refusa : c'était Denis, fils d'Inez de Castro, en alléguant qu'il était d'une naissance à ne pas s'humilier ainsi devant Léonor Tellez. La nouvelle reine n'en fut pas moins toute-puissante. Son ambition avait lieu d'être satisfaite : elle régnait souverainement et sur Fernand, et sur le Portugal.

Le premier fruit de cette fatale union fut le renouvellement de la guerre avec la Castille ; car Henri de Transtamare jura de venger l'affront de sa fille, et telle fut la rapidité de ses succès, qu'après avoir tout dévasté sur son passage, on le vit, en 1372, sous les murs de Lisbonne. Que faisaient cependant Fernand et Léonor ? Enfermés dans le château de Santarem, ils regardaient du haut des tours les flammes qui dévoraient leurs plus belles villes, et ne se souciaient que de leur propre sécurité. Il semblait qu'il ne s'agît pas de leur royaume, et, c'en était fait peut-être du Portugal, lorsqu'une fois encore, le pape chargea le cardinal de Montfort d'arrêter les désastres de cette cruelle guerre. La paix fut signée au mois de mars et les deux princes se promirent amitié, sur les bords du Tage, à côté des ruines fumantes de Lisbonne. C'est dans cette entrevue que fut projeté le mariage de dona Béatrix, fille de Fernand, avec l'infant de Castille.

C'était la cinquième fois que le roi de Portugal disposait solennellement de la main de sa fille, et cependant cette importante union ne s'effectua pas sans de grandes difficultés. Dans la nouvelle lutte qui s'engagea à ce sujet, en 1381, Fernand, se défiant de ses propres ressources, ne rougit pas d'ouvrir aux Anglais les rivages de l'Espagne, sous le prétexte de soutenir les prétentions légitimes du duc de Lancastre, gendre de Pèdre IV, à la couronne de Castille. Ce honteux traité, dans lequel figure dignement le nom de Léonor, est comme le premier présage de l'assujettissement du Portugal à l'Angleterre. Encore, les six mille soldats qu'envoya Richard II, bien loin de donner l'avantage à Fer-

nand, ne servirent-ils qu'à augmenter la haine publique dont la reine était déjà l'objet. Telle fut leur insolence et leur cruauté que jamais, depuis son origine, le Portugal n'avait éprouvé, de la part de ses ennemis, la moitié des maux que lui infligèrent ces prétendus auxiliaires. Il fallut même les renvoyer après en avoir massacré le plus grand nombre. En 1383, la paix se fit encore une fois entre les Castillans et les Portugais. Jean I épousa décidément Béatrix. Nous ne tarderons pas à voir les conséquences de ce mariage.

Vaincu par les Castillans et déshonoré par les Anglais, le Portugal n'était pas moins malheureux à l'intérieur. Au lieu de ne s'appliquer qu'à guérir les maux dont sa perfide ambition avait accablé son pays, Léonor ne pensait qu'à satisfaire ses rancunes, ses passions et ses jalousies. L'infant Denis avait seul refusé de plier le genou devant elle; il fut exilé le premier, et, après avoir erré durant plusieurs années, il aborda sur les côtes de Flandre, parmi des pêcheurs qui le retinrent longtemps. Vint ensuite le tour de don Juan, son frère, et fils aîné d'Inez, dont elle ne rougit pas d'armer la jalousie contre Maria Tellez, sa propre sœur et l'épouse de ce seigneur, afin d'avoir une occasion de le perdre. Don Juan crut en effet Léonor. Il ne pouvait penser que la reine le détestât au point de sacrifier une sœur à sa haine; et, lorsqu'il eut poignardé l'innocente Maria, Léonor le fit proscrire comme assassin. Il est vrai que plus tard Léonor sollicita son rappel. Mais don Juan ne profita pas de ce pardon pour demeurer à la cour. Tourmenté par ses regrets et instruit sans doute des perfidies de la reine, il se retira d'abord au nord du Duero, dans ses domaines, et de là en Castille. Il semble que la race de la douce Inez fut maudite pendant que triomphait l'odieuse Léonor.

Léonor couronna tous ces crimes par l'adultère. L'aventurier galicien Andeiro, dont elle s'était servi comme négociateur auprès du roi d'Angleterre, devint ouvertement le rival de Fernand, et il régna avec elle pour le malheur du Portugal. Le roi seul, aveuglé par sa tendresse et accablé, d'ailleurs, d'infirmités prématurées, ne voyait, ni les souffrances

de ses peuples, ni les désordres de sa femme, ni la décadence de son pays. Il s'éteignit à la suite des fêtes dont le mariage de sa fille unique, Béatrix, fut l'occasion, à l'âge de trente-huit ans (1383). Sa veuve Léonor, soit remords, soit audace, n'accompagna pas, suivant l'usage, le corps de Fernand jusqu'au couvent de San Francisco. Il y fut enterré auprès de sa mère.

TROISIÈME PÉRIODE.

LE PORTUGAL SOUS LA MAISON D'AVIS (1383-1580); GRANDEUR MARITIME.

CHAPITRE VII.

RAPIDES PROGRÈS DU PORTUGAL SOUS JEAN I (1385-1433).

RÉGENCE DE LÉONOR TELLEZ; PUISSANCE CROISSANTE DE DON JUAN D'AVIS. — DON JUAN D'AVIS GOUVERNEUR. — INVASION DES CASTILLANS; DON JUAN DÉCLARÉ ROI. — VICTOIRE D'ALJUBAROTTA (1385); RETRAITE DES CASTILLANS. — IMPORTANCE DE LA VICTOIRE D'ALJUBAROTTA. — DON JUAN S'APPUIE SUR L'ANGLETERRE CONTRE LA CASTILLE; PAIX DÉFINITIVE, EN 1399. — GOUVERNEMENT DE JEAN I; EXTENSION DE L'AUTORITÉ ROYALE. — PREMIÈRES ENTREPRISES DU PORTUGAL AU DEHORS; PRISE DE CEUTA, EN AFRIQUE (1415). — HEUREUSE INFLUENCE DE L'INFANT DON HENRI. — PREMIÈRES DÉCOUVERTES; PUERTO-SANTO; MADÈRE. — DÉCOUVERTES DES CANARIES, DES AÇORES, ET LE LONG DES CÔTES DE L'AFRIQUE; DEUX ROUTES VERS LES INDES. — MORT DE JEAN I (1433); SA GLOIRE.

Régence de Léonor Tellez (1383); puissance croissante de don Juan d'Avis.

La mort de don Fernand, peu regrettable sans doute en elle-même, l'était au contraire, et au plus haut degré, comme événement politique, puisqu'elle soulevait un grand procès de succession.

Don Fernand n'avait, en effet, qu'une fille, Béatrix, issue de Léonor et épouse de don Juan I, roi de Castille. La constitution de Lamégo, en écartant du trône toutes les infantes mariées à des princes étrangers, lui interdisait positivement d'y prétendre. Mais, au mépris de ces lois fondamentales, plusieurs traités et plusieurs stipulations récentes que les cortès elles-mêmes avaient sanctionnées, le lui avaient solennellement promis. La reine Léonor, à laquelle le testament de don Fernand conférait la régence, fit donc aussitôt proclamer

sa fille comme reine de Portugal. Seulement, un silence universel accueillit cette proclamation, et il fut dès lors évident que Béatrix ne ceindrait pas la couronne sans qu'il coulât beaucoup de sang.

A la fille de Léonor Tellez, à la femme d'un roi étranger tous les patriotes portugais opposaient déjà, au fond de leurs cœurs, deux jeunes princes que distinguaient également et leurs malheurs et leurs qualités : l'un était ce don Juan, fils aîné d'Inez, dont nous venons de raconter le crime involontaire et la fuite en Castille; l'autre était don Juan, fils bâtard de don Pèdre le Justicier, et qui avait reçu de lui, dès l'âge de sept ans, la grande maîtrise de l'ordre d'Avis. Tous deux représentaient aux yeux du peuple, contre Léonor et sa fille, la vertu malheureuse et la nationalité portugaise.

Cette grande question d'héritage, incertaine entre trois personnes, se simplifia tout à coup, grâce au roi de Castille lui-même; car en emprisonnant le fils aîné d'Inez, ce prince ne fit que concentrer sur une seule tête, sur le grand maître d'Avis, tous les vœux des vrais Portugais. Il ne pouvait rien imaginer qui fût plus contraire aux intérêts de dona Béatrix, au nom de laquelle il violait cependant les plus saintes lois de l'hospitalité. Don Juan d'Avis le bâtard avait alors vingt-six ans. Malgré l'illégitimité de sa naissance, il eut pour auxiliaires, dans son entreprise, outre son mérite personnel, la haine générale dont la régente était l'objet ainsi que son amant Andeiro, le sentiment national, et l'amitié d'un vieux chevalier que les Portugais considéraient comme un type de valeur et de loyauté, Alvar Paës.

Placée entre les prétentions de don Juan et les droits de sa fille, la position de Léonor était bien difficile. Aussi résolut-elle de gagner du temps, et de ne rien décider jusqu'à ce que les forces de la Castille pussent assurer à Béatrix la couronne du Portugal. Au lieu de s'élever aussitôt contre l'infant, qu'elle n'avait cessé de persécuter jusqu'alors, elle affecta donc de ne le plus considérer comme prétendant; elle s'appliqua même à le gagner; et, lorsque le roi de Castille s'avança contre le Portugal, c'est de lui qu'elle eut soin de faire choix pour protéger les frontières, soit qu'elle espérât

qu'il y périrait, soit qu'elle voulût le dépopulariser par des revers, soit encore qu'elle ne doutât pas que le mari de dona Béatrix ne triompherait sans peine de cette apparente résistance. Étrange nécessité pour Léonor! Entraînée par l'enthousiasme général, elle se trouvait réduite à combattre elle-même les partisans de sa fille. Outre qu'elle comptait bien trahir, elle aimait mieux cette guerre impie que l'abdication.

Don Juan d'Avis partit aussitôt pour l'Alemtéjo. Mais, tandis que Léonor se félicitait de l'avoir éloigné sous un si beau prétexte, il ne quittait la cour que pour y revenir en maître. Accompagné de quelques seigneurs et d'une suite nombreuse, il se représenta, au bout de quelques heures, devant les portes du palais. Il voulait, disait-il, recevoir les dernières instructions de la régente. On le laissa entrer, et quelques moments après il parut devant Léonor.

L'occasion était favorable, car, à l'instant même où il entra, celui que le peuple haïssait le plus, le comte Andeiro, se trouvait auprès de la régente dans l'attitude d'un favori. Ce spectacle accrut encore l'indignation des amis de don Juan. En vain Andeiro, qui comprit tous ses dangers, ordonna-t-il secrètement à ses serviteurs de s'armer. Don Juan, sans laisser paraître la moindre émotion, acheva sa visite, prit congé de Léonor, et, en partant, il pria seulement Andeiro de le suivre. Andeiro n'osa refuser. Puis, lorsqu'ils eurent quitté la salle où se tenait la cour, et après une courte conversation dont on ignore les détails, don Juan tira tout à coup son poignard et en frappa le comte. Celui-ci tomba à demi-mort, un chevalier l'acheva. En l'immolant ainsi, don Juan se flattait d'exécuter l'arrêt que tout le peuple avait dès longtemps prononcé contre lui.

Don Juan ne s'était pas trompé, et la mort du favori devint le signal d'une insurrection universelle où tous les amis d'Andeiro éprouvèrent le même sort. La régente elle-même, qui avait d'abord confondu ces cris de vengeance avec les chants funèbres des paysans pleurant, selon l'ancien usage, la mort du roi sous les fenêtres de son palais, ne dut son salut qu'à don Juan. Mais toutes ses protestations de respect et de dévouement ne la rassurèrent pas assez pour qu'elle

crût prudent de rester, et elle partit, dès le soir même, parmi les malédictions qu'elle avait si bien méritées. Telle était la haine des Portugais pour Léonor, et telle aussi la puissance de l'entraînement national vers don Juan que les frères mêmes de cette princesse avaient pris parti contre elle.

Don Juan d'Avis gouverneur.

Bien que la chute si rapide de Léonor facilitât les hautes destinées de don Juan le Bâtard, ce prince n'osa pas s'asseoir aussitôt sur le trône, et il ne se présenta au contraire que comme le vengeur du fils d'Inez, prisonnier des Castillans. L'illégitimité de sa naissance lui imposait cette réserve, et il attendait que la gloire le fît roi. Jusque-là, il prit seulement soin de montrer qu'il méritait ce titre, et de se bien attacher le peuple, n'ignorant pas que la noblesse presque entière repousserait en lui un bâtard. Un de ses plus puissants partisans fut en effet un simple tonnelier, Alphonse Yanès, qui le sauva en empêchant que l'on ne songeât plus longtemps à le marier avec Léonor. Lorsque les seigneurs virent que don Juan saurait se passer de leur appui, ils s'empressèrent de mettre à son service leur épée et leur dévouement.

Parmi la foule de ces nobles, comment ne pas signaler au moins don Nuno Alvarez Pereira? Bâtard comme don Juan, mais issu de l'une des plus grandes maisons portugaises, Alvarez, quoiqu'il eût à peine vingt-trois ans, était déjà réputé comme le plus parfait chevalier du royaume. Il avait reçu de Léonor même ses premières armes à l'âge de treize ans, et il n'avait cessé de les illustrer par ses exploits. L'Espagne entière le connaissait, et la Castille le redoutait.

L'on admirait surtout ce qu'il avait osé faire aux noces de dona Béatrix avec le roi de Castille. Lorsque les tables furent préparées, Alvarez et son frère, comme étant les plus jeunes, laissèrent tous les seigneurs s'y asseoir avant eux, et ils se trouvèrent enfin sans couvert. Alvarez pria alors les convives de se serrer un peu pour qu'ils pussent y prendre place; mais aucun ne se dérangea. Irrité d'un tel manque de courtoisie, Alvarez renversa avec le pied toute une table, ct, sans

s'émouvoir de toutes les menaces que lui attirait cette insulte, il sortit lentement de la salle. Le tumulte fut grand, et il ne s'apaisa que lorsque le roi de Castille se fut écrié : « Celui qui se venge a raison; celui qui ne craint rien quand il s'agit de l'honneur est réservé à de grandes choses. » Toute la vie du *Scipion portugais* répondit à ces fières prémices. Écuyer de Léonor, il ne se présenta au régent que lorsqu'il vit que sa cause était celle de la nation, et son arrivée remplit don Juan d'une joie bien légitime, car elle était pour son parti un prestige et une force. Aussi le pria-t-il aussitôt de prendre place parmi ses conseillers, et d'accepter le commandement de l'armée.

Invasion des Castillans; don Juan proclamé roi.

Or, les circonstances devenaient bien graves. Tandis que plusieurs divisions castillanes étaient en marche sur Lisbonne, et qu'une flotte nombreuse bloquait étroitement l'embouchure du Tage, Léonor proclamait de nouveau dona Béatrix, faisait battre monnaie à l'effigie de Jean I, et promulguait toutes ses ordonnances au nom de ce prince. Le Portugal allait devenir une province de la Castille.

C'est alors que l'on vit tout ce que peut l'enthousiasme d'une nation lorsqu'une main habile sait en utiliser les ressources. En vain Lisbonne semble-t-elle au moment de succomber, et avec elle tout le Portugal; don Juan et Alvarez se montrent, et tout à coup l'espérance renaît, les courages se raffermissent, et l'on court de toutes parts, sous leurs drapeaux, comme pour une croisade. Et, en vérité, c'en était une, puisqu'il s'agissait de la patrie et de la liberté. L'archevêque de Braga en fut l'apôtre. Armé d'une épée et d'un rosaire, il ne cessait de parcourir Lisbonne et d'ordonner à tous ceux qui pouvaient combattre d'aller aux murailles. Les prêtres mêmes ne devaient pas, suivant lui, s'en abstenir. « Vous êtes prêtres, leur disait-il; moi aussi, et pourtant je combats; vous êtes religieux, et moi je suis archevêque. Le pape même ne recourt-il pas aux armes lorsqu'il le faut? et cependant il est supérieur à nous tous. »

Guidés par Alvarez et par don Juan, les Portugais obtin-

rent dès lors des succès partiels qui augmentaient chaque jour leur audace, tandis que les troupes castillanes, certaines naguère d'achever en quelques semaines la conquête du Portugal, tombaient dans un découragement profond. Ce fut bien pis encore lorsque la famine et la peste, cruelles auxiliaires de Jean le Bâtard, se furent mises dans leur camp. Elles ne songèrent plus qu'à se retirer sans déshonneur, et, en évacuant bientôt après le Portugal, elles n'emportèrent d'autres trophées que les nombreux cercueils de leurs chefs moissonnés par cette désastreuse expédition. Les soldats de don Juan s'étaient au contraire couverts de gloire. Notons aussi la part considérable que la marine portugaise prit à cette délivrance : elle sauva Lisbonne en débloquant le Tage.

Ce fut après cette lutte, qui ne dura pas moins de dix-huit mois, que les cortès nationales, assemblées solennellement, entreprirent de discuter les droits des divers prétendants. Mais don Juan, qui, à défaut de la naissance, avait pour titres et sa gloire récente et l'amour croissant du peuple, n'eut pas de peine à y faire prévaloir les siens. Son avocat, l'habile Jean d'Arregas, plaida d'abord, en sa faveur, contre dona Béatrix; puis, lorsque celle-ci eut été écartée, contre le sang d'Inez, dont le mariage avec le roi don Pèdre ne fut pas reconnu. Ces discussions théoriques languissaient toutefois, et l'anarchie menaçait de se prolonger indéfiniment, quand Alvarez, s'élançant tout à coup hors de la salle des séances, prit le parti de s'adresser directement au peuple assemblé. Le peuple ne répondit à Alvarez que par des acclamations, et salua aussitôt Jean le Bâtard pour roi. Les cortès s'associèrent bon gré mal gré à cet entraînement des masses vers le libérateur de la patrie (1385). Il en fut donc de Jean I comme d'Alphonse Henriquez après la victoire d'Ourique : la reconnaissance le couronna. De ce jour datent les merveilleuses destinées du royaume de Portugal, quoique la haute noblesse n'applaudît pas à l'élévation du bâtard.

Victoire d'Aljubarotta (1385); retraite des Castillans.

Il fallait que la victoire vînt confirmer le choix de la nation ;

car tandis que don Juan ceignait la couronne royale, le roi de Castille se hâtait de rassembler une nouvelle armée, équipait une flotte nombreuse, menaçait Lisbonne et dévastait les campagnes de Beira. Béatrix, au nom de laquelle il allait combattre, avait d'ailleurs parmi les Portugais eux-mêmes un parti redoutable. Les plus nobles seigneurs et plusieurs des principales places s'étaient déjà déclarés pour elle, ou n'attendaient que l'occasion de le faire.

Jean I au contraire ne pouvait réunir que peu de soldats, et dépourvu de forteresses et d'argent, il semblait vaincu d'avance. Mais il avait pour lui, dans cette lutte décisive, outre sa propre fermeté, et l'ardeur de ses partisans, et les conseils d'Alvarez, dans les mains duquel il venait de placer l'épée de connétable.

La guerre débuta par des escarmouches. Il était nécessaire d'aguerrir l'armée portugaise, d'occuper quelques places et de fatiguer les troupes castillanes. Mais, dès que Jean crut pouvoir marcher à l'ennemi, il y courut, afin de s'en remettre le plus tôt possible au jugement de Dieu. Quelques-uns de ses meilleurs capitaines le suppliaient en vain de n'en rien faire. Le roi et le connétable furent inébranlables.

L'infériorité du nombre les inquiétait peu, et ils craignaient que l'enthousiasme, qui doublait aujourd'hui leurs forces, ne s'usât dans les lenteurs d'une guerre régulière.

C'est le 15 août 1385 que les onze mille soldats de Jean I vinrent prendre position en face des trente mille hommes qui composaient l'armée castillane, non loin du petit village d'Aljubarotta. Pendant que Jean et Alvarez parcouraient leurs rangs pour les exciter à bien faire, l'archevêque de Braga, armé comme eux de pied en cap, les bénit tous, et leur distribua les indulgences accordées par le pape Urbain VII. La ferme contenance des Portugais, durant toute cette avant-scène de la bataille, prouva qu'ils comptaient vaincre ou mourir. Les Castillans, au contraire, hésitaient à accepter le combat. Ils redoutaient, avec raison, les efforts du désespoir, et comprenaient bien qu'il était de leur intérêt de prolonger la lutte. Parmi ceux qui leur conseillaient le plus

vivement cette temporisation, figure l'ambassadeur de France, Jean de Ric.

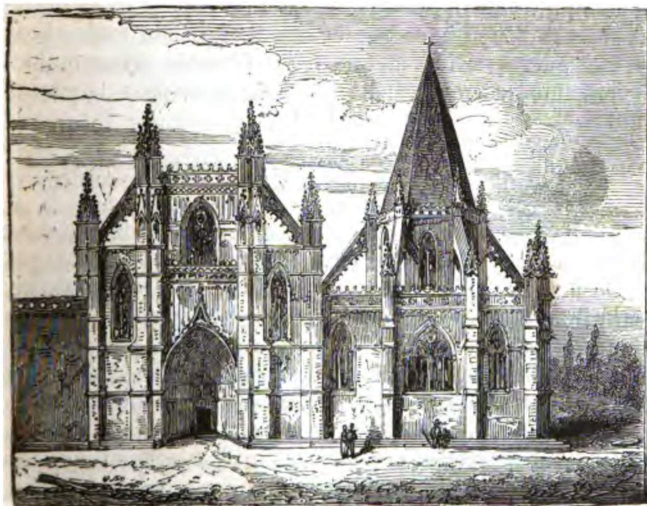
Cependant on était trop près pour ne se point joindre. Les Portugais, divisés en trois corps à peu près égaux, s'avançaient résolûment, lorsque, éblouis déjà par le soleil et par la poussière, ils essuyèrent une formidable décharge d'artillerie. Une terreur panique s'empara d'eux à l'aspect de ces machines inconnues, et c'en était fait sans doute de la journée sans la présence d'esprit d'un simple fantassin, qui, ne voyant que deux hommes atteints par le canon, s'écria : « Rassurez-vous, compagnons, la mort de ces deux hommes est un jugement de Dieu. L'un avait tué un prêtre durant la messe; l'autre avait commis un adultère. La vengeance du ciel est satisfaite; combattons. » A ces mots, les fuyards firent volte-face, et le combat se rétablit.

Il fut terrible; car si les Castillans comprenaient que tout le succès de la guerre était attaché à l'issue de cette bataille, les Portugais savaient que leur perte serait aussi celle de la patrie. Après de longs efforts au moment où le jour allait faire place à la nuit, les Castillans commencèrent à lâcher pied sous les coups du connétable qui commandait l'avant-garde. Alvarez appela alors les *amoureux* et les soldats de *l'étendard vert*, qui, pénétrant sur ses pas jusqu'au milieu des plus épais bataillons, changèrent enfin la mêlée en une déroute complète. En vain le roi de Castille, échangeant contre un excellent cheval de bataille la paisible mule qu'il avait montée au commencement de l'action, s'efforça-t-il de ressaisir la victoire, il ne parvint qu'à se convaincre de l'étendue de sa défaite; et, lorsqu'il eut vu lui-même sa bannière abattue, ses bagages pillés, ses chevaliers massacrés, il lui fallut fuir lui-même en toute hâte. Santarem fut son premier asile. Il s'embarqua ensuite sur la flotte qui bloquait Lisbonne, et alla retrouver dona Béatrix, dont il avait si malheureusement soutenu la cause. Telle était la douleur que la nouvelle de ce désastre avait causée aux Castillans, qu'ils avaient d'abord été tentés de s'en venger sur cette princesse. Les conseils de l'archevêque de Tolède et le retour inespéré de leur roi leur épargnèrent ce crime.

Il s'en fallut de bien peu aussi que le chef des vainqueurs, que Jean I lui-même, ne succombât dans cette grande mêlée. Tandis qu'il ne pensait qu'à donner l'exemple du courage, un Castillan, Gonzalez de Sandoval, lui avait arraché sa hache d'armes, et l'avait fait tomber sur les genoux à bas de son cheval. Il ne dut la vie qu'à deux de ses chevaliers. L'un le releva; l'autre renversa Sandoval au moment même où il allait abattre sa hache sur la tête du roi.

Importance de la victoire d'Aljubarotta.

C'est à bon droit que les chroniqueurs ont nommé cette victoire *la bataille royale*. Elle couronna décidément Jean le Bâtard et la maison d'Avis aux dépens de l'infante Béatrix et du fils d'Inez. Aussi Jean I demeura-t-il trois jours sur le champ de bataille, au milieu des fêtes et des actions de grâces, et le beau couvent de Batalha, que l'on admire encore en ce lieu, atteste la pieuse reconnaissance du vainqueur.



COUVENT DE BATALHA.

Aussi bien, cette victoire d'Aljubarotta était bien moins

le triomphe d'une famille que d'une nationalité. La Castille avait toujours conservé des prétentions secrètes ou déclarées sur le Portugal : c'est vraiment de ce jour que date l'indépendance complète de ce dernier pays. Mais si, au lieu de ne considérer cette belle journée qu'au point de vue portugais, nous nous préoccupons des intérêts généraux de la péninsule, ne pourrons-nous pas ajouter qu'elle fut aussi fatale que glorieuse ? Que manquait-il surtout à l'Espagne chrétienne du XIVe siècle ? c'était l'unité, sans laquelle pas de véritable puissance. Or, le succès de Jean I ne fut qu'un obstacle de plus à l'établissement de cette souhaitable unité. Rappelons-nous, pour nous en mieux convaincre encore, ce que devint l'Espagne au siècle suivant, alors que les couronnes d'Aragon et de Castille cessèrent d'être séparées (1479). Tout ce que fit la réunion de ces deux royaumes, celle du Portugal et de la Castille l'aurait certainement accompli cent ans plus tôt. Mais personne alors ne concevait l'idée de la patrie d'une manière aussi large que nous le faisons aujourd'hui : les Portugais défendirent vaillamment la leur et firent bien ; ils ne pouvaient pas soupçonner que cette guerre n'était autre chose qu'une guerre civile, et que leurs rivalités interminables étaient une guerre éternelle d'affaissement pour la péninsule.

Don Juan s'appuie sur l'Angleterre contre la Castille ; paix définitive, en 1389.

Tandis que Jean I célébrait si magnifiquement le salut du Portugal et de sa couronne, son connétable n'avait pas perdu un instant pour expulser les Castillans, pour franchir leurs frontières, pour rejeter sur leur propre pays tous les maux qu'ils venaient d'infliger eux-mêmes au Portugal, et pour compléter la victoire d'Aljubarotta par la destruction des débris échappés à ce grand désastre. Telle fut d'ailleurs la conduite d'Alvarez, durant toute cette expédition, que ses ennemis n'éprouvèrent pas moins d'admiration que de crainte. Et le moyen, en effet, de ne pas admirer un aussi parfait chevalier ? Comme les grands maîtres d'Alcantara et de Saint-Jacques se préparaient à profiter de son absence

pour dévaster l'Alemtéjo, il leur adressa cette courte lettre : « Seigneurs et amis, Nuño Alvarez Pereira, comte de Barcellos, d'Ourem, d'Arrayolos, connétable de Portugal, et major-dome en chef, se recommande à vos souvenirs. L'on m'a dit que vous m'alliez venir chercher ; soyez assurés que je vous aurais prévenus sans la maladie qui m'a attardé. Maintenant que je suis rétabli, je vais m'avancer à votre rencontre, afin de vous épargner une si pénible marche. Attendez-moi à la frontière; vous m'y verrez sous peu et tout prêt à vous recevoir. » Mais, quelle que fût la confiance qu'inspiraient à Jean I, et le courage de ses troupes, et le dévouement d'Alvarez, et tant de beaux succès, il ne pouvait s'aveugler sur l'incontestable supériorité de la Castille, et il lui sembla nécessaire de chercher au dehors quelque allié puissant. C'est à l'Angleterre qu'il s'adressa, en excitant le duc de Lancastre, gendre de Pierre IV, à réclamer encore la couronne usurpée par Henri de Transtamare, avec l'appui de la France. Le duc accepta ses offres, et une armée anglaise vint débarquer sur le rivage de la Galice (1386). Alliance funeste, dont les traditions n'ont que trop vécu !

Les Castillans effrayés s'empressèrent d'imiter don Juan en invoquant l'assistançe de Charles VI. Réconcilié alors avec Richard II, Charles n'osa embrasser ouvertement leur cause ; mais un bon nombre de chevaliers français, qui recherchaient toute occasion de lutter contre l'Angleterre, se mirent en route pour l'Espagne. Le plus illustre était Louis de Bourbon ; il amenait avec lui environ deux mille hommes, et les opérations sérieuses ne commencèrent guère qu'à son arrivée. Au moment d'entrer en campagne, Jean I, qui voulait assurer l'avenir de sa dynastie, se fit relever par le pape du vœu qu'il avait fait comme grand maître d'Avis, et il épousa Philippa, deuxième fille du duc de Lancastre. Il avait eu la prudence de refuser l'aînée, Catherine, afin de n'avoir pas à soutenir quelque jour ses prétentions sur la couronne de Castille, dans le cas où le duc lui-même n'obtiendrait pas cette couronne (1387).

Cette lutte fut beaucoup moins acharnée qu'on ne s'y devait attendre, l'armée castillane ayant adopté le système de

ne pas combattre et de harceler seulement l'ennemi, tactique qui lui fut aussi profitable qu'elle l'avait été à Charles V contre Édouard III. La famine, les fatigues, les maladies eurent bientôt raison des envahisseurs qui se trouvèrent ainsi vaincus sans batailles. Les dissentiments des Anglais et des Portugais, de don Juan et du duc de Lancastre, survenant, achevèrent le salut de la Castille; et, tandis que Jean I s'excusait sur la maladie pour reprendre le chemin de ses États, les Anglais ne songèrent qu'à se retirer moyennant des conditions honorables. Ils les obtinrent sans peine. Catherine épousa Henri, prince des Asturies, et, le duc de Lancastre s'étant lui-même désisté de tout droit, les prétentions des deux maisons se trouvèrent confondues par ce mariage.

Peu s'en fallut que le départ des Anglais ne renouvelât tous les périls que Jean I s'était flatté de conjurer par leur assistance. Mais, épuisés par cinq années de guerre, les Castillans ne permirent pas à leur roi de sacrifier plus longtemps leurs intérêts au triomphe de son ambition personnelle; et les droits de Béatrix, sans être abandonnés, ne furent plus défendus qu'avec mollesse. Une première trêve, signée sous la médiation du duc de Lancastre, valut même au Portugal la restitution de toutes les villes encore attachées au parti de Béatrix. Cette trêve, plusieurs fois prolongée, aboutit enfin à un traité définitif en 1399. Toutefois, la querelle avait été trop vive pour ne pas laisser après elle de longs ressentiments, et les deux peuples demeurèrent ennemis au sein même de la paix.

Gouvernement de Jean I; extension de l'autorité royale.

Non content de garantir l'honneur et l'indépendance de sa nouvelle couronne, Jean I n'épargnait rien pour consolider sa dynastie naissante. Roi chevalier, il se montra aussi roi politique; et, rival d'Alvarez sur les champs de bataille, il n'en sut pas moins bien s'enfermer avec son chancelier, Jean de Régras, pour travailler à la réforme de l'administration. Les nombreuses lois qu'il a publiées, soit pour modifier, soit pour créer, soit pour introduire un peu d'ordre et d'unité

dans le chaos des anciennes législations nationales, à l'aide du code Justinien, qu'il fit traduire, lui assignent même un rang considérable parmi les princes réformateurs de cette époque. Mais ce qu'il eut surtout en vue, ce fut l'extension continuelle de la prérogative royale d'après l'exemple des rois de France et de Castille; et cette glorieuse entreprise, il la mena à bien comme toutes les autres, parce qu'il avait, pour y réussir, outre la raison et le droit, l'appui de la nation et l'ascendant irrésistible dont ses victoires l'avaient investi. Aussi bien, cette heureuse décadence du régime féodal, au profit commun des rois et des peuples, était alors un fait européen. Les horribles luttes des Armagnacs et des Bourguignons ne purent que la ralentir en France et non l'empêcher. Les lois inévitables du progrès condamnaient le moyen âge à une mort plus ou moins rapide mais générale. Jean I ne fut que l'un des plus habiles destructeurs de la féodalité.

C'est sous ce même prince que le Portugal (1422) substitua l'usage de l'ère chrétienne à l'ère de Jules César, dont on faisait usage dans les actes publics, aussi bien que dans les œuvres de la littérature.

Premières entreprises du Portugal au dehors; prise de Ceuta, en Afrique (1415).

Au milieu de ces paisibles travaux du gouvernement intérieur, Jean I paraissait oublier les guerres et les conquêtes, lorsque ses fils, jaloux de justifier leur nouveau titre de chevaliers, vinrent le supplier d'entreprendre quelque expédition, où ils pussent signaler leur jeune courage. Ces fils étaient au nombre de cinq : Édouard, Pèdre, Henri, Jean, Ferdinand. Édouard, l'aîné, avait vingt-deux ans. Sa fille, Isabelle, aussi vaillante que ses frères, épousa plus tard Philippe le Bon et donna le jour à Charles le Téméraire.

Les enfants de Jean I, après une longue délibération sur la conquête qu'ils pourraient offrir à leur père, adoptèrent l'avis de Ferdinand, le plus jeune, et résolurent de lui proposer le siége de Ceuta, sur le rivage de l'Afrique, en face

de Gibraltar. Outre que cette ville était musulmane, qu'elle présentait l'attrait d'une croisade, et qu'elle menaçait incessamment l'Espagne du sud, elle servait de refuge à tous les corsaires qui infestaient les mers voisines, et elle entravait singulièrement les progrès de la marine portugaise (1415).

Bien que Jean I prît plaisir à l'ardeur guerrière de ses enfants, il hésitait à la satisfaire. Il s'y laissa toutefois entraîner par les conseils de son vieil ami, Alvarez, et l'on ne songea plus qu'aux préliminaires de cette importante expédition. Ainsi le Portugal allait, pour la première fois, sortir de ses frontières, et conquérir après s'être si longtemps défendu. Cette guerre de Ceuta est le premier pas dans une voie qui devait élever bien haut la gloire de ce petit pays. Telle fut d'ailleurs la discrétion de tous ceux qui prirent part aux préparatifs, que nul autre n'en connut l'objet. Tous les princes de l'Espagne, et surtout le roi de Grenade, offrirent en vain d'acheter bien cher ce grand secret. Des indiscrétions calculées accréditèrent seulement l'opinion qu'ils étaient dirigés contre la Hollande.

Tout allait bien lorsque la peste éclatant tout à coup dans Lisbonne, y enleva une foule d'habitants. La plus illustre victime fut la vertueuse Philippa, femme de Jean I. Ses dernières paroles furent pour ordonner que sa mort ne suspendît pas la glorieuse expédition dont le port contenait déjà tous les éléments, et pour appeler sur tous ceux qui y prendraient part les bénédictions du ciel (18 juillet 1415).

Les volontés de la reine s'accomplirent. A peine ses funérailles furent-elles terminées, et la première douleur adoucie, que Jean I ordonna à toute l'armée, à ses fils même, de revêtir des habits de fête, et les deux cent trente vaisseaux dont se composait la flotte, poussés par un vent favorable, cinglèrent rapidement vers les côtes de l'Afrique.

Malgré les tempêtes soudaines et les dissentiments qui compromirent d'abord le succès de l'expédition, Ceuta tomba au pouvoir des chrétiens, le 24 août 1415. Quoique abandonnée de son gouverneur, Cala-ben-Cala, cette ville n'avait succombé qu'à la suite d'une admirable résistance, et contre

laquelle l'infant don Henri, troisième fils du roi, se distingua par-dessus tous. Jean ruina une partie de la ville, convertit en église la plus belle mosquée, et conféra à ses fils le titre mérité de chevaliers. Après avoir arraché à l'islamisme toutes les provinces qui composaient leur patrie, les Portugais venaient donc maintenant lui apporter la guerre et lui rendre croisade pour croisade. A partir de ce jour, l'Afrique ne cessa d'attirer leur attention, et, comme tout ce qu'ils apprenaient d'elle excitait ou leur curiosité ou leurs désirs, ils entreprirent bientôt de vérifier les récits qu'on leur en faisait. C'est en cela que la guerre de Ceuta devint surtout profitable : elle donna le premier branle à ce grand mouvement maritime, qui, révélant peu à peu à l'homme toutes les parties inconnues de l'univers, a fini par le mettre en possession de sa demeure entière.

Heureuse influence de l'infant don Henri.

C'est à cette glorieuse époque que remontent en effet ces premières découvertes maritimes dont le récit vient tout à coup agrandir si magnifiquement l'histoire du Portugal. Aussi tout ce qui s'accomplit désormais dans ce pays disparaît-il devant les grands événements par lesquels il s'illustre aux extrémités du monde connu. C'est l'Océan qui est maintenant son domaine et le véritable théâtre de sa gloire. Que si l'on s'étonne de voir qu'une si haute fortune soit échue à un si petit royaume, rappelons-nous que, placé à l'extrémité du continent européen, il avait sans cesse devant les yeux le spectacle de l'Océan; que, comprimé en Espagne par la Castille, il avait besoin de répandre hors de la péninsule son activité et son courage; que, possesseur de Ceuta, il en savait plus sur l'Afrique et sur les contrées inconnues de l'Orient qu'aucun autre peuple de l'Europe; que sa marine s'était déjà considérablement développée; enfin, et surtout, peut-être, qu'il fut excité aux découvertes par un prince dont le nom seul évoque encore en Portugal tous les souvenirs de la grandeur passée. C'est nommer don Henri.

Don Henri, troisième fils de Jean I, était né à Porto ou à Villaviciosa, en 1394. Éloigné du trône par sa naissance, il

se livra de bonne heure à l'étude des sciences exactes, avec la même ardeur que son frère don Pèdre aux études littéraires, et il ne tarda pas à s'y distinguer, sous l'active surveillance de Philippa, sa mère. C'était l'époque où les premières clartés de la renaissance commençaient à lutter contre les épaisses ténèbres qui avaient si longtemps couvert l'Europe. Le moyen âge touchait à sa fin, pour les intelligences comme pour les sociétés.

Le goût de la marine dominait déjà don Henri lorsque l'expédition de Ceuta vint encore le développer; tous les renseignements qu'il recueillit alors se combinant avec ses propres lectures, il ne lui suffit plus de rêver des découvertes; il résolut de les réaliser. Pieux comme il l'était, l'intérêt du ciel devait encore l'animer à entreprendre. Combien d'âmes allait-il arracher à l'idolâtrie, tandis que la religion, marchant du même pas que les navigateurs, sanctifierait toutes les conquêtes des Portugais! Toutes ces aspirations patriotiques et religieuses, don Henri les résuma en quatre mots qu'il adopta pour devise : « Le désir de faire le bien. »

Premières découvertes; Puerto-Santo; Madère.

Or, il revenait de Ceuta avec la puissante flotte dont cette expédition avait exigé l'équipement, heureux de voir l'Afrique entamée à son tour par les chrétiens, lorsque deux jeunes gentilshommes, qui l'avaient accompagné, Tristan Vaz et Gonzalez Zarco, vinrent solliciter de lui une nouvelle occasion de signaler leur courage. L'infant leur confia un petit vaisseau avec mission de suivre les côtes de l'Afrique. Ils partirent avec joie, et, emportés par des vents contraires, ils abordèrent bientôt à une petite île qu'ils nommèrent pieusement Puerto Santo. Cette découverte avait en elle-même peu de valeur; mais elle encouragea l'audace des Portugais, et Tristan Vaz l'eut à peine annoncée à l'infant, qu'il repartit lui-même pour la coloniser. De son côté, don Henri, renonçant tout à fait à la cour, pour se livrer sans distraction aux grandes entreprises qu'il méditait, vint s'établir à l'extrémité du cap Saint-Vincent, à Sagres, dans l'Algarve. C'est là que, placé aux extrémités du continent européen, et penché pour

PLANISPHÈRE
INDIQUANT
les Possessions Portugaises
AU XVIme SIÈCLE

Route de Vasco de Gama en 1497.
de Cabral en 1500.

20 40 60 80 100 120 140 160

GLACIAL DU NORD

Nle Zemble

Laponie

Moskovie

EUROPE

Hongrie

Ottoman

SIBERIE

ASIE

Kirghiz

Kalmoucks

Karakorum

Cathay

Mandchous

Mongols

Samarkand

Perse

Bagdad

Kandahar

Delhi

Thibet

Peking

Nanking

Chine

Canton

Macao

Empre. du Gd. Mongol

Hindoustan

Arabie

Bombay

Goa

Calicut

Cochin

Ceylan

Pegou

Achem

Malacca

Bornéo

Sumatra

Iles de la Sonde

I. Luçon

Iles des Larrons

Iles Carolines

Moluques

Nlle Guinée

OCEAN PACIFIQUE

Kamtschatka

60

40

20

0

20

40

Magadoxo

Brava

Mombaça

Melinde

Mozambique

I. Madagascar

I. de Mascarhenas

Is. Maldives

Is. de l'Amiral

MER DES INDES

NOUVLE HOLLANDE

Nle Zélande

Tasmanie

Ormuz

Rme de Delhi

Benarès

Patna

Bengale

HINDOUSTAN

Rme de Cambaye

Guzerate

Diu

Daman

Bombay

Bérar

Balasor

Orissa

Golconde

Masulipatam

Goa

MER D'ARABIE

Mascate

Curiate

Calayate

Hasec

I. Socotora

C. Guardafui

Is. Laquedives

Cananor

Calicut

Cochin

Travankor

C. Comorin

Colombo

I. Ceylan

Jafnapatam

Manar

G. du Bengale

Aracan

C. Negrais

Ummerapoura

SIAM

Siam

G. de Siam

Is. Andaman

Is. Nicobar

Achem

Malacca

Dét. de Malacca

Himalaya

PEGOU

MER DES INDES

...et Conquêtes ...TUGAIS ...ÉRIDIONALE

...helle et Cie

Gravé par E. George

ainsi dire vers les mers inconnues qui s'étendaient devant lui, il fonda, dit-on, une célèbre école de navigateurs, où l'amour des découvertes s'exalta de plus en plus, où les connaissances se perfectionnèrent, où la boussole, déjà améliorée par l'Italien Goia d'Amalfi, reçut de nouvelles applications.

De retour à Puerto Santo, les marins ne tardèrent pas à se montrer une ligne obscure et immobile qui se dessinait à l'horizon. Qu'était-ce que cette ligne? La crédule imagination des Portugais du xve siècle ne manqua pas de se donner d'abord carrière à ce sujet; mais la réalité dissipa bientôt tous ces rêves. Tristan et Zarco, qui osèrent se diriger vers ce point mystérieux, y reconnurent une île considérable, couverte de forêts et de montagnes. Ils y abordèrent le 3 juillet 1419, et, après en avoir admiré la fécondité, ils la désignèrent sous le nom de Madère. Puerto Santo fut presque abandonné pour cette nouvelle conquête.

Enchanté de cette seconde découverte, don Henri comptait sans doute faire de Madère le chantier de la marine portugaise, lorsque, volontairement ou non, ceux qui l'avaient occupée mirent le feu aux immenses forêts d'où elle tirait son nom. Cet incendie, qui bientôt se propagea de colline en colline jusqu'au rivage, fut, dit-on, si considérable, qu'il ne dura pas moins de sept ans, et que les Portugais furent réduits à se rembarquer, afin d'échapper à l'atteinte mortelle de la chaleur. Quoi qu'il en soit, don Henri, après avoir exprimé les vifs regrets que lui causait cette destruction, profita du moins de la merveilleuse fertilité que cet incendie même devait avoir développée à Madère, pour y planter des cannes à sucre et des vignes renommées de la Bourgogne ou de Chypre; et le succès de ces plantations fut si complet, que Madère devint bientôt le centre d'un commerce important. Quant à Jean I, il félicita son fils de la gloire nouvelle qu'il procurait au Portugal; et pour lui en mieux témoigner sa satisfaction, il fit présent, et de Madère, et de Puerto Santo, à l'ordre du Christ, dont l'infant était le grand maître. Ces premiers succès, ne firent qu'exciter l'ardeur du prince; d'autant plus que toutes les lettres et toutes les cartes qu'il

recevait des diverses contrées de l'Europe, de Venise, de l'Orient, s'accordaient pour le confirmer dans les grandes espérances dont les récits des voyageurs célèbres, les écrits de l'antiquité et l'étude des sciences exactes avaient déjà rempli son esprit.

Occupation des Canaries, des Açores, et le long des côtes de l'Afrique; deux routes vers les Indes.

Les îles Canaries, que les Portugais occupèrent ensuite, ne furent pas, à vrai dire, le fruit d'une découverte. Elles furent cédées à l'infant Henri par un gentilhomme français, par J. de Béthencourt, à qui la Castille en avait accordé l'investiture en 1417, et don Fernand de Castro fut seulement chargé d'en aller prendre possession. Repoussé par les peuplades belliqueuses que renfermaient ces îles, Castro revenait demander des renforts, lorsqu'il apprit que la Castille réclamait tout l'archipel, en vertu des droits que lui avait transmis don Louis de Lacerda, dès le milieu du XIVe siècle. Don Henri éprouva quelque peine à restituer des contrées en qui l'on croyait avoir retrouvé les îles Fortunées, et dont la position était si importante. Cependant la volonté de son père fut une loi qu'il n'essaya pas d'enfreindre, et les Canaries passèrent, légitimement ou non, sous la domination de la Castille.

Don Henri en fut bientôt consolé, et par le rapide développement des cultures à Madère, et par les heureuses explorations de Pérestrello, et surtout par la découverte des îles Açores. C'est vers 1431 que San Miguel et Santa Maria reçurent leurs premiers habitants. Les autres îles, et particulièrement Terceira, ne furent colonisées que vers le milieu du siècle. Ainsi les Portugais, s'avançant d'île en île à travers les mystérieux déserts de l'Océan, se trouvaient déjà à moitié chemin du nouveau monde. La tradition ajoute que dans l'une de ces terres nouvelles s'élevait une statue équestre qui, placée sur le sommet de la plus haute colline, indiquait de sa main droite les contrées du nord-ouest.

Non content d'unir tant de belles îles à la couronne du Portugal, l'infant don Henri ne cessait aussi de reconnaître les côtes occidentales de l'Afrique, afin de se frayer un nou-

veau chemin vers les Indes orientales. Suivant l'opinion d'alors, deux routes pouvaient également mener à ce but : l'une à l'est, ce fut celle que les Portugais suivirent; l'autre à l'ouest et à travers l'océan Atlantique, car on se figurait que l'Asie venait presque rejoindre l'Europe. Cette dernière route, adoptée plus tard par les Espagnols, conduisit tout d'un coup Colomb au terme souhaité, mais en lui livrant un nouveau monde, au lieu des antiques rivages qu'il poursuivait.

Ces premiers pas des navigateurs portugais le long du rivage africain furent lents et timides. Le cap Non avait bien été reconnu dès **1412**; mais nul n'osait s'aventurer au delà du cap Bojador; car on répétait que saint Brandam, qui l'avait dépassé avec deux navires, n'en était pas revenu, et que les limites de l'univers habitable, situées précisément en cet endroit, ne pouvaient être impunément franchies.

Mort de Jean I (1433); sa gloire.

Tels étaient les progrès et les espérances de la marine portugaise, lorsque Jean I acheva sa glorieuse carrière (14 août 1433), au jour anniversaire de la victoire d'Aljubarotta et de la prise de Ceuta. Ses peuples l'ont surnommé le *roi de bon souvenir*. Il est certain que le Portugal arriva sous lui à une vie toute nouvelle, et que les grandes choses que ce royaume accomplit dans la suite ne furent que le magnifique développement de la puissance dont Jean I venait de semer les germes.

Quatre ans plus tôt, était mort le grand homme dont l'histoire aime à associer le nom à celui de Jean I, le connétable Alvarez Pereira. Comblé de biens et d'honneurs, pour prix des nombreux services qu'il avait rendus à son prince et à son pays, Alvarez ne voulut rien garder que sa gloire; et, satisfait d'avoir marié sa fille unique à un fils naturel du roi, à don Alphonse[1], il résolut d'aller expier dans un monastère les pensées d'orgueil humain auxquelles il avait abandonné sa jeunesse. Il y vécut neuf ans, sous l'humble froc d'un carme, sans s'épargner aucune des austérités monastiques, sans

1. C'est de ce mariage qu'est issue la maison de Bragance.

souffrir qu'on le nommât autrement que Nuno. On eut même de la peine à empêcher qu'il ne subsistât d'aumônes, et qu'il ne se rendît en mendiant au saint sépulcre. Il conservait toutefois dans sa cellule la lance et l'épée qui l'avaient illustré, et plus d'une fois le pauvre moine consentit à redevenir le conseiller de son maître.

Ce fut sans doute une admirable époque que celle qui réunit tant de nobles noms de princes, de chevaliers et de navigateurs. Empressons-nous d'ajouter que la nation tout entière était digne de si glorieux chefs. Jamais les mœurs n'y furent plus pures, jamais l'esprit chevaleresque n'y fut plus exalté, jamais l'enthousiasme des grandes choses n'y fut plus général. De quelque côté que l'on porte alors ses regards, on reconnaît que le peuple portugais est arrivé à la plus belle époque de son existence. Chaque nation a ainsi son siècle de gloire, mais avec plus ou moins d'éclat ; celle du Portugal fut éblouissante.

CHAPITRE VIII.

LES PROGRÈS DU PORTUGAL SE RALENTISSENT ; CROISADES FUNESTES EN AFRIQUE (1433-1481).

HEUREUSE ADMINISTRATION D'ÉDOUARD I (1433-1438). — DON HENRI POURSUIT SES DÉCOUVERTES ; LE CAP BOJADOR EST FRANCHI (1434). — EXPÉDITION MALHEUREUSE CONTRE TANGER (1436) ; TRISTE SORT DE DON ALPHONSE ; MORT D'ÉDOUARD. — MINORITÉ D'ALPHONSE V, L'AFRICAIN (1438) ; HEUREUSE RÉGENCE DE L'INFANT DON PÈDRE. — LES NAVIGATEURS PORTUGAIS ATTEIGNENT LE RIO D'OURO ; BULLE D'EUGÈNE IV. — MAJORITÉ DU ROI ; DISGRACE ET MORT DE DON PÈDRE AU COMBAT D'ALFARROBEIRA (1449). — PROJETS DE CROISADE D'ALPHONSE V. — TROIS EXPÉDITIONS EN AFRIQUE (1458, 1464, 1471). — INTERVENTION FUNESTE EN CASTILLE AU NOM DE DONA JUANA ; DÉFAITE DE TOURO (1476). — NÉGOCIATIONS STÉRILES AVEC LE ROI LOUIS XI. — ABDICATION ET MORT D'ALPHONSE V. — LES DÉCOUVERTES SE RALENTISSENT SOUS ALPHONSE V.

Heureuse administration d'Édouard I (1433-1438).

Pendant que les restes de Jean I s'acheminaient vers le couvent de Batalha, l'on raconte qu'un astrologue juif, s'é-

lançant tout à coup hors de la foule consternée, s'écria : « Édouard a fait choix d'un mauvais jour pour son couronnement. Les astres annoncent la tempête. Malheur à lui! malheur au peuple! » Ces sinistres paroles troublèrent un moment les imaginations timides de cette époque; mais les douces vertus d'Édouard, son courage, son éducation, et les excellents conseils qu'il avait reçus de son père mourant, protestaient trop hautement contre elles. On les oublia pour ne songer qu'aux brillantes espérances que le jeune prince avait données dès son enfance; la Castille seule fit quelque difficulté de le reconnaître.

Les premiers actes du nouveau roi réfutèrent bien mieux encore le prophète de malheur. Guidé par les habiles conseillers de son père, il semblait n'avoir en vue que les améliorations et les réformes.

La justice nationale se ressentit surtout de son zèle, et les lois qui la réglaient, jusqu'alors dispersées et discordantes, furent pour la première fois réunies et coordonnées. Le Portugal eut un code à l'époque où les plus grands royaumes de l'Europe n'avaient que de grossières coutumes. Les Portugais, charmés de trouver tant de sagesse en un si jeune chevalier, croyaient voir son glorieux père revivre en lui.

Don Henri poursuit ses découvertes, le cap Bojador est franchi (1434).

En même temps, l'infant don Henri, son frère, pourvoyait à ce que le nouveau règne ne fût pas non plus privé de gloire. L'archipel des Açores, qui n'avait été que reconnu, reçut de nombreux colons; l'île de Madère ne cessa de s'enrichir, et, sur les côtes d'Afrique, le cap Bojador cessa d'être une barrière infranchissable. L'infant avait déjà dirigé vers ce terrible cap douze expéditions successives : toutes étaient revenues avec un riche butin conquis sur les infidèles, et sans avoir accompli ce qu'il souhaitait si ardemment, jusqu'au jour où il fit choix de Gil Eannez (1433). Gil Eannez revint d'abord comme tous les autres; mais, décidé à mourir plutôt que de mériter encore les reproches de son maître, il repartit, et cette fois il ne s'arrêta pas avant d'avoir confondu toutes les

légendes dont le cap était l'objet (1434). L'infant, auquel il rapporta des roses cueillies par delà cette limite, le combla d'éloges, le fit chevalier, et s'empressa de mettre à profit son heureuse entreprise, en le renvoyant avec Gonzalvez Baldaya. Ils dépassèrent de cinquante lieues le cap Bojador, explorèrent les côtes, découvrirent la baie dos Ruyvos (des Rougets), et achevèrent de dissiper, par leur prompt retour, toutes les vaines terreurs auxquelles ces contrées brûlantes avaient donné lieu. Cette découverte, si simple d'ailleurs, fut toute une révolution; car elle souleva enfin le voile qui dérobait depuis si longtemps le nouveau monde à l'ancien. La carrière était ouverte; il n'y avait plus qu'à y courir.

Gil Eannez et Baldaya furent encore les premiers à tenter de nouvelles expéditions. Parvenus à soixante lieues sud de la baie dos Ruyvos, à cent vingt lieues du cap Bojador, ils trouvèrent enfin des rivages couverts d'habitants, et le sang portugais coula même dans cette première rencontre; mais ils ne réussirent à s'emparer d'aucun indigène, ainsi qu'Henri le désirait, afin qu'il pût servir d'interprète, et donner sur l'Afrique des renseignements nécessaires.

Expédition malheureuse contre Tanger (1436); triste sort de don Alphonse; mort d'Édouard.

Tout cela promettait un grand règne, et Édouard n'avait qu'à continuer, lorsque don Henri lui-même et don Alphonse, le dernier de ses frères, se concertèrent pour solliciter de lui une campagne contre les Africains du Maroc. Édouard hésita. Ceuta ne suffisait-elle pas aux Portugais? Les Arabes avaient-ils violé leurs engagements? Fallait-il se jeter dans une entreprise incertaine, et en tout cas peu utile? Cependant l'influence de don Alphonse qu'Édouard chérissait tout particulièrement, les prières de la reine Léonor, et sans doute aussi le désir de s'illustrer par quelque grande guerre au service de la religion, finirent par l'emporter sur les conseils de la prudence. En vain l'infant don Pèdre essaya-t-il jusqu'au bout d'en dissuader Édouard au nom de l'intérêt, et le pape Eugène IV au nom de la justice; il ne fut plus question à la cour que d'aller conquérir Tanger.

C'était déjà une faute d'assiéger Tanger; c'en fut une bien plus grave encore de n'emmener que huit mille hommes. Aussi le désastre fut-il complet, et les Maures réduisirent les Portugais à ne se rembarquer qu'à la condition de livrer don Alphonse, l'instigateur principal de cette injuste agression. Que de découvertes eussent été accomplies avec les ressources qu'absorba une entreprise si malheureuse! Durant quelques années, au contraire, les progrès de la navigation s'arrêtèrent complétement.

La douleur des Portugais fut extrême à la nouvelle de ce revers! Édouard ne pouvait trouver de consolation ; car il voyait, d'un côté, le plus aimé de ses frères prisonnier des infidèles, et de l'autre, Ceuta exigée pour le prix de sa délivrance. Il n'aurait pas balancé; mais ni ses conseillers, ni Rome ne lui permirent de suivre le penchant de son cœur, et il n'osa sacrifier à sa tendresse les intérêts de son pays et de sa religion. Quant à don Alphonse, il ne murmura pas un instant contre cette condamnation. Enfermé à Fez, et astreint aux plus rudes travaux, il se résigna à n'attendre sa délivrance que de la mort, qui vint en effet au bout de six ans (1443). Martyr de sa patrie et de sa foi, il a reçu du Portugal le beau surnom de Prince constant. Son cœur repose aujourd'hui au monastère de Batalha. Son corps fut rempli de paille et accroché aux murs de Fez, pour y réjouir les yeux des infidèles, qui se vengeaient en l'insultant.

Lorsque les serviteurs d'Alphonse rapportèrent en Europe quelques-unes de ses dépouilles, Édouard n'eut pas la triste satisfaction de les recevoir. Usé avant l'âge par le chagrin que lui causaient et le désastre de Tanger et le malheureux sort de son frère, il avait été enlevé, dès 1438, au milieu des préparatifs d'une nouvelle expédition contre l'Afrique. Il suffit de jeter un moment les yeux sur le beau livre qu'a laissé ce jeune roi [1], pour voir que l'exquise sensibilité de son âme ne lui permettait pas de résister à ces rudes atteintes de l'adversité. Courageux pour lui-même, il ne savait pas l'être contre les souffrances de ceux qu'il aimait.

1. Real Conselheiro.

C'est sous ce prince que Lisbonne commença à devenir la résidence habituelle des rois portugais. La belle position de cette ville, et son commerce toujours croissant, ne pouvaient manquer de la placer au rang des capitales, surtout à une époque où les destinées du pays relevaient toutes de l'Océan. Guimaraëns avait été la capitale des comtes, et Coimbre celle des rois féodaux; Lisbonne fut celle des rois modernes, navigateurs et commerçants.

Minorité d'Alphonse V l'Africain (1438-1452); heureuse régence de l'infant don Pèdre.

La mort prématurée d'Édouard fut d'autant plus malheureuse, qu'Alphonse V, son successeur, n'avait que six ans. En vain s'était-il efforcé de prévenir, par un testament, tous les désordres dont les régences sont trop souvent la source; le choix qu'il avait fait de Léonor, sa femme, ne plut ni à ses parents ni à la nation, et toutes ses dispositions furent aussitôt cassées. Don Pèdre, son frère, reçut le soin de défendre le royaume; le comte d'Arrayolos, la justice; Léonor, la tutelle de son fils et l'administration.

Léonor ne put contenir ni le dépit que lui causait cette décision, ni la haine qu'elle avait toujours nourrie contre don Pèdre, et elle ne manqua pas d'alliés. A leur tête figurait un frère même de don Pèdre, le comte de Barcellos, fils bâtard de Jean I, et gendre du *saint connétable*, qui s'irritait de n'avoir pas hérité de cette haute dignité. Mais don Pèdre avait pour lui, et ses grandes qualités, et les sympathies de la nation, qui ne voyait dans Léonor qu'une étrangère ambitieuse. Une émeute populaire éclata donc à Lisbonne, et l'archevêque de cette ville, qui entreprit de la réprimer au nom de la reine, fut honteusement chassé. Léonor en fut la seconde victime; car les vainqueurs se réunirent aussitôt dans l'église de Saint-Dominique, sous la présidence d'un tailleur et d'un tonnelier, et là ils proclamèrent don Pèdre seul régent, ou, à son défaut, ses frères, par ordre de naissance. On écrivit ensuite au pape pour solliciter la déposition de l'archevêque. Ainsi Léonor ne conserva que la tutelle du jeune roi; encore ne tarda-t-elle pas à lui être enlevée aussi, afin

que son fils pût recevoir une éducation vraiment nationale.

Lorsque cette insurrection éclata, la reine-mère s'était déjà rendu justice en cherchant un asile dans le château d'Alenquier. Elle refusa de revenir à Lisbonne; s'enfuit à Cintra, et, après de coupables négociations avec ses frères, les infants d'Aragon, elle se vit enfin réduite à se réfugier en Castille. Elle y vécut tristement, et y mourut, en 1445, dans le besoin et dans l'abandon, au moment où elle sollicitait la permission de revenir auprès de son fils. Reine malheureuse, dont l'ambition et la haine égarèrent un moment le cœur, mais que l'on ne peut s'empêcher de plaindre comme mère.

Cependant don Pèdre, ambitieux aussi peut-être, mais populaire et doué de toutes les qualités qui excusent l'ambition, prenait soin de légitimer chaque jour la confiance de ses compatriotes.

Ce n'était pas assez pour lui d'étouffer toutes les semences de discorde que Léonor avait laissées après elle, de veiller à l'éducation du jeune roi, de poursuivre les réformes ébauchées, d'achever le beau code dont Édouard avait tracé le plan; il ne se montra pas moins habile à maintenir l'indépendance portugaise contre les insolentes prétentions de la Castille, qui n'aurait pas été fâchée d'exploiter un peu les rancunes de l'ex-régente. Comme le souverain de ce pays osait le menacer de sa colère s'il refusait de céder, il assembla une puissante armée et répondit fièrement que le ciel, favorable aux efforts de Jean I, ne le serait sans doute pas moins à ceux de ses enfants. Ces paroles calmèrent aussitôt le champion de Léonor; et, se souvenant d'Aljubarotta, il la laissa désormais s'exhaler en plaintes impuissantes. C'est ainsi que don Pèdre sut éviter à la fois et l'humiliation et la guerre.

Les navigateurs portugais atteignent le Rio d'Ouro; bulle d'Eugène IV.

Si nous nous rappelons en même temps les nouvelles découvertes des navigateurs portugais, durant ces quelques années, comment ne pas admirer le bonheur dont le Portugal jouit sous l'administration de don Pèdre? C'est alors, en effet, que don Henri, parfaitement secondé par le savant Mal-

horca, l'un des plus illustres géographes de ce siècle, envoya quelques-unes de ses plus importantes expéditions. Le cap Blanc fut doublé, les rives du Rio d'Ouro colonisées, le Sénégal atteint, ainsi que le cap Vert. La vue de l'or, rapporté par les navigateurs qui avaient découvert le Rio d'Ouro, fut pour les Portugais une puissante excitation à courir ces lucratives aventures. Le pape Eugène IV accrut encore cette ardeur en accordant au Portugal toutes les terres qu'il découvrirait, et aux marins qui les visiteraient, une indulgence plénière. Il n'était pas étonnant que les papes qui avaient souvent disposé des couronnes chrétiennes s'arrogeassent la faculté de disposer de tous les pays idolâtres.

Les Portugais reconnaissants résolurent d'élever à don Pèdre une statue. Quand ils vinrent le supplier d'y consentir, il acheva de prouver qu'il en était digne en leur répondant : « Mes amis, si mon image était sculptée ainsi que vous le souhaitez, un jour viendrait où vos fils la renverseraient et lui briseraient les yeux. Puisse Dieu me protéger ! car je n'attends des hommes que le traitement que je viens de dire. » Il semble que don Pèdre avait le pressentiment des douleurs qu'il ne tarderait pas à endurer.

Majorité du roi; disgrâce et mort de don Pèdre au combat d'Alfarrobeira (1449).

Alphonse V, devenu majeur, s'appliqua cependant à démentir ces sombres prévisions ; car, non content d'épouser la fille de don Pèdre, il le remercia publiquement de la manière glorieuse dont il avait exercé la régence, et le pressa de demeurer auprès de lui pour suppléer à son inexpérience. Don Pèdre y consentit. Mais tandis que, prenant au sérieux les devoirs que la confiance de son neveu lui impose, il le prépare incessamment au pénible métier de roi, tous les autres conseillers d'Alphonse V ne songent qu'à ruiner son crédit. A la tête de ces indignes conspirateurs, nous retrouvons ce même comte de Barcellos dont nous avons déjà signalé l'odieuse jalousie. Il sut si bien flatter tous les défauts de son maître et lui reprocher sa dépendance, qu'Alphonse ne vit bientôt plus dans son oncle qu'un censeur ambitieux et le persécuteur de sa mère. Retenu quelque temps

encore par les supplications de la reine Isabelle, il finit par écrire à don Pèdre qu'il le remerciait de ses services, et qu'il le priait de ne pas reparaître à la cour.

Sans s'étonner de cette brusque disgrâce, don Pèdre voulut du moins se prémunir contre les dangers auxquels le triomphe de Barcellos l'exposait. Il se retira dans ses domaines, fortifia ses châteaux, augmenta le nombre de ses soldats et prépara tout pour une lutte. Ne nous étonnons pas d'une si menaçante conduite : Barcellos était tout-puissant, et l'infant disgracié devait s'attendre à l'une de ces guerres privées qui ensanglantèrent si souvent le moyen âge, sans porter d'ailleurs atteinte au droit féodal. Mais, s'il est besoin de prouver plus clairement l'innocence de ces précautions, j'en appellerai, et aux admirables lettres que don Pèdre ne cessait d'adresser à son roi et au fils même du comte de Barcellos, et à l'amitié fidèle du comte d'Avranches, un des plus parfaits chevaliers d'alors, qui n'aurait jamais consenti à soutenir un rebelle. Le comte revint même de Ceuta pour aider son ami. Comme on l'engageait à fuir : « Mes amis, répondit don Pèdre, ils pourront bien me voir au tombeau, mais en prison jamais. »

Cependant, cette retraite, ces préparatifs, étaient d'admirables prétextes que don Pèdre fournissait lui-même à ses ennemis. Ils l'érigèrent en conspirateur, et le crédule Alphonse défendit toute communication avec lui. Don Pèdre plaignit ce prince, et se contenta de dire à ceux qui venaient lui demander les armes amassées à Coïmbre : « Puisque mes services et mon innocence ne sont pas des armes assez puissantes contre la jalousie, je prie le roi, mon neveu, de ne pas m'enlever celles qui peuvent me défendre contre mes calomniateurs. » Il n'ajouta rien et attendit sans obéir. Pouvait-il agir autrement lorsqu'on osait lui imputer la mort d'Édouard, de l'infant Jean et de Léonor?

Barcellos n'attendait que le résultat bien prévu de ces dernières exigences. Il marcha aussitôt contre don Pèdre, et, s'approchait de Coïmbre, lorsque son rival surprit ses troupes, les dispersa et l'obligea lui-même à se réfugier derrière les remparts de Santarem.

Loin de sauver don Pèdre, ce succès consomma sa perte. Un édit royal le proclama aussitôt traître envers la patrie et le roi. L'infant consterné songea d'abord à s'embarquer, puis à se présenter devant Alphonse ; car, s'il avait pu se résoudre à repousser un frère perfide, il ne pouvait se résigner à combattre aussi son suzerain. Mais ses ennemis eurent soin d'empêcher toute réconciliation ; et il ne pouvait, sans honte, abandonner tant de braves chevaliers engagés dans sa querelle. Il donna donc l'ordre du combat. Seulement, il ne se prépara pas gaiement, comme d'ordinaire, à cette prise d'armes. Il songeait moins à vaincre qu'à mourir en défendant son honneur. Aussi, se rendit-il au couvent de Batalha ; et là, près des tombeaux où reposaient ses ancêtres, en face de celui qui l'attendait lui-même, il entendit le *Te Deum*. Puis, pour apaiser un peu le trouble de son âme, il se confessa, reçut l'absolution, et communia, en partageant l'hostie sainte avec son ami, le comte d'Avranches. Ils marchèrent ensemble de l'autel au combat.

Bien que les deux armées fussent déjà en présence, sur les bords de l'Alfarrobeira, don Pèdre ne renonçait pas encore à l'espérance de recouvrer les bonnes grâces du roi, et il faisait tous ses efforts pour prévenir la lutte, lorsque quelques arbalétriers, lancés sans doute par ceux qui redoutaient le plus une réconciliation, vinrent attaquer son camp. La bataille s'engagea ainsi malgré lui, et, dès le commencement, un trait d'arbalète vint le frapper à la poitrine. Ses ennemis virent dans ce hasard le jugement de Dieu.

Sa mort décida du sort de la journée. Don Jayme, fils de don Pèdre y périt aussi avec le comte d'Avranches. Épuisé et blessé, ce noble chevalier rentra un moment dans sa tente, prit quelque nourriture, et reparut ensuite sur le champ de bataille où il resta jusqu'à ce que son bras ne pût plus frapper. « O mon corps, s'écria-t-il alors, je vois que tu es sans force; mais toi, mon âme, tu es bien lente. » Puis il se coucha sur le sol et attendit qu'on l'y frappât. Il avait juré de ne pas survivre à son frère d'armes (21 mai 1449).

Les vainqueurs achevèrent de se déshonorer par les vengeances et par les fêtes qui suivirent la défaite de don Pèdre.

Lui-même, abandonné sans sépulture, ne dut les derniers devoirs qu'à quelques soldats ennemis, et il ne reçut les honneurs de Batalha qu'au bout de six années, lorsque Isabelle, d'abord réduite à ne pas porter le deuil de son père, eut obtenu de son mari que l'on pardonnât du moins à ses restes. L'infant don Henri, que l'on regrette de ne pas retrouver comme médiateur dans ces tristes querelles, reparut alors pour présider à cette cérémonie expiatoire. Le pape Nicolas V et Philippe de Bourgogne, beau-frère de l'infant, n'avaient pas attendu si longtemps pour exprimer l'horreur que leur causait la déplorable fin d'un si grand prince.

Projets de croisade d'Alphonse V.

C'est au moment même où les dissensions que nous venons de déplorer commençaient à s'apaiser, que cette grande nouvelle se répandit tout à coup dans toute l'Europe : Constantinople est aux Turcs, et l'empire grec n'est plus ! Aussitôt une consternation générale se répandit sur la chrétienté ; l'Église se désola ; les papes prêchèrent la croisade, et l'on put croire que tout l'enthousiasme du XIe siècle allait se ranimer en présence du plus redoutable triomphe que l'islamisme eût encore remporté. Constantinople conquise, ce n'était pas seulement le dernier reste de l'empire romain disparaissant; c'était la mer Méditerranée convertie en lac ottoman ; c'était la clef de l'Europe entre les mains de l'Asie ; c'était la liberté et la foi de l'Occident exposées aux plus grands hasards qu'elles eussent jamais courus. On savait que Mahomet II avait juré de convertir Saint-Pierre de Rome en mosquée, comme il avait fait de Sainte-Sophie, et l'on ne doutait pas qu'il ne fût en état d'exécuter cette épouvantable menace.

Mais l'ardeur des chrétiens fut aussi passagère qu'impétueuse ; et, après les premiers élans d'une piété chevaleresque, l'on ne se rappela plus que les grands malheurs causés autrefois par les croisades. On laissa donc à Jean Huniade, aux Hongrois, à Scanderbeg, le soin de sauver l'Europe orientale ; aucun autre peuple ne remua, et les papes purent mesurer à l'impuissance de leurs prédications la décadence de leur autorité et du sentiment religieux. D'ailleurs la si-

tuation de l'Europe occidentale rendait impossible une grande entreprise faite en commun : l'Allemagne chaque jour plus anarchique ; la France arrachant au Léopard anglais les derniers lambeaux de son territoire; l'Angleterre vaincue à son tour, et portant déjà dans ses flancs tous les germes de la guerre des deux Roses; l'Italie sans union et sans vigueur; l'Espagne occupée de ses propres divisions ou de sa propre croisade; et, pour compléter ce tableau, chacune de ces nations depuis longtemps en travail pour élever une société nouvelle sur les débris du moyen âge. Comment, après cela, s'étonner que le bruit même de Constantinople s'écroulant n'ait pas suffi pour distraire les peuples belliqueux de l'Occident de leurs puissantes préoccupations !

Mais Alphonse V, jeune, chevaleresque, passionné pour les aventures, n'avait pu supporter les gémissements de l'Église. Il s'empressa de rassembler un grand nombre de pèlerins dévoués, qui n'attendaient, comme lui, que le signal du départ. C'est même, à cette occasion, qu'il imagina les nouvelles monnaies d'or, devenues si célèbres sous le nom de *cruzados*. D'un côté, les armes du Portugal; de l'autre, une croix. Elles étaient destinées à subvenir aux dépenses de la guerre sainte et à la solde des croisés.

Trois expéditions en Afrique (1458, 1464, 1471).

Le signal attendu ne vint pas, et Alphonse dut renoncer à la délivrance de Constantinople. Mais il résolut de tourner contre les musulmans de l'Afrique la douleur que lui causait l'indifférence de l'Europe. Ce n'était que changer de croisade. Non moins avides de gloire religieuse et de pieux combats, les Portugais le suivirent volontiers à cette nouvelle expédition. Il s'agissait d'ailleurs d'y réparer les désastres d'Édouard et de venger le martyre de l'infant Alphonse.

Tel était l'enthousiasme des Portugais, qu'ils débarquèrent au nombre de trente mille sur le rivage de l'Afrique (1458). Aussi n'eurent-ils pas de peine à vaincre les Maures. Alcazar fut le prix de leur victoire ; et, pendant qu'un héros, Édouard Menezes, s'y établissait comme gouverneur, Alphonse remporta dans ses États le surnom d'Africain.

Le roi et son peuple avaient sujet d'être joyeux; car il était indispensable de relever aux yeux des Maures le prestige affaibli de la grandeur portugaise, et de sauver Ceuta incessamment menacée; mais il fallait s'arrêter là et c'est ce qu'Alphonse ne sut pas faire. Enivré de la facile gloire qu'il venait d'obtenir en Afrique, il repassa deux fois la mer en 1464 et en 1471. C'était prodiguer bien follement le sang et les ressources de son pays. La soumission d'Anafe, de Tanger et d'Arzila, qu'il n'obtint qu'au prix des plus grands efforts, loin d'ajouter à la puissance des Portugais sur ce rivage, ne fit que leur y créer de nouveaux embarras. Un résultat plus heureux de ces expéditions fut l'estime précoce que le jeune fils d'Alphonse s'y concilia. Déjà cité pour son excellente éducation, Jean se signala, dès seize ans, sous les murs d'Arzila, comme l'un des plus braves de l'armée, et y tordit son épée à force de frapper. Son père l'en récompensa en l'armant chevalier dans la mosquée de cette ville conquise.

Intervention funeste en Castille au nom de dona Juana; défaite de Touro (1476).

C'était le temps où le lâche Henri IV régnait sur la Castille. Marié à la sœur d'Alphonse V, ce prince avait eu d'elle une fille unique, nommée Jeanne. Mais un parti nombreux, composé de prélats et de grands seigneurs, que le peuple soutenait, par mépris pour les continuels désordres de Henri et de la reine, refusait de reconnaître cette jeune princesse pour l'héritière légitime de la couronne. Flétrie du surnom de Bertranda, elle passait pour la fille, non de Henri IV, mais de Bertrand de la Cueva, dont les scandaleuses relations avec la reine n'étaient un mystère pour personne. Carilho et Villena, l'un archevêque de Tolède, l'autre rival de Bertrand à la cour, dirigeaient toute cette conspiration; et, comme il leur fallait un candidat, ils jetèrent les yeux sur Alphonse, frère de Henri IV, qu'ils proclamèrent prince des Asturies, puis roi de Castille.

La mort soudaine de ce jeune prince ne put apaiser cette insurrection. On lui substitua aussitôt la sœur du roi, Isabelle; et, afin de la rendre plus redoutable, on eut soin de

l'unir à Ferdinand, fils unique de Jean II, roi d'Aragon. Ce mariage accompli secrètement en 1469, et qui contredisait les promesses faites naguère par Henri IV à Alphonse V, fut la source de toutes les grandeurs où l'Espagne parvint bientôt. Il eut pour effet immédiat de contraindre le faible roi de Castille à signer un traité par lequel il désavouait Jeanne pour transférer à Isabelle le titre de princesse des Asturies.

Il est vrai que Henri IV ne tarda pas à revenir sur ce honteux aveu; que, l'ayant renouvelé, il l'effaça encore, et qu'il mourut en reconnaissant la légitimité de sa fille Jeanne. C'était laisser la question irrésolue et léguer à son pays la guerre civile (1474).

Dans cette incertitude, la plupart des Castillans aimèrent mieux se ranger sous les lois de l'infante Isabelle, que ses belles qualités montraient déjà si digne du trône. Le plus petit nombre se prononça pour Jeanne, ainsi qu'Alphonse V, son oncle et son fiancé, qui jura de ne pas abandonner ses droits. Ce qu'il faut remarquer ici, c'est que, quelle que fût l'issue de cette lutte, l'unité ne pouvait manquer de faire un grand pas en Espagne. La Castille allait s'unir ou à l'Aragon ou au Portugal.

L'invasion d'Alphonse V, qui s'élança sur la Castille à la tête de vingt-cinq mille hommes, et proclama Jeanne en qualité de reine et de fiancée, fut le signal d'une guerre cruelle. Elle dura quatre ans. La cause de Jeanne finit par succomber dans les plaines de Touro, où, pour la première fois, don Alphonse lâcha pied, tandis que Jean, son fils, triomphait du mari d'Isabelle. En vain le champ de bataille restait-il aux Portugais; leurs pertes avaient été si grandes que les hostilités ne firent plus que languir. Lorsque Isabelle apprit la défaite d'Alphonse et le succès de don Juan, elle s'écria : « Sans le poussin le coq était pris. »

Négociations stériles avec le roi Louis XI.

Désespéré de ce revers, et impatient de le réparer, Alphonse remit son armée à son fils, et résolut d'aller lui-même

solliciter l'assistance de Louis XI. Il ne pouvait douter que ce prince ne haït Ferdinand; qu'il n'aspirât à le punir de ses intrigues; qu'il ne désirât garder le Roussillon, et surtout qu'il ne vît avec inquiétude une puissante monarchie s'établissant à ses portes par la réunion inattendue de deux couronnes aussi importantes que celles de Castille et d'Aragon.

A peine fut-il en France qu'il chargea un de ses plus nobles chevaliers, François d'Almeida, celui qui s'acquit plus tard en Orient une si magnifique renommée, de sonder à l'avance les dispositions du roi. Louis XI fit au messager le plus gracieux accueil, et l'assura que toutes ses villes seraient ouvertes à son maître. Encouragé par le récit de ces dispositions du roi, Alphonse se hâta de traverser la France, et il entra dans Tours avec les plus flatteuses espérances. Là Louis XI ne négligea rien pour lui rendre son voyage agréable. Il lui prêta son palais; il pourvut à son entretien; il le combla de caresses, d'honneurs, de protestations; mais, à la nouvelle du motif qui amenait le roi de Portugal, ce grand empressement se calma tout à coup. Et le moyen en effet de se jeter dans ces lointaines entreprises, tant que la menaçante ambition de Charles le Téméraire s'agitait entre les frontières de l'Allemagne et de la France? Alphonse entreprit de réconcilier les deux ennemis : il comprit bientôt l'inutilité de ses efforts.

En vain la mort soudaine du puissant duc d'Occident vint-elle ranimer les espérances du prince portugais (1477). Louis XI lui objecta au contraire et les grandes questions que soulevait la succession de Charles, et les armements de l'Angleterre, et les convoitises de l'Autriche sur les domaines de la maison de Bourgogne. Enfin, et à travers tous les adoucissements qu'il sut mêler à ses refus, il réussit à lui bien faire comprendre qu'il ne fallait rien espérer de lui. Bientôt même il alla plus loin, et il lui déclara qu'entouré de tant d'ennemis puissants, il ne pouvait risquer d'en accroître le nombre en refusant plus longtemps de reconnaître Isabelle. Dure nécessité que l'on ne peut imputer à Louis XI!

Abdication et mort d'Alphonse V.

Telle fut la douleur qu'Alphonse éprouva en écoutant Louis XI, qu'il résolut de quitter le monde, et d'aller habiter comme pèlerin ces lieux saints dont il avait si souvent rêvé la délivrance. Il écrivit donc au roi de France pour lui recommander les fidèles serviteurs qui l'avaient suivi ; s'éloigna secrètement de la cour, et alla dans un port de la Normandie attendre l'occasion de s'embarquer. Jean, son fils, auquel il fit part de son abdication, prit aussitôt le titre et les insignes de la royauté, contre l'avis du duc de Bragance, qui l'engageait à attendre des instructions plus positives. Digne du trône, Jean était impatient de s'y asseoir.

Cependant Louis XI, inquiet d'une disparition si subite, faisait chercher Alphonse par ses serviteurs. Ils le trouvèrent enfin auprès d'Honfleur, et, malgré sa pieuse persistance, ils lui persuadèrent de retourner dans son royaume. Antoine de Foudras reçut le commandement du navire français qui devait l'emporter, et la Normandie subvint par une taxe aux frais du départ. Louis n'aimait pas cet exemple de roi renonçant à la couronne pour s'enfermer dans un couvent. Il préférait renvoyer en Espagne l'ennemi de Ferdinand, qui au besoin, donnerait de l'occupation à l'Aragon et à la Castille, de manière à le laisser lui-même vaquer sans obstacle aux projets qu'il avait conçus contre la maison de Bourgogne.

A quelque temps de là, le nouveau roi de Portugal, Jean se promenait sur le rivage, lorsqu'il apprit le prochain retour de son père. « Que faire, demanda-t-il vivement au duc de Bragance? —Renoncer au trône, lui répondit celui-ci, et redevenir infant. » Jean se tut, et poursuivit sa promenade, en lançant d'une main distraite les cailloux qu'il avait ramassés. Cependant quand son père arriva il courut se jeter à ses genoux. « Non , dit Alphonse, régnez sur le Portugal; je me réserve l'Algarve et l'Afrique. — Il ne peut, repartit Jean, y avoir deux rois dans le royaume, et, puisque vous y êtes revenu, régnez seul. » Alphonse se résigna à échanger le bourdon de pèlerin contre le sceptre.

La guerre de Castille, que son rétablissement ranima aus-

sitôt, ne lui fut pas plus heureuse qu'elle ne l'avait été jusqu'alors. Il finit même par y renoncer, et le traité d'Alcantara (4 septembre 1479) relégua dans un cloître la triste princesse qu'il avait promis de couronner à Tolède. Les deux royaumes se jurèrent, à ce prix, une amitié perpétuelle.

Ce nouvel échec réveilla dans l'âme d'Alphonse le désir de descendre lui-même du trône et d'aller aussi dans un monastère chercher enfin le repos. Retiré à Cintra, et ne conservant auprès de lui que quelques serviteurs, il fut surpris par la mort, au milieu des préparatifs qu'il faisait pour abdiquer décidément la couronne (28 août 1481). Il n'avait encore que quarante-neuf ans, mais le chagrin avait hâté pour lui l'heure de la vieillesse.

Malgré tous les succès d'Alphonse V en Afrique, on ne peut nier que son long règne n'ait été une période d'affaiblissement, entre Jean I et Jean II. Les plus heureuses années de cette époque furent celles où don Pèdre gouvernait sous son nom. C'est que, pour figurer au nombre des grands princes, il ne suffit pas d'une loyauté chevaleresque, d'une piété sincère, d'un courage héroïque, ni même d'un esprit distingué. Il faut surtout ne pas prêter l'oreille aux calomniateurs, ainsi qu'il le fit pour don Pèdre; ne pas dissiper ses ressources en entreprises plus brillantes qu'utiles, comme il le fit en Afrique; ne pas essayer ce qui est au-dessus de ses forces, comme il le fit en imposant à la Castille une princesse dont les chances étaient si faibles. Voilà pour l'extérieur. Quant au dedans, il se montra si facile, si complaisant, que la royauté s'énerva et s'appauvrit sensiblement. « Voyez, disait Jean II, à ses conseillers, mon père m'a laissé pour tout royaume les routes et les chemins du Portugal. »

Les découvertes se ralentissent sous Alphonse V.

Le grand mouvement de navigation, dont nous avons admiré les progrès jusqu'à la majorité d'Alphonse, se ressentit également de la langueur où tomba sous lui le Portugal. De 1446 à 1481, les découvertes ne s'étendirent que depuis le cap Vert jusqu'à la côte de Guinée. L'Équateur ne fut dépassé qu'en 1471. Hâtons-nous d'être juste en ajoutant que ce ra-

entissement, imputable sans doute au mauvais gouvernement d'Alphonse V, provint encore d'autres causes, telles que des terreurs superstitieuses, un monopole insensé, et surtout la mort de l'infant don Henri qui termina sa glorieuse carrière en 1460. En vérité, lorsque l'on voit qu'il ne fallut pas moins de cinquante ans aux Portugais pour s'avancer du cap Vert jusqu'au centre du rivage africain, l'on est tenté de rabattre un peu de l'admiration traditionelle que leurs découvertes inspirent. Mais, outre qu'ils déployèrent ensuite plus d'audace, ce dont il faudra toujours les louer, c'est d'avoir, les premiers et sur la seule foi d'une idée, pénétré dans des régions jusqu'alors défendues par des traditions redoutables, et d'avoir donné l'élan à toutes les autres marines du monde.

Il en est de même de la traite des noirs, qui s'établit dès lors sur les côtes du Sénégal, et dont Lagos fut longtemps le principal entrepôt. N'oublions pas que ce commerce d'hommes, si justement exécrable à nos yeux, n'excitait nullement l'indignation des contemporains d'Alphonse V, et qu'il pouvait même leur sembler bienfaisant. Les Africains, en devenant esclaves, ne devenaient-ils pas le plus souvent chrétiens? Leur âme s'affranchissait au prix de leur corps.

1. La compagnie à laquelle on accorda ce monopole avait promis de pousser en cinq ans les explorations jusqu'à cinq cents milles au moins vers le sud. Elle manqua à ses engagements.

CHAPITRE IX.

RÈGNE DE JEAN II (1481-1495); ORGANISATION ET CONQUÊTES.

LUTTE CONTRE LA NOBLESSE. — RÉSISTANCE DES NOBLES; MORT DU DUC DE BRAGANCE. — MORT DU DUC DE VISEU; LA NOBLESSE S'HUMILIE (1484). — BEL USAGE QUE JEAN II FAIT DE LA PUISSANCE; SES FAVEURS ENVERS LE CLERGÉ. — POLITIQUE EXTÉRIEURE DE JEAN II; NEUTRALITÉ HABILE. — EFFORTS MARITIMES; DÉCOUVERTE DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE (1486). — MISSION DE COVILHAM ET PAÏVA EN ORIENT. — PESTE; MORT DE L'INFANT ALPHONSE, HÉRITIER PRÉSOMPTIF. — ARRIVÉE DE COLOMB (1493). — PARTAGE DES DÉCOUVERTES ENTRE LA CASTILLE ET LE PORTUGAL (1494). — MORT DE JEAN II (1495). — GOUT PRONONCÉ DE JEAN II POUR LA RENAISSANCE.

Lutte contre la noblesse.

Le moyen âge finit en Portugal avec Alphonse V. Son successeur appartient à cette liste de souverains énergiques qui inaugurèrent alors l'ère des temps modernes : Louis XI, Ferdinand, Isabelle, Henri VII, Maximilien, Iwan III, Mathias Corvin.

Avant que de monter sur le trône, Jean II avait déjà montré ce qu'il savait faire, soit comme soldat, soit comme prince. Aussi les nobles redoutaient-ils son avénement, tandis que le peuple se réjouissait de recouvrer un protecteur. A peine roi, Jean justifia et ces appréhensions et cette joie. Lorsqu'il reçut, à Évora, les hommages de ses nouveaux sujets, il se montra fier à l'égard des nobles; respectueux, mais sans humilité, envers le clergé; empressé et affable pour le tiers état. Pour mieux marquer encore cette intimité, il se hâta de convoquer les cortès, et le peuple satisfait lui rendit aussitôt en force tout ce qu'il recevait de lui en caresses.

Or, combien Jean II avait-il besoin de cette assistance pour lutter, surtout après Alphonse V, contre la toute-puissance des seigneurs ! Maîtres absolus du peuple, par le moyen de la justice haute et basse qu'ils exerçaient sur leurs domaines, par leurs richesses, par leur prestige, ils régnaient de plus, comme gouverneurs, dans les six provinces, dans toutes les villes royales, et la royauté n'était guère qu'un titre. Jean eut

bientôt pourvu à cela, en imposant un nouveau serment à tous ses gouverneurs et à tous ses vassaux; en substituant presque partout la juridiction royale à celle des nobles; en soumettant à une révision sévère les donations territoriales de ses prédécesseurs. Dès lors, toute l'autorité se concentra entre les mains du roi et de son conseil, et l'ordre naquit avec l'unité. En travaillant pour lui-même, Jean servait aussi les premiers intérêts de son pays.

Résistance des nobles; mort du duc de Bragance.

Tel ne fut pas l'avis des nobles, qui considéraient leurs priviléges comme le fruit légitime de leurs services et du temps. Ils protestèrent donc comme faisaient ceux de France et de Castille; et, afin de donner plus de poids à leurs réclamations, ce fut au plus illustre d'entre eux, au duc de Bragance, qu'ils commirent le soin de les présenter. Don Fernand, duc de Bragance, était l'arrière-petit-fils de Jean I et du saint connétable. Il était de plus beau-frère de la reine, et cependant il n'osa pas refuser le nouveau serment; mais il fit ses réserves, et en prit occasion d'exposer à Jean toutes les doléances de la noblesse. Celui-ci les repoussa rudement, et, irrité du rôle que don Fernand avait accepté, il commença à l'épier comme un ennemi dont il méditait la perte.

L'imprudent ne tarda pas à lui en donner l'occasion par une correspondance coupable avec les mécontents, et même avec Ferdinand le Catholique. Le roi, qui ne voulait frapper qu'à coup sûr, attendit toutefois que la trahison fût évidente, et elle le devint dès que Jean II eut fait mine de retirer du couvent la princesse Jeanne, rivale d'Isabelle; car le duc redoubla aussitôt ses instances auprès de Ferdinand et ne négligea rien pour exploiter sa colère. Ses prières furent vaines. Les deux rois s'accordèrent; Jeanne rentra dans sa cellule et le duc de Bragance, trahi par un de ses serviteurs, demeura seul en face de son suzerain indigné.

Jean II hésitait encore : il permit au duc de voyager; mais celui-ci, au lieu de fuir, osa se présenter au palais et y renouveler ses plaintes. Il fut arrêté, et, vingt-cinq jours après, il comparaissait devant une commission qu'il récusa

vainement. Il est pénible d'ajouter que don Juan ne rougit pas d'assister à ce procès, qu'il en résuma les débats et qu'il y parla de clémence en face du portrait de Trajan qu'il avait fait placer dans la salle. Il va sans dire que don Fernand fut condamné, quoique les preuves de sa culpabilité ne fussent pas incontestables, et qu'il n'y eût enfin qu'un projet de complot. Il s'agissait moins de justice que de politique. Jean II frappait dans le duc de Bragance moins un coupable qu'un ennemi.

Pendant que le supplice s'apprêtait, le duc adressa au roi une lettre touchante, sinon pour lui-même, du moins pour les siens. Jean la lut tout entière ; mais en la repliant il s'écria : « Il faut que justice soit faite sans acception de personne. » Les courtisans étaient encore tout émus de ces menaçantes paroles, lorsque le son des cloches se fit entendre. « A genoux, messieurs, reprit le roi, en se jetant lui-même sur un prie-Dieu et en pleurant; recommandons à Dieu l'âme du duc de Bragance, qui meurt en ce moment. » Afin que l'exemple fût plus saisissant, il avait ordonné que l'exécution fût solennelle : leçon terrible, peut-être même trop sévère, mais certainement utile à une époque où la naissance semblait une infaillible garantie d'impunité (22 juin 1483). Ainsi firent tous les princes qui voulurent alors détruire le moyen âge.

Une exécution moins pénible fut celle du comte de Montemor, connétable du royaume, et qui, réfugié en Castille depuis le supplice du chef de la noblesse portugaise, était l'âme de tous les complots tramés en Portugal contre la royauté. Comme il était lui-même hors d'atteinte, Jean II fit fabriquer un mannequin aussi ressemblant que possible, et, sa condamnation prononcée, le bourreau reçut ordre de lui arracher son épée, sa bannière, son armure, et de le décoller. Pour compléter l'illusion, un sang artificiel rougit la terre, et le feu consuma tout ce qui avait servi au supplice. Si bizarre que nous semble cette cérémonie, elle n'en eut pas moins sa valeur; car le comte ne put y survivre, et nul des seigneurs ne douta que le roi n'eût été aussi inexorable envers la personne qu'envers l'effigie. Ajoutons que ces sortes d'exécutions étaient assez

communes en Espagne. A quelques années de là, les Castillans avaient dressé l'effigie de Henri IV dans la plaine d'Avila, et l'y avaient renversée en prononçant sa déchéance.

Mort du duc de Viseu ; la noblesse s'humilie (1484).

Enfin Jean II alla plus loin encore, et cette fois la leçon fut décisive.

Parmi les seigneurs qu'irritait le plus ce grand abaissement de la noblesse portugaise, figurait, et au premier rang, le jeune duc de Viseu, frère de la reine. Jean eut d'abord pitié de lui, et l'avertit de ses soupçons. « Duc, lui dit-il, au sortir de la séance même où fut résolue l'arrestation du duc de Bragance, prenez garde. Je connais aussi vos desseins. Je pourrais vous punir, j'aime mieux attendre par égard pour votre jeunesse. » Mais le duc ne tint compte de ces bons avis, et il finit même par accepter l'espérance du trône, après l'assassinat du roi. Jean n'hésita plus. Il manda le coupable, et, *sans qu'il y eût entre eux un long entretien*, il le tua lui-même à coups de poignard. Selon quelques récits, il commença par lui demander ce qu'il ferait à un homme qui voudrait l'assassiner : « Il mourrait le premier ! — Meurs donc, s'écria Jean, tu viens de te condamner (22 août 1484). » Le procès-verbal de cette exécution n'existe plus. L'infant fut enterré le soir, et tous ses complices périrent comme lui de mort misérable. Sur cette funèbre liste se lisent les grands noms d'Ataïde et de Menezès.

Bel usage que Jean II fait de la puissance ; ses faveurs envers le clergé.

Tant d'illustres exemples amenèrent enfin le résultat souhaité ; c'est-à-dire que les nobles s'humilièrent, qu'ils apprirent à obéir, qu'ils ménagèrent le peuple, et que toute leur ambition se tourna désormais vers la gloire du pays. De son côté, Jean II s'appliqua presque toujours à mériter la grande autorité que la royauté venait d'acquérir. Infatigable au travail, il gourmandait les gouverneurs, les juges, les officiers, qui ne déployaient pas le même zèle ; il s'efforçait de tout voir

lui-même, et, convaincu que tout languit sans l'émulation, il avait soin de noter tous les bons services rendus, soit à lui-même, soit au royaume, afin que le mérite n'attendît pas en vain sa récompense. Aussi, un ambassadeur pouvait-il bien dire en parlant de lui : « J'ai vu un homme qui commande à tous et à qui nul ne commande. »

Quelques mots célèbres le peindront mieux : un juge était vénal et paresseux. « Je sais, lui dit-il, que vos mains sont toujours ouvertes et votre porte toujours fermée. Prenez-y garde. » Quelques maisons de jeu s'étaient établies dans Lisbonne, et il ne pouvait réussir à les empêcher; il les fit brûler, « afin de détruire, disait-il, ces repaires où le riche se ruine, où le sage se pervertit, où le méchant trouve de quoi continuer ses méfaits. » Un brave gentilhomme balbutiait, en sollicitant une grâce : « Pourquoi, lorsque vos bras savent si bien me servir, n'avez-vous pas aussi de langue pour me demander une juste récompense ? » Ne suffit-il pas de cela pour comprendre qu'un pareil prince ait su fonder un ordre tout nouveau dans le Portugal, et que ses peuples, arrachés tout à coup à l'anarchie féodale, lui en aient su gré jusqu'à le surnommer le *roi parfait* ?

Tandis que la noblesse voyait ainsi ses priviléges tomber un à un sous les coups de la royauté, il est remarquable que Jean II respecta ceux du clergé : soit qu'il n'en crût que sa piété; soit qu'il craignît de s'attaquer à la fois au clergé et à la noblesse et de se susciter des résistances invincibles. Telle fut aussi la politique de son voisin, de Ferdinand le Catholique, qui confondit si bien la royauté et la religion, Dieu et le roi, qu'un même mot servit bientôt à les désigner (ambas majestades) tous deux, et que l'insurrection ne se distinguait plus du sacrilége. Mais Jean II alla certainement trop loin en ce sens, lorsqu'il souffrit que les décrets du saint-siége fussent publiés sans une autorisation préalable du chancelier (1485). Comment ne vit-il pas que, par l'effet de cette seule concession, la couronne de ses descendants tomberait sous une vassalité plus étroite encore que celle qu'il venait de briser ?

Politique extérieure de Jean II; neutralité habile.

Tranquille au dedans, Jean II se voyait libre de tourner vers l'extérieur toutes les forces dont le Portugal était redevable à Jean I, à don Pèdre, à don Henri et à lui-même. C'est vraiment de son règne que datent les hautes destinées de ce pays.

Rien de plus simple que la politique de Jean II à l'égard du continent. Elle consista dans le soin d'entretenir avec la Castille de bons rapports de voisinage. Le meilleur gage de cette amitié fut le mariage du fils unique de Jean II, don Alphonse, avec l'infante Isabelle, fille d'Isabelle et de Ferdinand (1488); et, quand une mort prématurée eut enlevé ce prince, sa jeune veuve put quitter la cour de Lisbonne et retourner auprès de sa mère, sans que rien altérât l'heureuse réconciliation des deux peuples après une rivalité de trois siècles. Quant aux querelles de Jean II avec le gouvernement français, et à la solennelle déclaration de guerre que Duarte Galvao fut même chargé d'apporter à la cour de Charles VIII, il suffit de les mentionner, puisqu'elles furent sans importance et sans résultat.

Efforts maritimes; découverte du cap de Bonne-Espérance (1486).

C'est donc sur l'Océan, véritable théâtre de la gloire portugaise, que Jean II concentra presque exclusivement ses pensées d'ambition. Les découvertes, dont nous avons naguère déploré le ralentissement, recouvrent aussitôt, sous ce prince, leur première activité.

A peine Jean II était-il roi qu'il s'intitula en effet seigneur de Guinée, et qu'il envoya solliciter du pape la publication d'une nouvelle croisade contre les Maures de l'Afrique septentrionale. Innocent VIII y consentit sans peine, et les brillants succès des généraux portugais, durant plusieurs années, n'auraient pas fait moins de bruit que ceux de Jean I ou d'Alphonse V, sans les merveilleux progrès que la marine portugaise accomplissait en ce moment par delà l'équateur.

Tant qu'on n'était point arrivé dans le voisinage de cette ligne fameuse, les navigateurs portugais avaient remarqué

que l'Afrique allait toujours en s'élargissant vers l'ouest, et l'espoir de la tourner avait fini par ne leur plus sembler qu'une chimère; mais, lorsqu'à partir du 10e et surtout du 5e degré de latitude nord, ils eurent reconnu que, la côte africaine courait dans la direction de l'orient, leur courage se ranima tout à coup avec l'espérance, et cette ardeur renaissante fut d'autant plus efficace que l'application toute nouvelle de l'astrolabe à la navigation leur permettait des entreprises bien plus importantes et bien moins hasardeuses.

De la Guinée où ils abordèrent d'abord et où l'on recueillit une grande quantité d'or et d'ivoire, les Portugais ne tardèrent pas à s'avancer jusqu'au royaume de Benin, puis jusqu'au Congo, puis jusqu'à huit cents kilomètres sud du fleuve Zaïre. Enfin, le 2 août 1486, Bartholomeu Dias mit à la voile avec deux navires et un vaisseau de transport. Tourmenté par les vagues récits qui lui revenaient de toutes parts sur un roi de l'Afrique orientale, nommé le prêtre Jean, le roi de Portugal avait chargé cet illustre navigateur d'aller vérifier les légendes dont ce mystérieux personnage était l'objet.

Bartholomeu suivit scrupuleusement les instructions qu'il avait reçues, et s'efforça d'attirer les habitants du rivage, de s'instruire au sujet du prêtre Jean. Il n'y put réussir, bien entendu; mais il trouva mieux que ce qu'il cherchait. En vain les tempêtes les plus terribles assaillirent ses frêles embarcations; en vain les hardis marins qui l'accompagnaient voulurent l'obliger à rétrograder : il continua intrépidement sa route le long de contrées toutes nouvelles; et, après avoir successivement abordé à la baie des Vachers, à l'île de Cruz, au Pero Infante, il atteignit enfin un grand cap qu'il nomma cap des Tourmentes. Quelque glorieuse que fût cette longue navigation, Bartholomeu n'était pas satisfait et voulait aller plus loin; le refus absolu de ses équipages le réduisit à reprendre la route du Portugal; il y rentra après dix-sept mois d'absence avec beaucoup d'or et d'esclaves. Charmé de ses récits et de ses découvertes, Jean II y entrevit les plus heureuses destinées, et s'empressa de convertir le nom funeste de cap des Tempêtes en celui de Bonne-Espérance.

Mission de Covilham et Paiva en Orient.

Pendant que Bartholomeu Dias cherchait ainsi jusqu'aux extrémités de l'Afrique les fabuleux États du prêtre Jean, deux voyageurs tentaient par terre la même découverte. C'étaient Pero de Covilham et Alphonse de Païva, tous deux braves, tous deux géographes, tous deux versés dans la connaissance de l'arabe vulgaire. Ils emportaient des lettres par lesquelles leur souverain demandait au prêtre Jean amitié et union pour la propagation de la foi chrétienne.

Ils se rendirent à Naples, de Naples à Rhodes, de Rhodes à Alexandrie, d'Alexandrie au Caire, où ils se séparèrent. Alphonse se dirigea vers l'Éthiopie, Covilham vers les Indes, en s'embarquant à Aden. Alphonse ne fut pas heureux, et mourut bientôt. Son compagnon aborda à Cananor, à Calicut, à Goa, vit le premier ce qu'étaient réellement les Indes, parcourut le vaste Océan qui les sépare de l'Afrique, visita Sofala, et revint prendre terre à Aden avec les plus précieux renseignements. Arrivé enfin au Caire' il allait se rembarquer pour le Portugal, tout attristé de la mort de Païva, lorsqu'un juif espagnol vint, de la part de Jean II, l'entretenir de Babylone, de Bagdad, d'Ormuz, et lui recommander encore la découverte du prêtre Jean. Covilham confia donc à ce juif tout ce qu'il avait découvert, avec une lettre circonstanciée pour le roi; et, renonçant au retour, il entreprit résolûment de se rendre à Ormuz. Lorsqu'il eut bien examiné ce pays, il osa recommencer l'entreprise où Païva avait échoué, et il eut lieu de s'en féliciter puisqu'il trouva en Abyssinie, un Négus nommé Alexandre, dont il reçut un excellent accueil, et en qui il n'hésita pas à reconnaître le fameux pontife qui occupait si vivement les imaginations. La mort d'Alexandre dut le détromper. Le successeur de ce prince retint Covilham, et il lui fallut renoncer à l'espérance de revoir l'Espagne. Il est certain qu'il vivait encore en 1515, parmi les Abyssins, avec de vastes domaines, et marié.

Ces voyages de Covilham méritent sans doute un rang distingué parmi les grands travaux de cette époque. Car, s'il n'arriva pas à vérifier les fables dont le prêtre Jean était l'ob-

jet, il eût la gloire d'être le premier chrétien qui eût parcouru les mers de l'Orient; de reconnaître, le premier, Ormuz et les Indes; de toucher, le premier, à la côte orientale de l'Afrique. L'on ne pouvait plus douter, désormais, que la circumnavigation de cette vaste presqu'île ne fût réalisable, et, par suite, qu'il ne fût possible d'ouvrir un nouveau chemin vers les Indes. A peine était-il nécessaire que les récits du roi d'Arguin, qui alla se faire baptiser en Portugal, vinssent encore confirmer les magnifiques espérances de Jean II. Restait seulement l'exécution.

Peste; mort de l'infant Alphonse, héritier présomptif.

Que manquait-il alors au bonheur de Jean II? Tranquille en Europe, maître en Portugal, adoré de son peuple, il se voyait à la veille d'acquérir d'immenses richesses et une immense gloire, lorsque, à la fin des somptueuses noces de son fils Alphonse et de l'infante Isabelle, une peste soudaine vint changer en consternation la joie de tout le royaume. Le fléau eut heureusement plus de violence que de durée, et la douleur fit bientôt place aux plaisirs ou aux travaux. Mais, quelques mois après, une mort subite enleva le fils unique de Jean, tandis qu'il allait rejoindre son père sur les bords du Tage. Monté sur un jeune cheval, au lieu de la mule paisible dont il faisait usage dans ses promenades, il eut la fantaisie de défier Menezès, et fit dans cette course une chute épouvantable. On le releva presque mort, et Jean II, la reine et l'infante, qui accoururent aussitôt, le trouvèrent gisant dans la cabane d'un pêcheur. La désolation dont ce malheur fut l'objet, ne se peut décrire. Ce jeune prince était universellement aimé. Prières, remèdes, vœux solennels, tout fut inutile, et l'infant acheva d'expirer le lendemain. Il avait seize ans.

La mort d'Alphonse transmit ses droits à don Emmanuel, duc de Béja, son cousin et son ami. Mais Jean II n'aimait pas ce jeune prince, frère de ce duc de Viseu sur lequel il avait exercé une si sommaire justice et chef de la haute noblesse. Il résolut de l'écarter du trône, en sollicitant d'Alexandre VI la légitimation de don Georges, son fils naturel,

sur qui s'était reportée toute sa tendresse paternelle. Ni la reine, qui était sœur d'Emmanuel, ni les grands seigneurs qu'humiliait cette élévation d'un bâtard, ne purent le détourner de ce dessein, qui devint, même pour quelque temps, sa préoccupation dominante.

Arrivée de Colomb (1493).

C'est au milieu des soucis dont l'accablaient ces nouvelles négociations que le roi Jean II fut informé de l'arrivée de deux vaisseaux aux armes de Castille, qui, poussés par la tempête, demandaient à relâcher dans le port de Lisbonne (1493). C'étaient ceux de Christophe Colomb, qui apportait avec lui les témoignages les plus éclatants de sa glorieuse découverte : des palmes encore vertes, de l'or, des Indiens. Jean le manda aussitôt à sa cour, et c'est de lui-même qu'il apprit toutes les grandes choses qu'il venait d'accomplir. Quelle douleur dut alors ressentir ce prince en se rappelant les mauvaises préventions qu'il avait conçues contre ce grand homme, lorsque Colomb lui avait offert d'exécuter pour le Portugal ce qu'il venait d'accomplir pour la Castille ; et en songeant qu'il avait perdu l'occasion de posséder un nouveau monde, que les Castillans avaient atteint du premier coup, tandis que les Portugais poursuivaient depuis quatre-vingts ans un but qui semblait fuir devant eux ! Toutefois, il n'écouta pas un moment les indignes conseillers qui lui proposaient d'étouffer dans le sang de Colomb le secret de sa merveilleuse découverte. Il le traita, au contraire, avec distinction, et, en l'honorant ainsi, il s'honora lui-même. Heureux d'avoir si hautement confondu les absurdes dédains dont il avait été l'objet, Christophe Colomb se hâta d'ailleurs de repartir, et d'aller porter à sa souveraine la plus grande nouvelle des temps modernes.

Partage des découvertes entre la Castille et le Portugal (1494).

Jean II résolut, au moins, de mettre à profit la confusion dont un si éclatant triomphe couvrait les navigateurs portugais, et il ordonna aussitôt d'équiper une flotte considérable,

afin de courir sur les traces des Espagnols à de nouvelles découvertes. L'incontestable supériorité de sa marine lui permettait d'espérer que les plus beaux fruits des travaux de Colomb reviendraient à lui, et que l'Océan n'allait pas cesser d'être portugais. Mais la Castille s'empressa de réclamer contre ces armements et le pape fut choisi pour médiateur. Le traité de Tordesillas, qui termina cette querelle, partagea le monde en deux hémisphères, dont l'un, celui de l'est, appartiendrait au Portugal; l'autre, celui du couchant, à la Castille. La ligne de démarcation fut fixée un peu à l'ouest des Açores; et, l'année suivante, sur les plaintes de Jean II, qui se prétendait à l'étroit dans l'orient, cette limite imaginaire fut reculée jusqu'à environ trois cent soixante-dix lieues ouest du cap Vert. Ajoutons que ces conventions, à peu près inexécutables d'ailleurs, faute de mesures assez précises, ne furent pas invoquées une seule fois pendant plus de trente ans. Il n'en fut question de nouveau qu'au siècle suivant, à propos de la fameuse discussion que souleva la possession des îles Moluques.

Jean II se vit à peine assuré de l'orient, que, rougissant de n'avoir pas déjà dépassé les bornes de l'Afrique, il se promit d'égaler au plus tôt les Castillans, d'abord en ne s'arrêtant plus que sur le rivage de l'Inde, ensuite par de vastes conquêtes en Asie. Une escadre importante fut donc équipée, et, pour preuve des grandes pensées qui lui inspiraient cette nouvelle expédition, il la plaça sous le commandement de son plus habile marin, Vasco de Gama.

Mort de Jean II (1495).

Vaine espérance! C'est au moment même où Jean II rêve ainsi la domination de l'orient, que redouble la langueur mortelle dont il est atteint. On a prétendu qu'un poison lent, versé par l'un de ses puissants ennemis, durant les fêtes magnifiques, où il célébrait le mariage de son fils, était la seule cause de cette infirmité prématurée. Quoi qu'il en soit, ni les eaux de Monchique, ni celles d'Alvor, ne purent lui rendre la santé, et il ne revint à Lisbonne que pour y mourir.

Parmi toutes les souffrances dont son corps était accablé sa plus grande préoccupation était de savoir qui lui succéderait. L'amour qu'il avait pour don Georges lutta longtemps, dans son âme, contre toute autre considération. Il céda cependant à l'opposition de Rome, aux instances de la reine et aux représentations de son secrétaire, don Faria, qui lui montra la guerre civile comme conséquence inévitable de son injuste préférence. Jean II proclama donc pour son héritier le frère de celui qu'il avait frappé, et même il le manda auprès de lui. Don Emmanuel refusa de se présenter devant un prince dont il connaissait trop la haine, et on ne l'y décida qu'en lui annonçant que Jean II venait de mourir.

Cette nouvelle était fausse ; Jean II respirait encore. Comme le prieur de Crato lui tirait la barbe pour s'en assurer : «Prieur, lui dit-il en se soulevant à demi, il était plus convenable de toucher mes pieds que mon visage. » Cette résurrection soudaine produisit un tel effet, que le peuple de Lisbonne, ne doutant plus de son rétablissement, força les portes de sa demeure et voulut absolument le voir. Ces vives émotions ne servirent qu'à épuiser le peu de vie qui restait au mourant et il ne sortit plus de sa langueur.

Outre sa piété, qui ne fut après tout que celle du temps, on remarqua l'humilité singulière qu'il s'imposa dès lors, lui qui naguère portait si fièrement sa couronne royale. Il voulut que la chambre où il allait mourir fût dépouillée de tous ses ornements, que son lit reposât sur le sol ; et, comme on le traitait encore d'altesse : « Laissez, disait-il, laissez ces titres d'orgueil. Je ne suis plus rien que poussière et pourriture. » On raconte aussi qu'il demanda où en était la marée, et que, sur la réponse qu'il reçut, il ajouta : « Encore deux heures. » Il disait vrai. Au moment même où les dernières vagues de l'Océan s'éloignaient de la plage, il cessa de vivre (25 octobre 1495).

Lorsqu'elle apprit la fin de Jean II, Isabelle la Catholique, reine de Castille, fit en deux mots son oraison funèbre : « L'homme est mort. » C'est ainsi que cette grande reine appelait toujours ce grand roi ; le considérant comme un des

types les plus remarquables de ce que les hommes doivent être.

Isabelle avait-elle raison? Oui, sans doute. Non que Jean II ait été aussi parfait que les Portugais reconnaissants l'ont proclamé : il eut, au contraire, la plupart des défauts de son temps et poussa la justice jusqu'à la rigueur; mais parce qu'il pratiqua avec un zèle constant et un grand succès son métier de roi du XV[e] siècle. Abaisser la noblesse, s'unir au peuple, et entretenir la paix avec la péninsule pour consacrer à l'Océan toutes les ressources de ses États, n'est-ce pas ce que pouvait faire de mieux le souverain du Portugal? Et c'est ce que fit toujours Jean II. Digne descendant de Jean I, c'est lui qui a le mieux préparé les splendeurs de la monarchie portugaise.

Goût prononcé de Jean II pour la renaissance.

Mais, en m'occupant de ces luttes et de ces découvertes, j'oubliais un des plus beaux titres de Jean II : son amour pour les lettres et pour les arts. C'était l'époque où les premières lueurs de la renaissance annonçaient l'aurore des temps modernes : Jean II ne négligea rien pour les répandre sur son royaume; et, afin de mieux montrer l'estime qu'il en faisait, il s'appliqua lui-même à la musique, au dessin, surtout à la lecture assidue de tous ces grands écrivains de l'antiquité qui ont fait l'éducation de la société nouvelle. C'était encore combattre le moyen âge.

La jeune noblesse suivit l'exemple de son roi, et elle apprit enfin que le courage guerrier n'est pas la seule vertu qui mérite l'admiration des hommes. Jaloux d'accélérer encore cet heureux mouvement, Jean II eut soin d'attirer plusieurs savants ou artistes étrangers, qu'il destinait à naturaliser en Portugal cette littérature et ces arts dont l'Italie conservait seule le précieux dépôt. De ce nombre fut l'illustre Politien, qu'il supplia lui-même de venir à sa cour, afin d'y raconter les découvertes des Portugais. Les matériaux de cette histoire n'étaient encore que préparés, lorsque la mort enleva presqu'en même temps le prince et l'historien. Mais l'important était de donner aux Portugais le goût inconnu des plai-

sirs de l'esprit, de les initier à l'irrésistible séduction de la civilisation; et c'est ce qu'obtint Jean II. Sans qu'aucune œuvre remarquable ait signalé son règne, il venait de déposer dans le sol de son pays les germes d'une nouvelle gloire. Nous verrons bientôt s'ils furent stériles.

CHAPITRE X.

RÈGNE D'EMMANUEL LE FORTUNÉ (1495-1521).

ÉTAT DU PORTUGAL ET 1495. — DÉPART EN NAVIGATION DE VASCO DE GAMA. — ÉTAT DES INDES A L'ARRIVÉE DES PORTUGAIS. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS DE VASCO DE GAMA A CALICUT. — INTRIGUES DES MARCHANDS MAHOMÉTANS. — DÉPART DE VASCO DE GAMA. — CABRAL DÉCOUVRE LE BRÉSIL (1500). — SECOND VOYAGE DE VASCO DE GAMA (1502). — VINCENT SODRE ET PACHECO. — FRANÇOIS ALMEIDA (1505). — VICTOIRE DE DIU. — CONQUÊTE DE SOCOTORA ET D'ORMUZ. — ALBUQUERQUE, VICE-ROI (1508), PREND GOA ET MALACCA; PREMIÈRES RELATIONS AVEC L'INDO-CHINE ET L'OCÉANIE. — SOUMISSION DU MALABAR; DESSEINS D'ALBUQUERQUE SUR LA MER ROUGE. — TRISTE FIN D'ALBUQUERQUE (1515). — GOUVERNEMENT DE LOPÈS SOARÈS (1515-1518). — GOUVERNEMENT DE SIQUIERA. — AFFAIRES D'AMÉRIQUE, D'AFRIQUE ET D'EUROPE; GOUVERNEMENT INTÉRIEUR. — MORT D'EMMANUEL; COUP D'ŒIL SUR LE RÈGNE DE CE PRINCE.

État du Portugal en 1495.

Comment s'étonner du beau surnom qu'Emmanuel a reçu et de ses contemporains et de l'histoire, lorsque l'on songe à la situation du Portugal, en l'an 1495? Au dedans, la royauté agrandie, la noblesse docile, le peuple affectionné, les finances florissantes, et les premières clartés de la civilisation; au dehors, une paix profonde avec le continent, et le nord de l'Afrique soumis, tandis que le pavillon portugais se montre incessamment à de nouvelles contrées; tandis que l'extrémité de l'Afrique est atteinte; tandis que les vaisseaux auxquels est réservée la découverte des Indes sont tout prêts à partir sous la conduite de Vasco de Gama. En vérité, il suffisait que le successeur de Jean II ne fût pas tout à fait indigne

de sa couronne et de son peuple, pour que son règne, commencé sous de tels auspices, figurât parmi les plus glorieux. C'est ce qui arriva en effet; telle fut même la fortune d'Emmanuel, que l'on peut affirmer qu'aucune autre nation ne s'éleva si rapidement à un tel degré de prospérité. C'est le tableau de cette grandeur que nous allons esquisser.

Départ et navigation de Vasco de Gama.

Il y avait plusieurs années que Vasco de Gama attendait le signal du départ, lorsque, fidèle aux grandes pensées de Jean II et certain que ses espérances n'étaient pas chimériques, Emmanuel ordonna d'en presser les préparatifs. L'escadre ne se composait que de quatre navires, dont le plus considérable n'excédait pas le port de cent tonneaux, mais d'une excellente construction et pourvus de toutes les ressources nécessaires à une telle entreprise. Les équipages, peu nombreux aussi, car ils ne comptaient que cent soixante hommes, se composaient des marins les plus éprouvés et des pilotes les plus habiles. On comprenait que cette expédition serait décisive, et rien n'était ménagé pour en faciliter le succès.

Vasco vint alors à Lisbonne prêter serment à Emmanuel; il reçut de lui des lettres, des instructions (parmi lesquelles les mémoires et la carte de Covilham); et, après avoir communié, ainsi que tous ses compagnons, dans l'église de Notre-Dame, il se mit solennellement en marche vers ses vaisseaux. Il y arriva pieds nus, la tête découverte, comme pour un pèlerinage, au milieu des chants religieux dont le clergé et le peuple remplissaient les airs. Ces hommes, rassurés désormais sur le salut de leurs âmes, se sentaient prêts à tout oser!

C'est le 7 juillet 1497 que les quatre vaisseaux de Gama levèrent l'ancre, sous les yeux d'un peuple immense priant pour leur bon voyage. Monté lui-même sur le *Saint-Gabriel* il avait donné à son frère le commandement du *Saint-Raphaël*, et à Nicolas Coëlho celui du *Berrio*. P. Nuñes fut chargé du navire qui portait les provisions.

Au moment où Vasco de Gama s'élançait ainsi à la poursuite des Indes, son entreprise n'était pas moins nécessaire que glorieuse. Les relations commerciales de l'Asie avec l'Occident, si actives autrefois et si florissantes, à l'époque d'Alexandrie, de Constantinople et de Caffa, étaient presque anéanties depuis que ces trois villes languissaient sous la domination musulmane. Le peu qui en subsistât ne profitait qu'à Gênes, à Florence, et surtout à Venise. Il était donc indispensable que l'Europe allât elle-même et sans l'intermédiaire des républiques italiennes ou des mahométans, demander à l'Orient les riches productions dont elle ne pouvait plus se passer. En ouvrant une voie nouvelle au commerce de l'Asie, et en détruisant le monopole des villes italiennes, les navigateurs portugais ne firent pas seulement la gloire et la fortune de leur patrie; ils méritèrent aussi la reconnaissance de l'Occident tout entier.

Navigation de Vasco de Gama.

Le vent du nord qui soufflait au moment du départ, continua de favoriser les Portugais, et ils dépassèrent sans peine les Canaries, les îles du cap Vert, le fleuve Saint-Jacques, jusqu'à la baie de Sainte-Hélène, où Vasco séjourna quelque temps, afin de donner un peu de repos à ses équipages, et de réunir lui-même toutes les observations que cette navigation de trois mois lui avait suggérées.

En arrivant ensuite au cap de Bonne-Espérance, les Portugais furent tout surpris de n'y pas essuyer les terribles tempêtes dont Barthélemy Dias, leur guide, les avait entretenus; et, s'élançant avec confiance au delà de cette limite redoutée, ils allèrent relâcher à soixante lieues plus loin. Certes, en lisant les magnifiques récits de Camoëns et d'Osorius sur les luttes effroyables que les marins portugais eurent alors à soutenir contre les flots de ces mers nouvelles, l'on en vient presque à regretter que les choses se soient passées d'une manière moins dramatique. Mais l'histoire n'a pas les mêmes licences que la poésie; elle n'imagine pas, elle raconte. Or Barros, dont l'autorité semble irréfragable, ne fait pas même allusion à ces tragiques fureurs de l'Océan; et,

quant aux habitants du rivage, il nous les représente comme aussi hospitaliers qu'ignorants.

Il n'en fut pas de même quelques jours après. Vasco venait à peine d'incendier le vaisseau de P. Nuñez, et de pénétrer dans les vastes mers qui s'étendent à l'orient du Cap, qu'il fut tout à coup assailli par une de ces terribles tempêtes qui désolent si souvent ces parages. Les matelots, ne doutant pas que leur dernière heure ne fût venue, n'écoutaient plus la voix de leurs chefs. Agenouillés sur le pont de leurs navires, ils n'attendaient leur salut que de leurs prières et non de leurs manœuvres. Il n'est pas vrai, toutefois, qu'ils aient menacé Gama de le jeter à la mer.

Le calme se rétablit enfin, et les Portugais atteignirent la dernière des colonnes élevées par Barthélemy Dias durant son premier voyage. C'est au delà de cette limite que commençait l'inconnu. Ni le monstre que Camoëns place à l'entrée de ce nouvel océan, ni les courants auxquels il fallut résister, ni les calmes qui ralentirent la marche de l'escadre, ni les ouragans qui l'égarèrent, ne purent vaincre la constance de ces courageux navigateurs; et, rasant une longue côte qu'ils nommèrent côte de Natal, ils allèrent jeter l'ancre dans la baie des Rois, le jour de l'Épiphanie (1498). Pendant la courte relâche qu'ils y firent, ils parvinrent à se délivrer du scorbut qui les décimait; mais les naturels, aussi grossiers qu'ils étaient bons, ne purent leur donner aucun renseignement sur le but qu'ils poursuivaient.

Vasco fut plus heureux à cet égard lorsque, après avoir dépassé, sans le savoir, et le cap des Courants et la célèbre ville de Sofala, il eut de nouveau pris terre un peu plus loin, au nord. Parmi les nègres de ce pays se trouvaient quelques hommes assez semblables aux Maures, qui, couverts de plus riches vêtements, musulmans, et parlant l'arabe, l'entretinrent de riches contrées situées au delà de l'Océan et des moyens d'y parvenir. Certain d'achever le périple de l'Afrique, et persuadé qu'il était sur le chemin des Indes, Vasco sentit alors ses forces doubler avec son espérance; et c'est avec douleur qu'il se vit retenu tout un mois par les ravages que le scorbut faisait de nouveau dans ses équipages.

Durant ce retard il courut lui-même deux fois risque de la vie.

Cinq jours après, il mouillait devant Mozambique, où il ne put déjouer qu'à coups de canon les intrigues des Maures; et, enchanté des notions chaque jour plus précises qu'il obtenait sur les Indes, il se rendit, malgré toutes les perfidies de son pilote musulman, d'abord à Monbaça, puis à Mélinde, où on lui faisait espérer qu'il rencontrerait un prince plus bienveillant, un peuple moins fanatique et moins traître.

On avait dit vrai. Quoique musulman aussi, le roi de Mélinde avait sans doute puisé dans le vaste commerce dont sa ville était l'entrepôt des idées de modération et de tolérance inconnues à ses barbares voisins. Il fit aux Portugais l'accueil le plus favorable, vint les visiter lui-même sur leurs vaisseaux, leur donna des fêtes, et, ce qui leur agréa bien mieux, désigna un pilote habile, Malemo Canaça, chargé de les conduire aux rivages de l'Inde. Pour montrer au peuple de Mélinde ce qu'il aurait à redouter de sa colère en cas de trahison, Vasco de Gama ordonna plusieurs salves d'artillerie. A ce bruit, les Maures se prosternèrent, comme pour demander pardon. Ainsi avait fait, et avec plus de succès encore, Christophe Colomb, à l'égard des habitants des Antilles.

L'Océan qui sépare Mélinde du rivage indien n'a pas moins de sept cents lieues. Bien que la saison fût défavorable, les Portugais le traversèrent sans tempête; bonheur qui fut plus tard considéré comme un miracle. Partis le 28 avril 1498, ils touchèrent à la côte de Malabar, le 20 mai, à une lieue et demie nord de Calicut, l'une des villes les plus considérables de cette contrée.

État des Indes à l'arrivée des Portugais.

Au moment où les Portugais, en posant le pied sur le rivage de l'Hindoustan, viennent de donner le signal d'une immense révolution, arrêtons-nous un peu pour examiner le pays qu'ils vont révéler à l'Occident.

Situées au sud du continent asiatique, les Indes se composent de deux vastes presqu'îles, depuis le cours de l'Indus jusqu'à la mer de Chine. Ces deux péninsules, séparées par

le golfe de Bengale et par le Gange, ont eu le plus souvent une destinée différente. Nous ne nous occuperons que de la plus importante, de celle de l'Hindoustan, théâtre et prix des merveilleux exploits des Portugais.

Représentez-vous un triangle de trois millions de kilomètres carrés, dont la base est l'Himalaya, dont le sommet s'incline vers le sud, durant l'espace d'environ deux mille cinq cents kilomètres et compris entre l'Indus et la mer d'Oman à l'ouest, le Gange et le golfe de Bengale à l'est, et la mer des indes au midi. Tel est l'Hindoustan. Les subdivisions principales de ce pays sont : l'Hindoustan au nord et le Dékan au sud. La côte occidentale porte le nom de côte de Malabar; celle de l'est, celui de côte de Coromandel. Il faut joindre à cette grande presqu'île comme dépendances naturelles, les îles Laquedives, les Maldives et l'île de Ceylan, la Taprobane des anciens, à la pointe méridionale de la côte de Coromandel, dont elle n'est séparée que par les détroits de Manaar et de Palk.

Sur cet immense territoire toute chose a des proportions gigantesques. Les monts Himalaya, qui le limitent au nord, sont les montagnes les plus élevées du globe. Les fleuves qui l'arrosent, tels que l'Indus, avec ses quatre cents affluents, le Gange, avec ses nombreuses embouchures, et le Brahmapoutra n'ont de rivaux que dans le Volga et dans les puissants cours d'eau du nouveau monde.

Il en est de même des productions auxquelles ce sol heureux donne naissance. Les arbres, les fleurs, les animaux, y atteignent des proportions inconnues. La nature y a libéralement répandu une infinie variété de plantes utiles; aussi les Portugais disaient-ils naïvement qu'ils allaient chercher en Orient des épices et des chrétiens.

Mais, parmi toutes ces magnificences de la nature, est-il rien de plus déplorable que l'accablante misère de ceux même que le ciel en avait daigné gratifier? C'est en parlant de l'Hindoustan qu'il est surtout permis d'appliquer à l'Orient la triste épithète d'immobile. Ce qu'ils étaient à l'époque d'Alexandre, ce qu'ils étaient à l'arrivée des Arabes, ce qu'ils étaient au xv[e] siècle, les Indiens le sont aujourd'hui. Rien n'a pour eux

changé depuis tant de siècles; et rien qui fasse espérer de changement prochain si l'Europe représentée par une de ses races les plus actives, n'avait enfin pris pleinement possession de ces pays.

Les brahmanes, les guerriers, les laboureurs, les artisans (subdivisés eux-mêmes en autant de tribus qu'il y a de métiers), telles sont les quatre classes entre lesquelles sont répartis les Hindous; et malheur à qui essayerait de passer de sa caste dans une autre! Les classes, les métiers sont héréditaires, et il est impie de rien tenter pour en sortir, comme il l'est de franchir l'Indus, le Brahmapoutra ou le Gange, les trois fleuves sacrés, pour visiter les pays étrangers. C'est l'immobilité érigée en système; c'est la langueur substituée à la vie. Joignons à cela, pour compléter ce tableau, les misères des parias et des poulichis, réduits à habiter les forêts. Lorsqu'un paria touche seulement un homme d'une autre classe, il est permis de le tuer : car les dieux, suivant les brahmanes, ne maintiennent ces races impures que pour laisser dans le monde un monument impérissable de leur vengeance. Voilà ce que l'homme a fait pour lui-même, dans un pays pour lequel la Providence avait tout fait!

Livré à de telles populations, l'Hindoustan pouvait-il ne pas devenir la proie de tous ceux qu'attirerait l'immense renommée de ses richesses? Ainsi en fut-il, en effet, et dans l'antiquité, et au moyen âge, et dans les temps modernes, avec cette seule différence que les invasions y arrivaient jadis par le nord, au lieu que, depuis quelques siècles, c'est par le sud, par la mer, qu'elles y ont surtout pénétré. La résistance plus ou moins vive qu'elles rencontrèrent s'explique assez par cette diversité de direction.

Loin d'appartenir à un seul maître, comme à l'époque des Ghourides ou de Gengiskhan, les Indes, à l'arrivée des Portugais, étaient d'ailleurs divisées en plusieurs dominations, dont la plus considérable, celle des Afghans, ne s'étendait que sur le nord. L'on y distinguait cinq royaumes : de Delhy, de Cambaye, de Bisnagar, de Narzingue et de Calicut, desquels relevait une foule de radjahs tributaires. Celui de Calicut, dont nous devons surtout nous préoccuper ici, dominait sur le

Malabar presque entier, et il tenait sous sa suzeraineté Cananor, Cranganor, Cochin, Perka, Koulan et Travankor. Le prince qui y régnait ordinairement portait le titre de Zamorin ; et sa capitale était, depuis longtemps, le centre d'un commerce considérable avec l'occident de l'Asie et avec l'Égypte. Nous ne tarderons pas à reconnaître combien cette multiplicité d'États rivaux ou subalternes fut avantageuse aux Européens.

Premières négociations de Vasco de Gama à Calicut.

A peine les trois vaisseaux de Vasco de Gama parurent-ils devant Calicut, qu'on vit les habitants de cette ville se jeter en foule dans leurs *almadias*, et, entourant de toutes parts les Portugais, les engager à débarquer. Mais Vasco s'était instruit à la prudence sur les côtes de l'Afrique. Il demeura dans la rade et se contenta d'envoyer à terre l'un des *proscrits* qu'il avait amenés avec lui, sous espérance de pardon. Celui-ci accepta résolûment cette mission dangereuse, et il se rendit aussitôt à la ville, parmi les flots de curieux qu'attirait la nouveauté de son costume.

Comme il ne pouvait répondre à aucune des mille questions dont on l'accablait, on eut l'idée de le conduire chez un Tunisien, nommé Moncaïde, qui, connaissant les Portugais et la langue castillane, lui offrit de l'accompagner chez l'amiral. L'offre fut acceptée et Moncaïde promit aux Portugais enchantés de mettre bientôt leur ambassadeur en relation avec le zamorin. Vasco lui adjoignit deux de ses compagnons et l'interprète de l'escadre, soit par défiance, soit pour donner à l'entrevue plus de solennité.

Le zamorin résidait alors à deux lieues de sa capitale. Il accueillit parfaitement les envoyés des Portugais, leur fit quelques présents et pria leur chef de le venir trouver dès qu'il le voudrait. Vasco débarqua donc le lendemain (28 mai) avec une suite de douze personnes, et ce ne fut qu'après avoir traversé Calicut, au milieu d'une foule si épaisse que son escorte indienne dut la repousser plusieurs fois à coups de cimeterre, qu'il arriva devant le souverain. C'est pendant ce pénible trajet que les Portugais entrèrent, dit-on, dans une

pagode, et que, trompés par les cérémonies qu'ils avaient sous les yeux, ils s'agenouillèrent devant l'image de Mahâ Madjâ comme devant celle de la vierge Marie. Ils se croyaient en pays chrétien.

Il en coûte d'avouer que les premières relations des Portugais avec le zamorin ne leur valurent qu'un affront; mais il est bien certain que l'audience solennelle où Vasco lui présenta les lettres de son souverain se termina tout autrement qu'il ne l'espérait. Soit que la simplicité de son cortége, soit que l'étrangeté de ses manières européennes, soit, plutôt, que la faute qu'il fit de ne pas arriver devant un prince d'Orient avec les mains remplies de présents magnifiques, n'inspirât que du dédain à cette cour pompeuse, le zamorin ne cessa de rire ouvertement; et, lorsque l'entrevue fut terminée, ce fut à pied et sous une pluie torrentielle que ses officiers reconduisirent les Portugais jusqu'à la modeste résidence qu'on leur avait assignée à l'extrémité de la ville. Comme Vasco de Gama, qui opposait à ces insultes une imperturbable dignité, se plaignait seulement de cette longue distance, on lui amena un cheval, sans selle, sans bride, et dont il refusa de se servir pour ne pas redoubler les risées de la foule qui l'accompagnait malgré la nuit et l'orage.

Intrigues des marchands mahométans.

Parmi ceux qui montraient le plus d'empressement à repousser les Portugais, figurèrent, et au premier rang, tous ces marchands arabes, auxquels appartenait, depuis si longtemps, le monopole du commerce entre l'orient et l'occident de l'Asie. Puissants par leur nombre, par leurs richesses, par leurs relations, ils ne se souciaient pas de partager avec un nouveau peuple les immenses profits que leur valait l'indolence des Hindous. Ils haïssaient les Portugais, comme chrétiens; ils les haïssaient surtout comme auteurs d'une prochaine et redoutable concurrence.

Ils allèrent donc trouver les ministres du zamorin, et leur détaillèrent toutes les raisons qui s'opposaient à l'admission de ces nouveaux étrangers. Et ces raisons, il faut en conve-

nir, étaient spécieuses. Qu'était-ce d'ailleurs que ces hommes arrivés tout à coup des extrémités du monde ? étaient-ce de paisibles marchands ? n'étaient-ce pas plutôt des pirates munis de lettres supposées, ou bien encore l'avant-garde d'une armée qui menacerait bientôt l'indépendance de Calicut ? Ils terminèrent en déclarant qu'ils se retireraient eux-mêmes de Calicut, et qu'ils porteraient ailleurs les fruits de leur industrie, si le zamorin préférait l'alliance de ces inconnus aux vieilles relations qu'il entretenait avec eux, pour leur mutuel avantage.

Les Portugais ne tardèrent pas à ressentir l'effet de ces intrigues. Non-seulement on rejeta leurs modestes présents, mais ils manquèrent souvent du nécessaire, et l'on exigea même la remise de leurs gouvernails. En vain Vasco de Gama, averti par le fidèle Moncaïde, essaya-t-il tour à tour les prières et la menace : les exigences et les insultes devinrent chaque jour plus insupportables, et Vasco résolut d'y couper court en se présentant de nouveau au palais du zamorin pour le gagner ou l'intimider. Avant que de tenter une entreprise si audacieuse, il choisit quelques-uns de ses plus braves compagnons, et ordonna à tous les autres de remonter sur leurs navires. « Si vous apprenez, dit-il à son frère, que je suis ou prisonnier ou assassiné, je vous défends, comme général, de songer à me secourir ou à me venger. Partez aussitôt et allez dire à Emmanuel ce que nous avons accompli. »

Malgré tous les dangers auxquels ce dévouement inutile exposa Vasco de Gama, les quelques jours qui suivirent furent plus tranquilles et les marchandises que contenaient les vaisseaux portugais, devinrent même l'objet de transactions assez actives. Ce fut là le premier comptoir européen dans les Indes. Les Hindous et le Zamorin lui-même montraient beaucoup d'empressement pour toutes ces productions inconnues. Les Portugais reçurent, en échange, des étoffes, des épices, des parfums.

Départ de Vasco de Gama.

Cette réconciliation n'était qu'une trêve. Les Arabes ne vou-

laient que gagner du temps jusqu'à l'époque où les vents d'ouest amèneraient dans le port de Calicut une foule de vaisseaux musulmans pour accabler sous leur nombre la petite escadre de Vasco. Le zèle du nègre Canaca, la fidélité de Moncaïde et surtout la maladroite impatience des conspirateurs empêchèrent le succès de ce complot.

Tel était en effet l'état des choses, lorsqu'une barque furtive ramena le nègre qui servait les deux Portugais préposés à la garde des marchandises. Instruit par lui du danger auquel ils se trouvaient exposés, Vasco dissimula; il continua même de recevoir à son bord tous les Hindous qu'y attirait le commerce ou la curiosité; mais tout à coup il en retint douze des plus distingués, et il déclara au zamorin que ces douze otages lui répondaient de la vie de ses deux compagnons. Pour donner plus de poids à cette réclamation, il commanda à ses équipages de se préparer au combat, et de courir des bordées en vue de Calicut. Cette fermeté eut un plein succès et le zamorin tremblant s'empressa de rendre les deux prisonniers, avec promesse de restituer aussi toutes les marchandises dont ils étaient gardiens. Malheureusement, au lieu de relâcher les douze otages que renfermaient ses vaisseaux, Vasco se crut en droit d'être perfide à son tour. Il en garda six, et dispersa à coups de canon les nombreuses embarcations qui apportaient les justes plaintes de leurs compatriotes. C'était une déclaration de guerre; il partit presque immédiatement pour aller en Europe rassembler les ressources qu'elle nécessitait (29 août 1498).

Le retour des Portugais n'eut d'abord d'autre incident remarquable que la perte du *Raphaël* et un court séjour à Mélinde. A la hauteur du cap Vert, une tempête épouvantable, écartant Vasco de ses compagnons, lui ravit le plaisir d'être lui-même le messager de ses grandes découvertes. Coëlho, qui le croyait en avant, atteignit le premier la barre de Lisbonne, le 29 juillet 1499. Vasco n'arriva qu'un mois après, avec la douleur de ne pas ramener son frère, mort à Terceira dans les Açores.

Son retour fut d'ailleurs ce qu'il devait être, c'est-à-dire un triomphe. Avec quelle joie en effet tous les bons Portugais

devaient-ils voir le but de leurs longs efforts si noblement atteint, le commerce de l'Orient rétabli à leur profit, leur pays élevé tout à coup au premier rang des nations, la gloire et la richesse leur arrivant en même temps! Emmanuel le Fortuné ne fut que l'interprète de l'enthousiasme général et pour les titres magnifiques qu'il prit lui-même, et pour les distinctions dont il combla l'illustre navigateur. Vasco de Gama devint don Vasco, comte de Vidigueira, et, ce qu'il aimait mieux sans doute, grand amiral de toutes les mers de l'Inde.

Cabral découvre le Brésil (1500).

Ce ne fut pourtant pas à ce glorieux capitaine, mais à un de ses gentilshommes, Pedro Alvarez Cabral, qu'Emmanuel confia l'escadre destinée à recueillir les premiers fruits de ses grands travaux. Elle se composait de douze navires : dix pour Calicut, et deux pour Sofala. Cabral leva l'ancre le 8 mars 1500.

Il suivait, sinon le chemin, du moins la direction indiquée par Vasco, lorsqu'une tempête soudaine l'emportant vers l'ouest le jeta sur un rivage inconnu. Le port où il aborda reçut de lui le nom de Porto Seguro et le pays celui de Santa Cruz. Mais il se contenta d'admirer la beauté de ce nouveau climat, la douceur des naturels, et il reprit la mer dès le 2 mai. Alvarez ne se doutait pas qu'il venait de réaliser, par hasard, ce qu'avait médité si longtemps Christophe Colomb. Cette terre, qu'il dédaignait pour courir vers les Indes, c'était le Brésil, c'était le continent d'Amérique, auquel nul Européen n'avait encore touché. Il était donc inévitable que l'homme apprît alors à connaître tout son univers. Le hasard conspirait avec le génie pour lui en révéler les mystères.

Ce fut là, d'ailleurs, le plus heureux résultat du voyage d'Alvarez Cabral; car, après avoir relâché à Mozambique, à Mélinde, à Anchediva, il ne lui restait que six vaisseaux à son arrivée devant Calicut. Le zamorin, auquel il remit les six otages enlevés par Gama, l'accueillit toutefois avec distinction, mais sans sincérité, et le traité qu'il signa avec lui

ne l'empêcha pas de favoriser les musulmans. Dans ces nouvelles luttes, les Portugais montrèrent en vain toute la supériorité de leur courage. Cinquante d'entre eux y périrent, et, de ce nombre, Ayres Correa, le chef de la factorerie qui fut pillée. Le reste s'enfuit à grand'peine, et l'amiral dut se contenter de les venger, en canonnant la ville, en prenant dix vaisseaux, en massacrant les équipages, en interceptant tout commerce. Menacé de la famine et déjà réduit à se nourrir de chair d'éléphant, il s'éloigna même de Calicut et alla demander asile au roi de Cochin. Celui-ci, alors en guerre avec son suzerain, s'empressa de s'unir à Cabral; le souverain de Cananor fit de même. C'est en fomentant ainsi les rivalités des princes hindous, en s'unissant aux faibles contre les puissants, en intervenant comme protecteurs, que les Européens arrivèrent si vite à la domination de ces vastes contrées. Les Hollandais, les Français qui y vinrent ensuite, ne furent en cela que les imitateurs des Portugais, et c'est le même système qui porte si loin aujourd'hui la puissance de la compagnie anglaise.

Heureux d'avoir établi quelques relations avec ces petits princes et d'avoir donné à tous ces peuples timides une haute idée de la puissance portugaise, Cabral reprit le chemin de l'Europe. Non moins maltraité à son retour qu'à son départ, ce ne fut qu'à travers d'effroyables tempêtes qu'il ramena vers Lisbonne les derniers débris de son escadre et de ses précieuses cargaisons.

Second voyage de Vasco de Gama (1502).

Les récits d'Alvarez Cabral et surtout ses demi-succès éclairèrent Emmanuel et sur l'état réel des Indes, et sur les difficultés qu'il aurait à y surmonter, et sur les vastes espérances qu'il pouvait dès lors en concevoir. Aussi résolut-il d'unir la promptitude à l'énergie, et, pour donner à ses entreprises les chances les plus favorables, il en confia la direction à don Vasco lui-même, avec vingt vaisseaux bien armés. Les grandes convoitises qu'excitait le seul nom des Indes et le génie du chef donnèrent à cet armement une importance inconnue (1502).

Le premier soin de Gama fut de répandre la terreur du nom portugais à Sofala, à Mozambique, à Mélinde, partout enfin où il relâcha. Le triste sort du vaisseau égyptien, le *Merii*, ne prouva que trop jusqu'à quel point sa vengeance serait redoutable. En vain les malheureux pèlerins musulmans qui montaient ce navire lui donnèrent-ils tous leurs trésors en échange de la vie; en vain les cris des enfants et des femmes qui y étaient accumulés essayèrent-ils de le fléchir; il ordonna de le brûler, en représailles des perfidies qu'il venait d'éprouver, et, comme l'incendie s'éteignait, il se montra plus impitoyable que les flammes, en commandant de le rallumer. Les musulmans exaspérés luttèrent avec une admirable énergie contre le feu et contre leurs bourreaux jusqu'au moment où les débris de leur navire disparurent sous les flots. Exemple terrible et qu'il est pénible de rapporter, mais qu'expliquent, sans l'excuser, et le fanatisme mutuel des chrétiens et des musulmans, et les continuelles machinations des Maures, et la barbarie du temps, et enfin les emportements de l'amitié blessée. Ayres Correa, dont nous venons de dire la triste fin à Calicut, était l'ami intime de Vasco; c'est ainsi qu'il fut vengé.

Le bruit de ces rigueurs l'avait précédé lorsqu'il se présenta devant Cananor. Aussi y fut-il parfaitement reçu. Le radjah épouvanté traita avec lui, et il se hâta de marcher sur Calicut, en déclarant qu'il ne s'arrêterait qu'après l'entière expulsion des musulmans. Il tint parole. Comme le zamorin éperdu le suppliait de ne pas exiger le renvoi immédiat de cinq mille familles établies depuis tant d'années dans ses États, il lui donna jusqu'à midi pour se décider. Cependant il faisait tous les préparatifs d'un bombardement.

Midi sonna sans que la satisfaction demandée arrivât. Aussitôt cinquante Maures furent pendus aux vergues, en expiation des cinquante Portugais massacrés un an auparavant, et l'artillerie de tous les vaisseaux ouvrit un feu terrible. Tel fut l'effet de cette canonnade, que, dès le soir, Calicut était à moitié ruinée. Elle recommença le lendemain sans rencontrer plus de résistance. Vasco n'essaya pourtant pas de s'emparer de la ville. Il dirigea seulement vers le rivage les ca-

davres des maures suppliciés, et fit lui-même voile pour Cochin. Il n'y trouva que des amis et s'y montra aussi modéré qu'il venait d'être redoutable. Car sa cruauté n'était qu'un système.

La supériorité que cette conduite lui assurait dans tout le Malabar s'affermit encore par la grande victoire navale qu'il remporta sur le zamorin. Ses canons dispersèrent sans peine cette nuée de barques indiennes, et la plupart de ceux qui les montaient périrent ou furent pris. Le butin des Portugais fut immense, et toutes ces étoffes, tous ces parfums, tous ces bijoux si facilement acquis furent pour eux une nouvelle excitation à entreprendre.

La ruse ne réussit pas mieux que la force. Gama déjouait toutes les perfidies par sa prudence, comme tous les dangers par sa vigueur. Lorsqu'il quitta de nouveau l'Hindoustan, il put se féliciter d'y avoir jeté tous les germes d'un puissant empire.

Vincent Sodre et Pacheco.

Peu s'en fallut que ces germes ne devinssent stériles. A peine Vincent Sodre, à qui Gama avait confié la défense des établissements portugais, se vit-il seul, qu'il abandonna en effet les côtes du Malabar, pour se poster sur celles de l'Arabie, et surprendre les riches navires que les musulmans dirigeaient chaque année vers Calicut à l'époque de la mousson. Il était général; il se fit pirate. Les nombreux ennemis, que Vasco n'avait lui-même contenus que par une infatigable énergie, s'empressèrent d'en profiter pour accabler le roi de Cochin, et, avec lui, quiconque serait tenté de livrer aux étrangers le pays de Brahma. Trop faible pour résister à une coalition si formidable, l'allié des Portugais fut bientôt réduit à abandonner sa capitale et à se réfugier dans les montagnes voisines, sans espoir de succès ni de pardon, et ne luttant plus que pour retarder sa fin, lorsqu'un secours inespéré lui arriva.

Au moment même où Vasco de Gama ramenait vers Lisbonne sa flotte victorieuse et les plus riches dépouilles de l'Orient, Emmanuel dirigeait vers les Indes trois divisions

de trois vaisseaux chacune, sous la conduite d'Alphonse Albuquerque[1], de François Albuquerque et de Saldanha (1503). Saldanha avait ordre de croiser à l'entrée de la mer Rouge et d'intercepter tout le commerce qui se faisait par cette voie. Les deux autres chefs devaient se porter ensemble sur le Malabar, afin d'y rejoindre Vincent Sodre. François Albuquerque y arriva le premier, après avoir recueilli les débris de l'escadre de Vincent Sodre.

L'irrésistible ascendant des Européens éclata de nouveau. A peine était-il débarqué que le roi de Cochin rentra dans sa capitale et que tout le mal causé par l'absence de Vincent se trouva réparé. Les Portugais, pour prix de leur assistance, obtinrent le droit d'élever auprès de Cochin une forteresse également propre à la défendre et à la dominer, et dès lors Triumpara ne fut plus que leur vassal. Quant au zamorin, il s'empressa de solliciter son pardon, et il ne l'eut qu'aux plus dures conditions. Ce ne fut cependant ni François, ni même Alphonse Albuquerque, dont nous allons bientôt raconter la gloire, qui contribuèrent alors le plus puissamment à affermir dans le Malabar la suprématie portugaise; ce fut un de leurs lieutenants, Édouard Pacheco, qui reçut le commandement, tandis qu'Alphonse regagnait péniblement les rivages de l'Europe.

Issu de parents nobles, à Santarem, Édouard Pacheco s'était plutôt signalé par sa science que par ses exploits, quand les circonstances vinrent tout à coup révéler ce qu'il était. Informé que le zamorin de Calicut et les princes voisins allaient marcher de nouveau contre le roi de Cochin avec cinquante mille hommes, deux cent quatre-vingts barques, et une artillerie nombreuse, il aima mieux ne pas attendre leur choc, et, laissant à son allié les trente mille hommes qui composaient son armée, il n'hésita pas à s'avancer au-devant de l'ennemi avec neuf cents Portugais, trois cents Indiens déterminés et trois vaisseaux. Le succès justifia cette audace. La flotte du zamorin fut dispersée, et son armée de terre, écrasée

1. Né en 1453 au village d'Alhandra (24 kilom. de Lisbonne). Fils de G. Albuquerque et de D. Léonor de Menezès, il appartenait, par son père, à la famille royale, par sa mère, à l'une des plus illustres maisons de la péninsule.

par le feu de ses propres canons, s'enfuit après des pertes énormes.

Toutefois, ce n'était pas assez d'une victoire pour dissoudre une coalition si puissante. Combattant à la fois pour leur pays et pour leurs dieux, les Hindous montraient une ardeur infatigable et continuaient de s'avancer vers Cochin. Pacheco se posta auprès de cette ville, dans la petite île de Cambalam, et ce ne fut qu'après des efforts presque fabuleux qu'il parvint à triompher de ses ennemis. Telle fut la douleur que ces défaites multipliées causèrent au souverain de Calicut, que, désespérant désormais de sa puissance et de ses dieux, il ne renouvela plus ses attaques, et qu'il résolut même d'échanger son trône contre l'obscurité paisible d'une retraite brahmanique (1505). Qui pouvait désormais se flatter de résister aux Européens, lorsqu'il leur suffisait d'un chef habile et d'un millier de soldats pour renverser une telle puissance? Aussi Édouard Pacheco n'eut-il plus qu'à régler les tributs des rois du Malabar, et les Portugais à préparer la domination de l'Inde entière.

Cependant l'ingratitude et la disgrâce furent sa récompense. Lorsqu'il revit Lisbonne avec Lopez Soarez, le digne compagnon de ses travaux (1506), il reçut d'Emmanuel les honneurs les plus magnifiques; mais, loin de reparaître sur le théâtre de sa gloire, il ne put même conserver le petit gouvernement de Saint-Georges de la Mina, sur le rivage de l'Afrique. La calomnie provoqua son rappel, et, après quelques années d'une odieuse captivité, le vainqueur du Malabar, non moins pauvre qu'illustre, fut trop heureux de trouver un asile dans l'hospice de Valence! C'est là qu'il mourut dans l'abandon et la misère. Camoëns, plus juste qu'Emmanuel, a chanté ses exploits, et la place qu'il occupe dans les *Lusiades*, c'est-à-dire dans le véritable Panthéon du Portugal, le venge bien de toutes ses douleurs.

François Almeida (1505).

Ces premières victoires des Portugais dans les Indes avaient suffi pour opérer une révolution complète dans le commerce de l'Orient et du monde. Ce n'était déjà plus en Égypte que

les productions de ces riches contrées allaient s'accumuler, pour se répandre de là sur l'Europe entière, par les mains de la *superbe* Gènes et de la *dominante* Venise. Elles s'habituaient à longer les côtes de l'Afrique, et à suivre le chemin de Lisbonne, au grand profit, non-seulement du Portugal, mais de tous les Européens, qui les y trouvaient en bien plus grande abondance et à des prix bien plus modérés. De là l'indignation des républiques maritimes, du soudan d'Égypte et des négociants arabes. La concurrence qu'ils avaient tant redoutée triomphait, et leur ruine était l'inévitable conséquence de ce triomphe.

Ce n'est pas que la nouvelle route ouverte par Vasco de Gama au commerce de l'Orient fût la meilleure. Elle était, au contraire, bien plus longue, bien plus dangereuse, et c'est pour cela que les dominateurs actuels de l'Hindoustan s'efforcent incessamment de rétablir l'ancienne voie ; mais, en passant tour à tour par les mains des Arabes, des Mamelucks et des Italiens, avant d'arriver à l'Europe, les marchandises de l'Asie acquéraient une valeur exorbitante. Elles arrivaient à de moindres frais, par l'intermédiaire du Portugal, à travers l'immensité de la mer des Indes et de l'Atlantique.

Restait et à compléter cette grande révolution commerciale, et à la défendre contre toutes les jalousies qu'elle ne pouvait manquer de soulever. Emmanuel témoigna combien il comprenait cette nécessité en choisissant d'abord Tristam da Cunha, puis, à défaut de Tristam, François d'Almeida. Un titre nouveau répondit même à cette nouvelle phase des conquêtes portugaises. Il s'agissait moins désormais d'explorations aventureuses, que d'un vaste empire à fonder. Almeida reçut le titre de vice-roi, avec des pouvoirs presque souverains et la mission d'abattre toutes les rivalités qui entravaient ou menaçaient le monopole du Portugal dans l'Asie méridionale (1505).

François Almeida justifia promptement les espérances d'Emmanuel. Avant même que d'arriver aux Indes, il incendia sur son chemin Quiloa, Sofala, Monbaça, qui refusaient de le recevoir, et consolida ainsi sur toutes les côtes de l'Afrique orientale la suprématie encore incertaine du Portugal.

Victoire de Diu.

Non moins heureux dans les Indes il lui suffit d'une seule année pour couronner, dans Cochin, un nouveau vassal des Portugais; pour élever, aux portes de Cananor, une forteresse formidable; pour occuper l'archipel des Maldives; pour ruiner partout la concurrence musulmane; pour reconnaître l'île de Ceylan. Toutes ces positions étaient nécessaires à l'affermissement d'une domination tranquille sur le Malabar.

Mais les plus grands dangers d'Almeida n'étaient pas ceux que pouvaient lui susciter les Hindous. C'était surtout la coalition des Égyptiens, des Vénitiens, des Persans, et des Arabes avec les radjahs de Calicut et de Cambaye. C'est sur mer que devait se décider le sort de l'Orient.

Almeida le savait bien et il mettait un soin extrême à combiner tous les éléments de cette lutte définitive, lorsque Laurent Almeida, son fils, honteux d'un petit revers qu'il venait d'éprouver, profita de son absence pour s'élancer tout à coup de Cochin au-devant de la flotte ennemie. Le combat fut glorieux, mais le nombre finit par l'emporter et Laurent demeura parmi les morts (1508). A cette nouvelle, François, dit-on, ne pleura pas. Il jura seulement de venger son fils, et de réparer par une victoire éclatante un échec plus funeste d'ailleurs au prestige qu'à la puissance du Portugal.

A quelques jours de là il ruina, en effet, l'opulente ville de Daboul, et, s'embarquant à Diu, il courut à la poursuite de la flotte musulmane. C'est en vue de cette ville que se livra la bataille vengeresse qu'il méditait. Elle se termina par la complète victoire des Portugais. Dès lors, la formidable coalition de leurs ennemis ne put se maintenir. Le brave amiral Mir Hossein, qui la dirigeait, avait dit lui-même à ses soldats que leur défaite serait la ruine du mahométisme en Orient (1508).

Conquête de Socotora et d'Ormuz.

Ce n'était pas seulement dans les mers voisines du Malabar que le pavillon portugais triomphait alors. Tandis qu'Almeida y renverse toute rivalité, la mer Rouge subit le même

sort; l'Égypte et Venise vaincues déplorent la perte de leur grandeur, et le monopole du commerce indien passe décidément de leurs mains dans celles de Lisbonne.

Cependant s'avançait celui qui devait élever au plus haut degré la puissance portugaise : Alphonse Albuquerque[1]. Il n'avait fait encore que se montrer à l'Orient; nous l'allons voir en devenir l'arbitre. Il n'est pas de nom que le sien ne dépasse à une époque où le Portugal en produisit tant d'illustres. Camoëns l'a choisi pour son héros.

C'est en 1506, qu'Albuquerque quitta Lisbonne avec quatorze vaisseaux. Bien qu'il n'eût encore révélé son génie par aucune grande action, Emmanuel, qui se connaissait en hommes, le destinait déjà à remplacer Almeida; mais il ne devait ouvrir qu'au bout de trois ans les lettres qui lui conféraient le titre de vice-roi. Nous pourrons apprécier s'il le mérita. Les Commentaires que son fils a rédigés, d'après ses propres papiers, nous permettent de le juger en connaissance de cause.

Il n'avait pas atteint le terme de son voyage, qu'il se signalait, comme Almeida, par d'importants services; découvrait Tristam da Cunha, Madagascar, et affermissait, sur toutes les côtes orientales de l'Afrique, la domination naissante de sa patrie. Mais laissons là ces exploits secondaires d'une vie si remplie et plaçons tout de suite Albuquerque sur le véritable théâtre de sa gloire.

Entre la mer Rouge et la mer d'Oman, à l'issue du redoutable détroit que les Arabes ont surnommé la *Porte des larmes* (Bab el Mandeb), s'élève une île considérable, l'île de Socotora, moins importante encore par les riches productions de son territoire que par sa position. L'État qui la possède n'a pas besoin d'entretenir des croisières aussi onéreuses qu'insuffisantes sur les côtes de l'Arabie et de l'Égypte. Il tient

1. C'était l'heureuse époque où la plupart des grands seigneurs portugais, séduits par le noble exemple de D. Henri, de D. Pedro et de D. Édouard, ne rougissaient pas de se livrer à l'étude assidue des lettres et des sciences. Albuquerque ne tarda pas non plus à s'y distinguer, et c'est fortifié par de solides connaissances en latin, en mathématiques, en géographie, en navigation, qu'il alla faire ses premières armes sur le rivage de l'Afrique. Telle fut l'illustration qu'il y acquit que le roi Jean II le choisit peu après pour grand écuyer. Combien un commerce habituel avec ce grand prince dut-il profiter à la gloire d'Albuquerque!

dans sa main la clef des mers voisines, et c'est pour cela que les Anglais, si habiles à saisir toutes les barrières de l'Océan, l'ont si longtemps convoitée. Albuquerque n'en douta pas davantage, et, sans plus s'inquiéter des plaintes dont l'assaillit l'iman de Mascate, il s'empressa d'y débarquer. Lorsque la forteresse de Çoco, qu'il y éleva, eut reçu une bonne garnison d'Européens, nul ne navigua plus dans ces parages que sous le bon plaisir des Portugais.

Mais pour assurer le monopole commercial des Portugais en Orient, ce n'était pas encore assez d'avoir conquis le Malabar, ni même la mer Rouge. Tant que l'on n'y ajoutait pas la domination du golfe Persique, on pouvait bien se vanter d'avoir gêné, non d'avoir détruit l'active concurrence des Arabes et de Venise. Albuquerque réunit donc ses officiers, et, quoique réduit à six vaisseaux par le départ de Cunha, il leur annonça le dessein de compléter l'œuvre qu'avait si heureusement inaugurée l'occupation de Socotora. Il ne s'agissait pour cela que de s'emparer de la petite île de Géran, située à l'entrée du golfe Persique, et qui, célèbre depuis le onzième siècle sous le nom d'Ormuz, était devenue le plus riche entrepôt du commerce indien. « Le monde est un anneau, disaient les Persans, Ormuz en est la pierre précieuse. » Dès qu'il eut arrêté son plan, ni les murmures de ses compagnons qui se trouvaient trop faibles pour une telle entreprise, ni la perfidie de ses pilotes musulmans qui s'efforçaient de lui dissimuler la situation d'Ormuz, ne purent l'en détourner. Confiant dans son génie et secondé par les excellentes indications que lui fournissait la précieuse carte d'Omar, il déclara qu'il ne s'arrêterait pas avant d'avoir tenté la réalisation d'une si belle espérance.

Parti de Socotora, le 10 août 1507, il longea, en effet, les côtes de l'Arabie; prit, en passant, Calayate, Curiate, Mascate, qu'il réduisit presque en cendres, et maître, soit par les armes, soit par les négociations, de tous les ports situés entre Socotora et le golfe Persique, il vit enfin s'élever devant lui la splendide cité d'Ormuz.

A l'aspect de cette ville immense, peuplée d'innombrables habitants, et protégée par de nombreux soldats, par une ar-

tillerie formidable, par une flotte de soixante vaisseaux, les Portugais sentirent de nouveau fléchir leur courage. Albuquerque n'en tint compte. « Oui, l'entreprise est difficile, leur disait-il ; mais maintenant il est trop tard ; » et, en même temps, il faisait briller à leurs yeux la gloire impérissable et les immenses trésors qu'ils allaient recueillir.

Dans une telle situation, l'audace n'était que de la prudence. Il somma donc Coge Atar d'accepter aussitôt la suzeraineté du Portugal, s'il ne voulait pas que sa capitale éprouvât le même sort que Mascate ; et telle fut l'impression de cette incroyable menace que celui-ci crut le danger assez sérieux pour ne pas repousser brusquement cet insolent message. Il tâcha seulement de gagner du temps afin d'appeler à lui tous ceux que les progrès des Européens devaient inquiéter. Albuquerque, qui pénétrait ses desseins, ne lui en laissa pas le loisir. Après quatre jours de vaines négociations, il se précipita tout à coup, avec ses six vaisseaux, sur la puissante flotte des musulmans, et il fit si bien, qu'au bout de la journée, les Maures, désespérant de vaincre, s'enfuirent de toutes parts. Il n'y eut plus qu'à tuer. Albuquerque profita de cette épouvante pour débarquer, pour pénétrer dans Ormuz, malgré la cruelle blessure qu'il reçut au visage, et, en appelant à son aide le canon et l'incendie, il causa tant de mal à cette belle cité, que, pour en sauver au moins les restes, les musulmans consentirent à accepter toutes ses conditions. Le roi d'Ormuz se reconnut vassal d'Emmanuel, et promit un tribut annuel de douze mille cruzades. C'était là le plus beau triomphe qu'eussent obtenu jusqu'alors les Portugais, et avec quels moyens ! Le génie d'Albuquerque avait suppléé à tout.

Malheureusement, tandis qu'Albuquerque s'occupait de perpétuer les résultats de sa victoire par la fondation d'une vaste citadelle aux portes mêmes d'Ormuz, quelques-uns de ses soldats, séduits sans doute par l'opulence dont ils avaient le spectacle, étaient passés dans le camp de Coge Atar, et ils l'engageaient à ne pas accomplir ses promesses. Cette indigne trahison triompha de celui que n'avaient pu vaincre toutes les forces d'un puissant royaume. Desservi par ces transfuges, et abandonné, au jour du combat, par trois de ses

capitaines qui, malgré ses ordres formels, se dirigèrent vers le Malabar, il ne put que se sauver lui-même avec ses compagnons fidèles, en évacuant et Ormuz et la citadelle qu'il venait d'achever. Il est bien certain, qu'en lâchant sa proie, Albuquerque n'y renonçait pas, et Ormuz expiera bientôt la fuite de son vainqueur.

Albuquerque vice-roi (1508); prend Goa et Malacca; premières relations avec l'Indo-Chine et l'Océanie.

Non contents de violer les lois de l'honneur et de la discipline, les officiers qui venaient de trahir si honteusement Albuquerque, s'étaient hâtés de l'accuser auprès d'Almeida. Soit jalousie, soit faiblesse, celui-ci les crut, et il ne le récompensa de ses exploits que par des poursuites judiciaires; de sorte que le conquérant d'Ormuz, de Socotora, de Mascate, courait risque d'être flétri par des traîtres, lorsque arriva la lettre qui l'investissait de la vice-royauté. Bien que cette nouvelle tombât sur lui comme un coup de foudre, Almeida essaya d'abord de dissimuler sa douleur; il refusa de résister, et comme les ennemis du nouveau vice-roi l'en pressaient, au nom de sa gloire, au nom de leur sécurité : « Non, leur dit-il, le temps est passé; il faut obéir. » Mais il eut le malheur de ne pas persister dans cette bonne résolution, car il se rendit presque aussitôt à Cochin, et, lorsque Albuquerque vint lui rappeler avec respect les volontés d'Emmanuel, il lui répondit, d'abord par des insultes, puis par des fers, sans craindre de ternir lui-même la pure gloire dont il venait d'environner son nom.

Cette indignité dura peu, parce que Albuquerque, secondé par l'un de ses parents, le maréchal du Portugal, qui venait d'arriver avec quinze vaisseaux, se vit bientôt en état d'exiger ce qu'il n'avait que réclamé jusqu'alors. Almeida se hâta de s'embarquer, et, comme pour expier ces quelques jours d'égarement, il alla se faire tuer obscurément par les Cafres, auprès du cap de Bonne-Espérance, à la baie de Saldagna (1509). Cependant Albuquerque inaugurait son commandement en pardonnant à tous ses ennemis, et le plus illustre d'entre eux, Jean de Nueva, étant mort quelque temps après,

il oublia toutes ses fautes pour ne se souvenir que de sa gloire. Il prit le deuil et présida à ses funérailles. Il avait le cœur digne de son génie.

Le gouvernement d'Albuquerque débuta par un revers, dû à l'étourderie du maréchal Continho, qui ne venait pas, disait-il, pour des épices, mais pour en finir avec Calicut. Tous les conseils furent inutiles et il périt sous les murs de cette ville, au moment même où il se croyait le plus assuré de vaincre. L'armée qu'il commandait ne dut son salut qu'au vice-roi.

Impatient de compenser cet échec par quelque succès éclatant, Albuquerque se prépara sans relâche à renouveler l'importante conquête d'Ormuz. Il en fut détourné par les prières de Timoia, qui, chassé de Goa par l'un des plus irréconciliables ennemis des Portugais, par Idalcan, attendait d'eux seuls son rétablissement.

L'offre de Timoia était séduisante, car, placée au centre même de la côte de Malabar, et dans une île de dix lieues que forment les deux bras de la Mandova, la ville de Goa était dès lors célèbre dans toute l'Asie, tant pour la force de sa position, que pour la beauté de ses deux ports. Calicut ne devait son importance et sa richesse qu'à la vénération des musulmans; Goa, au contraire, était la capitale naturelle du commerce de l'Orient. Albuquerque accepta donc, et Goa tomba bientôt en son pouvoir. Elle fut le prix d'un coup de main. Idalcan était alors occupé à combattre le roi de Narzingue; Albuquerque n'eut qu'à s'emparer du château de Pangi pour que les habitants de Goa s'abandonnassent à lui, heureux de se soustraire ainsi au joug d'un usurpateur détesté (17 février 1510).

A cette nouvelle, Idalcan se hâta de traiter avec ses ennemis indiens et de diriger contre les Portugais une armée considérable. Il n'obtint que des succès momentanés, et une année entière ne s'écoula pas sans qu'il fût réduit à abandonner lui-même aux chrétiens les îles de Goa, de Choran, de Divar, avec le territoire de Salsète. Durant cette conquête, Albuquerque se signala par sa douceur autant au moins que par son courage; mais, disons aussi, pour être

juste, qu'Idalcan se montra digne d'un tel ennemi par une générosité chevaleresque. Ayant appris que les Portugais souffraient de la famine, il leur offrit des vivres, afin que l'on ne pût pas dire qu'il devait la victoire moins à ses armes qu'à la faim. Albuquerque refusa, pour ne pas se laisser désarmer par un semblable bienfait. Dans cette seconde campagne contre Goa, le vice-roi eut pour auxiliaire le roi de Narzingue. Les dissensions de ces princes préparaient l'asservissement commun!

Lorsque Albuquerque se vit décidément en possession de cette belle île de Goa (20 novembre 1510) il se garda de la rendre à Timoia, auquel il aima mieux accorder d'immenses richesses, et il en fit la place d'armes, comme l'entrepôt, comme la capitale de l'empire portugais dans les Indes. Située au centre du rivage indien et de l'Asie méridionale, dans une position à peu près inexpugnable, avec deux vastes ports et de l'eau douce, Goa était, en effet, comme prédestinée au rang que lui assignait le génie d'Albuquerque. Aussi ne tarda-t-elle pas à devenir Goa *la Dorée*. A partir de ce jour, les établissements portugais, qui n'étaient auparavant que les membres séparés d'un grand corps, ont une tête et un lien commun.

Maître de Goa, Albuquerque employa encore quelque temps à parcourir le Malabar, à soutenir ses alliés, à multiplier les comptoirs qu'il voulait semer peu à peu sur tous les rivages de l'Asie méridionale. Mais déjà ses regards s'étendaient jusque vers l'extrême Orient. Les récits merveilleux dont Malacca était l'objet excitaient surtout son ambition, et il résolut d'en entreprendre la conquête, avec les forces qu'il venait de rassembler pour une nouvelle expédition dans le golfe Arabique. La mousson, qui soufflait alors de l'ouest à l'est, en lui fermant le chemin de Suez, semblait le pousser elle-même vers Malacca.

La renommée disait vrai sur cette ville. Capitale de la Chersonèse d'or, elle devait à son admirable position de figurer au premier rang parmi toutes les villes commerçantes de l'Orient. Les vaisseaux de la Chine, du Japon, des Moluques, des Philippines et de vingt autres contrées, qui se

pressaient incessamment dans son port, y faisaient affluer des richesses presque fabuleuses. Nul pays au monde n'eût été plus heureux sans l'exécrable gouvernement auquel les Malais le soumettaient depuis bien longtemps.

Aussi les Portugais n'avaient-ils pas attendu jusqu'alors pour entrer en relation avec Malacca; et, tandis qu'Almeida gouvernait encore les Indes, une flotte indépendante avait paru devant cette ville, sous la conduite de Diego Lopez Siqueira. Accueillie d'abord avec les démonstrations les plus amicales, elle n'avait pas tardé à éprouver toute la perfidie de ces peuplades barbares, et elle n'avait échappé à leurs complots qu'en laissant entre leurs mains une trentaine de soldats. Albuquerque tira avantage de cette trahison. Elle servit de prétexte à sa conquête, et les précieux renseignements que lui transmit bientôt après l'un des trente prisonniers lui en facilitèrent l'accomplissement.

C'est le 1er juillet 1511 qu'Albuquerque, après avoir côtoyé l'île de Ceylan et le Coromandel, vint, à travers le golfe de Bengale, se présenter devant Malacca. Sa flotte se composait de dix-neuf vaisseaux, et ses équipages de quatorze cents hommes, dont huit cents Portugais; mais il avait affaire à une ville de cent mille âmes, bien garnie de canons, défendue par de nombreux vaisseaux, et par toutes les ressources d'un puissant empire. On dit qu'il hésitait lorsqu'il reçut de l'un des prisonniers, d'Aranjo, son ami d'enfance, un billet ainsi conçu et qui lui rendit toute son énergie : « On me menace de la mort, si vous attaquez Malacca; mais ne songez qu'à la gloire et aux intérêts de notre patrie. Si je ne puis contribuer à votre triomphe, faites du moins en sorte que je n'y sois pas un obstacle. » Albuquerque réclama aussitôt la restitution de ses compatriotes et déclara que le supplice du gouverneur ne serait qu'une satisfaction insuffisante. Puis, comme le sultan ne répondait encore à ses sommations que par des promesses, il donna le signal de l'attaque, bombarda la ville, dispersa la flotte, et, malgré l'infériorité de ses forces, réduisit promptement ses ennemis à subir toutes ses volontés. Trois cent mille cruzades, la restitution des prisonniers et la fondation d'une forteresse furent le prix de ce triomphe.

Seulement, il fallut qu'Albuquerque l'achevât quelques jours après, par l'occupation de la ville même, en dépit des périls innombrables qu'il eut à y surmonter. Telle était l'opiniâtreté des Malais que chaque rue, chaque pont, chaque maison, devenait le théâtre d'un nouveau combat, et que, domptés enfin par neuf jours de lutte, ils abandonnèrent en masse leur cité à demi ruinée. Or, que faut-il, après tout, admirer le plus, ou bien le dévouement de ces peuples sauvages mourant pour leurs familles, pour leur patrie, pour leurs dieux, quels qu'ils fussent; ou bien le succès des chrétiens, qui les vainquirent, au nom de leur ambition, bien plus qu'au nom du Christ, triomphant à leur suite? Pour moi, je n'hésite pas. Mais ce qu'il faut certainement admirer, et sans restriction, c'est que, parmi les splendides dépouilles de cette opulente capitale, Albuquerque ne consentit à accepter que quelques objets curieux, et six lions de bronze, ornement futur de son tombeau. Son butin à lui, c'était la gloire, et l'admiration que son désintéressement inspirait à tous, autant au moins que son génie.

La ruine de Malacca eut un immense retentissement. Dès qu'ils en eurent connaissance, les souverains de Siam, de Pégu, de Visapour, de Sumatra, sollicitèrent à l'envi l'alliance du Portugal, et députèrent vers Albuquerque de pompeuses ambassades. Quoiqu'il ne se fît aucune illusion sur la sincérité de leurs protestations, le vice-roi affecta d'y ajouter foi, et il noua même avec eux quelques relations commerciales; mais comme il ne pensait pas alors à pousser plus loin ses conquêtes dans l'Indo-Chine, il consacra tous ses soins à la réédification et à la fortification de Malacca. Il y réussit tellement, que, deux ans après son départ, un puissant roi de Java étant venu l'attaquer avec une armée considérable, Fernand d'Adrade et Brito n'eurent pas besoin de renfort pour la défendre. Leur victoire fut même si complète, que cette menaçante entreprise ne servit qu'à affermir la domination portugaise.

La soumission de Malacca et les hommages des rois de l'Indo-Chine permirent aussi aux Portugais d'entreprendre dans les mers voisines quelques voyages d'exploration. Le

plus important fut celui d'Antonio et Francisco d'Abreu, qui s'engagèrent les premiers parmi les archipels innombrables dont l'Asie orientale est environnée. En reconnaissant les Moluques et les îles voisines, sur une étendue d'environ cinq cents lieues, ces hardis navigateurs ne se doutaient pas qu'ils franchissaient les limites d'un nouveau monde, et qu'ils entamaient l'Océanie, la cinquième et dernière partie de l'univers[1].

Soumission du Malabar; desseins d'Albuquerque sur la mer Rouge.

Laissant à ses jeunes lieutenants le soin d'exploiter les succès qu'il venait d'obtenir dans l'Asie orientale, Albuquerque s'était hâté de revenir vers le Malabar. Il avait appris que les radjahs de ce pays, enhardis par son absence et convaincus qu'il succomberait sous les difficultés de son entreprise, avaient encore essayé de secouer le joug. Il jura d'en finir avec eux, et, pendant quelques mois, il consacra tout son génie à l'accomplissement de cette importante pacification.

1. Ce serait oublier l'un des plus beaux traits de la gloire portugaise au commencement du XVIe siècle, que de ne pas indiquer au moins les merveilleuses entreprises de Magellan. Fernando de Magelhaens, dont nous avons ainsi défiguré le nom, était Portugais et de famille noble. Il avait déjà acquis quelque célébrité en Orient, et surtout devant les murs de Malacca, sous les ordres d'Albuquerque, lorsque certaines difficultés, d'argent dit-on, le détachèrent du service d'Emmanuel pour le vouer à celui de l'Espagne. On a même prétendu qu'il se fit naturaliser Espagnol; mais rien ne prouve cette assertion.

Arrivé à la cour de Charles-Quint, il lui proposa de se frayer une route nouvelle vers les Indes, et il obtint aussitôt cinq vaisseaux et deux cent cinquante hommes d'équipage, parmi lesquels plusieurs Portugais, pour commander avec lui. Le départ eut lieu le 21 septembre 1521, et ce fut vers le Brésil que Magellan se dirigea d'abord. Puis, sans se laisser effrayer, ni par les tempêtes, ni par les maladies, ni par les complots qu'il réprima avec la dernière rigueur, il continua sa route le long de l'Amérique méridionale. Telle fut la rapidité de ce voyage qu'il aborda au cap des Vierges le 21 octobre de la même année.

Il s'y reposa quelque temps, et, reprenant sa course, il s'engagea dans un long détroit au bout duquel commençait l'océan Pacifique. Il venait de tourner l'Amérique et d'ouvrir en effet un nouveau chemin vers les Indes. Ce détroit est celui de Magellan.

Magellan ne recula pas devant l'immensité du nouvel océan qui s'étendait devant lui. Il s'y élança au contraire avec confiance, et ce ne fut qu'après en avoir parcouru quinze cents lieues environ qu'il atteignit Zébu, l'une des Philippines. Il y reçut le plus favorable accueil, grâce aux querelles qui armaient les uns contre les autres les différents rois de cette île, et l'on dit même que l'un d'eux Mabahar se convertit au christianisme; mais cette intimité ne dura pas longtemps, et il périt en combattant le souverain de Matan, sans qu'on pût même sauver ses restes.

Ses compagnons continuèrent son ouvrage, découvrirent les Moluques, doublèrent le cap de Bonne-Espérance, et abordèrent enfin à San Lucar (1522), après avoir accompli le premier tour du monde.

C'était Goa, sa ville de prédilection, qui avait couru les plus grands dangers. Menacée tour à tour par les entreprises d'Idalcan et par l'infidélité de Rosalcan, elle avait déjà perdu son gouverneur et la plus grande partie de sa garnison. Le peu qui lui en restait ne se maintenait plus qu'à force d'héroïsme et sans espérance. Le vice-roi y courut sans retard, et, à son arrivée, tout changea de face. Une grande victoire lui rendit d'abord la ville; et la forteresse, où Rosalcan fit mine de se défendre, ouvrit aussi ses portes au bout de quelques jours. Cette révolte des Hindous fut d'ailleurs une heureuse leçon, et Goa fut dès lors si bien fortifiée qu'elle n'eut plus rien à craindre de ses voisins.

Tous les alliés d'Idalcan comprirent que sa défaite impliquait la leur, et ils s'empressèrent de conjurer le ressentiment d'Albuquerque par les plus humbles démonstrations. Il exigea une preuve plus convaincante de leur repentir, en leur demandant, selon son système habituel, qu'une citadelle portugaise s'élevât auprès de toutes leurs capitales. Comment lui refuser ce qu'il était en état d'ordonner? Depuis ce moment, le Malabar cessa de remuer. Calicut même, la plus considérable de toutes ces capitales, Calicut, devant laquelle les Portugais avaient tout récemment échoué, n'osa pas opposer la moindre résistance. Elle fléchit sous le sort commun, et son zamorin ne fut plus que le premier vassal d'Emmanuel.

Parmi tous ces triomphes, l'infatigable Albuquerque n'oubliait ni le golfe Persique, où Ormuz le bravait par son indépendance, ni la mer Rouge, dont Socotora ne fermait pas assez hermétiquement l'entrée. Tranquille dans l'Inde et redouté à l'est, il se retourna vers l'Occident, afin d'y refaire où d'y compléter ce qu'il avait tenté avant d'être vice-roi.

Ce fut la mer Rouge qui l'occupa d'abord. Il savait que, depuis l'époque où il avait quitté ces parages, les Vénitiens, les Égyptiens et les Arabes, sans s'inquiéter beaucoup des quelques Portugais enfermés dans la forteresse de Çoco, avaient recouvré la navigation de cette mer; qu'ils s'y affermissaient chaque année; qu'ils y accumulaient incessamment de nouvelles forces, pour venir, quand il leur plairait, le combattre

jusque sous les murs de Goa, et remettre en question la domination de l'Asie. Il fallait ne leur en pas laisser le loisir.

Or, il apprit justement que, sur les côtes de l'Arabie Heureuse, à quarante kilomètres sud de la riche Moka, s'élevait une ville musulmane, dont la possession livrait, bien mieux encore que Socotora, les portes de la mer Rouge. C'était Aden, sur le golfe du même nom. Il en arrêta aussitôt la conquête. S'il jugeait bien en cette occasion, je n'en veux qu'une preuve, c'est que les Anglais, si avisés en ces matières, ont apprécié comme lui l'importance d'Aden. Maîtres de cette place depuis dix années à peine, ils en ont déjà fait le Gibraltar de la mer Rouge; car ils voient que le commerce de l'Orient tend à reprendre son ancienne route par la Méditerranée, et ils se tiennent pour assurés d'en disposer à leur gré par l'occupation de ce seul point.

Dans cette nouvelle entreprise Albuquerque déploya toute l'ardeur dont il était capable. Non content d'occuper Aden, il avait le dessein de remonter ensuite toute la mer Rouge, et de s'avancer jusqu'à Suez, afin d'y détruire les puissants armements des Vénitiens et des Égyptiens. Le succès ne répondit pas à ses espérances. Aden, qu'il canonna longtemps, ne tomba pas en son pouvoir; et les tempêtes de la mer Rouge lui fermèrent la route de Suez. Il fallut se borner à Socotora. C'est alors qu'il conçut, dit-on, un projet bien autrement vaste et décisif. Il ne s'agissait de rien moins que de détourner le cours du Nil, et de ruiner l'Égypte dont il est toute la vie, en l'obligeant à ne plus verser ses eaux dans la Méditerranée. Pensée grandiose, quoique cruelle, puisqu'elle immolait tout un pays au monopole commercial du Portugal. Mais le patriotisme étroit de ce siècle ne comprenait pas les droits de l'humanité; et il excusait tout, surtout à l'égard des musulmans.

La soumission d'Ormuz consola Albuquerque de son échec dans la mer Rouge. Depuis le jour où quelques officiers infidèles l'avaient réduit à abandonner cette ville, il n'avait jamais renoncé à l'espérance de la recouvrer et de compléter, par l'occupation du golfe Persique, le vaste système d'établis-

sements coloniaux, qui livrerait aux Portugais tous les rivages de l'Asie méridionale. A la nouvelle des préparatifs du vice-roi, Coge Atar essaya vainement de racheter sa puissance par le payement du tribut stipulé en 1508, et par des offres magnifiques. Les Portugais ne voulaient rien de lui que sa ville.

A peine eurent-ils reparu devant Ormuz que le nouveau roi des Persans, Rais-Hamed, s'empressa de leur remettre la forteresse, qu'ils réclamaient sans succès depuis plusieurs années. Mais il s'imagina en même temps de leur demander le tribut annuel que lui payait Coge Atar, son vassal. Le vice-roi fit apporter des boulets, des fusils, des sabres, des arbalètes : « Voilà, dit-il en les montrant, la monnaie des tributs que paye le roi de Portugal. » Le Persan n'insista pas, et Ormuz, bientôt convertie en ville européenne, atteignit à un tel degré de splendeur, que les Asiatiques étonnés disaient d'elle : « Si Ormuz n'est pas le paradis, il s'en faut de bien peu. »

Triste fin d'Albuquerque (1515).

Voilà ce que fit le héros du Camoëns. Ses ennemis prirent soin de consacrer sa gloire en le persécutant.

Nous avons vu, qu'au moment même où il devint vice-roi, les capitaines, qui l'avaient trahi, l'accusaient auprès d'Almeida. S'il leur pardonna leur crime, il ne put obtenir qu'ils lui pardonnassent sa grandeur et ses exploits. Sa clémence même accrut leur haine, en rendant leur conduite plus odieuse.

Déjà ingrat envers Pacheco et Almeïda, Emmanuel ne sut pas non plus repousser les indignes calomnies qu'on dirigeait contre son glorieux lieutenant. On lui disait sans cesse qu'Albuquerque ne voulait prendre conseil que de lui-même, qu'il sacrifiait toute l'Asie à Goa, qu'il négligeait les volontés les plus formelles de son souverain, et que la monarchie portugaise avait deux rois. Il finit par le croire, et trompé encore par le mauvais succès de l'expédition que le vice-roi venait de diriger contre Aden, il lui intima l'ordre de réunir tous les principaux chefs de son armée, afin de délibérer avec eux sur l'évacuation de Goa.

Albuquerque n'eut qu'à obéir pour confondre aussitôt tous ses calomniateurs, et l'insulte, qu'ils lui avaient attirée, lui valut un de ses plus beaux triomphes. Lorsqu'il eut exposé à ses officiers la merveilleuse série de ses desseins et sur l'Asie et sur Goa, aucun d'entre eux n'osa lui refuser des témoignages éclatants d'admiration. Ce fut à ses détracteurs de se taire, et Emmanuel désabusé lui rendit toute sa confiance[1].

Mais la haine est patiente, et ses attaques ne firent que changer de cours. On l'accusait cette fois d'aspirer à l'indépendance; et ceux-là même qui tout à l'heure niaient son génie, n'en voulaient d'autre preuve que son immense gloire. L'ombrageux Emmanuel ne résistait qu'avec mollesse à ces nouvelles insinuations, quand arrivèrent deux officiers qu'Albuquerque expulsait des Indes, et qui n'eurent garde de redresser l'opinion. Non-seulement ils réussirent à se justifier, mais ils obtinrent, l'un le commandement de Cochin, l'autre la charge de secrétaire. La calomnie triomphait décidément.

C'est sur la plage d'Ormuz reconquise que ces nouvelles vinrent frapper l'illustre vieillard. Il y vit le présage de sa disgrâce, et aussitôt, levant les yeux vers le ciel, il s'écria: « Ainsi, je suis mal avec le roi pour l'amour des hommes, et mal avec les hommes pour l'amour du roi. Allons, vieillard, tourne tes regards vers l'Église, finis de mourir. Ton honneur l'exige, et jamais tu n'as négligé les lois de l'honneur. » Tels sont les simples mots auxquels on substitue d'ordinaire ceux-ci : *Au tombeau, au tombeau, vieillard fatigué !* Paroles plus dramatiques, mais auxquelles manque le sentiment chrétien qui anime les autres.

Avant que de quitter la plage d'Ormuz, il retint auprès de lui son secrétaire, et lorsqu'il eut donné tous les ordres qu'il croyait nécessaires à la tranquillité de l'empire, il adressa ces belles paroles à Emmanuel: « Sire, au moment où je vous écris, je sens un tremblement qui m'annonce la mort. J'ai un fils au royaume... Je vous conjure de le faire aussi grand que

1. « Je dois, disait-il, plus de gré au roi Emmanuel d'avoir défendu Goa contre les Portugais, qu'à moi-même pour l'avoir conquise deux fois. »

mes services le peuvent mériter... Je lui ordonne, pour prix de ma bénédiction, de vous le demander. Quant aux affaires de l'Inde, je ne vous en dis rien ; elles parleront assez haut pour elles et pour lui. »

Convaincu alors qu'il ne pourrait pas même atteindre Goa, il pria Dieu de lui prêter encore ce qu'il lui fallait de force pour ce voyage, et il eut en effet la joie de l'accomplir. Seulement il était si faible, à son arrivée, qu'il put à peine en remercier le ciel ; et, le lendemain, 16 décembre, avant que l'aurore fût levée, il rendit le dernier soupir, parmi les prières de l'Église, et revêtu lui-même des insignes de l'ordre de Santiago. Il était âgé de soixante-douze ans (1515).

Les funérailles du grand homme furent magnifiques. Les plus beaux ornements en furent cependant, et l'affliction des soldats qui avaient accompli sous lui de si belles entreprises, et l'étonnement respectueux des Hindous pour celui qui les avait vaincus. Éblouis de sa gloire, ils refusaient d'admettre qu'il fût mort en effet comme les autres hommes : « Non, disaient-ils, il n'est pas mort, il est allé commander les armées du ciel. » Il n'y eut de joie, dans cette circonstance, que pour les âmes basses qu'importunent toujours la grandeur et la vertu. Albuquerque mort, elles se flattaient que leur règne allait commencer.

Quant à Emmanuel, lorsqu'il reçut, avec cette fatale nouvelle, la lettre qu'Albuquerque mourant lui avait adressée, il ressentit une douleur digne d'une si grande perte. Surtout il ne pouvait se consoler d'avoir paru ingrat. Il ordonna donc au fils du vice-roi de venir aussitôt le trouver, et, l'accablant de caresses, il le pria d'échanger le nom de Blaise contre celui d'Alphonse, afin que ce beau nom, devenu tout à coup un titre d'honneur, ne cessât pas de retentir en Portugal comme il retentirait dans l'histoire. Certes, Alphonse Albuquerque méritait bien tous ces témoignages ; car enfin Socotora conquise, Ormuz occupée, Malacca devenue portugaise, l'Indo-Chine et les Moluques près de le devenir, toutes les vieilles routes du commerce asiatique fermées, et, au centre de cet immense empire, Goa si heureusement choisie pour capitale, devaient parler en sa faveur plus haut que la calomnie. Et de quelles

ressources disposait-il pour de si magnifiques résultats? de vingt mille hommes, au plus, dispersés sur les rivages infinis de l'Asie méridionale. Son génie avait suffi à tout. Quoi qu'aient fait Pacheco et Almeida, c'est grâce à lui surtout que le souverain de l'un des plus petits États de l'Europe brilla parmi les plus puissants princes de l'univers. Le présent était donc admirable et proclamait la gloire d'Albuquerque. Nous verrons bientôt si l'avenir n'en dira pas encore plus.

Mais ce n'est pas assez que d'admirer ce grand génie; admirons aussi ses vertus, son dévouement, sa simplicité, son désintéressement, sa douceur, sa tolérance même, autant au moins que le comportait l'époque où il vécut. Et, si les Portugais nous paraissent suspects de partialité, croyons-en ceux-là même dont il avait détruit l'indépendance. Lorsque après lui, les gouverneurs se signalaient envers eux par quelque tyrannie, ils invoquaient le nom d'Albuquerque, et ils allaient sur son tombeau lui demander assistance contre ses indignes successeurs.

Gouvernement de Lopès Soarès (1515-1518).

La tradition raconte qu'au moment même où Albuquerque le Grand approchait de Goa, un navire portugais vint tout à coup toucher son bord, et que le capitaine lui remit la nomination de don Lopès Soarès. Il n'en est rien, et cette circonstance n'a été imaginée qu'afin de rendre le récit plus dramatique. Il n'est pas vrai non plus que les Indiens et les Portugais qui l'entouraient alors l'aient engagé à désobéir en promettant de tout sacrifier pour le maintenir dans son autorité. Outre que personne ne l'aurait assez méconnu pour l'insulter par une telle proposition, il ne faisait encore que présumer sa disgrâce, et il mourut sans même savoir le nom de son successeur.

Aussi bien Lopès Soarès, à qui Emmanuel confia ce dangereux honneur, sous le titre plus modeste de gouverneur, n'omit rien pour le mériter. Non content de maintenir l'œuvre d'Albuquerque, de réprimer toutes les insurrections, de compléter la soumission du Malabar, origine et centre de l'empire portugais dans les Indes, d'épouvanter les rivages de l'Ara-

bie, où il manqua toutefois l'occasion d'occuper Aden, enfin de poursuivre la fameuse fondation de Goa; il prétendit aussi à la gloire des conquérants, et tourna ses armes vers l'île de Ceylan qu'avait négligée Albuquerque. Parmi les nombreux rois qui se partageaient ce pays, celui de Colombo figurait au premier rang. Soarès le vainquit, éleva une forteresse auprès de sa capitale; et, en le réduisant à la condition de tributaire, il prépara la conquête de l'île entière.

Mais le fait le plus considérable de cette période est certainement l'extension de la puissance portugaise dans l'Asie orientale, où la main d'Albuquerque avait si glorieusement jeté les semences d'une vaste domination.

Tandis que la possession de Malacca, des Moluques et des îles voisines avait ouvert aux Européens les vastes provinces de l'Indo-Chine, la Chine même lui demeurait fermée. Et cependant l'on racontait les choses les plus merveilleuses sur l'étendue, sur la population, sur les mœurs, sur les richesses de ce mystérieux pays. L'Inde, d'après ces récits, était pauvre en comparaison. Soarès ne put résister au désir de vérifier tous ces prodiges, et, dès son arrivée, il confia à Fernand d'Adrade le soin de conduire vers ces contrées nouvelles une ambassade magnifique. Thomas Perès, qui en était le chef, sollicita de l'empereur chinois une audience; il fut reçu dans la splendide cité de Pékin. Dans ces relations naissantes de la chrétienté et de l'extrême Orient, il faut avouer que les Chinois se signalèrent par une grande bienveillance; car ils permirent aussitôt aux Portugais de négocier le long de leurs rivages.

Héritier diligent du grand Albuquerque, Lopès Soarès était malheureusement dépourvu de la qualité la plus propre à perpétuer la suprématie portugaise dans les Indes, c'est-à-dire la modération dans la force. Telles étaient, au contraire, son avarice et sa fierté qu'une révolte générale était imminente à l'instant même où Emmanuel lui substitua, après trois années de gouvernement, Diego Lopès de Siqueira. Aussi le premier soin du nouveau vice-roi fut-il de rassurer les Hindous, en les avertissant que le règne de la violence allait cesser.

Gouvernement de Siqueira.

Siqueira n'eut pas besoin de se montrer aussi rigoureux pour être aussi puissant. Tranquille dans le Malabar, il put réprimer le soulèvement de Ceylan, et diriger ensuite vers la mer Rouge une expédition glorieuse, dont le résultat fut de mettre, pour la première fois, le Portugal en relation directe avec l'Abyssinie. Unis contre l'Égypte aux souverains de ce pays, les Portugais achevèrent sans peine de ruiner la concurrence que Venise leur faisait encore à travers tous les rivages de l'Afrique. Il est vrai que Siqueira fut moins heureux à l'autre extrémité de l'Asie ; grâce à Simon d'Adrade, qu'il envoya croiser dans les eaux de la Chine, et qui s'y conduisit de manière à y compromettre tous les avantages qu'avait naguère obtenus son frère Fernand. Indignés d'une telle insolence, les Chinois résolurent de retenir Thomas Perès, et d'interdire tous leurs rivages à des étrangers auxquels ils s'étaient trop légèrement confiés. Ainsi commencèrent ces longs ressentiments qui nourrirent la haine dont les Chinois sont encore animés contre les Européens.

Cette expulsion n'était, après tout, qu'un accident fâcheux qui s'oubliait aisément au milieu de tant de succès éclatants. Du fond de l'Orient jusqu'à la mer Rouge, et de Mélinde jusqu'aux Açores, se déployait alors une ligne immense d'établissements portugais, qui, se reliant les uns aux autres, servaient à concentrer entre les mains de ce petit peuple les deux tiers du commerce du monde. Ainsi l'avaient voulu Vasco de Gama, Pacheco, Almeida, Albuquerque; et bien que tous ces grands hommes eussent fait place, soit par la disgrâce, soit par la mort, à des successeurs moins illustres, la puissante impulsion que leur génie avait donnée à la prospérité de leur patrie, ne cessait pas de se faire sentir. Ils avaient assis cette puissance sur une base trop solide, pour qu'elle s'affaissât aussitôt après eux ; leur souvenir veillait en quelque sorte sur leur œuvre, et l'heureux Emmanuel recueillait tranquillement tous les fruits de leurs travaux.

Affaires d'Amérique, d'Afrique et d'Europe; gouvernement intérieur.

Nous n'avons pas voulu interrompre ce long récit des affaires d'Orient. Outre qu'elles constituent le fait dominant de cette grande époque, et que tout le reste disparaît presque devant elles, le lien qui les enchaîne est si étroit qu'on ne pourrait le rompre sans en affaiblir l'intérêt et sans en obscurcir le plan. Mais, tandis que les lieutenants d'Emmanuel, en Asie, justifient son choix en y fondant un empire voyons un peu ce qu'il fit pour lui-même. Fut-il grand? ne fut-il que fortuné?

A l'époque qui nous occupe, l'histoire de la nation portugaise embrasse celle d'une grande partie de l'univers. Portée par la mer et par son audace vers les contrées les plus diverses, elle répand sa gloire en tous lieux, et, dans l'immense empire qu'elle s'est acquis, la mère patrie n'est plus que l'accessoire.

Nous n'insisterons cependant ni sur le Brésil, dont la valeur réelle ne fut pas alors appréciée; ni même sur les nombreuses expéditions qu'Emmanuel dirigea vers l'Afrique. Disons seulement que, parmi ces dernières expéditions, il est juste de louer toutes celles qui s'accomplirent, soit au sud, soit à l'est, puisque ayant pour objet d'ouvrir ou d'assurer aux Portugais la route des Indes et de nouveaux débouchés, elles n'étaient qu'un complément indispensable de leurs conquêtes en Asie. Mais que penser de celles qui abordaient au Maroc? Maîtres de Tanger et de Ceuta, les Portugais n'avaient rien à redouter de la piraterie musulmane : toutes les conquêtes, qu'ils s'efforçaient d'ajouter à ces deux villes, n'étaient plus qu'une satisfaction d'orgueil, non une question d'intérêt. S'étendre, c'était même s'affaiblir, et prodiguer sans fruit les ressources déjà trop restreintes du pays.

Mieux inspiré en Europe, Emmanuel eut pour politique constante de ne se laisser distraire par aucune guerre continentale des soins que réclamait sa puissance maritime. C'est Jean II qui avait tracé cette ligne de conduite à ses successeurs; Emmanuel eut le mérite de n'en pas dévier un moment.

Aussi, à peine était-il roi, qu'il demanda la main d'Isabelle, fille du roi de Castille, veuve du fils de Jean II; et tel fut même le prix qu'il attachait à cette union, que, l'infante ayant déclaré qu'elle n'y consentirait jamais sans l'expulsion immédiate des Juifs et des Maures, il s'empressa de souscrire à cette condition en dépit de ses conseillers. Mais, tandis qu'il s'abandonnait à cette fatale complaisance, le hasard lui ouvrit tout à coup le plus brillant avenir, par la mort de don Juan, fils unique de Ferdinand. Isabelle, devenue en effet princesse des Asturies, se rendit en Castille, et elle y fut solennellement reconnue. C'était l'année même où Gama débarquait à Calicut. Ainsi le jour allait venir sans doute où Emmanuel régnerait à la fois sur toute la péninsule espagnole, sur l'Amérique, sur l'Afrique et sur les Indes. Rêve éblouissant, qui dura peu! Isabelle mourut après dix-huit mois de mariage; et son fils Michel, héritier de la même fortune, ne lui survécut que deux ans. Jeanne la Folle, sa sœur, succéda à ses droits. Que de choses changées dans le monde par ce seul événement!

Emmanuel n'en demeura pas moins l'allié de la Castille; car il épousa l'infante Marie, sœur d'Isabelle; et, lorsque après dix-sept ans de mariage, elle mourut, en 1517, c'est encore une princesse espagnole qu'il choisit pour sa troisième femme: Eléonore, sœur de Charles-Quint, et qui, plus tard, épousa François I.

Et, n'était-ce pas là en effet l'inévitable politique du Portugal? L'Espagne s'était alors élevée au plus haut degré de puissance. Tranquille au dedans, prépondérante au dehors, elle semblait même en état d'aspirer à la monarchie universelle. Qu'aurait pu faire Emmanuel contre les souverains d'un tel empire? Il ne lui restait qu'à s'unir à eux, pour empêcher qu'ils n'entreprissent quelque jour de compléter l'unité de la péninsule par la soumission de tous les rivages de l'Atlantique. Le difficile en cela c'était encore de concilier avec cette étroite union la dignité de l'indépendance; c'était de paraître allié et non vassal. Emmanuel sut toujours garder cette juste mesure. Chaque fois que Ferdinand, son beau-père, es-

saya de l'entraîner dans les guerres d'équilibre qui bouleversaient alors toute l'Europe occidentale, il réussit à lui refuser son assistance sans l'irriter ; et, lorsque Ferdinand eut fait place au puissant Charles-Quint, le roi de Portugal persista dans cet habile système de neutralité. C'est pour lui un titre à l'estime de la postérité.

Cependant lorsqu'un jour, Venise, menacée par les Turcs, se trouva hors d'état de leur résister et s'adressa à lui, il lui envoya aussitôt trente vaisseaux, et eut ainsi l'honneur de sauver en Europe la puissance qu'il ruinait en Asie.

Nous avons souvent remarqué l'intime accord des princes et du tiers état portugais. Cet accord, également avantageux aux deux alliés, se maintint aussi longtemps que les rois ne furent pas assurés de l'emporter sur les seigneurs. Mais, du jour où ils cessèrent de les redouter, ils s'empressèrent d'abjurer leur vieille politique. Le peuple n'était pour eux qu'un instrument de despotisme. Dès qu'ils eurent vaincu, grâce à lui, le moyen âge, ils ne voulurent l'avoir ni pour maître, ni pour associé, et ils profitèrent seuls de la victoire commune.

D'ailleurs, frère du duc de Viseu et chef de l'aristocratie, Emmanuel, n'apportait pas sur le trône les mêmes préventions que ses prédécesseurs. Il commença par rappeler tous les bannis, par ajouter de nouveaux priviléges à ceux que possédaient les nobles, et depuis lors il n'hésita jamais à confier aux plus grands seigneurs les charges les plus importantes.

Si regrettable que fût cet abandon du tiers état, et, par suite, la suppression presque complète des cortès, si souvent réunies par Jean II, il faut bien convenir qu'Emmanuel n'eut pas à se repentir de la faveur qu'il accordait à la noblesse. Non-seulement elle fut docile, non-seulement elle devint pour son trône une magnifique auréole, mais elle contribua puissamment à l'illustration de son règne. Les noms de Pacheco, d'Albuquerque, d'Almeida, de Menezès brillent au premier rang dans la noblesse comme dans l'histoire du Portugal. Aussi l'anoblissement continua-t-il d'être l'une des plus belles récompenses réservées aux grands services,

Vasco de Gama, devenu don Vasco et comte, en est une preuve éclatante.

Emmanuel fut moins heureux avec son clergé, dont il ne voulait cependant réprimer que la déplorable dissolution. Comme tous ses efforts demeuraient inutiles, il prit le parti de s'adresser au pape Léon X (1514); et, sous prétexte d'une pompeuse ambassade qui lui raconterait les merveilleux exploits des Portugais en Orient, il sollicita de lui trois faveurs : 1° la convocation d'un concile pour la réforme de l'Église; pensée curieuse au moment où Luther et Zwingle vont l'entreprendre contre l'Église; 2° une coalition de tous les princes chrétiens contre les Ottomans, si redoutables alors sous la conduite de Sélim I; 3° la permission de prendre au clergé portugais le tiers de ses revenus, pour la continuation de la guerre d'Afrique. Léon X, charmé des magnifiques présents qu'il venait de recevoir, souscrivit à la première et à la troisième demande. Il ajourna la seconde; il savait bien que le temps des croisades était passé.

La réponse de Léon X était à peine publiée, que le clergé portugais ne craignit pas de s'élever et contre elle et contre le prince qui l'avait sollicitée. Attaquer sa conduite, lui semblait une impiété, attenter à ses immunités, même pour une guerre sainte, une usurpation. Il connaissait bien son pouvoir sur un peuple fanatique et ignorant. L'horrible massacre des juifs, en 1506, ne lui permettait pas d'en douter. Il refusa donc d'obéir; et le tout-puissant Emmanuel fut réduit à retrancher les deux tiers de la taxe qu'il avait obtenue. Quant à la réforme des mœurs, il n'en fut pas même question. Emmanuel sut d'ailleurs distinguer ses querelles avec son clergé du grand intérêt de l'Église catholique; car il fut un des premiers à protester contre les nouvelles doctrines, et l'on a même de lui une longue lettre adressée à Frédéric le Sage, électeur de Saxe, où il le supplie de se défaire de Luther, comme d'une peste publique.

Ces résistances du clergé troublèrent seules la profonde tranquillité d'Emmanuel. Il lui fut donc loisible de travailler sans relâche à la grandeur et à la prospérité de ses États. Non content de mener de front toutes les affaires de son vaste

empire, de surveiller l'administration, d'unir en un seul code les lois éparses de tous ses prédécesseurs, de régler le premier l'assistance due aux indigents[1], il eut encore quelque temps à donner aux lettres et aux arts, et la renaissance continua sous lui ses heureux progrès. C'est de son règne que datent le couvent de Belem, le monastère de Thomar, l'hôpital de la Miséricorde, la cathédrale d'Elvas, Notre-Dame de la Conception, et tant d'autres monuments religieux et civils, où l'on reconnaît l'influence du génie italien transplanté de l'Italie dans tout l'Occident. C'est aussi sous Emmanuel que naquit peut-être Camoëns, le poëte en qui se résume toute la gloire littéraire du Portugal.

Mort d'Emmanuel; coup d'œil sur le règne de ce prince.

Il est pénible de dire que l'ennui et le dégoût parvinrent à s'introduire dans l'âme d'Emmanuel, à travers tant de grandeurs et d'apparentes félicités. Et cependant il est à peu près certain qu'il éprouva l'envie d'abdiquer, en 1517. La joie indiscrète que don Juan, son fils, et ses jeunes courtisans laissèrent éclater à cette occasion, le détourna de ce dessein; mais en ajoutant un nouveau chagrin à ceux qui l'accablaient déjà. Il ne vit plus don Juan qu'avec peine, et lui préféra ouvertement don Louis, son frère, sans pouvoir rien faire pour lui marquer son amour.

Enfin, en 1521, tandis que la peste désolait le royaume, il se sentit tout à coup atteint d'une fièvre violente. Il prévit aussitôt l'issue de sa maladie. Il ne songea dès lors qu'à bien mourir, et, le 13 décembre, il expira sans douleur, au milieu des plus glorieux témoignages de l'affliction publique. Il était âgé de cinquante-deux ans, et il en avait régné vingt-six.

Il a été donné à bien peu de nations de présenter un spectable comparable à celui qu'offrait le Portugal lorsque Emmanuel mourut. Du sein d'un petit peuple jusqu'alors obscur, ou du moins inconnu à l'univers presque entier, s'élancent quelques navigateurs intrépides; et voilà que, pour prix de leur

1. Il établit un impôt de 1 pour 100 sur tous les revenus royaux pour cette œuvre sainte.

audace, nous admirons bientôt l'Afrique reconnue, les Indes rattachées à l'Europe, une partie de l'Amérique découverte, l'Océanie entamée, les routes de l'Orient changées, l'Italie ruinée et Lisbonne devenue la capitale du commerce universel, tandis que le christianisme, sortant aussi de ses limites, marche du même pas que les Portugais à la conquête du monde. Jamais peut-être n'éclata plus glorieusement la puissance du génie et du courage; car jamais semblables résultats ne furent acquis en un si court espace de temps, ni avec de si faibles moyens. C'est le triomphe de l'héroïsme. Aussi, durant toute cette période, l'histoire du Portugal ressemble-t-elle à une épopée plutôt qu'à un récit véritable. Et c'est ce que comprit Camoëns, chantre éloquent de toutes ces grandeurs. Il raconte plutôt qu'il n'invente. La poésie même se sent impuissante à dépasser ici par ses créations la simple réalité des choses.

CHAPITRE XI.

RÈGNE DE JEAN III (1521-1557).

JEAN III; L'INQUISITION ET LES JÉSUITES. — ABANDON DE PLUSIEURS PLACES AU NORD DE L'AFRIQUE (1549); IMPORTANCE CROISSANTE DU BRÉSIL. — PROSPÉRITÉ DU COMMERCE DES INDES; SPLENDEUR DE LISBONNE EN 1521; GERMES DE DÉCADENCE. — VASCO DE GAMA ENVOYÉ AUX INDES (1524); SES SUCCÈS; SA MORT. — GOUVERNEMENT DE MENEZÈS, DE SAMPAYO ET DE NUNO. — CAUSES DE LA RAPIDE DÉCADENCE DE LA DOMINATION PORTUGAISE EN ASIE. — JEAN DE CASTRO RELÈVE LA PUISSANCE DES PORTUGAIS (1545-1548). — RÉFORME DE L'ADMINISTRATION; SAINT FRANÇOIS XAVIER; SIÉGE DE DIU; MORT DE JEAN DE CASTRO (1548). — DÉCADENCE DE LA PUISSANCE PORTUGAISE AUX INDES; MORT DE JEAN III.

Jean III; l'inquisition et les jésuites.

Jean III n'avait que dix-neuf ans lorsque la mort d'Emmanuel l'appela au gouvernement de l'empire portugais; mais le soin qu'avait eu son père de l'admettre au conseil, dès

l'âge de dix ans, et de veiller incessamment sur son éducation, l'avait bien préparé aux difficultés d'une puissance prématurée, et il se montra digne de son rang.

Comme ses ministres lui proposaient l'établissement d'une nouvelle taxe : « Voyons d'abord, leur dit-il, si elle est nécessaire. » Et, lorsqu'ils lui en eurent prouvé la nécessité : « Voyons maintenant si nous ne pourrions retrancher quelques dépenses. » Et aussitôt il diminua le faste de son propre palais.

Il refusa ensuite de souscrire à un traité que Charles-Quint lui faisait présenter, pour l'extradition mutuelle des réfugiés : « Où donc mes sujets, objecta-t-il à l'ambassadeur qui insistait, pourraient-ils attendre que je leur pardonne? ». Jean III ne se contentait pas de ces belles paroles : il y conformait ses actions, et tout son règne atteste son zèle et sa bonté. Aussi eut-il l'amour de ses peuples. Lorsqu'il mourut, la douleur ne fut pas moindre qu'à la mort d'Emmanuel, quoiqu'il fût certainement bien inférieur à ce grand prince.

Heureux seulement si, en suivant les traces de son père, il eût su, comme lui, se tenir en garde contre le fanatisme et se renfermer dans les justes limites de la piété! mais il s'abandonna à son zèle; et, tandis qu'il ne songeait qu'à préserver son pays de la corruption et de l'hérésie, il en prépara l'irrémédiable décadence par l'introduction de l'inquisition espagnole. L'accomplissement de ce dessein fut longtemps arrêté par la vive opposition qu'il rencontra; mais un horrible tremblement de terre ébranla tout le royaume, ruina plusieurs villes, engloutit près de trente mille personnes et lança le Tage hors de ses rives. La douleur publique fut habilement exploitée et pour désarmer ce qu'on appelait la juste colère du ciel, on se hâta d'organiser le tribunal qui poursuivrait incessamment l'impiété?

S'il en faut croire certains écrivains, un incident étrange hâta cette organisation. Un légat de Clément VII arriva à Lisbonne (1531); et, comme le roi s'étonnait de n'en pas avoir été prévenu, il lui fut répondu, que telle était l'importance de cette mission, que le pape n'avait pu prendre sur lui de

la différer, et qu'il l'avait confiée à un légat *a latere*. Jean III se rendit; et, charmé de la lettre que lui adressait le saint-père, il autorisa aussitôt le légat à suivre toutes les instructions que contenaient les bulles pontificales relativement à l'inquisition.

Le nouveau tribunal à peine établi les délations arrivèrent aussitôt en foule, et les bûchers se dressèrent contre les juifs, contre les musulmans, contre les sorciers, pendant que le légat parcourait le royaume, accueilli partout avec un profond respect. Mais un jour qu'il s'approcha trop des frontières de la Castille, un banquier de Séville, auquel il avait emprunté une somme considérable qu'il refusait de payer, s'élança tout à coup sur lui avec cinquante hommes bien armés, battit les inquisiteurs qui formaient sa suite, et le conduisit prisonnier à Madrid. Le procès, qui survint à ce propos, découvrit que le légat *a latere* de Clément VII, n'était autre qu'un misérable Castillan, nommé Saavedra, qui, n'ayant longtemps subsisté que du produit de ses faux, s'était avisé de contrefaire une bulle pontificale. Rien n'y manquait, ni le sceau, ni les formules ordinaires, ni la signature, ni la boîte officielle. Le prétendu légat fut condamné au fouet et à dix ans de galères.

Telle est la tradition la plus répandue sur l'origine de l'inquisition en Portugal. Nous ne l'aurions point rapportée, si elle ne se trouvait dans une foule d'écrits qui ne lui ont pu cependant donner les caractères de la certitude.

Après l'inquisition, régulièrement instituée en 1531, vinrent les jésuites. A peine le pape Paul III avait-il organisé cette trop célèbre compagnie (1540), que Jean III sollicita l'envoi de deux révérends pères. Paul III lui adressa aussitôt Rodrigue de Azevedo et François Xavier. Séduit par l'incontestable vertu de ces deux religieux, le pieux roi les établit auprès de lui, et, lorsque l'héroïque François Xavier quitta Lisbonne, pour entreprendre la conquête religieuse des Indes, Azevedo obtint aisément l'admission de dix autres jésuites, puis l'érection d'un collége à Coïmbre, avec une dotation magnifique. Il n'y eut plus dès lors qu'à laisser faire au temps, et, avant que dix années fussent écoulées, les jésuites possé-

daient d'immenses richesses en Portugal, s'y attribuaient le monopole de l'éducation, et y dominaient évêques et gouvernement. Il est même probable que Jean III s'affilia à la compagnie et prononça des vœux; car ces rapides accroissements ne lui inspirèrent que de la joie.

Ce zèle du roi ne put cependant valoir à son frère, au cardinal infant don Henri, la tiare romaine qu'il sollicita à la mort de Paul III (1550). En vain prodigua-t-il les présents; en vain les cardinaux montrèrent-ils les dispositions les plus favorables; en vain Charles V et Henri II lui promirent-ils en secret leur assentiment; Jules III l'emporta; et, de tous ses sacrifices, Jean ne retira que l'occasion de faire éclater sa pieuse résignation : il fut le premier à féliciter Jules III.

Abandon de plusieurs places au nord de l'Afrique (1549); importance croissante du Brésil.

Sous Jean III, comme sous Emmanuel, l'histoire du Portugal est bien moins dans le Portugal même que dans les vastes colonies qui en relèvent. Il se contenta, en Europe, d'entretenir les relations les plus amicales avec tous les États, surtout avec la cour de Madrid, dont la puissance croissait avec une si redoutable rapidité. Il le prouva en épousant l'infante Catherine, sœur de Charles-Quint, qui, lui-même, lui demanda sa sœur Isabelle (1524-1526). Plus tard, en 1543, l'infant don Philippe, fils de Charles V, prit aussi pour femme dona Maria, sa fille. C'est de ce mariage que naquit le malheureux don Carlos, victime de son propre père.

Nous avons vu par combien de sacrifices et de sang les Portugais avaient fondé leur domination sur quelques points des rivages de l'Afrique septentrionale, et certes ils avaient eu raison alors de ne se pas rebuter. Outre qu'ils y trouvaient une admirable école de guerre et d'héroïsme, il était trop nécessaire de mettre leur marine naissante à l'abri des pirateries musulmanes. Mais, depuis que les Indes réclamaient tous leurs efforts, depuis surtout que leur pavillon flottait souverainement sur toutes les mers de l'Orient, ces petites

possessions d'Afrique autour desquelles il fallait lutter incessamment, et qui ne rapportaient jamais rien, n'avaient-elles pas perdu de leur valeur? Jean III le pensa, et, selon nous, à si bon droit qu'il n'eût même pas dû attendre si longtemps pour se décider. En abandonnant Alcazar, Arzila, Saff et Azamor (1549), pour se concentrer dans les fortes villes de Ceuta, de Tanger et de Tétouan, il ne fit que diminuer ses embarras et se délivrer d'une guerre importune, sans que la piraterie osât pour cela se relever. Quelques places sur le rivage suffisaient bien pour cette répression. La conquête du Maroc, eût-elle été possible, importait peu aux dominateurs de l'Hindoustan.

Si les Portugais du XVIe siècle ne comprirent pas cette politique, et s'ils reprochèrent à Jean III cet abandon volontaire, il n'y a pas lieu non plus de s'en étonner. Toutes ces possessions d'Afrique n'étaient-elles pas un glorieux trophée de la valeur et de la foi portugaises? Quelque onéreuses qu'elles pussent être, y renoncer dut leur paraître aussi pénible qu'impie. Mais la politique doit s'élever au-dessus de ces considérations passagères et de ces préjugés nationaux. Ainsi arriva-t-il en France, dix ans après, lorsque le roi Henri II retira ses armées de l'Italie. La nation française, habituée, depuis plus de soixante années, à considérer ce pays comme le principal théâtre de sa gloire, se crut trahie, déshonorée; et cependant Henri II avait raison contre elle. Ce n'était pas au delà des Alpes, mais au nord, mais sur les bords du Rhin, qu'était l'avenir de notre pays. Henri II ne faisait qu'abandonner une tradition funeste et quitter la fausse route pour rentrer dans la politique naturelle de la France.

Il n'en fut pas de même du Brésil, dont Emmanuel le Fortuné avait paru dédaigner la possession. Quelques malfaiteurs et un assez grand nombre de femmes perdues que l'on y déportait chaque année, tels étaient encore les seuls éléments de population européenne que renfermât ce beau pays, lorsque Jean III entreprit de le coloniser pour balancer un peu l'influence espagnole en Amérique.

C'est en 1549 seulement que le nombre des habitants européens parut assez considérable pour qu'on donnât au

Brésil un gouverneur. Ce fut Thomas de Souza, auquel Jean III adjoignit quelques jésuites. Il désirait que la conquête spirituelle marchât du même pas que l'occupation matérielle.

Le premier soin de Souza fut de choisir l'emplacement d'une ville, et l'on ne peut lui reprocher d'y avoir mal réussi en s'arrêtant à la baie de tous les Saints, où il fonda San-Salvador. A peine y était-il établi que, considérant déjà tout cet immense pays comme une possession assurée, il imagina de le subdiviser en capitaineries, parmi lesquelles celles de Fernambouc, de Porto-Seguro, de Saint-Vincent, d'Itamaraca et d'Illeos. Toutes ces capitales durent à leur excellente situation une prompte prospérité.

Cependant les nombreuses tribus sur le territoire desquelles les Portugais venaient ainsi s'établir en souverains, ne se montraient pas disposées à accepter si vite leur domination. Quoique ennemies les unes des autres elles nourrissaient toutes une haine commune contre les Européens. Ne savaient-elles pas à quels traitements les Espagnols soumettaient tous les Indiens de l'Ouest? Et pouvaient-elles avoir une idée plus avantageuse des Portugais, lorsqu'elles n'en avaient encore vu que le rebut? Elles les croyaient tous semblables à ceux qu'elles connaissaient et elles en avaient horreur. Triste et incurable habitude des nations conquérantes de ne coloniser les pays vaincus qu'avec ce qu'elles renferment elles-mêmes de plus impur, de soulever ainsi l'opinion, et de fonder une société nouvelle avec ce qui décompose les sociétés les mieux établies!

Les soldats de Souza luttèrent en vain contre cette malveillance des naturels. C'est aux missionnaires jésuites qu'appartient l'honneur d'en avoir enfin triomphé. Infatigables pionniers du catholicisme, ils pénétraient sans crainte parmi les sauvages irrités, leur annonçaient la bonne nouvelle, les détachaient peu à peu de leurs idoles, et, par le spectacle de leurs vertus, leur apprenaient que tous les Européens n'étaient pas haïssables. Telle est la vraie, l'incontestable gloire des jésuites : celle qu'ils acquirent dans leurs missions lointaines.

Les armes du gouverneur et surtout la parole des missionnaires établissaient solidement la domination portugaise au Brésil, lorsqu'en 1555 quelques Français relâchèrent à la baie de Solis. C'étaient des huguenots, qui, guidés par le capitaine Ville-Gagnot, ne venaient demander à l'Amérique que la liberté de prier Dieu suivant leur conscience. Ils ne l'obtinrent pas, et, retrouvant sur les rivages déserts du Brésil toutes les violences du fanatisme qui ensanglantait l'Europe, ils eurent aussitôt à y défendre les modestes cabanes qu'ils s'étaient élevées à la hâte. Vaincus après une admirable résistance, ils furent dispersés par le nouveau gouverneur, Menda Sâ, et, quelques années plus tard, il ne restait plus trace de leur entreprise. Afin d'en mieux prévenir le retour, leurs vainqueurs construisirent une nouvelle citadelle, et c'est de cette citadelle qu'est née Rio-Janeiro. On voit par là si nos marins avaient bien choisi leur station. Malgré ces rapides progrès, le Brésil ne fut longtemps encore aux yeux des Portugais qu'une possession très-secondaire. Ils n'en connaissaient que la fertilité. Ils ignoraient qu'il n'était pas moins fécond en minéraux précieux que ce Mexique et ce Pérou d'où l'Espagne tirait alors tant de trésors et de puissance.

Prospérité du commerce des Indes, splendeur de Lisbonne en 1521 ; germe de décadence.

Ce fut donc vers l'Asie que Jean III, aussi bien que Jean II et Emmanuel, dirigea presque exclusivement ses regards; et chaque jour, en effet, ces belles contrées versaient de plus riches trésors sur le Portugal. C'est que les vastes plans d'Albuquerque et d'Almeida étaient maintenant réalisés; c'est que le commerce de l'Orient ne suivait plus d'autre chemin que le cap de Bonne-Espérance; c'est que Lisbonne était décidément l'heureux entrepôt où tous les autres peuples en venaient chercher les productions. Des chiffres diront mieux la splendeur de cette ville à cette époque. Accrue de deux villes neuves et de plusieurs beaux quartiers, décorée de monuments somptueux, Lisbonne avait peine à contenir dans son port les innombrables navires qui y affluaient de

toutes parts, et l'on y vit souvent les affaires d'un seul jour s'élever à la valeur de sept cent mille cruzades. « Qui n'a pas vu Lisbonne, dit un proverbe du temps, n'a rien vu de beau. » Dans une ballade allemande un seigneur exprime le désir de voir la plus belle ville de l'Europe. En regardant le miroir magique, qu'y voit-il aussitôt? *Lisbonne la grande*.

Et cependant, dès l'époque même où Jean III parvint au trône, les vice-rois des Indes n'avaient pas trop de toute leur énergie, de tous leurs soins pour maintenir tant de peuples dans l'obéissance du Portugal. C'était alors le brave Édouard Menezès, qui exerçait cette grande dignité, depuis le rappel de Sigueira. A peine avait-il mis le pied sur le rivage de l'Hindoustan qu'il y apprit qu'Ormuz venait de donner le signal de la révolte en massacrant tous les Portugais qui se trouvaient dans le royaume; et que, de là, l'insurrection se répandait déjà sur les Moluques, sur l'île de Ceylan, sur Malacca, de sorte que l'empire d'Albuquerque semblait à la veille d'une dissolution complète. Menezès triompha de tous ces dangers, et tel fut même l'éclat de sa victoire que le roi d'Aden s'empressa de prévenir ses attaques par l'offre d'un tribut considérable. Mais, si glorieux que fussent ces succès, ils ne purent dissiper les tristes appréhensions de Jean III. Ému des plaintes qui lui arrivaient incessamment de l'Asie, et tourmenté par les continuels progrès de la haine qu'elles témoignaient, il prit la ferme résolution de couper court au mal, et d'en arracher les racines par une impitoyable suppression des abus. Lorsqu'il chercha autour de lui un homme capable d'accomplir ce beau projet, il ne crut pouvoir mieux faire que de choisir Vasco de Gama.

Vasco de Gama envoyé aux Indes (1524); ses succès; sa mort.

C'était d'ailleurs la réparation d'une grande injustice (1524); car, depuis le moment où Gama avait rapporté à Lisbonne la grande nouvelle de l'Afrique doublée, de l'Océan parcouru, des Indes découvertes, il avait, il est vrai, vécu dans les honneurs, mais on ne lui avait permis de se montrer qu'une fois à l'Asie, et son titre d'amiral n'avait été pour lui qu'une dé-

coration stérile. Maintenant la nécessité ramenait à lui. On comptait sur sa fermeté, sur sa modération, sur sa probité. Lui seul semblait en état de raffermir ce qu'il avait créé.

Aussi, lorsque l'on sut qu'il était au moment de partir avec le titre de vice-roi, quatorze vaisseaux, et quelques lieutenants dignes de lui, les espérances et les vœux de tous ses concitoyens l'accompagnèrent jusqu'au rivage. Tous s'attendaient au récit prochain de quelques grands exploits, et les beaux temps d'Albuquerque allaient revenir.

Embarqué le 9 avril, Vasco de Gama se retrouva trois mois après devant les rivages qu'il avait révélés à l'Europe. Tout à coup une terrible secousse ébranla son vaisseau, sans que rien annonçât la tempête : ses compagnons consternés s'interrogeaient avec effroi sur ce soudain bouleversement des flots. « Que craignez-vous, leur dit-il, c'est l'Océan qui tremble devant nous. » Et, comme s'il eût dit vrai, l'Océan s'apaisa presque aussitôt.

Dès lors Vasco de Gama ne perdit pas un instant pour réaliser les grandes espérances de son pays. L'on put estimer par lui combien importait le bon choix des vice-rois. A peine est-il arrivé que l'administration se réforme, que les exactions s'arrêtent, que les Indiens reviennent à de meilleures dispositions. Énergie et modération étaient sa règle invariable.

Mais, au moment même où l'empire portugais recouvrait ainsi sa vigueur, le grand homme qui réussissait à le relever voyait approcher sa propre fin. Après avoir visité les merveilles de la naissante Goa et admiré le génie d'Albuquerque, il venait d'arriver à Cochin et se disposait à gagner Calicut, lorsque ses infirmités lui revinrent. Il chargea don Jérôme de Souza d'aller croiser devant Calicut, et mourut, le 25 décembre 1524, au milieu des vastes travaux que lui imposait sa mission. Heureux le Portugal si Vasco de Gama eût pu vivre quelques années encore, et consolider plus fortement son œuvre déjà chancelante! Pour lui, chargé d'ans et d'honneurs, que pouvait-il désormais ajouter à sa gloire? Son nom figure parmi les plus grands, et ce nom personnifie l'illustration de tout un peuple.

Ses funérailles furent célébrées à Cochin. Il fut ensuite transporté en Portugal, au couvent de Notre-Dame des Reliques, pour lequel il avait une dévotion particulière, et dans lequel on l'inhuma avec tous les honneurs réservés jusqu'alors aux princes du sang. Jean III ressentait pour Vasco de Gama une admiration profonde, et il ne voulut rien négliger pour protester devant son siècle et devant la postérité contre l'inqualifiable ingratitude dont il avait été si longtemps l'objet.

Gouvernement de Menezès, de Sampayo et de Nuno.

Parmi les chefs que Vasco de Gama avait choisis lui-même pour l'accompagner dans les Indes et qui s'y étaient le plus signalés, figurait Henri de Menezès, à qui Jean III avait remis d'avance le brevet de vice-roi. Nul ne s'en montra plus digne, puisqu'une seule année lui suffit pour réprimer les pirateries qui infestaient depuis quelque temps toutes les mers des Indes; pour ruiner la petite ville de Coulite, rempart de Calicut; pour réduire le zamorin lui-même à traiter et pour le punir ensuite de sa perfidie; pour rattacher à son empire l'archipel des Moluques, malgré les réclamations menaçantes du puissant Charles-Quint; pour réunir enfin tous les éléments d'une grande expédition dont le secret est mort avec lui. Non moins redoutable aux mauvais Européens qu'aux Hindous rebelles, Menezès s'appliquait, en même temps, d'après l'exemple de Gama et d'Albuquerque, à rétablir dans l'Hindoustan le règne de la justice et de la probité : car il savait que ces vertus y seraient toujours le plus solide fondement de la domination portugaise, et que les plus beaux triomphes de la force ne s'y maintiendraient qu'à ce prix. La mort ne respecta pas non plus cet illustre jeune homme. Agé de vingt-neuf ans, il succomba aux suites d'une blessure reçue devant Calicut.

A peine Henri avait-il expiré que, dominés par la crainte de laisser, même un seul jour, l'Orient sans chef, ses principaux officiers s'empressèrent d'ouvrir les lettres closes de Jean III. Ils y lurent en première ligne le nom de Pèdre Mascarenhas. Mais ce brave capitaine était alors occupé aux

extrémités de l'Asie orientale, devant Malacca, et l'on confia l'*intérim* à Lopez Vaz de Sampayo dont le nom suivait immédiatement celui de Mascarenhas. Sampayo jura de ne pas retenir le pouvoir au delà des limites prescrites.

Serment inutile. Lorsque Pèdre Mascarenhas, vainqueur du puissant roi de Bentam, vint réclamer son titre, Sampayo refusa de lui remettre l'autorité, et, comme il osait insister, il le fit jeter en prison. Cette scandaleuse usurpation n'eut pas lieu sans de sanglantes querelles, à la grande joie des Hindous, qui voyaient leurs tyrans se déchirer eux-mêmes. Afin d'y mettre un terme, le digne Mascarenhas résolut de sacrifier ses droits aux intérêts de sa patrie. Il se laissa condamner par les amis de Sampayo et repartit pour le Portugal.

L'on ne peut d'ailleurs nier que l'usurpateur ne déployât beaucoup de talent et d'activité. Les citadelles d'Ormuz, de Chaul et de Cananor agrandies; Goa entourée de fortes murailles; les flottes du zamorin et de Diu détruites; Perka brûlée, et le puissant Bahdour, la terreur de l'Asie, réduit à solliciter la paix sont des témoignages éclatants de son mérite. Mais rappelons-nous, en même temps, par quels moyens il atteignit ces résultats; et, en songeant aux Moluques indignement dévastées; au roi de Tidor empoisonné, après un traité d'alliance; à Raez Achmet tombant sous la main du vice-roi lui-même, reconnaissons que tous ces succès étaient bien plus propres à ébranler qu'à raffermir la domination des Portugais en Orient. Ils perdaient par la haine cent fois plus qu'ils ne gagnaient par leurs crimes.

La cour de Lisbonne, qui n'avait pas osé frapper Sampayo d'une révocation méritée, prouva du moins combien elle improuvait sa politique, en transférant la vice-royauté à Nuno da Cunha. Fils de l'illustre Tristam da Cunha, Nuno s'était toujours montré digne de sa naissance, soit en Afrique, soit aux Indes. C'est d'Almeida qu'il avait appris la guerre; c'est Alphonse Albuquerque qui l'avait armé chevalier. Il semblait donc prédestiné à la haute mission que Jean III lui confiait maintenant. Cependant personne ne voulait croire que l'orgueilleux Sampayo consentirait à lui transmettre l'autorité.

Sampayo trompa l'attente universelle par la promptitude de son obéissance.

La destruction de Monbaça, que Nuno da Cunha avait ruinée sur sa route, en punition de ses pirateries, avait indiqué d'avance aux Hindous ce qu'il saurait faire. Il le leur apprit bien mieux encore par les nombreux succès qu'il obtint sur eux-mêmes. Aussi les rois d'Aden et de Panane s'engagèrent-ils de nouveau à payer tribut, tandis que l'occupation de Salsète, de Gogo, de Bacaïm, lui livrait tous les rivages du nord-ouest, et qu'une nouvelle défaite du zamorin complétait la soumission du Malabar. Partout l'empire portugais se ranimait sous la main habile du nouveau vice-roi.

Laissant à ses officiers l'honneur de diriger les expéditions secondaires, Nuno da Cunha portait ses regards vers la côte de Guzzerat, vers les embouchures de l'Indus. Là s'élevait, au milieu d'une petite île, l'opulente cité de Diu, que les Européens convoitaient depuis leur arrivée aux Indes; là régnait le puissant Bahdour, que les Indiens redoutaient à l'égal des Européens. L'attaquer et le vaincre, ce ne serait pas seulement conquérir l'une des plus belles positions de l'Orient; ce serait aussi renouveler la gloire des Portugais et raffermir leur domination par le lointain retentissement qu'aurait certainement une telle chute.

Henri de Menezès et Sampayo avaient déjà conçu ce dessein, que leur successeur, plus hardi, résolut d'exécuter. C'est en 1531 qu'il mit à la voile, avec les forces les plus considérables que les Portugais eussent jamais réunies en Orient, et, quelques jours après, il paraissait devant les murs de Diu. A la vue d'un si puissant armement, Bahdour se rappela le sort de Calicut, d'Ormuz, de Malacca, et il ne tenta même pas de résister. Il se soumit à toutes les volontés de Nuno, et aussitôt une forteresse s'éleva aux portes de sa capitale, en signe d'obéissance. Badhour fit plus; il s'unit intimement aux Portugais, et c'est avec leur secours qu'il repoussa bientôt de ses États l'invasion des Mongols. Mais, à peine le vice-roi avait-il levé l'ancre, que Badhour, oubliant ses protestations et ses promesses, songea, dit-on, à reprendre tout ce qu'il avait accordé. Nuno, informé à temps,

se hâta d'accourir au secours du gouverneur, Antonio da Silveira; vainquit les Hindous, et ne s'arrêta qu'après avoir renversé complétement la puissance si vantée de Bahdour, qui périt lui-même d'un coup de lance.

Cette grande conquête, dont la renommée remplit toute l'Asie, venait de rendre aux armes portugaises leur force et leur prestige, lorsqu'un nouvel ennemi, et bien plus redoutable que tous ceux qu'ils avaient eus à combattre jusqu'alors, s'éleva contre eux. C'était le sultan des Turcs ottomans, Soliman le Magnifique, qui, maître de l'Égypte, de l'Asie Antérieure et de tous les rivages de l'Afrique septentrionale, ne pouvait consentir à laisser aux Portugais la tranquille jouissance du commerce de l'Orient. Il ordonna donc à ses pachas de construire une flotte assez considérable pour recevoir douze mille janissaires, seize mille hommes d'autres troupes, une nombreuse artillerie, et il en confia la conduite à Soliman Pacha, gouverneur d'Égypte. Soliman se présenta aux Hindous comme un libérateur, unit ses forces aux leurs, et se dirigea contre Diu. Mais Silveira, qui y commandait une faible garnison, ne se laissa pas intimider par les plus terribles menaces, et, tout en appelant les secours du vice-roi, il réussit à rendre inutiles les efforts désespérés des assiégeants. Il n'y a pas dans toute l'histoire des Indes portugaises de plus beau fait d'armes que cette défense. Les musulmans, étonnés d'une résistance aussi opiniâtre, n'attendirent même pas l'arrivée du vice-roi. Silveira eut la joie de les voir se retirer devant le petit bataillon de héros qu'il dirigeait.

Le vice-roi, qui s'avançait alors vers Diu, n'était pas Nuno da Cunha; car, au moment même où le messager de Silveira entrait dans Goa, il recevait l'ordre de remettre le pouvoir à Garcia de Naronha et de venir à Lisbonne justifier sa conduite. Tel était le prix de dix ans de travaux et de gloire (1538)! Nuno sentit, en obéissant, que la douleur ne lui permettrait pas d'achever son voyage, et, en effet, il expira au moment de doubler le cap de Bonne-Espérance; la mer fut son tombeau. « La terre, disait-il en mourant, ne veut pas de moi; elle a si mal reconnu mes services que je ne dois pas lui laisser mes

os. » Ce puissant vice-roi des Indes était pauvre. Sa pauvreté fut sa justification.

L'Inde portugaise avait donc recouvré sa force entre les mains de Nuno da Cunha. Elle la reperdit après lui, sous l'administration de Naronha et d'Estevan de Gama. L'échec que ce dernier éprouva devant Suez, en ranimant les espérances des musulmans, détruisit tout l'effet qu'avaient produit la soumission et la défense de Diu. En vain Alphonse de Souza essaya-t-il ensuite de faire revivre les anciens temps; il eut même peine à soutenir la grande réputation que lui avaient valu les exploits de sa jeunesse, et les succès honorables qu'il obtint sur plusieurs points, s'effacèrent tout à fait devant la sanglante bataille de Tébilicare. C'est que des circonstances, plus fortes que lui, entraînaient dès lors les colonies portugaises vers une décadence presque inévitable. Il le sentit lui-même, et, après trois années seulement de puissance et de luttes, il aspira au repos.

Causes de la rapide décadence de la domination portugaise en Asie.

Lorsque Alphonse de Souza quitta les Indes, les bornes de la domination portugaise n'avaient cependant jamais été plus reculées. De Lisbonne au cap de Bonne-Espérance, du cap de Bonne-Espérance à l'Hindoustan, de l'Hindoustan à Malacca, il n'était pas de position importante, pas de villes célèbres, pas d'île fertile, que les vice-rois portugais n'eussent visitées, qu'ils n'eussent acquises, qu'ils n'eussent conservées. Et, par delà ces limites, ils soumettaient encore les Moluques, dans l'Océanie; ils élevaient Macao, aux portes de la Chine, et entraient en relation avec le Japon[1]. Quarante-sept années avaient suffi pour fonder un si vaste empire, pour porter si haut la gloire portugaise, pour mêler ainsi l'Orient et l'Occident, pour révolutionner si profondément tout le commerce

1. Chassés de la Chine, les Portugais obtinrent d'y rentrer, et de faire le commerce avec le port de Sanciam. Lorsqu'ils eurent ensuite vaincu les pirates de Macao, l'empereur leur en fit don, et ils y fondèrent une ville puissante. Ils ne pouvaient dès lors tarder à entrer en relation avec le Japon. Ils y trouvèrent de merveilleuses richesses. On évalue à quatorze ou à quinze millions de francs la valeur des métaux qu'ils en tirèrent chaque année.

du monde. Malgré tout cela, il était déjà manifeste que l'heure de la décadence était venue : l'édifice, dont Gama et Albuquerque avaient posé si récemment les glorieux fondements, menaçait ruine avant même que leurs successeurs eussent fini de l'élever.

Aussi bien les causes de cette rapide décadence ne sont-elles que trop nombreuses : le manque d'une proportion suffisante entre ces immenses colonies et leur métropole; leur éloignement excessif qui excluait la promptitude du secours et la surveillance ; leur trop grande extension qui empêchait l'unité de commandement; le choix souvent mauvais des gouverneurs auxquels elles étaient confiées, ou, lorsqu'ils étaient bons, la rapidité de la disgrâce. Si importantes et si actives que fussent ces causes d'affaiblissement, la plus décisive était sans doute la conduite des Portugais.

Lorsque, en effet, les premiers dominateurs de l'Orient s'élancèrent de leur patrie à la conquête des Indes, l'amour de la gloire et le dévouement religieux étaient les seuls sentiments qui les soutinssent contre tous les dangers de leurs entreprises. Mais, si cette noble ardeur se perpétua sous les illustres vice-rois qui accomplirent si laborieusement cette grande œuvre, combien en fut-il autrement sous leurs successeurs ! Éblouis par l'éclat d'une si belle fortune, ils oublièrent qu'elle avait pour fondement la vertu et le courage. Ils ne songèrent qu'à en jouir, et l'Asie ne leur sembla plus qu'une proie qu'il s'agissait de se partager, sans pitié pour la misère des vaincus, sans égard pour leur propre honneur, sans souci de l'avenir. De là, une tyrannie et une mauvaise foi, un orgueil et une cruauté que les Asiatiques ne pouvaient supporter longtemps. Or, au jour de l'insurrection, les Portugais auraient-ils encore assez d'énergie pour comprimer tant de justes haines ? Leurs officiers amollis ne marchaient plus qu'en palanquin, au milieu de tout le luxe oriental, et leurs vices les divisaient autant les uns les autres que le sentiment d'une misère commune unissait leurs nombreux ennemis.

Joignons à cela, comme pour compléter le mal, le fanatisme des Européens croissant toujours avec leur corruption. Non

contents de la tyrannie matérielle qu'ils faisaient peser sur l'Orient, ils voulaient y dominer aussi sur les consciences, et, souillés de vices, ils n'osaient pas moins se présenter à leurs victimes comme les missionnaires vénérés de la plus pure religion qui soit au monde. Les preuves de ce grand zèle ne sont que trop nombreuses. Rappelons-nous seulement et Alphonse de Souza, renversant toutes les pagodes du Malabar, et tous les Hindous, qui venaient pleurer sur les débris de leurs temples, massacrés sans pitié, et les riches tombeaux des empereurs chinois pieusement pillés par Faria, dans l'île de Calampin. Comment, après une telle conduite, le christianisme aurait-il pu grandir en Orient ! Les Asiatiques ne durent le considérer que comme un nouvel instrument d'oppression. La sainte parole des véritables missionnaires put bien, soutenue par la peur, faire parmi eux quelques hypocrites ; elle ne fit certainement pas de chrétiens.

Toutes ces misères de l'Asie tournaient-elles du moins au profit du Portugal ? Il n'en était rien ; car tel devint le brigandage que le roi Jean III ne trouva bientôt plus, ni dans les tributs de cent cinquante princes, ni dans les revenus de ses douanes, ni dans le produit de tous les monopoles que la couronne s'était réservés, de quoi subvenir aux frais des citadelles et des flottes qu'il lui fallait entretenir en Orient. Nous verrons plus loin que la nation elle-même n'y gagnait pas plus que son gouvernement, et qu'elle s'épuisait promptement au sein d'une prospérité mensongère. Il semblait que Vasco de Gama, Almeida, Albuquerque n'eussent accompli de si grandes choses que pour assouvir la cupidité ou le fanatisme de quelques individus.

Jean de Castro relève la puissance des Portugais (1545-1548).

Telles étaient les appréhensions dont les Indes portugaises devenaient l'objet, lorsque Jean III en confia le salut à Jean de Castro (1545).

Si l'empire portugais pouvait encore être sauvé, c'était sans doute par les vaillantes mains de Jean de Castro. Digne héritier des Vasco et des Albuquerque, il n'était pas seulement

illustre par son origine, par sa valeur, mais par de vastes connaissances et par une admirable probité. Il avait bien le droit d'imposer aux autres le respect des qualités dont il était lui-même le modèle accompli. Et cependant ce n'est pas à l'heureux discernement de Jean III que le nouveau gouverneur fut redevable de sa haute dignité ; ce fut aux pressantes sollicitations de l'infant don Louis, dont il avait été le condisciple préféré, et qui ne put même lui obtenir le titre de vice-roi.

Arrivé dans les Indes, Jean de Castro ne songea qu'à soutenir dignement la renommée guerrière qu'il avait acquise, dès sa jeunesse, dans la Méditerranée, dans la mer Rouge et devant Ormuz. Comme il connaissait parfaitement les contrées qu'il avait à gouverner, il en appréciait bien les dangers et les ressources. Aussi nul, mieux que lui, ne sut-il mettre à profit les circonstances.

Or, à peine avait-il mis le pied sur le rivage de l'Hindoustan, qu'il eut l'occasion d'apprendre aux Indiens à qui ils avaient affaire. Adel Khan venait d'usurper sur le jeune Meale le royaume de Balagate. En vain essaya-t-il de séduire ou d'intimider Jean de Castro. Celui-ci lui annonça qu'il ne consentirait jamais à livrer un fugitif, et qu'il ne méprisait pas moins ses menaces que son or. « Les Portugais, lui disait-il, en style oriental, ressemblent à l'Océan qui croît par les tempêtes ; songez que les forteresses qu'ils ont élevées reposent sur la cendre de puissants royaumes. »

Puis, pour témoigner à l'Asie que de si pompeuses paroles n'étaient pas une vaine bravade, il confia à don Alvaro, son fils aîné, six vaisseaux, neuf cents Portugais et quatre cents Hindous, avec ordre de ne pas reculer. Alvaro justifia pleinement la confiance de son père. Il lui suffit de quelques jours pour ruiner la puissante ville de Cambre et pour réduire Adel Khan, consterné d'une si étonnante défaite, à solliciter la paix. Jean de Castro se laissa prier, et finit cependant par y consentir. Il lui suffisait d'avoir donné à Adel Khan et aux Indes une haute idée de la grandeur portugaise.

Réforme de l'administration; saint François Xavier; siége de Diu; mort de Jean de Castro (1548).

Jean de Castro n'avait pas daigné prendre lui-même la direction de cette guerre; et, pendant que son fils y occupait si dignement sa place, il se consacrait sans relâche à une lutte bien plus difficile encore contre tous les abus, contre tous les vices de l'administration portugaise. Les réformes étaient désormais plus nécessaires que les victoires. Il eut le bonheur d'y réussir. Dès lors, nul n'osa plus faire ouvertement le mal, les Indiens respirèrent, et l'on put se croire ramené aux premières années de la conquête.

Il modéra aussi le zèle trop ardent de certains missionnaires, sans restreindre, bien entendu, leurs travaux apostoliques. Mais il avait pour ministre de la religion saint François Xavier, et, grâce à ce pieux missionnaire, si puissant par sa parole et par ses exemples, le catholicisme fit d'autant plus de progrès qu'il se montra moins persécuteur.

Ainsi tout dans les Indes était en paix, et Jean de Castro, confiant dans cette tranquillité récente, allait diriger une puissante armée vers les Moluques, afin de les soustraire résolûment aux injustes prétentions de l'empereur Charles Quint, quand un renégat albanais, Coge Cofar, qui était venu demander asile au roi de Cambaye, osa remettre en question toute la suprématie portugaise. Rien pourtant de plus modeste au moins en apparence; car que demandait Mahmoud, successeur de Bahdour? sinon, qu'aux termes du traité primitif, les Portugais ne fissent pas opposition à la construction d'un mur entre la ville de Diu et leur citadelle. Mais il était évident que Mahmoud, en soulevant cette question, ne cherchait qu'un prétexte, qu'il voulait provoquer les Portugais, et que s'il l'emportait, c'en était fait non-seulement de Diu, mais peut-être de toutes les Indes. Le gouverneur de Diu refusa donc. C'était heureusement l'un des hommes les plus intrépides que le Portugal eût produits, à une époque où il en produisait tant. Il se nommait Jean de Mascarenhas. Après mille efforts pour maintenir la paix, il s'empressa de faire part au gouverneur général du danger

qui le menaçait, en ajoutant, qu'avec ses trois cents hommes auxquels était confiée la citadelle, il s'engageait à résister jusqu'à l'extrémité. Jean de Castro, qui le connaissait bien, n'en douta pas, et, ne pouvant courir lui-même à son secours, il se contenta de lui envoyer don Fernando, son second fils, avec neuf vaisseaux et deux cents hommes. Les mâles adieux qu'il fit à ce jeune homme attestent éloquemment et ce qu'il était et ce qu'il exigeait de ses enfants.

Cependant Coge Cofar, lieutenant de Mahmoud, avait entrepris le siége de la citadelle, et déjà ses huit mille soldats, parmi lesquels mille janissaires fournis par la Sublime-Porte, ne laissaient guère au brave Mascarenhas que l'espérance d'une belle mort. Il combattit cependant avec une invincible énergie, et il réussit même à repousser toutes les attaques qui l'assaillirent du côté de la mer; mais chaque jour, chaque combat lui enlevait quelques hommes, et, la famine devenant imminente, le découragement commença à énerver la résistance. Tout à coup plusieurs voiles paraissent au loin. C'étaient celles de Fernando qui arrivait avec ses deux cents compagnons, et dont les ennemis ne purent empêcher le débarquement. La garnison, ranimée par ce secours inespéré, recouvra aussitôt toute sa force, et le siége, dont le terme semblait imminent, fut à recommencer.

Cette nouvelle lutte, l'une des plus étonnantes dont l'histoire ait conservé le souvenir, amena bientôt les mêmes résultats que la première. En vain Coge Cofar fut-il tué; en vain tous les assauts des assiégeants furent-ils repoussés malgré l'état de délabrement où se trouvaient les murailles de la citadelle; la mort du jeune Fernando, la disette et l'incendie réduisirent enfin Mascarenhas à une extrémité si désespérée que l'arrivée inattendue de don Alvaro, le fils aîné de Jean de Castro, avec une flotte de quarante navires, ne suffit plus pour lui rendre l'avantage. Complétement vaincus dans une sortie imprudente qu'Alvaro et Mascarenhas n'avaient pu empêcher, les Portugais ne firent même plus que vendre chèrement leur vie parmi les ruines de leur citadelle. Le successeur de Coge Cofar doutait si peu du triomphe que le bruit de sa prochaine victoire se répandit aussitôt de son

camp jusqu'aux dernières limites de l'Inde orientale où il inspira une joie universelle ; et c'est ainsi que Jean de Castro apprit à quelles misères étaient soumis les braves défenseurs de Diu.

Affligé d'une telle nouvelle, Jean n'hésita pas une heure. Sans parler de l'importance de Diu, il fallait, et à tout prix, ne pas donner à l'Asie attentive un si beau sujet d'espérance. Tous les Portugais comprirent comme lui cette nécessité. Goa et toutes les villes européennes de l'Inde voulurent concourir aux frais de cette grande expédition. Grâce à cette intelligente générosité, le gouverneur général, qui se trouvait presque dépourvu de ressources, put rassembler douze vaisseaux de guerre, soixante bâtiments à rames et quatre mille hommes de troupes choisies. Bien que l'armée contre laquelle il se disposait à combattre ne s'élevât pas à moins de quarante mille soldats, et, qu'à l'avantage du nombre elle joignit l'exaltation du succès, Jean de Castro ne se laissa pas intimider par une si grande disproportion de forces, et, loin de s'abandonner aux timides conseils de quelques-uns de ses principaux officiers, il osa, pour ne laisser aux Portugais d'autre espérance que la victoire, il osa brûler lui-même une des portes de la citadelle assiégée. Le feu qui en consumait les débris servit à cuire le repas de ses soldats. Puis, divisant ses troupes en quatre corps, et dispersant sa flotte de manière à ce qu'elle ne cessât d'inquiéter l'ennemi, il engagea la bataille (11 novembre 1546). Elle fut terrible, et plusieurs fois les Européens se virent sur le point de succomber à la trop grande supériorité du nombre. Mais l'enthousiasme guerrier, qui les soutenait depuis longtemps contre tant de dangers, fut tout à coup redoublé par la honte de livrer aux mains des infidèles une image vénérée de Jésus-Christ, que Jean de Castro faisait porter dans leurs rangs, et, dès lors, ils devinrent invincibles. Non-seulement Roumd-Khan et ses janissaires furent battus et massacrés, mais toute l'armée des Hindous fut taillée en pièces, et la ville de Diu fut le prix de cette merveilleuse victoire. Jean de Castro ne voulut pas d'autre part dans l'immense butin que produisirent les dépouilles de cette ville, que l'honneur d'avoir si glo-

rieusement confondu les espérances de tous les ennemis de sa patrie.

L'empire colonial des Portugais était encore une fois sauvé. Quant aux murailles de Diu, et surtout à la forteresse, qui n'était plus qu'un vaste monceau de ruines, Jean de Castro songea à les relever, et comme l'argent, qu'exigeaient d'aussi grands travaux, lui manquait à peu près, il écrivit aux habitants de Goa de lui en prêter, sans leur envoyer autre chose que ses moustaches en garantie de l'emprunt qu'il contractait. Sa noble confiance ne fut pas trompée. Les riches banquiers de Goa ne lui demandèrent pas d'autre gage et Jean de Castro le retira au jour marqué. Telle est du moins la tradition ordinaire; et, si tout ce qu'elle raconte n'est pas absolument exact, il n'en demeure pas moins incontestable que Jean de Castro jouissait assez de l'estime universelle pour qu'il lui fût permis d'agir ainsi.

Ce qui est plus certain, c'est que son retour à Goa fut une véritable fête. Il n'y marcha que sous des arcs de triomphe et sur des fleurs, avec une palme à la main et couronné de lauriers. Les soldats, qui venaient de vaincre avec lui, les prisonniers, les étendards ennemis, le butin, s'avançaient à sa suite au son des instruments et du canon. On dit qu'en entendant le récit de cette cérémonie orientale, la reine de Portugal s'écria que Jean de Castro avait vaincu en chrétien et triomphé en idolâtre. Si ces paroles sont réelles, la reine se trompait bien. En acceptant tous les honneurs que Goa reconnaissante lui avait si magnifiquement préparés, Jean de Castro n'avait d'autre pensée que d'accroître l'ardeur de son armée, et de frapper l'imagination des Hindous. Toute cette pompe était politique. Pour lui, son premier soin fut, au contraire, de s'humilier, et de s'agenouiller au pied des autels, afin d'y faire hommage à Dieu de toute la gloire qu'il venait d'acquérir.

Aussi bien, ce ne fut pas seulement de l'Asie que Jean de Castro reçut des témoignages d'admiration. Lorsque le bruit de ses succès se fut répandu dans le Portugal, la nation tout entière voulut s'associer à ces glorieuses démonstrations. Jean III lui-même ne fut que le ministre de la reconnaissance

publique en chargeant son ambassadeur à Rome de raconter solennellement au souverain pontife ce qui venait de s'accomplir en Orient, et en envoyant à Castro le titre de vice-roi.

Il méritait bien mieux encore cette dignité lorsqu'elle lui arriva; car, depuis sa victoire de Diu, il n'avait pas perdu un moment pour mettre à profit la profonde impression qu'avait produite un si beau succès; et, loin de se livrer au repos, il ne cessait de porter de tous côtés ses regards, afin de raffermir toutes les parties de l'empire qui pouvaient menacer ruine. Il y réussit pleinement. Pendant que Georges Menezès soumet Bazoche, que Moniz s'agrandit à Ceylan, que Malacca redevient docile, et que l'occupation d'Achem prépare celle de Sumatra, il bat lui-même le puissant Hidal Khan, sauve une seconde fois Diu, brûle Daboul et remporte auprès de Goa la grande victoire de Saint-Thomé. Alors, seulement, il fut tranquille. Les radjahs consternés lui offraient à l'envi leurs secours; il semblait que le Portugal n'eût plus d'ennemis.

Tandis que tout l'Orient avait ainsi les yeux fixés sur Jean de Castro, il n'aspirait lui-même qu'à déposer tous ses honneurs, et, quitte enfin envers son pays, à vivre aussi ignoré qu'il lui serait possible, dans les paisibles lieux qui l'avaient vu grandir. Jean III refusa de satisfaire à son désir; et il ne voulut pas résister aux ordres de son roi, à la voix de sa patrie. La mort seule le délivra de ses travaux.

A peine avait-il reçu le titre de vice-roi, que la maladie vint le surprendre au milieu des plus vastes desseins et des plus brillantes espérances. C'est alors que l'on vit tout ce qu'il valait. Telle était la pauvreté volontaire à laquelle il s'était réduit, qu'il n'avait pas de quoi subvenir aux frais de la maladie. « Voyez, disait-il, en quel dénûment je suis; mais mes soldats sont mes enfants, et mon traitement de gouverneur n'a jamais fait défaut à leurs besoins. Est-il étonnant que le père d'une si nombreuse famille soit pauvre? » Lorsque après sa mort on ouvrit ses coffres, l'on put voir à quel point il était pauvre en effet. Ils renfermaient trois réaux et une discipline. C'était le modèle du héros chrétien.

Au moment où il allait mourir, l'apôtre de l'Orient, François Xavier, vint l'assister. Ils s'entretinrent longtemps de leurs travaux, de leurs espérances, de leurs conquêtes communes. C'est entre les bras du saint missionnaire qu'expira le grand capitaine, le 6 juin 1548. Parmi tous les hommes illustres auxquels le Portugal donna naissance alors, combien en est-il que nous essayerons de comparer à Jean de Castro ? Albuquerque est peut-être le seul qui ne pâlisse pas devant lui ; car il avait, comme lui l'âme au niveau de son génie. Tandis qu'il ne laissait à ses héritiers que sa gloire, Jean de Castro léguait à sa patrie les Indes reconquises, les premiers progrès du christianisme en Orient et l'exemple de ses vertus.

Décadence de la puissance portugaise aux Indes ; mort de Jean III.

C'était une bien rude tâche que de gouverner les Indes après Jean de Castro ; car, outre le danger de la comparaison, il était à craindre que l'Orient ne se crût émancipé par sa mort. Garcia de Sâ, un des héros de Diu auquel on l'imposa, ne s'en montra pourtant pas indigne. Mais il n'avait pas moins de soixante-dix ans lorsqu'il entra en fonctions, et les soins assidus qu'il prit, soit pour maintenir la paix, soit pour accroître les fortifications des principales colonies, soit pour visiter lui-même toutes les parties de son immense empire, achevèrent promptement de ruiner sa santé. Il n'y avait pas encore une année qu'il exerçait le gouvernement, lorsqu'il mourut et fit place à Georges Cabral (1549).

La courte administration de ce nouveau gouverneur eut plus d'éclat. Non-seulement la plupart des radjahs vassaux se résignèrent à demeurer dociles ; mais l'un d'eux se convertit au christianisme ; l'île de Ceylan fut à moitié soumise ; Coulète, Panane, Capocate furent incendiées ; le zamorin essuya plusieurs défaites sur mer, et les Turcs furent vaincus aussi bien que les Hindous. Cabral préparait même une expédition formidable contre le roi révolté de Cochin, quand Alphonse Naronha débarqua avec le titre de vice-roi. Ainsi, dans toutes les luttes que les Hindous ou même les Ottomans osaient en-

gager contre eux, les Portugais conservaient leur vieille supériorité. Mais, quelle plus cruelle nécessité que celle de combattre sans cesse et de ne jamais jouir de ses possessions; et que devenaient avec cela les profits de tant de conquêtes, de tant de sang, de tant de gloire?

Alphonse Naronha, Pedro Mascarenhas et Barreto, qui présidèrent successivement aux destinées des colonies portugaises, le premier durant quatre ans, le second durant neuf mois et le troisième de 1555 à 1557, se trouvèrent sous l'empire des mêmes nécessités. Ils passèrent donc tout le temps de leur gouvernement à courir en armes d'Ormuz à Ceylan, de Ceylan aux Moluques, des Moluques à Surate, de Surate à Malacca, etc. Tous les peuples, parmi lesquels les Portugais s'étaient établis, semblaient s'entendre pour ne pas leur laisser de relâche. Tels étaient les fruits de la haine que les Européens avaient semée comme à plaisir sur tous les rivages de l'Asie méridionale, et surtout de leur rapide corruption, un moment réprimée, mais non détruite par l'énergique probité de Jean de Castro. Aussi, lorsque le gouverneur de Diu, Diego de Naronha, annonça peu après que tous les revenus de la douane de cette ville seraient dorénavant réservés à la couronne de Portugal, à peine voulait-on l'en croire. L'on s'était déjà habitué à considérer les Indes comme une possession aussi stérile que glorieuse.

Pour comble de malheur, la tyrannie et la corruption des Portugais ne tardèrent pas à se traduire en dissensions non moins funestes; et l'on vit, dès 1554, quelques-uns de leurs principaux gouverneurs s'armer les uns contre les autres, pour des questions de préséance ou d'intérêt. Or, quel encouragement que ces rivalités pour toutes les haines qui n'osaient pas éclater! Ainsi s'effaça tout le bien qu'avait fait l'administration de Castro; et la décadence, interrompue un moment, reprit si bien son cours qu'elle était devenue presque irrémédiable, lorsque l'imprudent Barreto osa s'éloigner des Indes pour tenter la conquête du Monomotapa. Il y mourut tristement après quelques années d'efforts inutiles.

Malgré tous ces symptômes chaque jour plus graves d'une ruine prochaine, le Portugal continuait à tenir entre ses

mains tout le commerce de l'Orient, et les terribles dangers qui menaçaient sa prospérité étaient encore un secret pour l'Europe, lorsque Jean III mourut, le 11 juillet 1557 à l'âge de cinquante-cinq ans. Bien qu'aucune grande action personnelle ne le recommandât à ses peuples, il en était fort aimé. Ils le pleurèrent longtemps, et Camoëns, dont il n'avait jamais encouragé le génie, composa même en son honneur une épitaphe magnifique. Il semble que les Portugais, en se livrant à de si vifs regrets, pressentissent, après ce prince, d'abord le prompt déclin de leur puissance, puis leur asservissement. Les trop légitimes appréhensions que leur inspirait l'avenir se tournaient en amour pour le passé.

CHAPITRE XII.

RÈGNE DE DON SÉBASTIEN (1557-1578).

RÉGENCE HEUREUSE DE DONA CATHERINE; INFLUENCE DES JÉSUITES. — ABDICATION DE CATHERINE; TOUTE-PUISSANCE DES FRÈRES CAMERA (1562). — DANGERS QUI MENACENT ALORS L'EMPIRE PORTUGAIS; FANATISME. — D. L. D'ATAIDE FAIT REVIVRE LES BEAUX TEMPS DE J. DE CASTRO (1568-1571. — LES SUCCESSEURS DE DON LOUIS INDIGNES DE LUI. — CEPENDANT DON SÉBASTIEN NE RÊVAIT QUE CROISADES; SES CONSEILLERS IMPUISSANTS. — MULEY AHMED VIENT ALORS IMPLORER SON ASSISTANCE; PRÉPARATIFS, IMPRUDENCE. — SAGESSE DE MULEY MOLUC; IL ATTIRE DON SÉBASTIEN; BATAILLE D'ALCAZAR (4 AOUT 1578). — LA VICTOIRE DES PORTUGAIS SE TOURNE EN DÉSASTRE COMPLET; MORT DE DON SÉBASTIEN. — IMPORTANCE DE CETTE DÉFAITE.

Régence heureuse de dona Catherine; influence des jésuites.

Don Sébastien allait naître (1554) lorsqu'une femme inconnue et entièrement couverte de vêtements noirs, se présentant tout à coup à dona Juana, sa mère, lui annonça, par des signes menaçants, que l'heure fatale de la nation portugaise ne tarderait pas à sonner. A peine était-il né, qu'une troupe mystérieuse d'esprits infernaux se mit à danser une

ronde joyeuse, au milieu des flammes, dans la cour même du palais, sous les yeux des serviteurs consternés de Jean III. Telles furent les légendes populaires qui se formèrent plus tard sur les approches de ce règne désastreux.

Lorsque Jean III fut mort, Catherine, sa veuve, à laquelle il avait légué la régence, gouverna cependant comme il avait gouverné lui-même, c'est-à-dire avec zèle, avec modération, avec succès. Il n'y avait encore de changé que le nom du souverain. Don Alexis de Menezès, à qui la régente confia l'éducation du jeune roi, n'était pas moins digne de cette importante mission, et, sous son heureuse direction, don Sébastien ne tarda pas à se signaler parmi les princes les plus instruits et les plus honnêtes de son époque. Les Portugais reprirent alors quelque confiance; car telle est la condition des États soumis à l'absolutisme, que tout leur sort se trouve entre les mains de leur souverain : languissants ou prospères, suivant qu'il est habile ou incapable, zélé ou indolent.

Mais, tandis que Catherine et Menezès entretenaient si diligemment les germes d'un heureux avenir, une influence secrète minait peu à peu leurs travaux. C'était celle de deux jésuites, de Louis Camera, confesseur du roi, et de Martin son frère. Non contents d'inspirer au royal enfant la profonde piété qu'avaient toujours montrée ses ancêtres, ils portèrent l'exaltation de son âme jusqu'au fanatisme le plus ardent, jusqu'à l'intolérance la plus étroite. Le Portugal avait besoin d'un roi; ils voulaient que celui-ci ne fût qu'un missionnaire et un moine.

Leurs soins ne furent pas perdus, et don Sébastien avait à peine atteint l'âge de dix ans que, nourri des doctrines et des légendes les plus mystiques, il ne songeait qu'à mettre sa puissance et son bras au service de la religion. Écraser l'hérésie, confondre Mahomet, renouveler les croisades, convertir l'univers, tels étaient ses seuls désirs; et, en même temps, il prenait l'engagement solennel de ne se jamais marier, quitte à livrer après lui son royaume à tous les hasards des prétentions rivales. La plus vive joie qu'il éprouva durant ces premières années de règne fut d'obtenir du pape

le titre de *roi très-obéissant*. Les jésuites, qui lui avaient inspiré cette humble ambition, étaient désormais assurés de régner en Portugal.

Abdication de Catherine; toute-puissance des frères Camera (1562)

En vain la vertueuse Catherine, et le vieux Menezès s'efforcèrent-ils de soustraire Sébastien à cette dangereuse domination. Il s'obstina à fermer les yeux, et Catherine, complétement dégoûtée du pouvoir par les ténébreuses intrigues contre lesquelles elle avait incessamment à se débattre, résolut d'abdiquer la régence. Elle emporta dans sa retraite de tristes, mais trop justes pressentiments (1562). Quoique l'infant don Henri, cardinal et grand-inquisiteur, fût mieux selon le cœur des frères Camera[1], ils ne lui laissèrent pas non plus longtemps l'autorité ; et, à peine leur disciple eut-il quatorze ans, qu'ils l'excitèrent à revendiquer le gouvernement. C'est du 20 janvier 1568 que date cet avénement de Sébastien ou plutôt des jésuites. Menezès seul leur portait encore quelque ombrage ; il suivit la reine mère et l'infant.

Or, quels furent, pour le Portugal, les résultats de ce triomphe, si ce n'est l'admission aveugle de tous les canons du concile de Trente, dont plusieurs ont été constamment repoussés par la France, et la multiplication des jésuites, et l'extension de l'inquisition, malgré les déplorables conséquences qu'elle produisait déjà, enfin la dépravation des heureuses qualités que Sébastien tenait de la nature ; car son activité mal réglée devint bientôt aussi funeste qu'elle aurait pu être utile? En attendant que l'âge fût venu de se signaler contre les infidèles, il ne s'occupa en effet que de chasses interminables dans les montagnes, de marches forcées à travers les provinces, de chevaux indomptés qu'il s'épuisait à soumettre, au risque de se tuer vingt fois, et de navigations aventureu-

1. Voici ce que leur écrivait le vénérable évêque Osorio : « Vous vous êtes rendus.... les personnes les plus détestées que le Portugal ait jamais connues avant et depuis D. Pédro le Cruel. Les Portugais assurent tous que mieux vaudrait pour eux le gouvernement des Turcs.... Il ne pouvait arriver à ce peuple et au roi de malheur plus grand que votre puissance. »

ses sur le Tage et sur le rivage de l'Océan. Il semblait qu'il n'eût d'autre devoir que de se rendre intrépide. Ajoutons que dans ces exercices violents il n'apprit, après tout, qu'à devenir téméraire et fantasque. Mais qu'importait aux maîtres de don Sébastien et du Portugal ? Ils régnaient sans partage ; tout était donc pour le mieux.

Et cependant, combien ce royaume avait-il besoin d'un bon gouvernement ! Quelles que fussent encore sa puissance apparente et sa richesse, les fondements mêmes sur lesquels reposait toute cette grandeur, c'est-à-dire l'empire des Indes, ne cessaient de s'affaisser sensiblement, et il n'y avait plus une heure à perdre pour les raffermir. Don Sébastien ne le voulut pas comprendre.

Dangers qui menacent alors l'empire portugais ; fanatisme.

Si pourtant les victoires et les conquêtes sont des signes infaillibles de prospérité, oui sans doute la grandeur coloniale des Portugais se maintint encore durant les premières années de don Sébastien, sous les heureux successeurs de Barreto, sous don Constantin de Bragance (1557-1561), sous don François Coutinho (1561-1564), sous J. de Mendoza (1564), sous Antonio de Noronha (1564-1568). Les villes de Daman et de Balzar conquises ; celles de Cananor, de Cota, de Colombo, de Malacca, conservées ; l'île de Manar occupée ; les rois de Jafanapatam et de Cambaya complétement défaits, et le soulèvement du Malabar plusieurs fois réprimé, prouvent assez qu'ils n'avaient pas perdu toute leur énergie au sein de la victoire et sous le doux ciel de l'Asie. Mais, sans parler ni de ces luttes sans cesse renaissantes, ni même des avantages partiels qu'obtinrent alors les Hindous, comme à Ponicale, à Balzar, à Baharem, comment nier que les progrès de la corruption parmi les Européens, et de la haine parmi les vaincus, ne détruisissent tout le fruit de ces beaux succès? La chute de l'empire portugais en Asie n'était plus maintenant qu'une question de date.

De combien s'accrurent ces dangers lorsqu'à tous les maux de leur tyrannie habituelle les Portugais eurent ajouté les cruelles persécutions d'un fanatisme chaque jour crois-

sant? Ce n'était plus assez que Goa fût le séjour d'un archevêque, que Malacca et Cochin eussent des évêques, l'inquisition vint, en 1560, s'établir à Goa, et dès lors, il n'y eut plus ni repos pour les chrétiens accusés de tiédeur, ni pitié pour les idolâtres. Les Indes portugaises eurent deux vice-rois, dont le plus puissant fut bien souvent le grand inquisiteur.

De là le caractère de plus en plus tranché des luttes qui éclatèrent entre les Orientaux et les Portugais. Il s'agissait bien moins désormais de liberté et de richesse, que de sa foi à défendre et de l'inquisition à repousser. En exaltant ainsi chez les Hindous le sentiment religieux, les jésuites ne réussirent qu'à convertir les plus timides des hommes en ennemis redoutables. Citons une seule preuve de cette intolérance.

Parmi les riches trésors du roi de Jafanapatam se trouvait une dent de singe, relique vénérée de tous les Hindous, car elle avait jadis appartenu, disaient-ils, au puissant dieu Hanimant. Lorsque, irrité contre lui, Brahma l'eut transformé en singe, Hanimant alla habiter avec ses complices le pays des Badages, et il régna d'abord sur eux. Mais la divine colonie se divisa bientôt, et Hanimant résolut d'aller vivre dans la retraite. C'est de l'île de Ceylan qu'il fit choix, et, franchissant en quelques bonds le détroit qui la sépare du continent, il s'y tint en effet dans une solitude absolue. Quand le dieu-singe fut mort, les habitants de Ceylan lui rendirent hommage, et le roi de l'île conserva précieusement l'une de ses dents. C'est de lui que cette dent passa au roi de Jafanapatam, puis aux Portugais.

Quoi de plus innocent que cette tradition? et quel avantage y avait-il à froisser pour si peu les superstitions des Hindous? Cependant et au moment même où don François de Bragance se proposait d'abandonner cette dent divine au souverain de Pégu, en échange de trésors considérables, les nouveaux maîtres du Portugal et des Indes s'empressèrent d'intervenir au nom du christianisme outragé. Il fallut bien leur céder, et la dent d'Hanimant fut livrée aux flammes vengeresses. Les Indiens pleurèrent en secret cette profana-

tion, et les chrétiens ne leur en furent que plus odieux. Il est vrai que les jésuites se montrèrent plus tard, en Chine, bien moins intolérants, et plus habiles.

D. L. d'Ataïde fait revivre les beaux temps de J. de Castro (1568-1571).

Parmi les généraux qui soutenaient encore l'honneur du Portugal, il en est un qui occupait depuis longtemps le premier rang, et par son rare talent, et par son grand caractère : il se nommait don Louis Ataïde, et c'est de lui que Sébastien fit choix, lorsque effrayé enfin des dangers imminents que courait l'Orient, il voulut lui donner un défenseur sérieux. On venait justement d'apprendre que les habitants d'Amboine avaient chassé tous les Portugais; que toutes les îles Moluques étaient dans les mêmes dispositions, et que tous les souverains de l'Inde, depuis Malacca jusqu'à Diu, tramaient secrètement une coalition décisive.

La renommée disait vrai. A peine Ataïde avait-il pris en main le gouvernement des Indes (1568), que la conspiration annoncée éclata. Le roi de Cambaya se jeta sur Chaul, Bacaïm et Damao avec cent cinquante mille hommes; celui d'Achem sur Malacca avec des forces considérables; celui de Ternate souleva les Moluques; le zamorin se chargeait de reprendre Cananor, Cochin et Mangalor, et Hidal Khan d'enlever Goa avec quatre-vingt-dix mille soldats, tandis que tous les négociants européens de Surate deviendraient prisonniers, et que l'Orient entier se lèverait pour sa délivrance. Le dernier jour des Portugais semblait proche.

En face de tant de périls les plus fiers courages s'ébranlèrent, et les plus hardis n'osaient donner à Ataïde que le conseil d'abandonner les possessions lointaines pour consacrer toutes ses forces au salut de Goa et du Malabar. « Non, leur dit-il, je ne veux rien céder. Tant que je vivrai, nos ennemis ne nous enlèveront pas un pouce de terrain. » Jean de Castro n'aurait pas mieux parlé; il prouva bientôt que Castro n'aurait pu mieux faire.

Bien loin de ne songer qu'à Goa, dont il se réserve seulement

la défense, il envoie aussitôt treize vaisseaux à Malacca, cinq à Surate, d'autres à Cochin, à Ceylan, etc.; et comme l'archevêque de Goa se mêlait, suivant la coutume, de contrôler sa conduite : « Monseigneur, lui dit-il, ces affaires-là ne regardent que nous ; vous, priez Dieu qu'il les bénisse. » Il fit plus encore et poussa l'audace jusqu'à autoriser le départ ordinaire des navires qui devaient porter à don Sébastien les tributs annuels de l'Hindoustan. Ses plus pressants besoins ne l'empêchaient pas de se rappeler ceux du Portugal.

En déployant une hardiesse si dédaigneuse contre une coalition sous les coups de laquelle tout l'empire portugais semblait naguère près de disparaître, on vit bientôt qu'Ataïde n'avait trop présumé ni de lui-même ni des Européens. Lorsque, après dix mois d'efforts surhumains, il eut tenu sa promesse en arrachant lui-même Goa aux mains du redoutable Hidal Khan, il y apprit, et avec un orgueil bien légitime qu'aucune des villes assiégées n'avait trahi sa confiance; que toutes celles qui n'étaient pas encore sauvées luttaient du moins avec la dernière énergie ; et que la grande conspiration de l'Orient tombait déjà en pleine dissolution. Il ne perdit pas un instant pour courir au secours de Chaul, dont il fit lever le siége ; et, de là, contre le zamorin, qui, déchu de ses flatteuses espérances, dut s'engager à ne plus équiper un seul vaisseau de guerre. Cependant Malacca, que menaçait le puissant roi d'Achem, se délivrait elle-même et de la manière la plus glorieuse. On raconte que Lopez Carasco y combattit durant trois jours entiers avec un seul vaisseau contre toute la flotte de ce prince, et qu'il finit par l'emporter. L'Orient découragé rentra alors dans l'obéissance.

Merveilleuse influence d'un grand homme sur la destinée des empires ! Ce ne fut pas seulement la puissance matérielle des Portugais qu'Ataïde réussit à rétablir si rapidement; ce furent aussi les vertus effacées des premiers temps qu'il sut remettre en honneur par ses paroles et par son exemple. L'enthousiasme dont il excellait à remplir toutes les âmes en chassait tout à coup la corruption, et n'y laissait place qu'aux sentiments généreux.

Les successeurs de don Louis indignes de lui.

Mais que cette heureuse transfiguration de l'Orient dura peu! Au bout de trois ans à peine, Louis d'Ataïde fut rappelé en Europe; et, tandis que don Sébastien s'honorait en le conduisant lui-même à travers les rues de Lisbonne jusqu'à la cathédrale pour y rendre grâces à Dieu, les hommes qu'il laissait régner sous son nom semblaient prendre plaisir à rendre irrémédiable la décadence que ce grand capitaine avait si glorieusement arrêtée.

Ce ne fut pas assez pour cela que d'imposer à Antonio de Noronha la lourde succession d'Ataïde (1571); l'on imagina encore de diviser l'Orient en trois parties; de confier deux de ces départements à des gouverneurs particuliers, et de réduire à une vaine suprématie l'autorité inquiétante du vice-roi. Antonio de Noronha ne reçut donc que le gouvernement de l'Inde, depuis le cap Guardafüi jusqu'à Ceylan ; François Barreto celui de l'Afrique jusqu'au Monomotapa; et Moniz Barreto celui de Malacca, depuis Pégu jusqu'à la Chine. Or, qu'était-ce que ce partage, sinon organiser l'anarchie parmi les Européens, et énerver la résistance, au moment même où les Orientaux commençaient à comprendre la nécessité de se coaliser ?

Aussi l'administration d'Antonio de Noronha fut-elle déplorable. Attaqué d'un côté par les Hindous, calomnié de l'autre par ses deux collègues, et dépourvu le plus souvent d'argent et de soldats, que pouvait-il faire après tout? On ne lui fit pas moins un crime de son impuissance; et, au lieu d'en étudier sincèrement les causes, on lui envoya de Lisbonne un ordre formel de révocation. C'est à l'archevêque de Goa que les ministres de don Sébastien commirent le soin d'en faire part à Noronha, et d'investir à sa place Moniz Barreto, sous le titre plus modeste de gouverneur. Celui de vice-roi portait sans doute trop d'ombrage au dominant primat des Indes.

Aussi bien Moniz Barreto justifia mal l'impatiente ambition qu'il avait montrée sous Noronha. Tandis que l'un de ses meilleurs lieutenants, Tristan Vaz de la Véja, parvient à

repousser encore des murailles de Malacca la puissante armée de la reine de Japare, un autre est obligé d'abandonner Ternate et les îles Moluques. A quelques dangers que la domination des Portugais eût été jusqu'alors exposée, c'était la première fois qu'ils reculaient devant les Asiatiques. Barreto expia cette défaite par une disgrâce éclatante : on l'envoya gouverner le Monomotapa (1575); mais, après son départ, ni Laurent Tavora, qui n'atteignit pas même le rivage des Indes, ni don Diego Menezes, qui le remplaça, ne purent relever la puissance déchue des Portugais; et don Louis Ataïde lui-même, auquel on recourut de nouveau (1578), ne réussit qu'à rétablir un peu de tranquillité. Il continuait à lutter avec plus d'énergie que de succès contre les difficultés toujours croissantes de sa haute position, lorsqu'il apprit que son pays ne s'appartenait plus.

Projets de croisade de don Sébastien

Au moment même où la nation portugaise conservait à peine assez de ressources pour maintenir les précieux débris de son empire colonial, don Sébastien ne craignait pas de détourner ses regards de l'Orient et de les porter avidement vers les rivages de l'Afrique. Renouveler contre ce pays les grandes expéditions de Jean Ier et d'Alphonse V, y vaincre lui-même les musulmans, et leur reprendre du moins les places abandonnées par Jean III, tel était depuis longtemps le plus vif de ses désirs, sa plus ardente ambition. En vain les hommes les plus braves et les plus éclairés de son conseil le suppliaient-ils de n'en rien faire. Il n'en voulut croire que son fanatisme : il lui fallait absolument une croisade. Qu'importe, après cela, que les deux frères Camera aient ou n'aient pas approuvé son dessein, puisque ce dessein n'était que l'inévitable conséquence de l'exaltation religieuse où ils avaient toujours pris soin de l'entretenir.

C'est en 1574 que, parvenu à l'âge de vingt ans, don Sébastien résolut de suivre son penchant. Débarqué une première fois, avec quelques troupes légères auprès de Tanger, il se contenta de chasser dans les montagnes voisines, de

repousser les Maures et d'en enlever quelques-uns. Mais, lorsqu'il fut revenu à Lisbonne, tout enivré de ce premier succès, il songea plus que jamais au bonheur de fouler de ses pieds le sol musulman, à la gloire de l'arroser du sang infidèle. Et cependant l'Orient accablé le conviait vainement à une croisade bien plus redoutable, bien plus utile que toutes celles qu'il pourrait tenter contre les côtes stériles du Maroc!

Ces progrès continuels d'une exaltation déplorable inspiraient aux conseillers du jeune roi les craintes les plus sérieuses. Aussi mirent-ils tout en œuvre pour l'en écarter, pour l'en distraire. « Un roi, lui disaient-ils souvent, doit plus songer à protéger ses peuples qu'à attaquer les autres.... Pourquoi changer une religion d'amour en une religion guerrière?... Ce n'est pas contre les Maures que la guerre se prépare, c'est, à votre insu, contre le Portugal lui-même. » Vaines paroles! L'ascendant chaque jour plus irrésistible des Camera fermait les oreilles de Sébastien à la voix de la raison; il n'écoutait que celle des jésuites. Comme le vieux J. de Mascarenhas se permettait un jour de le blâmer avec toute l'autorité de l'âge et du mérite, il convoqua plusieurs médecins pour savoir si le courage ne diminuait pas avec les années. Ils lui affirmèrent tous qu'il en était ainsi, et leur décision acheva de l'égarer. On le pressait, du moins, de se marier, et des négociations actives s'engagèrent même à ce sujet avec Henri III. Il repoussa cette proposition avec horreur. L'élève des Camera ne voyait dans le mariage qu'un péché et une entrave.

C'est vers cette époque que le roi *très-obéissant* eut une longue entrevue avec le roi catholique, avec Philippe II. Or, il est aisé de comprendre que Philippe II applaudit à la résolution de Sébastien. Son zèle et son intérêt s'accordaient en cela. Si Sébastien est vainqueur, l'Afrique cessera de menacer les rivages de l'Espagne méridionale ; s'il succombe, le Portugal ne tardera pas à succomber aussi.

Don Sébastien et ses jeunes amis n'attendaient donc plus qu'une occasion, lorsqu'elle vint, en effet, se présenter à eux sous la forme la plus séduisante.

Muley Ahmed vient implorer l'assistance du Portugal.

Il y avait déjà plusieurs années que deux princes musulmans se disputaient la possession du Maroc. Fils du shérif Abdallah, Muley Ahmed lui avait succédé. Muley Moluc, son oncle paternel, refusa de le reconnaître, et, invoquant contre lui la loi marocaine, se présenta comme héritier légitime. Muley Ahmed résista énergiquement; mais il était mulâtre, c'est-à-dire de sang mêlé, ce qui diminuait son ascendant, et de plus inhabile, tandis que son rival avait appris à Constantinople tous les arts de l'Europe. Vaincu dans trois batailles, il s'embarqua pour l'Espagne et vint implorer les chrétiens.

Le puissant Philippe II, auquel il s'adressa d'abord, accueillit mal ses prières. C'était le temps où ce prince faisait les plus grands efforts pour imposer à l'Europe le règne exclusif du catholicisme et de la maison d'Autriche. Vainqueur des Turcs à la bataille de Lépante, il luttait avec succès contre les Pays-Bas révoltés, soutenait Marie Stuart en Angleterre, excitait l'Irlande, organisait la Ligue en France, intervenait dans les querelles des royaumes scandinaves et de la Pologne, et dominait partout, soit par les armes, soit par sa politique, soit par son or, soit même par le prestige d'une civilisation supérieure. Certes, ce n'était pas trop pour de telles entreprises que toute la puissance qu'il avait héritée de Charles-Quint, ni que tous les trésors que le Pérou commençait à verser sur l'Espagne. Il ne voulut donc pas s'en laisser distraire; mais peut-être dirigea-t-il vers le Portugal les pas incertains de Muley Ahmed.

Don Sébastien était le protecteur qu'il fallait au prince fugitif. A peine était-il arrivé que la guerre sainte fut résolue. Ni les conseils des sages, ni les supplications de la reine mère et de l'infant don Henri, ni les avertissements des officiers de Muley Moluc lui-même ne purent en dissuader Sébastien. C'était Dieu lui-même qui semblait montrer le chemin de l'Afrique aux Portugais: Muley Ahmed, disait-on, n'était que l'instrument dont il se servait pour réveiller leur ardeur.

Cette ardeur était en effet bien engourdie. Loin de se presser sur les pas de leur roi, comme au temps de Jean Ier ou d'Alphonse V, les Portugais n'échangeaient qu'à regret leurs instruments de travail contre l'épée du croisé, et don Sébastien eut peine à réunir de huit à neuf mille soldats. Il lui fallut compléter son armée par des emprunts faits à la Castille, à l'Allemagne, à l'Italie, à tous les aventuriers; et, malgré tous ces renforts, elle ne dépassa pas dix-huit mille hommes. Quelle armée pour une telle entreprise! et surtout quel chef pour une telle armée! Le vieux duc d'Albe, dont il fut d'abord question pour accompagner le roi, ne voulait y consentir qu'à la condition de commander en chef. On refusa, et ce refus détruisit les seules chances qu'eût encore l'expédition.

Telle fut l'imprévoyance de ces croisés, qu'en mettant à la voile, le 24 juin 1578, ils n'avaient de vivres que pour huit jours. Ils couraient tous à cette guerre comme à un tournoi, comme à une fête, parés de leurs plus riches armures, et suivis d'une multitude confuse d'hommes, de femmes et d'enfants qui venaient attendre leur part de butin.

Habileté de Muley Moluc; bataille d'Alcazar (4 août 1578).

Muley Moluc, au contraire, n'avait omis aucune des précautions dont la prudence lui faisait un devoir. Bien qu'il n'eût pas rassemblé moins de quarante mille cavaliers et de dix mille fantassins, il n'eut garde de livrer aussitôt sa couronne aux hasards d'une bataille : il connaissait trop bien la fougue de son jeune ennemi. Il aima mieux lui donner un libre cours et l'exalter par quelques succès sans conséquence. Ses troupes n'eurent d'autre ordre que de harceler sans cesse les chrétiens, et de fuir lentement, pour les attirer vers un endroit où l'on n'aurait plus qu'à les détruire.

Don Sébastien sembla jaloux de justifier toutes les prévisions du shérif. A peine était-il débarqué à Ercilla, que, las d'attendre les infidèles, et honteux de ne triompher que dans des escarmouches, il résolut de s'enfoncer plus avant, et d'en finir au plus tôt par une grande journée. Il se dirigea donc vers Larache, sans tenir compte ni des nombreuses ri-

vières qui lui barraient le passage, ni des chaleurs qui étaient accablantes, ni de la fièvre, ni des avis de Muley Ahmed. C'était courir à sa perte. Et cependant don Sébastien devait savoir que Muley Moluc, atteint depuis longtemps d'une maladie cruelle, était sur le point de mourir; si bien qu'il suffisait d'attendre quelques jours encore! Cette pensée, loin de le ramener à la sagesse, ne faisait que redoubler son impatience. Il craignait que la mort n'allât plus vite que lui, et, qu'en assurant son triomphe, elle ne lui confisquât sa gloire.

Il eut donc lieu d'être content lorsque, au matin du 4 août 1578, il aperçut devant son camp l'armée des infidèles et Muley Moluc lui-même, qui avait rassemblé pour ce grand jour tout ce qui lui restait de vigueur. Le shérif avait rangé sa cavalerie en forme de croissant pour envelopper les Portugais. Hamet, son frère, qui la commandait, avait juré de vaincre ou de périr. L'infanterie prit place en avant. Couché dans une litière et accablé de douleurs, mais communiquant à tous son courage, Muley Moluc eut soin que le dernier jour de sa vie en fût aussi le plus beau. A ce moment don Sébastien occupait une excellente position. Resserré entre le fleuve du Makhzen et de vastes marais, il n'avait qu'à y rester pour éviter la bataille ou ne pas être enveloppé. Il s'empressa d'abandonner ce poste pour prendre place au milieu de l'immense plaine d'Alcazar. C'était Aldaño, le chef des Castillans prêtés par le roi Philippe II, qui, malgré l'opposition de tous ses officiers, l'avait déterminé à combattre ainsi et en plein jour sous un soleil brûlant. Pourquoi ce fatal conseil du chef castillan? Était-ce excès d'ardeur? était-ce trahison?

Voici d'ailleurs l'ordonnance exacte de l'armée portugaise: au centre un gros bataillon carré garni de trente-six canons; à l'aile gauche le roi; à la droite le duc d'Aveiro. Mais tout cela avec un tel désordre que les chrétiens semblaient se jeter au-devant de la défaite. Nous avons vu de nos jours une armée, bien moins nombreuse encore, combattre, presque dans les mêmes lieux, contre autant d'ennemis, et le résultat de la lutte a été tout différent. C'est qu'il manquait aux Portugais sinon le courage du moins un chef capable de le mettre à profit.

La bataille commença par une canonnade plus meurtrière pour les Portugais que pour les musulmans. Alors Sébastien s'écria : *Santiago!* et, à ce signal convenu, toute son armée se précipita sur l'ennemi. Telle fut l'impétuosité de cet élan que l'infanterie des Marocains se rompit aussitôt, et que les premiers rangs des chrétiens, renversant aussi leur cavalerie, pénétrèrent jusqu'à la tente de Moluc. Mais celui-ci sauta, dit-on, à bas de sa litière, repoussa l'ennemi et rétablit le combat. Seulement l'effort qu'il venait de faire avait achevé d'épuiser ses forces. Il s'évanouit, et, replacé dans sa litière, il expira, en mettant un doigt sur sa bouche. Ce signe fut respecté. Le renégat génois ou portugais qui commandait les musulmans eut même soin de revenir à plusieurs reprises auprès de la litière, d'en écarter les rideaux, et de paraître recevoir des ordres, de peur que la mort du shérif n'amollît les courages au moment même où le danger était le plus grand.

La victoire des Portugais se tourne en un désastre complet; mort de don Sébastien.

Les Portugais l'emportaient en effet; mais déjà le désordre se mettait dans leurs rangs, et don Sébastien était lui-même blessé à l'épaule, lorsque l'innombrable cavalerie des musulmans fondit sur les chrétiens dispersés. Aussitôt le cri funeste de *volte! arrière!* se fit entendre, sans que l'on puisse savoir qui le poussa le premier, et tout à coup une panique déplorable changea en un affreux désastre un triomphe presque assuré. Tout fuit alors, et ceux qui continuèrent à combattre ne le firent plus que pour l'honneur de leur nom et de leur foi.

Parmi tous les héros de cette triste journée, citons, au premier rang, le roi lui-même, qui tint dignement les belles promesses qu'il avait faites à ses soldats, au début de la bataille. Bien que blessé et sans espoir, il ne cessa de lutter; et don Albuquerque lui ayant donné son cheval pour fuir, il ne s'en servit que pour retourner au combat. Jamais on ne vit mieux que le courage est la moindre qualité d'un général. Il combattit comme Jean le Bon à Poitiers. S'il fut, comme lui, le

mieux faisant de son armée, il fut aussi, comme lui, le principal auteur de sa ruine.

Déjà don Sébastien ne doutait plus de sa défaite, lorsque, rencontrant un de ses plus braves capitaines, il lui demanda ce qu'était devenu l'étendard royal. « Il est sauvé, lui dit Louis de Brito, en le lui montrant roulé autour de son bras ; car il entoure un bras qui saura le défendre. — Embrassons-le, et mourons avec lui, répondit le roi. » Et, en effet, s'élançant de nouveau dans la mêlée, il y combattit avec une ardeur nouvelle. En vain le suppliait-on de se laisser prendre et de ménager sa vie, il continuait à frapper. Il ne voulait que mourir. Ce ne fut qu'après la mort ou la prise de tous les siens, après s'être vu lui-même au pouvoir de l'ennemi, qu'il s'éloigna, sans que personne le poursuivît. Que devint-il alors? C'est ce qu'il est impossible d'affirmer. Revint-il sur ses pas, afin de ne pas survivre à sa défaite? fut-il massacré aussitôt par les Marocains qui se disputaient la possession de sa personne ? Ne fut-il frappé que loin du champ de bataille à l'endroit même où son page le reconnut, le lendemain, malgré les nombreuses blessures qui le défiguraient?

Muley Ahmed avait tout fait pour prévenir cette terrible catastrophe. Lorsqu'après avoir vaillamment combattu, il comprit qu'il n'y avait plus d'espérance, il résolut de se soustraire au malheur commun ; et, suivi de quelques centaines de cavaliers, il s'élança vers Arzila. Mais, arrivé sur les bords du Makhzen, il ne put retrouver le gué, et, la marée qui survint ayant tout à coup grossi le fleuve, il y périt misérablement sous les yeux de ses compagnons. Ainsi finit la bataille des trois rois ; de sorte que le seul prince qui restât pour recueillir le fruit de cette grande journée, fut le frère de Moluc, Hamet, que les troupes victorieuses du renégat Talabo saluèrent shérif sur le champ de bataille d'Alcazar Quiver.

Importance de cette défaite.

Combien de Portugais demeurèrent sur ce champ de bataille, combien devinrent prisonniers, combien trouvèrent un asile sur la flotte qui croisait devant Arzila, nul ne le peut

dire aujourd'hui, parmi les affirmations contradictoires des écrivains contemporains. Mais, si les résultats matériels de cette grande journée demeurèrent incertains, ce qui n'est que trop incontestable, c'est qu'elle clôt tristement la grande période de l'histoire portugaise. La veille encore, quelle splendeur et même quelles espérances, malgré quelques germes de décadence! le lendemain, quel abaissement! quelles appréhensions! Il avait suffi d'une armée détruite et d'un roi tué, pour changer si complétement la face des choses, pour vérifier si complétement toutes les craintes qu'avait dédaignées l'aventureux Sébastien.

Aussi, à peine la fatale nouvelle se fut-elle répandue dans Lisbonne et dans le Portugal, que la consternation fut universelle. Tous comprenaient que ce n'était pas seulement l'armée de Sébastien, mais la fortune même de leur pays qui venait de succomber. Adieu gloire, adieu grandeur, adieu empire si miraculeusement acquis, si glorieusement conservé! Le moment du déclin est venu; le Portugal ne peut plus que déchoir après la perte de tant de vaillants soldats, après la mort prématurée d'un souverain sans postérité. Aussi bien toute cette douleur nationale se résume dans un mot de Camoëns mourant. Lorsqu'il connut la blessure que venait de recevoir sa patrie, il en sonda toute la profondeur, et, joyeux de mourir, il s'écria : « Au moins je meurs avec elle! » Camoëns n'avait vécu que pour elle, il n'avait chanté qu'elle, il méritait de ne lui pas survivre.

CHAPITRE XIII.

COUP D'OEIL SUR LA LITTÉRATURE PORTUGAISE ; CAMOËNS MEURT AVEC SON PAYS.

ANCIENNETÉ DE LA LANGUE PORTUGAISE ; PREMIERS MONUMENTS DE CETTE LANGUE EN VERS ET EN PROSE. — LA POÉSIE SE DÉVELOPPE SOUS L'INFLUENCE DES GRANDES CHOSES QU'ACCOMPLIT LE PORTUGAL. — ORIGINE ET NAISSANCE DE CAMOENS (1525). — JEUNESSE DE CAMOENS ; SES PREMIÈRES POÉSIES ; SON EXIL ; PLAN DES LUSIADES. — IL PART POUR L'AFRIQUE, PUIS POUR LES INDES ; SES EXPLOITS ; SES VERS. — EXIL DE CAMOENS ; SES LONGS MALHEURS. — IL REVIENT ENFIN A LISBONNE ; GLOIRE ET MISÈRE ; SA MORT.

Ancienneté de la langue portugaise ; premiers monuments de cette langue en vers et en prose.

Merveilleuse coïncidence ! C'est au moment même où le Portugal perd ainsi sa puissance, qu'il perd aussi le plus illustre représentant de sa littérature : c'était justice. Toutes les gloires sont sœurs, et il n'appartient qu'aux grandes générations de produire de grands écrivains. Sophocle est contemporain de Périclès, Virgile de César, Shakespeare d'Élisabeth, Molière de Louis XIV. Les peuples dégénérés ne savent ni agir ni écrire.

Jusqu'au moment où l'auteur des *Lusiades* vint élever si haut la littérature de son pays, la langue portugaise n'avait pas été stérile. Née du mélange du latin avec un peu d'allemand et d'arabe, elle n'avait pas tardé à devenir l'idiome de toute l'Espagne occidentale. Ses plus anciennes productions remontent au XIIe siècle ; c'est-à-dire à une époque où le castillan existait à peine. Est-il besoin d'observer que ces premiers monuments ne sont que des romans de chevalerie : *Menina y Moça*, par Bernardin Ribeiro ; l'*Imperador Clarimundo*, par J. de Barros ; l'*Histoire de Charlemagne*, par J. M. de Carvalho, et le *Vieux Palmérin d'Angleterre*, par Fr. Moraès, qui fit l'admiration de l'Europe presque entière. L'amour, la croisade, et les découvertes naissantes sont les sources principales de ces premières inspirations poétiques. Les chevaliers se contentaient de raconter leurs succès, leurs plaintes,

leurs espérances. Ainsi arriva-t-il à nos troubadours et à nos trouvères, hommes d'action pour l'ordinaire et poëtes par accident. L'on ne s'était pas encore avisé de faire de la littérature une profession.

Parmi tous ces anciens poëtes figurent des rois et des princes : Denis, Alphonse IV, Pèdre le Justicier, don Pèdre et Jean II. Il était bien naturel que la poésie naquît de bonne heure sous ce beau ciel, d'une langue harmonieuse et des grands événements qui s'accomplissaient chaque jour. Quant aux œuvres plus sérieuses et auxquelles la fantaisie a moins de part, telles que l'histoire, la théologie, la jurisprudence, c'est en latin qu'elles s'écrivaient toujours : le latin était alors la langue commune de l'Europe savante. De là l'oubli profond où sont tombés aujourd'hui la plupart de ces écrivains. Le plus illustre est J. Osorio, l'imitateur de Cicéron et qui intitula son histoire : *De Rebus Emmanuelis*. Ce livre parut en 1571.

A cette époque, la langue portugaise était pourtant assez fixée, assez précise, pour que l'on pût en faire usage même en prose : témoin l'histoire de Barros sur les conquêtes des Portugais en Asie, et celle de Diego Coëlho, son habile continuateur ; témoin aussi les beaux mémoires d'Albuquerque. De même que la nation était mûre pour les grandes actions, la langue mûrissait pour les raconter. Chaque peuple atteint ainsi à un âge viril, durant lequel il jouit de la plénitude de sa force. Seulement cette jeunesse est plus ou moins brillante, plus ou moins durable.

La poésie se développe sous l'influence des grandes choses qu'accomplit le Portugal.

Que si la prose portugaise naissait sous l'impression des merveilles réalisées alors par cette petite nation, combien la poésie devait-elle se développer plus rapidement! L'enthousiasme était concevable et l'imagination devait s'exalter. Il n'était pas même nécessaire d'inventer. La réalité toute nue dépassait les plus audacieuses fictions. Il suffisait de reproduire en rimes harmonieuses l'incomparable poésie des faits.

Sans nous arrêter à cette foule de poëtes qui continuaient à ne chanter que les langueurs de l'amour ou les beautés de la nature, voyons un peu à quel mouvement poétique les découvertes et les exploits des navigateurs portugais donnèrent tout à coup naissance. Les noms de Gouvea, de Socoto, de Caminha, de Quevedo, de Brandao, de Lobo, de Corte Real, sont encore dans toutes les bouches, parce qu'ils ont célébré la gloire nationale, parce que leurs poésies ne sont qu'un monument élevé à l'honneur de la patrie commune. *Le siége de Diu* par Corte Real, et le *Poëme de Nuno Alvarez Pereira*, par Lobo, occupent le premier rang parmi toutes ces épopées portugaises.

Origine et naissance de Camoëns (1525).

Mais tout cela s'efface devant l'Homère portugais, devant l'auteur des *Lusiades*, devant Camoëns. Telle est la gloire dont rayonne ce nom qu'elle a obscurci tous les autres. Il semble qu'en lui se résume toute l'illustration littéraire du Portugal. Sans nous associer complétement à une admiration si exclusive, comme il n'a pas de rival parmi les Portugais, ne craignons pas d'interrompre ici le cours de notre récit. L'histoire de Camoëns complète naturellement celle de la grandeur portugaise.

Quelle fut l'origine de Camoëns? Sans être issu de l'antique prince grec Cadmon, Camoëns était de noble race. Ses ancêtres habitaient la Galice, où ils possédaient même de vastes domaines, lorsqu'une de ces tristes querelles qui agitaient incessamment la société féodale s'éleva entre eux et les Castera leurs voisins. C'était en 1370. Les Camoëns, moins puissants, résolurent de s'expatrier. Ils vinrent demander asile au roi don Fernand qui les combla de distinctions et de présents.

Leur nouvelle prospérité ne tarda pas non plus à être troublée. Les Camoëns n'avaient pu s'empêcher de prendre parti pour dona Béatrix, fille de leur bienfaiteur, contre Jean Ier le Bâtard. Vaincus avec elle à Aljubarotta, ils perdirent tous leurs biens, sauf celui d'Évora, connu encore sous le nom de Camoeyra.

Mais la famille des Camoëns devint pauvre sans devenir obscure. Un d'eux, Jean Vaz, s'illustra au service d'Alphonse V ; un autre, Antonio Vaz, épousa dona Guiomar de Gama, parente de Vasco de Gama. Ce fut un fils d'Antonio, Simon Vaz, qui, marié à Anna de Sa è Macedo, donna naissance à don Louis de Camoëns. Le sang unissait donc celui qui fonda la grandeur du Portugal et celui qui l'immortalisa par ses vers.

Santarem, Coïmbre et Lisbonne se disputent l'honneur d'avoir vu naître l'Homère portugais. Si indifférente que soit aujourd'hui cette question, tout semble prouver que Lisbonne fût réellement sa patrie. Ses parents y habitaient le quartier des Maures ; et, quand il fut rélégué lui-même à Santarem, il se considéra comme exilé. C'est en 1524 ou 1525 qu'il convient de placer la naissance de Camoëns, c'est-à-dire vers l'époque même où Vasco de Gama terminait sa glorieuse carrière.

Jeunesse de Camoëns ; ses premières poésies ; son exil ; plan des Lusiades.

Les premières années de Camoëns sont mal connues. Autant qu'on peut conjecturer, elles ne furent pas heureuses, et son silence même semble assez l'indiquer. Sa mère mourut de bonne heure ; son père était sans cesse absent pour courir, comme tous les navigateurs de cette époque, à la recherche de nouvelles terres.

C'est à Coïmbre que nous le retrouvons ensuite mêlé aux nombreux étudiants qu'y attiraient de toutes parts les doctes professeurs de cette université. Camoëns ne négligea aucune des sciences qn'on y enseignait ; mais, tandis qu'il admirait les sublimes créations du génie antique, ou qu'il étudiait avec amour les annales de son pays, il permettait à son imagination naissante de prendre son premier essor[1]. Sous l'écolier se révélait déjà le poëte. Lorsque son cœur était triste, lorsqu'il avait besoin de solitude, il se dirigeait lentement vers les belles eaux du Mondego, et là, assis sur la rive, il évoquait le doux souvenir d'Inez.

1. Voir les premiers sonnets de Camoëns.

Camoëns avait vingt ans environ lorsqu'il revint à Lisbonne. Sa naissance ne lui permettait pas de figurer à la cour ; il se fit poëte, et ses vers lui ouvrirent bientôt les plus nobles maisons. Ses plus illustres amitiés étaient celles de don Emmanuel de Portugal et de don Constantin de Bragance ; les plus douces, celles de dona Guiomar de Blasfe et de dona Francisca de Aragao. Telle était dès lors la réputation que Camoëns devait à ses sonnets, à ses odes, à ses églogues, qu'il n'était femme qui ne s'honorât d'obtenir ses hommages et son cœur.

C'est ainsi que Camoëns dissipait son génie et son âme, sans autre guide que sa fantaisie, sans autre but que le plaisir, lorsqu'un vendredi saint, et dans une église, dit-on, lui apparut celle qui devait fixer ses vœux errants. Quelle était cette personne ? c'est ce qu'on ne peut dire et ce qu'il vaut mieux peut-être ignorer. Tout ce que nous savons d'elle, c'est qu'elle était belle et d'assez noble lignage pour que notre poëte ne pût aspirer à sa main. Depuis lors, c'est à cette belle inconnue que s'adressèrent les vers de Camoëns. Elle devint sa muse sous les doux noms de Natercia, de Dinamena, de Violenta. Quel fut le fruit de cette passion soudaine ? les refus insultants d'une famille puissante, les dédains peut-être de la personne aimée, et bientôt après, l'exil pour prévenir les effets d'une tendresse si séduisante. Tel fut à peu près le sort du Tasse.

Au fond de son exil, Camoëns ne cessa pas d'aimer celle qui le causait ; mais, tandis qu'il exhalait ses plaintes en sonnets délicieux, son cœur s'ouvrit à un amour non moins impérieux, l'amour de sa patrie. Il le puisa dans les poésies et dans les chroniques nationales ; et, à peine en fut-il plein qu'il ne songea qu'à le répandre en strophes enthousiastes sur la gloire du Portugal. De là naquit le plan des *Lusiades*. Tel est en effet le caractère de ce beau poëme qu'il est l'histoire éloquente des découvertes portugaises, un chant d'amour, un hymne en l'honneur de tous ceux qui les ont accomplies, favorisées ou défendues. Le patriotisme fut la véritable muse de Camoëns.

Il part pour l'Afrique, puis pour les Indes; ses exploits; ses vers.

Après deux années d'exil, Camoëns obtint de rentrer à Lisbonne. Soit qu'il ne pût y supporter l'indifférence de sa maîtresse, soit qu'il y manquât de ressources, soit qu'il voulût s'associer lui-même aux exploits qu'il allait chanter, ce ne fut que pour peu de temps. Il partit pour l'Afrique où il ne tarda pas à se distinguer. Il lui en coûta même un œil; mais, à ce prix, il put se vanter d'être digne de célébrer le courage. On aime à voir la même main tenir tour à tour la plume et l'épée. Ce n'est pas dans leurs cabinets, ni dans les histoires, ni même dans Homère, que les poëtes doivent apprendre à chanter les héros; c'est bien plutôt en agissant comme eux, en bravant les mêmes dangers, en poursuivant la même gloire. On ne dit bien que ce qu'on a éprouvé soi-même. Il faut au poëte épique une épée tout aussi bien qu'une lyre. Tel fut Camoëns : tels furent la plupart des poëtes avant l'époque où la littérature devint un art et un jeu d'esprit.

L'espoir d'une récompense ou les illusions de l'amour ramenèrent de nouveau Camoëns à Lisbonne. Il n'y trouva encore que déceptions (1552); et dès lors il ne pensa plus qu'à la fuir, quoi qu'il en coûtât à son cœur. Lorsque le *Sao Bento* quitta le rivage portugais, il dit lui-même qu'il s'écria comme Scipion : *Ingrate patrie, tu n'auras pas mes os*. S'il en est ainsi, c'est le seul cri de colère, la seule plainte que ce poëte patriote ait proférés contre son pays.

A défaut du bonheur qui lui devenait impossible, le triste Camoëns allait chercher aux Indes un peu de gloire et de tranquillité. Nous allons voir qu'il y marcha de douleur en douleur.

Et cependant, il méritait bien, ne fût-ce que par son courage, une meilleure fortune. A peine était-il débarqué, qu'il mit successivement son épée au service de Noronha, de Mascarenhas, et qu'il s'y fit remarquer de tous ses chefs, soit dans le golfe Arabique, soit devant Ormuz. Mais Camoëns ne savait ni flatter le vice triomphant, ni même se taire; et, lorsqu'en revenant à Goa, il vit les fêtes magnifiques par

lesquelles François Baretto, l'indigne successeur de Mascarenhas, célébrait son avénement, il ne put imposer silence à son indignation. De là ses *Plaisanteries contre quelques personnes amies du vin*, et ses *Disparatas da India*, où il peint si vigoureusement toutes les folies des Européens en Orient.

Exil de Camoëns; ses longs malheurs.

Certes, les *Disparatas* ne méritaient que l'admiration, puisque Camoëns, en s'élevant contre tous les excès de ses compatriotes, et en les conjurant d'y mettre un terme, plaidait la cause même de leur honneur et de la patrie. François Baretto ne fut pas de cet avis. Il se reconnut sous cette peinture générale, dans ce miroir public. Flétrir l'usurpation, la cupidité, la débauche, l'orgueil, c'était l'attaquer lui-même, et il jura de s'en venger. Camoëns expia donc en prison sa vertueuse colère; et, comme quelques vaisseaux partaient bientôt après pour la Chine, le gouverneur général l'y fit embarquer avec ordre de demeurer aux îles Moluques. Quelle dut être la douleur de Camoëns! Ce n'était pas assez qu'il fût si éloigné de sa patrie, de sa maîtresse, et même sans ressources malgré tous ses services; il fallait encore qu'il allât à douze cents lieues de Goa, vivre seul avec l'amer souvenir de toutes ses infortunes. Il partit au commencement de l'année 1556.

Ce que devint Camoëns pendant les trois années de cet exil, il est impossible de le raconter aujourd'hui. Il est seulement probable qu'il se rendit de Goa à Malacca, de Malacca aux Moluques, où il habita tour à tour Ternate et Tidor, sans autre consolation que les plaintes harmonieuses que tirent de lui ses malheurs. N'est-ce pas aussi durant cette période qu'il apprit la mort de celle qu'il aimait? En vain était-il relégué aux extrémités du monde connu, cette triste nouvelle vint l'y chercher, pour compléter sa souffrance.

Cependant Baretto faisait place à don Constantin de Bragance, frère de l'un des amis les plus dévoués de Camoëns. Le nouveau gouverneur s'empressa de réparer l'injustice de son prédécesseur, et nomma même Camoëns curateur des suc-

cessions vacantes à Macao. Bien qu'une telle place convînt assez mal à un poëte, il n'eut garde de la refuser, et pendant dix-huit mois il n'eut plus du moins à lutter contre la misère. Dès qu'il était libre, il quittait Macao et la société des hommes pour la grotte de Patané, et c'est là qu'en présence de l'Océan il continuait ses *Lusiades*.

Mais Camoëns n'en avait pas encore fini avec le malheur. A peine avait-il amassé de quoi échapper au besoin, qu'en se rendant de Macao à Goa, il fut assailli par une tempête épouvantable, sur les côtes de la Cochinchine, et que son vaisseau s'abîma dans les flots. Il ne dut son salut qu'à une planche brisée qu'il rencontra, et lorsqu'il mit pied à terre sur les bords du Mécom, il se retrouva aussi pauvre qu'il l'avait jamais été. Il ne sauva du naufrage que ses *Lusiades*, trésor inestimable dont lui seul n'a pas profité.

Il ne lui restait plus qu'un moyen de salut, c'était don Constantin de Bragance, qui lui montra en effet la meilleure volonté en échange de ses justes éloges. Cette dernière espérance ne tarda pas à lui faire défaut comme toutes les autres, par le départ de don Constantin, après lequel les amis de Baretto reprirent presque toute l'influence qu'ils avaient perdue (1561).

Camoëns s'en ressentit cruellement. Accusé de malversations à Macao, il n'eut pas de peine à se justifier. Poursuivi ensuite pour une vieille dette de deux cents cruzades, il l'acquitta avec la bourse du nouveau gouverneur, le comte de Rodondo. Mais lorsqu'il sortit de la prison préventive où ses ennemis l'avaient jeté, que lui restait-il? rien absolument. Aigri contre tous les hommes, et non moins mécontent de lui-même que des autres, il ne put désormais subvenir à sa subsistance qu'en s'embarquant chaque année sur la flotte portugaise, combattant l'été, chantant l'hiver, et mêlant parfois à ces graves occupations de passagères amours. Comment s'étonner, après cela, qu'il écrivît sur le *Désordre du monde?* Il y voyait triompher le vice et la sottise, tandis que la vertu, le courage et le génie n'y éprouvaient que des dégoûts.

Lorsque amant malheureux, Camoëns avait quitté le Portu-

gal, il avait fait le serment de n'y jamais revenir. Depuis ce temps-là seize années s'étaient écoulées; la douleur qui l'en avait chassé s'était amortie, et il éprouvait un ardent désir de revoir sa patrie. Retenu par la pauvreté seule sur les rivages de l'Indoustan, il saisit la première occasion de se satisfaire. Or, il arriva que, vers cette époque, Pedro Baretto, chargé du gouvernement de Sofala, se préparait à s'embarquer. Pedro aimait la poésie et Camoëns. Il lui offrit de le conduire jusqu'à sa résidence : celui-ci accepta. C'était toujours la moitié du chemin : il ne tarderait pas, pensait-il, à trouver le moyen d'en accomplir le surplus (1567).

Camoëns était né pour le malheur. A peine avait-il débarqué à Mozambique qu'il se brouilla avec Baretto, soit à cause d'exigences intolérables, soit parce que celui-ci, charmé de son esprit, voulait absolument le retenir auprès de lui. Telle fut alors sa misère qu'il fut réduit à vivre de pitié, en attendant que quelques amis puissants, qui quittaient aussi les Indes, vinssent le délivrer.

Il revient enfin à Lisbonne; gloire et misère; sa mort.

C'est grâce à leur assistance qu'il lui fut enfin donné de revoir les rivages de sa chère patrie. Mais outre que le Portugal était déjà bien déchu de la splendeur où il l'avait vu au temps de son départ, et que la peste la plus cruelle y exerçait ses ravages, il eut la douleur de perdre Hector de Silveira, le seul homme sur lequel il pût compter. Dès lors, il n'y eut plus rien à espérer pour lui de cette ingrate patrie, à laquelle il ne venait pourtant demander qu'un peu de pain et de repos pour prix de la couronne immortelle qu'il lui tressait (15[illegible]3).

Il en acquit bientôt la preuve. Lorsqu'en 1572, c'est-à-dire après deux ans encore d'un travail assidu, les *Lusiades* virent enfin le jour, toute la nation fut saisie d'un invincible transport d'enthousiasme et de fierté, deux éditions furent épuisées en quelques jours, et l'admiration, se communiquant du Portugal aux autres contrées, le nom de Camoëns se trouva subitement européen. C'est alors que le Tasse adressa à l'auteur des *Lusiades* l'un de ses plus beaux son-

nets. Trop jeune pour l'égaler, il s'y promettait de suivre hardiment ses traces glorieuses ; et cinq ans après, parut la *Jérusalem délivrée*.

Mais, tandis que les Portugais admirent si vivement un poëme où ils trouvent leur propre exaltation ; tandis qu'ils se réjouissent d'y voir l'épopée renaissante, et leur gloire littéraire élevée tout à coup au niveau de leur gloire maritime, quel est le sort de l'illustre poëte ? Sans doute il va recevoir le prix de ses travaux et de son génie ; car il n'a pas moins fait pour la renommée de son pays qu'Alphonse Albuquerque ou Vasco de Gama.

Hélas ! il n'en fût rien. En vain a-t-il dédié son poëme au jeune Sébastien, en vain a-t-il conquis l'admiration de l'Europe entière ; il ne recueille de tant de veilles d'autre fruit que la gloire, et la misère continue à peser sur lui. C'est que Camoëns est aussi fier qu'éloquent ; c'est qu'il n'a pas consenti à placer ses contemporains au-dessus de la génération précédente ; c'est qu'il ne craint pas même de parler et d'écrire contre les influences funestes auxquelles il voit son jeune roi si aveuglément soumis. Poëte de cour, il eût été comblé de biens ; poëte indépendant, il est livré, malgré tout son génie, à la pauvreté et à l'abandon. La chétive pension de 15000 reis (93 fr. environ), qu'il obtint alors non comme écrivain, mais comme soldat, ne lui fut même presque jamais payée. Ne fallait-il pas réserver toutes les ressources du royaume à la sainte croisade que l'on méditait contre les Maures du Maroc.

Aussi Camoëns connut-il toutes les extrémités de la misère. Relégué dans une chambre nue, au bout d'une rue obscure, la rue Santa Anna, il n'avait d'autre plaisir que d'aller s'asseoir parmi les jeunes étudiants au cours de théologie, ou de causer avec quelques religieux ; et, quand la nuit était venue, le seul ami qu'il eût conservé, l'esclave javanais Antonio, allait demander aux passants de quoi faire vivre son maître le lendemain. Parmi les personnes charitables qui faisaient l'aumône au grand poëte, n'oublions pas cette pauvre marchande mulâtresse, Barbara, qui bien souvent lui donnait un plat de ce qu'elle vendait, et quelquefois

même un peu d'argent. Un esclave, une pauvre marchande, voilà donc quels étaient maintenant les plus fermes soutiens de l'infortuné Camoëns !

Que devint-il lorsque, peu de temps après, la mort lui eût enlevé son fidèle Antonio ? Accablé de douleurs et de chagrins, il n'eut plus d'autre asile que l'hôpital. L'Homère portugais résolut d'y attendre que Dieu vînt le délivrer. Et cependant Camoëns n'oubliait pas l'ingrate patrie qu'il avait si bien chantée ; et, tandis que Sébastien se préparait à accomplir ses malheureuses destinées, il se préparait, lui, à célébrer la conquête du Maroc. Glacé par l'âge et par la souffrance, son génie se réchauffait tout à coup à la lueur de la gloire nationale. « Oui, dit-il, c'est à la patrie que je consacre ma lyre. On ne me verra pas demander à la fortune le prix de mes travaux. J'ose l'attendre de la postérité. Honneur, dira-t-elle, à celui qui chanta le berceau de ses pères ! Ecoutez : le nom portugais va retentir dans mes chants[1]. » C'est à ce moment même que la nouvelle de la défaite d'Alcazar se répandit à Lisbonne. Ce fut le coup mortel pour Camoëns. Il leva aussitôt les yeux au ciel, comme pour remercier Dieu de sa fin prochaine, et s'écria : « Au moins je meurs avec elle ! » Chantre infatigable de la grandeur portugaise, il était juste qu'il n'y survécût pas. Depuis lors, en effet, il ne cessa de dépérir, et il expira au commencement de l'année 1579, à l'âge de cinquante-cinq ans, soit à l'hôpital, soit plutôt sur l'humble grabat de la rue Santa Anna. Sa sépulture fut aussi misérable que sa demeure ; sans marbre, sans nom, sans épitaphe. Ce ne fut que seize ans après, que Coutinho, rougissant pour ses concitoyens, lui fit enfin élever une tombe un peu moins indigne de lui, avec cette inscription :

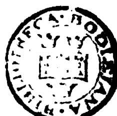
CI GIT LOUIS DE CAMOENS
PRINCE
DES POETES DE SON TEMPS.
IL VÉCUT PAUVRE ET MALHEUREUX
ET MOURUT DE MÊME
L'AN MDLXXIX.

1. *Lusiades*, liv. I.

Qu'importaient d'ailleurs à Camoëns ces vains et tardifs hommages d'une patrie ingrate ? Si l'honneur du Portugal exigeait cette réparation, n'avait-il pas su se graver lui-même une immortelle inscription dans les archives du génie humain, en léguant de si belles poésies à l'admiration de la postérité, en associant son souvenir à celui d'Homère et de Virgile, en rendant son nom inséparable de tous ceux des grands personnages qu'il a chantés ?

Cependant il s'en faut que les *Lusiades*, principal monument de la gloire de Camoëns, puissent être vantées comme une création irréprochable. Inspirées par un souvenir assidu de l'*Énéide*, elles justifient encore mieux les mêmes critiques : faiblesse du plan général, manque d'action, et le peu d'intérêt qui s'attache au héros, quoique ce héros soit Vasco de Gama. Que n'agit-il au lieu de raconter ? C'est dans l'action que réside la première beauté de l'épopée, ainsi que de la poésie dramatique. Combien Homère est-il supérieur en cela ! Chez lui peu de discours et pas de ces interminables narrations qui conviennent plutôt à l'histoire qu'à la poésie épique ou au théâtre. Tout y vit, tout y respire, tout s'y anime, tout y est action ou sentiment. Quelle unité aussi, et comme Achille y domine bien toute l'*Iliade* ! soit qu'il paraisse parmi les Grecs, soit qu'il s'enferme irrité dans sa tente, présent par ses exploits, absent par les malheurs dont sa seule absence est la source. C'est là un art particulier à Homère ; ni Virgile, ni le Tasse, ni le Dante, ni Milton, si grands qu'ils soient, n'ont réussi à le lui dérober.

Mais, à défaut de cette suprême beauté, dont Homère seul posséda le secret, les *Lusiades* ont encore une assez noble part de gloire. Quel charme de détails, quels épisodes, quelle élévation, quelle harmonie, surtout quelle ardeur et quelle éloquence de patriotisme ! C'est à cette généreuse et puissante passion que les *Lusiades* empruntent leurs plus irrésistibles séductions. Incessamment inspirées par un profond amour de la grandeur nationale, elles sont moins un drame que le récit ému de tout ce que le Portugal a fait d'illustre, à une époque où il accomplit de si grandes choses. Le



poëme de Camoëns est comme un Panthéon où toutes les renommées portugaises ont trouvé place et pour toujours. Telle fut aussi l'inspiration de Virgile. Rome était si grande sous Auguste qu'il éprouva le besoin d'en célébrer la gloire et la croissance. De même que les *Lusiades*, l'*Énéide* est un hymne à la patrie.

CHAPITRE XIV.

ANARCHIE ET SERVITUDE (1578-1583).

AVÉNEMENT DU CARDINAL HENRI; SON IMPUISSANCE; SES HÉRITIERS. — DON HENRI, D'ABORD FAVORABLE AU CANDIDAT NATIONAL LE PRIEUR DE CRATO, SE DÉCLARE POUR PHILIPPE II; SA MORT, 1580. — INTERRÈGNE; INVASION; PHILIPPE II, ROI DE PORTUGAL. — FAUSSE MODÉRATION DE PHILIPPE II; VAINES TENTATIVES DU PRIEUR DE CRATO.—SOUMISSION COMPLÈTE EN 1583; PUISSANCE DE PHILIPPE II.

Avénement du cardinal Henri; son impuissance; ses héritiers.

Ce n'était pas sans raison que tous les Portugais pleuraient si amèrement le roi don Sébastien. Quelle que fût en elle-même l'importance de cette mort, les conséquences n'en pouvaient être qu'affligeantes, car Sébastien ne laissait pas d'héritier direct, et l'on pouvait entrevoir le jour prochain où la race des rois nationaux achèverait de s'éteindre.

Il n'en restait plus qu'un rejeton : c'était le vieux cardinal don Henri, fils d'Emmanuel, que nous avons déjà vu figurer comme grand inquisiteur et comme rival de la reine Catherine, durant la minorité de don Sébastien. Don Henri était honnête homme et même assez lettré; mais son intelligence, qui n'avait jamais été brillante, s'était encore affaiblie avec l'âge; et, lorsqu'on le vit sortir du couvent d'Alcobaça pour régner sur la belliqueuse nation des Portugais, il n'y eut personne qui ne s'abandonnât aux plus sombres pressentiments. Malheureux royaume, dont toutes les destinées relevaient de l'homme qui le gouvernait! et qui, faute de prin-

ces, allait tomber tout à coup de la décadence dans l'asservissement.

Dans un tel état des choses, don Henri devait au moins s'appliquer à faire jouir encore ses peuples de quelques années heureuses. Il n'en fit rien. Soit que les infirmités et la vieillesse l'eussent réduit à l'impuissance ; soit que des ministres malhonnêtes fissent abus de sa facilité ; soit que lui-même ne sût pas oublier les sujets de ressentiment que lui avaient autrefois donnés quelques-uns des principaux personnages, il ne signala guère son administration que par des vengeances et des châtiments. Or, tandis que de si mesquines querelles préoccupaient toute la cour, l'existence même du Portugal était mise en question, et don Henri se voyait contraint d'assister aux discussions de tous les princes qui se disputaient, lui vivant, son héritage.

On dit qu'à ce moment le vieux cardinal, docile aux instances des cortès et de l'armée, conçut la pensée de déconcerter, par un mariage, toutes les convoitises dont sa couronne était l'objet ; qu'il en sollicita l'autorisation en cour de Rome, et qu'il demanda même le portrait de Catherine de Médicis. Outre que Catherine avait alors soixante ans et qu'elle ne pouvait guère convenir au pieux roi, cette assertion ne repose sur aucun témoignage important. Le règne de don Henri est bien assez malheureux pour qu'il ne faille pas le charger légèrement d'un tel ridicule.

De tous les prétendants qui aspiraient à l'héritage de Henri, celui dont les droits semblaient le plus incontestables était la duchesse de Bragance, Catherine, fille de l'infant Édouard, et petite-fille d'Emmanuel. Portugaise, issue des rois nationaux, et mariée au plus puissant seigneur du royaume, elle ne devait rien craindre, en effet, si la justice seule décidait cette grande question. Mais elle avait pour rival le plus puissant monarque de la chrétienté, l'ambitieux Philippe II, qui, non content de régner sur la moitié de l'Europe, sur toute l'Amérique, sur les îles Philippines, poursuivait incessamment le vieux rêve de la monarchie universelle. Philippe ne dissimulait pas ses prétentions ; et c'est peut-être dans l'espérance de les faire valoir qu'il avait poussé le malheureux

Sébastien contre les rivages de l'Afrique. Outre l'avantage qu'il tirait et de ses forces et de sa position, Philippe II alléguait qu'il était fils d'Élisabeth, seconde fille d'Emmanuel et femme de Charles-Quint, quoique, aux termes exprès des lois de Lamego, cette princesse eût perdu tous ses droits en devenant l'épouse d'un souverain étranger.

La terreur universelle qu'inspirait Philippe II, et l'antique haine que le Portugal nourrissait contre la Castille, composaient seules les droits de don Antonio, prieur de Crato. Fils naturel de l'infant don Louis et de la belle Violante Gomes, il ne pouvait soutenir légalement ses prétentions. Mais il avait l'assentiment de la nation, qui voulait avant tout conserver son indépendance, et Jean I[er] le Bâtard n'avait pas eu d'autre appui lorsqu'il triompha à Aljubarotta. Il est vrai que les temps n'étaient plus les mêmes, et que les Portugais étaient bien déchus de leur ancienne énergie, tandis que la Castille n'avait jamais été plus redoutable. Et puis, où trouver un Nuño Alvarès? où trouver un Das Regras?

Les autres prétendants étaient beaucoup moins sérieux : 1° Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, petit-fils d'Emmanuel, par Béatrix, et qui n'avait pas, comme le roi catholique, des forces immenses pour couvrir l'illégitimité de ses réclamations; 2° Ranuce, prince de Parme, petit-fils également d'Emmanuel, par les femmes; 3° Catherine de Médecis, veuve de Henri II et reine de France, qui se disait issue d'Alphonse III par un fils dont on ne put même prouver l'existence; 4° le pape enfin, en vertu de la bulle d'Alexandre III, qui, en investissant autrefois Alphonse Henriquez de la royauté, avait reçu de lui l'hommage féodal. Ce n'est pas que Grégoire XIII espérât, ni qu'il souhaitât même de régner sur le Portugal. Il ne voulait que le convertir en principauté, au profit de Buon Compagno, son fils, qu'il refusait d'enrichir aux dépens du patrimoine de saint Pierre.

Don Henri, d'abord favorable au candidat national, le prieur de Crato, se déclare pour Philippe II; sa mort (1580).

Parmi les cabales que soulevaient ces prétentions contraires, don Henri entreprit d'abord de faire prévaloir le

parti le plus favorable aux intérêts de son pays. Don Antonio venait justement de se signaler en Afrique. A son retour, Henri le reçut avec distinction; il le traita comme son neveu; et, voyant désormais en lui le candidat national, il lui destina évidemment sa succession. Mais les plaintes qu'il eut aussitôt à essuyer de la part de tous les rivaux d'Antonio, et surtout de Philippe II, l'empêchèrent de suivre son penchant; et, n'osant assumer la responsabilité d'une décision aussi grave, il résolut d'avoir recours aux cortès. Elles se réunirent le 11 avril 1579.

Aussi bien don Henri avait-il raison d'agir ainsi. Dépositaires suprêmes de la puissance, c'est aux cortès seules qu'il appartenait de résoudre le grand procès qui préoccupait tous les esprits ; c'est à la nation seule qu'il était loisible de décider à qui elle voulait être. Don Henri se crut malheureusement obligé de ne plus montrer ses préférences; et, renonçant au droit de diriger l'opinion, il se réduisit au rôle de spectateur. Comme il était alors très-malade, et que l'on pouvait s'attendre à un interrègne prochain, il se contenta de nommer cinq gouverneurs chargés de régir les affaires jusqu'à ce que le choix définitif des cortès fût prononcé.

Abandonnée à elle-même, cette assemblée ne sut pas déployer plus d'activité que le souverain. Quel contraste avec les cortès de Lamégo, si pleines de jeunesse et d'énergie! En vain le sentiment national inclinait-il visiblement vers don Antonio Les rivalités, les intrigues, et sans doute aussi l'or de Philippe II, empêchaient toute solution. Au lieu d'une acclamation patriotique, on n'eut que le languissant spectacle d'une discussion juridique sur les droits des divers concurrents.

Toutes ces lenteurs, toutes ces querelles, ne pouvaient être que profitables au puissant Philippe II, qui menaçait, sollicitait et corrompait à la fois. Telles furent bientôt les craintes de don Henri à cet égard, que, sous prétexte de la peste qui sévissait à Lisbonne, et des vives discussions qui divisaient les députés du royaume, il transporta brusquement les cortès à Almerim. Loin de la capitale, les partisans de don Antonio ne pouvaient manquer de perdre beaucoup de leur force.

Là don Henri se déclara tout à coup pour Philippe II, en invoquant et la terreur que devait inspirer le roi des Espagnes, et les belles promesses qu'il faisait, et l'imminence d'une lutte entre don Antonio et le duc de Bragance, si l'on ne se jetait aussitôt dans les bras de la Castille. Ces raisons ne manquaient pas de valeur; mais combien fallait-il que les choses et les hommes fussent changés, pour que le dernier successeur de Jean I vînt faire lui-même aux cortès portugaises une proposition semblable; pour qu'il pût la faire sans y soulever l'indignation universelle !

Tout au contraire, les paroles de don Henri obtinrent l'assentiment du clergé, allié naturel de Philippe II, et celui même de la majorité des nobles, qui craignaient de se compromettre envers un aussi puissant prince. Quelques seigneurs et tous les députés du peuple osèrent seuls s'élever contre une si flagrante violation des traditions nationales. Ainsi le Portugal se divisait sous les yeux mêmes de celui qui allait si bien profiter de cette division.

Le royaume en était réduit à cette anarchie, avant-coureur infaillible de son asservissement, lorsque le cardinal, accablé sans doute par les soucis que lui causait l'avenir, éprouva les premières atteintes de la mort. A cette nouvelle, on ne voulut pas même attendre qu'il fût expiré pour connaître les cinq gouverneurs qu'il avait désignés, et l'on s'empressa de porter dans l'église cathédrale de Lisbonne la cassette qui contenait leurs noms. Nul ne doutait que le choix des gouverneurs n'influât puissamment sur la grande question qui passionnait tous les esprits. Ces cinq gouverneurs étaient : don Georges d'Almada, archevêque de Lisbonne; don Francisco de Sada; don Juan Zellez; don Juan Mascarenhas; don Diego Lopez de Souza. Les cortès s'engagèrent à leur obéir. Quelques jours après, don Henri mourut, 30 janvier 1580, sans avoir pris un parti décisif, et livrant au hasard les destinées de son pays.

Interrègne ; invasion ; Philippe II, roi de Portugal.

Philippe II commença par les caresses et par l'or; mais il prit soin d'en appuyer l'effet par l'envoi de vingt-deux

mille hommes, sous la conduite de l'illustre don Fernando de Tolède, duc d'Albe, qu'il tira de l'exil pour cette expédition. Or quelles étaient les forces avec lesquelles le Portugal pouvait repousser une telle invasion? Divisé, amolli, il était de plus épuisé par la perte du noble sang que don Sébastien venait de répandre si follement sur les rivages du Maroc.

Cependant, si les séductions ou les menaces de Philippe II préparaient une grande partie de la nation à ployer docilement sous la domination castillane, si la duchesse de Bragance trafiquait honteusement de ses droits, il y avait encore en Portugal un bon nombre de citoyens généreux, qu'indignait la perspective prochaine de la servitude, et qui aimaient mieux mourir en protestant contre elle. Don Antonio offrit d'être leur chef, et reçut d'eux le nom de roi. Le rôle et la fortune de Jean I tentaient son courage. Il ne négligea rien pour s'en montrer digne. Mais que pouvait-il contre les immenses ressources dont disposait le roi catholique! Aussi n'avait-il pas encore achevé les premiers préparatifs de la défense, que déjà le duc d'Albe s'emparait du château de Cascaes, qu'il en faisait périr le défenseur don Diego de Menezes, et qu'il s'avançait de là jusqu'aux portes de Lisbonne. Or, si puissants que soient l'enthousiasme et le patriotisme, il est des jours où il ne leur est plus donné que de succomber avec gloire. C'est ce qu'éprouva don Antonio. Mal obéi par ses partisans, trahi par la majorité de la nation, abandonné par la France dont il avait espéré l'appui, il fut vaincu à Alcantara, 25 août 1580, et tous les efforts qu'il tenta pour se relever, n'empêchèrent pas Lisbonne de capituler. Tandis que don Antonio s'enfuyait presque seul vers Santarem, les Portugais purent déjà reconnaître à quel sort ils étaient réservés. Lisbonne subit un pillage de trois jours. Philippe II n'était donc pas un héritier des rois portugais, mais un conquérant.

Fausse modération de Philippe II; vaines tentatives du prieur de Crato.

Il est vrai que ce prince n'oublia rien pour effacer les mau-

vaises impressions que pouvait laisser l'odieuse conduite de ses troupes; car il combla les Portugais d'éloges, et, au serment solennel de respecter tous leurs priviléges il ajouta la promesse positive de n'être jamais pour eux que roi de Portugal. Mais, outre que cette modération n'était guère admissible chez un prince tel que lui, elle n'avait d'autre motif que d'enlever à don Antonio ses derniers partisans. Bientôt, en effet, don Antonio fut chassé de Santarem, et d'Aveiro, son lieutenant, ne put non plus se maintenir dans Porto. Le prétendant chercha alors un asile dans le petit port de Viana, d'où il essaya de gagner la France, puis l'Angleterre, où régnait la grande Élisabeth, la plus redoutable ennemie de Philippe. Malheureux prince, qui déploya dans cette lutte une activité égale à son ambition, et auquel il ne manqua peut-être que les braves compagnons de Jean I!

Dès que Philippe II se vit débarrassé de son rival, il montra mieux que le duc d'Albe, en pillant Lisbonne, n'avait été que son digne lieutenant. Tous ceux qui s'étaient signalés par leur attachement à don Antonio et à la patrie furent mis à mort; leurs femmes, leurs enfants, allèrent remplir les prisons de la Castille, de peur que des vengeurs ne naquissent de leur sang. Voilà ce que le roi catholique appelait régner. Ainsi avait-il agi dans les Pays-Bas, et le mauvais succès qu'y avait eu cette politique, ne le décourageait pas. Tranquille alors, il vint à Thomar, où les cortès intimidées, s'empressèrent de lui déférer la couronne en échange de ses serments.

Cependant don Antonio ne renonçait pas à l'espérance d'émanciper sa patrie et de relever son trône. Froidement accueilli par Élisabeth, qui ne se souciait pas encore de provoquer si ouvertement le puissant Philippe II, il s'était rendu à la cour de Henri III; et là, il sut si bien flatter l'ambition de Catherine de Médicis, la reine mère, qu'il en obtint quelques secours. Il promettait, en cas de succès, de témoigner sa reconnaissance envers la France, par la cession soit des Açores, soit du Brésil, où nous avons vu les stériles tentatives de Villegagnon. C'est pour une espérance si incertaine que le dernier des Valois ne craignait pas de s'élever

contre le roi d'Espagne, tandis qu'il le laissait régner en France, sous le nom de la Ligue et des Guises, à la faveur des guerres religieuses qu'il ne savait pas réprimer!

Le commandeur de Chaste et le comte de Brissac partirent donc, au commencement de l'année 1583, avec soixante petits vaisseaux, et six mille hommes environ, huguenots pour la plupart, parce qu'on était sûr de leur ardeur à combattre les Espagnols. N'osant pas aborder en Portugal avec des ressources aussi médiocres, ils firent voile pour les Açores et débarquèrent à Terceire, dont ils savaient le gouverneur favorable à don Antonio. Leur espoir ne fut pas déçu; la ville d'Angra les reçut comme des libérateurs et Antonio, qui les accompagnait, ne douta pas que toutes les Açores ne suivissent l'exemple de Terceire. Maître de ce bel archipel, il pourrait y attendre des jours meilleurs, et préparer de nouvelles entreprises, soit vers l'Amérique, soit vers l'Orient, soit contre le Portugal lui-même, si la haine que les Castillans y excitaient déjà lui créait de nombreux partisans.

Philippe II ne lui en laissa pas le loisir, et une flotte considérable, commandée par le marquis de Santa-Cruz, parut bientôt dans les eaux des Açores. Telle était la disproportion des forces, que, malgré le courage des Français, la victoire ne demeura pas longtemps incertaine. Ce fut le premier combat qui ensanglanta cette partie du monde. Santa-Cruz déshonora son succès par la cruauté qu'il montra envers les Portugais rebelles et les Français prisonniers. Il les fit périr presque tous, sous prétexte que la France étant alors en paix avec l'Espagne, il ne pouvait les considérer que comme pirates. Telles étaient sans doute les instructions du roi catholique. Quant à Henri III, il se contenta d'accuser ses généraux, et il laissa impunie l'insulte qu'avait reçue la France.

Soumission complète en 1583; puissance de Philippe II.

Don Antonio s'obstina néanmoins à défendre les derniers débris de sa royauté; mais, outre que les éléments d'une résistance sérieuse n'existaient plus, on l'accuse d'avoir mal secondé le dévouement de ses compagnons, et il se vit bien-

tôt réduit à fuir, en ne laissant au généreux Emmanuel de Silva que cinq cents Français. Emmanuel ne put s'illustrer que par une belle chute; et, dès la fin de l'année 1583, le Portugal, ainsi que toutes ses colonies, reconnaissait don Philippe.

La puissance de ce prince était alors au comble. Maître d'une partie considérable de l'Europe, de tout ce qui avait été occupé de l'Amérique et des Philippines, il venait d'ajouter à ces immenses possessions le Portugal lui-même, toutes les colonies africaines, tout l'empire des Indes, toutes les Moluques, avec une foule d'établissements commerciaux, depuis la mer Rouge jusqu'au Japon. Aussi n'est-ce point par emphase qu'il se vantait que le soleil ne se couchait jamais sur ses États : l'Orient et l'Occident relevaient également de ce prince. Comment, après cela, s'étonner qu'il ait pu rêver, que d'autres aient pu rêver pour lui la monarchie universelle ? En vérité, Campanella ne faisait que traduire l'admiration bien légitime où la puissance espagnole jetait ses contemporains, lorsqu'il rédigeait pour les successeurs de Charles-Quint le plan de la conquête du monde, lorsqu'il voyait déjà toutes les dominations réunies sous la leur, et le catholicisme régnant avec eux sur toutes les religions vaincues.

QUATRIÈME PÉRIODE.

LE PORTUGAL SOUS LA DOMINATION ESPAGNOLE (1583-1640).

CHAPITRE XV.

PÉRIODE ESPAGNOLE ; SOIXANTE ANS DE CAPTIVITÉ (1583-1640.)

HAINE ET TERREUR QU'INSPIRE PHILIPPE II. — UN FAUX DON SÉBASTIEN (1588). — LE GOUVERNEMENT DE PHILIPPE II RUINE LE PORTUGAL. — LES INDES SOUS PHILIPPE II ; LES HOLLANDAIS EN ORIENT ; LES ANGLAIS Y PARAISSENT. — LA DÉCADENCE AUGMENTE ENCORE SOUS PHILIPPE III (1598-1621) ; L'ORIENT PASSE AUX HOLLANDAIS. — MÊME DÉCADENCE EN AFRIQUE ET EN AMÉRIQUE. — PHILIPPE IV ACCROIT CEPENDANT CETTE MISÈRE. — LE PORTUGAL EST AUSSI MENACÉ DE PERDRE SES LIBERTÉS.

Haine et terreur qu'inspire Philippe II.

En dépit de toutes les considérations politiques que peuvent suggérer et l'unité de la Péninsule et les grands avantages que le Portugal devait retirer quelque jour de sa réunion avec la monarchie de Philippe II, il est incontestable que le jour où la patrie de Jean I cessa de former un État indépendant, fut un jour de deuil pour tous ceux des Portugais que n'aveuglait pas le fanatisme ou l'intérêt. Nous avons vu avec quelle ardeur ce peuple généreux avait lutté autrefois contre la Castille, d'abord pour fonder, puis pour défendre sa liberté. Le souvenir de ces glorieuses luttes ne s'était pas tellement effacé que les deux pays fussent maintenant disposés à se confondre. Bien que les hommes et les choses eussent un peu changé, les vieilles rivalités subsistaient, et elles épiaient incessamment l'occasion de se satisfaire.

Évidemment Philippe II ne se faisait pas illusion à cet

égard. Il était lui-même trop Castillan pour ne pas sentir que, malgré toutes ses promesses, les Portugais ne verraient jamais en lui qu'un étranger et un conquérant. Il ne s'appliqua donc qu'à comprimer ces haines nationales. Ne pouvant prétendre à l'affection, il n'aspira qu'à se faire craindre. Aussi bien cette politique convenait mieux à son caractère et à ses habitudes.

Quelques conspirations, réelles ou prétendues, auxquelles le bas clergé sembla prendre une part très-active, servirent admirablement ces desseins de Philippe II. Il se montra alors si rigoureux et choisit si bien ses victimes parmi tous ceux dont l'énergie pouvait devenir redoutable, que personne ne songea plus à s'élever contre lui, et que le Portugal lui obéit aussi servilement que toutes ses autres provinces. En vain don Antonio parcourait-il cependant la France, les Pays-Bas et l'Angleterre, pour y chercher de nouveaux partisans; en vain même plusieurs imposteurs prenaient-ils successivement le nom de don Sébastien, dans l'espérance d'entraîner les anciens sujets de ce roi à quelques manifestations populaires; ni les souverains étrangers n'osèrent armer en leur faveur, ni les Portugais leur donner signe de sympathie. La terreur qu'inspirait Philippe II paralysait toutes les affections. Les plus hardis se bornaient à demander une occasion favorable, ou n'attendaient que du temps la délivrance de leur patrie.

Un faux don Sébastien à Venise (1588); merveilleuse ressemblance; sa captivité.

De tous les imposteurs qui exploitèrent le souvenir de Sébastien et qui expièrent sous la hache leur audacieuse ambition, le plus remarquable est, sans doute, celui qui parut à Venise en 1588. Il racontait que, vaincu à Alcazar, il avait réussi à se retirer de dessous les morts; et, qu'après avoir erré longtemps sur les rivages de l'Afrique, il était secrètement revenu en Portugal. Don Henri régnait alors, et l'on ne songeait déjà qu'à lui désigner un héritier. S'il n'avait pas voulu se faire connaître, c'était à cause de sa misère et des reproches qu'il redoutait. Pour mieux montrer à tous qu'il

n'en imposait pas, il ne faisait nulle difficulté de se produire; et, ceux qui avaient le mieux connu Sébastien, s'étonnaient de trouver une ressemblance aussi parfaite.

On voulut l'éprouver, et toutes les questions qu'on lui adressa obtinrent de lui des réponses si précises, si détaillées, que le sénat vénitien ne voulut prendre à son égard aucune décision. Il consentit seulement à l'exiler, non pour le punir, mais par une lâche complaisance envers la cour de Madrid, que la renommée croissante du nouveau prétendant commençait à inquiéter.

Don Sébastien se rendit alors à Florence, et il continua d'y jouer son rôle avec un succès merveilleux. Malheureusement les Médicis, qui régnaient en Toscane sous le titre récent de grands-ducs, étaient trop humbles serviteurs de l'Espagne pour lui refuser même une trahison. Don Sébastien fut donc saisi et livré aussitôt au vice-roi de Naples, au duc de Lémos. « Vous devez bien me reconnaître, lui dit-il en l'abordant, vous qui deux fois êtes venu en ambassade auprès de moi. » Et comme Lémos l'assurait que non, il se mit à lui raconter les circonstances les plus minutieuses de leurs entrevues. Persuadé ou non, le duc de Lémos le traita avec respect et se borna à le garder auprès de lui.

Cependant le bruit de ses actions grandissait tellement, que la cour de Madrid ne voulut pas donner à l'opinion le loisir de s'émouvoir davantage. Elle fit donc répandre en tous lieux que ce soi-disant Sébastien n'était autre qu'un Calabrais obscur, qui, après avoir rassemblé toutes les particularités relatives à ce malheureux prince, avait de plus exploité quelques points de ressemblance pour extorquer aux gens crédules soit de l'argent, soit des hommages. Il était bon aussi de le rendre ridicule. Elle ordonna qu'on le promenât sur un âne, à travers la ville de Naples, et parmi les risées de la populace. Seulement cette scène burlesque tourna à la confusion des Espagnols. Chaque fois que le héraut le présentait au peuple comme un Calabrais imposteur, il répondait que le héraut le calomniait, et qu'il était vraiment don Sébastien.

Transféré plus tard en Castille, et relégué dans un châ-

teau écarté, il reçut la visite de bien des grands seigneurs, de bien des grandes dames qui venaient l'y voir par curiosité. Il ne manqua jamais de les accueillir avec courtoisie, et les renseignements qu'il leur donnait, soit sur don Sébastien, soit sur eux-mêmes, étaient si parfaitement exacts que plus d'une personne, qui était entrée incrédule, s'en retournait convaincue. La seule ressource qui restait après cela était de le déclarer sorcier et l'on n'y manqua pas. Quoi qu'il en soit, jamais imposteur ne parvint à réunir des marques plus nombreuses ni plus convaincantes d'authenticité; et, s'il est difficile à la critique moderne d'admettre qu'il fût en effet don Sébastien, nous ne pouvons non plus nous étonner que bien des Portugais n'en n'aient pas douté. Opprimés par l'Espagne, ils aimaient à se figurer que celui-là même qui leur avait ravi l'indépendance et la prospérité viendrait leur rapporter un jour ces biens inestimables. Sébastien ne tarda pas à devenir pour eux ce qu'Arthur fut jadis pour les Cambriens accablés.

Si nous avons insisté sur ces vaines impostures, c'est donc moins qu'elles méritent de figurer dans l'histoire que parce qu'elles témoignent à la fois et de l'impuissance des patriotes portugais et de la persistance de leur haine. Don Sébastien n'aurait pas trouvé tant de copies, si ceux qui prenaient ce personnage n'eussent pas compté sur les sympathies de la nation qu'il avait perdue.

Le gouvernement de Philippe II ruine le Portugal (1583-1598).

C'est au moment même où le royaume de Portugal s'abaissait au rang de province espagnole que Philippe II poursuivait le plus activement ses rêves de domination universelle. Prépondérant en Europe, il se tenait pour assuré de réprimer l'insurrection des Pays-Bas, d'occuper le Sund, et de voir la France épuisée tomber d'elle-même entre ses bras. Restait l'Angleterre qu'il était résolu de conquérir. La ruine d'Élisabeth lui était nécessaire pour compléter l'asservissement de l'Occident.

Tel fut le but de l'*invincible armada*, 1587. Certes une

expédition dirigée contre l'Angleterre n'intéressait en rien le Portugal ; il n'en fallut pas moins qu'il donnât ses vaisseaux, ses marins, ses trésors ; et c'est même de Lisbonne que partit le gigantesque armement lancé par Philippe contre le Nord. Comment d'ailleurs lui refuser toutes les ressources dont il avait besoin ? ne s'agissait-il pas d'écraser l'hérésie personnifiée en Élisabeth ? Le roi catholique n'était ici, disait-on, que l'instrument du ciel. Sa victoire était celle de la religion même.

Nous n'avons pas à raconter par quelle série de fatalités et de revers l'invincible armada succomba à un désastre complet. Il suffira de dire que les vents et les Anglais eurent bientôt raison de ces énormes vaisseaux. Ceux qui ne furent pas brûlés, coulés ou pris, couvrirent de leurs débris tous les rivages de l'Europe septentrionale. C'est à partir de ce jour que l'Océan cessa d'être espagnol, et que les Anglais purent prétendre à la suprématie maritime.

Dans ce grand naufrage, ce n'était pas assez pour le Portugal que d'avoir perdu ses plus beaux navires, ses meilleurs matelots ; les Anglais ne cessèrent dès lors d'insulter ses rivages, de bloquer ses ports, d'intercepter son commerce. En devenant espagnol, le Portugal ne devait-il pas subir les conséquences de toutes les querelles des rois catholiques ?

C'est en 1589 que les Anglais, commandés par l'amiral Drake, l'un des plus illustres fondateurs de la puissance britannique, parurent, pour la première fois, sur les côtes du Portugal. Il est vrai qu'amenant avec eux don Antonio ils s'y présentaient comme libérateurs. Mais le sort d'Antonio et de son pays les touchait fort peu. Ils ne voulaient que piller, et mieux valait pour cela que le Portugal ne recouvrât pas son indépendance. Ses immenses colonies, ses nombreux navires étaient une proie magnifique à laquelle il eût fallu renoncer ; or, on sait que les intérêts de commerce ou de marine ont toujours plus de part que la générosité aux résolutions de la politique anglaise.

Ce fut d'abord vers la Corogne, en Galice, que Drake se dirigea, dans la pensée de porter un grand coup aux débris

de la marine espagnole. Repoussé de ce port, il descendit vers le sud, débarqua au cap Péniche, en occupa le fort, et marcha sur Lisbonne, dont treize lieues seulement le séparaient. Mais en vain montrait-il don Antonio aux populations étonnées ; en vain les appelait-il à la liberté. Soit que les habiles mesures du comte de Fuentès n'eussent laissé aucune espérance aux Portugais ; soit que leur haine pour la domination espagnole ne fût pas encore assez forte ; soit enfin que les protestants Anglais leur parussent d'étranges libérateurs, nul d'entre eux ne prit les armes, et les Espagnols n'eurent pas grand' peine à rejeter Drake vers ses vaisseaux. Irrités de ce mauvais succès, les Anglais en accusèrent don Antonio, de qui les belles promesses les avaient seules engagés dans cette malheureuse entreprise ; et celui-ci, abandonné de tous, vint de nouveau abriter en France son errante royauté. Henri IV y régnait alors. Il le reçut avec distinction et le traita en roi. Peut-être ce grand prince, ennemi irréconciliable de l'Espagne, le destinait-il à devenir un des principaux instruments de sa politique extérieure, dès qu'il aurait *marié la France avec la paix ;* mais don Antonio mourut en 1595, c'est-à-dire à l'instant même où notre pays commençait à sortir de l'abaissement où l'avaient plongé trente-cinq ans de guerres religieuses.

Cependant les Anglais ne se gênaient plus pour mieux montrer leurs véritables intentions. Non contents de piller Pernambucco (1594), d'attaquer les Açores (1597), d'enlever le fort d'Arguin sur les côtes d'Afrique (1596), et de confisquer comme espagnols tous les navires portugais qu'ils rencontraient sur la surface des mers, ils n'hésitèrent pas même à dévaster plusieurs fois le pays malheureux dont ils se disaient naguère les alliés. En 1595, ils saccagèrent Faro et tout le sud de l'Algarve ; l'année suivante ils détruisirent Buarcos, et le Portugal n'eut pas moins à souffrir de l'avidité de ses protecteurs que de la tyrannie de Philippe II.

Les Indes sous Philippe II ; les Hollandais en Orient ; les Anglais y paraissent.

Quel était cependant l'état de l'empire portugais dans les

Indes orientales? Nous avons vu dans quelle décadence il était déjà tombé au moment même où il passa sous les lois de Philippe II; cette décadence s'accrut déplorablement dès les premiers temps de la domination espagnole. Or qu'était-ce que le Portugal sans l'Asie?

Ce n'est pas que Philippe II ait jamais négligé de confier l'Hindoustan aux gouverneurs les plus capables d'une si importante fonction. Ni don Francisco Mascarenhas, ni Manuel Coutinho, ni Mathias d'Albuquerque, ni don Francisco de Gama dont il fit choix successivement ne se montrèrent indignes de sa préférence et de leurs grands noms. Mais, outre qu'aucun d'eux n'était assez puissant pour lutter contre les vieilles causes de cette dissolution, et que le Portugal ne consacrait plus qu'une partie de ses forces à la conservation de ses colonies, on vit Philippe II lui-même ouvrir tout à coup l'Orient aux Anglais et aux Hollandais. Aussi l'a-t-on accusé d'avoir trahi le Portugal, et de s'être vengé sur ses colonies des haines qu'inspirait sa domination. Je ne puis le croire, assuré qu'il était de changer promptement cette haine en amour, s'il parvenait à sauver l'œuvre d'Albuquerque et de Gama. Telle fut peut-être la politique des faibles successeurs de Philippe II, et non la sienne. Tous les malheurs qui accablèrent sous lui les Indes portugaises ne furent que l'inévitable conséquence du vaste système politique qu'il avait imaginé et des inimitiés implacables qu'il avait provoquées partout en l'exécutant.

Indigné contre les Hollandais qu'il ne pouvait vaincre, il conçut l'idée de les ruiner en leur fermant le port de Lisbonne, où affluaient depuis quatre-vingts ans toutes les productions de l'Orient, 1594. Cette expulsion ne fut pas moins heureuse pour les Hollandais que funeste au Portugal. Chassés de Lisbonne, ils ne renoncèrent pas un instant aux richesses de l'Asie, dont ils étaient les colporteurs habituels. Ils résolurent au contraire d'aller eux-mêmes les chercher en Orient, de les y obtenir à de bien moindres frais, et de les répandre ensuite sur l'Europe à des conditions beaucoup plus modérées.

En effet, les Hollandais n'étaient pas hommes à désespérer

si vite. Après avoir conquis pied à pied leur patrie sur l'Océan, ils ne cessaient de lutter depuis trente ans pour l'arracher aux puissantes mains de Philippe II. Combien leur était-il plus facile de se frayer une route vers l'Orient ?

Ils la cherchèrent d'abord au nord, par l'océan Glacial; mais la nature, plus forte que leur courage, leur opposa de ce côté, une barrière infranchissable; et ils ne songeaient plus qu'à suivre au hasard les traces des Portugais, lorsqu'un de leurs plus habiles marins, retenu pour dettes à Lisbonne, leur proposa de les guider vers l'Orient, en échange de sa liberté. C'était Cornelius Hoottmann. Ils s'empressèrent de payer ses dettes. Il leur ouvrit, à ce prix, tout un avenir de richesses et de puissance.

Cornelius ne tarda pas à mettre à la voile avec trois vaisseaux armés par des négociants d'Anvers, longea toutes les côtes de l'Afrique occidentale, doubla le Cap, et, franchissant les vastes mers qui s'étendaient devant lui, visita les belles îles de la Sonde. Partout, sur son chemin, il recueillit les témoignages les plus encourageants de la haine qu'inspiraient les Portugais. Il se fit aimer, en se présentant comme leur ennemi; traita avec le plus puissant roi de Java, et revint ensuite en Hollande avec une énorme cargaison des plus précieuses épices.

Ce premier succès enflamma singulièrement l'avidité des Hollandais. Aussitôt de nombreuses compagnies se formèrent pour l'exploitation des *pays lointains*. Chacun voulait puiser à cette nouvelle source de richesses. Hoottmann repartit donc en 1597; et, cette fois, il ne se contenta pas de parcourir l'Orient. Il fonda un premier établissement à Java, dans une excellente position, et au centre des pays les plus abondants en épices; assez loin toutefois des Portugais, pour n'avoir pas à lutter incessamment contre eux.

Ainsi les Portugais commencèrent à perdre le monopole de l'Orient, c'est-à-dire ce qui faisait toute leur grandeur; et c'était justice, car ils en avaient largement abusé pendant un siècle. Mais ce ne fut pas tout, et leur faiblesse parut bien mieux en ce qu'ils ne purent même soutenir la concurrence naissante de la Hollande. C'est que les Hollandais ne se bor-

naient pas, comme eux, à rapporter en Occident les productions de l'Asie. Navigateurs et marchands à la fois, ils se hâtaient, au contraire, de les répandre sur tous les marchés de l'Europe, et il n'est pas de nation qui ne trouvât commodité et économie à les recevoir de leurs mains, au lieu d'aller les chercher à Lisbonne ou de ne les obtenir que par intermédiaire.

Aussi, avec quelle promptitude déchut l'opulence de Lisbonne! Quelques années suffirent pour qu'elle ne fût plus qu'un entrepôt secondaire du commerce oriental. C'était, en définitive, pour les Hollandais, c'était pour Amsterdam et pour Anvers, que Gama et Albuquerque avaient découvert tant de contrées nouvelles, accompli de si grands travaux, et révolutionné tout le commerce du monde.

Du jour où les Indes orientales cessèrent d'être le domaine d'un seul peuple, ce ne furent pas seulement les Hollandais, mais les Anglais, à leur suite, qui s'y élancèrent. Élisabeth régnait alors, et, sous sa puissante direction, la marine d'Angleterre acquérait une importance toute nouvelle. On commençait enfin à comprendre, d'après l'exemple du Portugal et de l'Espagne, tout ce que peut la marine pour la grandeur relative des peuples. C'est peu de temps après que Campanella écrivait : *La clef de la mer est la clef du monde.*

Occupés à repousser les attaques de Philippe II, à incendier dans le port de Cadix une nouvelle armada, à dévaster le Portugal, à enlever les galères et les navires qui versaient chaque année sur l'Espagne les richesses de l'Orient et de l'Occident, les Anglais ne firent pourtant que se montrer dans les mers orientales. Leurs premiers établissements y datent du commencement du XVIIe siècle.

La décadence augmente encore sous Philippe III (1598-1621); l'Orient passe aux Hollandais.

Le sort des colonies portugaises fut plus misérable encore sous le faible héritier de Philippe II! Il n'y avait eu jusqu'alors que décadence : voici la dissolution.

Les Hollandais, qui avaient prétendu les premiers à l'héritage des Portugais, ne se contentèrent pas, en effet, de vaincre le gouverneur de Malacca (1601), de s'établir aux

Moluques (1607), aux Célèbes, à Sumatra, à Macassar, et de donner une rivale à Goa par la fondation de Batavia (1618) : ils osèrent ensuite attaquer les dominateurs de l'Inde jusqu'au sein même de leur empire ; et, à peine arrivés, y aspirer au monopole. En vain le roi d'Espagne essaya-t-il de les éloigner par la menace *du fouet* pour tout étranger qui trafiquerait sans permission, dans les Indes. Pour braver ses ridicules décrets, les Hollandais avaient trois raisons décisives : la cupidité, la force et les sympathies des peuples soumis aux Portugais.

Ils parurent donc successivement devant Mozambique, devant Goa, devant Malacca, enlevant les vaisseaux, insultant les gouverneurs, appelant les Indiens à la révolte, épuisant enfin les dernières ressourses qui restassent encore aux maîtres de l'Orient. Et que pouvaient des hommes pareils à Saldanha, à Martim de Castro, à l'archevêque Alexis de Menezès, surtout lorsqu'il leur fallait défendre, avec des forces médiocres et contre une armée européenne, une aussi vaste domination ? Les grands capitaines du XVIe siècle eussent à peine suffi à une telle œuvre.

C'est vers la même époque que les Anglais, ces futurs dominateurs de l'Orient, y fondèrent leurs premiers établissements. L'amiral Drake, qui venait d'achever le tour du monde, avait proposé à Élisabeth de tourner ses regards vers l'Asie, et elle y avait consenti. Sous son successeur, en 1612, les Anglais eurent des comptoirs à Surate, à Bentam, à Achem, aux Moluques. Ce qui leur fut plus avantageux encore, c'est que le Grand-Mogol les prit bientôt sous sa protection, dans la vaine espérance de tenir un jour la balance entre eux et les Portugais.

Il n'est pas jusqu'aux peuples de l'Europe septentrionale, qui, attirés par le bruit des inépuisables trésors que renfermait l'Orient, n'aient alors entrepris d'en recueillir les dépouilles. Les Danois occupèrent Tranquemar, sur la côte de Coromandel, en 1616 ; et les vaisseaux suédois parurent, à plusieurs reprises, sur les rivages de l'Hindoustan. Lorsque l'on examine ce grand et soudain développement de la marine européenne, il est douloureux d'ajouter que le nom

de la France figure à peine parmi toutes ces entreprises. Non que le roi Henri IV, si habile en toutes choses, ait jamais méconnu l'importance d'une marine nationale; témoin les expéditions pour Madagascar et le Canada; mais les horribles maladies qui assaillirent nos premiers colons, et surtout la mort prématurée du roi, coupèrent court à ces timides tentatives, et la compagnie des Indes se vit réduite à vendre pour vingt mille francs la naissante colonie de Madagascar.

Si maintenant nous recherchons les causes des rapides progrès que les rivaux des Portugais accomplirent dans les Indes, il ne suffira pas de rappeler l'immensité et la profonde décadence de cet empire; la principale est sans doute l'excellente organisation des nouvelles colonies. Ce n'était pas au nom ni au profit de leur gouvernement que les Hollandais, et les Anglais, à leur exemple, tentèrent en effet ces grandes entreprises maritimes. L'État se contentait de les protéger, déléguant ses droits à une compagnie des Indes, qui avait ainsi tous les dangers comme tous les bénéfices de la souveraineté. Si l'entreprise réussissait (et les chances de succès étaient d'autant plus grandes que l'intérêt particulier est un stimulant bien autrement actif que l'intérêt général), la nation s'enrichissait, et, par suite, le gouvernement : si elle échouait, au contraire, la ruine des sociétaires n'entraînait pas infailliblement celle du pays.

Même décadence en Afrique et en Amérique.

Dans ce triste déclin de la grandeur portugaise, ce n'est pas seulement aux Indes orientales, c'est aussi en Afrique et au Brésil que les Hollandais et les Anglais poursuivent les successeurs dégénérés de Gama et de Cabral. Tandis que les Hollandais s'enrichissent par d'innombrables captures, que les Anglais occupent Sainte-Hélène, les deux compagnies de Londres et de Plymouth ne cessent de verser sur les rivages de l'Amérique une foule de hardis colons.

Mais qu'est donc devenu l'ancien principe du monopole maritime? ou bien encore la fameuse bulle d'Alexandre VI, partageant entre la Castille et le Portugal l'immensité des

mers ? Il ne reste plus rien de tout cela, et la vieille thèse du *mare clausum*, *mare liberum*, est désormais résolue de telle sorte que l'Océan est une propriété commune, accessible à toutes les ambitions, à tous les courages.

Telle fut la décadence du Portugal sous l'administration de Philippe III, ou plutôt du duc de Lerme. Quarante années avaient suffi pour le faire descendre si bas ! Aussi bien rappelons-nous ce que, durant la même période, devint la belle monarchie de Charles-Quint. Elle tomba de si haut et si vite, que l'on chercherait en vain dans l'histoire l'exemple d'une chute plus mémorable.

Quant au Portugal lui-même, comme Philippe III pratiqua pour politique constante de vivre en paix avec l'Europe, il n'eut pas au moins la douleur de sacrifier ses trésors et son sang aux caprices belliqueux de ses nouveaux maîtres ; mais, appauvri par la concurrence et déshonoré par les revers, il vit en même temps tous ses priviléges détruits un à un, malgré les serments solennels de Philippe II. Après avoir conçu, dit-on, la grande pensée de transférer à Lisbonne le siége de son empire, Philippe III n'y vint au contraire qu'une fois, en 1619, et pour y faire reconnaître son fils. Les cortès n'étaient plus qu'une ombre d'elles-mêmes depuis que les courtisans et les jésuites y dominaient. Elles s'empressèrent d'exécuter ses volontés, et des fêtes magnifiques attestèrent la juste reconnaissance des Portugais.

Philippe IV accroît cependant cette misère.

L'Espagne acquit de nouveaux titres à la haine des Portugais, lorsqu'au pacifique duc de Lerme eut succédé le belliqueux Olivarès. Au lieu de se renfermer dans la politique modeste à laquelle l'Espagne s'était réduite depuis 1598, celui-ci ne craignit pas de revenir aux rêves gigantesques de la maison d'Autriche. *Tous contre l'Espagne*, *l'Espagne contre tous*, telle était la fastueuse devise qu'il s'obstina à suivre, malgré l'accablement de la monarchie, malgré les terribles avertissements que lui donnait l'impuissance où avaient été Charles-Quint lui-même et son fils Philippe II.

Nous n'avons pas à mesurer ici le degré d'abaissement où

cette folle ambition précipita bientôt la malheureuse monarchie d'Espagne. Quelles conséquences eut-elle pour le Portugal? Les plus désastreuses certainement. En provoquant la Hollande, l'Angleterre, la France, toute l'Europe, Olivarès semblait convier lui-même tous les peuples au partage définitif de la grandeur portugaise.

De même que sous Philippe III, la plus grosse part en revint aux Hollandais. Maîtres du commerce de l'Orient, ils ne voulaient plus même laisser aux Portugais les stériles débris de leur ancienne puissance. Ils leur enlevèrent une partie de Ceylan (1632) et le Japon (1639), en Asie; Saint-Georges de la Mine (1637), sur la côte d'Or, en Afrique; et la moitié du Brésil de 1624 à 1635. Telle fut la facilité de cette dernière conquête, que San-Salvador, Pernambucco, Tamacara, Paraïbo, Rio-Grande, tombèrent presque sans résistance, entre les mains des nouveaux souverains de l'Océan; et qu'en 1640, sept des quatorze colonies fondées par les Portugais sur les beaux rivages de l'Amérique méridionale ne relevaient plus que de la compagnie hollandaise de l'Occident.

Si, dans un tel état des choses, et malgré la puissante assistance de Shah Abbas, les Anglais ne réussirent, au contraire, qu'à enlever l'importante position d'Ormuz (1623), c'est à la seule jalousie des Hollandais qu'il faut attribuer la lenteur de leurs succès. Quant aux Portugais, incapables de résister à aucun de leurs ennemis, ils ne conservaient plus que ce qu'on voulait bien leur laisser. Ajoutons que les regards de l'Angleterre étaient alors presque exclusivement tournés vers les rivages de l'Amérique septentrionale, où les puritains, persécutés par les Stuarts, allaient chercher un asile pour leur foi proscrite et pour la liberté opprimée. C'est de ces glorieux germes que naîtront les États-Unis.

Le Portugal est aussi menacé de perdre ses libertés.

Ce n'était pas assez que les Portugais vissent ainsi leurs plus belles colonies passant aux mains des Hollandais ou des Anglais; Olivarès voulait leur ravir à la fois et leur puissance et leurs dernières libertés. En vain invoquaient-ils

les promesses de Philippe II; en vain réclamaient-ils contre les empiétements de Philippe III; tous leurs trésors ne servaient qu'à alimenter la folle ambition de l'Espagne, tandis que la marine nationale dépérissait misérablement, que les forteresses attendaient les réparations les plus urgentes, et que toutes les faveurs étaient réservées aux étrangers. Le Portugal n'était-il donc plus un royaume, mais une province, mais un pays conquis, dont les maîtres impitoyables s'appliquaient à épuiser toute la vigueur, de peur qu'il n'en employât le reste à se venger?

CHAPITRE XVI.

LE PORTUGAL RECOUVRE L'INDÉPENDANCE (1640).

PREMIÈRES RÉSISTANCES; PREMIÈRE RÉVOLTE. — JEAN, DUC DE BRAGANCE; DONA LOUISE; PINTO.—OLIVARÈS PROVOQUE LUI-MÊME L'INSURRECTION; LES CONJURÉS PRENNENT JEAN POUR ROI. — RÉVOLUTION (1 DÉC. 1640); RENAISSANCE DU PORTUGAL.

Premières résistances; première révolte.

Cet épuisement systématique du Portugal semblait avoir atteint ses dernières limites, lorsqu'en 1634, au moment de soutenir une lutte formidable contre Richelieu, Olivarès demanda encore cinquante mille cruzades d'or. Quelle que fût leur servilité, les cortès déclarèrent qu'il était absolument impossible de les donner. On n'en tint compte, et, en 1637, Olivarès, au lieu de renouveler sa demande, ordonna, par un simple édit royal, la perception de l'impôt qu'il n'avait pas obtenu. Le Portugal obéit, mais le mécontentement universel grandissait chaque jour, et la faible résistance que l'Espagne venait d'éprouver de la part des cortès permettait d'en prévoir de plus sérieuses. Et cependant l'argent des Portugais ne servit guère qu'aux plaisirs de la cour ou à l'a-

chat des beaux tableaux dont Philippe IV se plaisait à orner le *Buen Retiro*.

C'en était trop, et, malgré l'incontestable affaiblissement des courages, malgré l'effrayante disproportion des forces, les Portugais, réduits pour la plupart à une telle misère qu'ils n'avaient plus d'autre nourriture que du pain et des fruits, ne purent s'empêcher de témoigner leur colère. Olivarès s'était trop pressé de les traiter comme des esclaves dignes de leur sort.

C'est dans la ville d'Evora, en Alem-Téjo, qu'eut lieu cette première explosion de la haine publique, 1637. Les Portugais chassèrent la garnison espagnole, et parcoururent les rues en criant : « Vive don Juan de Bragance! » Si celui-ci s'était déclaré, peut-être le dernier jour de la domination castillane était-il arrivé. Loin de s'associer à l'insurrection, Jean se plaignit qu'on voulût le compromettre. Aussi les révoltés ne purent-ils se maintenir et la ville d'Evora expia cruellement sa glorieuse initiative.

Jean, duc de Bragance; dona Louise; Pinto.

Ce duc de Bragance, que les habitants d'Evora avaient ainsi opposé à Philippe IV comme candidat national, était le petit-fils de la princesse Catherine, dont les droits, bien supérieurs à ceux de Philippe II, n'avaient été écartés que par la violence et par l'or. Respecté des grands qui le considéraient comme leur chef, aimé du peuple qui ne voyait qu'en lui le véritable sang de ses rois, il était en effet le seul Portugais qui pût prétendre au trône. Mais, soit timidité, soit absence d'ambition, il ne demandait qu'à vivre tranquille au sein des immenses richesses qu'il tenait de ses ancêtres, et avec le titre de connétable héréditaire dont Philippe II lui-même avait investi la postérité de Catherine. Sa femme ne le voulut pas. C'était dona Louise de Guzman, fille du duc de Medina-Sidonia. Quoique Espagnole de naissance, elle avait pris, en épousant le duc de Bragance, tous les sentiments d'une fidèle Portugaise, et elle se servit de l'irrésistible ascendant que lui donnait son courage pour inspirer à son mari l'ambition dont elle-même était remplie. Elle l'en

suppliait au nom de leur tendresse mutuelle, au nom de ses droits qu'il était honteux de ne pas soutenir, au nom de la patrie qui plaçait en lui toutes ses espérances, au nom même de la prudence, puisqu'il était impossible qu'Olivarès ne fût pas alarmé de sa popularité croissante.

Et, en attendant que le duc renonçât à ses plaisirs pour combattre avec elle, dona Louise s'entourait de tous les hommes qu'elle croyait le plus propres à seconder ses desseins. Les appartements que la duchesse occupait dans le palais de Viciosa, devinrent dès lors le centre d'une conspiration mystérieuse, dont le dernier mot était : Délivrance du Portugal et avénement de Jean IV. La légèreté même du duc était favorable aux premiers projets des conspirateurs.

Parmi tous ces hommes figurait l'illustre Pinto Ribeiro, issu d'une famille noble d'Amaranthe, jurisconsulte distingué, et secrétaire de don Juan. Pinto se fit l'agent de la conjuration, et il s'y prit avec tant d'habileté que, sans éveiller aucun soupçon, il y attira les plus grands noms du Portugal : don Miguel d'Almeida, don Antonio de Saldanha, don Luis da Cunha, l'archevêque de Lisbonne, don Antonio d'Almada, don Georges de Mello et son frère le grand veneur, don Rodrigues de Sa, don Pedro Mendonça, etc., etc. Quant au peuple, qu'il n'osait initier à ses négociations, crainte de les divulguer, Pinto ne s'en inquiétait nullement : il connaissait trop son patriotisme pour douter de son assistance empressée. Les sanglantes vengeances d'Olivarès, ses exactions, et les intolérables intentions qu'on lui imputait ne suffisaient-elles pas pour armer aussitôt quiconque se souvenait encore de son pays ?

Pinto comptait encore sur d'autres alliés, et, avant tous, sur le puissant Richelieu, qui depuis longtemps poussait le Portugal à l'insurrection. Tel était le désir que le cardinal avait conçu de porter ce grand coup à la monarchie espagnole, qu'il avait promis de lui-même cinquante vaisseaux et onze mille soldats, si les Portugais entreprenaient d'élever au trône, soit le duc de Bragance, soit, à son refus, quelque autre prince, pourvu seulement qu'il fût du sang royal; car la France voulait masquer son intervention sous le noble prétexte de soutenir un héritier des rois capétiens.

Ce qui achevait d'encourager Pinto Ribeiro, c'était la profonde et unanime aversion qu'inspirait le gouvernement actuel du Portugal. Non que la régente Marguerite fût cruelle : elle ne s'occupait guère que de représenter dignement le roi catholique. Mais l'autorité, dont elle n'était que le dépositaire nominal, appartenait, de fait, à deux hommes méprisables, et d'autant plus exécrés, qu'étant Portugais, l'on ne voyait en eux que des apostats de la liberté nationale. L'un se nommait Suarez, et résidait à Madrid, auprès d'Olivarès, avec le titre de secrétaire d'État du Portugal; l'autre, Michel de Vasconcellos, habitait Lisbonne, où il n'était que le docile instrument de la tyrannie castillane. Les grands et le peuple haïssaient particulièrement ce dernier personnage; les grands pour sa hauteur et pour ses perfidies, le peuple pour sa rapacité.

Olivarès provoque lui-même l'insurrection; les conjurés prennent Jean pour roi.

Restait à obtenir l'assentiment du duc de Bragance. Ce fut Olivarès qui s'en chargea, en lui marquant à quel point sa croissante popularité l'inquiétait. L'on sut en effet bientôt qu'à la nouvelle des troubles dont Evora avait été le théâtre, celui-ci s'était écrié, en dépit des protestations empressées du duc de Bragance : « Il n'y aura de tranquillité en Portugal que lorsque les mauvaises herbes croîtront dans les cours et sur les marches de Villa-Viciosa. » Paroles imprudentes et qui devinrent une semence de révolution.

Peu de temps après, Olivarès, qui n'osait s'attaquer ouvertement à l'héritier de tant de rois, au milieu d'un peuple irrité, résolut au moins de l'éloigner par l'offre du gouvernement du Milanais. Refuser c'était se déclarer. Le duc refusa cependant avec toutes les apparences de la reconnaissance et de la fidélité, sous prétexte que sa santé s'accommoderait mal d'un aussi long voyage, et que les affaires d'Italie lui étaient d'ailleurs trop étrangères pour qu'il pût se flatter de justifier la confiance du roi.

Olivarès affecta d'admettre les excuses de don Juan. Mais, comme la Catalogne n'avait pas tardé à s'insurger pour la

défense de ses *fueros* et à l'instigation de Richelieu, il s'empressa de mander au duc que, le roi catholique comptant marcher lui-même contre les rebelles, il se rendrait certainement agréable à Sa Majesté, en venant la seconder à la tête de la noblesse portugaise. Don Juan éluda encore. Il n'était pas, disait-il, assez riche pour soutenir les grandes dépenses auxquelles l'obligerait son rang de prince à la cour pompeuse de Philippe IV.

Après deux réponses aussi claires, il n'y avait plus moyen d'hésiter, et Pinto résolut d'agir, en profitant de l'indignation que tous les nobles portugais venaient d'éprouver à se voir ainsi convoqués, au mépris de tous leurs priviléges, pour la répression de la Catalogne. Il réunit donc aussitôt tous ceux des conjurés qu'il savait le mieux disposés à l'écouter. Là, il leur révéla ses projets, ses espérances; et il eut le bonheur de ne rencontrer aucune opposition. Mais sous quel drapeau allait-on combattre? Fallait-il proclamer don Juan, malgré les paroles évasives qu'il avait toujours prononcées? ou lui préférer son frère Édouard, qui combattait alors en Allemagne? ou bien ne s'engager pour aucun prince, ne travailler que pour l'indépendance, et suivre l'exemple de la Hollande en fondant une république? Cette grande question demeurait irrésolue, et elle menaçait de tout compromettre, lorsque Pinto prit en main la cause de don Juan, le proposa pour chef, et se porta garant des sentiments patriotiques dont ce prince prudent donnerait des preuves irrécusables. Tous s'en rapportèrent à Pinto, et don Pedro de Mendonça eut mission d'aller raconter au duc ce qui venait de se passer.

A l'arrivée de Mendonça, don Juan revenait de la chasse. A peine sut-il le motif qui l'amenait à Villa-Viciosa qu'il retomba dans ses irrésolutions habituelles; et, n'osant assumer la responsabilité d'une si grave décision, il alla consulter son secrétaire, Antonio Paës, de qui les conjurés s'étaient méfiés jusqu'alors : « Que fera le duc, lui dit celui-ci, si les Portugais mécontents se constituent en république? — Vous le demandez, Antonio. Il suivra les volontés de ses concitoyens, et partagera tous les dangers de la patrie. — Pour-

quoi donc résister? Et s'il est prêt à combattre pour elle sous les drapeaux de la république, ne trouvera-t-il pas plus glorieux de la défendre avec le titre de roi? » Les paroles de la duchesse ne firent que confirmer celles d'Antonio Paës. « Plutôt mourir, monsieur, que de vivre esclave! J'aime mieux pour moi être reine une heure que duchesse toute ma vie. » Langage plus altier que celui du secrétaire, mais moins noble, puisque l'ambition y tient la place du patriotisme.

Revenant alors vers Mendonça, don Juan lui annonça qu'il acceptait les offres de la nation. Dès que son parti fut pris, il ne négligea du moins rien pour assurer le succès de la conjuration. Aussi bien, les nouvelles favorables qu'il recevait incessamment de Pinto ne lui permettaient plus d'en douter.

Révolution (1er décembre 1640); renaissance du Portugal.

Cependant Olivarès, sans avoir aucun renseignement précis, soupçonnait quelque danger prochain. Il ne se lassa donc pas, et désigna le duc de Bragance, d'abord pour commander contre les Français qui menaçaient le Portugal d'un débarquement; puis pour visiter les forteresses de l'intérieur, en donnant l'ordre à tous les gouverneurs de le retenir prisonnier. Pour déjouer ces embûches, il suffit à don Juan d'une suite nombreuse. En le voyant si bien accompagné qui eût tenté le guet-apens où le ministre avait cru l'attirer? Toutes ces excursions de don Juan, qui avaient pour objet de le perdre, ne servirent, au contraire, qu'à exalter les espérances de ses amis, en montrant à quel point il était aimé et les Castillans odieux. De son palais d'Almada la vice-reine put voir la magnifique ovation que lui décernait Lisbonne.

Il n'y avait plus lieu d'hésiter, car l'enthousiasme était au comble, l'Espagne était à bout de ressources et les Français approchaient. Mais tous les compagnons de Pinto n'étaient ni aussi résolus, ni aussi confiants que lui. Ils se croyaient sans cesse découverts. Tantôt c'était le comte d'Almada dont on redoutait les révélations; tantôt Vasconcellos,

qui quittait tout à coup Lisbonne comme pour se soustraire au complot; tantôt un de ces mille hasards indifférents où leurs esprits préoccupés voyaient un indice certain de trahison. Au lieu de se livrer à ces vaines terreurs et de différer, comme ils le voulaient, Pinto n'y voyait qu'une nouvelle raison d'agir avec promptitude.

Il avait peine à les convaincre de cette vérité, lorsqu'un messager d'Olivarès arrivant à Villa-Viciosa, remit à don Juan quarante mille ducats avec ordre de se rendre sans délai à Madrid. Le duc répondit qu'il y serait sous huit jours, et, tandis qu'il envoyait en avant ses bagages, il fit part à Pinto de l'embarras extrême où il se trouvait jeté. Enchanté d'une si heureuse nouvelle, celui-ci s'en fit une arme auprès de ses compagnons incertains. L'on décida que la conjuration éclaterait le 1er décembre.

Afin d'endormir la surveillance, il était bon que don Juan ne quittât pas l'Alem-Téjo, et que tout ce qui se ferait en son nom s'accomplît sans lui. Il fut donc arrêté que, le 1er décembre, les conjurés se rendraient de trois côtés vers le palais, et qu'un coup de pistolet leur servirait de signal. Toute la nuit du 30 novembre fut consacrée aux derniers préparatifs. Bon nombre de mères armèrent, dit-on, leurs fils, mêlant leurs larmes aux patriotiques exhortations.

Le 1er décembre au matin, rien n'annonçait un mouvement. Les boutiques ouvertes comme à l'ordinaire, les voitures circulant, les cavaliers cheminant, lorsque la détonation d'un pistolet se fait entendre. En un moment les voitures s'arrêtent, la place se couvre d'hommes armés, et l'on voit paraître à l'une des fenêtres du château le vénérable Almeida qui, l'épée à la main, s'écrie : « Vive Jean IV et mort aux traîtres qui nous ont ravi la liberté ! » L'immense clameur qui accueillit ces paroles attesta que Pinto n'avait pas eu tort de compter sur son pays.

En vain les gardes allemandes et castillanes s'efforcent-elles encore de défendre le palais. Elles sont réduites à crier : « vive Bragance ! » et le château d'Almada devient la première conquête des Portugais indignés.

Le représentant, l'exécuteur de la tyrannie espagnole

ne pouvait attendre de merci. Après avoir méprisé cette émeute et s'être comparé à César, Michel Vasconcellos s'était blotti dans une armoire. Une vieille servante révéla sa retraite, et, sans lui laisser le loisir de proférer une seule parole, Antonio Tello le renversa d'un coup de pistolet. Telle était l'aversion qu'inspirait ce ministre, que les vainqueurs s'acharnèrent sur son cadavre, qu'on le dépouilla, et que durant tout un jour on le promena dans Lisbonne, comme un trophée, au milieu des malédictions et des chants. Pinto Ribeiro obtint enfin qu'on lui donnât la sépulture.

La vice-reine Marguerite, dont les appartements furent ensuite envahis, ne désespérait pas cependant d'apaiser l'insurrection. « Messieurs, dit-elle aux grands seigneurs qui guidaient le peuple, puisque le ministre coupable a subi le châtiment de ses crimes, retenez votre colère : elle ne serait pas digne de vous. Je m'engage à obtenir du roi catholique non-seulement le pardon, mais même des remercîments pour la mort du secrétaire. — Madame, répondit Menezès, pensez-vous donc que tant de gentilshommes se soient armés pour faire l'œuvre du bourreau ? Nous voulons tous rendre au duc de Bragance la couronne qui lui appartient, et notre épée ne rentrera pas dans le fourreau avant qu'il ne soit roi de Portugal. » Et, comme Marguerite ne se montrait pas disposée à céder, don Noronha, après l'avoir engagée à ne pas tenter l'impossible, la dissuada d'en appeler au peuple, qui pourrait bien lui manquer de respect. « A moi, s'écria-t-elle, et comment cela? — Mais en faisant passer Votre Altesse par une de ces fenêtres. » Marguerite comprit que tout était perdu. Elle donna même au commandant du château l'ordre de s'abstenir de toute démonstration. C'est ainsi qu'en moins de deux heures l'insurrection se trouva maîtresse de Lisbonne. Aussi bien Olivarès avait tellement dégarni le Portugal que la résistance était devenue impossible contre un soulèvement unanime. Les conspirateurs victorieux et sûrs de l'assentiment du peuple n'avaient donc pas besoin de recourir à d'autres moyens, mais on voulut que le ciel même attestât son adhésion à la délivrance du Portugal. Le vénérable archevêque de Lisbonne se rendait au

palais en bénissant la population agenouillée, lorsque le Christ attaché à la croix que l'on portait devant lui, étendit le bras droit et s'unit au prélat pour bénir les Portugais émancipés.

Renfermée d'abord dans l'enceinte de la capitale, la révolution se propagea sans peine à toutes les provinces qui, moins ménagées que Lisbonne, devaient haïr encore plus la tyrannie castillane. Elles n'eurent d'ailleurs qu'à exprimer leur joie par leurs acclamations et leurs fêtes ; car Marguerite de Mantoue ordonnait à tous les gouverneurs de ne pas sortir de leurs forteresses ou même de les livrer. Partout la douleur et l'accablement faisaient place à l'enthousiasme et à l'espérance : les temps malheureux de la captivité étaient finis ; l'ancien Portugal allait renaître.

CINQUIÈME PÉRIODE.

INDÉPENDANCE ET DÉCADENCE (1640-1853).

CHAPITRE XVII.

RÈGNE DE JEAN IV (1640-1656).

JEAN IV RECONNU ROI. — COLÈRE D'OLIVARÈS; SES INTRIGUES, SON IMPUISSANCE; JEAN IV A DES ALLIÉS. — CONSPIRATION SOUTENUE PAR LA COUR DE MADRID; ELLE ÉCHOUE (1641). — L'ESPAGNE RECOURT AUX ARMES; DÉFAITE DE MONTIJO (1644); L'EUROPE PRESQUE ENTIÈRE RECONNAIT JEAN IV.—LES COLONIES PORTUGAISES EN ORIENT ACHÈVENT DE PÉRIR. — LES COLONIES D'AFRIQUE ONT LE MÊME SORT; LE CAP (1653). — MAIS LE BRÉSIL ÉCHAPPE AUX HOLLANDAIS; VIEIRA. — GOUVERNEMENT INTÉRIEUR DE JEAN IV.

Jean IV reconnu roi.

Assuré du succès, Pinto pressa le duc de Bragance de venir prendre possession du trône. Malgré son apparente indifférence, Jean ne se le fit pas dire deux fois; et, sans attendre qu'il pût entrer à Lisbonne avec un appareil royal, il s'y rendit avec deux amis, les comtes de Vimioso et le marquis de Ferreira. C'est alors qu'on put voir combien le patriotisme portugais était encore vivace après soixante ans de servitude. Toutes les campagnes, toutes les villes couraient au-devant du nouveau roi, et saluaient en lui l'image de la patrie renaissante.

Aussi la cérémonie de son couronnement, qui eut lieu le 15 décembre, fut-elle une fête nationale; et les cortès, qu'il convoqua ensuite pour vérifier ses droits, furent unanimes à en reconnaître la validité. On se plaisait à revoir un roi portugais, entouré de toutes les familles auxquelles le pays devait sa gloire ou sa liberté, s'appuyant sur le peuple, et jurant de verser tout son sang pour l'indépendance recon-

quise. Jaloux d'augmenter encore cette affection, Jean IV voulut inaugurer son règne et par l'abolition de tous les impôts injustes, et par une abondante distribution d'honneurs à tous ceux qui avaient renversé la domination castillane. Pinto Ribeiro, qui sans doute méritait la plus forte part, n'accepta que le titre modeste de garde général des archives. Il se contentait de l'amitié de son maître, qu'il conserva, en effet, jusqu'à sa mort, le 11 août 1643.

Colère d'Olivarès; ses intrigues, son impuissance; Jean IV a des alliés.

Cependant la nouvelle de la révolution portugaise arrivait à Madrid, d'abord confuse et rejetée par l'outrecuidance du ministre, puis certaine, incontestable. Olivarès en fut consterné; moins encore pour le malheur même qu'il croyait réparable, que pour l'embarras de l'avouer à Philippe IV et par la crainte de la disgrâce. Comme il était dangereux de le dissimuler longtemps, il en prit toutefois son parti; et lorsqu'il entra chez le roi, il s'écria, dit-on, en riant : « Bonne nouvelle, sire! un de vos gouvernements est vacant, et ce n'est pas un des moins importants; le duc de Bragance a perdu la tête et s'est uni aux mécontents qui lui offraient la couronne. » Quoi qu'il en soit de ces paroles, il est inadmissible que le roi se soit contenté de répondre : « Il y faut aviser. » Philippe IV avait trop d'esprit et la nouvelle était trop grave pour que la cour de Madrid montrât tant d'impassibilité.

Cette émotion dut même être d'autant plus forte que le roi catholique n'était pas en état de lever les troupes nécessitées par l'insurrection du Portugal. Outre qu'il avait déjà sur les bras la Catalogne, les Provinces-Unies et Richelieu; que ses flottes étaient vaincues, et que son empire entier tombait en dissolution, ses finances se trouvaient alors dans une situation plus désespérée encore que ses ressources militaires. Force lui fut de se borner à des réclamations, à des manifestes, auxquels Pinto fut chargé de répondre. Pendant ce temps-là, la révolution portugaise avait le loisir de se consolider tout à fait.

Mais, pour arriver à ce but, ce n'était pas assez que d'expulser jusqu'à la dernière des garnisons espagnoles, d'appeler aux armes tous les amis de la liberté, ni même de recevoir l'adhésion empressée de toutes les colonies portugaises, à l'exception des îles Terceire, qui ne succombèrent qu'après deux ans, et de Ceuta, que les Castillans conservèrent. Si épuisés qu'ils fussent, les rois catholiques avaient encore assez de vigueur pour écraser le Portugal. Jean IV se tourna donc vers les étrangers, résigné à chercher dans leur assistance l'affermissement de sa dynastie. L'Espagne avait alors trop d'ennemis pour que ces négociations n'eussent pas toute chance de succès.

La Suède avait puissamment contribué à pousser Jean IV vers le trône; elle fut la première à le reconnaître. La France, qui poursuivait aussi avec ardeur l'abaissement de la maison d'Autriche, ne tarda pas à faire de même ; et, à son exemple, la Hollande, l'Angleterre, la Catalogne. Aussi Jean IV n'hésita-t-il plus, malgré l'opposition de Venise, malgré l'excommunication pontificale, à envoyer des ambassadeurs au congrès qui venait de s'ouvrir à Munster pour la pacification de l'Occident. C'était prendre place parmi les princes indépendants; seulement, comme il n'y figurait pas en son nom, mais sous le patronage des grandes puissances, c'était accepter en même temps l'humble condition de protégé. Nous verrons à quel prix le Portugal obtint toujours cette protection!

Jean IV fut moins heureux dans ses négociations avec le duc de Medina-Sidonia, son beau-frère, qu'il engageait, dit-on, à soulever son gouvernement d'Andalousie. Celui-ci, soit qu'il ne voulût, soit qu'il n'osât pas tenter cette entreprise, repoussa toutes ses offres, et, pour donner une preuve éclatante de son inébranlable fidélité, il s'imagina même d'appeler le roi de Portugal en champ clos, comme vassal félon. Il va sans dire que Jean IV dédaigna cette provocation fastueuse, et qu'elle jeta même sur son auteur beaucoup de ridicule; mais la cour de Madrid lui pardonna, à ce prix, d'être le frère de la courageuse Louise de Guzman.

Conspiration soutenue par la cour de Madrid ; elle échoue (1641).

Tandis que la noblesse, le peuple, une partie notable du clergé et les colonies saluaient ainsi par des cris d'allégresse la renaissance de la liberté portugaise, il était impossible que la Castille n'eût pas conservé quelques partisans, et que la maison de Bragance n'eût que des amis. A la tête de cette opposition était le fougueux Sébastien de Mattas, archevêque de Braga et primat du royaume, que l'on avait essayé de rallier à la révolution en lui donnant place dans le gouvernement provisoire. Il ne l'avait acceptée que pour s'initier à tous les secrets; et lorsque Marguerite reçut l'ordre d'évacuer le Portugal, il ne craignit pas de lui faire cortége jusqu'à la frontière.

Olivarès se trouvait alors dans l'impossibilité de réaliser aucune des terribles menaces lancées de Madrid contre la révolution portugaise. Il reprit courage à la nouvelle de cette protestation hardie, et engagea aussitôt avec Mattas d'actives négociations. L'archevêque était puissant et habile. Il ne tarda pas à attirer dans son parti le grand inquisiteur, un grand nombre de moines et quelques seigneurs mécontents, notamment le duc de Caminha, le comte d'Armamar, le marquis de Villa Réal, Antoine Correa, tous ceux enfin qui s'étaient compromis pour l'Espagne, ou qui ne se trouvaient pas assez récompensés de leurs services. Une conspiration allait donc détruire ce qu'avait fait une conspiration : seulement la première était l'œuvre de la nation, celle-ci d'une coterie.

C'est le 5 août 1641 que les conspirateurs choisirent pour l'exécution de leurs plans. Il s'agissait de mettre le feu au palais, d'y pénétrer sous prétexte de l'éteindre, de tuer Jean IV, et de nommer le marquis de Villa Réal, gouverneur intérimaire du royaume. L'or espagnol avait été assez répandu pour donner à la contre-révolution une armée suffisante.

Tout allait bien, quand le marquis d'Ayamonte, qui gouvernait une des villes frontières, reçut une lettre adressée au

comte-duc d'Olivarès par le grand inquisiteur de Lisbonne. Étonné d'y voir le sceau de l'inquisition, il résolut de l'ouvrir. Elle contenait tout le détail de la conjuration.

Le gouvernement de Lisbonne affecta cependant la plus complète ignorance. Il voulait prendre ses ennemis sur le fait. Mais le 5 août, au matin, c'est-à-dire au moment où les conjurés se préparaient à accomplir leurs desseins, des troupes nombreuses entrèrent dans Lisbonne, et c'est ainsi que la population apprit les dangers qui menaçaient déjà la liberté. L'indignation que causa partout cette nouvelle dut apprendre aux coupables combien leur entreprise était insensée et criminelle.

Il ne restait qu'à punir, et le procès fut bientôt instruit, les conspirateurs ne cherchant tous que dans un aveu complet un adoucissement à leur sort. En vain Jean IV inclinait-il vers la pitié; la nation était trop offensée pour s'associer à ce sentiment, et les juges auxquels elle avait confié le soin de sa vengeance prononcèrent la peine de mort contre le duc de Caminha, le marquis de Villa Réal, et quelques-uns de leurs principaux complices, avec cette seule différence que ceux d'entre eux qui étaient gentilshommes auraient la tête tranchée et que les autres seraient pendus. Soit respect pour la dignité ecclésiastique, soit désir de ne pas irriter davantage la cour de Rome, il n'y eut de faveur que pour les prêtres, c'est-à-dire pour ceux-là même qui en méritaient le moins. Le grand inquisiteur en fut quitte pour une détention de deux ans, et l'archevêque de Braga pour la prison aussi, rien ne prouvant qu'il y ait été empoisonné. Lorsqu'il mourut, on l'enterra, d'après ses ordres, sous le porche d'une église, sans qu'aucune cérémonie, sans qu'aucune épitaphe rappelât aux Portugais que là gisait le primat du royaume.

En apprenant le mauvais succès de ses intrigues, la cour de Madrid n'éprouva d'autre sentiment que celui de la colère; et, dans l'impuissance où elle se trouvait de la faire éclater contre le Portugal, elle voulut du moins se venger sur des individus. Le marquis d'Ayamonte fut saisi et mis à mort, comme traître; et l'infant don Édouard fut jeté en prison, au mépris du droit des gens, pour cela seul qu'il était frère de

Jean IV. — Nous n'insisterons pas sur une nouvelle conspiration dont Olivarès fut encore le héros en 1643. Elle était si peu dangereuse qu'elle ne servit qu'à montrer à quel degré d'abaissement étaient descendus les indignes successeurs de Charles-Quint.

C'est alors que le tout-puissant Olivarès tomba sous le coup d'une disgrâce soudaine. Elle était le juste prix de sa conduite. Ministre depuis vingt-deux ans, il semblait qu'il eût pris plaisir à rendre irrémédiable la décadence de la monarchie espagnole. Loin de consacrer tous ses soins à guérir les profondes blessures qu'elle avait déjà reçues de Philippe II et de Philippe III, il n'avait songé qu'à agrandir encore les projets de leur gigantesque ambition. Aussi lorsqu'il quitta le ministère, laissait-il l'Espagne ruinée, le Portugal indépendant, la Catalogne révoltée, la Hollande puissante et la France héritant de la vieille prépondérance de la maison d'Autriche.

L'Espagne recourt aux armes; défaite de Montijo (1644); l'Europe presque entière reconnaît Jean IV.

Ce que n'avait pu faire Olivarès avec des conspirations, don Louis de Haro, son successeur et son neveu, l'entreprit par la force des armes. Ses ressources se trouvaient par bonheur si fort amoindries par la révolte obstinée des Catalans et par la récente défaite de Rocroy, qu'il ne parvint à réunir que quelques mauvais régiments. Protégé, du côté de la mer, par les vaisseaux de la France et de l'Angleterre, Jean IV résolut de ne pas attendre les Castillans; et, bien qu'il n'eût guère plus de huit mille hommes avec quelques canons, on le vit ravager impunément la Galice et l'Estramadure. Mathias d'Albuquerque, qui commandait en son nom, termina même la campagne par la brillante victoire de Montijo, à quelque distance de Badajoz (26 mai 1644). Ainsi se trouva consolidée l'œuvre de Pinto Ribeiro. Depuis ce moment, l'on ne pouvait douter que les rois portugais n'imposassent quelque jour à l'orgueil espagnol la mortification de les reconnaître. Faibles eux-mêmes, ils avaient pour garanties de leur indépendance et la faiblesse plus grande en-

core de Philippe IV, et l'amitié des puissants ennemis de ce prince.

A peine rassuré sur les bruyantes colères de la cour de Madrid, Jean IV voulut mettre à profit ces illustres amitiés pour que ses ambassadeurs fussent enfin reçus aux conférences de Munster. Soit que la maison d'Autriche, naguère encore si dominante, fût décidée à tout tenter plutôt que de subir un tel affront; soit que Mazarin, moins empressé que Richelieu, aimât mieux tenir le roi de Portugal sous la dépendance de la France, il n'y put réussir, et ses ambassadeurs continuèrent de ne figurer à Munster que comme à la suite des plénipotentiaires français. Mais, s'il ne fut pas admis aux bénéfices de la paix de Westphalie, et si les Hollandais, traitant à part avec l'Espagne, obtinrent même d'elle la cession de toutes les colonies qu'ils avaient conquises en Orient[1], il fut assez heureux pour que Mazarin ne se réconciliât pas avec don Louis de Haro, et pour que toutes les puissances de l'Europe reconnussent son indépendance, à l'exception de la Castille, de l'empereur, du pape et de quelques princes qui n'osaient pas se détacher de la suzeraineté autrichienne.

Les colonies portugaises en Orient achèvent de périr.

Le Portugal, ne put, malheureusement, gouverner aussi bien ses affaires maritimes! En Amérique et en Asie, il ne retrouvait pas la toute-puissante protection de la France victorieuse, et le besoin de défendre en Europe son indépendance renaissante donnait à ses rivaux toute liberté de le dépouiller au loin.

Malgré toutes les sympathies politiques qui devaient lier la Hollande rebelle au Portugal émancipé, les Hollandais avaient trop d'intérêt à poursuivre l'édifice de leur puissance coloniale pour s'arrêter tout à coup devant cette seule considération; et, l'année même où Jean IV relevait la couronne de Portugal, on les vit mettre le siége devant Malacca. Malacca succomba l'année suivante après une admirable lutte (1641).

1. Art. 5 de la paix de Munster, 30 janvier 1648.

C'est là qu'enivré par la gloire du succès, le général victorieux demanda, dit-on, aux vaincus quand ils reviendraient. — Lorsque vos vices, reprit l'un d'eux, auront égalé les nôtres.

Les Hollandais s'empressèrent d'enlever ensuite Négapatam, Bornéo, les Célèbes, et d'occuper toutes les positions importantes, pillant tous les vaisseaux, arrachant toutes les plantes à épices, si bien qu'il ne resta de muscadiers et de girofliers qu'à Banda et à Amboine. Quelle fut alors la situation des premiers maîtres de l'Asie? De n'y posséder plus que quelques villes, telles que Diu, dans le Guzerate; Calicut, Cochin, Cananor, Coulan, Goa, Chaul et Daboul, sur le rivage occidental; Macao, sur les côtes de la Chine; qui ne pouvaient manquer de devenir aussi la proie des Hollandais, et auxquelles on ne permettait l'indépendance qu'à la condition de languir. Notons, pourtant, ne fût-ce que pour illustrer un peu cette triste décadence, la belle résistance d'Antonio Coutinho, qui, dans la défense de Colombo (en 1655), déploya une valeur digne des plus beaux temps du Portugal. Encore ne réussit-il pas à la sauver. Les Hollandais trouvaient trop d'auxiliaires parmi les naturels eux-mêmes pour qu'il n'en fût pas ainsi. « Si vous voulez, disait le roi de Candi à l'amiral Spilberg, élever ici une forteresse, moi, ma femme, mes enfants, nous serons les premiers à vous en fournir les matériaux. » C'est que les Hollandais se contentaient de faire le commerce, et qu'ils n'aspiraient pas à imposer partout leurs mœurs, leurs volontés, leur langue, leur religion.

C'est à la suite de ces brillants succès, et après les explorations les plus hardies à travers les archipels de l'Océanie, que les Hollandais, se considérant désormais comme les seconds souverains de l'Orient, organisèrent leur vaste empire. Il se divisa en cinq gouvernements : Java, Amboine, Ternate, Ceylan et Macassar, avec un centre commun à Batavia, et relevant tous de la compagnie d'Amsterdam. Rien de plus simple ni de plus raisonnable que cette constitution, qui conciliait si parfaitement les intérêts généraux et particuliers des colonies hollandaises. Combien la puissance portugaise eût-elle été plus durable si elle eût reposé sur une telle base!

Les colonies d'Afrique ont le même sort; le Cap (1653).

Si telle était la destinée des colonies orientales, malgré tous les efforts que Jean IV et les vice-rois faisaient incessamment pour les soutenir, quelle facilité n'y avait-il pas à enlever celles de l'Afrique, qui, dispersées sur des rivages infinis, manquaient d'unité, de défenseurs et de ressources! Elles ne pouvaient être qu'une proie. Les Hollandais s'établirent donc sans peine d'abord dans quelques-unes des places où se faisait l'odieux trafic des noirs; puis, en 1653, au cap de Bonne-Espérance. Depuis longtemps la Hollande convoitait un port commode, où ses vaisseaux pussent relâcher en se rendant aux Indes; et l'île de Saint-Hélène était si loin de réaliser ce désir qu'elle n'avait pas tardé à l'abandonner. Elle jeta les yeux sur le Cap, et en apprécia si bien l'importance qu'elle résolut de ne rien épargner pour s'en assurer la possession. On évalue à plus de quarante-six millions de francs les sommes qu'elle dépensa, dans l'espace de quelques années, sur ce seul point. Elle s'en crut bien récompensée lorsqu'elle se vit maîtresse de la ville du Cap, de la baie de la Table et des riches coteaux de Constance. Considérant même cette position comme la clef, comme le rempart de son empire colonial, elle eut soin d'y établir un sixième gouvernement avec des pouvoirs très-étendus et des forces considérables.

Que restait-il après cela aux Portugais? Mozambique, Sofala, Mélinde, que les Arabes leur enlevèrent bientôt, sur la côte orientale; le Congo, Angola, Benguela, Saint-Paul de Loanda, sur la côte occidentale, dont ils ne durent la conservation qu'au vaillant Salvador Correâ da Sâ, accouru tout à coup du Brésil pour en chasser les Hollandais (1648); et parmi les îles, celles d'Annobon, de Saint-Thomas, de Priora, de Fernando Pô, de Gorée, qui n'avaient de valeur que comme stations du commerce des Indes.

Mais le Brésil échappe aux Hollandais; Vieira.

Peu s'en fallut que le Brésil ne devînt en même temps le domaine de la compagnie hollandaise des Indes occidentales,

et qu'ainsi le Portugal ne se trouvât réduit à lui-même. Jean IV était à peine roi qu'il avait signé avec les Provinces-Unies une trêve de dix ans pour l'Amérique. Cette trêve, qui consacrait toutes les acquisitions antérieures des Hollandais, leur permettait d'y prendre racine, jusqu'à ce qu'ils fussent en état d'expulser complétement les Portugais. Mais, tandis que Jean IV accordait cette cruelle concession aux nécessités du moment, les marchands hollandais se firent si bien détester de tous les Brésiliens, qu'une insurrection formidable se trama contre eux en 1645. Le chef du complot était un Portugais de naissance obscure, et qui, du rang de domestique, avait su s'élever à celui de riche négociant. Il se nommait Jean-Fernandez Vieira. Il ne s'agissait de rien moins que de massacrer, à Pernambucco, au milieu d'une fête publique, tous les Hollandais qui avaient pris part au gouvernement. La découverte soudaine de cette conjuration ne découragea pas Vieira, qui, d'ailleurs, n'avait plus d'autre chance de salut que la révolte; et il fit un si habile usage de ses largesses, de sa popularité, de la religion, et surtout des ressentiments qu'éprouvaient ses concitoyens, qu'il eut bientôt une armée, sans rien demander à la métropole. Il fit mieux encore, il battit les Hollandais, et, après la victoire de Tarocas, qu'il remporta aux portes de Pernambucco, il put jurer à ses compagnons que leurs ennemis seraient avant peu jetés à la mer.

Telle était aussi l'espérance du peuple et du gouvernement portugais. Ils ne pouvaient voir qu'avec plaisir de si belles colonies rentrant enfin sous leur domination. Mais comment s'associer à ces agressions sans violer la trêve de dix ans et sans attirer sur soi la redoutable colère de la Hollande? Jean IV ne l'osa pas, et, non content de désavouer les auteurs de l'insurrection, il déclara même bien haut qu'il s'empresserait de les punir. Seulement, comme il était malaisé d'admettre la sincérité de ce désaveu, les révoltés n'en tinrent nul compte, et leurs succès continuèrent, sans rencontrer, en effet, d'autre obstacle, de la part de la métropole, que des plaintes et des menaces bruyantes. « Si le roi, disait alors le « brave Vieira, connaissait mieux son intérêt, notre dévoue-

« ment, nos progrès, loin de nous arracher les armes des « mains, il nous aiderait de toute sa puissance; » et tous ses compagnons, dominés par la même conviction, s'engageaient à rendre Jean IV victorieux malgré lui.

Les Brésiliens apprirent bientôt que la Hollande, longtemps abusée par les promesses de Jean, réunissait des forces considérables et qu'elle allait les lancer contre eux. Ils résolurent d'en devancer l'arrivée, et leurs efforts furent si heureux que les Hollandais se virent tout à coup réduits à quelques positions secondaires. Les deux victoires les plus décisives de Vieira furent celles du 19 avril 1648 sur Sigismond Van Scoppe, et du 19 février 1649 sur Bibink, après lesquelles toutes les places que les troupes bataves occupaient encore succombèrent successivement. Enfin, le peu de soldats étrangers que la famine et le feu avaient épargnés ne se sauvèrent qu'au moyen d'une capitulation honteuse, qui stipulait l'évacuation immédiate du Brésil et l'abandon d'un riche matériel de guerre à Pernambucco, 28 janvier 1654[1].

Heureuse compensation de toutes les pertes que le Portugal ne cessait d'éprouver en Orient et en Afrique, cette nouvelle conquête du Brésil fournit un aliment précieux à l'activité portugaise, et répandit en même temps un peu de gloire sur le règne de Jean IV. Mais est-ce à lui que revient cette gloire? Et que serait-il arrivé si Vieira ne se fût obstiné dans sa patriotique désobéissance?

Gouvernement intérieur de Jean IV.

Cependant le roi Jean IV ne songeait guère qu'à gouverner paternellement son royaume, à s'assurer des alliés, et à dés-

1. Ce ne fut qu'en 1661 et en 1669 que la paix fut décidément rétablie entre le Portugal et les Provinces-Unies par les traités de La Haye, malgré l'opposition de quelques provinces hollandaises qui s'accommodaient parfaitement de la continuation de la guerre Par le premier de ces traités, le roi de Portugal s'engageait à payer pour le Brésil une somme de trois millions de florins, ou la même valeur en tabac, sel et autres marchandises, et à ouvrir cette colonie au commerce hollandais. Par le second, il fut convenu que les Hollandais conserveraient toutes leurs conquêtes en Orient, excepté Cananor et Cochin, que la cour de Lisbonne recouvrerait aussitôt après le payement des trois millions de florins promis, et que le roi de Portugal payerait de plus la valeur d'un million de florins en sel.

armer le pape par les complaisances les plus dangereuses envers les jésuites. Aussi le Portugal, que la liberté semblait devoir régénérer, loin de recouvrer son ancienne splendeur, ne fit que languir. Le grand rôle qu'il a joué dans le monde est tout à fait terminé. Du jour où l'Océan lui manque, il descend tout à coup au rang d'État secondaire.

Jean IV montra une seule fois une louable énergie. Ce fut contre l'Angleterre, qui aspirait déjà à exercer sur la maison de Bragance un véritable protectorat. La flotte de Charles II, commandée par les princes palatins Robert et Maurice, venait de chercher asile dans le port de Lisbonne, lorsque parut la flotte parlementaire de l'amiral Blake. Blake somma aussitôt le roi, au nom de Cromwell et de l'Angleterre, d'expulser les fugitifs, le menaçant de châtier son refus par l'incendie de tous les vaisseaux que contenait le port. Jean IV ne répondit que par l'ordre donné à tous ses navires de mettre à la voile, et Blake fut désarmé par cette fière contenance, 1650. Il est vrai que Cromwell, devenu roi sous le nom de protecteur, sut bientôt venger cet affront. Un matelot anglais avait été insulté à Lisbonne. Il exigea une éclatante réparation, et il fallut bien s'humilier devant ses redoutables volontés.

CHAPITRE XVIII.

RÈGNE MALHEUREUX DE DON ALPHONSE VI (1656-1683).

ALPHONSE VI MINEUR ; DONA LOUISE RÉGENTE ; SUCCÈS ; PAIX DES PYRÉNÉES (1659). — ABANDONNÉE PAR MAZARIN DONA LOUISE S'UNIT A L'ANGLETERRE (1660) ; A QUEL PRIX ; PAIX AVEC LA HOLLANDE. — MAUVAISE ÉDUCATION D'ALPHONSE VI. — CHUTE DE LA RÉGENTE RENVERSÉE PAR CASTELMELHOR (1662). — GOUVERNEMENT DE CASTELMELHOR ; HABILETÉ DE CE FAVORI ; PAIX AVEC LA CASTILLE. — CHUTE DE CASTELMELHOR ; DON PÈDRE ET LA REINE CONSPIRENT CONTRE LUI. — CHUTE D'ALPHONSE VI LUI-MÊME ; MÉPRIS GÉNÉRAL DONT IL EST L'OBJET ; DON PÈDRE RÉGENT, PUIS ROI.

Alphonse VI mineur ; dona Louise régente ; succès ; paix des Pyrénées (1659).

Les circonstances étaient graves, lorsque Jean IV mourut en 1656. Il laissait la couronne à un enfant de treize ans, de qui l'intelligence, naturellement débile, avait encore été épuisée par de cruelles maladies. Aussi quelques députés des Cortès avaient-ils proposé, dès 1652, de l'écarter du trône, pour y placer don Pèdre, son jeune frère. Leur avis n'avait pas prévalu, et le Portugal fut condamné à avoir pour roi l'imbécile Alphonse VI.

Il est vrai qu'il reçut pour tutrice et pour régente une femme bien digne de ce rang, dona Louise de Gusman, sa mère. Les Portugais, qui appréciaient son énergie et son patriotisme, ne doutaient pas qu'elle n'exerçât toujours sur son fils un ascendant souverain.

La régente n'omit rien pour justifier cette glorieuse estime. Elle le prouva par les soins éclairés qu'elle donnait à l'armée, aux finances, au choix des généraux, surtout à l'interminable lutte du Portugal et de la Castille ; car le premier besoin du pays était toujours d'affermir l'œuvre de son indépendance. Elle eut le bonheur d'y réussir. Les Castillans venaient de repousser les Portugais des murs d'Olivença et de Badajoz, et, franchissant à leur tour la frontière, ils menaçaient d'enlever Elvas, la clef de l'Alemtéjo, le boulevard de Lisbonne, quand dona Louise lança contre eux Menezès et Albuquerque

avec dix mille hommes. Quelques jours après, don Louis de Haro se laissait forcer dans son camp retranché, Elvas était délivrée, et les vaincus se hâtaient de rentrer dans l'Estramadure. Ni la perte du brave Albuquerque qui trouva dans cette campagne une mort digne de son nom, ni les faibles avantages que les troupes espagnoles obtenaient cependant au nord du Portugal entre Minho et Duero, ne pouvaient compenser des revers aussi éclatants.

Mais un danger bien plus redoutable vint alors menacer le Portugal. Si Jean IV et la Régente avaient en effet pu maintenir jusqu'ici l'indépendance de leur pays, c'était surtout, il faut bien l'avouer, grâce aux puissantes diversions de la France et de tous les peuples coalisés avec elle contre la maison d'Autriche. Or le jour arriva, où, après quatorze années d'une lutte acharnée, don Louis de Haro et Mazarin songèrent sérieusement à traiter, et où des négociations actives s'engagèrent entre Pimentel et Lyonne, leurs agents.

Aussitôt la Régente mit tout en œuvre pour les traverser; et, comme elle craignait surtout un mariage entre Louis XIV et Marie-Thérèse, elle se hâta d'envoyer à Paris une ambassade solennelle, non-seulement pour rappeler à la France tout l'intérêt qu'elle avait à soutenir le Portugal, mais pour offrir Catherine sa fille. Peines inutiles! Louis XIV, dont la main était ambitionnée alors par les deux filles du duc d'Orléans, par Catherine de Portugal, Henriette d'Angleterre, Marguerite de Savoie, Marie Mancini et Marie-Thérèse, finit par arrêter son choix sur cette dernière princesse. Outre qu'elle effaçait toutes ses rivales par l'illustration de sa naissance, elle apportait à la France une dot incomparable : l'espérance d'unir un jour sur le même front les couronnes de François I[er] et de Charles-Quint.

Ce n'est pas que Mazarin fût indifférent à l'indépendance du Portugal, ni qu'il méprisât les avis du maréchal de Turenne plaidant sans cesse la cause de ce pays. Mais, après tout, la France avait d'autres intérêts aussi considérables que celui-là, et combien eût-il été déraisonnable d'y sacrifier les brillantes conditions auxquelles la cour de Madrid consentait de souscrire? Le cardinal se contenta donc

de bien traiter l'ambassadeur portugais, de lui exprimer ses regrets, et de lui recommander deux excellents généraux, l'Allemand Schomberg, et l'Irlandais Ilchiquin. Puis il se mit en route pour aller stipuler lui-même, aux Pyrénées, les dernières clauses de la prochaine paix.

Il est pénible d'ajouter que dans son empressement à unir les deux royaumes et les deux familles d'Espagne et de France, Mazarin ne s'arrêta pas là, et que, non content d'abandonner le Portugal, il se fit l'auxiliaire officiel de ses anciens maîtres. Telles étaient en effet les instructions du plénipotentiaire français, le marquis de Choup, qu'en arrivant à Lisbonne, il ne répondit à toutes les avances du gouvernement portugais, que par la brusque proposition de tout remettre sur le pied de 1640, à la seule condition que la maison de Bragance rentrerait aussitôt dans tous ses biens, honneurs et prérogatives, et que les chefs de cette famille porteraient héréditairement les titres de gouverneurs et vice-rois de Portugal. Proposition odieuse, qui ne tendait à rien moins qu'à asservir de nouveau la nation portugaise, à déshonorer la maison de Bragance, et à reconstituer l'unité de la péninsule espagnole. Et cependant quels efforts la France n'avait-elle pas faits pour armer le Portugal, alors qu'elle avait eu besoin d'enchaîner la puissance espagnole par des embarras intérieurs !

La régente n'hésita pas à rejeter des offres aussi funestes, aussi inattendues; et, de son côté, Mazarin n'en résolut pas moins de signer la fameuse paix des Pyrénées. Or l'un des articles de ce traité (art. 60) stipulait à propos du Portugal: « que si Alphonse VI n'accédait pas, sous trois mois, aux propositions précitées, le roi très-chrétien s'engageait, pour lui-même et pour ses successeurs, à ne donner au Portugal, alors ni dans la suite, aucune aide ni assistance, publique ni secrète, directement ni indirectement, d'hommes, armes, munitions, vivres, vaisseaux ou argent, sous quelque prétexte que ce fût; comme aussi à ne permettre qu'il se fît des levées en aucun endroit de ses États, ni accorder passage à aucuns qui pourraient venir d'autres États au secours dudit royaume de Portugal. » — Reste à savoir, après de telles

promesses, si Mazarin était sincère ; ou bien s'il ne connaissait pas assez l'épuisement de la monarchie espagnole pour être convaincu qu'elle n'était pas en état de mettre à profit sa complaisance.

Abandonnée par Mazarin, dona Louise s'unit à l'Angleterre (1660); à quel prix? Paix avec la Hollande.

Quoi qu'il en soit, dès que cette terrible nouvelle se fut répandue parmi les Portugais, la douleur fut universelle. Abandonnés, trahis par Mazarin, comment pourront-ils supporter tout le poids de la monarchie espagnole ? Que va devenir leur liberté, si chèrement acquise, si laborieusement défendue, au milieu même de la conflagration de l'Occident ?

En cette occurrence, dona Louise ne vit qu'un seul moyen pour faire face à tous les dangers de la situation : ce fut de compenser la perte de l'alliance française par l'acquisition d'une alliance de même valeur ; et elle tourna aussitôt ses espérances vers l'Angleterre. Puissance maritime et commerciale, l'Angleterre n'était-elle pas l'alliée naturelle de tous les ennemis de l'Espagne ? N'avait-elle pas d'ailleurs contribué, comme la France, quoique dans une moindre mesure, à garantir la renaissance de la liberté portugaise ?

L'Angleterre avait trop d'intérêt à affaiblir l'Espagne et à patronner le Portugal, pour ne pas mériter la confiance de dona Louise, et don François Mello, son ambassadeur, ne tarda pas à obtenir de Charles II un traité qui autorisait le gouvernement portugais à lever, dans les îles Britanniques, dix mille fantassins et deux mille cinq cents chevaux, à la condition d'acheter en Angleterre toutes les armes et toutes les munitions nécessaires. C'est grâce à cette permission que la cour de Lisbonne put se flatter d'affronter les conséquences de la paix des Pyrénées, et de conserver sa liberté. Seulement à quel prix l'Angleterre allait-elle taxer son assistance ? On l'ignora d'abord, et le cabinet de Londres sembla n'avoir pris conseil que de sa générosité ; mais nous verrons combien de malheurs découlèrent de ce traité de don François Mello, et

sur le Portugal, et sur l'Espagne, et par suite sur la France elle-même.

Cette naissante vassalité du Portugal devint déjà plus manifeste l'année suivante, dès 1661, sous le frivole prétexte d'unir la famille des Stuarts et celle des Bragances. Si, en épousant l'infante Catherine, Charles II prit l'engagement de secourir partout Alphonse VI, son beau-frère, ce ne fut qu'à la condition expresse de recevoir, outre deux millions de cruzades, les deux belles positions de Tanger en Afrique, et de Bombay dans les Indes. Tels furent pour l'Angleterre les premiers fruits des haines malheureuses qui divisaient de nouveau le Portugal et l'Espagne. C'est à ces rivalités et à l'abstension de la France qu'elle dut de régner bientôt sur le Portugal indépendant, et, par le Portugal, sur toute la Péninsule.

Il est vrai qu'abandonner aux Anglais quelques-unes des plus belles colonies portugaises, en retour d'une indispensable assistance, ce n'était guère que les ravir aux Hollandais. Maîtres des îles Moluques, des îles Célèbes, de Calicut (1658), de Cananor, de Cochin, de Coulan (1661), ces nouveaux rois de l'Orient ne cessaient de grandir, et les Anglais étaient les seuls rivaux qui pussent désormais leur inspirer quelque inquiétude. Dona Louise eut du moins la joie de signer avec la Hollande un traité plus avantageux : celui de 1661, en vertu duquel le Brésil, ainsi que ses annexes (la Guyane et l'Uruguay jusqu'au fleuve de la Plata), devaient être complétement évacués par les Hollandais, moyennant une somme de huit millions, payables soit en argent, soit en marchandises. Certes, elle méritait bien cette consolation, pour prix de tous les efforts que lui avait imposés la difficulté des temps.

Mauvaise éducation d'Alphonse VI.

Tandis que la régente se montrait si digne du trône, l'enfant royal, loin de s'appliquer aux sérieuses études qu'exigeait sa naissance, ne songeait qu'à se divertir. Son amusement favori consista d'abord à rassembler dans une des

cours du palais un assez grand nombre de jeunes gens qu'il divisait en plusieurs bandes, et qu'il faisait combattre à coups de fronde. Plus âgé, il substitua à cette récréation puérile la chasse, la lutte, les débauches et les courses nocturnes, durant lesquelles, entouré de jeunes seigneurs aussi dissolus que lui, il se plaisait, comme Gaston, frère de Louis XIII, à insulter les passants attardés, à les détrousser même, et à battre le guet. L'arrêtait-on, il déclarait qui il était, et aussitôt on s'excusait de l'avoir retenu un moment.

Il va sans dire qu'un tel prince avait un favori. C'était un marchand génois, Nicolas Conti, qui se prétendait issu d'une illustre famille vénitienne, et qui s'était insinué dans la faveur du jeune roi, par un honteux empressement à flatter tous ses caprices. En vain la reine-mère donnait-elle à son fils les conseils les plus sages; en vain le suppliait-elle de ne se pas déshonorer par une amitié aussi mal choisie; elle ne parvint qu'à s'attirer sa haine, tandis que Conti acquérait chaque jour un ascendant plus irrésistible. Et voilà en quelles mains allait tomber le Portugal affaibli !

Dona Louise, à laquelle Alphonse VI, plus préoccupé de ses plaisirs que d'ambition, laissait encore toute la puissance, aurait trahi sa patrie, si elle avait souffert plus longtemps la scandaleuse fortune de Conti. Elle le fit donc saisir avec son frère, dans les appartements du roi; et, jeté aussitôt sur un navire que l'on avait préparé à cette intention, il fut emporté vers le Brésil, malgré les cris qu'il opposait à cette violence, et même malgré les menaces qu'Alphonse proférait contre ceux qui lui enlevaient son ami.

Chute de la régente renversée par Castelmelhor (1662).

A peine Conti avait-il quitté le rivage, qu'Alphonse VI l'oublia; non pour suivre les bons avis de la régente, mais pour reporter toute sa confiance, toutes ses affections sur un autre courtisan, sur le comte de Castelmelhor. Plus hardi que son prédécesseur, Castelmelhor ne se contenta pas longtemps de régner sur son jeune maître, il voulut aussi gouver-

ner, et ne cessa dès lors d'aigrir le roi, tantôt contre dona Louise, sa mère, tantôt contre don Pèdre, son frère. Quelle honte, disait-il, pour un prince majeur, de se livrer ainsi à une mère orgueilleuse, et à un jeune homme ambitieux qui n'aspirait à rien moins qu'à lui ravir sa couronne! Puis, lorsqu'il crut que ses paroles avaient assez préparé Alphonse à un coup d'audace, il l'enleva de Lisbonne, l'entraîna au château fort d'Alcantara, le contraignit d'annoncer que la régence était finie, et qu'il allait prendre en mains l'administration de ses États. C'est ainsi que dona Louise fut récompensée de tous ses soins! Abandonnée de ses courtisans, disgraciée par son fils, elle ne fit pas difficulté de quitter le pouvoir; elle ne l'avait exercé que pour le bien. Seulement, afin de donner à son fils une dernière leçon, elle lui fit observer qu'il serait peut-être plus convenable de venir prendre le gouvernement à Lisbonne, et aux yeux de la nation, que dans un château fort, et furtivement, comme un bien auquel il n'aurait pas droit. Alphonse n'osa pas désobéir, et dona Louise lui dit en déposant les sceaux: « Voilà les sceaux « que le roi, mon mari, me confia avec la régence. Pre- « nez-les : je souhaite que votre règne soit heureux (23 juin 1662).

En parlant ainsi, dona Louise ne faisait qu'exprimer les nobles sentiments de son âme : elle n'espérait guère de voir ses vœux exaucés. Après un pénible séjour qu'elle fit encore au palais, elle ne put s'accoutumer à l'indifférence de son fils, ni à l'insolence du favori. Elle alla chercher un asile dans le paisible couvent des Augustines. C'est là qu'elle mourut en 1666, au milieu des plus pieuses pratiques, sans regretter jamais la puissance, mais tourmentée par les appréhensions que lui causait l'avenir.

Gouvernement de Castelmelhor; habileté de ce favori; paix avec la Castille.

Il se trouva toutefois que le comte de Castelmelhor était beaucoup plus digne de sa faveur que dona Louise ne l'imaginait; car il se servit de sa toute-puissance, non-seulement pour se maintenir lui-même et pour écarter les rivalités,

mais pour surveiller toutes les parties de l'administration publique, et pour assurer l'indépendance du Portugal. En faisant ses propres affaires, il sut aussi faire celles de son pays.

Malgré l'inutilité de tous les efforts tentés durant vingt-deux ans contre la révolution portugaise, Philippe IV pouvait d'autant moins se résoudre à en reconnaître la légitimité, que la paix des Pyrénées lui permettait de tourner toutes ses forces de ce côté, et que la chute de la régente semblait devoir désorganiser la résistance. Il assembla donc une nouvelle armée, la plus forte que la Castille eût encore lancée contre le Portugal, et il en confia le commandement à don Juan, son fils naturel, avec ordre de marcher sur Lisbonne. Tout allait bien en effet pour les Espagnols, et déjà l'on pouvait prévoir le jour où ils entreraient dans la capitale, lorsque, le 8 juin 1663, ils se trouvèrent subitement arrêtés par une défaite, à Ameixial, sur les bords du Degede. Il ne sera pas superflu d'ajouter que si le comte de Villaflor était, dans cette belle journée, le chef de l'armée portugaise, il avait pour second l'illustre général Schomberg, et qu'une bonne partie de cette gloire revient ainsi à la France. Schomberg avait lui-même sous ses ordres plus de six cents officiers français, que la paix rendait disponibles et qui avaient pris du service à la cour de Lisbonne, avec l'assentiment secret de la cour de France (1665).

Affaiblis par la perte de dix mille morts ou prisonniers que leur coûta cette seule défaite, les Espagnols ne pouvaient se flatter d'exécuter leur plan. Après avoir gardé quelque temps la défensive, ils furent même réduits à évacuer la plupart des places qu'ils occupaient encore, entr'autres Evora et Castel Rodrigo. Les Portugais, au contraire, pénétrèrent en Estramadure, et insultèrent la cour de Madrid par la prise de Valence d'Alcantara.

Peu s'en fallut que les rapides progrès de l'armée portugaise ne fussent à leur tour suspendus par le légitime mécontentement qu'inspiraient aux Français l'ingratitude et les préventions de la cour de Lisbonne. Mais Schomberg, bien qu'il fût le premier à en souffrir, s'appliqua à l'apaiser, et,

mettant de côté tout ressentiment personnel, il consentit même à être le lieutenant de Marialva, comme il l'avait été de Villaflor. Aussi les Espagnols essuyèrent-ils une seconde défaite à Montes Claros, au moment où, guidés par Caracena, ils étaient parvenus jusqu'à Villa-Viciosa, sur la route de Lisbonne, 17 juin 1665. Lorsque Caracena eut mandé à Philippe IV mourant la nouvelle de ce cruel désastre, on dit que ce prince laissa tomber de ses mains la lettre qui en contenait le récit en disant : Dieu le veut. Philippe IV avait raison. Comment Dieu n'aurait-il pas soutenu ceux qui combattaient pour leur patrie, contre ceux qui ne représentaient que l'orgueil, le despotisme et l'usurpation ?

Depuis ce moment, Marialva, et surtout Schomberg, que Castelmelhor se décida enfin à nommer général en chef et duc, ne cessèrent d'obtenir sur les troupes castillanes des succès éclatants. Philippe IV mourut sur ces entrefaites, laissant pour successeur l'imbécile Charles II, et les plus graves dissentiments s'élevèrent aussitôt entre les cours de Madrid et de France. Il fallut donc se résigner à la paix. Elle eut lieu en 1668, sous la médiation de l'Angleterre, et consacra pleinement l'œuvre de 1640. L'Espagne ne conserva que Ceuta en souvenir de son ancienne domination.

Or cette consécration de l'indépendance portugaise n'était pas un fait qui intéressât seulement la Péninsule, mais tout l'Occident, mais toute l'Europe. Privée du Portugal et des Pays-Bas, la monarchie espagnole n'est plus décidément qu'une puissance secondaire, malgré les immenses territoires qu'elle conserve encore. Reste à savoir à qui cet abaissement profitera. Sera-ce à la France ? Ne sera-ce pas plutôt à l'Angleterre ? Ce qui est moins sérieux que cela, c'est le surnom de Victorieux dont il plut à Castelmelhor d'affubler son maître, tandis que régnant seul, il ne lui laissait que les plaisirs de la royauté.

Chute de Castelmelhor ; don Pèdre et la reine conspirent contre lui.

A tous les soucis dont cette dernière lutte contre la Castille accablait Castelmelhor, se mêlaient ceux que lui causait

l'impatiente ambition de l'infant don Pèdre, frère d'Alphonse VI. Il savait que ce jeune prince, non moins cher au peuple que le roi en était méprisé, fondait sur cet amour et sur ce mépris les plus hautes espérances. Castelmelhor s'imagina que le plus sûr moyen de confondre ces désirs, et d'imposer silence aux bruits injurieux qui circulaient sur son maître, était de lui chercher une compagne digne de la couronne. En se mariant, Alphonse renoncerait sans doute à tous les scandales qui le déshonoraient, et, s'il avait un fils, les prétentions de don Pèdre tomberaient d'elles-mêmes.

Castelmelhor avait pour politique constante à l'extérieur de s'appuyer également sur la France et sur l'Angleterre, de peur que les exigences de cette dernière puissance ne s'accrussent outre mesure : il s'adressa cette fois à la France et il obtint d'elle pour Alphonse, Marie-Françoise-Élisabeth de Savoie, fille du duc de Nemours et d'Élisabeth de Vendôme, 27 juin 1666. Leurs noces furent magnifiques; seulement Alphonse VI montra aussitôt à la jeune reine toute la bizarrerie de son caractère, et dès le premier jour on put craindre pour l'avenir. De son côté, Castelmelhor, qui s'était flatté de trouver en Élisabeth une princesse aussi douce qu'aimable, put bientôt voir à quel point on l'avait trompé. Élevée en France, et au milieu de la cour brillante de Louis XIV, Élisabeth n'était pas moins ambitieuse que belle. A peine eut-elle eu le temps d'apprécier son mari et tous ceux qui l'entouraient qu'elle les méprisa et prétendit régner à leur place.

Il n'y avait à cela rien que d'ordinaire; ce qui l'est moins, c'est qu'elle osa proclamer l'impuissance d'Alphonse VI et répondre à l'amour de don Pèdre son beau-frère, sans que les Portugais s'en indignassent, sans que le roi se hâtât de la punir. Tant était grand le mépris que méritait ce prince! tant il paraissait naturel que sa femme éprouvât à son égard les mêmes sentiments que toute la nation!

Encouragée par cette indulgence, Élisabeth résolut d'abord de renverser le comte de Castelmelhor, dont elle redoutait la pénétration et l'influence. Il lui suffit pour cela de répéter incessamment devant le roi que ce favori était l'unique cause

de toutes les intrigues qui agitaient la cour, et que son départ pouvait seul y rétablir la tranquillité. Alphonse finit par l'en croire, et lorsqu'il vit que le nombreux parti dont Schemberg était le chef parlait dans le même sens, il conçut tout à coup pour Castelmelhor une haine aussi aveugle que l'avait été sa tendresse. Celui-ci, qui pressentait depuis longtemps sa chute, ne voulut pas du moins donner à ses ennemis la joie de le tenir entre leurs mains; et, au lieu d'attendre sa disgrâce, il partit pour l'Italie, en se plaignant seulement qu'*un roi lui avait manqué*. Il passa plus tard d'Italie en France, puis en Angleterre, dans l'espérance de défaire ce qu'avaient fait ses ennemis, de rétablir Alphonse et de relever sa fortune. Tous ses efforts furent inutiles. L'instrument de son ambition était trop méprisable pour qu'elle eût chance de triompher, et il acheva obscurément dans l'exil une vie mêlée de gloire et de fautes.

Chute d'Alphonse VI; don Pèdre régent; puis roi.

Après la chute de Castelmelhor, Alphonse VI demeurait seul et il ne resta plus qu'à frapper. L'infant don Pèdre s'en chargea. Il y avait longtemps qu'il affectait de ne plus paraître à la cour et de s'entourer des précautions les plus minutieuses, lorsqu'il se présenta tout à coup devant son frère, et, invoquant l'opinion publique, lui proposa la réunion immédiate des États. Alphonse comprit sans doute de quel danger don Pèdre le menaçait; mais comment résister sans l'appui de Castelmelhor? il s'engagea à rassembler les Cortès pour le 27 janvier 1668.

Si rapprochée que fût cette date, Élisabeth ne se put résoudre à l'attendre et, sans égard pour les convenances les plus vulgaires, elle s'échappa du palais dès la fin de novembre 1667. Retirée au couvent des religieuses de l'Espérance, elle se hâta de publier qu'elle s'était enfuie parce que son mariage avec Alphonse n'ayant pas été consommé était nul; et telle était l'aversion qu'inspirait son mari, que cette singulière lettre d'Élisabeth fut accueillie tout autrement qu'on ne pourrait l'imaginer. Cependant, à la première nouvelle que la reine venait de trouver un asile dans le couvent de

l'Espérance, Alphonse VI s'était empressé de courir vers sa retraite, pour l'en arracher et la punir. On lui refusa l'entrée du saint lieu, et don Pèdre, convaincu que tout était perdu s'il n'agissait avec promptitude, profita de cette absence pour se rendre au palais avec une nombreuse escorte. A la vue de cet appareil menaçant, Alphonse éprouva une terreur si forte, qu'il n'hésita pas un moment à signer son abdication. Lisbonne et la nation entière confirmèrent aussitôt par leurs acclamations ce que venait d'accomplir la force.

Les Cortès, qui s'assemblèrent ensuite, donnèrent une consécration plus légale à cette inévitable usurpation de don Pèdre. Il n'accepta toutefois que les titres de régent et d'héritier présomptif, et c'est en cette qualité qu'il prêta serment aux institutions portugaises. Si incapable et si méprisé que fût Alphonse VI, son frère n'osait lui arracher sa couronne. Il lui laissa même tout l'extérieur de la puissance, et ne s'en réserva que la réalité.

C'est peu de temps après que les évêques et les théologiens, réunis par don Pèdre, pour examiner la validité du mariage d'Alphonse, en prononcèrent aussi la nullité. Le pape ratifia cette décision, et la France, qui l'avait provoquée, y applaudit. Élisabeth, au contraire, affecta de dissimuler l'amour que le régent lui inspirait depuis longtemps. Elle se borna à demander sa dot, et fit ostensiblement les préparatifs de son départ.

Peu s'en fallait que ces préparatifs ne fussent achevés, quand les États, où les partisans de don Pèdre étaient tout-puissants, proposèrent de marier Élisabeth à ce prince. A peine avaient-ils exprimé tous deux le même désir, que les dispenses, sollicitées d'avance en cour de Rome par M. Verjus, agent de Louis XIV, arrivèrent à Lisbonne, et leur union fut célébrée dès le 2 avril 1668. Après cette nouvelle spoliation, Alphonse VI ne conserva plus longtemps ni le trône, ni la liberté. Au reste, c'est ce dernier bien qu'il regretta le plus. Quant à sa femme, il y renonçait de grand cœur, répétant bien souvent que, dans tout cela, son frère était le plus à plaindre, et qu'il ne tarderait pas à savoir, comme lui, ce que valait *la Française*.

Pour en finir avec Alphonse VI, nous ajouterons que

don Pèdre, n'osant le garder dans ses anciens États, le fit transporter secrètement aux Açores, et qu'il y passa six années au milieu des exercices violents qui lui convenaient beaucoup mieux que les graves travaux de la politique. Mais l'Espagne, qui ne pouvait encore se consoler d'avoir perdu le Portugal, ne lui permit pas d'y vivre tranquille. Son projet consistait à assassiner les surveillants d'Alphonse, à l'enlever lui-même et à le marier avec la sœur de Philippe IV. Castelmelhor était l'âme de ce complot. Qu'Alphonse VI l'ait ou non approuvé, il est certain qu'il en fut la victime; car, tandis que plusieurs grands seigneurs portugais expiaient par la mort leurs coupables intelligences avec la cour de Madrid, don Pèdre résolut de ne le plus laisser aux îles Açores, à la disposition de tous les ambitieux qui seraient tentés d'en faire leur instrument. Il le fit enfermer au château de Cintra, à quelques lieues de Lisbonne. Le malheureux Alphonse y vécut neuf ans, dans une étroite captivité, et sans autres consolations que celles que lui procurait de temps en temps la complaisance du duc de Cadaval, son gardien. On voit encore sur les dalles de la chambre où il languissait ainsi, la trace des promenades continuelles qu'il y faisait pour se distraire. Lorsqu'il mourut, il ne reçut qu'un cercueil de bois derrière le maître-autel du monastère de Belem, et le régent, son frère (car don Pèdre ne prit qu'alors le titre de roi) ne lui accorda aucun des insignes de la puissance qu'il lui avait ravie.

CHAPITRE XIX.

DEPUIS DON PÈDRE JUSQU'A POMBAL (1683-1750).

GOUVERNEMENT DE DON PÈDRE; MALHEURS A L'EST; MAIS DÉCOUVERTE DE MINES ABONDANTES AU BRÉSIL (1699). — LE PORTUGAL NE TARDE PAS A DEVENIR ANGLAIS; TRAITÉ DE SIR MÉTHUEN (1703). — SUCCÈS ET MORT DE DON PÈDRE. — JEAN V CONTINUE LA GUERRE; IL EST VAINCU; TRAITÉS STÉRILES DE 1713 ET 1715. — JEAN V S'APPLIQUE DEPUIS LORS A VIVRE EN PAIX. — LES COLONIES LANGUISSENT; JEAN V NE CONSACRE SES RICHESSES QU'A DE FOLLES DÉPENSES. TRISTE FIN DE JEAN V.

Gouvernement de don Pèdre; malheurs à l'est; mais découverte de mines abondantes au Brésil (1699).

Du jour où la Castille cessa de prétendre officiellement à la couronne de Portugal, les rois de ce dernier pays se trouvant libres de reporter toute leur attention sur la prospérité de leurs États, on put espérer que l'ancienne splendeur de Lisbonne allait renaître. Mais les choses et les hommes étaient bien changés depuis cette glorieuse époque. Le despotisme avait succédé à la liberté, le fanatisme aux lumières, la mollesse à l'énergie; et, quelle que fût la bonne volonté de la nouvelle dynastie, les beaux temps du Portugal étaient passés sans retour.

Nous avons vu combien cette décadence, déjà si sensible en Europe, où le Portugal n'est plus qu'un État secondaire et vassal, était profonde et irrémédiable en Orient. Les colonies portugaises n'y étaient plus qu'un souvenir de gloire et un débris souvent onéreux du passé. Qu'importait, en effet, que les Hollandais, au lieu de conserver le monopole du commerce asiatique, vissent les Anglais et les Français jeter aussi dans les Indes les premiers fondements d'une domination puissante? Les Portugais étaient trop affaiblis pour que la rivalité de ces trois peuples pût désormais leur profiter. Quel que fût celui des prétendants qui finirait par l'emporter, ils ne pourraient songer à venir ensuite lui disputer son triomphe.

Il est vrai qu'il n'en fut pas de même en Occident, dans ce

Brésil qu'ils avaient si longtemps dédaigné. L'agriculture y occupait seule les colons, et elle y faisait de remarquables progrès, lorsque quelques-uns d'entre eux, s'avançant dans l'intérieur du continent beaucoup plus loin qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, découvrirent d'abondantes mines d'or. A cette nouvelle, et surtout à la première vue du précieux minerai (1699), les Portugais se sentirent saisis d'une joie immense. Peu leur importait maintenant d'avoir perdu les Indes. Le Brésil allait leur donner bien plus que ne leur avaient jamais valu les épices, les étoffes et les parfums de l'Orient. Le roi don Pèdre ne fut pas le moins empressé à accueillir ces belles espérances, et il mourut au milieu des rêves d'or que faisaient naître en lui les trésors de l'Amérique méridionale.

Mais les Portugais et leur souverain avaient-ils lieu de se tant réjouir? Quelque valeur qu'aient les métaux précieux, ce n'est pas en eux que réside la richesse; c'est dans le travail. Les mines s'épuisent; le travail seul est inépuisable. L'or et l'argent ne sont que les signes et non les producteurs de la richesse. Or, qu'arriva-t-il aussitôt en Portugal et au Brésil? C'est que, laissant de côté l'agriculture et l'industrie, source véritable de la prospérité, les Portugais ne songèrent plus qu'à leurs mines. A quoi bon travailler désormais? n'avaient-ils pas en Amérique de quoi solder ceux qui travaillaient pour eux? Et cependant, à défaut de l'économie politique, qui n'existait pas encore, les Portugais avaient sous les yeux l'exemple saisissant de l'Espagne ruinée par les trésors du Pérou, autant au moins que par le fanatisme et par la folle ambition de son gouvernement.

Le Portugal ne tarde pas à devenir Anglais; traité de sir Méthuen (1703).

L'Angleterre, qui comprit leur erreur, ne tarda pas à en profiter.

Depuis l'époque où le Portugal, justement irrité de l'abandon où le laissait tout à coup la France, avait tourné ses premiers regards vers la Grande-Bretagne, la cour de Londres avait toujours eu soin d'entretenir avec celle de Lis-

bonne les relations les plus amicales. Aussi Louis XIV s'efforça-t-il vainement d'y relever l'influence française; l'Angleterre y conserva toujours la première place, grâce surtout à son ministre Soutwell, dont les habiles négociations contribuèrent puissamment à la paix de 1668 avec la Castille. Et pourtant, au moment même où cette intimité semblait plus étroite que jamais, l'Angleterre ne craignit pas de montrer à quel point elle était en effet l'amie du Portugal. C'était en 1684, et il s'agissait de Tanger que Charles II avait résolu d'abandonner, malgré les immenses travaux qu'il y avait fait d'abord exécuter dans l'intérêt de sa puissance maritime. Les Anglais aimèrent mieux faire sauter les fortifications de cette ville et la livrer au Maroc que de la restituer aux Portugais. Ils refusèrent leurs offres, ils dédaignèrent leurs prières, sans pitié pour ce vieux monument de leur gloire, sans égard pour leurs tombeaux menacés de profanation, sans respect pour leurs églises, que les musulmans se préparaient déjà à convertir en mosquées. Ils ne voulaient pas, en restituant Tanger aux Portugais, placer entre leurs mains une position que l'on considérait généralement comme la clef de la Méditerranée.

Soit qu'une telle conduite eût profondément irrité don Pèdre; soit que, n'ayant plus rien à craindre de la Castille, la cour de Lisbonne voulût se dégager un peu de cette sorte de tutelle qu'elle subissait depuis longtemps, il est certain qu'elle se montra beaucoup moins empressée durant toute la fin du XVIIe siècle; et lorsqu'en 1700, le duc d'Anjou, Philippe V, vint prendre possession de la monarchie espagnole, elle fut même une des premières à le féliciter de son avénement. L'année suivante elle fit plus encore, et se hâta de s'associer à l'alliance de la France et de l'Espagne contre tous ceux qu'effrayait la prodigieuse fortune de la maison de Bourbon [1].

Cette sage politique de don Pèdre ne se maintint malheureusement que deux années, au bout desquelles les puissances maritimes, la Hollande et l'Angleterre, réussirent

1. Traité de Lisbonne, 18 juin 1701.

à lui persuader qu'il ne pouvait raisonnablement espérer le respect de son indépendance de l'ambitieuse famille dont Louis XIV était le chef. Effrayé de leurs menaces, séduit par leurs promesses [1], don Pèdre rompit alors avec la France, pour accéder à la formidable coalition que l'Europe presque entière venait de former contre nous (1703) [2].

C'était un beau triomphe pour nos ennemis; car la défection du Portugal découvrait tout le flanc gauche de l'Espagne, et obligeait Philippe V à diviser ses forces, tandis qu'elle ouvrait la péninsule à celles de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Empire. Mais l'Angleterre, qui dans cette grande querelle ne consultait que les intérêts de sa marine et de son commerce, ne se contenta pas de cet avantage collectif. Elle venait de détacher le Portugal de la France : elle entreprit de le réduire en province anglaise.

Le digne agent de cette politique fut sir Paul Méthuen, ambassadeur de la reine Anne à la cour de Lisbonne, qui supplia le roi don Pèdre de resserrer encore par une alliance commerciale l'intimité de leurs deux peuples. Don Pèdre ne sut pas voir le piége que couvrait cette proposition; et, le 27 décembre 1703, il signa en effet le traité de Méthuen. Composé de deux articles bien simples et bien courts, ce traité stipulait : « Que les tissus de laine anglais seraient admis en Portugal, et que de son côté l'Angleterre diminuerait d'un tiers, pour les vins portugais, les droits de douane auxquels elle soumettait ou soumettrait tous les vins étrangers [3]. »

1 Il faut avouer que ces promesses étaient bien séduisantes en effet, et qu'il aurait fallu une haute raison pour y résister. Don Pèdre n'avait qu'à ouvrir ses ports aux vaisseaux de l'Angleterre et de la Hollande, à mettre sur pied vingt-sept mille hommes, dont douze mille à la charge de ses alliés, à reconnaître l'archiduc Charles comme roi d'Espagne, alors seulement qu'il aurait pris pied dans la péninsule, et, moyennant cela, on s'engageait à lui faire obtenir, en Europe, les villes de Badajoz, d'Albuquerque, de Valence, d'Alcantara, à l'est; celles de Tuy, de Guarda, de Bayona, de Vigo, au nord; en Amérique, le dictrict du Cap nord de la Guyane; en Asie, l'île de Main, vis-à-vis Bombay, que le Portugal réclamait depuis longtemps comme n'étant pas compris dans la dot de la reine Catherine, veuve de Charles II.

2. Traités de Lisbonne, 16 mai 1703; de la Haye, 16 août 1703; de Turin, 25 octobre 1703.

3. Voici le texte même de ce traité célèbre, le plus laconique que l'on connaisse.

« ART. 1. Sa Sacrée Majesté royale Portugaise promet, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, d'admettre à l'avenir pour toujours en Portugal, les draps

En acceptant ce traité, don Pèdre se flattait sans doute de ranimer l'agriculture portugaise et d'ouvrir à son pays un magnifique débouché. Il n'en fut rien. L'Angleterre ne consommait pas assez de vins pour enrichir le Portugal, tandis qu'elle ne tarda pas à y importer non-seulement ses tissus de laine, mais du blé, mais du poisson, mais tout ce qu'il fallait aux Portugais soit pour s'habiller, soit pour se nourrir. Ceux-ci étaient alors trop indolents et trop riches, du moins à ce qu'ils pensaient, pour s'émouvoir des dangers auxquels ces importations étrangères exposaient leur industrie et leur marine. N'avaient-ils pas les mines du Brésil? Dieu n'a-t-il pas donné aux uns le travail, aux autres les métaux précieux? Et cependant le résultat de tout cela fut que les Anglais régnèrent bientôt sur le Portugal comme sur une colonie; que la paresse dégrada ce beau pays; enfin que tout l'or du Brésil suffit à peine pour payer le travail anglais. Ajoutons que le traité de Méthuen n'eut pas seulement pour conséquence de livrer le Portugal à l'Angleterre, et que l'Espagne en ressentit bientôt le cruel contre-coup. Maître de Gibraltar et des longues frontières qui séparent le Portugal de la Castille, le commerce anglais n'eut plus qu'à recourir à la contrebande pour inonder de ses produits toutes les provinces voisines; et, comme l'industrie espagnole n'était pas en état de lutter contre celle de l'Angleterre, la péninsule presque entière se trouva promptement convertie en un marché anglais.

et autres manufactures de laine des Bretons, comme il a été usité jusqu'à ce qu'elles ont été prohibées par les lois; sous la condition cependant,

Art. 2. Que Sa Sacrée Majesté royale de la Grande-Bretagne sera obligée, en son nom et en celui de ses successeurs, d'admettre à l'avenir pour toujours les vins du cru du Portugal, en Bretagne; de sorte qu'en aucun temps, qu'il y ait paix ou guerre entre les royaumes de France et de Bretagne, il ne sera demandé quelque chose de plus pour ces vins sous le nom de douanes ou droits, ou sous un autre titre quelconque, directement ou indirectement, qu'ils soient introduits en Grande-Bretagne en pipes ou en muids ou autres vases, que ce qui sera exigé pour la même quantité ou mesure de vins français, en déduisant ou rabattant un tiers de cette douane ou droit; mais si en aucun temps il était porté atteinte et préjudice à cette réduction ou rabais de douane qui aura lieu comme il est dit ci-dessus, alors Sa Sacrée Majesté royale aura de nouveau le droit et la liberté de défendre les draps et autres manufactures de laines britanniques.

Succès et mort de don Pèdre.

Cependant don Pèdre consacrait une partie de ses trésors à des préparatifs de guerre, et ouvrait ses rivages aux soldats de la coalition anglaise. Il eut du moins à se féliciter du succès de ses armes; car non-seulement le marquis de Las Minas, son général, soumit une grande partie de l'Estramadure castillane, Salvaterra, Valencia d'Alcantara, Albuquerque, Ciudad-Rodrigo; mais il eut le plaisir de conduire lui-même jusque dans Madrid le jeune archiduc que les confédérés opposaient à Philippe V (6 juin 1706)[1]. Après avoir subi durant soixante ans les Espagnols à Lisbonne, il est aisé de comprendre que les Portugais fussent un peu fiers de dominer à leur tour sur Madrid; seulement la rancune qu'ils nourrissaient contre le roi catholique les entraînait bien loin de la saine politique. Mieux valait mille fois ne la pas satisfaire que de livrer pour cela la péninsule à l'étranger.

C'est au milieu de ces succès et des belles espérances qu'ils faisaient naître, que la mort vint frapper don Pèdre (9 décembre 1706). L'ambitieuse princesse qui l'avait poussé au trône, avait cessé d'exister dès l'année 1683, et il avait épousé, en 1687, Marie-Sophie de Neubourg, fille du comte palatin, qui lui survécut.

Jean V continue la guerre; il est vaincu; traités stériles de 1712 et 1715.

Le successeur de don Pèdre n'avait que dix-huit ans. Dépourvu d'expérience et désireux sans doute d'égaler la gloire de son père, il ne sut pas se dégager aussitôt de la dangereuse politique que suivait alors le Portugal, et il continua de prendre part à la guerre de succession, au seul profit de l'Angleterre et de la Hollande.

Cette persistance fut d'autant plus déplorable que les succès des coalisés en Espagne ne se maintinrent pas longtemps. A peine Jean V était-il roi, que Philippe V rentrait à

1. L'archiduc avait débarqué à Lisbonne le 7 mars 1704, sur des vaisseaux anglais.

Madrid, au milieu d'acclamations enthousiastes, et que le duc de Berwick remportait sur Las Minas et sur Galloway réunis la belle victoire d'Almanza (25 avril 1707). Les Portugais, sur qui porta surtout l'effort des Espagnols et des Français, y perdirent treize régiments, et ils ne purent dès-lors conserver les places dont ils s'étaient d'abord emparés. Loin de mettre à profit la rude leçon que lui donnait la fortune, Jean V s'empressa de resserrer par un mariage, les alliances politiques que son père avait adoptées. Il épousa Marie-Anne d'Autriche, sœur de l'empereur Joseph I et de l'archiduc Charles, rival de Philippe V, et célébra cette brillante union par les fêtes les plus magnifiques que le Portugal eût encore vues.

Tout cela n'empêchait pas que Philippe V ne prît chaque jour un avantage plus marqué. Vainqueur à Badajoz, vainqueur à Villa-Viciosa, il envahit à son tour le Portugal, et il devint évident que, quoi qu'il arrivât d'ailleurs, ce prince conserverait au moins la couronne de Castille. La victoire des confédérés à Saragosse disparut parmi tous ces désastres.

Ce qui fut bien plus malheureux encore, c'est que le Portugal faillit perdre le Brésil, c'est-à-dire, la seule possession qui lui permît désormais de faire quelque figure dans le monde. C'était le moment même, où de nouveaux aventuriers venaient de découvrir les mines opulentes de Goyas et du Mato-Grosso; lorsque l'on vit arriver une flotte hispano-française, sous la conduite du vaillant Duguay-Trouin. Forte de sept vaisseaux et de huit frégates, elle n'eut pas de peine à forcer le passage de Rio-Janeiro; et dès qu'elle eut mis à terre ses équipages (14 septembre 1711), nul n'essaya de résister. Soldats et habitants évacuèrent subitement la ville, pour se sauver dans les montagnes voisines, avec ce qu'ils avaient de plus précieux.

C'en était fait sans doute du Brésil, sans les graves embarras dont la France était alors accablée, et surtout sans le petit nombre de soldats dont elle avait disposé pour cette expédition. Duguay-Trouin dut se contenter de piller Rio-Janeiro, et de s'en faire ensuite payer rançon au prix de six

cent mille cruzades. Au lieu d'être conquérant, il ne fut donc que dévastateur; mais c'était beaucoup que de bien faire sentir aux Portugais tous les avantages de l'alliance anglaise, et de rapporter à la France épuisée un butin de plus de vingt-cinq millions.

Aussi bien les Portugais purent-ils s'en convaincre encore mieux par les événements qui s'accomplirent presque aussitôt en Europe. En prenant part aux longues querelles dont la succession de Charles II avait été la source, l'Angleterre n'avait eu qu'une seule pensée : embraser l'Occident, et, à la faveur de cette conflagration, soumettre les mers à son empire. A peine eut-elle atteint son but en détruisant les débris de la marine espagnole et de la marine française, en réduisant le Portugal à l'état de colonie, en s'assurant de la Méditerranée par la perfide occupation de Gibraltar et de Minorque, que n'ayant plus intérêt à continuer la guerre, elle s'en retira, et fut la première à accepter les propositions de Louis XIV. Que pouvait sans elle le faible Jean V? Il lui fallut bien traiter de même, sous peine d'être conquis, et traiter en sacrifiant toutes les belles espérances que les coalisés avaient fait briller à ses yeux. La paix de 1713 avec la France stipula seulement que le roi très-chrétien renonçait à toute prétention sur le Brésil, que le roi Philippe V s'arrangerait à l'amiable avec le Portugal, et que l'Angleterre serait garant des conditions convenues. Celle du 6 février 1715, avec le roi Philippe V, rendit au Portugal le territoire et la colonie du Saint-Sacrement, en échange d'Albuquerque qu'il avait enlevée à la Castille. De sorte que tant d'argent dépensé, tant de sang répandu, n'avaient enfin servi qu'à épuiser le royaume et à l'asservir, en y consacrant la prépondérance de l'Angleterre; à moins que l'on ne considère comme une consolation suffisante l'honneur qu'eut Jean V d'être nommé le premier dans le texte du traité.

Jean V s'applique depuis lors à vivre en paix.

Jean V sortait à peine de cette terrible lutte de douze ans lorsque les Vénitiens lui demandèrent son assistance contre les Ottomans. Trop dévot pour rejeter une telle prière, il

s'empressa de leur envoyer le comte de Rio-Grande avec quelques vaisseaux, sans autre intérêt que de soutenir des chrétiens contre des infidèles. Mais, malgré toutes les grandes questions qui divisaient encore l'Europe, ce fut là désormais la seule guerre à laquelle il se laissa entraîner. Il eut soin au contraire d'entretenir les meilleurs rapports avec la Castille, et c'est ce qu'il aurait fallu ne jamais cesser de faire. Il resserra surtout cette union par deux mariages : celui de son fils aîné, Joseph, *prince du Brésil*, avec dona Marie-Anne-Victoire, fille de Philippe V, et celui de l'infante Maria-Barbara avec le prince des Asturies (1728). Peut-être même peut-on reprocher à Jean V d'avoir poussé trop loin la complaisance envers l'Espagne, en consentant à l'abandon des Philippines, et à l'échange de la riche colonie du Saint-Sacrement et de tout le nord de la Plata contre quelques peuplades du Paraguay, entre l'Ybiari et l'Uruguay, dont les jésuites, possesseurs de ces contrées, ne voulurent même pas se dessaisir (1750). Mais Jean V était alors mourant, et frère Gaspard de Incarnacao, le récollet, qui régnait sous son nom, est seul responsable de ces folles concessions.

Les colonies languissent; Jean V ne consacre ses richesses qu'à de folles dépenses. Triste fin de Jean V.

Tranquille en Europe et patronné par l'Angleterre, Jean V n'employa-t-il pas du moins une partie des richesses chaque jour plus abondantes que le Brésil[1] versait entre ses mains à maintenir les quelques colonies qui lui restaient encore dans les Indes ? Il n'en fit rien, et, tandis que les Mahrattes chassaient les Portugaîs de Sandomir, de Salsette, de Tana, de Bacaïn, de Sérapour, de Karanja, les Hollandais, les Anglais, les Français eurent toute liberté de prétendre à la domination de l'Orient. En vain le brave marquis de Lourical qui commandait au Brésil se montra-t-il subitement dans ces parages avec douze mille hommes ; s'il réussit à rentrer en possession de Salsette, de Ponda et de Bardes, il ne put parve-

1. Les premiers diamants du Brésil furent découverts en 1728.

nir à y ranimer le passé (1742), et son expédition ne fut qu'un accident heureux. Le comte d'Assumar, qui lui succéda, fit bien moins encore, et c'est peu de temps après leur retraite, que les vice-rois des Indes, n'osant plus habiter l'ancien palais des Albuquerque et des Castro, se reléguèrent modestement dans la bourgade de Pangy. Qu'était devenue la splendide Goa ? et Diu, et Calicut, reine du Malabar? Elles n'étaient déjà plus que des ruines ; un siècle avait suffi pour réduire à quelques débris un si puissant empire !

Loin de consacrer à de si utiles entreprises les trésors dont le hasard le comblait, Jean V laissa constamment dépérir la marine, l'armée, l'administration. Il semblait n'avoir d'autre but que d'égaler le faste de Louis XIV. Il oubliait que Louis XIV régnait sur la France, et qu'il trouvait au moins dans l'industrie de son royaume tous les éléments du luxe qu'il déployait, tandis que le Portugal n'y pourrait suffire qu'en achevant de s'épuiser au profit des étrangers. Telles furent les profusions de Jean V pour ses courtisans, pour ses maîtresses, pour ses fêtes, pour ses bâtiments, que, tous les grands seigneurs suivant son exemple, la misère arriva bientôt, malgré l'Amérique. On a calculé que de 1699 à 1756 il sortit du Brésil deux milliards quatre cents millions, et que le Portugal n'en retint qu'une très-faible partie. Tout le reste, c'est-à-dire les neuf dixièmes à peu près, passa à l'Angleterre soit en échange des marchandises qu'elle fournissait, soit comme prix du transport des métaux qu'elle avait su s'attribuer.

Ce n'était pas assez que l'Angleterre levât un tel tribut sur l'indolence portugaise. Non moins zélé pour les pratiques religieuses que pour les plaisirs, Jean V s'imagina de solliciter l'établissement d'un patriarche-légat à Lisbonne, et, pour que Rome y souscrivît, il lui fallut dépenser des sommes énormes. Il en fut de même pour obtenir que le Portugal possédât, sous ce patriarche, une église latine presque semblable à celle de Saint-Pierre, et qui ne compta pas moins de soixante-dix chanoines mitrés avec un traitement de 5000 cruzades chacun. Joignons à cela la construc-

tion du beau couvent de la Mafra, pour trois cents moines, avec un parc de vingt kilomètres, les processions somptueuses, les collections de livres pieux dont l'accès n'était pas permis au public, et, ce qui pis est, les auto-da-fé que l'inquisition lui faisait célébrer en grande pompe, et nous reconnaîtrons qu'il dépensa pour cette ombre de religion au moins cinq cents millions. Il est vrai qu'il en fut récompensé : Rome reconnaissante lui accorda le titre de roi *très-fidèle*, en 1748.

Lorsque de telles folies déshonorent un règne, est-il permis de réhabiliter un prince parce qu'il a fondé une Académie portugaise et une Académie d'histoire? Parce qu'il a adouci les mœurs nationales, quitte à les énerver? Parce qu'il a introduit dans ses États les modes françaises et la musique italienne, à défaut de la civilisation véritable dont l'inquisition n'aurait d'ailleurs pas toléré l'établissement? Mais comment expliquer d'autre part que, loin de maudire la mémoire de Jean V, les Portugais l'aient toujours eue en grande vénération ? C'est que les richesses du Brésil les avaient tous frappés du même vertige que lui ; c'est que sa fastueuse piété était conforme au goût de la nation ; c'est que, s'il battait ses ministres et s'il s'occupait plus de discussions théologiques que de gouvernement, il était accessible et secourable à tous ses sujets ; c'est enfin qu'il avait de ces mots heureux qui tiennent trop souvent lieu du véritable mérite. L'estime que le Portugal a vouée à Jean V nous paraît en un mot sa propre condamnation. Qu'est-ce donc que la guerre sans grandeur? la paix sans prospérité? la dévotion sans piété? et c'est en cela que se résume le règne de Jean. Nous n'insisterons pas sur l'abolition définitive des vieilles libertés portugaises dont la forme avait du moins survécu. Jean V ne convoqua pas les Cortès *afin que la tranquillité publique ne fût menacée d'aucune atteinte*, et personne ne réclama! Le régime de l'inquisition avait produit son effet ordinaire.

Les dernières années de Jean V furent aussi tristes que toutes les autres avaient été brillantes. Frappé de paralysie, en 1744, il trouva un peu de soulagement dans les bains de

Caldas da Rainha; mais ce mieux passa, et il ne fit plus que languir loin du luxe et des fêtes dont il avait été si avide. Le roi de Portugal fut dès lors le récollet Gaspard, qui, moins habile encore que son maître dans l'art de gouverner, eut pourtant le mérite de se montrer plus économe. Or, depuis quelque temps, Jean V avait contracté la coûteuse manie de faire dire des messes pour tous les Portugais dont il apprenait la mort. Gaspard eut soin de lui dissimuler les décès qui survenaient à Lisbonne, de peur qu'il *n'envoyât*, comme on disait, *tous les vivants en enfer pour tirer les morts du purgatoire.*

CHAPITRE XX.

JOSEPH I ET POMBAL (1750-1777).

JOSEPH I PREND POUR MINISTRE LE MARQUIS DE POMBAL. — NAISSANCE ET JEUNESSE DE POMBAL. — ÉTAT DU PORTUGAL EN 1750; PREMIERS ACTES DE POMBAL; IL RANIME LE COMMERCE. — RÉFORME DES IMPÔTS; ÉDIT SUR L'OR BRÉSILIEN; IL ATTAQUE LE MONOPOLE ANGLAIS. — LES IDÉES FRANÇAISES; IL OSE AUSSI S'EN PRENDRE AU CLERGÉ. — TREMBLEMENT DE TERRE DE LISBONNE. — BELLE CONDUITE DE POMBAL EN PRÉSENCE DE CE GRAND DÉSASTRE. — SES ENNEMIS CONSPIRENT EN VAIN CONTRE LUI. POMBAL TIRE MÊME PARTI DU TREMBLEMENT DE TERRE POUR LA RÉGÉNÉRATION DE SON PAYS. — POMBAL INSTITUE LA COMPAGNIE D'OPORTO POUR L'EXPORTATION DES VINS; RÉVOLTE; RÉPRESSION TERRIBLE. — LA HAUTE NOBLESSE CONSPIRE CONTRE JOSEPH POUR ATTEINDRE POMBAL. — REDOUTABLE JUSTICE DE POMBAL; IL TRIOMPHE. — POMBAL S'ATTAQUE AUX JÉSUITES. — IL LES IMPLIQUE ENSUITE DANS LA CONJURATION D'AVEIRO ET LES EXPULSE (1759). — IL OBTIENT PLUS TARD LEUR ABOLITION; RÉCONCILIATION AVEC ROME. — UNE GUERRE REPLACE LE PORTUGAL SOUS LE PROTECTORAT DE L'ANGLETERRE (1761-1763). ORGANISATION DE L'ARMÉE — LES RÉFORMES REPRENNENT LEUR COURS; PROSPÉRITÉ ET CIVILISATION. — LES COLONIES RESSENTENT AUSSI L'HEUREUSE INFLUENCE DE POMBAL. — AUTORITÉ ABSOLUE MAIS SALUTAIRE DE POMBAL. — MORT DE JOSEPH I (1777).

Joseph I prend pour ministre le marquis de Pombal.

Le successeur de Jean V ne sembait guère prédestiné à relever le Portugal. Naturellement médiocre, Joseph I n'avait en effet reçu de son père qu'une éducation fort superficielle; et, bien qu'il eût atteint l'âge de trente-six ans, l'on ne connaissait de lui aucun effort ni pour sortir de son ignorance ni pour s'initier aux affaires. C'est en vain que la conduite du père Gaspard déshonorait le royaume; il n'avait pas paru se souvenir qu'il fût prince royal, et, loin de prendre en main la défense de la patrie accablée, il avait attendu patiemment, au sein des plaisirs et des concerts, que l'heure de son avénement eût sonné. Et cependant le règne de Joseph I figure parmi les plus belles périodes de l'histoire portugaise. C'est que ce pauvre roi eut un grand ministre, et, qu'à défaut de quelque qualité plus éminente, il eut le rare mérite de ne lui jamais retirer sa faveur. Il se contenta sage-

ment de la gloire indirecte que Pombal répandait sur son nom.

C'est à sa mère que Joseph fut redevable de cet excellent choix. Pombal figurait au nombre des quelques personnes distinguées dont la veuve de Jean V avait toujours pris soin de s'entourer, afin de se distraire des chagrins dont son frivole mari l'accablait. Elle n'avait pu l'entendre sans apprécier aussitôt la solidité de son esprit ; et, ne pouvant dès lors l'introduire dans le gouvernement, elle l'avait réservé pour des temps meilleurs. Nul en Portugal n'était, suivant elle, plus capable d'en rétablir la vieille splendeur. Joseph I à qui elle le proposa, ne fit aucune opposition à son désir, et, comme l'étiquette voulait que le corps du feu roi fût conduit au tombeau par un secrétaire d'État, ce fut en qualité de secrétaire d'État des affaires étrangères que Pombal présida à cette cérémonie. C'est de ce jour que date la haute fortune de ce grand ministre ; car il n'était pas homme à négliger l'occasion, et, à peine se vit-il secrétaire, qu'il régna sur son maître comme Richelieu sur Louis XIII. La reine mère continua d'ailleurs de le soutenir auprès de son fils. Lorsqu'elle mourut, quatre ans après, elle eut lieu de reconnaître qu'elle ne s'était pas méprise, et qu'elle avait dignement servi les intérêts de son fils et de son pays.

Naissance et jeunesse de Pombal.

Don Sébastien-Joseph de Carvalho e Mello, si célèbre dans l'histoire du XVIIIe siècle sous le nom de marquis de Pombal, était né à Lisbonne le 13 mai 1699. Son père, M. Carvalho de Ataïde, était capitaine de cavalerie, et, sans appartenir à l'une des plus grandes familles du Portugal, il était bien gentilhomme. Après avoir fait ses études à l'université, il s'engagea dans la milice, pour échapper à la magistrature, à laquelle on le destinait. Mais, soit que cette profession nouvelle ne lui convînt pas non plus ; soit que quelques imprudences de jeunesse l'eussent compromis aux yeux de ses chefs ; soit enfin qu'il eût été frustré du grade auquel il croyait avoir droit, il ne tarda pas à quitter les armes et revint à Lisbonne attendre les circonstances.

C'était l'époque où le digne fils d'Alphonse VI, l'infant don Francisco, courait les rues de la capitale avec une bande de *bravos*, au grand dommage de la tranquillité publique. Les plus nobles seigneurs n'avaient pas honte de l'imiter. Carvalho s'associa, dit-on, à un de ses amis pour réprimer ces désordres ; et, caché, comme lui, sous des vêtements blancs, il résolut d'entreprendre seul l'œuvre de la police municipale. Il comptait sur sa taille et sur sa force prodigieuse ; et il fit si bien en effet que bon nombre de ces tapageurs nocturnes se dégoûtèrent d'une mode aussi dangereuse que méprisable.

L'on ne sait trop de quelle manière Carvalho vécut durant les années suivantes. Ce qui est certain, c'est qu'en 1733 il épousa dona Theresa de Noronha, de l'illustre maison d'Arcos. Cette union disproportionnée et qu'il ne dut qu'à un enlèvement, attira sur lui des ressentiments dont il jugea nécessaire de se garantir par la retraite ; et cependant, lorsqu'il reparut à Lisbonne, en 1739, ce fut pour y recevoir ses instructions de secrétaire d'ambassade à Londres. Cette haute position n'étonna pas moins l'aristocratie portugaise que son mariage ; mais, outre que ses talents étaient déjà connus, et qu'il venait d'en donner des preuves publiques à l'Académie d'histoire, il avait pour protecteurs auprès de Jean V le cardinal Mota et la reine.

Il paraît qu'il s'acquitta parfaitement des fonctions qu'on lui avait confiées, puisque, peu de temps après son retour, il reçut l'ambassade de Vienne (1745). Il figura surtout à la cour de Marie-Thérèse comme médiateur entre l'empire et Benoît XIV, à propos du différend qu'avait soulevé l'extinction du patriarcat d'Aquilée ; et il déploya dans la conduite de cette affaire une telle sagacité que la réconciliation fut presque immédiate. Rome et Vienne, en rendant hommage à l'habileté de Carvalho, servirent puissamment sa fortune. Une circonstance qui n'y servit pas moins fut l'illustre mariage qu'il contracta alors avec Léonor-Ernestine Daün, fille du maréchal autrichien. Dona Theresa était morte en 1739. Comme la famille de Léonor hésitait, la reine de Portugal, qui était princesse autrichienne, intervint en faveur de Carvalho, et toutes les hésitations cessèrent

à sa voix. Carvalho rapporta donc à Lisbonne une excellente réputation et de grandes richesses.

Gaspard de Incarnaçao n'était pas homme à se laisser séduire par de telles considérations. Il n'avait de faveurs que pour ses parents, ses amis et les moines. Il négligea Pombal. Peut-être même le craignit-il, voyant en lui un des disciples les plus fervents des idées philosophiques que la France avait alors répandues sur l'Europe. Il fallut attendre loin des affaires la mort de Jean V et l'avénement d'un nouveau roi.

État du Portugal en 1750; premiers actes de Pombal; il ranime le commerce.

Tout autre que Pombal eût sans doute reculé devant l'état de désorganisation profonde où le Portugal était tombé sous les mains inhabiles ou malhonnêtes de ses prédécesseurs. Au dedans langueur et misère, malgré les richesses immenses que le Brésil verse incessamment sur ce petit royaume; au dehors impuissance et humiliation, car les colonies de l'Orient n'existent plus, et celles de l'Occident ne sont guère fécondes que pour l'Angleterre. Telle est la véritable situation du pays dont il va entreprendre la régénération. Mais, outre qu'il a foi dans son génie et dans les idées nouvelles dont il est le représentant, Carvalho compte et sur la bienveillance de son roi, et sur l'obéissance de ses collègues. Relever sa patrie est désormais le but constant de ses soins; et pour y parvenir il n'hésitera pas à employer la tyrannie et la terreur. Cette dictature, exercée par lui durant plus de trente ans, mais toujours en vue du bien, n'était-elle pas en effet nécessaire en un tel moment? La royauté seule pouvait encore sauver le Portugal, et cela à la condition de ne se laisser intimider par aucune des résistances qu'elle rencontrerait sur son chemin. Le Portugal en était arrivé à ce point qu'il fallait le sauver malgré lui. « Mes sujets, disait vers le même temps Charles III, sont comme des enfants qui crient lorsqu'on les nettoie. »

Lorsque Pombal reçut ainsi la direction absolue du Portugal, le premier besoin de ce pays était d'y relever l'agriculture et l'industrie presque entièrement abandonnées. Il y

pourvut sans retard et par l'abolition d'une loi somptuaire et par tous les encouragements dont il pouvait disposer. Quant au commerce, dont tous les bénéfices étaient depuis quarante ans pour les Anglais, il réussit, non pas à en renouveler l'ancienne splendeur, mais à le ranimer du moins par la répression des pirates barbaresques, par les soins qu'il donna à la marine nationale, par l'envoi volontaire ou non de nouveaux colons, par l'institution de deux compagnies pour l'Orient et pour l'Occident, sous le nom de compagnie du grand Para et du Maranham. Il est vrai que les plaintes dont cette dernière institution devint l'objet et les accusations qu'elle valut même à Pombal, en amenèrent bientôt la suppression. Mais ces plaintes et ces attaques ne prouvent ni l'erreur ni la culpabilité du ministre. Les compagnies qu'il venait d'établir étaient indispensables pour soutenir contre la concurrence britannique une lutte dont le commerce individuel était désormais incapable. Le monopole, si mauvais qu'il puisse être en principe, était, au moins pour un certain temps, une nécessité en Portugal.

Réforme des impôts; édit sur l'or brésilien; il attaque le monopole anglais.

Une autre cause du dépérissement continu de la prospérité portugaise était, comme en Espagne, l'énormité et la mauvaise répartition des contributions publiques. Pombal s'en occupa avec zèle, et, s'il ne put déraciner tout le mal, en faisant prévaloir le grand principe de l'abolition des immunités, il réussit au moins à l'atténuer beaucoup par une perception plus économique et plus douce. Il trouva d'ailleurs, pour l'État, une nouvelle source de revenus dans l'accroissement de la richesse privée, et dans la juste reprise de terres considérables aliénées autrefois, en Afrique et en Amérique, au profit des plus grandes familles du royaume. Il eut seulement le tort de ne se pas contenter d'une si heureuse opération. En s'investissant lui-même de quelques-uns des domaines dont il dépouillait les seigneurs, il autorisa ses ennemis à prétendre qu'il avait été préoccupé de son propre intérêt plus encore que du bien public.

Mais de tous les édits dont l'infatigable ministre fut alors l'auteur, le plus important fut, sans doute, celui de 1752 sur l'exportation de l'or brésilien. C'était porter un rude coup à la puissance britannique, affranchir le Portugal et briser les liens dont le chargeait le funeste traité de Methuen. Il y avait assez longtemps que l'Angleterre, en détournant vers elle toutes les richesses des colonies portugaises, s'engraissait de la substance de cette malheureuse nation. Pombal crut que le moment était venu de la soustraire à cette ruineuse exploitation.

Certes, s'il était une mesure qui méritât l'assentiment universel, c'était bien celle-là, qui contenait le salut ou la ruine du pays; et toutefois le tout-puissant Pombal ne put non plus la maintenir. L'Angleterre avait déjà trop fortement établi sa domination commerciale sur le Portugal pour qu'un édit suffît à la renverser. Elle se hâta d'envoyer lord Tirawlay à Lisbonne, et là les plaintes, les intrigues de ce négociateur, malheureusement secondées par l'égoïsme de quelques mauvais citoyens, obtinrent un tel succès qu'elles annulèrent les patriotiques pensées du ministre. Il reconnut alors que l'habitude était plus forte que ses plus énergiques prescriptions, et il prit le parti de renoncer lui-même à l'exécution de sa plus chère volonté. Il diminua du moins le mal, ne pouvant le détruire.

Les idées françaises; il ose aussi s'en prendre au clergé.

Quelle audace fallait-il à Pombal pour s'attaquer dès le début à la puissance anglaise! Il n'en montra pas moins en s'élevant contre celle du clergé. Disciple de Voltaire et profondément imbu des idées françaises, il déplorait depuis longtemps l'influence excessive de ce grand corps. Il n'hésita pas à la restreindre dès qu'il eut en main le pouvoir. Il commença par abolir le supplice du feu et par ordonner que la très-sainte inquisition, à laquelle il accorda, comme consolation, le titre de majesté, ne fît célébrer aucun *auto-da-fé* sans une autorisation préalable des tribunaux laïques (1751). La plupart des jeunes filles que le Brésil envoyait en Portugal, pour y faire leur éducation, ne tardaient pas à faire profession dans les couvents où elles étudiaient. Pombal, qui pen-

sait que le nombre des nonnes était déjà trop grand et que celui des colons américains ne l'était pas assez, établit qu'à l'avenir les familles brésiliennes n'enverraient leurs enfants en Europe qu'avec la permission du roi (1752). Ces excellentes mesures ameutèrent contre leur auteur tous ceux auxquels les abus étaient profitables. Il se montra peu sensible à ces clameurs intéressées ; et, loin de se laisser arrêter par elles dans l'heureuse voie qu'il s'était tracée, il les réprima avec une telle rigueur que bientôt ses ennemis n'osèrent plus l'attaquer ouvertement.

Tremblement de terre de Lisbonne.

C'est ainsi que le Portugal se relevait déjà sous les mains habiles de Pombal, lorsque, le 1er novembre 1755, une catastrophe épouvantable vint mettre en question l'existence même de ce pays. Il était neuf heures et demie environ, et rien n'annonçait une révolution de la nature. Tout à coup une secousse se fait sentir, si légère toutefois que l'habitude des tremblements de terre empêcha presque qu'on s'en aperçût. A peine deux minutes s'étaient-elles écoulées qu'une seconde secousse eut lieu, et celle-là si terrible et si brusque, que la plupart des maisons s'ébranlèrent, et qu'une épaisse poussière enveloppa toute la ville. Une troisième acheva le désastre par la ruine des bâtiments ébranlés et par le renversement soudain de ceux qui avaient résisté. Ce fut alors un horrible spectacle que celui de tous ces débris, de tous ces morts, de tous ces mourants qui imploraient en vain l'assistance, tandis que l'incendie s'allumait de toutes parts, et que les eaux débordées du Tage et de la mer joignaient, à tant de malheurs les ravages de l'inondation. Cependant les secousses se succédaient presque sans interruption, et, sans être aussi violentes, renouvelaient incessamment les appréhensions des malheureux Portugais. Où fuir? toutes les églises où les fidèles cherchaient un asile s'écroulaient sur eux; toutes les campagnes voisines n'étaient pas moins bouleversées, et dans le port, tous les vaisseaux se brisaient les uns contre les autres. La mort enfin était partout. Le hasard sauva ceux qui survécurent.

Les provinces les plus éloignées de Lisbonne ressentirent en même temps les cruelles atteintes de ce fléau ; mais c'est dans cette ville qu'il fut surtout terrible. L'on évalue à près de trente mille le nombre de personnes qui y succombèrent, et à plusieurs centaines de millions les pertes qui en furent la suite. Plus de vingt ans après, Dumouriez put encore écrire ces mots : « Lisbonne, dont j'ai fait ailleurs la description, est un amas effrayant de palais renversés, d'églises brûlées, de décombres pareils à ceux d'une fortification que l'on a fait sauter en l'air.... »

Il est pénible d'ajouter que ces terribles bouleversements ne furent pas la seule cause des malheurs qu'endura alors Lisbonne : la méchanceté des hommes n'y eut guère moins de part que la nature. Parmi les restes fumants de cette belle ville, on vit errer des bandes nombreuses de matelots, de nègres, de soldats,. de prisonniers libérés par la chute même de leurs prisons, qui ne songeaient qu'à assouvir leurs passions ou leur cupidité, et qui s'y livraient impunément. Car chacun, dans un tel moment, ne s'occupait que de lui-même et des siens, et tout gouvernement avait disparu.

Belle conduite de Pombal en présence de ce grand désastre.

Au sein d'une désorganisation si profonde et pendant que la cour ne pensait qu'à fuir loin de Lisbonne, combien Pombal mérita-t-il toute la confiance que lui accordait Joseph I! « Que faut-il faire, avait demandé le roi ?—Enterrer les morts et songer aux vivants, » répondit P. d'Almeida. C'est aussi ce que Pombal s'empressa d'exécuter, et avec tant d'activité que, durant plusieurs jours, il ne quitta pas son carrosse. Le nombre des ordonnances qu'il publia à l'occasion du tremblement de terre, s'élève à plus de deux cents. Ne fallait-il pas tout reconstituer ?

Éteindre l'incendie, arrêter l'inondation, déblayer les débris, et rassurer les vivants, tandis que pour prévenir la peste, on ferait brûler dans la chaux vive tous les cadavres que recouvraient les ruines, tels furent les premiers soins de Pombal. Il fit ensuite périr en un seul jour deux cents des misérables qui exploitaient si odieusement les malheurs pu-

blics, et sut si bien éveiller la compassion de toutes les provinces que le fléau avait épargnées, celle même de l'Europe entière, qu'il trouva le moyen de subvenir aux besoins les plus pressants de la population. Si, dans de telles circonstances, Pombal déploya une rigueur extrême, devons-nous l'en blâmer ? Il est des circonstances où la dictature appartient de droit à qui en est digne. Il sut d'ailleurs montrer une indulgente sagacité en autorisant une neuvaine au jésuite saint François de Borgia, patron des tremblements de terre. Cette concession aux idées populaires ne lui coûta pas ; quoiqu'il fût élève de Voltaire, il voulait relever le moral de la nation, et ces pratiques y devaient contribuer beaucoup.

Ses ennemis conspirent en vain contre lui. Pombal tire même parti du tremblement de terre pour la régénération de son pays.

Tel était le moment que les irréconciliables ennemis de Pombal ne rougirent pas de choisir pour lui enlever l'amitié du roi. Ils avaient d'abord essayé de le ruiner par le ridicule, et ils n'y avaient pas réussi. Ils eurent cette fois recours à l'hypocrisie et représentèrent Pombal comme l'unique cause des grands malheurs qui accablaient la patrie. Dieu n'avait voulu, disaient-ils, que faire éclater d'une manière terrible l'aversion que lui causait l'ami des philosophes, le persécuteur de la sainte inquisition; et comme le roi lui-même leur objectait que l'hôtel de Pombal subsistait presque seul parmi les ruines de Lisbonne : « Oui, sire, répondit le comte d'Obidos; mais toutes les maisons de la rue Zuia ont eu le même privilége. » Or la rue Zuia était la plus mal habitée de toutes les rues de Lisbonne. Joseph fut assez sage pour mépriser ces nouvelles calomnies, et loin d'ajouter, par la disgrâce de Pombal, une calamité de plus à toutes celles qui s'appesantissaient sur son royaume, il crut être l'interprète de la reconnaissance générale en lui conférant presque aussitôt le titre de premier ministre.

De son côté, Pombal sut mettre à profit et la faveur croissante du roi et les malheurs mêmes de son pays, quand, sous prétexte de subvenir aux énormes dépenses qu'entraîneraient

la reconstruction de Lisbonne et le manque presque absolu de récoltes, il se hâta d'établir un impôt de quatre et demi pour cent sur toutes les marchandises étrangères. Ce n'était pas seulement augmenter les ressources du trésor; c'était encore relever l'industrie nationale. Aussi se montra-t-il très-attaché à cette nouvelle ordonnance. En vain, plusieurs nations, parmi lesquelles la France, se plaignirent de cette subite augmentation des tarifs; en vain l'Angleterre, qui pénétrait parfaitement les intentions du ministre, s'arma des traités pour obtenir l'immunité : ni les caresses, ni les flatteries, ni les menaces ne purent ébranler sa résolution. Il répondit qu'une décision de cette importance n'avait été prise qu'après l'examen le plus sérieux, et qu'il fallait fléchir sous la nécessité. Les profits que les fabricants portugais réalisèrent durant les années suivantes, prouvèrent assez que Pombal avait bien calculé la portée de sa loi. Heureux le Portugal s'il fût demeuré fidèle à cette politique! L'Angleterre aurait cessé de s'enrichir à ses dépens, et la paresse ne l'eût pas dégradé, unie à la misère.

Pombal institue la compagnie d'Oporto pour l'exportation des vins; révolte; répression terrible.

Peu de temps après, le ministre imagina de créer à Oporto une compagnie puissante pour l'exportation des vins, non pas, comme on l'a dit, afin de s'enrichir lui-même par la vente d'un privilége important, mais pour faire entrer dans le trésor des sommes considérables, pour simplifier l'impôt des boissons, pour ranimer la marine nationale, pour diminuer la contrebande, et parce que l'heureux exemple des deux compagnies qu'il avait instituées pour l'Orient et pour l'Occident lui paraissait un encouragement à agir ainsi. Il se flattait encore de rendre service aux petits propriétaires, en fixant le prix des vins d'après un tarif uniforme, fondé sur la valeur moyenne des dix dernières années; et, de quelques critiques que cette fondation soit susceptible, il est enfin incontestable qu'elle eut pour but le bien public. Mais les innombrables calomnies qu'elle souleva aussitôt contre Pombal, le mécontentement des étrangers et la violente jalousie dont

la nouvelle compagnie fut l'objet, ne tardèrent pas à amener une insurrection redoutable, au lieu des justes réclamations que les négociants d'Oporto pouvaient peut-être élever contre ce monopole. La populace, dont ils disposaient souverainement dans cette ville, pilla les magasins de la compagnie, saccagea la maison du directeur, et se déshonora par les plus méprisables excès, jusqu'au moment où les franciscains parvinrent à la calmer par la promesse d'intervenir auprès du roi.

Pombal eut le malheur de ne pas assez discerner, en cette occurrence, dans quelles limites devait se renfermer sa vengeance, et sa sévérité fut telle qu'elle devint injuste. Ne lui suffisait-il pas de punir les chefs de la révolte, sans repousser toutes les supplications des négociants, sans déclarer criminels tous ceux qui s'étaient élevés contre le monopole de la compagnie, sans traiter Oporto comme une ville conquise, sans opposer aux murmures dont ces rigueurs étaient l'objet la défense absolue de rien dire contre le gouvernement, avec des récompenses considérables en faveur de tous ceux qui révéleraient un coupable? En vérité, Pombal n'en mérite pas moins tous les éloges de la postérité, puisqu'il rendit à son pays d'inappréciables services; mais combien serait-il plus admirable s'il eût poussé moins loin sa puissance, s'il n'eût pas régné dans le silence et par la terreur, s'il n'avait pas inscrit la délation parmi ses plus puissants moyens de gouvernement! Pour l'excuser un peu à cet égard, il faut se rappeler bien vite à quel pays et à quelles difficultés il avait affaire. Haï des nobles pour sa naissance et pour son libéralisme, des inquisiteurs pour sa tolérance, de la populace pour sa sévérité et pour ses doctrines, des Anglais pour les efforts qu'il faisait incessamment contre leur omnipotence commerciale, il ne se crut pas obligé de ménager des ennemis implacables, et marcha toujours droit vers son but, qui était la grandeur de son pays.

La haute noblesse conspire contre Joseph pour atteindre Pombal.

Le rude châtiment auquel la seconde ville du royaume venait d'être soumise plaça désormais Pombal à l'abri de toute entreprise de la part du peuple; et c'était justice, puis-

qu'enfin c'est dans l'intérêt du peuple qu'il s'efforçait surtout de gouverner. Il n'en fut pas ainsi des grands, qui se croyaient portés par leur naissance au-dessus de ses ressentiments. Irrités de la récente destitution du ministre Cortereal, ils faisaient alors retentir toute la cour de leurs plaintes et de leurs menaces. Loin d'en tenir compte, Pombal ne craignit pas de s'en venger par l'exil des plus illustres d'entre eux. Lorsqu'un La Cerda, lorsqu'un Souza, un Marialva, un Bragance expiaient par l'exil quelques paroles imprudentes, qui pouvait encore prétendre à lutter contre le crédit de leur adversaire? Ils y renoncèrent donc, et pour atteindre la tyrannie qu'ils n'osaient plus attaquer en face, ils résolurent de passer à travers celui qui permettait à Pombal de l'exercer.

Le chef de cette conspiration fut un des plus nobles, comme aussi un des moins honorables seigneurs du Portugal, le duc d'Aveiro, cadet de l'illustre maison de Mascarenhas, marquis de Sovea, et neveu du puissant moine Gaspard, à la faveur duquel il devait la charge de grand-maître. Sa haine contre Pombal était sa passion dominante. Mais où trouver des complices, sans éveiller les soupçons du vigilant ministre? Il profita, dans ce but, de l'irritation secrète que la puissante maison de Tavora nourrissait alors contre Joseph. La jeune marquise de Tavora était, depuis quelque temps, la maîtresse du roi. Son mari, ses parents s'empressèrent d'entrer dans les projets du duc d'Aveiro. Ainsi il ne s'agissait pour eux ni de politique, ni d'ambition; ils voulaient seulement laver dans le sang de l'offenseur la tache imprimée à leur nom. C'était une *vendetta* espagnole. Le jour choisi pour l'exécution du complot fut le 3 septembre 1758. On savait que ce jour-là, le roi se rendrait presque seul de la *quinta do meio* à la *quinta da cima* pour y retrouver la jeune marquise de Tavôra. Les conjurés, au nombre de cent cinquante environ, se dispersèrent par groupes le long du chemin qu'il devait suivre, le soir, à son retour, avec ordre de tirer sur le carrosse royal.

Tout s'accomplit d'abord suivant les espérances des conspirateurs. Le roi passa en effet, à l'heure indiquée, dans une calèche attelée de deux chevaux, sans autre compagnie que

le postillon et son valet de chambre, Pedro Teixeira, intendant ordinaire de ses plaisirs. Mais le premier coup de carabine manqua (c'était, dit-on, le duc d'Aveiro qui l'avait tiré), et le postillon se hâta de lancer ses chevaux à travers champs, tandis que Teixeira plaçait son maître au fond de la voiture et le couvrait de son corps. Le roi ne dut son salut qu'au sang-froid de ces deux serviteurs; encore n'en fut-il quitte que pour trois blessures qu'il reçut entre l'épaule et le coude droit. Il eût infailliblement péri, s'il avait continué à suivre la route; car les carabines étaient nombreuses et chargées à mitraille.

Au lieu de rentrer aussitôt à Bélem, le roi se fit conduire à la Junquièra, et là, ce ne fut qu'après confession qu'il se laissa appliquer le premier appareil. Il retourna ensuite à son palais, en prenant soin de s'envelopper dans le manteau de l'un de ses gardes, de peur qu'on ne connût l'accident dont il avait failli devenir la victime. Pombal ne tarda pas à arriver.

Le résultat de leur longue conversation fut que le roi dissiperait au plus tôt les vagues rumeurs qui commençaient à circuler sur une tentative d'assassinat, et qu'il accueillerait avec empressement toutes les protestations des nobles, celles même d'Aveiro qui déjà sollicitait l'honneur de parcourir toute la province à la tête de cavaliers nombreux pour y chercher les coupables. Pombal, de son côté, montra le même abandon; et, en le voyant persévérer dans une conduite si contraire à ses habitudes, les conspirateurs en vinrent à se persuader que le gouvernement avait quelque raison puissante de ne pas divulguer les grands dangers que le prince avait courus. Aussi un seul s'enfuit : tous les autres affectèrent la plus parfaite tranquillité et vécurent comme à l'ordinaire.

Redoutable justice de Pombal; il triomphe.

Trompeuse confiance. Tandis qu'ils se croient amnistiés, Pombal recherche incessamment toutes les traces de leur conjuration; et ce n'est qu'après six mois d'efforts qu'il les découvre, grâce aux révélations de l'un de ses domestiques lié avec une des femmes de la maison de Tavora.

C'était l'époque où le tout-puissant ministre donnait des fêtes magnifiques en l'honneur du mariage de sa fille avec le fils du comte de Sampayo, et il semblait qu'il n'y eût de place que pour la joie, lorsque le bruit se répand que le duc d'Aveiro, les Tavora, et quelques autres seigneurs, sont arrêtés comme suspects de conjuration contre la vie du roi, et qu'un tribunal est déjà institué pour les juger. Cette nouvelle, qui frappait la plupart des grandes familles portugaises, mit subitement fin aux plaisirs. De l'issue du procès dépendait ou la chute de Pombal, ou la ruine de la noblesse.

Ce fut la noblesse qui succomba; car outre que Pombal avait eu soin de soumettre les accusés à un tribunal exceptionnel, le tribunal d'Inconfidencia, les preuves écrites de la conspiration ne lui manquaient pas. « J'approuve votre dessein, disait l'un... ; pour anéantir l'autorité du roi Sébastien, il faut renverser celle du roi Joseph. »—« Excellence, disait un autre, si vous avez besoin d'un acteur dans la pièce nouvelle, je vous offre mes services ; je suis parfait dans le tragique, et je meurs d'envie de jouer le rôle de Brutus. Mettez-moi donc aux prises avec César. » Tous les aveux que les accusés firent ensuite, au milieu des tortures, confirmèrent pleinement les charges qui pesaient sur eux. Jose Maria de Tavora fut le seul qui demeura silencieux en face des supplices.

La seule tactique des accusés fut, en niant que leurs attaques fussent en effet dirigées contre le roi, de ne s'avouer coupables qu'envers son ministre. Mais l'on ne vit dans cette assertion qu'un nouveau moyen d'atténuer leur crime et de nuire à Pombal ; et, après huit jours de discussions, le tribunal prononça leur condamnation.

Restait à déterminer la peine, en suppléant au silence de la loi portugaise qui n'avait pas prévu un tel crime. Elle fut terrible : car, le 13 janvier, à la pointe du jour, un immense échafaud se dressa devant la maison même du duc d'Aveiro, et cinq régiments en occupèrent les environs. Dix conjurés y montèrent tour à tour, soit pour y être étranglés, soit pour y être décapités, soit pour périr sous la massue, soit pour avoir les membres hideusement brisés sur une croix. Lorsqu'ils eurent tous cessé de vivre, le bourreau apporta une

statue de grandeur naturelle, à l'image du seul conspirateur qui s'était enfui, et la brûla avec tous les cadavres des suppliciés, dont les cendres furent jetées à la mer.

Parmi toutes les victimes de cette inexorable justice, la vieille marquise de Tavora et son jeune fils se signalèrent par leur intrépidité. Celui-ci avait enduré les plus horribles tortures sans rien avouer, lorsque son père, meurtri lui-même, lui dit qu'il était inutile de nier puisqu'il avait tout révélé : « Vous m'avez donné la vie, vous pouvez me la reprendre, » s'écria le jeune homme, et il confessa sa complicité. Quant à la marquise, elle vit d'un œil stoïque tous les apprêts du supplice ; et, dès que sa toilette fut terminée, elle demanda son déjeuner. Comme son confesseur lui fit observer que ce n'était pas là ce qui devait l'occuper : « Il y a temps pour tout, reprit-elle, » et elle mangea tranquillement. Arrivée au pied de l'échafaud, on voulut la soutenir : « Merci, dit-elle, je n'ai pas eu la torture comme les autres. » Tandis qu'elle en montait les degrés, son mari lui reprocha, en pleurant, les malheurs de sa famille, elle lui dit : « Supportez-les comme moi, et ne m'accusez pas. » Arrivée enfin sur le fatal tabouret, elle donna au bourreau le signal de frapper, et, quand sa tête fut tombée, on la voila d'un drap de soie pour cacher au peuple attendri la vue de ses misérables restes. Le duc d'Aveiro, au contraire, mourut lâchement : ce n'était qu'un ambitieux.

D'autres gentilshommes furent mis en prison ; d'autres s'échappèrent. Parmi ces derniers, il en est un qui, réfugié en Hollande, reçut l'avis de revenir à Lisbonne, avec promesse positive de pardon. Il répondit qu'il n'en ferait rien parce que tous les médecins, qu'il avait consultés, lui avaient affirmé qu'il ne pourrait vivre sans tête. Quant à la jeune marquise, dont la mauvaise conduite avait causé, dit-on, tant de malheurs, Joseph I ne put consentir à la revoir. Elle fut reléguée dans un couvent, et le roi l'oublia pour de nouvelles amours.

Pombal s'attaque aux jésuites.

Pombal triomphait donc. Tous ces seigneurs orgueilleux

qui se croyaient naguère si fort au-dessus de la loi, avaient enfin appris qu'elle ne respecte que l'innocence. Ils s'empressèrent de s'humilier sous la puissante main qui la représentait. Restait seulement à abaisser la puissance temporelle du clergé dont l'hostilité n'était d'ailleurs pas moins redoutable que celle de la noblesse. Pombal ne désespéra pas d'y réussir aussi, pourvu que l'amitié du roi ne lui fît pas défaut. Joseph venait justement de lui donner les marques les plus éclatantes de sa satisfaction, en le nommant comte d'Oeyras, et en lui permettant même de s'entourer de gardes comme autrefois en France Richelieu et Mazarin.

Pour soumettre ainsi le clergé, Pombal ne doutait pas qu'il ne suffît de frapper la puissante compagnie des jésuites, en qui il se personnifiait maintenant. Ce fut contre elle qu'il dirigea ses coups. Or, sans parler des nombreuses plaintes que la conduite ambitieuse et les opérations commerciales des jésuites avaient, depuis longtemps, soulevées contre eux, des circonstances toutes récentes leur avaient aliéné l'opinion publique. Ils avaient osé ne se pas conformer au traité qui livrait aux Portugais l'Uruguay en échange du Sacramento, ameuter contre eux les tribus indiennes, et défendre par les armes un territoire auquel la Castille avait elle-même solennellement renoncé. En vain, un corps de quatre mille hommes avait-il entrepris de leur imposer l'observation de la loi. Ils avaient soulevé contre elle les indigènes, qui, refusant d'autres maîtres que les pères jésuites, repoussèrent toutes les attaques dont leur pays fut l'objet.

A la nouvelle de cette insurrection, Pombal s'était hâté d'envoyer en Amérique don François Xavier Mendoça, son frère, avec le titre de capitaine général gouverneur du Maranham et du grand Para (1753). Mendoça emmenait des forces que l'on croyait assez considérables pour comprimer la révolte, et pour réduire les jésuites à l'obéissance, s'ils étaient tentés de prolonger leur opposition. Dès qu'il eut examiné les choses, il ne douta pas qu'en effet, toutes les difficultés ne vinssent d'eux. Maîtres du Paraguay et de l'Uruguay, où ils avaient fondé un puissant empire, ils ne pouvaient se résoudre à en perdre une partie, et l'amour des po-

pulations soumises à leur gouvernement semblait légitimer leur résistance. Ils oubliaient seulement que, relevant du roi d'Espagne, ils ne possédaient pas en propre les vastes pays qu'ils administraient, et qu'il était toujours loisible à la cour de Madrid d'en disposer suivant ses convenances, non suivant celles de ses vassaux.

Cependant le gouverneur ne savait trop à quel parti s'arrêter; car les jésuites étaient puissants, non-seulement dans l'Amérique méridionale, mais en Europe, mais à Rome et à Lisbonne même. Incapable de les vaincre au Paraguay, il s'adressa à Pombal pour l'engager à les abaisser en Portugal. Leur défaite en Amérique n'était réalisable qu'à ce prix. Philosophe et ministre, Pombal n'avait que trop de pente à suivre ce conseil. Il profita aussitôt de la résistance des jésuites pour leur enlever le cœur du roi, et, comme il ne transigeait jamais, il chassa, peu après, tous ceux qui appartenaient à la cour, soit à titre de confesseurs, soit comme employés. Pour prévenir la colère de Rome, il eut soin en même temps de répandre partout un *Précis exact de la conduite des jésuites au Paraguay et de leurs intrigues à Lisbonne*. Tel était encore l'ascendant de cette puissante compagnie sur une partie des Portugais, qu'il était d'ailleurs nécessaire d'éclairer l'opinion publique. Pombal trouva pour premiers approbateurs, pour premiers auxiliaires, tous les ordres rivaux et toutes les personnes que pénétraient les idées nouvelles.

Cette audacieuse attaque réussit tellement que Benoît XIV n'osa pas refuser à Pombal un bref de visite et de réforme pour les jésuites du Portugal. Le cardinal Saldanha, aux soins duquel cette inspection fut confiée, leur fit bien plus de mal encore, en déclarant que de nombreux abus s'étaient introduits dans toutes leurs maisons, et en en réprimant une partie. Ce fut alors à qui attaquerait ces jésuites naguère si redoutés, quitte même à exagérer singulièrement leurs crimes. On savait que Pombal ne s'en fâcherait pas, et que les calomnies les plus grossières trouveraient désormais créance dans le public.

Il les implique ensuite dans la conjuration d'Aveiro et les expulse (1759).

Lorsqu'une fois l'opinion parut assez préparée, Pombal

résolut de frapper le coup décisif. Il aurait attendu en vain une occasion plus favorable que la conspiration d'Aveiro.

On savait que le duc d'Aveiro et presque tous ses complices avaient des jésuites pour confesseurs. L'instruction dont leur crime devint l'objet découvrit aussi qu'avant de le commettre, ils avaient consulté les trois révérends pères Malagrida, Alexandre et Mattos, et que ceux-ci leur avait assuré que le meurtre du roi ne serait pas même un péché véniel. Pombal n'en voulait pas davantage, et, sans prendre le temps de rechercher si cette réponse n'était pas seulement le fait de quelques fanatiques, il présenta à la signature du roi un édit qui, enfermant tous les jésuites dans leurs maisons, les soumettait à la surveillance la plus active, jusqu'à ce que l'on eût décidé de leur sort. Quelque sommaire que fût cette justice, comment en plaindre les victimes? Du sein de l'Ordre il était trop souvent sorti des prédications dangereuses ou coupables, pour qu'on ne fût pas en droit de les suspecter, et leurs propres violences semblaient justifier d'avance leurs persécuteurs.

Après deux mois à peine de négociations avec la cour de Rome, Pombal leva les arrêts auxquels les jésuites étaient soumis (16 septembre et 28 octobre 1759), et les fit embarquer au nombre de deux cent cinquante-cinq. Les vaisseaux sur lesquels ils furent placés les emportèrent en Italie, et il ne resta plus en Portugal que les trois casuistes auxquels Aveiro avait eu recours. Le père Malagrida paya seul pour tous les autres, malgré ses soixante-douze ans, et malgré les absurdes rêveries dont ses livres étaient pleins, ainsi que sa vie. Livré à l'inquisition, il fut condamné à mort, et exécuté ensuite par la justice séculière (20 septembre 1761), non comme régicide, mais comme apostat et faux-prophète.

Il obtient plus tard leur abolition; réconciliation avec Rome.

Ainsi périt en Portugal la puissance des jésuites, et avec elle l'excessive suprématie du clergé. Mais Pombal connaissait trop les immenses ressources dont ils disposaient en tout lieu, pour se contenter de leur fermer son pays, et il mit aussitôt tous ses soins à obtenir des autres cours catholiques

une proscription semblable. Il ne lui fut pas bien difficile d'y réussir ; les jésuites qu'il avait osé frapper le premier, ayant alors pour ennemis, non seulement les nombreux partisans de la philosophie française et de l'économie politique, mais une grande partie du clergé et tous les gouvernements. Ils tombèrent donc partout, jusqu'au jour où le Saint-Père, rompant enfin les liens dont ils avaient chargé la papauté elle-même, les abolit comme inutiles et comme funestes (21 juillet 1773).

Toutefois la cour de Rome n'avait d'abord pu voir sans déplaisir l'abaissement des jésuites portugais. Elle essaya d'en marquer son mécontentement, soit en renouvelant la bulle *Unigenitus*, soit en faisant à tout propos l'éloge de la compagnie, soit en béatifiant le P. Rodrigues. Pombal n'était pas homme à se laisser si facilement effrayer. Il se hâta d'opposer au pape un manifeste énergique sur les limites de la puissance spirituelle, maintint toutes ses ordonnances, et, comme le nonce Acciajuolé avait négligé d'illuminer son hôtel pour le mariage de l'infante dona Maria, il lui intima l'ordre de quitter le royaume. L'on put alors penser qu'un schisme était imminent, et peut-être aurait-il eu lieu sans le sage Clément XIV, qui s'empressa de le prévenir en donnant à Pombal toutes les satisfactions souhaitables. Encore la cour de Rome ne recouvra-t-elle pas tous ses priviléges au jour de la réconciliation ; car, si Pombal consentit au rétablissement du tribunal du nonce, ce ne fut qu'à la condition d'instituer lui-même un tribunal chargé de sauvegarder tous les droits du roi, et en décrétant qu'à l'avenir nul bref, nulle bulle, nul écrit pontifical ne serait valable sans l'autorisation préalable du gouvernement séculier. Quelque pénible que fût cette suppression de priviléges, c'était justice que de la prononcer, puisque les abus en étaient venus à ce point que le Portugal ne relevait pas moins des papes que de ses rois. Une bonne partie du clergé national partageait en cela les idées du ministre philosophe, qui, loin de porter par là atteinte à la religion, ne faisait que ramener les choses à l'état où elles étaient avant l'imprudent édit de Jean II.

Une guerre replace le Portugal sous le protectorat de l'Angleterre (1761-1763). Organisation de l'armée.

Tandis qu'il faisait ainsi sentir tout le poids de son autorité aux grands seigneurs, aux jésuites et à Rome, Pombal ne se montrait pas moins jaloux de l'indépendance nationale à l'égard de l'Angleterre elle-même. Ce fut durant la guerre de Sept ans. L'amiral français La Clue, après avoir vaillamment lutté, avec quelques vaisseaux, contre toute une escadre anglaise, était venu chercher un asile au port de Lagos, dans l'Algarve. Les Anglais ne craignirent pas de l'y poursuivre, malgré la protection du pavillon portugais. Pombal ne put se résigner à subir un tel outrage, et il parla si fièrement que la cour de Londres, malgré l'immense supériorité de ses forces, consentit à la satisfaction demandée. Combien Pombal avait-il raison de faire respecter le droit des neutres! C'était là désormais le seul rôle comme la seule garantie des États secondaires parmi les terribles querelles qui mettaient aux prises les grandes puissances de l'Europe.

Aussi quelle peine dut-il éprouver lorsqu'en 1761, l'Espagne et la France, unies intimement par le pacte de famille, résolurent de tourner leurs armes contre le Portugal, afin d'atteindre les plus chers intérêts de l'Angleterre! Sur le refus énergique que leur fit la cour de Lisbonne d'accéder à l'alliance de tous les Bourbons (18 mai 1762), quarante mille hommes envahirent en effet le Tras os Montès et menacèrent de ne s'arrêter que dans les murs de la capitale. Jamais plus grand danger n'avait menacé le Portugal, depuis l'époque où Philippe II le rangea parmi les provinces de sa vaste monarchie.

Pour repousser une si formidable agression, Joseph I n'avait guère plus de sept mille hommes, mal équipés, mal exercés, mal disciplinés, avec un peu de cavalerie et d'artillerie. Pombal, qui n'aimait pas la guerre, et qui avait toujours pratiqué pour première loi de sa politique continentale la paix avec l'Espagne, n'avait rien fait pour cette importante partie de la puissance politique. Il fallut bien s'adresser à l'Angleterre, qui se hâta de désigner le comte de Lippe-Buckebourg, et d'envoyer huit mille soldats.

C'était bien peu contre quarante mille soldats espagnols et douze bataillons de Français auxiliaires que commandait le prince de Beauveau. Aussi les premiers succès des confédérés furent-ils rapides. Miranda, Bragance, Outeiro, Chaves, Freixel, Almeida même et Villadelha tombèrent presque sans coup férir en leur pouvoir. Les Espagnols ne doutaient plus d'aller terminer leur marche dans les murs de Lisbonne conquise, quoique les Portugais leur eussent cependant enlevé Valence d'Alcantara.

Mais la folle confiance que leur inspiraient ces faciles victoires, l'indiscipline, le manque de munitions, et surtout l'incapacité notoire du vieux marquis de Sarria, qui s'avançait au hasard à travers les provinces portugaises, s'opposèrent à la réalisation de ces belles espérances. Le comte de Lippe (*le grand comte*, comme l'appellent les Portugais), qui avait appris la guerre à l'école de Frédéric II et dans les grandes luttes de l'Europe centrale, sut en effet mettre à profit toutes les fautes de l'armée victorieuse, et adopta le plan de résistance que comportait le mieux le triste état de ses troupes. C'était de ne livrer aucune bataille, de harceler incessamment les Espagnols, de s'armer contre eux de toutes les difficultés matérielles que présentait le territoire, et de réveiller les vieilles haines du paysan portugais contre la domination castillane. Il s'appliquait, en même temps, à organiser, à instruire les soldats de Joseph Ier, et à maintenir la bonne intelligence entre eux et les Anglais auxiliaires. Ce fut là, peut-être, la plus pénible partie de sa tâche. Les Anglais se conduisaient si mal que, chaque jour, un bon nombre d'entre eux succombait sous l'indignation universelle qu'inspiraient leurs excès.

Le comte de Lippe avait bien calculé, et en s'obstinant dans son système, malgré toutes les accusations dont il était l'objet, il ne tarda pas à contenir, puis à repousser les Espagnols. Comme ils hésitaient à repasser la frontière, il chargea le comte Hamilton d'enlever le camp du général Alvarès, et tel fut le succès de cette attaque, que le marquis de Sarria n'osa plus tenir la campagne. Il se replia rapidement sur Alcantara, et quelques jours après, il rentra

en Castille. Voilà quelle fut l'issue de cette grande expédition, qui pouvait arracher le Portugal à la cour de Londres, et qui, par une absence déplorable de prudence et d'habileté, n'eut pour résultat que de lier plus étroitement les deux gouvernements. On en eut bientôt la triste preuve. Lorsqu'en 1763 les cours de France et d'Espagne signèrent les honteux traités qui investissaient décidément la Grande-Bretagne de l'empire des mers, le Portugal n'y figura que comme protégé de Georges III, et ne fit qu'adhérer à toutes les résolutions des trois hautes puissances. Que dût en penser l'illustre ministre dont la pensée dominante avait été l'affranchissement de son pays?

Aussi bien Pombal, qui s'était toujours efforcé d'arrêter cette malheureuse guerre, sut du moins en retirer une excellente leçon. Il confia au comte de Lippe le soin d'organiser l'armée; et celui-ci s'y prit avec tant d'habileté, qu'au bout de quelques années, le Portugal compta vingt-quatre régiments d'infanterie, douze de cavalerie et quatre d'artillerie, sur le modèle des troupes prussiennes, alors réputées les plus solides de l'Europe. L'armée que le comte créait ainsi, pourrait servir également, quelque jour, soit à repousser de nouvelles agressions de la Castille, soit à secouer la pesante protection de l'Angleterre même. Quoi qu'il arrivât, elle devenait un élément considérable de la puissance portugaise.

Les réformes reprennent leur cours ; prospérité et civilisation.

Cependant les grandes réformes continuaient, les unes au profit de l'agriculture, de l'industrie[1], du commerce, de la marine et des finances, qui firent entre les mains de Pombal, des progrès merveilleux; les autres dans l'intérêt de la civilisation, et qui ne furent que l'heureuse mise en œuvre des idées nouvelles auxquelles la France avait donné naissance, sans que son triste gouvernement songeât encore à en appliquer une seule.

1. Il alla jusqu'à interdire l'usage de tous les produits étrangers. Mais, outre que cette loi était excessive, l'Angleterre réclama tellement qu'il ne la pût maintenir, (1772).

De ces dernières réformes la plus importante fut celle qui avait pour objet l'éducation de la jeunesse, puisque de là dépendait tout l'avenir. L'expulsion des pères jésuites, qui en avaient le monopole presque exclusif, avait complétement désorganisé ce grand service public. Pombal résolut de le rétablir sur des fondements tout nouveaux, en sécularisant la science, dont le clergé seul avait disposé jusqu'alors, et en faisant une large part aux études mathématiques.

C'est dans ce but qu'il créa le collége royal des nobles (1766), qu'il institua des écoles élémentaires et professionnelles au profit des enfants du peuple, qu'il fonda l'école du commerce, qu'il dota plus de huit cents maîtres pour enseigner gratuitement, qu'il réforma si hardiment la célèbre université de Coïmbre, où un grand nombre d'abus s'étaient introduits, et qui d'ailleurs n'était plus au niveau du temps (1772). Le plus ardent désir de Pombal était enfin que pas une ville, pas un village, ne manquât de professeurs pour instruire la jeunesse. Glorieux désir et que les successeurs de Pombal auraient dû éprouver comme lui! Tous ses prédécesseurs et les jésuites avaient érigé l'ignorance publique en système. Il pensa le premier que l'ignorance est le plus grand danger d'un pays, et, s'il n'a pas réussi à la vaincre, sachons-lui gré d'avoir si constamment lutté contre elle.

A cette réforme de l'éducation nationale, se rattachaient un grand nombre de mesures secondaires, telles que des encouragements donnés à l'imprimerie, la traduction des meilleurs livres français, pour que l'esprit nouveau pénétrât avec eux dans le pays, l'institution d'un subside annuel en faveur des lettres, et surtout la suppression de beaucoup de couvents inutiles, dont il transféra les revenus soit à des établissements de bienfaisance, soit au beau monastère de la Mafra, dans l'espérance d'y fonder une congrégation capable de rivaliser avec celle des bénédictins français de Saint-Maur. Comment accorder avec des idées si libérales, et la censure royale exercée sur tous les livres, et les œuvres de Raynal brûlées, et les lettres des pays étrangers distribuées une fois seulement par semaine, et tant d'autres ordonnances que l'on s'étonne de voir signées de la même main? C'est que le caractère de

Pombal était plein de contrastes ainsi que son esprit, et qu'il redoutait bien souvent, comme ministre, les théories qu'il aimait le plus comme philosophe.

Les lois portugaises n'étaient guère plus satisfaisantes que l'éducation. Pombal y pourvut avec zèle; car le désordre lui répugnait par-dessus tout. Mais c'était peu pour lui que de restreindre le droit de mainmorte, de diminuer les juridictions ecclésiastiques, de rendre force à l'autorité paternelle en matière de mariage, de détruire les anciennes listes de l'inquisition, de relever de l'infamie tous les noms qui y figuraient, de supprimer l'odieuse distinction des vieux et des nouveaux chrétiens, *pour que les Portugais, enfants de la même Église devinssent tous frères du même corps:* il ne voulait rien moins que réunir dans un seul code toutes les coutumes du royaume, les ordonner, les corriger, et laisser ainsi à son pays un beau monument de législation régulière. La France elle-même était encore bien loin de cette belle unité de législation. Montesquieu se plaignait, au contraire, que l'on y changeait de lois à *chaque relai de poste*, et il a fallu la Révolution pour détruire ce chaos. Le temps manqua à Pombal pour accomplir ce beau projet; s'il en laissa l'honneur à ses héritiers, sa gloire à lui, c'est de l'avoir voulu.

Les colonies ressentent aussi l'heureuse influence de Pombal.

Ce ne fut pas seulement le Portugal, mais les colonies qui ressentirent bientôt l'heureuse influence de cette habile administration. Depuis longtemps celles de l'Orient ne faisaient que languir. Pombal leur rendit quelque activité, par la suppression de tous les règlements dont l'expérience avait révélé l'inutilité ou l'inconvénient. Quant à celles du Brésil, elles prirent un magnifique développement, moins encore grâce aux mines inépuisables qu'elles renfermaient, que par la culture de toutes les plantes tropicales. Disciple des économistes français, Pombal savait que toute richesse vient du travail, que les métaux n'en sont que le signe, et que c'est à la terre surtout qu'il faut la demander. Malheureusement la question du

Paraguay était toujours en suspens, et la cour de Madrid se montrait peu disposée à des concessions. En vain Pombal fit-il tous ses efforts pour la résoudre à l'amiable ; en vain l'Angleterre et la France s'interposèrent-elles comme médiatrices ; il fut impossible d'arriver à une réconciliation, et la guerre recommença en 1774. Elle servit du moins à montrer à quel degré de puissance le Portugal s'était élevé en quelques années ; car le roi Charles III n'obtint aucun avantage important, et l'issue de cette lutte funeste était encore fort incertaine, lorsque mourut Joseph I.

Pombal ne se montra pas moins jaloux des intérêts de son pays sur les côtes de l'Afrique. Si peu nombreuses et si déchues qu'y fussent les places conservées par le Portugal, elles étaient l'entrepôt d'un vaste commerce, et concouraient pour une bonne part au développement de la marine nationale. Il voulut contraindre les Barbaresques à respecter le pavillon portugais, et, comme ils ne tinrent aucun compte de ses menaces, il leur prouva qu'elles n'étaient pas méprisables, en lançant contre eux une escadre qui balaya aussitôt toute cette partie de la Méditerranée. L'empereur de Maroc tenta de s'en venger en attaquant les Portugais établis sur ses côtes ; après quelques combats sans importance, il vint mettre le siége devant la petite ville de Mazagan. Mais les quelques chrétiens qu'elle renfermait s'y défendirent admirablement pendant deux mois ; et, lorsque enfin, vaincus par le nombre, il leur fallut céder, ils firent sauter la place, tandis que les Arabes en prenaient possession et qu'eux-mêmes s'éloignaient sur leurs navires. Cette trahison n'empêcha pas que la paix ne fût signée à quelque temps de là avec des conditions très-avantageuses pour le commerce national (1769).

Autorité absolue mais salutaire de Pombal.

Qu'après avoir esquissé tout ce que le marquis de Pombal conçut, entreprit ou réalisa pour la grandeur de sa patrie, nous répétions une fois de plus qu'il régna durement, qu'il écouta trop souvent ses passions et ses préjugés, et qu'il aspira puérilement à tout faire lui-même, nous ne ferons que dire

la vérité; mais s'ensuivra-t-il qu'il faille maudire sa mémoire? Songeons d'abord à toutes les résistances qu'il avait à vaincre, à la barbarie du peuple qu'il gouvernait, à l'état misérable dans lequel languissait l'administration, enfin à l'imparfaite humanité. Il trouvait tout à créer, et l'on ne peut guère lui reprocher que l'impatience du bien. Quelle était la situation du royaume lorsqu'il le reçut des mains de Joseph Ier? quelle était-elle lorsqu'il cessa de gouverner? que devint-elle après lui? voilà ce qu'il importe d'examiner pour apprécier la conduite de Pombal, pour mesurer exactement la part qui lui revient dans l'histoire du Portugal.

Pourquoi d'ailleurs n'en pas référer aux témoignages contemporains de ses compatriotes? Tandis que les grands seigneurs et l'inquisition maudissent en lui l'ennemi des priviléges et de l'intolérance, Joseph I le comble d'honneurs[1], et la nation reconnaissante place son médaillon sur le piédestal de la statue équestre qu'elle fait élever à son roi. Maintenant encore cette admiration subsiste tout entière. Pombal est toujours pour les Portugais le grand marquis, *o gram marquez.*

Et cependant de combien de calamités le Portugal fut-il frappé durant l'administration de ce grand homme! C'était peu que le tremblement de terre de 1755 eût bouleversé Lisbonne et une partie du royaume : le même désastre se renouvela plusieurs fois, et particulièrement en 1764, au moment même où les soins de Pombal commençaient à retirer la capitale de ses ruines. Les inondations, les incendies, qui résultèrent de cette terrible commotion, causèrent une perte d'environ dix millions de cruzades. Mais le ministre veillait. Il ne se borna pas à réparer tous ces malheurs: il laissa le royaume beaucoup plus riche qu'il n'était à son avénement. En 1777, le trésor renfermait plus de dix-huit millions de cruzades.

Mort de Joseph I (1777).

Heureux le Portugal si le pouvoir eût pu demeurer long-

[1] C'est en 1770 que Carvalho, déjà comte d'Oeyras, devint marquis de Pombal et l'égal des plus puissants seigneurs. Son frère fut nommé grand inquisiteur et cardinal; son fils aîné, président du sénat.

temps en de telles mains! mais le prince, au nom duquel le marquis régnait si souverainement, fut frappé d'apoplexie en 1774; et, dès lors Pombal put voir à quel sort il était réservé. La reine Marie-Anne-Victoire était l'amie de tous ses ennemis. Ne pouvant le disgracier aussitôt, elle profita du moins de l'affaiblissement de son mari, pour diminuer la puissance du ministre et préparer sa chute. Le cardinal Saldanha, son confident intime, pouvait seul contrebalancer encore l'influence de la reine. Il mourut en 1776, et Pombal demeura sans défense, exposé à toutes les attaques. De toutes les calomnies, la plus dangereuse fut celle qui lui imputait le dessein d'écarter dona Maria du trône, pour couronner le fils aîné de cette princesse, don Joseph, duc de Beïra. Ce prince n'avait que quinze ans, et Pombal se flattait, disait-on, de continuer, sous lui, le rôle scandaleux qu'il jouait depuis vingt-sept ans. Pour assurer le succès de cette combinaison, l'infant devait épouser la sœur de Louis XVI, madame Élisabeth de France.

Marie-Anne n'eut garde de réfuter une accusation qui servait si bien sa haine. Elle interdit même à Pombal la vue de son mari, et se servit du titre de régente qu'elle venait de se faire donner, pour unir, au plus tôt, le duc de Beïra, son petit-fils, avec l'infante Marie-Françoise-Benedicta, malgré une différence de quinze ans. Ne fallait-il pas à tout prix déjouer les intrigues de Pombal, et sauver les droits menacés de dona Maria? Trois jours après cette union, Joseph I mourut (23 février 1777), à l'âge de soixante ans. Prince médiocre dont le règne fut cependant un des plus glorieux de l'histoire portugaise, parce qu'il sut apprécier l'incontestable supériorité de son ministre et le soutenir contre les ambitions contraires.

CHAPITRE XXI.

RÈGNE DE DONA MARIA I JUSQU'AU TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU (1777-1801); NOUVELLE DÉCADENCE.

DISGRACE DE POMBAL ; TOUS SES ENNEMIS AU POUVOIR. — POMBAL EST DÉCLARÉ CRIMINEL ET EXILÉ. — TRISTE GOUVERNEMENT DE DONA MARIA I AU DEDANS ; MEILLEURE ADMINISTRATION AU DEHORS. — DÉMENCE DE DONA MARIA ; ANARCHIE ; INCAPACITÉ DE L'INFANT DON JUAN. — IL PROVOQUE LA FRANCE RÉVOLUTIONNAIRE ; REVERS. DOMINATION ANGLAISE. — BONAPARTE S'UNIT A L'ESPAGNE POUR ENVAHIR LE PORTUGAL (1801). — SUCCÈS DES FRANÇAIS ET DES ESPAGNOLS. — L'ESPAGNE CONSENT A TRAITER. — TRAITÉ DE MADRID DU 27 NOVEMBRE 1801.

Disgrâce de Pombal; tous ses ennemis au pouvoir.

A peine Joseph I avait-il cessé de vivre, que le patriarche de Lisbonne vint remettre à dona Maria, sa fille, un écrit important où il avait pris soin de tracer lui-même la ligne de conduite qu'elle devait suivre *pour devenir également chère à son peuple et à Dieu*. Mais cet écrit, qui lui recommandait sur toute chose la douceur et la piété, sans faire même allusion au grand ministre qu'il avait laissé régner sous son nom, est-il bien authentique, ou n'est-il pas plutôt une première tentative des ennemis de Pombal sur le faible esprit de la jeune reine?

Quoi qu'il en soit, dona Maria ne tarda pas à leur donner gain de cause; car elle déclara hautement qu'elle prétendait régner, et, lorsque le favori de Joseph, affectant de ne pas voir toutes les intrigues dont il était l'objet, se présenta comme d'habitude au palais, elle refusa de l'admettre. Comme sa mère, les courtisans et les prêtres lui demandaient avec inquiétude ce qu'elle avait dessein de faire à son égard. « Il faudra bien le remercier, répondit-elle, puisque tout le monde le désire. — Eh bien! s'écria Marie-Anne, gardez-vous de travailler une seule fois avec lui; vous ne sauriez ensuite comment le congédier. » Et elle s'empressa de le recevoir elle-même. Ainsi la nouvelle reine consentait

à ne pas même voir l'homme qui aurait pu lui ouvrir les yeux; dans son ignorance, elle confondait avec l'opinion publique les clameurs égoïstes des gens qui l'entouraient.

Ce fut bien pis encore lorsqu'elle eut ordonné d'ouvrir les prisons, et que l'on vit circuler dans les rues de Lisbonne tous les condamnés politiques que le marquis retenait depuis si longtemps sous les verrous. C'étaient, pour la plupart, des hommes de naissance illustre, jadis brillants et riches, aujourd'hui épuisés et couverts de haillons, qui, impliqués à tort ou à raison dans la conspiration d'Aveiro, prenaient plaisir à se venger de leurs misères en les étalant. A cette vue, l'on ne s'occupa plus de leurs fautes pour ne songer qu'à leur détresse; et, comme si leurs souffrances les absolvaient complétement, on se répandit en plaintes infinies contre celui qui les avait réduits à une condition si misérable. Il semblait que Pombal n'eût pas été l'instrument de la loi, et que tous ceux qu'elle avait si rudement frappés ne fussent que ses propres victimes.

Pombal put bien alors regretter les rigueurs excessives de son gouvernement; mais ce qu'il vit surtout dans ce lugubre étalage de douleurs et de compassion, ce fut la malice de ses ennemis, qui ne pensaient qu'à le perdre. Il donna donc sa démission de tous les emplois qu'il occupait encore; et, pour ne pas assister au triomphe insolent de ses tristes successeurs, il se retira à Pombal avec ses gardes et sa famille. La reine s'honora, en lui laissant du moins le titre de secrétaire d'État avec tous les appointements attachés à ce titre, et la riche commanderie de Lamosho.

Dans cette profonde retraite, Pombal ne demandait qu'à oublier et les grandeurs dont il avait porté si longtemps le fardeau, et les haines qu'il avait bravées, et l'ingratitude du peuple que l'on avait si perfidement ameuté contre lui. Mais la réaction dont il était la victime, était trop violente pour se laisser désarmer par une abdication volontaire. Et pouvait-il en être autrement, lorsque les infants qu'il avait exilés rentraient dans Lisbonne, lorsque les jésuites qu'il avait chassés du royaume, recouvraient tout leur ascendant, lorsque les ministères principaux étaient aux mains de ses en-

nemis les plus acharnés : Joseph de Scabra à l'intérieur, Martinho de Mello à la marine, Angeja aux finances, Ayres de Sà aux affaires étrangères?

Pombal est déclaré criminel et exilé.

On commença par briser le médaillon de Pombal placé au pied de la statue de Joseph, et par le traîner dans la boue, au milieu des injures de la populace enivrée. Cette exécution en effigie ne le toucha que médiocrement : « Je n'en suis pas fâché, dit-il; mon portrait n'était pas du tout ressemblant. »

Puis on souleva contre lui tous ceux qu'il avait impliqués dans la conspiration d'Aveiro, et dont quelques-uns n'avaient même pas consenti à quitter leur prison sans une réhabilitation solennelle. Tous s'unirent pour demander la révision du procès qui les avait frappés et la punition de leur persécuteur. En vain Marie s'opposa-t-elle à leur demande; en vain en exila-t-elle plusieurs à vingt lieues de Lisbonne; la réaction, plus forte qu'elle, ne tarda pas à l'emporter et elle finit par signer elle-même, le 10 octobre 1780, l'ordre de révision qu'elle refusait depuis trois ans. Il va presque sans dire que la sentence du nouveau tribunal fut favorable aux ennemis de Pombal. Elle proclama l'innocence de toutes les personnes mortes ou vivantes qu'il avait détenues dans les cachots sous prétexte de conspiration.

Sans consentir à ratifier un jugement qui lui semblait par trop partial, Marie donna gain de cause à ses nouveaux conseillers, en déclarant, par un décret du 16 août, que d'après l'avis unanime des juges les plus dignes de sa confiance, le marquis de Pombal était criminel et passible de châtiments exemplaires; que ce n'était qu'à son âge, à ses infirmités, et surtout à la clémence royale, qu'il devait de ne pas subir la peine afflictive qu'il avait encourue. Il lui fut enjoint de résider à vingt lieues au moins de la capitale. Les successeurs de Pombal semblaient redouter qu'en approchant de la reine il ne mît à découvert leur bassesse et leur ineptie.

La mort les délivra bientôt de toute crainte à cet égard. Il expira dix mois après cet injuste arrêt, à l'âge de quatre-

vingt-trois ans, le 5 mai 1782. Sa famille lui fit faire de solennelles funérailles. On défendit seulement qu'aucune épitaphe fût gravée à sa louange sur la pierre de son tombeau ; comme si les grandes renommées avaient besoin de s'appuyer sur des phrases pompeuses; comme si le nom *du grand marquis de Pombal* n'en disait pas beaucoup plus que les plus magnifiques inscriptions.

On a souvent mis en parallèle Pombal et Richelieu. La trop grande différence des temps et des théâtres enlève à cette comparaison une bonne partie de sa justesse. C'est au cardinal Albéroni qu'il conviendrait plutôt de le comparer. Tous deux trouvèrent un prince incapable, un royaume épuisé, des colonies négligées, une marine presque anéantie; tous deux parvinrent, en quelques années, à tout rétablir, à tout renouveler. Tous deux aussi, après les plus beaux services, n'en furent récompensés que par la disgrâce, et assistèrent à la rapide destruction du bien qu'ils avaient fait. *L'Espagne*, disait Albéroni, *est un cadavre que j'avais ranimé ; à mon départ il s'est recouché dans sa tombe*. Pombal en pouvait dire autant du Portugal. Son ministère ne fut, après tout, qu'une halte glorieuse dans la rapide décadence qui, depuis deux cents ans, entraînait ce royaume à sa ruine.

Triste gouvernement de dona Maria I au dedans; meilleure administration au dehors.

Les ennemis de Pombal ne se montrèrent pas moins acharnés contre ses œuvres que contre sa personne, comme s'ils prenaient plaisir à faire éclater eux-mêmes sa supériorité. Ainsi les grands projets qu'il avait conçus furent abandonnés; le code qu'il avait préparé demeura inachevé; la marine et les routes furent négligées; les finances, naguère si florissantes, revinrent à leur ancien état; la lutte énergique qu'il avait incessamment soutenue contre les priviléges et le fanatisme s'arrêta, et les abus recouvrèrent aussitôt le terrain qu'il leur avait si laborieusement enlevé. Ajoutons que ce gouvernement inhabile ne fut ni plus doux, ni plus intègre. Il y eut à la fois tyrannie et anarchie. Tel est le sort de

tous les pays où règne le despotisme, qu'impuissants par eux-mêmes, ils subissent du jour au lendemain des gouvernements tout contraires, et que tout dépend pour eux du chef qui les régit. Avec Pombal, tout grandit, tout prospère; qu'il tombe, et aussitôt tout languit, tout s'affaisse. Les abus, les priviléges, l'inquisition, les jésuites qu'il a vaincus, se relèvent et dominent à leur tour. Il y a plus d'un siècle entre lui et ses successeurs. Qu'importait après cela que Maria instituât l'Académie royale des sciences, lorsque tout tendait d'ailleurs à replonger le Portugal dans l'obscurité et dans l'ignorance?

A l'extérieur le nouveau ministère fut plus heureux, puisqu'il termina promptement les funestes querelles auxquelles les colonies de l'Amérique méridionale avaient donné lieu (traités de Saint-Ildephonse 1777, et du Pardo 1778[1]). L'Es-

1. Au moment où les derniers démêlés de l'Espagne et du Portugal se trouvent réglés par deux traités importants, il est peut-être convenable de nous arrêter un peu et de tracer en quelques mots l'historique de ces longues contestations.

C'est au xve siècle qu'elles remontent, c'est-à-dire à l'époque où le Portugal et l'Espagne prenaient la glorieuse initiative des découvertes maritimes. Ne pouvant s'accorder, on recourut au pape, et Nicolas V promulgua la bulle du 8 janvier 1454 qui attribuait aux Portugais toutes les contrées que leurs navigateurs découvriraient depuis le cap Bon jusqu'aux Indes. Mais lorsque Christophe Colomb eut découvert l'Amérique, l'Espagne réclama de nouveau, et c'est alors que parut la bulle d'Alexandre VI (4 mars 1493) qui conférait au roi Catholique toutes les terres situées au delà d'une ligne imaginaire à cent lieues ouest des Açores et du cap Vert; car Alexandre VI confondait ces deux archipels, et il ne pensait pas que, continuant leurs découvertes, les uns à l'ouest, les autres à l'est, les Portugais et les Espagnols ne pouvaient manquer de se rencontrer.

A peine cette bulle avait-elle paru, que le Portugal se plaignit, et ces plaintes aboutirent aussitôt au traité de Tordesillas, en vertu duquel la ligne de démarcation fut portée à deux cent soixante-dix lieues plus loin à l'ouest du cap Vert. Ce même traité règla les droits de pêche, l'exercice de la traite, et la navigation des deux marines en deçà des limites assignées à chacune d'elle.

La découverte du Brésil par Alvarès Cabral, qui eut lieu peu de temps après, et l'impossibilité de déterminer cette limite imaginaire, ranimèrent bientôt les discussions, surtout lorsque les deux nations, en allant l'une toujours à l'est, l'autre toujours vers l'ouest, se retrouvèrent en présence au milieu de l'océan Pacifique. Ces démêlés devinrent même très-vifs à propos des Moluques dont l'illustre Magellan avait frayé le chemin en tournant le premier le continent de l'Amérique. Les Portugais prétendirent, en effet, qu'ils avaient déjà découvert ces îles; les Espagnols soutinrent que cette assertion était mensongère, et Charles-Quint s'engagea en présence des Cortès (1523) à ne se jamais départir de son bon droit.

Mais Charles-Quint avait besoin d'argent, et l'offre que lui fit Jean III de lui en donner beaucoup ne tarda pas à le rendre moins intraitable. Le traité de Saragosse (22 avril 1529) stipula que l'Espagne renonçait aux îles Moluques moyennant trois cent cinquante mille ducats d'or, et qu'une nouvelle ligne serait supposée à deux cent quatre-vingt-dix-sept lieues est de cet archipel. C'est en vertu de cette convention que Philippe II soumit les Philippines, en 1564.

La paix renaissait donc en Orient, et jamais jusqu'alors elle n'avait été sérieusement troublée en Occident, malgré le Brésil qui certes dépassait bien la ligne de



pagne restitua Sainte-Catherine qu'elle venait de conquérir, et acquit Saint-Sacrement avec les îles d'Annobon et de Fernando Pô sur les côtes d'Afrique. Mais, outre que le Portugal s'imposait ainsi des sacrifices considérables, était-il bien conforme aux intérêts de ce royaume de contracter avec la cour de Madrid une alliance offensive et défensive? En adoptant le système de la plus exacte neutralité, Pombal avait bien mieux compris l'attitude que son pays devait observer dans toutes les grandes luttes de l'Europe.

Démence de dona Maria; anarchie; incapacité de l'infant don Juan.

C'était donc bien peu de toutes les forces et de tout le zèle de dona Maria I contre les tristes résultats de cette aveugle

1494. Mais quelque temps après que le Portugal eut recouvré son indépendance une colonie portugaise alla de Rio-Janeiro s'établir sur les rives de la Plata, sous le nom de Saint-Sacrement. Les Espagnols de Buenos-Ayres détruisirent cet établissement, et la cour de Madrid réclama tout l'espace compris entre la Plata et l'Uruguay. Le Portugal dut céder, et le traité de 1681 décida que les colons chassés ne pourraient se replacer à Saint-Sacrement, qu'à la condition de ne pas en admettre d'autres, de n'élever que des habitations en terre, et de n'entretenir aucune relation avec les Indiens Quant à la question de propriété, elle demeura indécise: on en confia l'examen à des commissaires qui ne purent s'accorder faute de savoir à quel point commençait la ligne de démarcation.

Cette querelle n'était donc plus une question de droit mais de fait; et, comme les Portugais s'unirent à la Hollande et à l'Angleterre contre Philippe V et Louis XIV, ce fut pour eux que fut l'avantage. Le traité de 1715 leur donna Saint-Sacrement et son territoire; il fut seulement loisible à l'Espagne d'offrir un équivalent sous dix-huit mois.

L'Espagne tenait beaucoup à Saint-Sacrement; elle offrit un équivalent; mais il fut refusé, et dès lors elle mit tout en œuvre pour nuire aux Portugais. C'est dans ce but qu'elle fonda Montevideo, prétendant que le mot de territoire ne comprenait que les environs de Saint-Sacrement jusqu'à portée de canon.

Les deux gouvernements finirent heureusement par comprendre la puérilité de leurs discussions, et renonçant aux deux lignes de démarcation qui n'étaient pas en effet assez précises pour que l'on pût raisonner d'après elles, ils signèrent un traité definitif, en 1750, à Madrid. Ce traité important ne changea rien à l'état de l'Orient, et décida que le Portugal renonçait à Saint-Sacrement ainsi qu'à tous les territoires situés au nord de la Plata. Il obtint au contraire tous les pays compris entre le bord septentrional de l'Ybiari et le bord oriental de l'Uruguay, avec des renonciations positives de l'Espagne sur le Marañon, sur le Mato-Grosso, etc. En cas de guerre entre les deux couronnes, l'Amérique du sud fut neutralisée.

Et cependant ce n'était pas encore fini, soit par la faute des Portugais qui se repentaient, soit par celle des jésuites qui craignaient une diminution de puissance. La cour de Madrid se prêta à leurs désirs, et comme elle souhaitait de ne pas voir le Portugal s'unir à l'Angleterre qu'elle allait combattre, elle consentit à casser, en 1761, le traité de 1750.

Le Portugal n'en fit pas moins cause commune avec l'Angleterre, et l'Espagne reprit aussitôt Saint-Sacrement. Mais elle le rendit en 1763, et enfin le traité de Saint-Ildefonse régla complétement ce vieux procès. Le Portugal renonça à Saint-Sacrement et à Saint-Gabriel, et l'on eut soin de laisser un espace libre entre les possessions des deux couronnes. Le traité de Pardo ne fut que la confirmation du précédent. Il ne stipulait pas seulement la paix, mais l'amitié.

réaction, lorsqu'une sombre mélancolie où elle tomba finit par dégénérer en folie. En vain opposa-t-on à cette cruelle maladie toutes les ressources de l'art; en vain appela-t-on de Londres le célèbre médecin qui avait traité Georges III; tous les efforts de la science furent inutiles, et la reine du Portugal ne fut plus qu'une enfant revêtue du pouvoir absolu.

Chaque jour, au matin, elle quittait son palais, et, enfermée dans une petite voiture à bras, elle était conduite par quelques serviteurs fidèles dans une vallée bien solitaire, afin qu'elle pût s'y livrer sans contrainte à tous les caprices de sa raison égarée. Là, vêtue d'habits éclatants, qui amusaient ses regards, tantôt elle s'abandonnait aux accès d'une gaieté convulsive, tantôt elle fondait en larmes, sans que cette tristesse machinale eût pour objet les malheurs de sa patrie. Et si, par hasard, quelque paysan venait à passer par là, il s'arrêtait un moment; puis il reprenait sa marche en disant : « La reine joue! »

Pareille chose à peu près arrivait alors en Angleterre, où Georges III devenait incapable de régner, et cependant jamais l'Angleterre ne fut plus florissante que sous l'administration de ce prince imbécile. C'est que dans ce glorieux pays la royauté n'était que nominale; que, depuis longtemps, toute la force y résidait dans l'aristocratie et dans la nation. En Portugal, au contraire, la royauté était tout; et depuis que les vieilles libertés de ce royaume n'existaient plus, la faiblesse ou l'habileté de ses chefs impliquait celle du peuple. La preuve n'en fut que trop rapide et trop concluante. Non-seulement tout le bien qu'avait fait Pombal acheva de disparaître; mais tout le mal qu'avait empêché Marie s'accomplit dès lors sans obstacle. Quelle distance entre le Portugal de 1788, et celui de 1777 au moment où la mort de Joseph renversa le *grand marquis!*

A défaut de dona Maria, il n'y avait malheureusement auprès du trône personne qui fût capable de prendre en main les intérêts du pays. Son mari mourut dès 1786, après n'avoir jamais songé qu'à ses plaisirs ou à sa fortune personnelle; et son fils aîné don Joseph, duc de Beïra, eut le même sort au bout de deux ans, c'est-à-dire au moment de

réaliser les grandes espérances que Pombal et tous les bons Portugais avaient conçues de lui. Ainsi, à l'heure même où le besoin d'une main habile se faisait le plus impérieusement sentir, la mort était venue enlever les seules chances de salut qui restassent encore.

Pour mettre un terme aux maux dont la démence de la reine devint bientôt la source, quelques amis sincères de Marie et du Portugal supplièrent don Juan, son second fils, de mettre fin à l'anarchie, 1795. Don Juan hésita. Il n'avait vécu jusqu'alors que parmi les moines du couvent de la Mafra ; il avait conscience de son insuffisance. Comment refuser cependant sans trahir la patrie, sans se montrer indigne de sa naissance? Il se résigna donc au rôle qu'on lui imposait ; et, lorsqu'une assemblée des plus habiles médecins eut bien constaté l'incapacité de sa mère, il consentit à régner sous le titre de régent. Don Juan eut le grand tort de ne pas consulter aussi les Cortès. En s'appuyant sur elles et en réveillant spontanément les vieilles libertés du pays, il aurait eu bien plus de lumière pour distinguer les abus, bien plus de force pour en triompher. Mais, élevé au milieu des idées du pouvoir absolu et des pratiques d'une dévotion minutieuse, moine autant que prince, il ne comprenait ni la liberté, ni les progrès; et son administration n'eut aucun des heureux résultats qu'on en espérait.

Il provoque la France révolutionnaire; revers. — Domination anglaise.

Dans ce triste déclin de la puissance portugaise, s'il était une chose qui pût en sauver les derniers débris, c'était sans doute le maintien obstiné de la paix extérieure. Tel était l'état des finances, de l'armée, de la marine, après quelques années d'une pareille administration, que le comble de la folie était de prétendre à quelque rôle en Europe, au lieu de se débattre contre la langueur mortelle où le pays s'affaissait de plus en plus.

Mais c'était l'époque où la France, en se régénérant elle-même par la plus vigoureuse des révolutions, conviait tous les peuples à suivre son exemple. Le gouvernement portu-

gais ne se put résoudre à demeurer en dehors de la coalition que tous les princes organisèrent aussitôt contre l'esprit d'émancipation.

Si peu importante que fût cette accession du Portugal à la formidable confédération qui menaçait la Révolution française, la Convention nationale ne dédaigna pas de faire quelques démarches auprès du régent. Elle lui offrit la neutralité. Quelque favorable que semblât l'occasion soit de déposer les armes, soit même de rompre impunément les liens qui attachaient depuis si longtemps le Portugal à l'Angleterre, celui-ci n'en profita pas. Il ne consulta que son zèle, et répondit aux avances de la France par une union plus intime avec Georges III et Charles IV son beau-père. Parmi toutes les personnes qui entouraient le régent, une seule avait osé plaider la cause de la paix, au nom des finances épuisées, au nom du commerce déjà si malade. Ce fut le vieux duc de Lafoëns. L'influence de l'inquisition et de la cour de Londres frappa ses conseils de stérilité.

Les événements montrèrent bientôt combien le duc de Lafoëns avait raison! Tandis que les six mille hommes que le général Forbes s'est empressé de réunir à l'armée espagnole des Pyrénées y obtiennent des succès aussi passagers qu'inutiles, les croisières françaises profitent du pitoyable état où la marine des Portugais se trouve réduite, pour ruiner leur commerce, et leur enlever près de deux cents millions de valeurs. Que fût-ce lorsque l'Espagne se fût retirée de la lutte, en accédant au traité de Bâle! Car l'Angleterre ne permit pas à don Juan d'en faire autant; et il lui fallut, bon gré mal gré, persévérer dans la mauvaise politique où il s'était si malheureusement engagé (1795).

Le résultat de toutes ces fautes fut que la France eut contre la cour de Lisbonne les griefs les plus dangereux et les plus légitimes ; que les derniers vestiges de la prospérité nationale disparurent, et qu'enfin l'Angleterre appesantit de plus en plus son joug sur le Portugal. Non contente maintenant de l'inonder de ses marchandises, de détourner vers elle même toutes les richesses du Brésil, de disposer de ses vaisseaux comme de vaisseaux anglais, et de le ruiner par la contre-

bande, elle en vint à demander que le régent lui confiât quelques-unes de ses meilleures places, afin de les défendre contre une prétendue invasion des Français; et celui-ci n'osa pas dire non. Lisbonne elle-même reçut une garnison étrangère! Afin de ne pas trop irriter la susceptibilité portugaise, on eut seulement soin de composer en grande partie les régiments auxiliaires de Français émigrés ou de Suisses mercenaires. Les noms même de ces régiments étaient français : c'étaient Mortemart, Dillon, Castries, et Loyal-Émigrant.

Ce qui enhardissait surtout l'Angleterre à exploiter si insolemment les terreurs du gouvernement portugais, c'est qu'à ce moment même le Directoire faisait presser les préparatifs d'une expédition maritime aussi mystérieuse qu'importante. Lorsque l'on apprit à Lisbonne que ce n'était pas vers les rivages du Portugal, mais vers l'Égypte, que le général Bonaparte avait fait voile, on y passa tout à coup de l'abattement à l'outrecuidance, et le régent s'exalta jusqu'à ordonner à l'amiral Niza de se présenter devant Alexandrie (1798). L'amiral obéit. Ce ne fut que pour se signaler par quelques bravades ridicules dont Bonaparte garda mémoire. Lorsqu'il les signala dans un de ses ordres du jour, il ajouta ces menaçantes paroles : « Un temps viendra où la nation portugaise payera avec des larmes de sang l'outrage qu'elle fait à la république. » Qu'importaient ces menaces à l'Angleterre? Elles ne faisaient, au contraire, que river plus étroitement le Portugal à sa ruineuse protection.

Bonaparte s'unit à l'Espagne pour envahir le Portugal (1801).

Bonaparte ne menaçait pas en vain. A peine était-il consul, qu'affermi au dedans par la défaite des factions, au dehors par l'humiliation de la maison d'Autriche, il entreprit de concentrer tous ses efforts sur l'Angleterre, et de lutter enfin corps à corps avec elle pour la liberté des mers. Or, après avoir obtenu de l'Espagne et de la Hollande qu'elles lui accorderaient, dans ce but, l'assistance de toute leur marine; de la cour de Naples qu'elle fermerait tous les ports des Deux-Siciles au commerce anglais; de la Russie,

de la Suède, de la Prusse, du Danemark qu'ils reformeraient la ligue de 1780, il ne pouvait consentir à ce que le Portugal restât impunément entre les mains des Anglais. L'indépendance de ce pays, ou, pour le moins, sa neutralité, était indispensable à la réalisation du vaste système d'agression qu'il avait conçu contre l'omnipotence maritime de la Grande-Bretagne.

C'est à l'Espagne que le premier consul s'adressa pour atteindre le Portugal, et il n'eut pas beaucoup de peine à la faire entrer dans ses vues. Outre que depuis quelque temps elle entretenait les relations les plus intimes avec le gouvernement français, et que le don de l'Étrurie venait encore de resserrer ces liens, la cour de Madrid était particulièrement intéressée à détruire le vieil ascendant de l'Angleterre sur le Portugal. C'était déjà bien assez qu'elle possédât Gibraltar : que deviendraient le commerce et les finances de l'Espagne si la contrebande anglaise continuait par toutes les frontières de l'ouest?

Le premier consul eut l'art de fortifier encore ces considérations par la magnificence des offres qu'il fit au véritable souverain de l'Espagne, à Emmanuel Godoï, prince de la Paix. Il ne s'agissait de rien moins que de lancer au delà des Pyrénées vingt-cinq mille Français, dont le commandement nominal appartiendrait à Godoï, et de consigner entre les mains de l'Espagne toutes les provinces conquises jusqu'à la conclusion de la paix générale, à la seule condition que les Anglais seraient impitoyablement repoussés de tous les ports. Charles IV ratifia aussitôt ce traité; mais il trompa quelque peu les secrètes espérances de son favori en demandant au premier consul que le régent, don Juan, ne perdît aucune portion de son territoire, et qu'on se contentât de lui imposer l'abandon immédiat de l'alliance anglaise. C'est le 27 février 1801 que parut la déclaration de guerre des deux alliés. L'Espagne et la France ne laissaient que quinze jours au régent pour se décider entre leur amitié et leur colère.

A l'aspect du danger qui menaçait le Portugal, l'Angleterre, loin d'employer, en sa faveur, quelques-unes des immenses ressources dont elle disposait encore, n'eut pas honte

d'en rappeler toutes ses troupes, et d'abandonner ainsi à lui-même un petit pays qu'elle avait si puissamment contribué à affaiblir et à compromettre. Cependant vingt-cinq mille Français passaient les Pyrénées, sous la conduite de Leclerc et de Gouvion Saint-Cyr ; et le prince de la Paix épuisait les derniers trésors de la monarchie espagnole pour réunir vingt mille soldats dignes de combattre à côté des nôtres. Il était convenu que le mouvement en avant commencerait vers la mi-avril.

Ce moment fatal approchait, quand le cabinet de Saint-James proposa tout à coup de négocier la paix générale. Le bombardement de Copenhague et l'assassinat du czar Paul I venaient justement de ruiner les projets de coalition maritime que le premier consul avait si glorieusement formés contre l'Angleterre (1801). Il était maître du continent, comme elle l'était de la mer ; pourquoi donc ne pas traiter, et rétablir, par des concessions mutuelles, l'équilibre du monde? Lord Hawkesbury s'en entretint avec M. Otto, notre représentant, qui se hâta de transmettre au gouvernement français les ouvertures qu'il avait reçues. Le premier consul, tout en les agréant, n'y vit qu'une raison de plus d'agir énergiquement contre le Portugal. Plus seraient précieux les gages qu'il aurait entre les mains, plus en effet serait avantageuse la paix que l'on songeait à signer. La possession du Portugal lui était même d'autant plus nécessaire que les Anglais se disposaient alors à nous arracher l'Égypte, et que, s'ils réussissaient, il nous fallait une compensation à cette perte.

Succès des Français et des Espagnols.

Pour conjurer la redoutable invasion qui menaçait ses frontières, le régent du Portugal n'avait sans doute rien de ce qu'il eût fallu posséder, ni finances, ni arsenaux, ni troupes exercées, ni généraux habiles, ni enfin l'enthousiasme qui supplée quelquefois à tout. Mais que faire, entre les deux puissances qui l'attaquaient, et l'Angleterre qui menaçait de lui confisquer le Brésil s'il ne résistait avec vigueur? Il se décida en faveur de l'Angleterre, et sa proclamation du 26 avril 1801 annonça que la France et l'Espagne lui ayant imposé des conditions inadmissibles, il

n'avait plus qu'à faire appel à Dieu et à son peuple. Il comptait secrètement sur l'incapacité de Godoï, sur la jalousie de l'Espagne, sur les sympathies timides, il est vrai, mais incontestables de Charles IV, son beau-père.

Tel était au contraire le désir qu'éprouvait le premier consul de mener à bien cette expédition, en vue surtout des négociations pendantes, qu'il ne négligea rien pour secouer l'habituelle indolence du gouvernement espagnol. Et, en effet, la paix maritime n'intéressait-elle pas l'Espagne autant au moins que la France? et que pouvait-on faire de plus heureux en ce sens que d'enlever à la Grande-Bretagne le seul pied à terre qu'elle eût encore sur le continent? Lucien Bonaparte réussit si bien à démontrer cette vérité, que Godoï s'enflamma de la même ardeur, et qu'il réunit trente mille hommes à Badajoz, pendant que les Français prenaient position à Ciudad Rodrigo. L'Alemtéjo, au sud, le Tras os Montes, au nord, étaient les deux points par lesquels l'invasion devait s'effectuer.

M. d'Aranjo, que le régent s'empressa d'expédier à Madrid et à Paris, essaya encore de conjurer le danger, par l'offre d'accepter toutes les conditions qu'il plairait aux deux hautes puissances de lui dicter, pourvu qu'on ne l'obligeât pas à interdire l'accès de ses ports au commerce anglais. On ne l'écouta pas; et l'on convint même, qu'outre l'expulsion de tous les vaisseaux anglais, soit de guerre, soit de commerce, trois des provinces portugaises seraient mises en séquestre jusqu'à la conclusion de la paix. Le Portugal devait de plus payer les frais de l'expédition.

Du jour où cette guerre fut résolue, le succès n'en pouvait être incertain. Le prince de la Paix n'eut pas même besoin de grosse artillerie pour occuper Jurumenha et Olivença, les deux plus fortes barrières du Portugal au sud; et il ne rencontra de résistance que devant Elvas et Campo Mayor. Il se contenta de les bloquer, et marcha en avant avec le gros de ses forces. Son plus ardent désir était de recueillir seul toute la gloire de cette campagne, en ne recourant pas aux beaux régiments français que Gouvion Saint-Cyr lui avait amenés à travers les Pyrénées.

Les plus rapides succès justifièrent cette nouvelle prétention d'Emmanuel Godoï. Seulement toutes ces conquêtes ne méritaient guère d'enfler si fort son orgueil, puisqu'il n'avait affaire qu'à une mauvaise armée de trente mille Portugais, mal commandés par le vieux duc de Lafoëns. Il n'eut qu'à traverser triomphalement l'Alemtéjo, en chassant devant lui les troupes portugaises, en occupant les villes, en passant sans combat les rivières et les fleuves. Le Tage lui-même ne fut pas sérieusement défendu, et cependant il était le plus solide rempart de Lisbonne. En même temps Godoï apprenait que, derrière lui, Campo Mayor s'était rendu, et qu'Elvas était sur le point d'en faire autant.

L'Espagne consent à traiter.

Réduite à une semblable extrémité, la cour de Lisbonne ne pouvait que souscrire à toutes les volontés du vainqueur, et elle se hâta d'envoyer M. Pinto de Souza au quartier général de Godoï. Elle se flattait que l'Espagne ne lui faisait pas une guerre sérieuse, et, qu'obéissant à contre-cœur aux puissantes injonctions de la France, elle ne songeait qu'à renvoyer bien vite au delà des Pyrénées les redoutables soldats de Gouvion Saint-Cyr. Telle était surtout la conviction du duc de Lafoëns lui-même, et c'est surtout pour cela qu'il reculait sans combattre. « Pourquoi nous battons-nous, disait-il un jour à l'un des principaux officiers de l'armée espagnole? Le Portugal et l'Espagne sont deux mulets. C'est l'Angleterre qui nous a lancés; c'est la France qui vous aiguillonne. Eh bien, sautons et secouons nos sonnettes, puisqu'il le faut; mais, de grâce, gardons-nous de nous faire du mal; on rirait trop à nos dépens. » Le duc avait raison; oui le Portugal et l'Espagne n'étaient que des instruments aux mains de l'Angleterre et de la France. Mais la cour de Madrid n'en n'avait pas moins un intérêt fort sérieux, soit à conquérir le Portugal, soit à le soustraire au ruineux protectorat de l'Angleterre.

Charles IV, que Godoï venait d'appeler à Badajoz pour le rendre témoin de sa gloire, était incapable de bien comprendre les grands avantages que procurerait à ses peuples la ruine

de la suprématie anglaise sur le Portugal. Il ne consulta que son affection personnelle pour le régent, que sa haine secrète pour la France, et s'empressa de faire à M. Pinto l'accueil le plus bienveillant. Godoï agit de même, quoiqu'avec plus de réserve, soit qu'il craignît de compromettre la réputation militaire qu'il avait acquise à si bon marché, soit pour apaiser les murmures que soulevait contre lui la présence des Français. Si bien qu'au lieu de marcher au plus vite sur Lisbonne ou sur Oporto, et de porter un coup terrible au commerce anglais, les troupes espagnoles reçurent l'ordre de s'arrêter, et que le traité de Badajoz fut signé dès le 6 juin 1801. Par ce traité, le régent ne s'engageait qu'à céder aux Espagnols Olivença et son territoire, à payer aux Français une quinzaine de millions et à fermer tous ses ports aux vaisseaux anglais.

Aussi, lorsque le premier consul reçut de Lucien la copie de cette paix, loin de maîtriser son indignation, il s'emporta également et contre la perfidie de l'Espagne et contre l'incapacité de son frère. Voilà donc, pensait-il, le résultat d'une expédition si formidable, si fastueusement commencée! et cela au moment même où la honteuse défaite de Menou, en Égypte, donnait un prix inestimable à la possession du Portugal; au moment même où l'Angleterre enlevait à la France le gage le plus précieux du traité qu'elles négociaient ensemble!

Traité de Madrid du 27 novembre 1801.

Les vives observations de Bonaparte furent assez mal reçues en Espagne. Lucien lui envoya aussitôt sa démission d'ambassadeur; Charles IV, ou plutôt Godoï, qui sans doute se prenait maintenant pour un grand capitaine, osa lui parler le langage le plus insolent. Le premier consul ne répondit à ces vaines menaces, qu'en signifiant que les Français ne repasseraient pas les Pyrénées sans avoir obtenu des conditions plus avantageuses. C'est en effet ce qui eut lieu; et, pour punir en même temps l'Espagne d'avoir trahi des intérêts qui n'étaient pas moins les siens que ceux de la France, M. Otto, notre négociateur à Londres, reçut ordre de ne plus se montrer aussi opposé à la cession de la Trinité.

Les nouvelles négociations auxquelles ce refus de ratification donna lieu aboutirent enfin, après cinq mois, au traité de Madrid, le 27 novembre 1801, par lequel le Portugal s'engageait plus explicitement à ne pas admettre les navires anglais jusqu'à la conclusion de la paix, et à recevoir toutes les marchandises françaises sur le même pied que celles de l'Angleterre. Il ajouta à ces concessions un territoire de soixante milles en Guyane, et le payement de vingt-cinq millions que la Hollande lui prêterait, en prenant garantie sur les mines du Brésil.

Ainsi la France renonçait elle-même à l'occupation d'une ou de plusieurs provinces portugaises. Mais c'est qu'outre le désir de ne pas trop mécontenter l'Espagne, elle venait de s'engager, dans les préliminaires de Londres, à respecter l'intégrité du Portugal.

Voilà donc quelle était pour le Portugal la récompense de la part qu'il avait si maladroitement prise à toutes les coalitions de l'Europe contre la France : son territoire entamé, ses colonies perdues ou engagées, ses finances épuisées, son industrie ruinée par la double concurrence de l'Angleterre et de la France, tandis que toute idée de réforme est abandonnée, tandis que toute l'Europe entre au contraire dans la voie du progrès. Et cependant, ce n'est pas encore là le terme de ses malheurs. L'avenir lui en réserve de bien plus terribles encore.

CHAPITRE XXII.

DEPUIS LE TRAITÉ DE 1801 JUSQU'A LA FUITE DU RÉGENT AU BRÉSIL.

CONDAMNATION DU DUC DE LAFOENS ; LE BLOCUS CONTINENTAL. — NAPOLÉON SE PLAINT AU RÉGENT DE SA PARTIALITÉ POUR LES ANGLAIS. — NÉGOCIATION DE NAPOLÉON AVEC L'ESPAGNE ; TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU (1807) ; PARTAGE DU PORTUGAL. — MARCHE DE JUNOT ET DE VINGT-CINQ MILLE FRANÇAIS VERS LISBONNE ; LEURS SOUFFRANCES ; TRAHISON DE L'ESPAGNE.— LA COUR NE PENSE QU'A FUIR AU BRÉSIL.—VAINS EFFORTS POUR FLÉCHIR JUNOT ; INFLUENCE ANGLAISE.—DÉPART.

Condamnation du duc de Lafoëns ; le blocus continental.

Lorsqu'au prix de tant de sacrifices le régent eut enfin rétabli une paix qu'il n'aurait jamais dû rompre, il ne faut pas croire qu'il s'en prit ni à lui-même ni à ses tristes conseillers : ce fut au vieux duc de Lafoëns, c'est-à-dire à celui même qui avait seul combattu cette déplorable croisade ; comme si les fautes que ce général avait pu commettre à la tête de l'armée, avaient été en effet l'origine véritable de tous les désastres de la patrie. Peu s'en fallut qu'il ne fut même accusé de trahison. Il fut du moins privé de tous ses emplois et exilé loin de la cour. Son crime réel était de voir plus clair que les autres, d'être un peu partisan des idées nouvelles, et d'oser dire contre les ministres tout ce qu'il avait sur le cœur. Ce fut là, d'ailleurs le seul changement que le régent opéra dans le personnel et dans l'attitude de son gouvernement. Aussi lorsqu'il mourut quelque temps après, le vieux duc emporta sans doute au tombeau les plus sombres pressentiments sur les destinées de son pays.

A défaut d'autre bien, la paix était du moins revenue, et avec elle un peu plus de commerce, d'activité et d'aisance, lorsque les grandes querelles, que soulevait alors l'implacable rivalité de l'Angleterre et de la France, vinrent renouveler tous les dangers du Portugal. Comment en éviter le contre-coup ? Ni l'une ni l'autre de ces deux grandes puis-

sances n'était désormais disposée à accorder la neutralité au régent.

C'est en vain que la paix d'Amiens, arrachant tout à coup les armes aux mains de l'Angleterre et de la France, avait en effet rendu la tranquillité au monde. Cette paix, qu'on eût voulu disait-on rendre éternelle, ne fut qu'une courte trêve; et, à peine « la cire avec laquelle on avait imprimé sur ce traité les armes de France et d'Angleterre était-elle refroidie, » que la perfidie de l'Angleterre d'une part, et de l'autre la puissance de Napoléon, en rendirent le maintien impossible. En moins d'un an, les deux gouvernements passèrent de l'intimité à la défiance, de la défiance à la froideur, de la froideur à la haine et à la guerre.

Toutefois le Portugal ne se ressentit pas aussitôt de cette nouvelle lutte; car Napoléon n'avait alors qu'une pensée : c'était de dominer durant quelques heures sur la Manche, de jeter cent cinquante mille hommes sur les rivages de l'Angleterre, et d'en finir avec elle d'un seul coup, dans les murs mêmes de Londres. L'Angleterre, de son côté, ne songeait guère qu'à se préserver des préparatifs formidables que le plus grand capitaine des temps modernes accumulait contre elle depuis la Hollande jusqu'à Toulon. Pendant toute cette période, c'est le général Lannes qui représenta la France à Lisbonne; et il s'y prit si bien qu'il y effaça presque complétement l'influence anglaise. Il devint même l'ami du régent, et ce fut une grande faute que de le rappeler.

Mais il en fut tout autrement lorsque l'Angleterre eut réussi à rejeter encore sur l'Europe les terribles dangers qui la menaçaient; et surtout lorsque la fatale journée de Trafalgar lui eut rendu l'empire absolu des mers (21 oct. 1805). Vainqueur des Autrichiens et des Russes à Austerlitz, des Prussiens à Iéna, des Russes et des Prussiens à Friedland, Napoléon en revint à sa pensée favorite : la défaite de l'Angleterre et l'émancipation de l'Océan. ? Il changea seulement de système; et, au lieu de combattre la Grande Bretagne soit sur mer, soit chez elle, il voulut l'atteindre en lui fermant le continent. Tel fut l'esprit des décrets qui parurent successivement à Milan, avant Austerlitz, et à Berlin après

Iéna. Bannir l'Angleterre de l'Europe comme elle nous bannissait de l'Océan et vaincre la mer par la terre, voilà le plan, le rêve gigantesque qu'il osa concevoir.

Or, il lui fallait pour le réaliser l'assentiment de l'Europe entière; car il ne pouvait pas plus prétendre à fermer lui-même tous les ports du continent que l'Angleterre à les bloquer. La confédération du Rhin, la Prusse, le Danemark, la Russie s'engagèrent bientôt à favoriser sa politique, et la Russie se chargea même, après la paix de Tilsitt, de l'imposer à la Suède; de sorte que tout le nord de l'Europe se trouva fermé au commerce anglais. Quant au sud, l'Espagne n'était pas en état de rien refuser à Napoléon, surtout après les soupçons qu'elle lui avait follement inspirés à la veille d'Iéna; et l'Italie presque entière lui obéissait comme une province française. Il n'y avait plus guère que les États de l'Église, la Turquie et le Portugal qui se trouvassent en dehors de ce vaste système d'exclusion, et Napoléon n'était pas homme à sacrifier ses vastes desseins au seul respect de leur indépendance.

Napoléon se plaint au régent de sa partialité pour les Anglais.

C'était à l'influence personnelle du général Lannes que la France devait surtout l'ascendant qu'elle avait exercé à Lisbonne, de 1801 à 1805. Il n'en fut plus de même depuis son rappel. En vain le général Junot, qui l'avait remplacé, essayait-il d'enlever de nouveau à l'Angleterre la haute position que lui avait donnée la défaite de Trafalgar. Au lieu des vives sympathies que son prédécesseur avait éveillées dans toutes les âmes, il n'obtint que de vaines politesses et les hommages frivoles que nul alors n'osait refuser au représentant du vainqueur de l'Europe. Ni les caresses, ni les raisonnements, ni les menaces auxquels Junot recourut tour à tour, ne purent changer ces dispositions. Il devint enfin évident que le gouvernement portugais comptait sur la jalousie de l'Espagne et sur les flottes de Georges III, et que, au lendemain de Trafalgar, la colère de l'Angleterre lui semblait bien plus redoutable que celle de la France.

Napoléon n'avait pourtant aucun motif pour ériger cette conduite équivoque en provocation. Après tout, la paix de 1801 n'avait pas été ouvertement violée, et la prépondérance morale de l'Angleterre ne pouvait être considérée comme un *casus belli*. Mais son vaste système de blocus continental s'écroulait sans l'accession du Portugal, et cette seule raison domina toutes les lois de cette justice internationale à laquelle les faibles surtout ont un droit imprescriptible. Aussi bien, pour apprécier ici la conduite de Napoléon, il suffira de rapporter les paroles du brave Lannes. Comme l'empereur lui offrait de reprendre l'ambassade de Lisbonne : « Non, dit-il, car je ne veux trahir ni les intérêts de la France, ni ceux de mon royal ami. »

A peine la détermination de Napoléon fut-elle arrêtée, qu'il en pressa l'exécution avec sa promptitude habituelle. M. de Lima était alors ambassadeur du régent auprès de la cour de France. Il lui fit signifier que, si, dans le temps rigoureusement nécessaire pour écrire à Lisbonne et en recevoir une réponse, il ne lui annonçait pas l'expulsion complète des Anglais, la saisie de leurs biens et de leurs personnes, et une franche déclaration de guerre, il recevrait immédiatement ses passeports. Et cette fois, il ne s'agirait plus d'une invasion de quinze jours, mais d'une occupation durable, peut-être perpétuelle, suivant qu'en ordonneraient les circonstances. Ainsi le voulaient les grands intérêts de l'empire français, ceux mêmes de toute l'Europe qu'accablait la tyrannie maritime du commerce britannique.

Négociation de Napoléon avec l'Espagne ; traité de Fontainebleau (1807); partage du Portugal.

Pour assurer le prompt effet de ces menaçantes paroles, Napoléon eut soin d'en faire part à la cour de Madrid, lui enjoignant presque de s'y associer. Il savait qu'Emmanuel Godoï tremblait devant lui, et qu'il serait trop heureux d'effacer par la plus basse obéissance les mauvaises impressions que sa conduite récente avait dû laisser.

Grande fut la terreur du gouvernement portugais lorsqu'il apprit les inqualifiables exigences du tout-puissant empereur,

et lorsque bientôt après M. de Rayneval lui demanda ses passeports. Il venait, il est vrai, de prononcer contre l'Angleterre une apparente exclusion ; mais Napoléon ne se laissa pas tromper à cette ruse qui marquait autant la mauvaise volonté que l'impuissance de ceux qui y avaient recours.

On résolut alors d'envoyer à Paris le comte de Marialva, d'offrir des diamants magnifiques, et de demander pour l'infant don Pédro la fille de Murat. Napoléon venait justement d'apprendre que le régent avait permis aux négociants anglais d'embarquer, sans aucun droit de douane, une immense quantité de marchandises ; et déjà vingt-cinq mille hommes se réunissaient à Bayonne pour aller lui demander compte de cette partialité pour l'Angleterre. A la tête de ces troupes était Junot, naguère ambassadeur, et qui, connaissant bien le Portugal, avait paru convenir mieux que tout autre à ce commandement.

Dès que l'Espagne eut promis de joindre ses forces à celles de la France, Junot reçut l'ordre de franchir les Pyrénées, et de s'avancer au plus vite par Burgos, Valladolid, Salamanque, Alcantara et la rive droite du Tage jusqu'à Lisbonne. On se contenta d'en donner avis à la cour de Madrid. Dans l'état d'abaissement où cette cour était alors, Napoléon ne pensait pas qu'elle méritât plus d'égards ; et, pour commencer l'expédition, il ne daigna pas attendre qu'elle y pût prendre part. Afin de suppléer à son inaction, il prit même le parti d'assembler une seconde armée, dans le cas où le Portugal résisterait, soit par lui-même, soit avec l'appui de l'Angleterre.

Sa joie fut grande lorsqu'au lieu de se récrier contre les procédés blessants dont la France usait envers lui, le gouvernement espagnol n'y répondit que par de lâches protestations de dévouement. Il en était d'autant plus empressé à suivre ses desseins, lorsque la réponse ambiguë du régent acheva de le déterminer. Cette réponse, évidemment dictée par le cabinet de Saint-James, et qui n'était qu'un tissu de concessions apparentes et de réticences calculées, n'était guère propre en effet à le désarmer.

Napoléon s'indigna du jeu double que jouait le régent entre

l'Angleterre pouvant lui prendre ses colonies et la France qui pouvait prendre Lisbonne. De ce que le régent obéissait à l'Angleterre, en essayant de tromper la France, de ce qu'il osait nous provoquer, sans rien disposer pour la défense de son peuple, prêt à s'enfuir lui-même au delà des mers, si la France réalisait ses menaces, Napoléon conclut qu'il fallait renverser la maison de Bragance, comme il venait de renverser les Bourbons de Naples, et substituer à cette race dégénérée quelque prince de sa propre famille. Politique grandiose à certains égards, puisqu'il comptait régénérer le Portugal au moyen de cette usurpation même; mais qui, ne tenant aucun compte du sentiment national, risquait de soulever ce peuple, d'aliéner l'Espagne et d'irriter toute l'Europe déjà si jalouse des continuels accroissements de la grandeur française. Si méritée que parût alors la déchéance de la maison de Bragance, c'était donc une grande imprudence que de la prononcer. Ce fut le commencement fatal d'une série de fautes et de malheurs qui mèneront bientôt Napoléon et la France d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland à Waterloo et à Sainte-Hélène.

C'est peu de jours après cette résolution funeste (le 27 octobre 1807), que fut signé, à Fontainebleau, le traité qui réglait les destinées du Portugal. Incertain encore sur le parti définitif qu'il convenait de prendre à l'égard de ce pays, Napoléon y stipulait que l'infant d'Espagne qu'il avait fait roi d'Étrurie, lui céderait ce royaume et recevrait en échange le nord du Portugal, avec Oporto pour capitale et sous le nom de Lusitanie septentrionale; que les Algarves et l'Alemtéjo appartiendraient à Godoï comme principautés. Le reste du Portugal, c'est-à-dire l'Estramadure, Beïra et Tras os Montes, devait rester entre les mains de l'empereur pour qu'il en pût disposer, à la paix générale, soit en faveur de ses alliés comme récompense, soit en faveur de ses ennemis comme compensation. C'est ainsi que d'un seul trait de plume le tout-puissant empereur supprimait l'un des plus vieux royaumes de l'Europe.

Ces conditions, si généreuses qu'elles fussent, ne contentèrent qu'à moitié la cour d'Espagne, qui n'y gagnait que la

souveraineté du nord et du sud, avec le regret de voir les Français s'établir eux mêmes au centre, tandis qu'elle aurait voulu ou bien maintenir la maison de Bragance, ou bien la remplacer complétement. Mais Emmanuel Godoï était satisfait, et il s'empressa de promettre un corps de dix mille Espagnols au nord, un de dix mille au centre, un de six mille au sud, pour occuper la principauté qu'il s'était attribuée. Le commandement de toutes ces troupes devait appartenir à Junot, à moins que Charles IV ou son favori ne vinssent à l'armée.

Marche de Junot et de vingt-cinq mille Français vers Lisbonne; leurs souffrances; trahison de l'Espagne.

Le jour même où Duroc et Izquierdo signaient, au nom de leurs souverains respectifs, ce trop mémorable partage, Junot se trouvait déjà en quartiers d'hiver à Salamanque. Il reçut aussitôt l'ordre de marcher en avant, et de ne s'arrêter qu'à Lisbonne, en se refusant à toute négociation, en répétant partout qu'il n'avait d'autres pouvoirs que ceux de général, et qu'il venait comme ami ou comme ennemi, suivant l'accueil qu'il rencontrerait. Il suivit parfaitement ses instructions, et n'eut en effet d'autre pensée que d'arriver promptement à Lisbonne, afin d'y retenir, non la famille royale, dont la fuite serait une chance très-souhaitable, mais les vaisseaux et les trésors qu'elle emporterait sans doute avec elle.

De là les incroyables fatigues auxquelles le général Junot soumit les jeunes soldats dont se composait presque exclusivement son armée. Ni les marches forcées, ni le manque de vivres, ni les torrents, ni le froid, ni les tempêtes les plus terribles de neige et de pluie qui l'assaillirent au milieu des montagnes, ne ralentirent un moment son ardeur. Aussi n'atteignit-il Alcantara qu'avec une faible partie de ses troupes, et dans l'appareil le plus misérable, sans vêtements, sans chevaux, sans munitions, sans discipline. Beaucoup même n'avaient plus leurs fusils, qu'ils avaient jetés pour alléger leur marche, et il ne leur restait que six canons, lentement traînés par des bœufs.

Le mal s'accrut encore lorsque nos soldats eurent dépassé les frontières du Portugal pour s'engager dans les longs défilés du Beïra; et il devint tel qu'il fallut renoncer au plan dont on avait jusqu'alors poursuivi la réalisation. Le général Junot se résigna donc à laisser à Alcantara une bonne partie de ses troupes, avec ordre d'y rallier aussitôt que possible, les nombreux traînards qu'il avait semés le long de la route; et, ne prenant avec lui que l'infanterie des deux premières divisions avec quelques pièces de montagnes, il se hâta de continuer sa course un moment interrompue.

Quelle imprudence qu'une telle marche, à travers des pays aussi difficiles, en compagnie de régiments espagnols plus disposés au combat qu'à l'union, et surtout devant une armée de vingt-cinq mille portugais, qui allaient sans doute mettre à profit toutes les ressources de leur territoire! Outre que Junot n'était pas homme à se laisser intimider par de telles considérations, c'était Napoléon lui même qui lui avait tracé son chemin, et il n'aurait osé rien changer à ses instructions.

Ajoutons que le mépris qu'il témoignait si franchement à l'égard du gouvernement portugais n'était que légitime. Tandis que les Français semblaient courir à leur perte, le régent et ses ministres ne songeaient nullement à exalter l'enthousiasme national, et à s'illustrer au moins par une glorieuse résistance, mais à fuir lâchement sur les vaisseaux anglais avec tout ce qu'ils pourraient emporter d'amis et de richesses. En vain don Rodrigue de Souza leur parla-t-il un langage digne des beaux jours du Portugal : la peur les rendait sourds, et les grands souvenirs d'Ourique et d'Aljubarotta qu'il avait si noblement évoqués, ne purent leur inspirer aucune émulation.

La cour ne pense qu'à fuir au Brésil.

Et, ce qui n'est pas moins honteux que cette fuite même, c'est que, comprenant bien tout ce qu'elle avait de déshonorant, on se garda soigneusement d'en parler. Il ne fut question, au contraire, que de préparatifs guerriers, que de ca-

nons, que de dévouement, que d'offrandes patriotiques; et le régent lui-même, pour en donner l'exemple, s'empressa de convertir en cruzades une partie de sa vaisselle plate. On suspendit, sous le même prétexte, les rentes, les pensions, la solde. Tout cela n'avait lieu que pour accroître les richesses de la cour fugitive, ou pour tromper la juste indignation du peuple.

Mais ces fastueuses démonstrations ne produisaient pas grand effet sur les soldats de Napoléon et Junot s'avançait à travers les montagnes, sans y rencontrer d'autre ennemi que la nature et quelques bergers aussi sauvages qu'elle. Parti d'Alcantara le 20 novembre, avec quinze mille hommes environ, il atteignit Castel Branco le 22, et Abrantès le 24; mais dans un tel état de dénûment et de fatigue qu'il ne parvint d'abord à y réunir que quatre ou cinq mille hommes à peine vêtus, à peine armés. Quelle que fût la valeur de nos troupes, qu'auraient-elles pu faire, si une odieuse trahison n'avait alors paralysé les forces du Portugal ? Junot lui-même en est convenu : « Mille hommes armés de simples fusils défendraient, disait-il, le Portugal, dans ces défilés terribles, contre une armée double de la mienne. » Tel était le délabrement de nos soldats, que, dans la crainte de donner à leurs ennemis le spectacle encourageant de leur détresse, Junot, quoique arrivé à Abrantès, c'est-à-dire à l'issue des montagnes, hésita quelque temps à les y faire entrer. Le besoin de leur accorder un peu de repos l'y décida pourtant, et il eut le bonheur d'y trouver abondamment tout ce qu'il fallait pour ranimer leurs forces et leur courage.

La rapidité de cette marche avait eu pour résultat de déconcerter toute opposition. Restait maintenant à s'emparer de Lisbonne, avant que les trésors et les vaisseaux du Portugal ne s'éloignassent avec les lâches qui gouvernaient ce malheureux pays. Junot se montra plus audacieux encore en cette occasion qu'il ne l'avait été jusqu'alors. Suivi de quelques milliers de soldats, il ne se laissa arrêter ni par les inondations du Tage, ni par le soudain grossissement du Zézère; et, franchissant au pas de course Punhete et Sacavem, sans qu'aucune résistance vînt retarder sa marche,

il se flattait de devancer la fuite du régent, lorsqu'il apprit qu'il était déjà trop tard, et que la famille royale était partie.

Vains efforts pour fléchir Junot; influence anglaise.

Le régent avait essayé plusieurs fois de fléchir Junot. Il n'en n'avait obtenu que des menaces : « Dans quatre jours, lui écrivait le général, je serai à Lisbonne. Mes soldats regrettent de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil. Ne les y forcez pas : je crois que vous auriez tort. » Or, que faire contre un tel ennemi, lorsque l'on n'avait pas assez de cœur pour le combattre? « Ah! si, du moins, s'écriait Jean, les Français qui s'avancent avaient pour chef le bon maréchal (Lannes)! rien ne pourrait me décider à quitter mes États, et je lui confierais sans crainte et ma famille, et ma couronne, et moi-même. Mais ce n'est pas lui qui commande, et il ne me reste plus d'espoir. » Triste dégradation d'un prince qui ne comptait plus que sur la générosité de son ennemi! Toutefois il hésitait à consommer la trahison que ses ministres ne cessaient de lui conseiller, lorsque l'ambassadeur anglais, lord Stangford, vint lui en démontrer la nécessité. L'on a souvent répété que le numéro du *Moniteur impérial* que l'ambassadeur présenta au régent, contenait ces mots : *La maison de Bragance a cessé de régner*. Cette assertion n'est pas exacte. Mais les menaces qu'il renfermait étaient bien assez redoutables pour inspirer l'épouvante, et Jean en fut accablé. Quant à l'intérêt de la Grande-Bretagne, il est assez évident dans cette affaire. Que lui importait l'honneur et même la puissance des Bragances, pourvu qu'elle tirât leur flotte des mains des Français, pourvu qu'ils ne se sauvassent pas eux-mêmes, en s'unissant intimement à la France!

Du moment où la fuite fut décidée, on n'eut plus d'autre soin que de réunir tous les vaisseaux disponibles, et d'y accumuler toutes les richesses transportables, ainsi qu'un butin conquis sur la patrie. Comme il fallait se mettre en garde contre le légitime déchaînement de l'opinion publique, le régent y pourvut pourtant par une proclamation pathétique, où, déclarant à ses sujets qu'il ne pouvait plus ni demeurer neutre

ni combattre, il leur annonçait l'intention d'aller résider à Rio-Janeiro, jusqu'au jour où le rétablissement de la paix européenne lui permettrait de rentrer dans le royaume de ses ancêtres [1].

Départ.

Chose étonnante ! cette honteuse proclamation inspira aux habitants de Lisbonne plus de pitié que d'indignation ; et, tandis que le long cortége des fugitifs se dirigeait, sous les torrents d'une pluie glaciale, du palais de Quélus vers les vaisseaux qui devaient les emporter, nulle imprécation ne retentit à leurs oreilles. Une morne consternation régnait seule sur tous les visages. Il semblait que le dernier jour de la patrie fût venu (27 novembre). La circonstance la plus triste fut de revoir, après plus de seize ans, cette pauvre reine dont la démence ne semblait que trop présider aux destinées de son peuple. Après avoir maudit son fils, mais comme par

1. Voici le texte de cette curieuse proclamation :

« Après n'avoir rien négligé pour conserver à mes fidèles et chers vassaux les avantages de la neutralité ; après avoir sacrifié mes trésors à ce désir ; après avoir même consenti à fermer tous mes ports à mon ancien et loyal allié le souverain de la Grande-Bretagne, je vois mes Etats envahis par les troupes de Sa Majesté l'empereur des Français ; bien, que n'étant pas son voisin, je crusse n'avoir aucune attaque à redouter de sa part. Aujourd'hui, ma capitale même est menacée.

« Considérant l'inutilité de la défense, et voulant éviter une effusion de sang qui, sans doute, ne produirait aucun resultat favorable ; convaincu d'ailleurs que mes sujets auront moins à souffrir si je m'éloigne de ce royaume, j'ai résolu *de ne consulter que leur intérêt*, de passer avec la reine et toute ma famille dans mes Etats d'Amérique, et d'établir ma résidence à Rio de Janeiro jusqu'à la conclusion de la paix générale.

« Considérant aussi qu'il est conforme à mon devoir et à l'avantage de mes peuples de laisser au Portugal un gouvernement qui puisse veiller sur ses destinées, j'ai désigné pour régner à ma place, aussi longtemps que durera mon absence, mon bien-aimé cousin le marquis d'Abrantès ; le lieutenant-général de mes armées, François da Cunha de Menezes ; le conseiller Castro, de notre conseil, qui sera chef de la justice ; Pedro de Mello, qui sera président du trésor royal ; don François de Noronha, lieutenant-général, qui sera président du tribunal des ordres et de la conscience. Dans le cas où l'une des personnes sus-nommées viendrait à faire défaut, elle sera suppléée par le grand veneur du royaume, à qui je confie la charge de gouverneur du sénat de Lisbonne. Le conseil sera de plus assisté par le comte de Sampayo et par le procureur de la couronne Jean-Antoine Salter de Mendonça, que j'institue secrétaires, et, si l'un d'eux vient à manquer, il aura pour successeur don Miguel Seveira Forjaz.

« Telle est la confiance que m'inspirent tous ces messieurs, que je ne doute pas qu'ils ne remplissent parfaitement leur devoir, qu'ils n'exerçent la justice avec impartialité, qu'ils ne récompensent ou ne punissent chacun suivant ses mérites, et qu'enfin mes peuples ne soient gouvernés par eux d'une manière qui décharge complétement ma conscience.

« Donné au palais de N. D. d'Ajuda, le 26 novembre 1807.

« LE PRINCE. »

instinct et sans savoir ce qu'elle faisait, elle paraissait comprendre seule la honte ineffaçable que l'on imprimait à son règne. « Quoi! fuir, disait-elle, et sans même combattre; » et, comme son cocher se hâtait de la conduire vers le quai : « Pas si vite, s'écria-t-elle, on croirait que nous fuyons. »

Il y avait ce jour-là en rade un vaisseau de quatre-vingts, sept vaisseaux de soixante-quatorze, trois frégates, trois bricks et un assez bon nombre de navires de commerce sur lesquels s'entassèrent avec les princes, les princesses et leurs trésors, le conseil d'État, les ministres, et presque toutes les grandes familles du Portugal. Telle fut la précipitation de ces fuyards que beaucoup oublièrent les vivres les plus nécessaires. Et cependant qu'avaient-ils à craindre? Avaient-ils donc rien fait pour mériter la colère du vainqueur? Ils n'étaient, en effet, coupables qu'envers leurs concitoyens, dont ils avaient abandonné la défense, et dont ils refusaient maintenant de partager le sort.

Quelle fut la douleur de ces treize mille émigrants, lorsqu'au lieu de favoriser leur fuite, le vent se déclara contre eux! Ne suffisait-il pas d'un moment pour que le rapide Junot survînt, pour qu'il occupât les forts, pour qu'il foudroyât les vaisseaux, pour qu'il vengeât à la fois et le Portugal et la France? Mais le débordement du Zézère et du Tage avait quelque peu ralenti la marche des Français, et le 29 au matin, après deux jours d'une attente mortelle, les vents redevinrent tout à coup favorables. Les fuyards ne perdirent pas un instant; et, poussés par une bonne brise, ils se trouvèrent presque aussitôt au milieu des vaisseaux anglais, qui croisaient à l'embouchure du Tage, pour protéger leur désertion. L'amiral Sidney Smith ne manqua pas de rendre tous les honneurs dus à l'étendard royal, comme si cet étendard était encore un symbole de gloire et d'indépendance!

CHAPITRE XXIII.

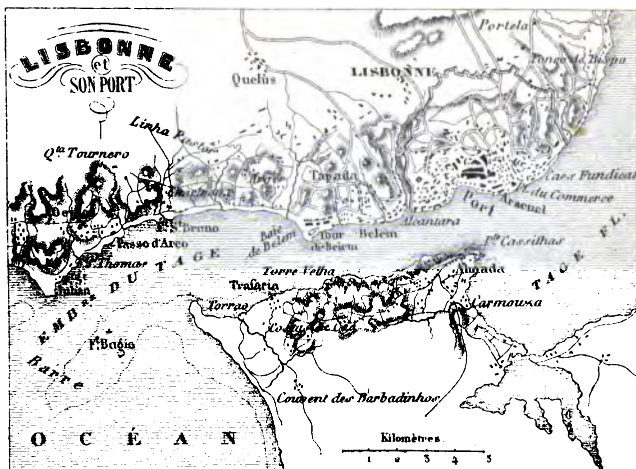
DEPUIS L'ENTRÉE DE JUNOT A LISBONNE JUSQU'A LA CONVENTION DE CINTRA (1807-1808).

ENTRÉE DES FRANÇAIS A LISBONNE; JUNOT ESSAYE EN VAIN DE SE FAIRE AIMER. — CONTRIBUTION DE CENT MILLIONS; DRAPEAU FRANÇAIS; CONSPIRATIONS; ON LES RÉPRIME, MAIS LE DANGER SUBSISTE. — NAPOLÉON BLESSE LE SENTIMENT NATIONAL. — LE JOUR DE LA FÊTE DIEU; RÉVOLTE GÉNÉRALE. — EFFORTS DE JUNOT; — ARRIVÉE DES ANGLAIS SOUS SIR ARTHUR WELLESLEY (29 JUILLET 1808). — BATAILLE DE VIMEIRO. — CONVENTION DE CINTRA (30 AOUT 1808).

Entrée des Français à Lisbonne; Junot essaye en vain de se faire aimer.

Après tant de fatigues affrontées pour prévenir le départ des navires et des trésors portugais, Junot dut éprouver un bien vif déplaisir en apprenant qu'il venait de s'effectuer! Il résolut cependant d'aller jusqu'au bout; et, à peine quelques heures s'étaient-elles écoulées, qu'il osait entrer dans Lisbonne avec quinze cents grenadiers Français et quelques cavaliers portugais. Avant même de s'y établir il courut droit à la tour de Belem, dans l'espérance d'intercepter au moins une partie de la flotte fugitive. Mais il était trop tard, et les nombreux navires qu'il apercevait au loin n'avaient plus rien à craindre de ses atteintes. Un seul luttait encore contre le vent, Junot chargea lui-même un canon, que M. de Tascher pointa et tira. Ce vaisseau, qui amena aussitôt, ne renfermait rien d'important.

Telle était la stupeur qu'avait causée la lâche désertion du gouvernement portugais, que Junot put s'emparer ainsi d'une capitale de trois cent mille âmes. Il fut même reçu par la commission exécutive, à laquelle le régent avait confié son royaume, et dont le chef était le marquis d'Abrantès. Junot la supplia seulement de veiller à ce que la tranquillité fût maintenue; et, afin d'y mieux réussir, il se concerta avec un émigré français, M. de Novion, qui, depuis déjà longtemps, faisait régner à Lisbonne la plus exacte police. « J'ai trouvé, écrivait-





Dressé par J. Vuillemin Librairie de L. Hachette et Cie Gravé par E. George

il à l'empereur, un régiment de douze cents hommes aussi beau que ceux de la vieille garde; c'est celui que commande M. de Novion. » Mais quelque confiance que pussent inspirer au général français et la commission des cinq, et la police de M. de Novion, il était indispensable de ne pas laisser aux Portugais le loisir de reprendre confiance. Or, rien n'était plus propre à les ranimer que le triste spectacle des soldats déguenillés qu'il traînait à sa suite. En les voyant si peu nombreux et si défaits, les habitants de Lisbonne se demandaient déjà si c'étaient là les vainqueurs d'Austerlitz et d'Iéna, et s'ils se soumettraient longtemps à un vain prestige de gloire. De là tous les soins que prit incessamment Junot pour rallier ses troupes, pour les armer, pour les habiller, tandis qu'il licenciait l'armée portugaise, et pour leur rendre enfin l'aspect formidable qu'elles avaient au commencement de la campagne. Quinze jours à peine s'étaient écoulés depuis le départ du régent, que vingt-cinq mille Français, parfaitement équipés et reposés, occupaient toutes les positions importantes de Lisbonne, et tous les environs de cette ville jusqu'à Abrantès à l'ouest, jusqu'à Coïmbre au nord. Kellermann alla camper avec sa cavalerie dans les vastes plaines de l'Alemtéjo, et les Espagnols s'établirent à Oporto, à Sétubal, aux Algarves.

Ce n'était pas assez que de se faire craindre; Junot entreprit aussi de se faire aimer par tout le zèle qu'il déploya, soit pour assurer du travail aux nombreux ouvriers de l'arsenal, soit pour pourvoir à l'approvisionnement de la ville, soit pour armer les batteries qui menacent la mer, soit pour maintenir la discipline et pour exiger le payement régulier de tout ce que l'on prenait. Beaucoup de Portugais lui en surent gré, et les classes moyennes s'attachèrent même assez à lui pour lui faire des avances considérables. Malheureusement la masse de la nation était trop peu éclairée pour apprécier aussi bien l'incommensurable supériorité de l'administration française sur le triste gouvernement de la régence; et, bien loin de renier les souverains qui la trahissaient, elle n'écoutait que les fanatiques qui lui parlaient au nom de la foi menacée, au nom de la légitimité outragée.

Contribution de cent millions; drapeau français; conspirations; on les réprime mais le danger subsiste.

Rien néanmoins n'annonçait un soulèvement; et la haine qu'inspiraient les Français ne se traduisant jusqu'ici qu'en rixes individuelles et en assassinats isolés, on pouvait encore se flatter de la dissiper, lorsque, abusé par l'apparente facilité de cette conquête et pressé de plus par le besoin d'argent pour l'accomplissement de ses vastes desseins, Napoléon s'imagina de frapper le Portugal d'une contribution de cent millions. A cette nouvelle, l'indignation fut générale; car il n'était personne que n'atteignît cette malencontreuse contribution. De quel droit, d'ailleurs, la France, imposait-elle ce tribut à une nation qui s'était non pas soumise, mais donnée? et puis comment l'acquitter, lorsque le commerce était anéanti, lorsque les colonies n'existaient plus, lorsque les plus riches familles avaient fui avec leurs trésors l'approche des Français?

Une faute non moins grave, puisqu'elle offensa l'orgueil national aussi cruellement que l'autre atteignait les intérêts, fut de substituer le drapeau français à l'étendard portugais sur tous les monuments publics. Il y eut même à cette occasion un commencement d'émeute (13 décembre), qu'il fallut réprimer par un grand appareil militaire, et qui fit aussitôt place au silence, mais au silence de la haine. Que fut-ce lorsque, au lieu de mettre à profit cette leçon, les Français ordonnèrent de remplacer l'écusson portugais par l'aigle impériale? Aucun ouvrier ne voulut consentir à graver cet emblème de servitude, et les soldats de Junot durent se charger de ce soin.

Pour désarmer les ressentiments légitimes que l'on venait de provoquer, le duc d'Abrantès (c'était le nouveau titre de Junot) fut obligé de recourir à la violence. Comme une conspiration s'était formée à Caldas da Rainha, il fit saisir les principaux habitants de cette ville, et les livra à la justice militaire. Six d'entre eux furent même condamnés à mort et exécutés avec un appareil terrible. Vaines rigueurs! Ces condamnés furent regardés comme des martyrs dont il fallait

suivre l'exemple, et leurs juges comme des bourreaux dont le nom inspire encore l'horreur. C'est alors seulement que Junot commença à mieux comprendre quelle sorte d'hommes il avait à gouverner : non des hommes indolents, lâches et dignes de la servitude, mais à la fois enthousiastes et patients. Ce que Napoléon lui-même écrivait un jour au sujet des Espagnols à Murat s'appliquait aussi bien aux Portugais : « Ne croyez pas que vous attaquez une nation désarmée.... vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont pas usés les passions politiques (29 mars 1808). » Napoléon avait raison, et chez les Portugais même ardeur, même fanatisme, même haine de l'étranger, quelque conduite qu'on pût suivre pour contenir cette haine.

Véritable roi, sous le titre plus modeste de gouverneur général, Junot rechercha donc désormais toutes les mesures qui semblaient nécessaires à la pacification du pays. Tandis qu'il fortifie avec le plus grand soin les rives du Tage, la tour de Belem et le château de Lisbonne, pour maintenir en même temps la capitale et les Anglais; tandis qu'il répare au plus vite les trois vaisseaux que renferme le port, il s'occupe sur toute chose de désorganiser à l'avance l'insurrection.

Rien de plus propre à rendre cette insurrection redoutable que l'armée portugaise qu'il avait naguère licenciée, dont les débris erraient çà et là, et qu'un moment pouvait réunir. Il déclara que, rempli de considération pour le courage portugais, l'empereur s'estimerait heureux de voir à son service dix mille soldats de cette nation, commandés exclusivement par des officiers de leur pays. Mais, si la plupart des jeunes gens à qui il confia ces commandements les acceptèrent avec fierté, quelles étaient les dispositions des soldats toujours prêts à combattre pour leur patrie ou pour leur foi ? Ils s'indignèrent de l'exil que l'étranger voulait leur imposer, et l'on évalue à trois mille le nombre de ceux qui désertèrent jusqu'aux Pyrénées seulement. Les autres demeurèrent fidèles à leur drapeau, et ils combattirent même vaillamment, sous le nom de légion lusitanienne, mais sous un ciel et pour une cause qu'ils détestaient. Leur devise exprimait

assez leur regret : *Vadimus immixti Danais haud numine nostro.*

Napoléon blesse le sentiment national.

Loin de se laisser décourager par ces nouvelles manifestations de haine nationale, Junot se flattait toujours de réconcilier les Portugais avec son gouvernement, en leur montrant bien que seul il représentait pour eux le progrès, la liberté, la régénération. C'est dans cette espérance qu'il envoya bientôt à Bayonne, auprès de Napoléon, quelques-uns des personnages les plus importants du royaume, afin qu'ils pussent apprendre de la bouche même du tout-puissant empereur à quel sort on les réservait.

Mais cette entrevue, qui aurait dû produire les plus heureux résultats, répondit mal aux espérances du gouverneur général! A peine les députés portugais étaient-ils arrivés, que Napoléon se les fit présenter; et, sans attendre que M. de Lima, leur chef, eût achevé son discours, il leur dit brusquement : « Je ne sais pas ce que je ferai de vous; cela dépendra de ce qui va se passer dans le Midi. Êtes-vous, d'ailleurs, dans le cas de faire un peuple? Avez-vous le volume nécessaire pour cela? Vous êtes abandonnés de votre prince; il s'est fait conduire au Brésil par les Anglais. C'est une grande sottise qu'il a faite, et il s'en repentira. » Et, se tournant vers M. de Pradt, archevêque de Malines, il ajouta en souriant : « Il en est des princes comme des évêques; il faut qu'ils résident. » Certes, il était difficile de s'exprimer d'une manière plus blessante, par conséquent plus dangereuse en face d'un peuple fier, et qu'il était important d'adoucir.

Il continua plus malheureusement encore : « Quelle est, dit-il, la population du Portugal? deux millions, n'est-ce pas? — Sire, plus de trois, répondit M. de Lima! — Ah !... je ne le savais pas[1]. Et celle de Lisbonne! cent cinquante mille âmes. — Sire, plus de trois cent mille. — Ah ! je ne le savais pas[2]. »

1. D'après les recensements les plus récents et les plus exacts, la population totale du Portugal, sans y comprendre les colonies, s'élève à 3,601,684 habitants, divisés en 791,492 feux et en 4061 paroisses.

2. Située dans une position admirable, à l'embouchure du Tage, Lisbonne est, sans contredit, une des plus belles capitales de l'Europe. En vain le tremblement

Et toutes ses autres questions indiquèrent aussi qu'il ne connaissait que très-légèrement le Portugal. — « Mais enfin, que voulez-vous, dit-il en terminant, vous autres Portugais? voulez-vous être Espagnols. » A ce coup, M. de Lima ne put se contenir, et, grandissant de dix pieds, raconte M. de Pradt, il mit la main sur la garde de son épée, et s'écria : « Non! » Toute la salle retentit de ce cri, et Napoléon put comprendre qu'il avait commis une de ses fautes les plus graves. Car, dès lors s'évanouit tout espoir de réconciliation, et la promesse qu'il leur fit ensuite de réduire de moitié la contribution dont il avait frappé le Portugal, n'empêcha pas que les députés ne retournassent dans leur pays pour y prêcher l'insurrection. Et cependant que de motifs avait Napoléon pour ne pas armer contre lui le Portugal, au moment même où l'Espagne entière se soulevait contre sa puissance, et où l'Angleterre fondait les plus belles espérances sur cette terrible insurrection! C'est que Napoléon ne connaissait pas encore les peuples qu'il provoquait ainsi. Le profond mépris qu'il professait pour les rois et les hommes du Midi l'aveuglait complétement à cet égard.

En vain le duc d'Abrantès, comprenant mieux que son maître à quelles difficultés on exposait son armée et la France, essaya-t-il encore d'apaiser la colère des Portugais par l'établissement soudain d'un ministère moitié français, moitié national; on vit bien que cette concession n'était qu'apparente, et qu'elle n'était qu'un effet de la crainte. Au lieu d'adoucir les haines, elle ne réussit donc qu'à les exalter

de terre de 1755 l'avait-il complétement renversée, Pombal l'a relevée de ses ruines, sans lui rendre, il est vrai, tous ses beaux monuments, mais en lui donnant une régularité inconnue.

Lisbonne s'étend sur une longueur de deux lieues environ, et s'arrondit à peu près en demi-cercle. Elle se divise en six districts : l'Alfama, le Mouraria, le Rocio, le Bairro-Alto, la Santa-Catharina et Belem. Le nombre des rues importantes s'élève à trois cent cinquante et une; celui des places à soixante, dont douze grandes. La principale est celle du Rocio où est la statue équestre de Joseph I, avec le médaillon de *grand marquis*, que dona Maria I avait fait effacer et que don Pèdre s'est empressé de rétablir. — Quant à la population de Lisbonne, il est bien difficile de l'apprécier exactement en l'absence de recensement régulier. On l'évaluait à deux cent vingt mille habitants en 1826. M. J. Urcullu donne le chiffre de deux cent soixante-cinq mille; mais on y trouvera quelque exagération, si l'on calcule que les dissensions intestines, l'émigration, le choléra morbus, et surtout la stagnation des affaires commerciales ont porté un grand coup à la prospérité de cette ville.

davantage et les nouvelles, qui arrivaient incessamment de l'Espagne n'étaient guère propres à les désarmer. C'est ainsi que la fortune de Napoléon, après avoir successivement mis à ses pieds l'Autriche, l'Empire, la Prusse et la Russie; après l'avoir conduit de Milan à Naples, de Naples à Alexandrie, de Vienne à Berlin, menaçait de s'éclipser devant les deux plus faibles états du Midi, dépourvus d'armées régulières et même de gouvernement. L'enthousiasme populaire devait suppléer à tout.

Ce jugement sévère est d'ailleurs moins le nôtre que celui de l'Empereur lui-même. Lorsque, vaincu enfin et relégué à Sainte-Hélène, il recherchait si tranquillement les causes de sa grandeur et de sa chute, il n'hésita jamais à considérer sa conduite dans la Péninsule comme une de ses fautes les plus désastreuses. « Cette guerre, disait-il, a attaqué la moralité de mon règne; c'est la source de tous nos malheurs. » C'était là parler comme l'histoire.

Le jour de la Fête-Dieu; révolte générale.

Le jour de la Fête-Dieu, rien ne sembla changé à l'aspect accoutumé de la cérémonie religieuse. Les processions parcouraient lentement les rues jonchées de fleurs, et les cantiques sacrés retentissaient, suivant l'usage, parmi les nuages d'encens, quand des cris de vengeance et de proscription éclatèrent soudain par toute la ville. Il ne fallut rien moins que l'énergie de Junot pour que ce jour n'éclairât pas le massacre de tous les Français. Telles furent la promptitude et l'énergie de la répression, que, dès le soir, tout le tumulte avait cessé, et que l'on n'avait plus rien à craindre que l'avenir.

Il n'en fut pas ainsi dans les provinces, moins bien gardées que la capitale, et où le fanatisme était d'ailleurs plus puissant. A peine y apprit-on l'effort malheureux de Lisbonne, que tout le nord et tout le sud s'insurgèrent à la fois, au nom de la patrie, au nom de la religion. Le quartier général de l'insurrection était la ville d'Oporto, où une junte souveraine s'organisa sans retard. Partout les

aigles impériales font place à l'étendard national; partout les Français sont massacrés; partout le faible régent qui s'est enfui au Brésil est invoqué et proclamé, comme Ferdinand VII en Espagne. Cependant les moines prêchent la guerre sainte; l'archevêque de Braga récite les prières accoutumées en faveur de la maison de Bragance; les Anglais promettent leurs secours, et les généraux espagnols qui ont aidé Junot à entrer en Portugal, font cause commune avec les révoltés, car il s'agit maintenant de délivrer toute la Péninsule.

Efforts de Junot.

Il faut rendre cette justice au brave Junot, qu'il mit aussitôt tout en œuvre pour étouffer l'incendie naissant. Mais il n'avait que vingt-huit mille hommes, et ni la soumission de Villa-Viciosa que le général Avril maintint dans l'obéissance, ni les succès de Maransin à Béja, ni même le rude châtiment que le général Margaron infligea à Leiria, ne purent décourager l'enthousiasme national. Evora ne succomba qu'après une admirable résistance; et Oporto, qui venait de chasser le général Quesnel, demeura impunie. Quelque douleur que doivent inspirer à un Français ces premiers triomphes de l'insurrection portugaise, comment ne la pas admirer en même temps? La cause des Portugais était sainte, et Napoléon avait légitimé cette fois sa défaite.

Dans cet état des esprits et des choses, le désastre du général Dupont, à Baylen, ne pouvait manquer de produire une impression profonde, non-seulement sur l'Espagne entière, mais aussi sur le Portugal. Quoi! les Français ne sont donc pas invincibles! Quoi! ce que n'avaient pu faire les plus illustres généraux de l'Europe, à la tête des armées les plus renommées, avec toutes les richesses de leurs souverains et de l'Angleterre, l'enthousiasme populaire en est donc capable? L'ardeur des insurgés décupla par ce grand succès. En affaiblissant le prestige des armes françaises, la défaite de Baylen fut le plus terrible coup que pût alors recevoir la puissance de Napoléon, et dans la Péninsule et en Europe (22 juillet 1808).

Cependant le duc d'Abrantès, effrayé des progrès continuels que faisait l'insurrection portugaise, tourmenté par l'attitude de Lisbonne, et redoutant la prochaine arrivée des Anglais, ne cessait de solliciter l'envoi immédiat de secours importants, ne fût-ce même que pour réparer les pertes que lui avait causées la rapidité de sa marche, les maladies, et la subite défection des Espagnols. Loin de satisfaire aussitôt à ses réclamations, on ne lui répondit que par l'ordre d'envoyer lui-même huit mille hommes à Bessières et à Dupont. Réduit alors à moins de vingt-deux mille soldats, perdu au fond de la Péninsule, et placé en présence d'un peuple révolté et d'une flotte menaçante, il ne lui restait d'autre chance de succès ou de salut qu'une vigoureuse concentration de toutes ses forces. C'est ce qu'il fit habilement, en ne laissant que de faibles garnisons dans les places voisines d'Almeida, de Péniche, d'Abrantès et d'Elvas, et en livrant tout le reste du pays à l'insurrection. Nécessité funeste ! Mais tout dépendait maintenant de l'Espagne et des Anglais. Si les Espagnols expiaient Baylen, si les Anglais étaient jetés à la mer, la soumission du Portugal devenait inévitable, et il lui suffisait d'attendre.

Arrivée des Anglais sous sir Arthur Wellesley (29 juillet 1808).

Telle était la situation des Français, lorsque, le 29 juillet 1808, les Anglais débarquèrent dans la Péninsule.

Il y avait déjà plus d'un an que les Anglais, fondant les plus belles espérances sur l'insurrection croissante de la Péninsule, guettaient l'occasion d'y mettre le pied. Mais, si irritée qu'elle fût alors contre la France, l'Espagne ne pouvait regarder les possesseurs de Gibraltar comme des alliés véritables ; et d'ailleurs, elle s'estimait encore assez forte pour reconquérir elle-même son indépendance. Elle refusa les secours que le cabinet de Saint-James ne cessait de lui offrir. Le Portugal, moins confiant, moins fier, et jusqu'ici moins heureux, n'en fit pas autant; et, habitué à s'appuyer sur l'Angleterre, il accueillit avec transport la main que celle-ci lui tendait.

Le général de l'armée anglaise était un jeune homme que l'orgueil britannique se plaisait déjà à considérer comme le rival de Napoléon. Sir Arthur Wellesley, bientôt après si célèbre sous le nom de duc de Wellington, s'était d'abord illustré dans les Indes. L'expédition contre Copenhague venait d'accroître encore cette renommée; et, lorsqu'il fut question, pour la première fois à Londres, d'aller combattre directement les armées de l'empire français, c'est vers lui que tous les yeux se dirigèrent comme vers un homme aussi prudent, aussi tenace que celles-ci étaient valeureuses et impatientes.

Parti de Cork, en Irlande, avec neuf mille hommes, sir Arthur Wellesley débarqua d'abord à la Corogne, d'où il s'empressa d'entrer en communication avec la junte nationale d'Oporto. Lorsqu'il connut par lui-même l'enthousiasme dont la nation entière était transportée, il n'hésita pas à agir, et, accru de six mille Anglais, de dix mille Portugais, il opéra de manière non-seulement à enlever Lisbonne aux Français, mais à leur intercepter même les frontières de l'Espagne. La défaite de Baylen avait exalté les courages et il fallait en profiter.

Bataille de Vimeiro; convention de Cintra (30 août 1808).

A peine avait-il repris terre auprès des rives du Mondégo, qu'il inaugura en effet son expédition par un succès éclatant sur le général Delaborde, à Roliça, avant que le général Loison eût le loisir de le rejoindre. Les deux mille cinq cents soldats français que commandait Delaborde, y soutinrent dignement l'honneur de nos armes; et, favorisés par leur position, ils résistèrent même plusieurs fois à l'effort de toute l'armée anglaise. Il fallut céder cependant, après quatre heures d'un combat acharné, après la mort de cinq cents hommes, et leur brave chef dut se résigner à se replier en bon ordre sur Torrès-Vedras. Si glorieuse que fût cette défaite, l'effet en fut considérable sur ces populations irritées. Il n'y eut bientôt plus dans tout le Portugal que Lisbonne qui, contenue par la présence de Junot, parût demeurer fidèle aux Français.

Qu'y faire désormais lorsque l'insurrection grandissait chaque jour, lorsque l'on annonçait l'arrivée prochaine d'une nouvelle armée anglaise, lorsque la flotte de sir Cotton menaçait continuellement de forcer la barre du Tage? L'héroïque duc d'Abrantès eut bientôt pris son parti ; et, dès qu'il *vit* les Espagnols de Caraffa désarmés et les rives du Tage *bien* fortifiées, il résolut de marcher droit vers les Anglais et d'en finir avec eux, en ne laissant dans Lisbonne que douze cents Français, sous les ordres du brave général Travot. Et cependant, il n'avait que onze mille cinq cents hommes et vingt-six canons! Mais il savait qu'il n'avait pas de renforts à espérer, tandis que les ressources de l'ennemi augmentaient d'heure en heure.

Tout ce que peuvent le courage, le dévouement et l'habileté, Junot le tenta ce jour-là autour du plateau de Vimeiro (21 août). Il succomba toutefois sous la supériorité démesurée que le nombre, la position et l'artillerie donnaient à ses ennemis ; et lorsqu'il rentra, le soir, à Torrès-Vedras, il ne pouvait plus se dissimuler que c'en était fait de la domination française en Portugal.

Après avoir si noblement défendu son honneur, il ne lui restait sans doute qu'à sauver la belle armée dont il venait d'admirer l'héroïsme, à lui épargner le désastre de Dupont, à la réserver pour la France. C'est dans ce but qu'il convoqua tous les officiers généraux en conseil de guerre ; et, quand il leur eut exposé toutes les difficultés contre lesquelles il avait à lutter, ils furent unanimes à reconnaître qu'il était absolument impossible d'en triompher, et qu'il fallait traiter. Leur choix s'arrêta sur le brave Kellermann, qui se rendit au camp anglais, pendant que les débris de l'armée française se repliaient sur Lisbonne, pour en prévenir l'insurrection.

Lorsque Kellermann arriva au quartier général des Anglais, ce n'était plus à sir Arthur, mais à sir Henry Dalrymple, son ancien, qu'appartenait le commandement en chef des troupes victorieuses ; mais sir Henry confia lui-même à sir Arthur la conduite des négociations, et les bases d'un armistice provisoire ne tardèrent pas à être posées. Les conditions principales en étaient : que les Français évacueraient

le Portugal, et qu'ils remettraient aux Anglais toutes les positions qu'ils y occupaient; qu'ils pourraient se retirer avec tous les honneurs de la guerre; et que, reconduits en France par les vaisseaux de Sa Majesté britannique, ils seraient libres de reprendre aussitôt du service. Une amnistie complète fut aussi stipulée pour les Portugais partisans de la France, et l'amiral russe Siniavin dont l'escadre était alors mouillée dans la rade de Lisbonne, obtint le droit d'y demeurer autant qu'il lui plairait, comme dans un port neutre.

Rien de plus simple que cette noble convention qui assurait le triomphe de l'Angleterre en sauvegardant l'honneur français. Elle donna cependant lieu à mille contestations, et particulièrement de la part de l'amiral Cotton, qui réclamait la flotte de Siniavin comme alliée de la France. De son côté, Junot ne pouvait consentir à livrer la marine russe; et, plutôt que de la trahir, il se résigna au renouvellement des hostilités. Il avait, après tout, vingt mille hommes encore d'excellentes troupes, sans compter les Russes de Siniavin, et il dit aux Anglais : « Reprenez votre traité. Je défendrai pied à pied les rues de Lisbonne; je brûlerai tout ce que je serai contraint de vous abandonner, et vous verrez tout ce qu'il vous en coûtera pour avoir le reste. » Paroles héroïques et qui agirent vivement sur l'esprit des Anglais; car ils savaient que, prononcées par Junot, elles n'étaient pas une bravade.

Siniavin prit soin d'épargner lui-même aux Anglais les embarras que pourrait leur causer le désespoir de Junot. Car, non content de repousser les conseils énergiques que celui-ci lui donnait, il ne rougit pas de traiter à part avec les Anglais, et de leur livrer tous ses vaisseaux, à la seule condition de le ramener dans sa patrie avec ses équipages. Cette lâche défection permit du moins à Junot de renouer les négociations interrompues; et, le 30 août, une convention définitive fut signée à Cintra. Un mois et demi après, vers le milieu d'octobre, Junot débarqua à la Rochelle avec trois mille hommes : le reste aborda à Quiberon [1].

1. Voici le texte même de cette célèbre convention :
« Art. 1er. Les places et forts occupés par l'armée française dans le royaume

Triompher ainsi des Français à une époque où ils triomphaient de toute l'Europe, reconquérir le Portugal, s'introduire dans la Péninsule, il y avait bien là sans doute de quoi satisfaire l'orgueil le plus exigeant; et, pourtant, la convention de Cintra excita une indignation presque universelle en

de Portugal, seront remis à l'armée anglaise dans l'état où ils se trouveront au moment de la signature de la présente convention.

Art. 2. L'armée française se retirera avec armes et bagages; elle ne sera point prisonnière de guerre, et, rendue en France, elle sera libre de combattre.

Art. 3. Le gouvernement anglais lui fournira des transports, pour être embarquée et conduite dans un des ports de l'ouest, entre Rochefort et Lorient inclusivement.

Art. 4. L'armée française emportera toute l'artillerie du calibre français attelée, et les caissons garnis de soixante coups par pièce. Toute autre artillerie, armes ou munitions de guerre, ainsi que les arsenaux de terre et de mer, seront remis à l'armée anglaise, dans l'état où ils se trouveront au moment de la ratification.

Art. 5. L'armée française emportera tout son matériel et tout ce qui s'appelle propriété d'armée, c'est-à-dire son trésor, ses caissons d'équipage et d'ambulance. On vendra à son profit tout ce que le général en chef ne jugera pas à propos d'embarquer. Il en sera de même des particuliers qui auront toute liberté de disposer de leurs propriétés quelconques comme bon leur semblera, avec toute sûreté par la suite pour les acquéreurs.

Art. 6. La cavalerie embarquera ses chevaux, ainsi que les officiers généraux et autres de tout rang. Mais, attendu que les moyens de transport de ce genre à la disposition des commandants anglais sont très-limités, il pourra en être frété additionnellement dans le port de Lisbonne. Le nombre de chevaux de troupes à embarquer n'excédera pas deux cents. Il sera, d'ailleurs, accordé à l'armée toute facilité pour disposer des chevaux qui ne seraient pas embarqués.

Art. 7. Pour la facilité de l'embarquement, il aura lieu en trois divisions, dont la dernière sera particulièrement composée de garnisons des places, de la cavalerie, de l'artillerie, des malades, des équipages. La première division s'embarquera dans sept jours à dater de l'échange des ratifications, et même plus tôt si faire se peut.

Art. 8. Les garnisons d'Elvas et ses forts, de Peniche et Palmella, seront embarquées à Lisbonne; celle d'Almeida, à Oporto, ou au port le plus voisin. Elles seront accompagnées, dans leur marche, par des commissaires anglais, chargés d'assurer leurs vivres, leurs logements, etc., etc.

Art. 9. Tous les malades et les blessés qui ne pourront pas être embarqués avec l'armée seront confiés à l'armée anglaise, et, pendant leur séjour dans ce pays, soignés aux frais du gouvernement anglais, sous la condition que ses dépenses lui seront remboursées à l'évacuation finale. Ils seront successivement renvoyés en France par convois de cent cinquante à deux cents hommes, et il sera laissé un nombre suffisant de médecins et de chirurgiens français pour les soigner.

Art. 10. Du moment que les transports auront débarqué les troupes dans les ports de France convenus, ou dans tous autres ports de France où le mauvais temps les forcerait de relâcher et d'aborder, il leur sera accordé toutes les facilités pour retourner en Angleterre, sans délai, sans pouvoir être inquiétés par aucun bâtiment de guerre dans leur retour.

Art. 11. L'armée française se concentrera à Lisbonne, et dans un rayon de deux lieues environ de circonférence de cette capitale. L'armée anglaise pourra en approcher à trois lieues de manière qu'il y ait une lieue d'intervalle entre les deux armées.

Art. 12. Les forts Saint-Julien, Bugio et Cascaës, seront occupés par les troupes anglaises après l'échange des ratifications. La ville de Lisbonne, le château, les forts et batteries, jusqu'au Lazareth ou Trafaria, d'une part, et jusqu'au fort Saint-Joseph, de l'autre, inclusivement; le port, ainsi que tous les bâtiments armés de tout genre qui s'y trouveront, avec leurs gréements et munitions, seront remis à l'embarquement de la seconde division.

Angleterre. Telle fut même la vivacité de ce ressentiment que le gouvernement crut indispensable d'établir une cour d'enquête; et ce fut en vain que les juges qui la composaient n'imputèrent aux trois généraux de l'armée anglaise qu'un excès de prudence : l'opinion publique s'obstina à considérer

La remise des forts d'Elvas, Almeida, Peniche, Palmellp, aura lieu dès que les garnisons en seront relevées par les troupes anglaises. En attendant, M. le général en chef de l'armée anglaise les préviendra, ainsi que les troupes quelconques qui sont en leur présence, de cette convention, afin d'arrêter toutes hostilités ultérieures.

ART. 13. Il sera nommé de part et d'autre des commissaires pour régler et arrêter tous les détails d'exécution.

ART. 14. S'il y avait quelque article douteux, il serait expliqué en faveur de l'armée française.

ART. 15. A dater de la ratification de la présente convention, tous arrérages de contributions, réquisitions ou prétentions du gouvernement français, par suite de l'occupation de ce royaume, le 1er décembre 1807, sur des sujets du Portugal, ou tous autres individus y résidant, qui n'ont point été acquittés, ne seront point perçus, et tout séquestre apposé sur leurs propriétés mobiliaires sera levé, et la libre disposition remise aux propriétaires.

ART. 16. Tous les sujets français, ou des puissances amies et alliées de la France, domiciliés dans le royaume de Portugal, ou s'y trouvant occasionnellement, seront protégés, leurs propriétés de toute nature, mobiliaires et immobiliaires, respectées. Il leur sera libre de suivre l'armée française, ou de continuer de rester en Portugal ; et, dans l'un et l'autre cas, leursdites propriétés leur seront garanties, avec la faculté de les conserver ou de les vendre, et d'en faire passer le produit en France ou dans tel lieu qu'ils auront choisi pour leur domicile, et ce, dans le délai d'un an. Bien entendu que les bâtiments marchands sont exceptés de cette disposition, mais seulement quant à leur sortie du port, et que les stipulations ci-dessus ne pourront pas servir de prétexte à des spéculations commerciales.

ART. 17. Nul Portugais ne pourra être recherché pour la conduite politique qu'il aura tenue pendant l'occupation du Portugal par l'armée française, et tous ceux qui ont continué à exercer des emplois, ou qui en auront reçu du gouvernement français, sont mis sous la sauvegarde spéciale de l'armée anglaise, qui s'engage à ce qu'il ne leur soit porté le moindre préjudice, par qui que ce soit, dans leurs personnes ou dans leurs biens ; ces individus n'ayant pu se dispenser d'obéir aux ordres du gouvernement français.

ART. 18. Les troupes espagnoles détenues à bord de vaisseaux en rade seront emmenées en France, ou remises à M. le général en chef de l'armée anglaise, à son choix, lequel dans ce dernier cas, s'engagera à obtenir des Espagnols la remise en liberté de tous Français, civils ou militaires, détenus en Espagne sans avoir été pris dans les combats ou par suite de combats, mais en conséquence des événements du 29 mai dernier et jours suivants.

ART. 19. Les prisonniers de tout grade, faits par les deux armées depuis l'ouverture des hostilités, seront échangés de suite.

ART. 20. Il sera fourni des otages de grade inférieur de la part des armées anglaises de terre et de mer, et de la part des armées françaises pour la garantie réciproque de cette convention. Celui de l'armée de terre anglaise sera rendu après l'exécution des articles qui la regardent; celui de l'armée navale, après le débarquement total des troupes dans les ports de France. Il en sera de même pour l'armée française.

ART. 21. Le général en chef de l'armée française aura la faculté d'envoyer un officier en France pour y porter une expédition du traité. L'escadre anglaise lui fournira un aviso ou autre bâtiment léger pour le débarquer à Rochefort ou à Bordeaux.

ART. 22. M. l'amiral anglais sera invité à fournir des vaisseaux de guerre ou frégates pour le transport de Son Excellence le général en chef de l'armée française, des officiers généraux supérieurs et des premières autorités de l'armée. »

cette glorieuse convention comme une honte nationale. Les journaux s'encadrèrent de noir comme en un jour de deuil, et d'innombrables caricatures assaillirent les heureux vainqueurs de Junot. Voilà à quel degré d'aveuglement et de haine quinze ans de guerre avaient poussé le peuple anglais. Il ne lui fallait plus l'abaissement, mais l'extermination de la France.

CHAPITRE XXIV.

INVASIONS MALHEUREUSES DE SOULT ET DE MASSÉNA ; TRAITÉS DE VIENNE ; AVÉNEMENT DE JEAN VI (1808-1816).

L'ANGLETERRE AUGMENTE SES FORCES DANS LE PORTUGAL. — SUCCÈS DE NAPOLÉON; MAIS IL PART POUR L'AUTRICHE ET ENVOIE SOULT EN PORTUGAL. — SOULT SOUMET TOUT LE NORD ; PRISE D'OPORTO ; MAIS IL MANQUE DE SOLDATS ET LES ANGLAIS REVIENNENT; RETRAITE DE SOULT (1809). PREMIERS SUCCÈS DE MASSÉNA. — DÉFAITE D'ALCOBA ; IL NE PEUT FRANCHIR LES LIGNES DE TORRES VEDRAS; WELLINGTON ATTEND QUE LA FAMINE DÉTRUISE SON ARMÉE. — MASSÉNA, APRÈS CINQ MOIS D'ATTENTE, SE MET EN RETRAITE ; SES REVERS. — LES PORTUGAIS SOUTIENNENT L'ESPAGNE CONTRE LA FRANCE ; ILS S'AVANCENT JUSQU'A TOULOUSE (1814). — L'ESPRIT LIBÉRAL NAIT EN PORTUGAL. — JEAN VI REFUSE DE REVENIR; LORD BERESFORD RÈGNE A LISBONNE.

L'Angleterre augmente ses forces dans le Portugal.

Cependant les généraux anglais ne perdaient pas un moment pour compléter le beau triomphe qu'ils venaient d'obtenir. Maîtres absolus du Portugal, ils ne songeaient nullement à y rappeler le régent, à s'en retirer avec la gloire du bienfait, mais à bien exploiter l'enthousiasme dont ils voyaient la nation remplie. C'est dans ce but que le général Beresford se consacra si activement à la réorganisation de l'armée portugaise, tandis que le cabinet de Saint-James avait soin d'envoyer incessamment de nouveaux renforts.

Lord Castelreagh commençait en effet à comprendre que du sort de la Péninsule dépendait peut-être le sort de toute l'Europe, et cette naissante conviction le disposait à tous les sacrifices : « Le ministère, écrivait-il aux généraux, ne met aucune limite à vos demandes. Parlez donc : quoi que vous désiriez on s'empressera de vous l'accorder. » Et s'il parlait ainsi, dans un pays parlementaire, c'est qu'il connaissait bien les patriotiques intentions de ses concitoyens, c'est qu'il les savait prêts à tous les sacrifices nécessaires pour mener à bien cette nouvelle lutte contre la France.

Lord Castelreagh n'avait que trop raison de prendre ainsi les mesures les plus énergiques; car l'empereur, doublement irrité, comme homme de guerre et comme homme d'État, brûlait alors de venger à la fois la honte de Baylen, la défaite de Vimeiro et la convention de Cintra. Au lieu des jeunes soldats et des généraux secondaires qu'il avait eu le tort d'envoyer d'abord au delà des Pyrénées, il rassemblait dans ce but tous ces vieux régiments qui avaient vaincu l'Europe, et plaçait à leur tête ses lieutenants les plus renommés, se réservant la direction suprême de la campagne. Toutefois, avant d'en donner le signal, Napoléon essaya encore la puissance des négociations, et de là l'entrevue qu'il eut avec l'empereur Alexandre à Erfurth. Mais l'Angleterre, à laquelle en appelèrent les deux souverains du continent, refusa d'entrer même en pourparlers, si l'on n'y admettait aussi les rois de Sicile, de Portugal et de Suède, avec la junte qui représentait Ferdinand VII; et, comme elle comprenait que ces demandes équivalaient à une déclaration de guerre, elle se hâta d'envoyer de nouvelles troupes sous les ordres de sir John Moore, le plus célèbre alors de ses généraux.

Succès de Napoléon; mais il part pour l'Autriche et envoie Soult en Portugal.

Ni tous ces efforts des Anglais, ni l'enthousiasme des Espagnols et des Portugais ne purent cette fois l'emporter sur l'écrasante supériorité des soldats et des généraux français, guidés par Napoléon en personne. Deux mois lui suffirent

pour accabler les armées de l'Espagne, recouvrer Madrid, relever le trône de Joseph et jeter à la mer les vingt-six mille hommes que sir John Moore venait de débarquer sur les côtes de la Galice (16 janvier 1809). La cause de l'Espagne parut alors perdue et avec elle celle du Portugal, celle même de l'Angleterre et de l'Europe. Vainqueur du nord et de l'orient, en 1805, 1806, 1807, Napoléon triomphait aussi du midi, en 1809.

Tout à coup il apprend que l'Autriche, dont les armées se sont reformées depuis Austerlitz, et qui n'avait pas remué tandis que les Prussiens et les Russes succombaient à Iéna, à Eylau, à Friedland, songe à courir de nouveau la chance des batailles. A peine a-t-il reçu cette grande nouvelle qu'il s'élance de Valladolid, et qu'en six jours il est à Paris, afin de prévenir ou de réprimer au plus tôt la diversion redoutable qui menace de lui arracher la Péninsule à demi vaincue.

Soult soumet tout le nord; prise d'Oporto; mais il manque de soldats, et les Anglais reviennent; retraite de Soult (1809).

C'est au maréchal Soult que l'empereur remettait, en partant, la conduite de la guerre contre les Anglais et le Portugal; et celui-ci justifia d'abord assez bien le choix dont il était honoré. Vainqueur des Espagnols, qui essayaient de lui barrer le chemin, il s'empara successivement de la Corogne, du Ferrol; et, laissant au maréchal Ney le soin d'achever et de défendre ces conquêtes, il franchit le Minho, à Orensé. Quelques jours lui suffirent ensuite pour renverser l'armée de la Romana, à Monterey, pour occuper Chaves, malgré l'énergique résistance de Sylveira, pour traverser impunément les redoutables défilés de Ruivaens, enfin pour disperser les troupes du malheureux Freire, brave général que ses soldats massacrèrent aussitôt comme traître, tandis qu'il ne faisait que se retirer lentement devant les Français, selon les instructions formelles qu'il avait reçues. Le prix de cette dernière victoire fut l'importante place de Braga, où Soult établit son quartier général.

Comme il importait surtout de bien mettre à profit l'heureuse terreur qu'imprimaient de si rapides succès, Soult

s'arrêta quelques jours seulement à Braga, et courut assiéger Oporto, c'est-à-dire la résidence même du gouvernement insurrectionnel. Outre une population nombreuse, Oporto renfermait une bonne garnison, avec cent quatre-vingt-dix-sept canons sur ses remparts, des ingénieurs anglais, et un évêque fanatique pour gouverneur. Cependant, à peine les Français étaient-ils arrivés devant les murs de cette ville, que Soult n'hésita pas à envoyer des sommations menaçantes. Peu s'en fallut que le général Foy, auquel elles étaient confiées, ne devînt la victime des habitants irrités. Il en fut quitte pour des insultes et pour un jour de prison. A cette nouvelle, Soult ne balança plus à attaquer au cri de : Napoléon et gloire!

C'était le 29 mars au matin. Les Portugais déployèrent certainement beaucoup de courage pour repousser l'assaut qui menaçait leurs murailles, mais sans réussir à vaincre les admirables soldats auxquels ils avaient affaire. Les Français s'avançaient l'arme au bras au milieu de la mitraille. Ils furent bientôt dans la ville, mêlés aux fuyards, qu'ils commencèrent à chasser de rue en rue jusqu'au centre d'Oporto. A peine ce beau triomphe était-il assuré, que le duc de Dalmatie réintégra le général Quesnel dans le gouvernement de cette place.

Voilà ce que le maréchal Soult, si souvent attaqué depuis quelques années, accomplit en moins d'un mois, dans un pays difficile, contre des populations braves et fanatisées que soutenait l'Angleterre. Il avait soin en même temps de maintenir parmi ses troupes une discipline sévère, et de s'adresser incessamment aux Portugais comme un ami, comme un libérateur, au nom de leur patrie elle-même, au nom de la haine qu'ils devaient aux seuls Anglais. Afin de leur mieux prouver les sentiments dont il était animé à leur égard, jamais il ne négligea d'atténuer, autant qu'il put, les maux inséparables de la guerre. Après la prise de Braga, il ne se montra pas moins attentif envers les blessés portugais qu'envers ceux de sa propre armée. Combien il est regrettable que les Portugais ne dussent pas ces égards à la seule humanité du maréchal Soult! Quoique la puissance de Napoléon et de la France parût déjà un peu moins assurée, elle était telle encore

que, non-seulement les parents de l'empereur, mais ses principaux lieutenants ne craignaient pas d'élever leurs regards jusqu'aux plus brillantes couronnes. Jérôme ne régnait-il pas en Westphalie, Louis en Hollande, Joseph à Madrid, Murat à Naples? Le duc de Dalmatie ne put résister à l'enivrante espérance d'occuper le trône vacant des Bragance. Ses amis l'y encourageaient; l'empereur était bien loin, au milieu des soucis que lui causait la campagne de Wagram; et, parmi les Portugais mêmes, il ne manquerait pas de partisans, soit dans le désir d'obtenir des places, soit pour se soustraire au fléau du fanatisme, de la démagogie et de la guerre.

De là d'étranges démarches auxquelles le maréchal eut l'inqualifiable faiblesse de consentir, et des cérémonies presque royales, et des circulaires audacieuses adressées et aux généraux français et aux populations portugaises. Quel fut le résultat de ces ambitieuses velléités? qu'on perdit beaucoup de temps; que les ennemis eurent tout loisir de se préparer, et qu'en face de leurs forces chaque jour accrues, l'armée française devint une espèce d'assemblée délibérante, sans unité, sans discipline, et ne songeant qu'à soutenir ou à combattre l'élévation de son chef, tandis qu'elle avait déjà à peine chance d'échapper aux dangers qui s'amoncelaient sur elle.

Quant à la nation même que le duc s'efforçait de séduire, elle était alors trop fanatisée contre la France pour se montrer ni reconnaissante de ses bontés, ni sensible à ses avances, surtout lorsqu'elle voyait qu'il n'avait pas même assez de soldats pour compléter l'occupation matérielle du Portugal. Il était donc dans un grand embarras, n'espérant plus de régner ni de vaincre, et réduit à vingt mille hommes dispersés, mécontents, démoralisés, lorsque les plus mauvaises nouvelles lui arrivèrent du nord de l'Espagne, lorsque Chaves et Braga se révoltèrent, lorsque vingt mille Anglais débarquèrent sur les rives du Tage, commandés encore par sir Arthur Wellesley. Tandis que le duc de Bellune essayait en vain de lui amener, à travers l'Espagne, les indispensables renforts qu'il avait sollicités, le duc de Dalmatie voyait trois armées ennemies se concentrer sur lui : l'une par Coïmbre et Bra-

gance, sous sir Arthur; l'autre, sous Beresford, par Lamego, pour fermer la retraite aux Français vaincus; la troisième, sous Sylveira, entre Chaves et Braga; car le brave général Loison n'avait pu maintenir contre lui l'importante ligne de Souza.

C'était précisément la situation où le duc d'Abrantès s'était trouvé l'année précédente, et plus terrible encore, puisque vingt mille Français étaient menacés par trente mille Anglais, par quarante mille Portugais, et que le cercle étroit au milieu duquel ils se débattaient ne cessait de se resserrer sur eux. Il semblait impossible d'échapper. Ils échappèrent cependant, grâce au sang-froid de leur chef, qui, repoussant bien loin toute idée de capitulation, voulut attendre à Oporto que tout espoir de triomphe fût en effet perdu.

Lorsqu'il fut bien certain que les secours espérés n'arriveraient pas, que toutes les routes allaient être fermées, et que les Anglais étaient à ses portes, il ne s'obstina pas follement à défendre Oporto, et donna le signal de la retraite, sans laisser à l'ennemi ni ses canons, ni ses équipages militaires. Après avoir marché quelque temps vers Amaranthe, il changea tout à coup de direction, traversa les défilés de Santa-Cathalina, dut enclouer ses canons, et parvint à Montalègre, le 17 mai 1809, au bout de cinq jours seulement. Trois jours plus tard il atteignit Orense, en Galice, opéra sa jonction avec le corps du maréchal Ney, et enfin se reposa à Lugo, dont il obligea les Espagnols à lever le siége. Retraite remarquable, malgré tous ses malheurs, et même malgré toutes ses fautes, mais qui n'eut pas moins pour conséquence de livrer une seconde fois le Portugal aux implacables ennemis de la France.

Premiers succès de Masséna.

Tandis que les meilleurs lieutenants de Napoléon luttaient si péniblement contre l'insurrection de la Péninsule, il écrasait lui-même les armées autrichiennes dans les plaines d'Eckmuhl, d'Essling, de Wagram, et, maître de Vienne, il contraignait encore une fois l'Europe jalouse à déposer les

armes. A peine eut-il triomphé de cette puissante diversion, qu'il reporta de nouveau ses regards vers le midi, et, pour en finir, il arrêta son choix sur le plus illustre de ses généraux, sur Masséna, duc de Rivoli et d'Essling, *l'enfant chéri de la victoire*, avec cinquante mille hommes et l'assistance redoutable de Ney et de Junot. Jamais armée ne s'était mise en marche sous de meilleurs auspices.

Mais il semblait que cette terre d'Espagne dût être fatale à tous les grands capitaines auxquels Napoléon en confiait la conquête. Ni la prise d'Almeïda que Masséna n'enleva qu'après une admirable résistance, ni la proclamation patriotique qu'il adressa aux Portugais pour leur dévoiler l'égoïsme de l'Angleterre, ni la juste terreur qui le précédait, ne purent triompher de la haine que la domination française inspirait à toute la Péninsule. Loin de rendre les armes, les Portugais ne songeaient qu'à se montrer dignes de leur nouvel adversaire, et Wellington se hâta de leur promettre tous les secours dont ils auraient besoin.

Cependant Masséna s'avançait vers les murs de Lisbonne, sans rencontrer aucun empêchement sérieux. Les paysans s'enfuyaient de toutes parts devant lui ; les villes ouvraient leurs portes, et il semblait que le pays fût inhabité, lorsqu'en approchant de Coïmbre, il se trouva devant toute l'armée des Anglo-Portugais (soixante-quatre mille hommes et quatre-vingts canons), à l'entrée des redoutables défilés d'Alcoba. A l'aspect de cet obstacle inattendu, Ney et Junot, qui commandaient sous lui, n'osèrent pas assumer la responsabilité de l'attaque : ils perdirent toute la journée en hésitations. Masséna, qui n'arriva que le soir, entendit leur rapport, examina les positions, et malgré les effrayantes difficultés qu'elles présentaient, il commanda l'assaut pour le lendemain au point du jour. Vainqueur, jusqu'alors, en toute occasion et en tout pays, il lui semblait trop pénible de reculer cette fois. Il comptait sur la constance de la fortune, et, séduit par les souvenirs de sa gloire passée, il refusa jusqu'au bout d'écouter les sages conseils du marquis d'Alorno, qui lui garantissait le moyen de tourner la montagne au lieu de l'aborder de front.

Défaite d'Alcoba; il ne peut franchir les lignes de Torres Vedras. — Wellington attend que la famine détruise son armée.

Masséna expia bien cruellement cette confiance. Wellington comprenait trop la valeur des positions qu'il occupait, pour se laisser entraîner. Il se borna à les défendre comme une forteresse, et sa prudente ténacité finit par triompher de l'intrépidité des Français. Masséna renonça enfin à le forcer, et, vaincu pour la première fois, il se retira avec quatre mille morts et blessés. De quel orgueil une telle victoire dut-elle remplir le cœur des Anglais et des Portugais! Wellington devint tout d'un coup le héros de l'Europe. L'on vit en lui le seul homme capable de rivaliser avec Napoléon (27 septembre 1810). Masséna montra mieux ce qu'il était par la rapidité des opérations suivantes. Wellington avait négligé d'occuper les défilés de Sardâo ; il les franchit, et dès le 2 octobre, il entrait à Coïmbre, d'où il reprit peu à peu sa marche vers Lisbonne. Tel était l'état des campagnes et des villes secondaires que la capitale devenait nécessaire à l'entretien de son armée épuisée.

Tous ses calculs à cet égard furent encore déjoués! parvenu aux lignes de Torres Vedras, qui couvrent Lisbonne, il eut la douleur d'y retrouver devant lui l'armée qu'il avait naguère si malheureusement combattue, et il n'osa se montrer aussi audacieux. Peut-être aurait-il mieux fait de l'être plus cette fois, bien qu'il n'eût sous la main que trente-cinq mille soldats; car il ne lui restait déjà plus que l'alternative de la victoire ou de la retraite. Il se contenta d'occuper Villa-Franca et les environs, et il sut d'ailleurs y tirer si bon parti des ressources dont il pouvait encore disposer, que ses ennemis, trois fois plus nombreux, renoncèrent bientôt à l'y attaquer. Wellington attendit dans ses lignes que le manque de secours et la faim eussent vaincu l'ennemi qu'il n'osait affronter.

Cette cruelle politique ne réussit que trop bien. Après un mois de séjour à Villa-Franca, Masséna, découragé à son tour par l'impossibilité d'agir, affaibli par la perte de 10 000 hommes enlevés à Coïmbre par les Portugais, et tourmenté sur

tout par la famine qui sévissait jusque dans son camp, prit le parti de s'établir un peu plus loin, et il se dirigea, en effet, vers Santarem. Aussitôt Wellington quitta ses lignes et ne manqua aucune occasion de nuire à l'armée française, sans trop se risquer cependant, car chaque fois qu'il se sentait serré de trop près, Masséna se retournant tout à coup rejetait bien loin ses timides vainqueurs.

Toute la fin de l'année se passa en luttes continuelles et en souffrances accablantes; aussi la discipline, que les généraux avaient réussi jusqu'alors à maintenir, ne tarda pas à se relâcher tout à fait. Privés de pain, de vin, même de biscuit, les soldats quittaient le camp par pelotons, par compagnies, pour aller au loin chercher une subsistance incertaine, et, dans ces excursions hasardeuses, ils ne se faisaient pas scrupule d'exercer contre les populations portugaises toute sorte de persécutions. C'est dans la douloureuse relation du commandant Guingret qu'il faut voir à quel degré de misère se trouvèrent bientôt réduits et nos soldats et les habitants. Jamais peut-être la guerre n'offrit spectacle plus pitoyable et plus affligeant. Ce n'était plus alors une retraite, mais une déroute qui aurait pu entraîner la ruine complète de notre armée, si Wellington eût eu plus de hardiesse et Ney moins d'énergie.

Dans cette extrémité, nos pauvres soldats se croyant abandonnés de la France, songeaient bien moins à vaincre qu'à subsister, lorsqu'ils furent tout à coup ranimés par l'arrivée de Drouet d'Erlon et de Claparède, qui remporta au nord quelques avantages importants. Mais cette joie fut courte. La faiblesse des renforts qu'ils venaient de recevoir, et les mauvaises nouvelles qui leur arrivaient coup sur coup d'Espagne les replongèrent de nouveau dans le désespoir; et ce désespoir fut d'autant plus profond qu'ils avaient cru entrevoir le terme de leurs maux.

Masséna, après cinq mois d'attente, se met en retraite; ses revers.

Ce découragement général finit par dompter l'âme même de Masséna. Après avoir lutté durant cinq mois soit contre

les ennemis, soit contre l'indiscipline, soit contre la famine, pour ne pas être réduit à abandonner aussi le pays dont l'empereur lui avait confié la conquête, il renonça subitement à s'y maintenir, et brûlant lui-même tous les ponts qu'il venait d'établir sur le Tage, afin d'aller camper dans les fertiles campagnes de l'Alemtéjo et d'entrer en communication avec l'armée que Soult commandait en Estramadure, il se mit en devoir d'évacuer le Portugal. Résolution funeste, qui ternit quelque peu la gloire de ce grand capitaine, exalta les espérances de la Péninsule, et rendit aux Anglais leur liberté d'action. Peu s'en fallut d'ailleurs, qu'en traversant toutes les provinces du nord, au lieu de se jeter sur Badajoz où il aurait rallié Soult, Masséna ne perdît tout ce qui lui restait de soldats. Ney sauva l'armée à Redinha, et à la Condeixa, à la tête de l'arrière-garde qui lui était confiée.

Pour surcroît de malheur une querelle vint à s'élever entre Ney et Masséna, et le commandement qu'exercait si glorieusement le duc d'Elchingen, fut transmis à un général habile, mais moins aimé. La retraite n'en fut que plus désastreuse, et Masséna eut peine à atteindre la limite du Portugal. Ce fut le 8 avril 1811 qu'il la franchit, se dirigeant vers Salamanque. L'importante place d'Almeïda restait cependant aux Français; et il revint sur ses pas pour l'arracher aux mains de Wellington qui l'assiégeait. Ce fut pour essuyer une défaite décisive, le 5 mai à Fuentes d'Onoro, et Almeïda ne tarda pas à succomber. Consterné par des revers si accablants, Masséna se hâta de quitter ce funeste théâtre de guerre, et le maréchal duc de Raguse fut chargé de réunir les débris de son armée.

Avant de nous séparer de ce grand capitaine, rappelons-nous ce que Napoléon a dit de lui à Sainte-Hélène (9 décembre 1817). « Si la réputation de Masséna finit en Portugal, c'est à la maladie seule qu'il faut attribuer cette subite décadence. Ne pouvant alors ni monter à cheval, ni voir par lui-même ce qui se passait, il n'était plus en effet lui-même. S'il eût été encore ce qu'il était autrefois, il n'aurait ni attaqué les lignes inexpugnables d'Alcoba (ou Busaco), ni laissé Wellington s'affermir dans celles de Torres Vedras, » et la campagne aurait produit des résultats tout différents.

Ainsi trois fois la France avait entrepris de soumettre le Portugal et trois fois elle y avait échoué, malgré l'incontestable supériorité de ses soldats, malgré la juste réputation de ses généraux. C'est qu'indépendamment des funestes rivalités qui avaient trop souvent paralysé ses forces, elle y avait trouvé les Anglais, dont les vaisseaux ne cessaient de verser de nouveaux renforts sur les rivages du Portugal, et surtout des peuples neufs, opiniâtres, secondés par la nature de leur pays, et combattant contre elle au nom de leur religion, au nom de leur liberté, tandis qu'elle ne les attaquait qu'au profit d'une ambition personnelle et d'un système politique.

Les Portugais soutiennent l'Espagne contre la France ; ils s'avancent jusqu'à Toulouse (1814).

Du jour où Masséna vaincu eut évacué le Portugal, Napoléon, rappelé trop tard à l'estime de ce petit pays, n'entreprit plus de le conquérir. C'était bien assez d'y avoir vu la gloire des armes françaises trois fois compromise par de cruels revers. Il concentra toutes ses forces sur l'Espagne. La soumission de ce vaste royaume n'entraînera-t-elle pas aussitôt celle de la Péninsule entière ? Mais les Portugais, dont tant de triomphes avaient exalté l'orgueil, ne se contentèrent plus d'être libres : ils osèrent à leur tour attaquer l'empire ; et, soit désir de vengeance, soit qu'ils comprissent que l'indépendance de l'Espagne était la plus sûre garantie de leur propre liberté, ils assistèrent à la plupart des batailles que les Espagnols livrèrent aux lieutenants de Napoléon. Autrefois ennemis, les Portugais et les Espagnols fraternisaient maintenant sous l'inspiration d'une haine commune.

Hélas ! le moment n'était pas loin où les plus implacables ennemis de la France devaient voir toute leur haine assouvie. Déjà ébranlée en Espagne, la fortune de Napoléon alla en effet se perdre dans les déserts de la Russie ; et tandis que l'Allemagne profitait de ce désastre pour rompre les liens qui l'attachaient à l'empire, la victoire de Vittoria releva le trône de Ferdinand VII. Bientôt même ce ne fut plus assez de ces humiliations, et toutes les armées de l'Europe se donnèrent rendez-vous sur le sol de la France. Après

avoir conquis toutes les capitales, Napoléon était réduit à trembler pour la sienne.

Parmi ces nations de l'Europe se ruant ensemble sur le grand empire, nous retrouvons les Portugais. La France n'avait pu les soumettre ; ils eurent au contraire la joie de fouler impunément notre sol, et leurs bataillons victorieux s'avançèrent, mêlés à ceux de l'Espagne et de l'Angleterre, jusqu'à Bayonne, jusqu'à Toulouse ! Voilà à quel degré d'abaissement quelques années d'une grandeur démesurée avaient précipité le nouveau Charlemagne ! Ajoutons que les Portugais et les Espagnols se montrèrent généreux dans la jouissance de leur fortune inattendue, et qu'ils n'infligèrent aux départements envahis aucune des souffrances qu'ils avaient eux-mêmes endurées. Il leur suffisait d'avoir vaincu.

Après tant de services rendus à la cause de l'indépendance européenne, le Portugal méritait bien une large part aux dépouilles de l'Empire, et cependant il n'en fut rien ! En vain Jean VI prit-il soin d'envoyer au congrès de Vienne plusieurs diplomates distingués, et à leur tête le comte de Palmella. Les grandes puissances étaient trop préoccupées d'elles-mêmes, pour prêter l'oreille aux réclamations de Jean VI. Ce ne fut même pas assez que son nom ne figurât point sur la longue liste des souverains alliés auxquels la France s'engageait à payer une indemnité de sept cents millions : il ne put même recouvrer l'importante place d'Olivença, que le comte de Labrador, ministre de Ferdinand VII, sut conserver à l'Espagne, et l'Angleterre le contraignit, de son côté, à détruire lui-même ce qui restait de marine portugaise, par la promesse de ne plus autoriser le commerce des esclaves, au nord de la ligne. Telle fut la récompense que le Portugal reçut de l'Europe pour tant de souffrances et pour tant de gloire ; tandis que l'Autriche et la Prusse doublaient presque leur territoire ; tandis que la Russie ressaisissait la Pologne, soumettait la Finlande et étendait son influence dans les principautés danubiennes ; tandis que la Grande-Bretagne s'arrogeait l'empire incontesté des mers. Il porta la peine de sa faiblesse.

L'esprit libéral naît en Portugal.

Il ne serait pourtant pas juste de croire que cette grande lutte, et ces trois invasions, et toutes ces douleurs fussent en effet stériles pour le Portugal, ou qu'il n'y gagnât du moins qu'une glorieuse indépendance. Il en fut de ce pays comme de l'Allemagne, comme de l'Italie, comme de toutes les contrées où les armées françaises pénétrèrent. Elles y avaient porté avec elles des idées nouvelles, qu'en se retirant elles laissèrent après elles comme une marque ineffaçable de leur passage. C'est ainsi que l'Europe triompha de nous bien moins qu'elle ne le pensait, bien moins surtout qu'elle ne le voulait après vingt ans de défaites; car, en secouant notre joug, elle ne put aussi se soustraire à l'heureux ascendant de notre civilisation, et à ces idées de progrès dont nos soldats étaient, à leur insu, les missionnaires. Les conquêtes matérielles ne durèrent pas; la conquête morale se maintint. « Partout où mon règne a passé, dit Napoléon, il a laissé des traces de son bienfait. »

Et comment ces idées nouvelles d'émancipation politique et morale n'auraient-elles pas germé en Portugal, durant le long séjour qu'y firent les Français, à côté de l'Espagne devenue libérale, en face des méprisables princes, qui, réfugiés au fond du Brésil, ne connaissaient que par ouï-dire toutes les souffrances auxquelles leurs peuples s'exposaient pour eux? Aussi un grand nombre de jeunes gens rêvèrent-ils dès lors pour leur pays un gouvernement plus digne de leur gloire et de leur siècle. Sous l'administration même de Junot, il avait été question d'une constitution régulière. Malheureusement la masse de la nation ne comprenait pas ces nobles théories. Elle ne s'était soulevée contre l'étranger qu'au nom de la religion et de la patrie; tandis que les libertés politiques ne lui inspiraient que de l'indifférence.

Jean VI refuse de revenir; lord Beresford règne à Lisbonne.

Qu'arriva-t-il cependant? C'est que le Portugal n'obtint aucune réforme, et que toutes choses y retournèrent à leur ancien état. Ce qui fut plus déplorable encore, c'est que le ré-

gent refusa de quitter le Brésil où il résidait depuis huit ans. En vain le congrès de Vienne, qui relevait le trône des Bragance, s'efforça-t-il de vaincre cette résolution funeste; il n'en voulut croire que lui-même, et il ne tarda pas à donner à ses états le nouveau nom de *Royaume uni de Portugal, du Brésil et des Algarves* (16 décembre 1815). C'était réduire le Portugal à l'état de province; c'était même le ruiner en proclamant la prochaine indépendance du Brésil. Qu'importait à Jean VI? Il préférait la résidence de Rio-Janeiro à celle de Lisbonne, et il ne se tenait pour obligé à aucune reconnaissance envers les peuples qui avaient si fidèlement défendu sa couronne.

Cette absence du régent eut encore pour conséquence de livrer le Portugal à l'Angleterre. Lord Beresford avait eu l'honneur d'y reconstituer l'armée et d'y lutter courageusement contre les Français. Il y régna dès lors sous le titre de maréchal, et bien qu'il dût au Portugal toutes les dignités dont il était revêtu, ce fut au seul profit de son pays. Ce malheureux royaume n'avait échappé aux mains des Français que pour devenir une colonie anglaise. Mais quoi! si ses souverains légitimes l'abandonnaient, si sa faiblesse le condamnait à n'être plus qu'une proie, et si tout l'héroïsme dont il venait de faire preuve n'avait dû servir qu'à lui donner un maître au lieu d'un autre, n'eût-il pas mieux valu, après tout, le protectorat de la France que la ruineuse suprématie de l'Angleterre. Combien alors de Portugais se repentirent sans doute d'avoir suivi les inspirations d'un enthousiasme aveugle, dont tous les fruits étaient pour l'étranger, et que le cabinet de Saint-James n'avait alimenté que pour se débarrasser d'une concurrence dangereuse!

Tel était l'état des choses et des esprits, lorsque, par la mort de la reine Marie (16 mars 1816), le régent devint roi sous le nom de Jean VI.

CHAPITRE XXV.

RÈGNE DE JEAN VI (1816-1826).

MAUVAIS GOUVERNEMENT DE JEAN VI AU BRÉSIL. — INSURRECTION DE 1820 EN PORTUGAL. — INSURRECTION DU BRÉSIL. — JEAN VI CÈDE, PUIS RÉVOQUE SES PROMESSES; DON PÉDRO RÉGENT DU BRÉSIL. — JEAN VI JURE LA CONSTITUTION PORTUGAISE; INTERVENTION DE L'EUROPE DANS LA PÉNINSULE. — LES CORTÈS IRRITENT LE BRÉSIL, QUI S'ÉRIGE EN EMPIRE SOUS DON PÉDRO (1822). — RÉACTION DES ABSOLUTISTES SOUS LA CONDUITE DE DON MIGUEL (1824). — L'ESPRIT LIBÉRAL SE RANIME; USURPATION ET EXIL DE DON MIGUEL. — L'ABSOLUTISME SE MAINTIENT; INDÉPENDANCE DU BRÉSIL RECONNUE (1825).

Mauvais gouvernement de Jean VI au Brésil.

Durant les huit années de son exil, le nouveau roi n'avait que trop montré ce qu'il fallait attendre de son gouvernement. Il avait cependant trouvé une riche matière d'heureuses réformes et de faciles bienfaits dans ce Brésil où il venait de se réfugier. Un immense territoire mal divisé et mal défendu, des fortifications ruinées, une marine appauvrie, la sécurité nulle, l'agriculture languissante, les mines devenues infécondes, le commerce accablé soit par des monopoles tyranniques soit par la contrebande et l'importation étrangère, et, pour remédier à tous ces maux, les plus merveilleuses ressources dont la nature puisse doter un pays. Quel fut au contraire l'inévitable résultat des mesures auxquelles Jean VI eut aussitôt recours? Non-seulement de retirer au royaume de Portugal les bénéfices, quelquefois injustes, il est vrai, d'une suprématie séculaire; mais de sacrifier, du même coup, les planteurs et les négociants brésiliens à la concurrence extérieure, par l'ouverture soudaine de tous les ports aux produits étrangers. Il va sans dire que les plus beaux fruits de cette liberté commerciale furent réservés à l'Angleterre, en récompense des grands services qu'elle ne cessait de rendre en Europe à la maison de Bragance. Tandis que toutes les provenances des pays étrangers étaient soumises à un droit de vingt-quatre pour cent, et celles du

Portugal même à un droit de seize, le cabinet de Saint-James obtint que la plupart de celles qui viendraient d'Angleterre ne payeraient que quinze, et cette importante différence ne tarda pas à convertir aussi le Brésil en colonie anglaise. Quelques années après cette funeste concession, presque toutes les maisons de commerce brésiliennes ne furent plus en état de continuer leurs affaires; la banque même tomba en faillite.

Ainsi en fut-il de presque tous les efforts que le gouvernement tenta alors pour la civilisation du Brésil. S'il eut, en effet, raison d'abolir l'odieuse obligation où les familles brésiliennes étaient auparavant d'envoyer leurs enfants à l'Université de Coïmbre, n'était-il pas insensé d'instituer une Académie dont le pays n'offrait aucun élément? Ce qu'il fallait à ces peuples encore à demi sauvages, à ces planteurs grossiers, à ces farouches mineurs, c'était, non ces fastueuses créations de la science européenne, convenables seulement à certains pays et à quelques hommes, mais des écoles modestes, où leurs enfants auraient appris la valeur de la civilisation, en recevant des notions de lecture, d'écriture et d'arithmétique. Une telle institution, moins flatteuse, il est vrai, pour la vanité du fondateur, aurait été utile au lieu de n'être qu'une coûteuse parodie.

Une conséquence non moins funeste de ce triste gouvernement fut la profonde démoralisation que la cour des Bragances apporta sur cette terre encore vierge. Le travail seul y avait jusqu'alors été en honneur. Ce fut désormais le luxe, et, avec le luxe, le jeu, les fêtes, les galanteries. Et tout cela tandis que les Portugais d'Europe reconquéraient trois fois sur la France leur patrie envahie!

Insurrection de 1820 en Portugal.

Le rétablissement de la paix générale, en rendant à Jean VI toute l'étendue de sa puissance, n'apporta malheureusement aucun remède aux vices nombreux de cette administration. Tout au contraire, le Portugal y perdit encore; et c'est même alors seulement qu'il put voir de quelle ingratitude son dévouement avait été l'objet. Réduit à l'état de province,

de colonie, c'était au profit de Rio-Janeiro et de l'Angleterre qu'il payait désormais des impôts, qu'il entretenait des flottes, qu'il levait des armées, tandis que son propre commerce ne se relèverait pas, que le port de Lisbonne demeurerait désert, et que la concurrence étrangère régnerait sans partage sur les rivages de l'Amérique. Or, ce n'étaient ni les Açores, ni les colonies d'Afrique, ni Goa, ni Madère même, qui pouvaient suppléer pour lui à la perte du Brésil. Il ne lui restait donc plus qu'à cultiver ses terres et à échanger les produits de son agriculture contre ceux de l'industrie anglaise, sans espérance de recouvrer ni prospérité, ni rang dans le monde.

Il se lassa enfin du sort indigne qu'un prince ingrat osait lui faire; et, à peine les révoltés de l'île de Léon avaient-ils appelé l'Espagne à l'insurrection, que leurs cris de liberté trouvèrent un écho en Portugal. C'est Oporto qui eut l'honneur de les répéter la première, malgré toutes les mesures auxquelles les régents recoururent aussitôt pour étouffer l'explosion de la colère publique. Le chef du mouvement était le brave colonel du 18e régiment d'infanterie, Bernardo Correâ de Castro e Sepulveda. La première réunion des libéraux eut lieu dans la nuit du 23 au 24 août 1820. On y adopta pour cri de ralliement : *Vivent le roi, les cortès et la constitution;* et pour excuse : « Le droit qu'ont les hommes de lutter contre le malheur. » C'étaient les idées que la France avait formulées en 1789, qui maintenant éclataient dans la Péninsule.

Dès que parut le manifeste où les constitutionnels portugais mettaient en regard l'état présent de leur pays et son ancienne prospérité, tout ce qu'il exprimait s'accordait si précisément avec le sentiment public, que tous les habitants d'Oporto, citoyens, soldats, magistrats, répétèrent unanimement le cri d'indépendance dont on leur donnait le signal. Encouragés par ce premier succès, les conspirateurs décrétèrent l'établissement d'une junte provisoire, dont les membres seraient choisis dans tous les ordres, sans autre considération que celles du courage, des lumières et du patriotisme. C'est ainsi qu'on avait naguère repoussé l'étranger;

c'est ainsi qu'on se flattait aujourd'hui de conquérir la liberté.

La cause des libéraux était si bien celle même de la nation que, renfermée d'abord dans les murailles d'Oporto, l'insurrection ne tarda pas à se répandre sur une grande partie du royaume. En vain lança-t-on contre elle le général Vittoria et le comte d'Amarante. Après avoir si longtemps combattu pour l'indépendance, leurs soldats refusèrent de combattre cette fois pour le despotisme, et Lisbonne profita de leur absence pour se déclarer dans le même sens. La junte nouvelle, qui se réunit dans cette ville, proclama alors la déchéance des régents; et, adoptant pour base des libertés portugaises la constitution de Cadix, elle s'empressa d'annoncer qu'elle réunirait au plus vite les cortès, non d'après les anciennes formes de la féodalité, mais d'après les principes de l'égalité moderne, afin que le pays fût appelé à décider lui-même de ses destinées.

Le Portugal était donc libre et l'administration de la junte n'y rencontrait déjà aucune résistance, lorsqu'arriva le maréchal Beresford, avec le titre de vice-régent et des pouvoirs illimités. Bien qu'il les tînt de Jean VI lui-même, et que les Portugais n'eussent aucunement l'intention de renverser *l'adorable maison de Bragance*, il ne put obtenir qu'on les reconnût. Il n'osa pas braver l'effervescence populaire, et, après quelques jours d'attente, il prit le parti de faire voile vers l'Angleterre. Il y avait assez longtemps qu'il régnait à Lisbonne, et l'on savait que la liberté naissante n'avait pas de plus redoutable ennemi.

Insurrection du Brésil; Jean VI cède, puis révoque ses promesses; don Pédro régent du Brésil.

La liberté est contagieuse, et à peine sut-on au Brésil que les Portugais venaient de secouer le joug, que le désir de les imiter s'y empara de bien des esprits. Les motifs de l'insurrection étaient d'ailleurs à peu près les mêmes en Amérique et en Europe. Bahia fut la première à se déclarer en ce sens; le Para fit de même; Pernambucco s'agita ensuite, et l'on put craindre que Rio-Janeiro ne se laissât entraîner elle-

même, malgré la présence du roi qui y résidait depuis treize ans.

Placé entre ces deux révolutions, le faible Jean VI ne savait trop à quoi se résoudre. Devait-il résister? valait-il mieux fléchir aux circonstances? S'il en eût cru ses ministres, il n'y avait pourtant pas lieu d'hésiter. Il fallait, lui disaient-ils, invoquer aussitôt les secours de l'Angleterre, bloquer Lisbonne, bloquer Oporto, et, si les Portugais ne rentraient dans l'obéissance, étouffer sous la violence une insurrection criminelle, certain que la révolte du Brésil s'apaiserait ensuite d'elle-même. Mais telle n'était pas l'opinion de don Pédro, le fils aîné du roi. Plein de pitié pour les maux qu'enduraient réellement les sujets de son père, ce jeune prince le suppliait chaque jour de ne pas dédaigner cette noble gloire de réformateur à laquelle ses peuples le conviaient, et Jean VI allait de l'un à l'autre avis sans jamais se fixer, tantôt résolu à satisfaire le vœu public, tantôt prêt à embarquer don Pédro pour Gibraltar, afin d'y apprendre l'obéissance sous les verrous anglais.

Il finit par une demi-mesure. Comme don Pédro et le comte de Palmella ne cessaient de plaider la cause de la liberté, il consentit, en effet, à la réunion immédiate d'une commission chargée de rechercher les réformes les plus nécessaires, et cette commission, dont il désigna lui-même les membres, ne renferma guère que des courtisans. C'était accorder et refuser en même temps. Personne ne prit au sérieux la concession qu'il venait de faire, et l'agitation n'en fut que plus redoutable.

Elle devint telle, que Rio-Janeiro ne tarda pas à se lever tout entière, à réclamer les libertés promises, et à solliciter les troupes incertaines. Jean VI et ses fiers ministres furent alors trop heureux de trouver don Pédro pour médiateur. Monté à cheval dès le matin, celui-ci n'avait cessé de parcourir la ville, encourageant d'une part le peuple à la modération, invitant de l'autre son père à un sacrifice dont des conseillers aveugles pouvaient seuls lui dissimuler l'impérieuse nécessité. Ce que n'avait pu la raison, la peur le fit enfin : Jean VI conféra ses pouvoirs à don Pédro, et

lui ordonna d'aller annoncer au peuple que ses désirs seraient satisfaits.

A peine don Pédro avait-il achevé la lecture du décret royal où Jean VI s'engageait à ratifier la constitution votée par les cortès de Lisbonne, en ajoutant le serment de n'y jamais manquer, que l'insurrection fit place à l'enthousiasme. Le roi résidait alors à la campagne. On y courut aux cris de *Vive le roi constitutionnel!* on détela sa voiture; on l'amena à Rio-Janeiro; et là, du haut de son balcon, il confirma, en présence de tous les citoyens, toutes les promesses que son fils venait de leur faire en son nom. On dit même qu'ému par les protestations d'amour dont il se voyait comblé pour prix de ses serments, Jean VI se tourna vers ses ministres en s'écriant: « Que ne m'avez-vous fait con- « naître plus tôt les désirs de mon peuple? Je n'aurais pas « tant attendu pour le rendre heureux. » Malheureusement, si Jean VI avait assez de bonhomie pour prononcer ces paroles, il n'avait pas assez de fermeté pour y conformer longtemps sa conduite.

Jean VI allait, en effet, s'embarquer pour le Portugal, où l'appelait le vœu du peuple, lorsque les électeurs de Rio-Janeiro, réunis dans la grand'salle de la Bourse, pour le choix des députés qu'ils enverraient à Lisbonne, prièrent le roi de venir renouveler l'engagement solennel d'obéissance à la constitution. Peut-être une telle demande était-elle inopportune, puisque cette assemblée d'électeurs n'avait pas de caractère officiel, et qu'un premier serment devait suffire; mais enfin Jean VI répondit qu'il y consentait, et dès lors, il n'avait aucun motif de se montrer irrité.

Or on apprit presque aussitôt que des troupes venaient de se ranger autour de l'assemblée, et, quelque réclamation qu'on pût faire, elles ne tardèrent pas à la cerner complétement. Les électeurs étaient sans armes; car comment s'attendre à un pareil guet-apens? Les soldats n'en firent pas moins usage des leurs; et la terreur fut telle que parmi ceux qui ne tombèrent pas sous les balles, les uns périrent étouffés, les autres dans les flots qui baignaient les murs de la Bourse. Cinq jours après ce beau triomphe, Jean VI mit à la

voile, sur un vaisseau de ligne qui portait son nom, et avec toute sa famille, hormis don Pédro, auquel il confia la difficile régence du Brésil.

Le plan de ses ministres n'était pas moins perfide à l'égard des libertés portugaises. Posté aux Açores, Jean VI devait, suivant eux, envoyer de là à Lisbonne, l'impétueux Sévériano ; et, tandis que cet actif soldat du despotisme y préparerait la victoire de la réaction, il seconderait lui-même ses efforts par les menaces de l'Angleterre. Mais les cortès nationales intimèrent aussitôt à Sévériano l'ordre positif de ne débarquer sur aucun point du rivage portugais, et Jean VI ne déjoua pas moins ses conseillers par le refus de s'arrêter aux Açores. Il voulait, au contraire, ne pas suspendre un moment son voyage, et arriver à Lisbonne aussi promptement qu'il lui serait possible. Ce fut le 3 juillet 1821 qu'il aborda au port de cette ville, le visage rayonnant, et parmi les témoignages de l'affection la plus sincère.

Jean VI jure la constitution portugaise; intervention de l'Europe dans la Péninsule.

Malgré les tristes scènes qui venaient d'ensanglanter Rio-Janeiro, rien n'autorise à affirmer que le faible Jean VI, en se montrant si joyeux, et même en jurant, dès le lendemain, l'observation scrupuleuse de la constitution, ne suivit pas les sincères mouvements de son cœur inconstant. Ainsi, ces libertés pour lesquelles l'Espagne endurait alors tant de souffrances, et qu'aucune nation n'obtient sans lutte, le Portugal s'en trouvait tout à coup doté, sans qu'il lui en eût coûté un seul combat ni un seul homme, grâce à la seule bonne volonté d'un prince qui croyait reconnaître la voix de Dieu dans celle de ses sujets. Heureux ce pays, si ses libertés eussent été plus durables, s'il eût eu un roi plus habile, et si, à défaut de la grandeur à laquelle il ne lui était plus permis de prétendre, il eût goûté les douceurs de la prospérité et de la paix !

Mais à peine cette grande nouvelle eut-elle franchi les Pyrénées : « Toute la Péninsule s'est levée au nom de la liberté ! » que tous les princes qui avaient frappé en Napoléon la plus

glorieuse personnification de la révolution française, redoutèrent pour leurs états la terrible explosion des mêmes idées. Ils venaient justement de conclure une nouvelle sainte-alliance qui mettait en commun toutes les forces du despotisme contre l'émancipation des peuples. Ils s'empressèrent de faire part à Ferdinand VII et à Jean VI de tout le déplaisir, de toutes les alarmes, que leur causait et la conduite de leurs sujets et leur coupable indulgence. Ils leur montraient la révolution renaissante, la religion trahie, tous les trônes ébranlés par des concessions qui ne tarderaient pas elles-mêmes à paraître insuffisantes; et, dans le cas où ils seraient tentés de reprendre ce qu'ils avaient accordé, ils leur offraient et leurs armées et leurs trésors. Tous les rois n'étaient-ils pas solidaires les uns des autres? et sur quelque point de l'Europe que le libéralisme essayât de renaître, leur devoir n'était-il pas de se coaliser aussitôt pour en étouffer au plus vite le germe détesté?

Nous n'avons pas à rappeler ici avec quelle ardeur le roi d'Espagne, Ferdinand VII, accueillit ces avertissements et ces offres. Profondément imbu des traditions despotiques de la royauté espagnole, il haïssait toute liberté; et, s'il avait juré de la respecter, c'est que la peur lui avait seule dicté son serment. Il n'en fut pas ainsi de Jean VI. Loin de prêter l'oreille aux suggestions de l'Europe absolutiste, loin d'invoquer les baïonnettes de la sainte alliance, il voulut laisser aux cortès le soin de rédiger la constitution portugaise, et, lorsqu'elle fut achevée, il se hâta de la ratifier, en imposant le même serment à tous les princes et dignitaires, sous peine d'exil et de dégradation (1er octobre 1822). La reine elle-même ne fut pas à l'abri de cette obligation rigoureuse. Comme elle refusait de souscrire à la constitution, sous prétexte qu'elle s'était interdit tout serment *bon ou mauvais*, elle reçut l'ordre de quitter le Portugal, et elle ne dut qu'à sa santé, la permission d'habiter seule le château de Ramalhão, loin de Lisbonne et de la cour.

Et cependant combien devait-il sembler pénible à un roi naguère absolu d'accepter la constitution que venaient de voter les cortès de Lisbonne! Ni les libertés constitutionnelles

de la France, ni même celles de l'Angleterre, n'avaient suffi au libéralisme aventureux des réformateurs portugais. Ils n'avaient pas hésité à proclamer le suffrage universel, sans autre garantie que l'âge de vingt-cinq ans et une moralité notoire; et, afin qu'il n'y eût pas d'interruption dans l'exercice de la puissance législative, ils avaient ajouté que, pendant l'intervalle des sessions, une commission de sept membres élus serait chargée de veiller au maintien de la constitution. De sorte que l'autorité ministérielle n'était plus que nominale, et qu'il ne restait à la royauté que de vains honneurs. Le roi n'avait pas même le *veto* suspensif.

Si partisan qu'on puisse être de la liberté, il est incontestable que les cortès, en agissant ainsi, n'avaient assez tenu compte ni des circonstances, ni des traditions nationales. Le peuple portugais n'était vraiment pas en état de s'administrer lui-même, et par la voie du suffrage universel. Or, il n'y a de progrès solides que ceux qui s'accomplissent avec la sanction du temps. Il y a plus : c'est que le suffrage universel devait être plutôt défavorable que propice à la liberté du Portugal, puisque les masses y étaient encore soumises à l'influence de la noblesse et du clergé. C'est dans les classes moyennes que se trouvaient alors toutes les lumières, tout le libéralisme. C'est à elles qu'il fallait donner le gouvernement, en attendant que la nation devînt capable de s'y associer tout entière. Tel fut le résultat de l'inexpérience politique à laquelle un long despotisme avait condamné le Portugal. En ne portant pas une main assez vigoureuse sur les vieux abus du moyen âge, les cortès négligèrent d'ailleurs l'occasion d'attacher irrévocablement le peuple à la cause de la révolution.

Les cortès irritent le Brésil, qui s'érige en empire sous don Pédro (1822).

Ces graves erreurs des premiers réformateurs portugais avaient déjà rendu quelque espérance aux ennemis de la liberté, lorsque l'assemblée s'engagea étourdiment dans une affaire presque insoluble. Il ne s'agissait de rien moins que de dépouiller le Brésil de la plupart des droits dont il était

investi depuis 1807, et de le ramener tout à coup au rang de simple colonie, avec tous les anciens monopoles de navigation et de commerce que ce titre impliquait. Que fut-ce quand les cortès eurent ajouté à ce décret l'ordre intimé à don Pédro de revenir aussitôt en Europe, et, bien qu'il fût marié, de voyager durant plusieurs années sous la conduite d'un gouverneur !

Il était pourtant fort aisé de pressentir les funestes conséquences d'une telle résolution. A peine fut-elle connue que les Brésiliens jurèrent tous de ne pas souffrir le rétablissement de la tyrannie, et de défendre jusqu'à la mort cette liberté dont ils avaient goûté les fruits. Outre la conscience de leur propre force, ils connaissaient trop bien la faiblesse de la métropole pour que le succès leur parût douteux. Le chef de cette puissante insurrection fut Andrada, dont la famille exerçait une influence presque souveraine sur la province de Saint-Paul.

Le régent don Pédro affecta au contraire de ne pas s'élever contre la volonté des cortès portugaises. Mais, soit qu'il fût secrètement irrité du rappel et de l'exil qu'elles lui imposaient ; soit qu'il craignît de voir le Brésil s'ériger en république, s'il refusait de suivre l'impulsion nationale, il ne persévéra pas longtemps dans cette obéissance ; et, tandis que les députés brésiliens s'empressaient de quitter la ville de Lisbonne pour protester contre les mesures oppressives dont leur patrie y était l'objet, il consentit à accepter à Rio-Janeiro d'abord le titre de protecteur constitutionnel, puis celui d'empereur.

C'est le 12 octobre 1822 que cette déclaration d'indépendance fut proclamée. Elle compléta l'affranchissement de l'Amérique méridionale à l'égard de l'Europe ; et l'on pouvait être d'autant plus assuré du succès que les cortès ne disposaient nullement des ressources nécessaires pour rétablir au Brésil l'autorité de la métropole. Confiantes dans leur propre pouvoir et dans la docilité des Brésiliens, elles venaient même de remercier tous les officiers anglais, et de désorganiser l'armée portugaise dont ils étaient les créateurs.

Réaction des absolutistes sous la conduite de don Miguel (1824).

Malgré tous les périls auxquels la révolution portugaise semblait prendre plaisir à s'exposer, la première tentative que le comte d'Amarante dirigea contre elle échoua complétement (23 février 1823). En vain avait-il eu soin de placer en avant le noble désir « *de mettre le roi en liberté, et de rendre au peuple son bonheur avec ses anciennes lois;* » il fut proscrit; et, repoussé du Portugal par les soldats des cortès, il fut réduit à aller offrir ses services à M. le duc d'Angoulême, qui venait d'entrer en Espagne pour y mettre l'épée de la France au service de la sainte-alliance et de la contre-révolution. Encore M. le duc d'Angoulême crut-il devoir refuser l'assistance du comte d'Amarante, en lui faisant observer que le gouvernement français n'avait pas cessé d'entretenir les meilleures relations avec celui du Portugal.

Mais l'esprit de réaction, dont le comte d'Amarante s'était alors exagéré la puissance, n'en grandissait pas moins continuellement. Et, à vrai dire, personne n'avait plus sujet d'être content; ni la noblesse et le clergé qui intriguaient au nom de leurs priviléges et de l'intolérance; ni le peuple qui se plaignait de la stagnation du commerce et de la lenteur des réformes. Au lieu d'en accuser ou l'insuffisance des députés, ou la malveillance des absolutistes, ou l'inévitable malaise que les plus utiles révolutions entraînent pour quelque temps après elles, on en arriva malheureusement à accuser la liberté elle-même; et telle fut bientôt la force de ce funeste sentiment que, parmi ceux-là mêmes qui s'étaient le plus ouvertement prononcés pour elle, beaucoup abjurèrent leurs espérances comme une illusion passagère. La même pensée venait d'arrêter la régénération de l'Espagne; seulement il avait fallu à Ferdinand VII l'appui de la France pour rétablir le despotisme, tandis qu'en Portugal la réaction ne tarda pas à se suffire.

Ce fut par l'armée que cette réaction s'opéra, c'est-à-dire par le corps même qui avait donné le signal de l'indépen-

dance. Les cortès avaient envoyé un corps de troupes vers la frontière espagnole, afin d'y surveiller les actives menées du comte d'Amarante : les chefs à la conduite desquels elles étaient confiées, intriguèrent si bien, que, secondés d'ailleurs par l'assistance secrète de Ferdinand VII et de la sainte-alliance, ils réussirent à leur persuader l'excellence du despotisme. Égarées par l'habituelle mobilité des masses, par l'exemple de l'Espagne, et par la stérilité de la révolution qu'elles avaient naguère accomplie elles-mêmes, celles-ci crurent faire acte de patriotisme en reniant leur passé et en s'insurgeant au nom de la royauté, comme tout à l'heure au nom de la nation.

Les révoltés ne tardèrent pas à trouver un chef : car parmi ceux qui avaient juré la constitution, combien n'y en avait-il pas qui fussent disposés à oublier leurs serments! A peine étaient-ils parvenus à Villa-Franca que don Miguel vint en effet les rejoindre et se mettre à leur tête. Frère puîné de don Pédro, don Miguel était en tout l'opposé de ce prince. Ignorant, fanatique et cruel, il n'aimait que la chasse ou les combats de taureaux, et n'avait d'autre société que celle de quelques sous-officiers, dont il partageait les grossiers plaisirs. Malgré toute la bassesse de ses habitudes, don Miguel était la plus chère espérance du parti absolutiste, les délices de la cour et le préféré de la reine-mère. Son véritable désir était sans doute de conquérir la couronne de Portugal, et de réduire don Pédro à Rio-Janeiro, tandis qu'il règnerait lui-même à Lisbonne.

On ne peut s'empêcher de rougir pour le Portugal, lorsque l'on voit la conduite que tinrent, en cette circonstance, et Jean VI et son peuple. Autant naguère ils paraissaient passionnés pour la liberté, autant maintenant ils la rejettent et la maudissent. « *Vive le roi absolu! Meurent la nation et la constitution!* » tels sont les seuls cris que profèrent les soldats, le peuple, les grands seigneurs, les moines et le roi. Les mêmes scandales avaient quelque temps auparavant déshonoré Madrid, en faveur de l'odieux Ferdinand VII.

Ce fut bien mieux encore le jour où Jean VI rentra comme roi absolu dans sa capitale. On ne se contenta pas d'aller jus-

qu'à quelques lieues au-devant de lui, malgré la chaleur et la poussière du mois de juin. On détela sa voiture, on se disputa l'honneur de le traîner jusqu'à sa bonne ville de Lisbonne, en renouvelant les *relais*, afin qu'un plus grand nombre de Portugais eussent part à ce bonheur. Il semblait que l'on voulût célébrer quelque grand triomphe national; que Jean VI fût Albuquerque ou Gama; et pourtant il ne s'agissait en effet que de fêter la liberté opprimée; tandis que ceux qui avaient essayé d'en doter leur pays, s'estimaient trop heureux de trouver un asile sur les vaisseaux étrangers mouillés dans le port; tandis que ceux qui continuaient à l'aimer cachaient leur douleur comme un crime.

Vinrent ensuite les récompenses qu'un si beau zèle n'avait que trop bien méritées. A défaut de décorations, qu'il fallait craindre d'avilir en les prodiguant, ou de dons que les finances de l'État ne permettaient pas de faire, on imagina de frapper une médaille d'or et d'argent, dont l'effigie reproduirait les traits adorés de Jean VI; et tel fut l'empressement que chacun mit à l'obtenir, qu'au bout de quelques jours, la moitié de Lisbonne la portait sur ses habits. Les malintentionnés l'appelèrent l'ordre de la poussière, en souvenir de la chaleur et de la poussière que les partisans de l'absolutisme avaient si glorieusement affrontées pour s'atteler au char de Jean VI. Quant aux chefs de ce grand mouvement, Jean VI, qui les avait proscrits la veille, n'eut rien à leur refuser après le succès. Don Miguel devint donc généralissime; le comte d'Amarante reçut un marquisat et une pension de douze mille livres, et la reine même, qui depuis si longtemps ne paraissait plus à la cour, fut suppliée d'y revenir pour y jouir d'une victoire qui était surtout l'œuvre de ses soins.

Il est certain que la victoire était complète. La charte fut brûlée, toutes les innovations furent détruites, et la réaction n'épargna pas même les innocentes pierres du monument élevé à la constitution sur la place de Rocio. Il semblait que tout ce qu'avait fait la liberté fût criminel ou absurde, et l'on vit aussitôt refleurir sur les débris de cette liberté, l'ancien Portugal, tel qu'il était, en effet, avant ces exécrables

années, c'est-à-dire avec ses privilèges nobiliaires, avec ses moines innombrables, avec ses rivalités provinciales, avec l'inquisition, avec la paresse et l'abrutissement. Ainsi, deux fois en un siècle, le Portugal avait eu l'occasion de se régénérer : sous Pombal, au moyen du despotisme; sous les cortès, au moyen de la liberté; et deux fois il n'en avait pas profité. Lorsqu'une nation se conduit ainsi, il faut avouer qu'elle mérite sa décadence.

L'esprit libéral se ranime; usurpation et exil de don Miguel.

Toutefois les ministres de Jean VI poussèrent si loin la manie de l'imitation rétrospective, qu'en rétablissant aussi tous les impôts sur l'ancien pied, ils lassèrent quelque peu l'enthousiasme populaire. Tandis que les masses recommençaient à murmurer, quelques citoyens plus hardis exprimèrent hautement leurs regrets, et le marquis de Loulé, grand écuyer, en profita pour révéler au roi les dangers auxquels on exposait le trône sous prétexte de le raffermir. Jean VI parut disposé à l'en croire, et l'on put craindre à la cour qu'il n'inclinât de nouveau vers la liberté.

C'était l'instant précis qu'épiait l'ambition de don Miguel et la haine de la reine. Il leur semblait que leur puissance n'était pas encore assez grande, et la mobilité de Jean VI les effrayait pour le despotisme renaissant. Ils eurent pour auxiliaires tous ceux qui redoutaient aussi la résurrection des réformes. Cependant, le marquis de Loulé était l'obstacle le plus redoutable que rencontrassent leurs desseins. Il mourut tout à coup, et telle était l'impatience de ses assassins qu'ils ne craignirent pas de le frapper dans le palais de Salvaterra, presque sous les yeux du roi (29 février 1824). Dans la première émotion de ce spectacle, Jean VI eut beau promettre vengeance aux amis de ce vertueux citoyen; l'enquête qu'il ordonna faisait remonter si haut la responsabilité de ce meurtre, qu'il n'osa pas le poursuivre, et le noble marquis de Loulé fut seulement vengé par la haine croissante que don Miguel et la reine inspiraient à tout ce qu'il y avait de bons Portugais. Jean VI restait donc seul, et il n'y avait plus qu'à

agir. C'est ce que fit don Miguel, dès qu'il put croire que ses calomnies, ses flatteries et ses promesses avaient suffisamment disposé les troupes à exécuter tous les ordres de leur généralissime.

Il était nuit, et rien, dans Lisbonne, n'annonçait que la tranquillité publique fût menacée, lorsque don Miguel sort inopinément du palais, parcourt les casernes, fait réunir les soldats et leur annonce qu'un complot formidable, tramé par les francs-maçons, va éclater contre la vie et le gouvernement du roi son père. Qu'ils se hâtent donc de prendre leurs armes et de le suivre, car le temps presse, et il faut qu'aucun des coupables n'échappe au sort qu'il mérite. Il va sans dire qu'on crut l'infant, et que les divers régiments vinrent aussitôt prendre position autour du palais. Don Miguel comptait surtout sur un bataillon de chasseurs dont tous les chefs étaient ses partisans. C'est de celui-là qu'il fit choix pour la garde des appartements intérieurs, et il ajouta à toutes ces précautions l'ordre d'arrêter non-seulement les ministres, mais toutes les personnes dont il connaissait la haine ou les opinions libérales. Tel fut le succès de ces premières mesures, que de toutes les arrestations qu'il avait indiquées, une seule manqua. Ce fut celle du comte de Subserra, naguère aide de camp et maintenant ennemi irréconciliable de l'infant, qui se trouvait au bal de l'ambassade anglaise. On le prévint et il chercha un asile dans l'hôtel de l'ambassadeur français, M. Hyde de Neuville.

Maître du palais et des troupes, don Miguel ne tarda pas à l'être aussi de Lisbonne, dès que le bruit d'une grande conspiration déjouée pendant la nuit s'y fut accrédité. La reine et son fils ne doutaient plus du prompt accomplissement de leurs coupables désirs. Pour les manifester en entier, ils n'attendaient que l'heureuse impression de leurs proclamations au peuple et à l'armée, tandis que la stupeur où tant d'arrestations inattendues plongeaient toute la ville, réduirait leurs ennemis à l'impuissance.

Mais leurs espérances furent rapidement déçues. A peine M. de Neuville a-t-il appris ce qui se passe, qu'il pénètre le sens de tous ces préparatifs; et que, suivi de tout le corps

diplomatique, il court au palais de Bemposta pour y sauver le roi. Comme on essaye de lui en interdire l'accès au nom de l'infant : « Sachez, dit-il, que c'est le roi de France qui demande à parler au roi de Portugal, et que, si l'on pardonne à un fils de roi qui s'égare, on pend ses complices. » Et en même temps, il s'élance, l'épée à la main, à travers les soldats interdits, jusqu'à la chambre du dais que lui indique le chevalier de Mascarenhas. Jean VI s'y trouvait presque seul et pleurant, lorsque M. de Neuville y entra. Quand il lui demanda de quel complot il était menacé : « Je n'ai rien vu, rien entendu, répondit-il, je ne sais rien de ce qui se passe ; je suis prisonnier, et personne n'a voulu m'assassiner. »

Cependant tous les ambassadeurs avaient rejoint M. de Neuville. On proposa au roi de garantir sa liberté ; et, comme le séjour de Lisbonne ne lui présentait pas assez de sécurité, sir Ed. Thornton y ajouta l'offre de le conduire à bord du *Windsor-Castle*, sous la protection du canon anglais. Jean VI reprit alors courage et accepta ; mais il voulait à tout prix dissimuler sa fuite, et lorsque quelques jours après, il quitta le palais de Bemposta, ce fut sous le prétexte d'aller habiter celui de Coxias, au bord de la mer. Au lieu de s'y rendre en effet, avec le corps diplomatique, il s'embarqua (7 mai) sur le *Windsor-Castle*, tandis que don Miguel continuait de régner à Lisbonne.

C'est de là seulement que Jean VI osa ordonner à son fils de renoncer au titre de généralissime, de remettre en liberté tous les captifs, et de comparaître aussitôt devant lui. Don Miguel, à qui lord Beresford se chargea de remettre ce décret, n'essaya pas de résister et vint même trouver son père. Dès qu'il eut mis le pied sur le vaisseau anglais, on lui déclara qu'il y était prisonnier (9 mai 1824). Là s'arrêta la vengeance du faible Jean VI. Trompé par la franchise de ses aveux et par l'apparente humilité de son repentir, il se contenta de lui adresser des reproches, et poussa même l'indulgence jusqu'à instituer une commission, pour rechercher, disait-il, les véritables auteurs de la conspiration dont il avait failli devenir la victime. Quelques jours après, don

Miguel mit à la voile pour la France (13 mai). Il se rendit ensuite à Vienne.

L'absolutisme se maintient ; indépendance du Brésil reconnue (1825).

Il semblait présumable que la chute de l'infant don Miguel entraînerait celle du parti qu'il représentait et que la liberté allait renaître. Il n'en fut rien ; car aucun des complices du prince ne fut puni, et le gouvernement français, dont l'ambassadeur venait de jouer un rôle si important, était mal disposé à favoriser en Portugal une cause qu'il avait proscrite à Madrid. On parla donc beaucoup de constitution, de liberté, mais sans aller plus loin que les vagues promesses, et ce fut encore aux cris de *vive le roi absolu* que Jean VI rentra dans sa capitale. Ainsi, quoi qu'il arrivât et quelle que fût la faction qui avait l'avantage, le Portugal n'avait rien à espérer pour lui-même. Toutes les querelles qui l'agitaient, n'étaient que des questions de noms propres, non de principes et de réformes.

Les deux dernières années que Jean VI passa sur le trône, furent encore signalées par l'accomplissement d'un grand et malheureux fait : l'indépendance brésilienne. Depuis le jour où le Brésil, justement irrité des atteintes que les cortès portugaises osaient porter à sa prospérité, avait résolu de rompre les derniers liens qui l'unissaient à la métropole. Jean VI n'avait jamais consenti à cette séparation, et il avait même tenté de l'empêcher en s'appuyant sur les provinces fidèles de Para, de Bahia et de Pernambucco. Mais, outre qu'il disposait de ressources bien médiocres pour une si vaste entreprise, et que les dissensions intestines en paralysaient encore une partie, il craignait de brouiller le Brésil avec la maison de Bragance. Loin d'exécuter avec zèle toutes les mesures que les cortès avaient décrétées contre ce pays, il approuvait secrètement la conduite de don Pédro. Les intérêts de sa famille le rendaient indifférent à ceux de son peuple.

Au moment de s'embarquer pour l'Europe, Jean VI avait dit à son fils : « Don Pédro, je prévois que le Brésil ne tar-

dera pas à se détacher du Portugal. En ce cas, j'aimerais mieux te voir à la tête du mouvement et prenant cette couronne, que de souffrir qu'un si beau fleuron de la couronne de Bragance tombât aux mains d'un aventurier. »

Après deux années seulement d'une guerre languissante, Jean VI, qui ne songeait qu'à se débarrasser d'une affaire épineuse, s'empressa d'accepter la médiation de l'Angleterre et de l'Autriche, et le 29 août 1825, l'indépendance du Brésil fut solennellement proclamée[1]. Le roi de Portugal, en

1. Telle est l'importance de ce document que nous le reproduisons ici textuellement :

Traité conclu, le 29 août 1825, entre S. M. I. et S. M. T. F., relatif à la reconnaissance de l'empereur du Brésil.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité,

Sa Majesté très-fidèle, ayant toujours présent à sa pensée royale le plus vif désir de rétablir la paix, l'amitié et la bonne intelligence entre deux nations que les liens les plus sacrés devraient unir dans une alliance perpétuelle, afin d'accomplir ce but important, d'augmenter la prospérité générale, et d'assurer l'existence politique et les destinées futures du Portugal, aussi bien que celles du Brésil, et désirant écarter tout obstacle qui pourrait empêcher ladite alliance entre les deux États, reconnaît, par son diplôme du 13 mai 1825, au Brésil, le titre d'empire indépendant et séparé du royaume de Portugal et d'Algarve, et son bien-aimé et estimé fils, don Pédro, comme empereur, cédant et transférant de sa pleine et libre volonté la souveraineté du susdit empire à son fils et à ses successeurs légitimes, se réservant seulement le même titre ; et les deux augustes souverains, agréant la médiation de Sa Majesté Britannique pour décider toutes questions préliminaires, relativement à la séparation des deux États, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté impériale, le très-illustre et excellent Luiz José de Carvalho e Mello, conseiller d'État, dignitaire de l'ordre impérial de la croix du Sud, commandeur des ordres du Christ et de la Conception, et ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères ; le très-illustre et très-excellent baron do Santo-Amaro, grand de l'empire, dignitaire de l'ordre impérial de la croix du Sud, etc. ; et aussi le très-illustre et très-excellent Francisco Villela Barbosa, conseiller d'État, ministre de la marine, grand'croix de l'ordre impérial de la croix du Sud, etc. ;

Sa Majesté très-fidèle, le très-honorable et très-excellent sir Charles Stuart, conseiller privé de Sa Majesté Britannique, grand'croix des ordres de la Tour et de l'Épée et du Bain ;

Lesquels plénipotentiaires, ayant présenté et échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus, conformément aux principes posés dans le préambule, de faire le traité suivant :

ARTICLE PREMIER. Sa Majesté très-fidèle reconnaît que le Brésil tient le rang d'empire indépendant et séparé du royaume de Portugal et d'Algarve ; elle reconnaît son bien-aimé et estimé fils, don Pédro, comme empereur, cédant et transférant de sa libre volonté la souveraineté du susdit empire à son fils et à ses successeurs légitimes, Sa Majesté très-fidèle ne s'en réservant que le titre et pour sa propre personne.

ART. 2. Sa Majesté impériale, comme témoignage de respect et d'affection pour son auguste père et seigneur, don Jean VI, consent que Sa Majesté très-fidèle prenne dans sa propre personne le titre d'empereur.

ART. 3. Sa Majesté impériale promet de ne pas agréer les offres que pourraient faire d'autres colonies portugaises de se réunir au Brésil.

ART. 4. Dorénavant, il y aura paix et alliance et parfaite amitié entre l'empire

reconnaissant son fils don Pédro pour souverain de ce pays, ne se réserva que le vain titre d'empereur, afin sans doute de perpétuer au moins la trace de l'ancienne domination du Portugal sur le Brésil. Quant à la question de succession, elle fut écartée avec soin, don Pédro espérant bien de réunir un jour les deux couronnes sur sa tête. Ainsi se consomma l'émancipation coloniale dont l'invasion du duc d'Abrantès avait donné le signal en 1807, de même que l'avénement de Joseph Bonaparte en Espagne donna le branle à l'affranchissement des colonies espagnoles. Ces deux conquêtes si passagères de la France ont donc laissé des résultats bien durables : pour le Portugal et pour l'Espagne une perte im-

du Brésil et les royaumes de Portugal et d'Algarve, et oubli total de toutes les dissensions qui ont existé entre les deux nations.

ART. 5. Les sujets des deux nations, Brésiliens et Portugais, seront traités dans les États respectifs comme ceux des nations les plus amies et les plus favorisées, et leurs droits et biens seront protégés religieusement : il est toujours bien entendu que les propriétaires de biens-fonds seront maintenus dans la possession paisible de leurs biens.

ART. 6. Tous biens, soit meubles, soit immeubles, confisqués ou séquestrés, et appartenant aux sujets des deux souverains du Brésil ou du Portugal, seront restitués aux propriétaires avec leurs arrérages, déduction faite des dépenses de l'administration, ou les propriétaires seront autrement indemnisés, conformément au mode établi dans l'art. 8.

ART. 7. Tous les navires et cargaisons capturés seront restitués, ou les propriétaires seront indemnisés de la même manière.

ART. 8. Une commission nommée par les deux gouvernements et composée d'un nombre égal de Brésiliens et de Portugais, sera chargée d'examiner les affaires dont traitent les art. 6 et 7; mais il est toujours entendu que les réclamations doivent être faites dans l'espace d'un an après la formation de la commission, et que, dans le cas d'une diversité d'opinion et d'une égalité de voix, le représentant du souverain médiateur en décidera : les gouvernements statueront sur les fonds qui serviront à payer les indemnités réclamées.

ART. 9. Toutes créances publiques entre les deux gouvernements seront réciproquement reçues et décidées, soit par la voie de restitution de l'objet réclamé, soit moyennant une indemnité pour la valeur entière, et pour faire justice à ces réclamations, les deux hautes parties contractantes conviendront de faire une convention directe et spéciale.

ART. 10. Dorénavant, les relations civiles des nations brésilienne et portugaise seront rétablies en payant réciproquement un droit de 15 pour 100, comme droit provisoire de consommation; les droits de réexportation et ceux sur le transport de la cargaison d'un navire resteront toujours comme ils étaient avant la séparation.

ART. 11. L'échange réciproque de la ratification du traité sera fait dans la ville de Lisbonne, dans l'espace de cinq mois, ou moins, si cela est possible, à compter de la date de la signature du traité actuel.

En témoignage de quoi, nous, les soussignés plénipotentiaires de Sa Majesté impériale et de Sa Majesté très-fidèle, en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, signons le présent traité et y apposons le sceau de nos armes.

Signé : CHARLES STUART; LUIZ JOSÉ DE CARVALHO E MELLO, baron de Santo-Amaro, FRANCISCO VILLELA BARBOSA.

mense, irréparable; pour l'Amérique méridionale, la liberté et un avenir nouveau.

Ce fut au commencement de l'année suivante que Jean VI mourut, à l'âge de cinquante-sept ans, après vingt-quatre années de régence et dix années de règne. Sa mort fut si rapide, et accompagnée de tant de vomissements, de défaillances, de convulsions, que l'on ne voulut pas croire qu'elle fût naturelle. On l'imputa à l'ambition de don Miguel, à l'aversion de la reine, à la crainte qu'inspirait aux absolutistes la faveur naissante du comte de Saldanha; et l'on répéta partout que le poison lui avait été administré dans une orange. Triste prince d'ailleurs, qui, loin de ramener son pays vers les grandes réformes de Pombal, livra d'abord sa jeunesse aux moines, et qui ne cessa ensuite de flotter entre les libéraux et les absolutistes, quoiqu'avec un penchant incontestable vers ce dernier parti. Qu'importe, après cela, que le même roi qui jura et viola tour à tour deux constitutions, qui abandonna son pays au moment du danger, qui enleva au Portugal la domination du Brésil, sans avoir jamais d'autre règle que l'intérêt de sa famille ou de sa propre sécurité, ait été en effet bienveillant et affable, puisque sa bienveillance n'épargna au Portugal aucun des maux qui le menaçaient, puisque son affabilité n'était que le signe d'une bonhomie stérile? Quelle réforme opérée, quel impôt détruit ou diminué, quel privilége aboli parle donc en sa faveur? Et cependant, livrée durant huit ans à elle-même, la nation portugaise lui avait assez montré qu'elle était digne d'un meilleur sort. Au moins méritait-elle quelque reconnaissance de la part d'un prince auquel elle s'était si généreusement dévouée et qui ne l'en récompensa que par un libéralisme d'apparat, ou par un despotisme inintelligent.

CHAPITRE XXVI.

DE LA MORT DE JEAN VI (1826) A L'USURPATION DE DON MIGUEL (1828).

DON PÉDRO RECONNU POUR ROI; CHARTE QU'IL OCTROIE; IL DONNE LE PORTUGAL A DONA MARIA, SA FILLE. — TROUBLES EN PORTUGAL A L'OCCASION DE LA CHARTE; LES ABSOLUTISTES S'INSURGENT. — REVERS DES ABSOLUTISTES; ILS NE SE SOUMETTENT PAS. — DON PÉDRO TRANSFÈRE LA RÉGENCE A DON MIGUEL; SES SERMENTS; ON EXCITE SON AMBITION. — IL NE SE SERT DE LA RÉGENCE QUE POUR PRÉPARER L'USURPATION; IL DEVIENT ROI (25 AVRIL 1828). — LES CORTÈS LE RECONNAISSENT; MAIS L'EUROPE LE REJETTE.

Don Pédro reconnu pour roi; charte qu'il octroie; il donne le Portugal à dona Maria, sa fille.

A peine Jean VI avait-il expiré, que, d'après l'antique usage de la nation, les magistrats de chaque ville portugaise se rendirent solennellement sur la place principale de leur résidence, et que le héraut s'écria du haut d'une estrade improvisée : « Pleurez! peuples, pleurez! Jean VI, votre roi est mort! Vive don Pédro votre nouveau roi! » Et tous ceux qui assistaient répondirent: « Vive notre roi, don Pédro IV! puisse-t-il régner longtemps sur nous. »

Il n'y avait pas lieu, en effet, de contester à don Pédro la légitimité de son droit. Outre qu'il était le fils aîné de Jean VI, le titre d'empereur du Brésil qu'il portait depuis trois ans, loin d'être un motif d'exclusion, ne pouvait au contraire qu'être utile en restituant au Portugal la belle colonie dont il déplorait la perte. L'infante Isabelle-Marie, sa sœur, à qui le testament de Jean VI attribuait la régence, n'eut donc qu'à réclamer le serment de tous les ordres pour l'obtenir aussitôt. C'est au nom de don Pédro que tous les juges rendaient la justice, que tous les gouverneurs administraient, que tous les généraux commandaient; c'est à son effigie que la monnaie était frappée; c'est lui enfin que toutes les nations de l'Europe, à l'exception de l'Espagne, saluaient comme le seul et véritable roi du Portugal. Rien ne manqua

à cette reconnaissance lorsque l'infant don Miguel eut écrit trois fois de Vienne à la régente qu'il désavouait d'avance tout ce qu'on pourrait faire pour abuser de sa naissance contre *l'héritier légitime du royaume, son bien-aimé frère et seigneur l'empereur du Brésil* (6 avril 1826).

Cependant le duc de Lafoès s'embarquait pour le Brésil avec une suite nombreuse afin de porter à don Pédro les hommages de ses sujets européens. Arrivé à Rio-Janeiro, il adressa au jeune empereur un discours emphatique qui lui déplut singulièrement. Ce qui l'irrita encore plus, c'est que le duc le suppliait, au nom de la nation portugaise, ou de venir lui-même résider à Lisbonne, ou de donner cette seconde couronne à sa fille aînée, dona Maria da Gloria. Aussi fit-il aux ambassadeurs une réponse assez peu mesurée, par conséquent très-maladroite, et comme on le pressait de déclarer ses intentions, il refusa brusquement de se décider si vite.

Les réflexions auxquelles il se livra, durant les semaines suivantes, le ramenèrent heureusement à des résolutions plus sages, et le mois d'avril n'était pas encore terminé, qu'il chargea l'ambassadeur anglais, lord Stwart, de porter de sa part aux Portugais une charte fondée sur celles qui régissaient la France et l'Angleterre. Moins libérale, mais plus raisonnable que celle de 1822, cette constitution s'accordait assez bien avec l'état politique et les besoins actuels du Portugal (29 avril). Trois jours après, il compléta le sacrifice, en renonçant à la pensée de gouverner à la fois le Portugal et le Brésil. Il ne se réserva que ses États d'Amérique et donna ceux d'Europe à dona Maria, sa fille, à la seule condition d'être aussitôt fiancée à son oncle don Miguel. Ainsi se flattait-il à la fois de réconcilier les partis et d'empêcher qu'un mariage étranger n'enlevât à la maison de Bragance la plus belle moitié de ses États. Dona Isabelle dut conserver la régence jusqu'à la conclusion de ce mariage, avec le duc de Cadaval, le patriarche de Lisbonne, le marquis de Vallada et le comte dos Arcos pour conseillers.

Quand l'ambitieux don Miguel apprit, à Vienne, les ré-

solutions de son frère, il ne perdit pas un instant pour jurer fidélité à la constitution nouvelle et pour solliciter les dispenses nécessaires à son mariage. Dès qu'elles furent arrivées, il voulut de plus célébrer ses fiançailles avec sa jeune nièce, et la cérémonie en eut lieu dans le palais même de l'empereur autrichien, en présence de la famille impériale. Le baron de Villa-Secca représentait la reine. Deux archiducs et M. de Metternich signèrent au contrat, et il reçut, bientôt après, de la chambre des pairs portugais, une adresse de félicitations où on l'engageait à se montrer digne des grandes espérances qu'il avait données.

Troubles en Portugal à l'occasion de la charte; les absolutistes s'insurgent.

Cependant le Portugal était en proie à de nouvelles dissensions pour la promulgation de la charte. Car, si quelques seigneurs, la bourgeoisie et une partie du peuple applaudissaient à ce retour inespéré de la liberté, tous les absolutistes, c'est-à-dire presque toute la noblesse, tout le clergé et une bonne moitié des provinces ne cachaient point leurs intentions rétrogrades. La régente Isabelle ne savait enfin trop que faire, lorsque le petit-fils du marquis de Pombal, le général Saldanha, vint la tirer d'embarras. Gouverneur du Minho, il annonça qu'il allait, de lui-même, promulguer la charte dans son gouvernement; et, pour éviter ce scandale, on lui envoya l'ordre, ainsi qu'à tous les autres gouverneurs, de n'en pas retarder davantage la promulgation. Tel fut alors l'empressement de cette nation enthousiaste à ratifier les concessions de don Pédro, qu'il eût semblé impossible de la ramener désormais au despotisme des anciens temps (31 juillet 1826).

Mais les deux chambres que cette constitution venait d'établir, d'après l'exemple de l'Angleterre et de la France, avaient à peine ouvert leurs séances, qu'en dépit de cette apparente unanimité, on y vit éclater l'antagonisme des deux partis. D'une part la chambre basse sincèrement libérale, amie du progrès et des réformes; de l'autre la chambre des pairs, imprudemment composée de grands seigneurs et de prélats,

et qui ne songeait qu'à maintenir les priviléges menacés. Don Pédro avait espéré de les attacher par ce beau titre de pairs à la cause de la liberté; ils ne profitèrent de leur réunion que pour lutter plus énergiquement contre elle. Pour donner une idée de leur opiniâtreté à cet égard, il suffira de rappeler qu'ils rejetèrent successivement toutes les lois votées par les députés, à l'exception de deux, en deux ans: l'une, qui établissait un nouvel impôt du timbre; l'autre, qui instituait, à Coimbre, une maison d'éducation pour les jeunes nègres. De sorte que la charte n'existait que de nom, et que la liberté continua d'être un droit stérile. Pourquoi seulement ne pas déjouer ces résistances systématiques par une nouvelle nomination de pairs libéraux, ainsi que le pratiquèrent bien souvent la France et l'Angleterre, lorsqu'une loi importante rencontrait trop d'opposition? Est-ce donc que le gouvernement lui-même n'était pas sincère, et qu'en donnant la liberté, il ne lui déplaisait pas de la discréditer?

Un semblable conflit devait d'autant plus encourager les absolutistes que la chambre des pairs n'était pas leur seule espérance. Ils comptaient également sur l'assistance de la reine-mère, sur la faiblesse de la régente, sur l'ignorance des campagnes, sur les prédications des moines, et, pour le jour où ils voudraient agir, sur la perfide connivence d'un bon nombre de généraux et de régiments. Suivant l'usage des absolutistes, ils s'appuyaient aussi sur l'étranger, sur la sainte-alliance, surtout sur Ferdinand VII, roi d'Espagne, qui, après avoir si indignement étouffé toutes les libertés de son peuple, ne pouvait que haïr le voisinage d'une nation libre.

Rien de plus bizarre que les raisonnements dont ce parti faisait usage pour renverser la liberté. Don Pédro, disait-il, n'avait pas le droit de promulguer une charte; et, en la donnant, il a violé toutes les vieilles lois sur lesquelles repose, depuis sept siècles, la monarchie portugaise. Mais, outre que les innovations de don Pédro ne portaient nulle atteinte au peu de questions que résolvaient les lois de Lamego, et que les constitutions des peuples ne sont pas après

tout un moule immuable qu'on ne puisse modifier suivant les circonstances et les intérêts, s'il plaît à un prince de renoncer lui-même à une partie de sa puissance en faveur de ses concitoyens, en quoi cette générosité est-elle répréhensible? C'est là une fantaisie sans doute bien rare et qu'il ne faut pas interdire lorsqu'elle se présente. Plût au ciel que les princes Portugais n'eussent jamais usé d'arbitraire qu'en faveur de la liberté!

Il y a plus. Loin d'innover audacieusement, don Pédro ne faisait que ranimer, en les améliorant, les franchises primitives de sa nation. Ce qu'il y avait de nouveau en Portugal, c'était en effet l'absolutisme des rois; c'étaient les priviléges des nobles et du clergé; c'étaient les diversités infinies, nées de l'ignorance, de la guerre civile et de l'usurpation, accident funeste et qui ne s'était que trop prolongé. Ce qu'il y avait, au contraire, d'ancien, de national et de vraiment légitime pour le Portugal, comme au reste pour toute l'Europe, c'était la royauté limitée et élective, un clergé modeste et vertueux, les cortès et la liberté. A quelque point de vue qu'on se plaçât, les absolutistes avaient donc tort, et les faits étaient contre eux aussi bien que le droit.

A défaut d'arguments plus solides, les absolutistes avaient leur or et celui de l'Espagne. En l'employant bien ils eurent aussi la force. Il y avait un mois à peu près que la nation avait ratifié la charte par des acclamations enthousiastes, lorsque quelques-uns des régiments cantonnés au nord et au sud se révoltèrent en même temps aux cris de : ***Mort à don Pédro! Mort à la constitution! Vive le roi absolu!*** Ils eurent bientôt un chef : ce fut ce même comte d'Amarante, que Jean VI avait fait marquis de Chaves en récompense de ses bons offices contre la liberté.

Revers des absolutistes ; ils ne se soumettent pas.

Les premières tentatives de cette insurrection militaire échouèrent, il est vrai, complétement, et deux fois le marquis de Chaves fut réduit à chercher un asile dans les États

de Ferdinand VII. Mais, outre qu'il y trouvait de nombreux appuis et jusqu'à des régiments portugais, fugitifs comme lui, il ne tarda pas à recevoir les nouvelles les plus encourageantes. Tellès Jordâo et Mollelos, dans l'ouest, Magesse et Canellos, dans le sud, avaient réussi à réunir une armée presque entière, et ils y proclamaient tour à tour pour souverains don Miguel, don Sébastien, le marquis de Chaves lui-même, enfin Ferdinand VII, sous le nom d'empereur des Espagnes, malgré la vieille haine du Portugal et de la Castille. Que leur importait la patrie lorsqu'il s'agissait de rétablir le despotisme?

En vain ces factieux sont-ils vaincus à leur tour par le comte de Villaflor et repoussés jusqu'aux frontières de la Castille: Ferdinand VII leur prodigue ouvertement ses secours, et leurs entreprises redeviennent bientôt assez redoutables au gouvernement portugais, pour que, désespérant de se sauver lui-même, il s'adresse à l'habituelle protectrice du Portugal, à l'Angleterre. Soit volonté de maintenir la charte constitutionnelle, soit crainte de voir le Portugal tomber quelque jour aux mains de Ferdinand VII, le ministre Canning ne rejeta pas les prières d'Isabelle. Il s'empressa même de lui envoyer six mille hommes, une petite escadre; et si peu que ce fût, le nom de l'Angleterre donnait une telle valeur à cette assistance, que les agitations intestines s'apaisèrent tout à coup; que Ferdinand VII n'osa plus soutenir aussi publiquement les soldats de l'absolutisme, et qu'on pouvait espérer le salut de la liberté, quand la mort inopinée de Canning remit tout en question. Le duc de Wellington, son successeur, avait été le plus glorieux champion de la sainte-alliance. Il ne pouvait se poser aujourd'hui en défenseur zélé des idées libérales. Il ordonna au général Clington de ne songer qu'aux intérêts anglais, de surveiller l'Espagne, et de n'épouser en Portugal ni l'une ni l'autre cause.

Aussitôt les intrigues recommencèrent, l'insurrection releva la tête, les deux chambres rentrèrent en lutte, et, la régente ne sachant plus que faire, le royaume redevint la proie de l'anarchie et de la misère.

Don Pédro transfère la régence à don Miguel; ses serments; on excite son ambition.

Émus de ces nouvelles, don Pédro n'hésita pas à déclarer que la source principale de tous ces désordres était dans la faiblesse du gouvernement. Il résolut d'y mettre ordre en envoyant dona Maria à Lisbonne, et en transférant la régence à don Miguel, son frère, fiancé de sa fille (3 juillet 1827). Bien que sa sœur, dona Isabelle, dont il avait d'abord fait choix, n'eût pas cessé de justifier sa confiance par un zèle et par un dévouement infatigable, les circonstances étaient en effet trop difficiles pour qu'une femme pût prétendre à les dominer. Elles exigeaient un homme dont l'énergie fût connue, et dont le courage pût se montrer sur les champs de bataille. Don Miguel se hâta d'accepter la dignité que don Pédro venait de lui conférer si généreusement, en lui faisant la promesse formelle de maintenir les institutions actuelles du Portugal, et de ne souffrir qu'aucune faction osât s'élever désormais contre elles, soit pour y ajouter, soit pour les détruire.

Mais ces engagements solennels furent vite oubliés. Fût-il lui-même sincère en les prenant, don Miguel n'avait guère autour de lui que des personnes disposées à lui en conseiller la violation. Et ce n'était plus seulement sa mère et ses anciens amis les absolutistes qui l'y poussaient; il s'y voyait bien plus puissamment excité par MM. de Metternich et de Wellington, de qui l'empereur du Brésil venait de solliciter l'appui pour son frère, et qui, trahissant cette confiance, ne s'appliquaient qu'à irriter l'ambition de l'infant, afin qu'il devînt ensuite l'instrument de la cause qu'ils soutenaient partout en Europe. Pour première marque de son obéissance, lord Wellington exigea qu'au lieu de se rendre aussitôt à Lisbonne, sur un vaisseau portugais, il vînt passer quelque temps à Londres, et il y fut l'objet de tant d'hommages que l'on ne pouvait douter de sa prochaine royauté. Aussi bien, le cabinet de Saint-James, en agissant ainsi, ne suivait pas seulement les impulsions de sa politique réactionnaire : il consultait surtout les intérêts du commerce

anglais. Or, don Pédro refusait en ce moment même de renouveler l'indigne traité que Jean VI avait signé en 1810, dans la première expansion de sa reconnaissance envers sa *magnanime alliée;* et un tel crime méritait bien la déchéance. Au contraire, on obtint tout de don Miguel, en lui permettant un emprunt de deux cent mille livres sterling, et en lui déclarant que cette couronne, dont on repaissait ses désirs, ne serait que le prix de ses complaisances.

Il ne se sert de la régence que pour préparer l'usurpation; il devient roi (25 avril 1828).

Don Miguel débarqua donc à Lisbonne (22 février 1828), bien moins régent qu'usurpateur. En vain y trouva-t-il la charte victorieuse et la réaction réprimée; en vain y jura-t-il lui-même de gouverner suivant les lois établies; il n'avait déjà d'oreilles que pour les exhortations de sa mère, pour les prières des absolutistes qui lui murmuraient tout bas le nom de roi, pour les reproches des ambassadeurs qui ne l'accusaient que de timidité; et, dès qu'il put espérer le succès, il marcha droit au but que s'était marqué son ambition. Il poursuivit si ardemment cette réalisation de ses vœux, que deux mois lui suffirent pour y arriver. Il est vrai qu'il ne recula devant aucune persécution, et qu'il eut pour auxiliaires, non-seulement l'Autriche, l'Angleterre et l'Espagne, mais la chambre des pairs, mais le clergé, mais la presse et l'armée, dont tous les chefs furent choisis de manière à n'être que des instruments de contre-révolution. Ceux qui, en Portugal, aimaient la liberté n'étaient pas assez puissants pour lutter contre une semblable coalition. Ils furent réduits au silence ou à l'exil.

Le premier coup d'essai de don Miguel fut la soudaine dissolution de la chambre des députés, seul asile qui restât désormais à la liberté; et les murmures auxquels cette grande entreprise donna lieu n'eurent d'autre effet que l'institution d'une junte chargée d'imaginer un nouveau mode d'élection qui conciliât mieux, disait-on, la charte constitutionnelle avec les anciennes lois. Concession hypocrite qui ne trompa

que ceux qui voulaient bien être trompés, et qui, loin de gêner les projets du régent, ne servit qu'à affaiblir l'opposition.

Il était temps d'agir, et le 25 avril 1828, le conseil municipal de Lisbonne se chargea de donner lui-même le signal à la populace. Aussitôt des bandes armées parcoururent les rues, criant : *Vive don Miguel I!* et menaçant ceux qui refuseraient de le reconnaître. En même temps des registres s'ouvrirent de tous côtés pour recevoir les noms des adhérents. Il va sans dire que bien peu refusèrent leur signature. Ces listes d'adhésion pouvaient aussi devenir des listes de proscription. La peur produisit sur beaucoup l'effet du zèle. Tel fut l'empressement, que, dès le soir, les registres étaient couverts de noms. Jamais acclamation n'avait été plus unanime. Il est vrai que les femmes avaient été admises à signer, et que bien des personnes zélées s'étaient inscrites plusieurs fois, sous des noms divers ou supposés.

Comment résister aux vœux si spontanés de la nation? Don Miguel se garda bien d'une désobéissance si coupable; et, dès que le sénat vint le prier de ne pas tromper les espérances des Portugais, il prouva qu'il en était digne, en acceptant la couronne. Quant aux provinces, qui suivirent d'ailleurs docilement l'exemple de la capitale, il n'attendit pas qu'elles se fussent prononcées. Il doutait si peu de leurs désirs qu'il les devança.

Malheur alors à quiconque se montrait, je ne dis pas mal disposé, mais tiède pour le nouveau gouvernement! Les mauvais traitements, la destitution, la prison, l'exil, étaient l'infaillible salaire de cette froideur. Ne pas chérir don Miguel et l'absolutisme, n'était-ce pas aimer l'anarchie et l'impiété, ainsi que bien des ministres mêmes de la religion l'affirmaient dans leurs chaires? Mais ce n'était pas assez que de frapper des individus. Comme les idées libérales qui venaient de succomber avaient surtout les sympathies de la bourgeoisie, la garde nationale, dont celle-ci remplissait les cadres, fut dissoute, pour faire place aux volontaires royalistes et aux gardes urbaines.

Les cortès le reconnaissent ; mais l'Europe le rejette.

En apprenant et de quelle manière l'infant don Miguel remplissait ses devoirs de régent et les perfides conseils qu'il avait si docilement accueillis, l'empereur don Pédro se repentit de sa généreuse confiance; et afin d'en arrêter, s'il était possible, les effets, il se hâta de renouveler son abdication en faveur de dona Maria (3 mars 1828). Quelques jours après, cette jeune princesse mit à la voile pour l'Europe: Elle avait ordre de se rendre à Vienne, auprès de l'empereur son grand-père, pour y attendre que l'époque de son mariage fût arrivée.

Don Miguel était trop ambitieux pour reculer devant l'horreur d'une guerre civile; et, si elle éclatait, il se voyait tant d'appuis, soit au dedans, soit au dehors, qu'il n'en redoutait nullement l'issue. Telle est pourtant la force du droit, lors même que la légalité n'est qu'une apparence, qu'il voulut le mettre de son côté, et c'est dans cette pensée qu'il rassembla bientôt les cortès. En évoquant aux yeux de la nation portugaise cette ombre détestée de liberté, il sut d'ailleurs prévenir tous les dangers qué cette évocation pouvait présenter. Placées sous l'influence de l'inquisition et de la peur, les élections n'envoyèrent à l'assemblée que des hommes notoirement favorables aux idées que représentait le régent. Aussi les cortès de 1828 n'eurent-elles pour résultat, comme pour but, que la confirmation de son usurpation. Elles firent même plus : elles déclarèrent que l'avénement de don Miguel datait réellement de la mort de Jean VI, et ce fut don Pédro qu'elles osèrent flétrir comme usurpateur. Sur quelle loi, ancienne ou nouvelle, reposait ce singulier jugement? Don Pédro n'était-il pas le fils aîné de Jean VI? Lui suffisait-il d'être absent ou de porter une autre couronne pour qu'il fût déchu de la royauté portugaise? Et, s'il en était ainsi, pourquoi tous ces hommages empressés que la régente Isabelle avait reçus en son nom et que don Miguel lui-même lui avait offerts? Il n'avait manqué à cette reconnaissance que la consécration des cortès, qu'on avait négligé de convoquer; et cela seul ne pouvait rendre injuste une autorité légitime.

Enfin, à défaut même de don Pédro, ne restait-il pas dona Maria, sa fille, contre laquelle ne s'élevait aucun argument? Disons donc, et sans hésiter, que l'avénement de don Miguel ne fut pas l'œuvre de la nation, mais celle d'une faction hardie, qui spécula sur la terreur et sur la servilité de quelques représentants illégalement élus. Et, si l'on est tenté de le contester, ajoutons que cette vérité parut alors assez évidente pour qu'aucun des ambassadeurs, pas même ceux des cours qui avaient le plus flatté l'ambition de don Miguel, ne consentît à continuer ses fonctions. Si l'on voulait bien profiter du crime, on ne voulait pas l'avouer.

Il en fut de même de la plupart des agents diplomatiques que le Portugal entretenait chez les autres puissances, et qui, après avoir représenté don Pédro, ne voulaient pas représenter l'usurpation. Le duc de Palmella, qui occupait l'ambassade de Londres, leur en donna l'exemple. A peine eut-il appris la déchéance de son souverain qu'il refusa de conserver un seul moment son titre; et telle était l'estime que le duc s'était acquise non-seulement parmi tous ses concitoyens, mais en Europe, que sa seule démission fut généralement regardée comme une condamnation décisive.

CHAPITRE XXVII.

TYRANNIE ET CHUTE DE DON MIGUEL (1828-1834); MORT DE DON PÉDRO.

DON MIGUEL ACCABLE LE PORTUGAL. — DONA MARIA EN ANGLETERRE; L'ILE TERCEIRA PERSISTE SEULE A LA RECONNAITRE. — CONDUITE DE L'ANGLETERRE; DONA MARIA RETOURNE AU BRÉSIL (1829). — SUCCÈS DES PATRIOTES DE TERCEIRA; RÉVOLUTION DE JUILLET; LA TYRANNIE REDOUBLE. — RETOUR SUR LE BRÉSIL DEPUIS L'AVÉNEMENT DE DON PÉDRO; CHUTE DE CE PRINCE. — IL PASSE EN ANGLETERRE; PUIS EN FRANCE; SECOURS; DÉPART (10 FÉVRIER (1832). — DON PÉDRO RÉGENT; IL SE REND DES AÇORES EN PORTUGAL. — LES ESPÉRANCES DE DON PÉDRO DÉÇUES. — DON PÉDRO SE RENFERME DANS OPORTO. — SUCCÈS DES LIBÉRAUX; LISBONNE PRISE. — DON PÉDRO A LISBONNE; COURONNEMENT DE DONA MARIA II; DON PÉDRO RÉGENT. — FIN DE LA GUERRE CIVILE; CONVENTION D'ÉVORA (26 MAI 1834). MORT DE DON PÉDRO.

Don Miguel accable le Portugal.

Qu'importaient à don Miguel ces protestations impuissantes, lorsque les armes ne pouvaient rien? En vain une junte insurrectionnelle s'est-elle établie à Oporto; en vain huit régiments se révoltent-ils pour la défense de dona Maria et de la liberté; en vain Palmella, Saldanha, Stubbs, Villaflor, les plus illustres chefs du parti légitimiste, viennent-ils se mettre au service de la même cause; les rivalités, les lenteurs, l'incapacité, peut-être même la trahison des généraux constitutionnels permettent à don Miguel de rassembler ses troupes, de préserver Lisbonne, de réparer ses défaites, et leurs opérations prennent bientôt une si mauvaise tournure qu'ils ne songent plus qu'à chercher un asile en Espagne, malgré les mauvaises dispositions dont ils savent Ferdinand VII animé. C'est ce que firent tous ceux qui s'étaient trop compromis pour demeurer en Portugal; seulement, au lieu d'y rester inactifs, ils ne tardèrent pas à s'embarquer pour l'Angleterre, afin d'y organiser plus mûrement un nouveau plan de délivrance.

Cependant don Miguel profitait des mouvements mêmes

auxquels son usurpation avait donné lieu, soit en Portugal, soit dans les colonies, pour en finir avec cet esprit de liberté dont bien des cœurs portugais étaient encore infectés. De là tous les supplices qui ensanglantèrent les grandes villes du royaume; de là toutes les cours prévôtales auxquelles il confia ses vengeances; de là les horribles tragédies dont le général Moreira, l'un des plus braves soldats de l'indépendance nationale à l'époque où les Français paraissaient invincibles, fut l'héroïque victime, avec le lieutenant Perestrello et quelques complices pris au hasard, dans la seule pensée de frapper fortement l'imagination des peuples. Combien de fois se renouvelèrent des scènes semblables! C'est que don Miguel et Barros, son principal ministre, avaient érigé la terreur en système, et ils le pratiquèrent si fidèlement, que, malgré le nombre toujours croissant des exécutions capitales, les prisons ne pouvaient suffire à l'amoncellement des captifs. On entassa le surplus sur des pontons, sans prendre aucun souci de leur santé ni de leur nourriture. On s'en remettait pour cela à la charité privée. Il va sans dire que, suivant la coutume de ces pays à demi barbares, les prisonniers politiques étaient plus maltraités que les criminels. Les autres n'attaquaient que la morale; ceux-là s'élevaient contre don Miguel.

Dona Maria en Angleterre; l'île de Terceira persiste seule à la reconnaître.

Tandis que le Portugal courbait la tête sous ce joug de fer, dona Maria traversait l'Océan, non-seulement pour prendre possession de la couronne que son père lui avait transmise et pour conserver aux Portugais les bienfaits de la liberté, mais encore pour réaliser l'alliance convenue entre elle et son oncle. Tout à coup elle apprend qu'il y aurait danger pour elle à continuer sa route, que don Miguel a usurpé le pouvoir, que des cortès serviles ont consacré son usurpation, et que, de tous les États sur lesquels elle prétendait régner, un seul lui a gardé fidélité : c'était l'île Terceira, la principale des Açores, déjà célèbre par la belle résistance qu'elle avait jadis opposée à Philippe II, et dont le 5e régiment avait

juré de garantir l'indépendance, malgré toutes les forces dont l'usurpateur pourrait disposer.

Que faire alors ? La première pensée de dona Maria fut, dit-on, de chercher un asile parmi les seuls sujets qui lui fussent demeurés fidèles, de s'associer à leurs périls, d'exciter leur courage. Ses conseillers l'en dissuadèrent. Ils crurent qu'elle avancerait bien plus ses affaires en se rendant aussitôt à la cour de Georges IV, en y plaidant elle-même sa cause. Car, si l'Angleterre se déclarait pour elle, comment don Miguel pourrait-il se soutenir un moment de plus sur le trône ? Ils oubliaient qu'une telle démarche, outre qu'elle n'offrait que des résultats fort incertains, avait le grave inconvénient de blesser profondément l'orgueil national. Du jour où dona Maria tiendrait sa couronne, non plus de sa naissance et de ses amis, mais de l'Angleterre, combien de Portugais seraient peut-être tentés de n'en plus respecter l'incontestable légitimité ?

Conduite de l'Angleterre; dona Maria retourne au Brésil (1829).

L'espérance des conseillers de dona Maria fut bientôt déçue. Pendant que le roi Georges IV ne cesse de prodiguer à la jeune reine les fêtes, les honneurs et les protestations, ses ministres, bien loin de prendre parti pour elle, font cause commune avec l'usurpateur; et, sous prétexte d'observer la plus stricte neutralité, ils ordonnent même de canonner quatre vaisseaux qui portaient à Terceira un secours de six cents proscrits commandés par Saldanha (16 janvier 1829). L'Angleterre n'avait, en effet, aucun sujet de plainte contre don Miguel, sa créature et son client. Aussi peu lui importaient les pressantes réclamations des amis de dona Maria. Elles n'étaient, au contraire, qu'un nouveau titre à la prodigue reconnaissance de l'usurpateur.

Enfin dona Maria, honteuse du rôle qu'on lui faisait jouer, et désolée d'avoir si mal employé un temps précieux, résolut de quitter l'Angleterre et de ne plus compter que sur l'insurrection. Elle nomma donc un conseil de régence dont les membres les plus importants étaient les chefs mêmes du

parti libéral, Palmella, Villaflor; et, comme elle ne pouvait prendre elle-même la direction de la lutte, elle retourna au Brésil, pour y attendre que l'heure de la délivrance eût sonné (27 août 1829).

Succès des patriotes de Terceira; révolution de juillet; la tyrannie redouble.

Aussi bien les personnes à qui dona Maria commettait le soin de ses intérêts n'avaient pas attendu son choix pour lui témoigner qu'elles en étaient dignes; et, au moment de s'embarquer, elle reçut du comte de Villaflor les nouvelles les plus favorables. Villaflor avait réussi à forcer le blocus auquel Terceira était soumise, y avait jeté des renforts, et avait ensuite obtenu sur les Miguélistes un avantage signalé. A peine était-elle repartie que le duc de Palmella alla rejoindre Villaflor, avec deux bricks et de l'argent; et là, n'ayant tous deux qu'une seule pensée, l'indépendance de leur pays, ils montrèrent tout ce que peuvent le dévouement et l'activité même avec les ressources les plus médiocres. Telle était l'admiration dont leur conduite pénétrait tous ceux qui, ainsi qu'eux, aimaient alors la liberté, que M. Huskisson n'obtint que des applaudissements lorsqu'il s'écria, au milieu du parlement anglais et en la présence même des ministres : « Pour moi, j'aimerais mieux mille fois commander à Terceira, qu'être premier ministre des trois royaumes, si, pour obtenir ce titre, il me fallait désirer de voir tomber aux mains de l'usurpateur ce dernier rempart de la liberté portugaise. »

Malgré tous ces succès de Villaflor et de Palmella, malgré même les vives sympathies de l'Europe libérale, il n'était que trop aisé de prévoir l'issue prochaine d'une lutte si inégale, lorsque la France, en expulsant les Bourbons, imprima, pour la seconde fois, une puissante impulsion au monde. A peine la révolution de juillet a-t-elle renversé les plus illustres créatures de la sainte-alliance, que le contre-coup s'en fait sentir dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Pologne, en Italie, en Espagne même, et jusqu'en Angleterre, où l'administration rétrograde de Wellington fait place au gouverne-

ment libéral des wighs. Le Portugal ne pouvait seul demeurer immobile.

Il faut rendre cette justice à don Miguel qu'il ne négligea rien pour qu'il en fût ainsi. Ce n'était pas assez que tant de bons citoyens fussent exilés, dépouillés ou captifs, sans autre crime que de n'avoir pas autant d'amour qu'il convenait pour le gouvernement actuel du Portugal; il ne recula plus devant aucune inquisition, devant aucune cruauté, pour fermer ses États à l'odieuse contagion des idées libérales. Comme il n'ignorait pas que les classes élevées y étaient plus particulièrement accessibles, il songea moins à se les concilier qu'à les écraser. Il lui suffisait bien d'avoir l'appui de l'armée, de la marine et de la populace qu'il séduisait par des largesses et des combats de taureaux.

Mais, si le Portugal n'osa s'élever dès lors contre son tyran, les heureux germes de révolution que contenait l'île de Terceira ne cessaient cependant de se développer. Bientôt même le comte de Villaflor s'y crut assez puissant pour ne se plus contenter de la défensive, et, bien qu'il n'eût pas quinze cents hommes, avec quelques mauvais navires armés en guerre, il ne tarda pas à être maître de toutes les Açores. C'est que l'amour de la liberté animait tous ses soldats, que ceux de don Miguel combattaient sans ardeur, et surtout qu'il avait pour auxiliaires les secrètes sympathies des populations qu'il allait conquérir.

On raconte que, pendant le temps où Villaflor assiégeait Saint-Miguel, la plus considérable de ces îles, un pêcheur aperçut tout à coup, à quelque distance du rivage, une frégate sous pavillon anglais. Comme il lui semblait qu'elle voulait aborder, il se hâta de lui offrir ses services, afin de la guider parmi les bas-fonds qui entourent Saint-Miguel. Mais la personne à laquelle il s'adressa, se contenta de lui demander en excellent portugais dans quel état se trouvaient les assiégeants, quelles étaient les dispositions des habitants, et puis donna l'ordre du départ, en remettant au pêcheur un billet et une lettre, avec quatre pièces d'or. La lettre était en apparence, pour le consul anglais, et en réalité, pour Villaflor. Quant au billet, il était, avec l'or, pour le pêcheur qui

fut fort étonné d'y lire ces mots : « Celui qui t'a parlé et qui « t'a donné cet or est le père de ta reine. Aux armes, bra- « ves insulaires ! Aux armes contre l'usurpateur ! »

Retour sur le Brésil depuis l'avénement de don Pédro ; chute de ce prince.

Depuis le jour où quittant Rio-Janeiro pour Lisbonne Jean VI avait confié à don Pédro le gouvernement du Brésil, ce jeune prince avait si parfaitement justifié les espérances qu'il avait d'abord inspirées, que, malgré les tendances républicaines de l'Assemblée nationale, il n'avait jamais abjuré les généreuses idées dont il s'était fait le champion auprès de son père. Telles étaient, au contraire, la profondeur et la sincérité de ses convictions, que, même après avoir dissous cette chambre et exilé quelques-uns des principaux meneurs, il ne profita pas de sa victoire pour rétablir le despotisme. Au bout de quelques semaines, il promulgua de lui-même une constitution assez libérale pour que les Brésiliens le suppliassent de la donner, sans discussion, pour base à l'empire constitutionnel dont il était le premier chef (1824).

Mais au rare mérite de ne pas renier, sur le trône, les sentiments du Prince Royal, il faut bien convenir que don Pédro ne joignit pas le talent de l'administration, avec le malheur de ne trouver dans son entourage personne qui fût capable de suppléer à sa propre inexpérience. De là ce caractère d'incertitude perpétuelle que présenta le gouvernement de don Pédro, et qui le fit si souvent accuser de mauvaise foi ; de là ses faveurs passagères pour des gens qui ne les méritaient pas ; de là des alternatives déplorables de faiblesse et de violence, et, par suite, le réveil de l'opposition qu'il avait vaincue. Ce qui mit le comble à ce mécontentement, ce fut la scandaleuse fortune du Portugais Filisberto Caldeira, que don Pédro nomma successivement marquis de Barbacena, généralissime, et ministre des finances, avec la présidence du conseil. Barbacena ne mit en effet toute cette puissance qu'au service de ses jalousies et de son avidité. Lorsque don Pédro découvrit sur quel homme s'était égarée son amitié, il

était trop tard pour le disgracier. Les Brésiliens le haïssaient maintenant, et Barbacena était trop puissant pour tomber impunément.

Or, malgré tous les efforts que don Pédro n'avait cessé de faire pour ramener le calme dans les esprits, les idées de républicanisme fédéral contre lesquelles il avait eu à lutter au moment de son avénement, n'avaient pas disparu. C'est à elles que Barbacena s'adressa pour se venger, et grâce à cette tactique, il se trouva converti tout à coup en chef de parti. Ses nombreuses relations, ses richesses, ses intrigues lui permettaient de soutenir ce rôle, et il le joua si bien, que l'on oublia tout ce qu'il avait été jusque-là, pour ne plus voir en lui que le plus habile défenseur des libertés brésiliennes. Tout ce que don Pédro entreprit, soit pour l'adoucir, soit pour lui résister, fut inutile. Ses concessions ne servaient qu'à encourager les rebelles, ses résistances qu'à les irriter. Lorsqu'il vit que l'armée elle-même lui faisait défaut, il prit promptement son parti; et, pour ne pas être le dernier prince de la maison de Bragance qui régnât sur le Brésil, il se hâta de transférer la couronne à son jeune fils, don Pédro II. Il eut au moins le bonheur d'y réussir, et l'avénement de don Pédro II n'éprouva aucune opposition sérieuse. Comprenant qu'il ne pouvait habiter, comme particulier, le pays dont il avait été l'empereur, il s'embarqua ensuite pour l'Europe. C'est durant cette traversée qu'il toucha à l'île Saint-Miguel, et qu'il écrivit à Villaflor pour exciter encore son courage.

Il passe en Angleterre; puis en France; secours; départ (10 février 1832).

Pour lui, il poursuivit sa route vers l'Angleterre; et, à peine y était-il arrivé, que, tournant ses regards vers Lisbonne, il se voua tout entier au rétablissement de sa fille. Le duc de Palmella, qui se trouvait alors à Londres, le seconda puissamment. Aidés tous deux, sinon par la connivence, du moins par la neutralité du cabinet anglais, ils prirent si heureusement leurs mesures, qu'un emprunt assez modique leur suffit pour acheter un vaisseau, deux frégates et trois bricks, avec toutes les munitions que comporte un tel

armement, et même pour équiper un beau bataillon de volontaires, sous la conduite du colonel Hodges.

Cependant dona Maria résidait au château de Meudon, que Louis-Philippe lui avait offert. Don Pédro vint bientôt l'y rejoindre, et ce fut pour recevoir les plus encourageantes promesses du gouvernement français. Né de la révolution de juillet, ce gouvernement n'avait pas encore répudié son origine, et la cause du libéralisme était partout la sienne. Il avait, d'ailleurs, contre don Miguel des griefs récents et personnels. C'étaient les indignes traitements que deux négociants français venaient d'essuyer de la populace de Lisbonne, et dont il ne croyait pas avoir obtenu une satisfaction suffisante, puisqu'il avait fallu, pour l'arracher, que l'amiral Roussin se présentât devant l'embouchure du Tage, qu'il en forçât l'entrée, qu'il en canonnât les forts, et qu'il emmenât, comme gage de soumission, la moitié de l'escadre miguéliste (11 juillet 1831).

En humiliant ainsi l'usurpateur, la France n'avait pas moins travaillé pour dona Maria que pour elle-même; en s'unissant à don Pédro, elle va compléter sa vengeance, conquérir une alliance, et abaisser le despotisme.

La France fit plus; elle autorisa don Pédro à lever autant de volontaires qu'il en pourrait solder, et le nombre en fut assez grand. En même temps, la plupart des Portugais qui résidaient parmi nous, offrirent de s'associer à la fortune de leur reine. Il suffira de citer parmi eux les frères Mallo, de Dunkerque, qui équipèrent deux navires à leurs frais, et le brave général Saldanha, l'ami intime de Lafayette. Il est vrai que don Pédro ne put accepter les offres de ce dernier, parce que ses opinions trop libérales alarmaient les cours étrangères. Saldanha ne renonça pas, pour cela, à soutenir la cause de la liberté; et, comme il ne pouvait le faire en suivant don Pédro, il y parvint en excitant le zèle de tous ses amis.

C'est à Belle-Isle qu'étaient réunies à mesure toutes les ressources dont disposait dona Maria : deux à trois cents Anglais, six cents Français environ, et un assez grand nombre de Portugais, avec quelques vaisseaux que commandait

le capitaine anglais Sartorius. On comptait sur la haine qu'inspirait don Miguel. Le départ eut lieu le 10 février 1832, et ce fût vers les Açores que don Pédro se dirigea, afin d'y rallier les forces dont Villaflor s'était si glorieusemnt servi, et de revenir ensuite vers le Portugal. Après une courte relâche à Saint Miguel, où les vents le portèrent, il alla débarquer à Terceira.

Don Pédro régent; il se rend des Açores en Portugal.

Maître des Açores, le premier soin de don Pédro fut de se nommer régent, de proclamer sa fille et de composer un ministère complet, sous la présidence de M. de Palmella. Mais le point capital était toujours de se concilier l'affection des peuples que tyrannisait don Miguel, et c'est ce que le régent ni ses conseillers ne surent faire, malgré les excellentes intentions dont ils étaient animés. Trop puissamment dominés par le désir d'imiter les procédés politiques qu'ils venaient d'admirer en Angleterre et en France, ils ne tinrent pas assez compte des circonstances et des hommes auxquels ils avaient affaire, et là réside le premier art des gouvernements. Qu'importait, en effet, au peuple portugais ou l'abolition immédiate des monastères et des couvents, dont le profit ne serait pas pour lui? ou la suppression de la dîme, que sa piété profonde lui rendait légère? C'était irriter le clergé, sans gagner le peuple. Une faute non moins grave, fut de ne plus admettre que les contributions en argent, au lieu des redevances en nature. Il en résulta que les cultivateurs ne voulurent ou ne purent plus s'acquitter, et que l'État, pour n'avoir pas compris que le bien même ne doit pas s'improviser, manqua à la fois d'argent et de produits. Quelle imprudence, au début même d'une guerre civile, dont le succès ne reposait que sur la bonne volonté des citoyens! Ou, s'il fallait s'occuper aussitôt de réformes, pourquoi ne pas commencer plutôt par la suppression des abus féodaux, que la plupart des nobles étaient disposés à sacrifier, et qui n'avaient pas aux yeux des masses la dangereuse consécration de la religion.

Cependant don Pédro avait rassemblé une *armée libéra-*

trice de sept mille cinq cents soldats, dont six mille Portugais, et un assez grand nombre de vaisseaux. Encouragé par les nouvelles de plus en plus favorables qui lui arrivaient incessamment de Lisbonne et des principales villes, il en vint à ne pas douter que ces forces ne fussent plus que suffisantes pour ranimer les patriotes et renverser l'usurpateur. Aussi était-il plein d'espérance et de gaieté, lorsque, le 22 juin, il s'éloigna des Açores. Quinze jours après, il se trouva en vue du Portugal, sans avoir rencontré aucun obstacle sérieux, et il en fut de même lorsque, dans la soirée du 7 juillet, il jeta l'ancre au port de Villa do Conde, à vingt kilomètres nord d'Oporto.

Les espérances de don Pédro déçues.

Mais ces belles espérances furent alors trompées. Au lieu de l'enthousiasme dont il pensait que son arrivée allait donner l'irrésistible signal, au lieu du soulèvement général sur lequel il comptait pour compenser l'extrême infériorité de ses forces, il trouva le peuple mal disposé, les troupes fidèles, et les cris de : « Vive don Miguel ! vive le roi absolu ! » furent les seuls que son parlementaire, le colonel Sa da Bandeira, recueillit sur son passage, lorsqu'il vint annoncer les desseins de don Pédro. Don José Cardoza y ajouta la menace de l'arrêter et de le fusiller sur-le-champ, s'il osait se représenter devant lui. Voilà donc à quel degré d'abaissement cette nation généreuse était descendue, grâce à l'inquisition, à la sainte-alliance et à la terreur que don Miguel faisait peser sur elle.

Que serait-il arrivé si le général Cardoza avait su profiter de ce premier moment pour jeter à la mer les Pédristes déconcertés ? Il n'en fit rien, et ceux-ci, conservant du moins leur courage, purent s'avancer impunément de Villa do Conde jusqu'à Mindella, puis de Mindella jusque sous les murs d'Oporto, où ils entrèrent sans que Santa Martha osât même essayer de la défendre. Oporto avait toujours été l'asile de la liberté ; don Pédro y fut donc reçu comme un libérateur et au milieu de l'enthousiasme universel. Il n'y marcha

que sur des fleurs, toutes les maisons pavoisées de drapeaux bleus et blancs, symboles de l'indépendance.

Mais tout honorables qu'ils fussent, ces succès inespérés n'étaient qu'une surprise, et ils ne préjugeaient rien de l'avenir. Don Pédro n'en demeurait pas moins exposé, avec une faible armée de volontaires, au choc des nombreux régiments que don Miguel avait déjà rassemblés ou qu'il armait en ce moment même contre lui. Deux combats assez vifs qu'il livra aux portes d'Oporto, et dont l'un fut incertain, l'autre malheureux, loin de relever ses affaires, ne servirent qu'à mieux montrer son impuissance. Emprisonné dès lors dans l'enceinte d'Oporto, il dut se borner à en fortifier toutes les positions importantes, et à réprimer toutes les attaques dont elle fut l'objet. Après avoir tant espéré, il se voyait réduit à ne plus compter que sur le temps et sur les dissensions que sa présence pourrait faire naître parmi ses ennemis.

Don Pédro se renferme dans Oporto.

En agissant ainsi, au lieu de diriger aussitôt sur Lisbonne des tentatives inutiles, don Pédro prouva d'ailleurs qu'il était digne du succès. A peine avait-il résidé un mois en Portugal, que les généraux miguélistes devinrent en effet ennemis, et que don Miguel lui-même, ne sachant plus auquel se fier, livrait chaque jour à des mains nouvelles le commandement de son armée. Le siége d'Oporto se ressentit tellement de ces méfiances, que, malgré quelques combats peu heureux, malgré la famine, malgré le manque d'argent, malgré même le choléra, qui vint ajouter ses désastres à ceux de la guerre, don Pédro put bientôt entrevoir l'heure de la délivrance. Mais ce qui contribua le plus à relever ses espérances, ce fut, au moment même où quelques-uns des siens ne songeaient qu'à la retraite, l'arrivée de secours considérables en munitions, en vivres et en hommes qu'on lui avait expédiés de Londres et de Paris (1er janvier 1833). Que fût-ce lorsque don Pédro vit débarquer le général Saldanha et le baron de Solignac, tous deux célèbres par le rôle qu'ils avaient joué durant les grandes luttes de l'empire. Dépourvu

jusqu'alors de chefs renommés, il se hâta de leur livrer la conduite de la guerre, et don Miguel n'eut plus désormais sur lui que la supériorité du nombre. Ajoutons que l'amiral Sartorius ne tarda pas à donner sa démission, à cause des privations auxquelles les soldats anglais se plaignaient d'être soumis, et qu'il reçut pour successeur l'un des hommes les plus hardis qui aient jamais commandé une escadre, le capitaine Napier.

Succès des libéraux ; Lisbonne prise.

Avec de pareils lieutenants, il était bien permis de se montrer plus hardi. Au lieu donc de se tenir sur une stricte défensive et de révéler lui-même sa faiblesse en ne dépassant jamais l'étroite limite d'Oporto, don Pédro résolut d'affaiblir un peu la garnison de cette ville, et de former un petit corps de troupes qu'il jeterait à l'improviste sur quelque point éloigné du royaume, afin d'inquiéter don Miguel par une diversion, de dégager Oporto et de pousser les peuples à l'insurrection. Sur quel point seulement fallait-il diriger cette expédition? Solignac fut d'avis qu'elle ne devait avoir d'autre but que Lisbonne elle-même, en traversant toutes les lignes qui entouraient Oporto. Saldanha pensa, au contraire, qu'il valait mieux débarquer à l'extrémité des Algarves, et remonter de là vers Lisbonne, à travers les populations soulevées; car don Miguel avait dégarni toutes les provinces du sud, pour concentrer ses forces autour d'Oporto, et les faciles succès des Pédristes encourageraient les libéraux à se déclarer. Ce fut son opinion qui l'emporta, et il est certain qu'en utilisant la flotte elle présentait de grands avantages. En vain Solignac se démit-il alors de son commandement; les préparatifs du départ n'en continuèrent pas moins, et bientôt deux mille six cent soixante-douze fantassins et vingt lanciers s'embarquèrent sur la flotte de Napier. Ils étaient dirigés par le comte de Villaflor, maintenant duc de Terceira, et le duc de Palmella accompagnait Villaflor, afin d'organiser sur ses pas toutes les conquêtes qu'il réaliserait (19 juin 1833).

Cette audacieuse expédition réussit pleinement. Tandis

que le capitaine Napier conquiert le titre de vicomte du cap Saint-Vincent et d'amiral, en détruisant, dans les eaux de Lagos, toutes les forces maritimes de don Miguel, le duc de Terceira, qu'il vient de débarquer sur le rivage des Algarves, n'y rencontre aucun obstacle, trompe Mollelos, qui devait lui fermer l'Alemtéjo avec six mille miliciens, bat le brigadier Freitas sous les murs de Sétubal, et, maître de cette ville, arrive tout à coup à Cacilhas, en face de Lisbonne, dont le Tage seul le sépare.

Pressé entre les troupes de Mollelos et la garnison de Lisbonne, le duc de Terceira pouvait craindre d'expier à ce moment même ses trop faciles succès. Il ne perd donc pas une minute et se jette en aveugle sur les régiments de Telles Jordão postés en avant de Cacilhas. Telle fut l'impétuosité de cette attaque, qu'après moins de deux heures de combat, Telles était tué et ses soldats jetés dans le Tage. Ceux d'entre eux qui parvinrent à regagner Lisbonne ne servirent qu'à y semer l'épouvante; si bien que le duc de Cadaval, qui y commandait cependant une garnison nombreuse, n'eut rien de plus pressé que de l'évacuer, pour se replier sur Coïmbre, et, de là, sur Oporto, dont l'usurpateur lui-même dirigeait le siége.

Si éclatante et si glorieuse que fût la victoire de Cacilhas, le duc de Terceira n'était pas encore sans inquiétude, placé, comme il l'était, entre Mollelos, Lisbonne et le Tage, quand il vit tout à coup le drapeau de l'indépendance flottant sur le château de Saint-Georges. Mais était-ce là une réalité inespérée, ou n'était-ce qu'une ruse? Il fut bientôt tiré d'incertitude par l'arrivée d'une députation nombreuse qui saluait en lui le libérateur des Portugais. Dès le lendemain, il prit possession de la ville et de l'arsenal. Et cependant il n'avait guère que quinze cents hommes, tandis que le duc de Cadaval, qui n'avait pas osé l'attendre, n'en comptait pas moins de sept mille, Est-il besoin d'ajouter que le conquérant de Lisbonne n'y signala sa présence que par des bienfaits? Toutes les prisons regorgeaient de victimes; il s'empressa de les ouvrir. Les impôts étaient accablants; il les diminua, et il réussit ainsi à se faire admirer de toutes les classes,

quoique l'enthousiasme dont il était l'objet fût surtout vif dans les rangs de la bourgeoisie, seule capable alors d'apprécier les biens que Villaflor apportait à sa patrie.

Don Pédro à Lisbonne; couronnement de dona Maria; don Pédro régent.

Pendant que le beau triomphe de l'amiral Napier et surtout cette conquête instantanée de toutes les provinces méridionales et de la capitale même ébranlaient si fortement le trône de l'usurpateur, les généraux miguélistes n'avaient pas manqué de mettre à profit le départ de Villaflor avec la moitié de la garnison d'Oporto. Ils savaient bien que, si cette ville succombait, c'en était fait de don Pédro et de dona Maria, quoi qu'il pût d'ailleurs arriver dans le sud. Mais c'était Saldanha qui commandait à Oporto; et, plein d'une juste confiance dans les volontaires portugais, français et anglais auxquels il avait l'honneur de commander, ce général n'était pas homme à se laisser intimider par l'immense avantage que don Miguel pouvait tirer du nombre de ses soldats. Aussi tous les assauts dirigés contre les murailles qu'il avait mission de défendre furent-ils honteusement repoussés, et le découragement auquel les habitants d'Oporto avaient d'abord failli s'abandonner avait déjà passé dans le camp des assaillants, lorsque la triste nouvelle de ce que Villaflor venait d'accomplir révéla enfin à don Miguel toute l'étendue des dangers qui menaçaient sa tyrannie.

En vain reprit-il un moment courage, lorsqu'il se vit entouré de quelques-uns des officiers français les plus distingués : Bourmont, Clouet, Brassaget, Larochejaquelin, etc., qui tous, en soutenant la cause de don Miguel, croyaient servir celle de Henri V. Les grandes espérances qu'il fondait sur eux furent bientôt détruites. Leur bravoure, leur expérience ne pouvaient ni rendre aussitôt la confiance aux miguélistes, ni suppléer à tout ce qui leur manquait, en fait d'armes, de munitions et d'argent; et lorsque, le lendemain même du jour où Lisbonne avait ouvert ses portes aux Pédristes, ils résolurent de livrer une bataille décisive, ce fut pour voir toutes leurs forces se briser, moins contre les mu-

railles d'Oporto, que contre l'admirable enthousiasme dont soldats, généraux et habitants étaient également transportés. Et que pouvaient, en effet, les mercenaires de don Miguel, ne combattant que pour le despotisme ou pour le pillage, contre des citoyens qui combattaient à la fois pour leur ville, pour leurs familles, pour la liberté? Les femmes mêmes devenaient des héros au service d'une si belle cause. L'une d'elles avait reçu une balle au bras; tandis qu'on l'amputait, elle oublia ses souffrances pour s'écrier : « Vive la reine! vive la charte!»

Il faut rendre à don Pédro cette justice, qu'ayant su vaincre, il sut aussi profiter de sa victoire. A peine avait-il repoussé don Miguel des remparts d'Oporto qu'il courut à Lisbonne, et qu'il y proclama du même coup et sa fille et la liberté. Tous ceux d'entre les Portugais sur qui s'était appesantie la tyrannie de don Miguel s'empressèrent de l'accueillir pour chef. Ceux au contraire qui, soit par intérêt, soit par ignorance, regrettaient l'usurpation, en furent réduits à le calomnier tout bas. Faute de mieux, ils l'accusaient de vouloir usurper à son tour aux dépens de sa propre fille. Don Pédro ne tarda pas à dévoiler l'indignité de leurs accusations en invitant dona Maria à venir prendre possession de ses États. Dona Maria quitta aussitôt Paris, et, le 22 septembre, elle débarqua à Lisbonne, où son père lui remit lui-même la couronne. Il ne se réserva que le titre de régent, et signala les premiers moments de cette régence par une heureuse réforme du luxe démesuré qui régnait, depuis longues années, à la cour des rois portugais.

Or, en gardant les fonctions de régent, don Pédro ne s'attribuait certes pas une dignité bien agréable. Outre que l'administration et les finances étaient alors dans un désarroi complet, et que la multitude des réformes indispensables était effrayante, don Miguel n'avait pas renoncé à recouvrer sa puissance, et il comptait assez de partisans, assez de soldats pour être encore redoutable.

Fin de la guerre civile; convention d'Évora (26 mai 1834). Mort de don Pédro.

La victoire que les libéraux venaient de remporter sous les

murs d'Oporto avait, en effet, plutôt dispersé que détruit l'armée de ce prince; et, à peine en eut-il rassemblé les débris, qu'il ne voulut pas laisser à son rival le loisir de se consolider. Repoussé encore de Lisbonne, il s'établit du moins au nord de cette ville, entre le Tage et Coïmbre, et le départ même du maréchal de Bourmont, qu'il accusait de ses revers, au lieu de ne les imputer qu'à la haine qu'il méritait et à l'incurable indiscipline de ses troupes, ne put le décourager. Il transféra seulement le commandement à l'Anglais Macdonald, et, quelques jours après, il reprit l'offensive. Macdonald ne fut pas plus heureux que son prédécesseur. Vainqueur d'abord à Alcacer do Sal, il n'éprouva ensuite que des revers; et bientôt don Miguel, chassé des fortes lignes d'où il menaçait la capitale, n'eut plus d'autre asile que la petite ville de Santarem dont Saldanha et Terceira entreprirent immédiatément le siége.

La cause de don Miguel n'était pas même alors tout à fait désespérée; car ses vainqueurs n'étaient guère moins dépourvus de ressources qu'il ne l'était lui-même dans l'étroite enceinte de Santarem, quand survint la mort de Ferdinand VII, le plus solide appui de l'absolutisme dans la Péninsule. C'était un grand malheur pour don Miguel; et ce qui le rendit irréparable, c'est que ce ne fut pas son frère, don Carlos, représentant plus opiniâtre encore des idées rétrogrades, qui lui succéda sur le trône d'Espagne, mais sa fille, dona Isabelle, dont le gouvernement s'appuya aussitôt sur les libéraux. Don Miguel allait avoir en elle un nouvel et puissant ennemi. Lorsque, peu de temps après, don Carlos vint le rejoindre à Santarem, avec sa famille, il y arriva moins comme un souverain allié, que comme un fugitif qui ne sait où abriter sa tête proscrite.

Toutes les cours signataires de la sainte-alliance eurent beau encourager don Miguel et don Carlos à réunir leurs forces, à ne pas désespérer; les stériles promesses qu'elles leur envoyaient ne servirent qu'à rendre leur situation plus mauvaise, puisque la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal répondirent aux menaces de l'Europe absolutiste par la conclusion de la quadruple alliance. Aussitôt, et sous

prétexte des préparatifs que le prétendant ne cessait de faire en Portugal, un corps de troupes espagnoles passa la frontière, afin de surveiller de plus près les complots dont le trône d'Isabelle était l'objet.

Que pouvait don Miguel contre cette puissante coalition des nations libres de l'Occident? Les échecs successifs qu'il essuya dans sa marche sur Lisbonne, d'abord auprès d'Oporto, puis à Asseiceira, aux portes de Coïmbre, achevèrent au contraire de l'épuiser; et, renonçant même à se défendre dans Santarem, il ne songea plus qu'à s'échapper par la frontière d'Espagne, en compagnie de don Carlos. Encore ne réussit-il pas à exécuter ce dessein. Il se dirigeait vers Elvas lorsqu'il apprit que Rodill et six mille Espagnols étaient prêts à lui en fermer le chemin. Il se jeta alors dans Évora; mais, tandis que la désertion diminuait chaque jour le nombre de ses soldats, les généraux Saldanha et Terceira vinrent l'y envelopper avec une armée considérable. Il ne lui restait plus qu'à se rendre, et c'est ce qu'il fit le 26 mai 1834.

Après tous les malheurs dont l'ambition de don Miguel avait accablé le Portugal, il était certes bien permis de le châtier, de le mettre au moins hors d'état de renouer ses intrigues. Don Pédro ne pensa pas ainsi; et, par un sentiment de générosité déplacée, il aima mieux exposer sa patrie à de nouveaux hasards que de sévir contre un frère coupable. La convention d'Évora qu'il conclut avec lui, stipula en effet, outre l'amnistie pour tous ceux qui avaient servi l'usurpation, que don Miguel serait libre de quitter le Portugal, et qu'il recevrait une pension de quatre cent mille francs, à la seule condition de ne jamais remettre les pieds, soit dans la Péninsule, soit dans les colonies portugaises. Comment s'étonner que le peuple portugais ne fût pas content? Après avoir tant souffert, soit durant la tyrannie, soit pour la renverser, il allait voir s'éloigner impuni le prince auquel il rapportait tous ses maux, avec la chance de les éprouver encore s'il lui plaisait de violer les conditions qu'on lui accordait aujourd'hui. Quatre jours après, don Miguel s'embarqua au port de Sines pour se rendre à Gènes, tandis que don Carlos se rendait en Angleterre sur le *Donegal*. La conduite

que tint bientôt ce dernier prince montra assez que les Portugais avaient raison de redouter l'indulgence de don Pédro.

Le régent survécut peu à la délivrance de son pays. Les fatigues qu'il avait essuyées durant ces dernières années avaient usé prématurément sa forte constitution. Comme il sentait sa fin s'approcher, il se hâta de convoquer les chambres, et de leur présenter plusieurs grandes réformes, parmi lesquelles celle des codes et de la procédure. Pour assurer en même temps la tranquillité publique, il abdiqua devant elles la régence; et, non content de faire reconnaître dona Maria comme majeure, il lui donna pour mari le jeune duc de Leuchtenberg, fils du prince Eugène Beauharnais. Enfin il employa ses derniers moments à remercier ses serviteurs, à leur recommander l'union, à exhorter sa fille; et, lorsqu'il eut donné au monde tout ce qu'il pouvait exiger de lui, il ne s'occupa plus que de son âme (24 septembre 1834). Ainsi mourut, à trente-six ans, un des princes les plus remarquables qu'ait produits ce siècle si fécond. Sans mériter le surnom de grand que les flatteurs lui ont donné, il eut du moins un mérite incontestable et plus rare peut-être chez les princes que le talent même: celui d'aimer sinon de comprendre la liberté.

CHAPITRE XXVIII.

DONA MARIA DA GLORIA II.

TENTATIVE DE DON MIGUEL. — LE PARTI LIBÉRAL SE DIVISE; CHARTISTES; CONSTITUTIONNELS.—RÉVOLUTION DE SEPTEMBRE 1836; PREMIÈRE CONTRE-RÉVOLUTION QUI ÉCHOUE.—LES CORTÈS ESSAYENT EN VAIN DE RÉCONCILIER LES PARTIS; DEUXIÈME CONTRE-RÉVOLUTION QUI ÉCHOUE AUSSI. — LES SEPTEMBRISTES CONTINUENT A ESSAYER LA CONCILIATION; REPOS ET FORCE. — LES CHARTISTES REPRENNENT LE DESSUS EN 1842. — RÈGNE DE M. COSTA CABRAL. — LES SEPTEMBRISTES TENTENT DE LE RENVERSER, 1844; IL S'ENFUIT. — DONA MARIA RENVERSE LES SEPTEMBRISTES; RETOUR, PUISSANCE ET CHUTE DE M. COSTA CABRAL. —ÉTAT ACTUEL DU PORTUGAL.

Tentative de don Miguel.

Dona Maria régnait enfin; mais de combien s'en fallait-il que le Portugal eût recouvré la paix et la prospérité! A peine don Pédro est-il mort que les cortès s'agitent, que les clubs intriguent, que les absolutistes reprennent courage, que les vainqueurs se divisent, et que don Miguel rêve aux moyens de ressaisir la couronne. Telle fut l'anarchie où tomba alors le royaume, qu'au commencement de l'année 1835, ce prince, n'espérant pas une occasion plus favorable, s'enfuit tout à coup de Vienne pour seconder, disait-il, de sa présence les efforts de ses partisans.

Cette évasion émut toute l'Europe; car le triomphe de don Miguel à Lisbonne, ce n'était rien moins que la victoire de l'absolutisme dans la Péninsule, peut-être ensuite sur tout le continent. Aussi, à peine fut-elle connue, qu'à la demande de dona Maria, les quatre puissances coalisées par l'heureux traité de la quadruple alliance, s'empressèrent de le confirmer par une nouvelle et solennelle consécration. Ce fut l'Angleterre qui se chargea d'agir seule en leur nom. Contente de l'assentiment de la France et de ses alliés, elle ne voulait pas que les autres peuples prissent l'habitude de s'immiscer, comme elle, aux affaires du Portugal; et, aussi bien, telle était l'influence qu'elle exerçait sur ce pays, que,

sans prendre ouvertement parti pour dona Maria, il lui suffit de marquer qu'elle inclinait de son côté pour réprimer presque aussitôt toutes les tentatives des miguélistes. Quant à l'Europe orientale, c'est-à-dire à la Russie, à l'Autriche, à la Prusse, qui représentaient le principe despotique, elle s'agita beaucoup aussi en faveur de son candidat. Des conférences menaçantes s'ouvrirent même à Kalisz, à Tœplitz, et l'on put croire un instant que le repos du monde allait être décidément troublé. Il n'en fut rien. Soit manque d'accord entre ces trois puissances, soit préoccupations plus graves, soit crainte, toutes ces fastueuses entrevues de souverains et toutes ces formidables revues de troupes n'eurent d'autre effet que de resserrer les nœuds de la quadruple alliance, et de compromettre davantage les protégés des cours absolutistes, don Carlos en Espagne, don Miguel en Portugal[1].

Depuis lors, la couronne de Portugal se trouva assez solide au front de dona Maria pour qu'elle n'eût plus guère à redouter l'intermittente ambition de son oncle. La cause de la légitimité était décidément gagnée. Mais il était dans la des-

1. C'est à cette même année, qu'après bien des essais infructueux, remonte la dernière division du territoire portugais. Une loi du 26 juin 1833 l'avait partagé en huit provinces. Une autre loi de juillet 1835 le distribua en dix-huit districts, administrés, non plus par des préfets et des sous-préfets, mais par des gouverneurs civils. Ces districts devaient se subdiviser eux-mêmes en concelhos, et ces concelhos en paroisses. En voici le tableau, tel que l'offre la géographie de M. Urcullu. On remarquera que les Açores n'en font plus partie.

Provinces.	Districts.	Conselhos.	Paroisses.
Minho	Viana	29	278
	Braga	60	598
	Oporto	53	321
Tras os Montes	Villa Real	35	274
	Bragança	44	438
Beira Alta	Aveiro	54	181
	Coïmbre	72	218
	Lamego	95	312
	Guarda	77	381
Beira Baixa. Castello Branco	....	27	142
Estramadure	Leiria	33	120
	Santarem	44	180
	Lisbonne	42	228
Alem Téjo	Portalègre	41	104
	Évora	26	113
	Béja	32	109
Algarves	Faro	16	64
	Total	780	4061

tinée de ce malheureux pays de ne vivre jamais tranquille; et les continuelles divisions du parti libéral ne lui deviendront pas moins funestes que les rivalités de ses princes.

Le parti libéral se divise : chartistes, constitutionnels.

Les principaux ministres de dona Maria étaient alors MM. de Palmella, Freire et Carvalho, et certes il eût été difficile de trouver trois hommes qui méritassent mieux la puissance. Mais, quel que fût leur zèle et même leur habileté, les difficultés de toutes sortes contre lesquelles ils avaient à lutter étaient telles, après ces trente années de guerre et d'anarchie, qu'ils ne pouvaient en triompher aussitôt. Il leur fallut donc recourir aux expédients habituels, aux ventes de biens, aux anticipations, et ils ne réussirent, même à ce prix, ni à éviter le déficit, ni à payer tous les fonctionnaires. C'est assez dire en quel état se trouvaient l'armée, la marine, le crédit du Portugal.

Au lieu d'imputer ces malheurs aux seules circonstances, de s'y résigner, et de ne compter, pour les guérir, que sur le temps et sur la paix intérieure, un grand nombre de libéraux se hâta d'en profiter pour s'élever contre les ministres. Si les finances étaient dans l'embarras, si les services publics étaient mal assurés, si le présent était triste, si l'avenir était plus sombre encore, c'était, disaient-ils, que les ministres s'occupaient d'intrigues et non de gouvernement; qu'incapables à l'intérieur, ils livraient de plus le Portugal à l'Angleterre; enfin que la charte même, au nom de laquelle ils régnaient, ne pouvait donner à la nation les grandes réformes dont elle éprouvait l'impérieux besoin. En vain les trois ministres redoublaient-ils cependant de zèle pour atténuer le mal et pour imposer silence à leurs ennemis; ceux-ci ne tardèrent pas à dominer dans la seconde chambre; et, dès lors, le gouvernement n'eut plus seulement à lutter contre une opposition redoutable au sein du parlement; il eut aussi à réprimer plusieurs émeutes dans la rue. De sorte qu'une crise était imminente, lorsque éclata, en Espagne, la célèbre conspiration de la Granja.

Révolution de septembre 1836; première contre-révolution qui échoue.

Or, il est à peu près inouï qu'un mouvement se produise à Madrid sans avoir son contre-coup à Lisbonne. C'est ce qu'on put voir aussitôt. A peine y connut-on l'échec éprouvé par Christine, que les clubs s'émurent, que les sociétés secrètes s'armèrent, que l'opposition menaça. Dona Maria essaya de couper court à cette insurrection, en décrétant la dissolution des cortès; cette mesure énergique ne lui valut qu'un sursis de quelques jours, et la révolution éclata le 9 septembre 1836. Il semblait, en effet, que cette population mobile eût oublié déjà sa colère, quand arrivèrent à Lisbonne les nouveaux députés d'Oporto, tous partisans des idées les plus exaltées. Charmés de cette victoire électorale, leurs amis leur avaient préparé une ovation bruyante, et les démonstrations auxquelles ils se livrèrent devinrent bientôt si hostiles, que l'on crut nécessaire de mettre sur pied quelques troupes. Ces troupes firent cause commune avec le peuple; et alors toute cette multitude confuse de citoyens et de soldats, s'avança vers le palais aux cris de : *A bas les ministres! vive la constitution de* 1822! Que faire, sans une armée fidèle et contre une semblable insurrection? Dona Maria eut beau défendre l'honneur de sa couronne en rejetant les ordres de l'émeute; il n'en fallut pas moins céder, et accepter pour ministres MM. Bernard de Sâ, Lumiares et Passos, avec promesse formelle de convoquer immédiatement de nouvelles cortès, d'après les prescriptions de la constitution.

Voilà comme les révolutions s'accomplissent dans la Péninsule, sans combat, sans retard, sans dessein arrêté. Est-ce donc que toute la nation portugaise soit animée du même désir et qu'elle en impose la satisfaction par un élan irrésistible? Nullement. Les masses demeurent, au contraire, indifférentes à tous ces mouvements politiques. A peine fontelles des vœux pour l'un ou l'autre parti ; et c'est cette neutralité même qui explique la fréquence ainsi que la facilité des révolutions. Il suffit que quelques ambitieux s'unissent et prennent la résolution de renverser le gouvernement,

pour que, rassemblant sous leur drapeau les nombreux mécontents que le mauvais état des affaires met toujours à la disposition des agitateurs, ils éxécutent en un tour de main leurs projets. Comme personne ne s'intéresse assez au gouvernement pour le défendre, on les laisse faire, et ils règnent à leur tour, jusqu'au jour où un mouvement contraire vient leur montrer la fragilité de leur triomphe. MM. Passos et de Sâ ne s'en mirent pas moins courageusement à l'œuvre, le premier pour naturaliser en Portugal la civilisation européenne, le second pour tout réformer; et ils s'attachèrent tellement à leur idée que, craignant de ne la pouvoir mener à bonne fin, ils ne se pressèrent nullement de convoquer les cortès. Mais deux mois ne s'étaient pas encore écoulés qu'une contre-révolution soudaine vint remettre en question le sort du Portugal.

L'auteur en fut la reine elle-même, inconsolable du serment que la peur seule lui avait arraché le 10 septembre. Confiante dans l'appui des chartistes, dans l'assistance de l'Angleterre, et dans le mécontentement qu'inspirait aux constitutionnels mêmes la lente convocation des cortès, il ne lui parut pas nécessaire d'initier beaucoup de monde à ses desseins. Elle se contenta d'en faire part à quelques intimes, et dès qu'elle crut les chances favorables, elle se rendit secrètement à son château de Bélem, d'où elle fit appel à son armée, à ses serviteurs, à tous les partisans de la Charte, en abjurant bien haut les promesses qu'on lui avait insolemment imposées.

Dona Maria avait trop présumé de ses forces, ou plutôt elle n'avait pas pris assez de précautions. En vain l'ambassadeur d'Angleterre, lord Howard, se déclara-t-il favorable à ses tentatives contre-révolutionnaires; en vain même les vaisseaux de lord Paget, qui croisaient alors dans le Tage avec ceux de l'amiral Hugon, afin de protéger Lisbonne contre les entreprises renaissantes de don Miguel, prirent-ils une attitude menaçante: les constitutionnels ne se laissèrent pas intimider, et les chartistes eux-mêmes hésitèrent à soutenir la reine, dans la crainte de se dépopulariser à jamais par une coalition avec l'étranger. Les ministres n'eurent alors qu'à

occuper le pont d'Alcantara, entre Bélem et Lisbonne; et dona Maria, comprenant que l'occasion était manquée, ne voulut pas se perdre en s'opiniâtrant. Ainsi renouvela-t-elle le serment d'être fidèle à la constitution, et la nation, qui n'en demandait pas davantage pour se réconcilier avec sa souveraine, l'accueillit par des acclamations enthousiastes, lorsqu'elle revint à son palais de Lisbonne. Il semblait que toute cause de dissentiment eût disparu, et que ni la charte, ni la royauté n'eussent été vaincues, mais seulement l'Angleterre, dont l'influence détestée venait de se démasquer trop ouvertement. Heureux pays où les inimitiés politiques sont si peu durables, si la turbulence n'était plus funeste encore aux États que le fanatisme des partis extrêmes!

Les cortès essayent en vain de concilier les partis; deuxième contre-révolution qui échoue aussi.

Si pénible que cette seconde défaite dût sembler à dona Maria, il était d'autant plus sage de s'y résigner, que les formes constitutionnelles sont bien loin d'avoir en Portugal la même importance qu'en Angleterre ou en France. Mais l'orgueil blessé ne raisonne pas ainsi; et, tandis que les nouvelles cortès ne s'appliquaient qu'à réconcilier tous les partis par la promulgation d'une charte qui tiendrait le milieu entre l'œuvre de don Pédro et la constitution de 1822, la reine ne songeait qu'aux moyens de se venger. La chute du ministère Passos et les concessions mêmes que l'assemblée ne cessait de lui faire, dans l'intérêt de la paix, achevèrent de l'y décider, et l'on ne tarda pas à apprendre que le baron de Leiria, l'un des plus chauds partisans de la cour, venait de se révolter dans le nord, au cri de *vive la Charte*. Les maréchaux Saldanha et Terceira, en s'empressant d'aller le rejoindre, ne permirent pas de douter qu'il n'eût agi avec l'entier agrément de sa souveraine.

Les cortès affectèrent cependant de ne pas croire à cette complicité; et MM. de Bomfim et de Sâ furent aussitôt investis de pouvoirs extraordinaires pour réprimer l'insurrection naissante. Ils marchèrent, en effet, contre les chartistes, dont les bandes parcouraient impunément toutes les

provinces du nord; mais, pour montrer à la fois, et à quel point toutes ces dissensions politiques passionnent peu la masse de la nation portugaise, et combien sont restreintes les ressources de ce gouvernement, il suffira de dire que chacune des deux armées belligérantes n'atteignait pas le chiffre de huit cents hommes. Après quelques combats acharnés, où la noblesse chartiste fit des pertes sensibles sans arriver à un résultat sérieux, la guerre tomba en langueur, et elle pouvait s'éterniser entre deux partis aussi égaux, lorsque survint le corps d'armée que dona Maria avait mis au service de la reine Isabelle, sous la conduite du vicomte das Antas. Das Antas résolut aussitôt la question, en se prononçant contre les chartistes et en les battant à Ruivaens. Les vaincus n'eurent plus qu'à se soumettre ou à se réfugier en Galice.

Nul n'ignorait qu'en s'insurgeant au nom de la Charte, Saldanha, Terceira et Leiria n'avaient fait qu'obéir aux secrètes volontés de la reine; et cependant, de même qu'après la tentative de Bélem, il n'en résulta aucun cri, aucune attaque contre dona Maria. Elle n'eut pas même à dissimuler ses sympathies. Comme les cortès avaient décrété la déchéance de tous les officiers chartistes, elle refusa de sanctionner cette prescription, et ils conservèrent leurs grades. La seule conséquence de cette contre-révolution manquée fut donc l'avénement de MM. Bomfim et de Sâ da Bandeira au ministère, sous la direction suprême du général das Antas, le vainqueur de Ruivaens. C'est que, parmi tous les bouleversements auxquels la Péninsule est en proie depuis si longtemps, il n'y a plus qu'une chose qui demeure immuable, inébranlable, c'est le prestige de la royauté. Prestige bienfaisant, puisqu'après tout il préserve seul le Portugal d'une anarchie complète et du chaos.

Les septembristes continuent à essayer la conciliation; repos et force.

Restait à reprendre l'œuvre de conciliation que les cortès avaient commencée avant l'insurrection des chartistes, et elles s'y consacrèrent, en effet, avec une louable ardeur, afin de

mettre un terme à tous les maux qui accablaient le pays. Seulement elles ne purent empêcher ni la banqueroute, qui fut proclamée le 14 octobre 1837, ni les tentatives des constitutionnels exaltés, qui se plaignaient de ne pas obtenir la complète satisfaction de leurs idées. Il fallut même de nouvelles luttes pour maintenir la tranquillité, et pour conserver aux cortès l'autorité que le parti *de l'arsenal* voulait leur ravir. Mais MM. de Bomfim et de Sâ, qui avaient d'abord incliné vers les exaltés, prirent bientôt une résolution meilleure, et le sanglant combat du 13 mars assura le triomphe de la conciliation. C'est alors qu'eut lieu l'union des chartistes et des constitutionnels modérés; et, quand la reine eut elle-même scellé cette union par l'engagement solennel d'observer la nouvelle constitution des cortès (4 avril[1]) on put espérer que l'ère de la paix et des réformes allait enfin commencer. Une amnistie générale inaugura cette heureuse époque.

Si incertaine que fût encore la situation du Portugal, même après ce rétablissement inespéré de la paix, il est incontestable que les années qui suivirent furent plus satisfaisantes, sinon prospères, car le mal se fait vite et le bien lentement. Ni les dernières convulsions de la guerre civile en Espagne jusqu'au moment où Maroto signa la convention de Vergara, ni le renversement de Marie-Christine, ni les efforts du régent Espartéro, soit pour se maintenir, soit pour s'élever, ne purent, en effet, troubler l'heureuse tranquillité née de l'union des chartistes et des modérés. Il n'était jamais arrivé jusqu'alors que Madrid s'agitât sans remuer Lisbonne.

Il est vrai, qu'au moment même où le Portugal s'efforçait ainsi de s'arracher à l'anarchie, il eut à craindre pour son existence même. Bien qu'il ne s'agît, en apparence, que de la navigation du Duero, dont le cabinet de Madrid réclamait

1. Cette constitution, empruntée à la fois à la charte octroyée de don Pédro et à la constitution libérale de 1822, partageait la puissance législative entre deux chambres. Les membres du sénat étaient choisis par la reine sur une liste, et les députés étaient élus par le suffrage direct avec un cens très-faible. Les fonctionnaires étaient exclus de la chambre.

arrogamment la liberté, il était évident qu'Espartéro ne cherchait qu'une occasion de combattre et de s'illustrer. Mais les Portugais de tous les partis montrèrent aussitôt tant d'empressement à repousser les sommations de l'Espagne, que l'on put bien reconnaître qu'ils étaient encore dignes de former une nation, et qu'un danger qui menaçait de les perdre ne servit qu'à prouver leur vigueur. Ce fut ensuite le tour de l'Angleterre, qui, par l'offre spontanée de sa puissante médiation, avait pourtant bien contribué à détacher le duc de la Victoire de toute envie d'attenter à l'indépendance du Portugal. Enhardie par un si grand service, elle demandait à dona Maria le renouvellement du traité de Méthuen, qu'elle sollicitait inutilement depuis 1834. Ce fut en vain. Elle ne reçut que de vagues promesses, et ce ne fut qu'à grand'peine qu'elle obtint du moins l'accession de la cour de Lisbonne au fameux droit de visite. Celle-ci s'y refusa aussi longtemps qu'il fut possible, sans arriver à une rupture; et, si elle finit par y consentir, il n'en faut accuser que la France, qui, au lieu d'encourager sa résistance et de défendre la liberté des mers, ne rougit pas d'humilier son propre pavillon. C'est qu'aujourd'hui tous les Portugais sont d'accord sur le besoin de soustraire le Portugal à la ruineuse tyrannie de l'industrie britannique. Cent trente années de misère, dont le traité de Méthuen a été la source, n'ont pas été une leçon inutile; et l'opinion est tellement prononcée à cet égard, qu'il n'est plus de ministère qui osât n'y pas déférer docilement. L'Angleterre, qui le sait, ne s'en montre que plus opiniâtre à atteindre son but.

Les chartistes reprennent le dessus en 1842.

A l'instant même où le Portugal résistait si honorablement, et aux menaces de l'Espagne et aux sollicitations de l'Angleterre, il vit se rouvrir encore une fois la triste carrière des révolutions. Ce fut au mois de janvier 1842, et le chef du nouveau mouvement n'était rien moins que le ministre de la justice, M. Costa Cabral, autrefois l'un des plus ardents septembristes, maintenant tout à fait converti à la

charte de don Pédro. Secrètement secondé par le roi[1], par M. Dietz et par M. Drummond, qui composaient à Lisbonne le gouvernement occulte, il se rend à Oporto, puis à Coïmbre et y proclame l'abolition de la constitution établie. La reine, qui n'est pas dans le secret du complot, a beau en confier aussitôt la répression à MM. de Palmella, das Antas et Bomfim; M. de Terceira se prononce pour Costa Cabral; M. de Palmella n'agit pas, et la révolution se trouve consommée avant qu'on ait sérieusement songé à l'étouffer. M. Costa Cabral en compléta le triomphe par la promesse que les cortès seraient prochainement convoquées pour la révision de la charte, et, dès lors, c'est lui qui régna sous le nom du duc de Terceira, président du conseil. Il va sans dire que dona Maria se contenta de souscrire à tout ce qu'elle venait de condamner. Docilement soumise aux volontés de son mari et de son confesseur, elle n'avait, d'ailleurs, jamais aimé la constitution, et elle avait tenté deux fois de la détruire elle-même en 1837.

Règne de M. Costa Cabral.

Soutenu par la haute protection de la cour, par la servilité des deux chambres, par l'amitié de son frère, gouverneur de Lisbonne, enfin par la neutralité bienveillante des miguélistes, pour qui la chute de la constitution ne pouvait être qu'un triomphe, M. de Costa Cabral n'avait rien à ménager. Or, il n'était pas homme à reculer devant le despotisme. Ce n'était pas assez que la tribune fût à peu près silencieuse, il affermit bientôt sa domination par la promulgation de trois décrets qui abolissaient presque les dernières libertés du Portugal. Le premier concernait les juges dont il détruisait l'indépendance avec l'inamovibilité; le second livrait les officiers à l'arbitraire du ministre; le troisième soumettait l'enseignement à la censure et frappait de mort les Universités. Est-il besoin d'ajouter que la presse n'était pas moins maltraitée, et qu'il n'y eut plus de liberté que pour l'éloge.

Encore si ce despotisme, si douloureux qu'il fût, avait géré heureusement les affaires du royaume, aurait-il été

1. Ferdinand de Saxe-Cobourg, second mari de la reine.

raisonnable de ne le pas trop maudire. Mais si habile et si zélé que fût incontestablement M. Cabral, il est incontestable aussi qu'il ne fit rien à cet égard. En vain, dans l'extrémité de son embarras, résolut-il d'avoir recours même à ses ennemis qu'il convoqua chez lui pour faire appel à leurs lumières : cette généreuse démarche n'eut pas d'effet, et ni eux ni lui ne purent trouver le moyen de guérir aucun des maux auxquels le Portugal était en proie. Rappelons d'ailleurs, afin d'être plus indulgent, que la dette publique s'élevait alors à plus de quatre cents millions ; que l'on ne pouvait même songer au payement de la dette flottante ; que les dépenses annuelles dépassaient soixante-six millions ; que les recettes n'atteignaient pas soixante, et que chaque année, chaque jour aggravait la détresse financière, quoique la marine ne fût plus qu'une ombre, et que l'armée, officiellement évaluée à vingt mille hommes, n'en comptât pas huit mille. En vérité, quand une nation se voit descendue à une condition si misérable, c'est une bien pénible tâche que de la gouverner, et peut-être devons-nous savoir quelque gré à M. Cabral de n'avoir pas désespéré, tandis que, d'un autre côté, il réconciliait dona Maria avec la cour de Rome, et continuait de repousser les menaces de l'Angleterre et d'Espartéro.

Bientôt après, M. Costa Cabral alla plus loin. Depuis longtemps, l'un des plus grands fléaux de l'administration portugaise était de ne subsister qu'à force d'emprunts, au lieu de recourir aux impôts. On empruntait pour subvenir aux dépenses ordinaires ; on empruntait pour payer les intérêts ; on empruntait pour amortir, quitte à subir des conditions chaque fois plus onéreuses. M. Costa Cabral ouvrit enfin les yeux sur cet abus, le montra à la reine, et, bien qu'il eût contracté lui-même vingt-trois emprunts en trois ans, il osa en entreprendre la destruction, comprenant bien qu'une ruine irréparable était au bout d'un semblable système. Mais, soit que les impôts qu'il institua pour rouvrir aux finances de son pays les véritables sources de la prospérité, fussent trop lourds en effet ; soit que leur seule nouveauté les fît paraître tels, M. Costa Cabral n'eut pas le loisir de poursuivre et d'améliorer cette grande réforme. Il avait trop

présumé de sa force et de la raison publique : nul gouvernement n'est assez solide en Portugal pour résister à une telle épreuve.

Les septembristes tentent de le renverser, 1844 ; il s'enfuit.

Or, du jour où M. Costa Cabral avait lui-même donné l'exemple de l'insurrection, en soulevant Oporto et Coïmbre au nom de la Charte, tous ses anciens amis s'étaient ligués pour le punir au plus tôt de son apostasie. Leurs chefs étaient MM. das Antas, Passos, Sâ da Bandeira, de Loulé, et surtout M. de Bomfim, qui représentait le parti mixte. Ils s'appuyaient sur une partie de la chambre et sur un grand nombre de sociétés secrètes, auxquelles l'oppression de la liberté venait de donner naissance.

Une première tentative d'insurrection que M. de Bomfim fit, dans la ville de Portalègre, pour le rétablissement de la constitution (1844), et qui échoua complétement, ne suffit pas pour décourager les ennemis de M. Costa Cabral. Ils prirent seulement la résolution d'attendre que leur nombre fût plus grand; et malheureusement celui-ci gouverna avec tant de rigueur qu'il n'eut bientôt plus d'autres partisans que la coterie de don Fernando et la garde municipale de Lisbonne, dont son frère disposait souverainement en qualité de gouverneur.

C'était là que ses adversaires l'attendaient. Dès qu'il leur en eut fourni l'occasion par l'établissement d'un nouvel impôt qui ne pouvait manquer de soulever la colère des paysans, ils firent révolter toute la province de Minho, et la plupart des autres villes s'étant aussitôt prononcées dans le même sens, il devint impossible de tenir tête à l'orage. Six jours avaient suffi pour cette révolution. M. Costa Cabral n'osa pas même demeurer en Portugal, à la merci de ses ennemis. Il s'enfuit en Espagne, avec son frère le gouverneur, sous prétexte d'un congé que la reine lui avait elle-même accordé pour un an. Pendant ce temps-là, ceux qu'il avait naguère exilés et dépouillés succédaient à sa toute-puissance.

Dona Maria renverse les septembristes; retour, puissance et chute de M. Costa Cabral.

Ce ne fut pas encore pour longtemps. M. Costa Cabral avait du moins régné quatre ans. A peine ses adversaires avaient-ils pris possession de l'autorité qu'ils eurent, au contraire, à combattre une nouvelle contre-révolution, née dans le palais même de la reine, et qui ne tarda pas à avoir pour auxiliaires l'Angleterre, la France et l'Espagne. M. de Bomfim et ses amis n'en luttèrent pas moins avec une remarquable énergie, et l'appel qu'ils s'empressèrent d'adresser aux libéraux ne fut pas sans effet. Mais que faire contre les forces considérables dont la cour disposait, et auxquelles trois grandes puissances donnaient leur appui moral, en attendant l'heure d'une action plus efficace? Ni le courage des libéraux, ni le choix qu'ils avaient fait de chefs habiles, parmi lesquels l'oncle même de la reine, le marquis de Loulé, ne leur purent conserver l'avantage. On avait d'abord songé à prononcer la déchéance de dona Maria, afin de renverser du même coup le gouvernement occulte qui régnait sous son nom; elle en fut quitte pour quelques concessions insignifiantes dont ses conseillers intimes comptaient bien ne pas s'embarrasser longtemps.

Le triomphe de dona Maria était celui de M. Costa Cabral; et celui-ci n'attendait, en effet, qu'un signe pour reparaître en Portugal. Chose étonnante! et qui marque bien à quel point toutes ces agitations sont superficielles, il y fut parfaitement bien accueilli. Il semblait qu'il n'y eût que des amis. En vain même M. de Bomfim et ses collègues mirent-ils encore tout en œuvre pour écarter au moins du pouvoir l'odieux rival dont ils déploraient le retour. Ni la haine des anciens septembristes, ni l'influence du ministère, ne prévalurent contre l'élan universel qui entraînait le Portugal vers l'illustre banni; et les élections générales n'envoyèrent guère à la chambre que des partisans de M. Costa Cabral et de la charte, tandis que les ministres n'obtenaient pas même le modeste honneur d'être électeurs du second degré.

Il faut rendre cette justice à M. Cabral, que, loin de s'en-

ivrér d'une victoire aussi complète et aussi inattendue, il ne parut désireux que de s'effacer, soit qu'il craignît d'affronter aussitôt tous les ressentiments sous lesquels il avait naguère succombé; soit qu'il aimât mieux se réserver; soit que, plébéien dédaigné, il craignît d'offenser l'orgueil aristocratique des grandes familles par l'occupation immédiate de la première place. Il refusa donc le ministère, et, content d'une suprématie anonyme, il en fit investir le vieux maréchal duc de Saldanha, petit-fils de Pombal, dont il ne redoutait pas les talents, et dont l'aristocratie chérissait la noblesse, et l'armée le courage (janvier 1848).

Cette politique de M. Costa Cabral se manifesta encore mieux au moment où le maréchal Saldanha refusa de conserver plus longtemps une dignité qui le gênait. N'ayant pu l'en dissuader, il fit solliciter tour à tour M. le duc de Terceira et M. Duarte-Leitao d'accepter à sa place la présidence du conseil, et ce ne fut que sur leur refus opiniâtre, qu'il se décida à la recevoir lui-même. Si personne n'en voulait, comment pouvait-on le blâmer d'y prétendre? Encore essaya-t-il de désarmer les colères que pourrait soulever son avénement par l'acceptation d'un titre féodal dont il se souciait sans doute assez peu. Dissimuler son nom plébéien sous le titre pompeux de comte de Thomar, n'était-ce pas déférer solennellement aux invincibles préjugés de l'aristocratie portugaise?

Quoi qu'il en soit, le nouveau président du conseil se servit énergiquement de la puissance pour réprimer les abus, pour compléter la réconciliation du Portugal et de Rome, pour améliorer l'état des finances, pour relever le commerce et l'agriculture, pour ranimer la marine. Jamais, quoi qu'on en ait pu dire ensuite, jamais le Portugal n'avait été si prospère depuis la glorieuse époque où Pombal avait entrepris d'y faire revivre les anciens temps. Que ce gouvernement, rigoureux mais habile, se maintînt seulement dix ans, et le Portugal remontait sans doute de l'abîme où il menace de disparaître, au premier rang des États secondaires.

Il n'en fut malheureusement pas ainsi. A peine le comte de

Thomar avait-il accepté la présidence, abandonné son nom plébéien, et entrepris cette vigoureuse lutte contre l'anarchie et les abus, que tous ses anciens adversaires, déconcertés un moment par la promptitude de son retour et par la puissance de l'entraînement qui avait conduit à lui toute la nation, renouèrent de leur côté leurs intrigues et leurs alliances. Miguélistes irrités de ses réformes, grands seigneurs offensés de sa suprématie, septembristes indignés de ce qu'ils appelaient son apostasie, journalistes aigris par les sévérités de sa nouvelle loi sur la presse (1850), tous se concertèrent pour le renverser de nouveau, malgré l'appui que lui prêtait la majorité des cortès. Cette majorité, née cependant d'élections générales faites à son profit sous un ministère septembriste, n'était-elle pas une majorité factice, vénale, et dont tout bon citoyen ne devait tenir aucun compte?

Restait à trouver un chef, et ce ne fut pas long. Le maréchal de Saldanha était là, mécontent, et désireux de se venger à tout prix.

Sorti volontairement du ministère, le duc de Saldanha s'était d'abord proclamé l'ami et le soutien dévoué du comte de Thomar. Il s'était même emporté jusqu'à dire un jour *qu'en politique le comte et lui ne faisaient qu'une seule et même personne*. Mais la constance et la fidélité ne sont pas les qualités distinctives du noble duc, et ces effervescences d'amitié n'empêchèrent pas qu'il ne regrettât bientôt l'autorité qu'il venait d'abandonner lui-même. Comme ses prétentions n'étaient admises ni du comte de Thomar ni de ses collègues, il se jeta brusquement dans les rangs de l'opposition, et sa première déclaration de guerre fut une attaque virulente contre le ministre de la guerre. Ni la chambre, ni les ministres, ni la reine ne s'en soucièrent d'ailleurs beaucoup, et celle-ci osa même lui répondre qu'elle n'autorisait *ses domestiques* à lui donner des conseils et surtout des conseils écrits que lorsqu'elle leur en demandait. C'était une cruelle allusion à la charge de premier majordome du palais dont le duc était revêtu. M. de Saldanha irrité fut dès lors à la disposition de tous ceux qui voudraient seconder sa vengeance.

Une espérance non moins séduisante pour les ennemis de M. Costa Cabral fut l'assistance déclarée de l'Angleterre. Lord Palmerston y dirigeait alors les affaires étrangères, et nul ministre n'a porté plus loin la préoccupation exclusive des intérêts anglais. A la première nouvelle des réformes qu'accomplissait ou que méditait le gouvernement portugais, il ne perdit pas un instant pour encourager ses ennemis, pour l'accabler de notes menaçantes, pour recommander aux représentants de la Grande-Bretagne une étroite amitié avec les septembristes, pour envoyer même une escadre avec munitions et argent. Si le Portugal renaissait, qu'allait devenir en effet la vieille suprématie commerciale de l'Angleterre sur ce pays et, par ce pays, sur toute la Péninsule? Ce qu'il faut à l'Angleterre dans le Portugal, c'est un gouvernement toujours inhabile, des révolutions continuelles, des finances délabrées, un ministère vassal, afin que l'industrie nationale ne s'y relève pas, que la contrebande y demeure impunie, que les autres nations n'y fassent pas concurrence à l'industrie anglaise, et que les banquiers de Londres s'enrichissent du profit d'emprunts multipliés, jusqu'au jour où le Portugal leur appartiendra tout entier à titre de saisie. Or, que les choses continuent à marcher du même train, et ce jour-là n'est assurément pas éloigné.

Il n'est malheureusement que trop facile, et aux révolutionnaires portugais et au gouvernement britannique, de se procurer les instruments de ces incurables dissensions. Que faut-il pour cela? Quelques discours incendiaires, quelques personnages ambitieux, et surtout un peu d'argent répandu à propos dans les faubourgs d'Oporto, sur la hideuse populace de Lisbonne, et parmi des soldats mal payés, par conséquent indociles. Que deux régiments se révoltent alors, et tout est dit; car tous les autres s'empressent de faire cause commune avec eux; le parti victorieux prodigue les promesses; les chefs obtiennent de l'avancement; les soldats se livrent impunément à l'orgie, et la nation laisse faire, soit par mollesse, soit par indifférence, soit par habitude d'obéir.

Malgré tous ses services et tous ses talents, tel fut le sort du comte de Thomar. La cour, une partie de la bourgeoisie,

la chambre, quelques gouvernements étrangers, entre autres la France et l'Espagne, ont beau le soutenir, il succombe de nouveau sous une méprisable coalition.

C'est de la calomnie que l'on s'arma d'abord contre lui. Le journal *o Patriota* prétendit, en effet, que le comte de Thomar s'enrichissait par des concussions; qu'il venait même de vendre une commanderie du Christ en échange d'une calèche, et, pour que l'accusation eût plus d'effet, il la publia en quatre langues à la fois. Le ministre eut peu de peine à démontrer l'absurdité de cette odieuse affirmation; les cortès la repoussèrent, et le duc de Saldanha, qui s'oublia jusqu'à s'en servir contre un homme qu'il appelait naguère son ami, n'en recueillit que de la honte.

Le mauvais succès de cette première campagne ne le découragea pas; et, tandis que les accusations se renouvelaient chaque jour plus injurieuses contre les prétendues malversations du président du conseil, on le vit, lui, grand seigneur, lui, qui se vantait d'avoir presque inventé la charte de don Pédro, s'allier intimement avec ses vieux ennemis les septembristes. Il est vrai qu'il avait déjà changé cinquante-quatre fois d'opinion, suivant ce même *Patriota*, dont il était maintenant le héros. Que lui importaient ces variations perpétuelles, et ces contradictions scandaleuses, et ces inqualifiables alliances? Ne fallait-il pas qu'il se vengeât à tout prix de l'insolent parvenu qui osait régner sur le Portugal et sur lui? Et ce n'est pas que M. le duc de Saldanha soit précisément un ambitieux. A peine a-t-il saisi le pouvoir, qu'il s'en détache, au contraire; qu'il l'abandonne à qui veut l'exercer sous son nom, et qu'il ne tarde même pas à regretter les loisirs de la vie privée. Mais, petit-fils du *grand marquis*, il lui paraît que le ministère est son patrimoine; qu'il y a droit de par sa naissance, tout comme dona Maria à la couronne de Portugal, et malheur à qui ose s'en parer à ses yeux! Premier ministre, ou chef de l'opposition, tel est l'alternative continuelle où il passe sa vie. Il ne sait, en un mot, ni être ministre ni ne pas l'être.

Telle fut d'abord l'indignation que causa ce brusque changement du maréchal, que dona Maria lui retira aussitôt la

charge de majordome, et que les troupes qu'il essaya de soulever refusèrent pour la première fois d'écouter sa voix. On put même croire que tout était terminé, et que M. Saldanha venait de se perdre, en voulant renverser le comte de Thomar.

Mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent en Portugal, et le comte de Thomar venait à peine de reprendre le cours interrompu de ses heureuses réformes, lorsque ses ennemis trouvèrent une occasion plus favorable. Elle leur fut fournie par l'Angleterre.

Infatigable champion des intérêts anglais, lord Palmerston ne voyait déjà qu'avec trop de colère et les airs d'indépendance qu'osait prendre le premier ministre de dona Maria, et les restrictions apportées à la contrebande britannique, et l'industrie portugaise se ranimant peu à peu. Que fut-ce lorsqu'il apprit que le comte de Thomar élevait les droits d'importation, et surtout que d'actives négociations venaient de s'ouvrir entre les cabinets de Lisbonne et de Madrid ! Il ne s'y agissait de rien moins, disait-on, que de la libre navigation du Duero et du Tage; peut-être même d'une union douanière qui renverserait les vieilles barrières des deux royaumes, au grand profit des finances, de la liberté et de l'honneur du Portugal et de l'Espagne.

Quoi de plus sage et de plus légitime? Mais aussi quoi de plus redoutable pour l'Angleterre ? Après tous les ennuis dont l'accablaient déjà et le zollwerein allemand et le développement de l'industrie dans la plupart des États européens, allait-elle voir la Péninsule lui échapper à son tour, et le Portugal remonter tout à coup de l'état de colonie anglaise à celui de royaume indépendant ?

Lord Palmerston eut bientôt pris son parti. Impuissant contre l'Espagne, où le maréchal Narvaez accomplissait cependant les mêmes réformes, il ne pensait pas que le Portugal lui imposât les mêmes ménagements. A peine soupçonna-t-il les intentions du comte de Thomar, qu'il résolut de garantir l'Angleterre en le renversant. De là une intimité immédiate et éclatante entre les ennemis du ministre et le chargé d'affaires d'Angleterre, sir Henry Seymour. Peu im-

portait l'inconséquence d'une telle alliance. Miguélistes, septembristes ou modérés, tout semblait bon à lord Palmerston, pourvu qu'il eût une révolution à ses ordres, et que le commerce anglais fût délivré de ses terreurs. Le résultat prouva d'ailleurs qu'il avait bien calculé. Forts de l'assentiment de l'Angleterre, les septembristes, les ambitieux, les journalistes, la populace, s'élevèrent avec un nouvel acharnement contre l'habile gouvernement qui s'efforçait de sauver le pays. N'étaient-ils pas sûrs du succès?

Restait le choix du prétexte, et lord Palmerston n'y fut vraiment pas difficile. Un missionnaire anglais, dentiste et pédicure de son métier, venait justement d'être arrêté à Madère pour insulte au culte catholique. Lord Palmerston prit en main sa cause, et réclama une forte indemnité. C'était à peu près le temps où il menaçait de ruiner Athènes pour un motif aussi frivole. Mais en vain la presse opposante appuyait-elle le protégé de lord Palmerston; en vain même une escadre anglaise vint-elle mouiller devant Lisbonne : le comte de Thomar repoussa énergiquement cette inqualifiable tyrannie. Éclairé sur les véritables desseins de l'Angleterre, il n'en appelait pas moins avec confiance à la reine Victoria, à l'Europe entière, au peuple anglais lui-même, honteux du rôle qu'on lui faisait jouer.

Il aurait sans doute réussi, lorsque la disgrâce inattendue du maréchal Narvaez, à Madrid, vint lui porter un premier coup. Bien que le nouveau ministère espagnol se montrât animé des mêmes intentions, les septembristes, les journaux, et les Anglais ne manquèrent pas, en effet, de s'écrier que, complétement hostile au comte de Thomar, il applaudirait à sa chute. En même temps se renouvelaient contre lui ces accusations calculées de dilapidations, de brigues et de corruption qui devaient servir à déconcerter ses amis.

Ce fut peu de jours après (8 avril 1851), que le duc de Saldanha, ne songeant qu'à sa propre vengeance, et malheureux instrument de l'Angleterre, réussit à soulever deux bataillons. C'était beaucoup dans un tel pays; et cependant, que serait-il arrivé, si la cour, écoutant l'énergique comte de Thomar, avait profité de l'occasion pour en finir avec toutes

ces factions, pour accabler les septembristes, pour établir enfin un gouvernement vigoureux? Rien de semblable n'arriva. Telle fut, au contraire, l'irrésolution du roi Fernando, et ses lenteurs, et ses complaisances, que l'insurrection se ranima, au moment même d'expirer, au moment où M. de Saldanha découragé venait de chercher un asile sur le territoire espagnol.

C'est d'Oporto que partit encore le signal de cette honteuse révolte. Elle s'étendit de là sur Coïmbre, puis sur Lisbonne, où elle trouva pour chef un frère même du premier ministre, M. Sylva Cabral. Quelques rancunes personnelles avaient rangé ce triste personnage parmi les adversaires et les calomniateurs les plus acharnés du comte de Thomar.

Réduit alors à donner sa démission, celui-ci n'obtint même la permission ni d'habiter le pays dont il avait rêvé la régénération, ni d'aller le représenter à la cour de Madrid. Le duc de Saldanha et l'Angleterre n'étaient pas assez vengés par sa chute. Il leur fallut encore une sentence de bannissement. Le comte de Thomar s'éloigna donc, avec le regret de laisser ses réformes inachevées, et sans les trésors dont ses ennemis lui imputaient si résolument l'accumulation.

Quant à la reine, elle essaya vainement d'atténuer le rude échec que venait de recevoir la royauté elle-même. Ni les vainqueurs du comte de Thomar, ni lord Palmerston, ni sir Seymour, puissamment appuyé d'une flotte anglaise, ne consentirent à lui épargner aucune des amertumes de sa défaite. On lui signifia donc de rétracter solennellement tous les actes du précédent ministère, d'enlever au roi le commandement suprême de l'armée, de rendre la place de majordome au maréchal de Saldanha, et de l'accepter même comme premier ministre, au lieu du maréchal duc de Terceira qu'elle s'était efforcée de substituer au comte de Thomar. Que faire contre la force triomphante? Dona Maria souscrivit à tout, et, quelques jours après, Saldanha entra dans Lisbonne, parmi les fleurs et les cris d'enthousiasme que cette population mobile prodigue à toutes les victoires. Qui devait réellement triompher? l'Angleterre.

État actuel du Portugal.

Les événements qui suivirent sont tellement rapprochés de nous que nous n'essayerons pas de les raconter. Remarquons seulement que la nouvelle révolution n'a pas porté de bien heureux fruits. Le progrès arrêté, la royauté amoindrie, les cortès partagées, la presse déchaînée, le pouvoir en des mains inhabiles ou malveillantes, l'insurrection à peine contenue, les finances plus délabrées que jamais, l'Angleterre victorieuse, telles sont jusqu'à présent les conséquences les plus claires de la chute du comte de Thomar.

C'est ainsi que le Portugal roule incessamment de révolution en révolution vers l'abîme où il semble toujours près de disparaître. La première date de 1820, et, depuis cette époque, absolutistes, chartistes, constitutionnels, septembristes ne cessent de se coaliser, de se combattre et de se renverser tour à tour, sans qu'une seule de toutes ces administrations successives ait jamais chance de se maintenir longtemps, sans que l'heure des réformes vienne après celle des agitations.

Encore, s'il s'agissait réellement de fonder le règne d'une liberté modérée, sur les pas de laquelle marcherait sans doute le progrès ! Mais non ; car, outre que la masse de la nation portugaise ne comprend rien à toutes ces institutions libérales dont l'Angleterre et l'Amérique se montrent si jalouses, et qu'il faudra bien du temps encore pour qu'elle parvienne à en jouir paisiblement, il semble que les chefs mêmes des différents partis ne se servent de ces théories que comme d'un instrument et d'un chemin. Constitutionnels, chartistes ou septembristes zélés, tant qu'ils poursuivent le pouvoir, à peine y sont-ils parvenus qu'ils oublient leurs doctrines et n'aspirent tous qu'à gouverner souverainement. De là ces étranges renversements d'opinion que nous remarquons chez les hommes les plus considérables du Portugal, chez M. Costa Cabral, chez M. de Palmella, chez M. de Saldanha, qui n'en est pas peut-être à sa dernière métamorphose. Il n'en serait pas ainsi, si, dans toutes ces questions de gouvernement, il ne s'agissait en effet beaucoup plus de

tel ou tel nom propre, que de telle ou telle forme de constitution.

C'est au maréchal duc de Saldanha qu'appartient aujourd'hui le pouvoir, et, si déplorable que soit l'origine de sa domination, l'important est de voir désormais quel usage il en saura faire. Donnera-t-il enfin à sa patrie un peu de paix et de prospérité ? Ne s'est-il au contraire emparé de l'autorité que pour en jouir, pour faire les affaires de l'Angleterre, et pour tuer du même coup la liberté, la royauté et les réformes ?

Les réformes ! tel est en effet le premier besoin du Portugal actuel, et en comparaison duquel j'ose dire que les intérêts mêmes de la liberté ne sont rien. Car, de quelque côté que se portent nos yeux, qu'y trouvent-ils que misère, décadence et accablement ? Et je ne parle ici ni de la profonde ignorance, ni de l'aveugle fanatisme[1] auxquels ce malheureux pays n'a pas cessé d'être en proie; je ne veux m'occuper que du rang que ses ressources matérielles lui assignent encore en Europe. Où en sont ses finances[2] ? où en est son armée ?

1. S'il en est ainsi, ce n'est pas que le gouvernement portugais ne fasse de grandes dépenses pour l'instruction publique. Budget annuel de trois cent soixante-huit contos de reïs, conseil supérieur, lycées (au nombre de vingt et un), académies, musées, conservatoires, rien n'y manque; sans parler de la vieille université de Coïmbre (divisée en cinq facultés de théologie, de médecine, de droit, de sciences mathématiques et de philosophie), de l'académie polytechnique d'Oporto, des écoles de peinture, de sculpture, de paysage, d'architecture, etc etc. Mais qu'importe ce beau luxe d'enseignement, si les classes élevées en profitent à peine; si le peuple fuit l'instruction; si les moines la redoutent; si l'instruction primaire, qui pourrait seule éclairer les masses, languit partout, malgré une bonne école normale, quelques écoles d'enseignement mutuel, une foule d'écoles ordinaires, et une armée d'environ douze cents instituteurs ? En vain l'article 145 de la Constitution a-t-il garanti *la gratuité de l'enseignement primaire*. Le préjugé national et l'habitude prévalent contre cette excellente loi, et le gouvernement n'est pas assez fort pour en imposer l'observation.

2. Tandis que les dépenses annuelles du Portugal dépassent soixante-quinze millions de francs, son revenu s'élève à peine à soixante-deux. Or comment combler ce déficit régulier ? Impôts nouveaux et de toute nature, retenues arbitraires sur les appointements, diminution des pensions, aliénations, anticipations, contributions locales, emprunts forcés, papier-monnaie, tout a été vainement essayé dans ce but. Le comte de Thomar avait seul réussi à l'atténuer un peu, et à répandre même quelque lumière sur le chaos des finances portugaises. Où en sont maintenant ses réformes, et combien la nouvelle révolution septembriste n'a-t-elle pas aggravé le mal ?

De toutes ces dépenses, la plus accablante de beaucoup est la dette publique, qui, divisée et subdivisée en vingt-sept catégories de créances directes et indirectes, en dette intérieure et extérieure, atteint l'énorme chiffre de trois mille six cent cinquante contos de reïs (le reï est une fraction de centime, dont la valeur est variable. Le conto de reïs vaut à peu près six mille francs) ou vingt-deux millions

où en est sa marine[1], et son industrie, et son agriculture[2], et son commerce, et ses colonies? Tel est à cet égard l'état

de francs environ. Le budget y pourvoit au moyen de la plus grande partie des quatre principales douanes, de la taxe des poissons et des impôts directs perçus à Lisbonne et à Oporto. L'amortissement, dont l'action ne peut être que bien lente au milieu d'un tel désordre, repose sur le produit des biens nationaux, sur quelques créances particulières, et sur le rachat ou la vente d'anciennes servitudes, etc.

Encore si ces finances, en si mauvais état qu'elles soient, étaient régies par une habile administration! Mais, sans parler de malversations qui ne paraissent que trop fréquentes, combien de mains qui prennent part à cette importante gestion? D'un côté la junte de crédit public, qui ne s'occupe que de la dette, siége à Lisbonne et entretient un agent à Londres; de l'autre le ministère des finances qui coûte plus de huit cents contos de reïs; quelques administrations particulières desquelles ressortissent certains revenus spéciaux; et les fermiers, et telle corporation, et tel corps constitué qui perçoit lui-même de quoi subvenir à ses dépenses.

Compléterons-nous ce tableau en ajoutant qu'à ce désordre, à ce pêle-mêle inextricable, se joint tout l'attirail de la centralisation administrative, telle à peu près qu'elle est en France : cours des comptes, commission des tarifs, inspecteurs des finances, bureau du contentieux, etc.? Qu'en résulte-t-il? une dépense double et l'apparrence de l'ordre, sans aucun profit ni pour la nation, ni pour l'administration, ni pour la sécurité des finances nationales.

1. Quoi de plus magnifique que l'état-major portugais, où figurent un maréchal-général, deux maréchaux, et une cinquantaine de généraux, sans compter ceux qu'aura créés la dernière révolution! Quant aux officiers ordinaires ils sont innombrables, grâce aux guerres civiles. Il suffira de dire que les pensions de disponibilité s'élèvent seules à près de cent soixante-dix contos, sur les deux mille sept cent cinquante que coûte l'armée entière.

Cette armée même, sans y comprendre les deux mille hommes de garde municipale qui, partagée entre Lisbonne et Oporto, relève du ministère de l'intérieur, s'élève à environ vingt-quatre mille hommes. C'est moins de quatre cents soldats pour un général.

Elle se recrute par le procédé barbare de la presse. De là peut-être et les pillages qu'elle exerce, et son indiscipline, et ses penchants à l'insurrection. Mécontente et le plus souvent mal payée, elle se tient à la disposition de tout ambitieux qui lui promet argent, congés et grades. Peu redoutable à l'étranger, elle est aujourd'hui le plus puissant élément de désordre qui existe dans le Portugal. C'est elle qui règne. Le reste de la nation s'abandonne tour à tour à ses créatures éphémères.

Moins redoutable à la patrie, la marine portugaise n'est malheureusement pas mieux en état de lui faire honneur; et nulle partie de l'administration publique n'exigeant plus de dépenses, comment en serait-il autrement au milieu de la pénurie actuelle? Un vaisseau, une frégate, trois bricks, quatre corvettes, quatre vapeurs, montés par environ deux mille marins, voilà tout ce que possède l'ancienne patrie d'Albuquerque, l'ancienne maîtresse du Brésil et des Indes, l'ancienne reine des mers. M. Costa Cabral avait entrepris de remédier aussi à cette décadence. Déjà même il avait réorganisé le corps des ingénieurs, reconstitué l'école navale, assuré la solde des matelots, et substitué l'inscription maritime aux imprudentes violences de la presse. Mais le bien qu'il a fait lui survivra-t-il?

Songeons d'ailleurs, pour le comprendre, à l'horrible délabrement des colonies portugaises, devenues onéreuses à la métropole. En vain se composent-elles encore des îles du cap Vert, de Saint-Thomas, d'Angola, de Mozambique, de Sofala, en Afrique; de Diu, de Solor, de Goa, de Macao, de Damaon, en Asie; de Timor, dans l'Océanie; en vain les gouverneurs de Goa ont-ils gardé le titre de vice-rois; en vain les souverains du Portugal continuent-ils à s'intituler seigneurs de la Guinée et de la conquête, navigation et commerce d'Éthiopie, Arabie, Perse et de l'Inde, etc. Combien ces pompeuses qualifications répondent-elles mal à la réalité des choses? Elles ne sont en effet qu'un souvenir accablant de grandeur et de gloire. Sans prétendre à renouveler cette puissance, ne pourrait-on du moins en utiliser les débris, soit pour ranimer le commerce, soit pour relever la marine, soit seulement pour alléger les dépenses nationales qu'ils contribuent actuellement à augmenter?

2. L'industrie et l'agriculture ne sont pas aujourd'hui dans un état moins mi-

du Portugal qu'il languirait peut-être à l'intérieur sans l'active exploitation de l'industrie anglaise, et qu'au dehors le rôle le plus modeste est au-dessus de ses forces. Il s'agissait naguère de renverser la république romaine, et de rétablir le souverain pontife sur le trône de Saint-Pierre. Qui n'aurait cru alors que Sa Majesté très-fidèle s'empresserait d'embrasser une si sainte cause? Mais en vain le désirait-elle; elle ne l'a pas pu, et, tandis que toutes les autres puissances catholiques offraient le secours de leur épée au chef commun de la chrétienté, le Portugal s'est vu réduit à ne lui offrir que des prières : cruel aveu d'impuissance après une grandeur si merveilleuse.

Finissons par des vœux bien sincères pour la renaissance du Portugal. Outre que le peuple portugais en est digne, la France du moins ne peut que la souhaiter, et non-seulement au nom de l'amitié que se doivent toutes les nations, mais au nom même de ses plus chers intérêts. Le Portugal est un de nos alliés naturels, et sa prospérité importe à notre puissance.

sérable, et ce qui en subsiste n'est guère que le domaine de l'Angleterre. Et comment en serait-il autrement avec les tarifs qui régissent l'importation, avec les défectuosités de la douane, avec la vénalité des agents publics, avec la contrebande, surtout avec un manque aussi absolu de communications? Pas de routes, ou tout au moins de routes sûres et carrossables. Les transports, comme au moyen âge, à dos d'homme ou de mulet, et avec de tels frais, qu'une distance de vingt lieues suffit pour doubler la valeur des objets transportés. Prenons un exemple : on sait avec quelle libéralité la nature a donné au Portugal les coteaux et les vins renommés. Eh bien! le vin coûte aussi cher à Lisbonne qu'à Paris, et celui que l'on embarque à Oporto vaut habituellement deux à trois francs le litre. Aussi chaque année ajoute-t-elle à l'épuisement de ce malheureux pays, les exportations s'élevant à treize millions environ et les importations à plus de cinquante. M. de Thomar avait encore entrepris de remédier à ce mal, par la création d'un nouveau système de routes qui amèneraient vers la mer toutes les productions du pays. Mais combien la nouvelle révolution aura-t-elle augmenté les difficultés que la détresse du trésor public opposait déjà à cette heureuse pensée!

FIN.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

LES CHIFFES INDIQUENT LES PAGES.

A

K

L

M

Q

R

S

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE.

Imprimerie de Ch. Lahure (ancienne maison Crapelet)
rue de Vaugirard, 9, près de l'Odéon.

TABLE DES CHAPITRES.

QUATRIÈME PÉRIODE.

Le Portugal sous la domination espagnole (1583-1640).

CINQUIÈME PÉRIODE.

Indépendance et décadence (1640-1853).

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

CARTES ET PLANS

CONTENUS DANS L'HISTOIRE DU PORTUGAL.

CARTES.

PLANS.



